JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, V

NOUVELLE ÉDITION REVUE
ET AUGMENTÉE PAR
ARLETTE ELKAÏM-SARTRE

GALLIMARD

JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, V

NOUVELLE ÉDITION REVUE
ET AUGMENTÉE PAR
ARLETTE ELKAÏM-SARTRE

GALLIMARD

JEAN-PAUL SARTRE

SITUATIONS, V

MARS 1954 – AVRIL 1958

Nouvelle édition revue et augmentée
par Arlette Elkaïm-Sartre



GALLIMARD

Avertissement aux lecteurs

Légataire et éditrice des œuvres de Sartre, Arlette Elkaïm-Sartre, sa fille adoptive, a entrepris depuis 2010 de rééditer les volumes des *Situations* en y ajoutant un appareil de notes et de textes contemporains qui éclairent ceux de la première édition, cela dans une perspective chronologique.

Sartre considérait ces *Situations* comme une part essentielle de son œuvre, celle qui avait le plus de chances de lui survivre (*La Cérémonie des adieux* suivi d'*Entretiens avec Jean-Paul Sartre*, Gallimard, 1981).

Le décès d'Arlette Elkaïm-Sartre a interrompu le travail qu'elle effectuait pour le cinquième volume. Mauricette Berne, François Noudelmann et Annie Sornaga ont achevé cette édition.

Présentation

L'époque contemporaine des *Situations* s'éloigne de nos mémoires ; des périodes dont il est question dans ces volumes, la plupart d'entre nous, à moins de les avoir vécues, ne connaissent plus que les grands traits. Quant aux ouvrages, aux noms mêmes des écrivains sur lesquels portent les essais littéraires de Sartre, des hommes politiques dont le rôle est évoqué dans ces pages, ils sont parfois oubliés ou à demi oubliés. Cette traversée personnelle de trente-sept années n'est cependant pas sans intérêt pour comprendre le monde d'alors, ses enjeux, ses continuités et ses ruptures avec celui d'aujourd'hui. Il nous a paru utile, amorçant une édition nouvelle des *Situations*, de fournir ou de rappeler au lecteur des années 2000, par de brèves notices et des notes, quelques éléments des circonstances subjectives et objectives dans lesquelles chaque article a été écrit.

Pour la première édition de ces volumes, réimprimée par la suite à l'identique, on avait hésité entre l'ordre chronologique et le classement par thèmes ; nous avons opté pour la chronologie simple, ce qui permettra au lecteur, en s'immergeant une fois pour toutes dans le cours d'un temps qui n'est pas le sien, de suivre, à travers la variété des centres d'intérêt de l'auteur, la courbe d'une vie intellectuelle qui se

voulait aussi morale – de l'enthousiasme du jeune romancier heureux de pouvoir exprimer ses idées sur la littérature dans les bonnes revues d'avant-guerre aux étapes successives de son engagement politique.

De plus en plus sollicité, Sartre a écrit pour divers journaux – outre sa revue *Les Temps Modernes* à partir de 1945 – bien plus d'articles que les *Situations* n'en ont retenu ; on peut donc supposer qu'il a indiqué à l'éditeur les principaux textes auxquels il tenait et dont il se souvenait, suffisamment nombreux pour tenir dans les premiers volumes de petit format qui n'excédaient guère les trois cent vingt-cinq pages, sans se soucier d'en rechercher d'autres. « La fonction du critique est de situer en situant », disait-il. Nous ne croyons pas trahir l'esprit des *Situations* en y intégrant quelques autres articles ; notre choix s'est porté, parmi les plus marquants, principalement sur ceux qui combleraient un manque dans la succession des moments de son activité de publiciste. […]

A.E.-S.
2009

OPÉRATION « KANAPA »

C'est sous la rubrique « Notes » des Temps Modernes *(n° 100) que Sartre a publié en mars 1954 « Opération "Kanapa" », réaction à un article de ce dernier, intitulé « Un nouveau "révisionnisme" à l'usage des intellectuels », paru dans* L'Humanité *du 22 février, dont l'objectif principal était de critiquer une courte chronique de Colette Audry – socialiste, amie de Simone de Beauvoir –, compte rendu d'un livre de Dionys Mascolo,* Le Communisme *(Gallimard, juillet 1953), dans les* T.M. *(n° 96, novembre 1953).*

Jean Kanapa (1921-1978), communiste depuis la fin de la guerre, était pour Sartre une connaissance de longue date : il fut son élève en 1937-1938 au lycée Pasteur de Neuilly-sur-Seine ; un peu plus tard, étudiant en philosophie, il faisait partie d'un petit groupe d'anciens élèves préparant leurs examens, avec lesquels il arrivait à Sartre de discuter de sujets divers, philosophiques, littéraires ou politiques.

L'auteur de La Nausée *n'avait pas, dès 1940, une haute idée des capacités et de l'honnêteté intellectuelles de son ancien élève ; le 24 mars 1940, mobilisé en Alsace, il écrivait à S. de Beauvoir :* « J'ai reçu une lettre de Kanapa, dont je vous copie un passage ; je l'avais autorisé à utiliser pour une conférence un chapitre de la Psyché *[écrit de psychologie que Sartre avait renoncé à publier] : "Pour ne pas me fatiguer j'ai lu en classe votre texte dactylographié lui-même."* Ne croyez-vous pas que c'est vraiment une apparence, ce type-là… quelle drôle d'idée de demander une conférence si c'est pour *lire* mot à mot la pensée d'un autre… » *(*Lettres au Castor*, tome II, pp. 147-148).*

Jean Kanapa a adhéré au Parti communiste à la fin de la guerre. Dès lors il eut envers Sartre une conduite pour le moins ambivalente ; dans Entretiens sur la politique *(1949), celui-ci, parlant de ses relations avec le P.C. depuis la fin de la guerre, raconte :* « Les

attaques étaient de plus en plus violentes, lorsqu'un de mes anciens élèves, à qui j'avais eu l'occasion d'être utile autrefois [*1], Jean Kanapa, me téléphona… *"Vous savez que j'ai toujours considéré que la philosophie que vous exprimez dans* L'Être et le Néant *est parfaitement compatible avec un marxisme assoupli et je pense que vous auriez grand intérêt à une prise de contact avec des intellectuels marxistes… Il y aurait peut-être une base pour des échanges de vue, un travail commun, et une sorte de paix à conclure entre nous."*

Quelques jours plus tard, il me donna un rendez-vous chez Maublanc… Je me rendis chez Maublanc dans un esprit de conciliation, et je me trouvai en face d'un tribunal où Garaudy et Mougin [*2] m'attaquèrent violemment sur ma philosophie… »

Après le procès infligé au ministre hongrois László Rajk et son exécution (1949), approuvée par le P.C.F., Dionys Mascolo (1916-1997) avait contesté les accusations de trahison portées contre cette personnalité, s'étonnant de l'absence totale de preuves ; menacé d'exclusion, il n'avait pas renouvelé sa carte de membre du Parti pour 1950.

Mais, resté fidèle d'esprit et de cœur au communisme, il insiste tout d'abord dans son ouvrage, pour le déplorer, sur l'accueil suspicieux réservé par le Parti à ses intellectuels et l'emploi de plume servile auquel on les cantonne. L'intellectuel communiste, commente Colette Audry, « doit renoncer à l'essentiel de lui-même sans jamais pouvoir espérer être assimilé complètement ». N'étant pas venu au Parti communiste poussé par le besoin, il n'est plus « qualifié pour parler ». Cependant Mascolo, théorisant sur ce malaise dont souffre l'intellectuel, est près de conclure qu'il s'agit d'une étape incontournable, que l'orthodoxie tout entière n'est qu'une superstructure provisoire qui évoluera, exonérant ainsi le Parti de toute responsabilité.

Dionys Mascolo poursuit sa réflexion par une théorie des besoins, donnée universelle, qui, selon lui, rapproche la condition du prolétaire de celle de l'intellectuel. Colette Audry ne la juge pas totalement convaincante. Quoi qu'il en soit, la tentative conciliatrice de l'auteur du Communisme *ne lui servira de rien : il sera exclu définitivement du Parti.*

Pour Kanapa, l'ouvrage aussi bien que son commentaire ne sont que billevesées ; il lui suffit d'affirmer, sans arguments sérieux, que l'intellectuel communiste s'épanouit dans le Parti communiste ; il trouve utile, par ailleurs, de faire d'une pierre plusieurs coups, condamnant pêle-mêle toutes sortes de personnalités, proches ou adversaires du P.C.

Sartre est nettement visé, qui a été en 1952 admis comme « compagnon de route » (voir dans le nouveau Situations, IV, *2015, « Les communistes et la paix », I et II). Il se demande si l'article de Kanapa a été publié dans* L'Humanité *sur commande d'un dirigeant ou s'il est le fruit du seul zèle de son ancien élève. Dans le premier cas, on lui signifierait en haut lieu que*

le rapprochement qu'il croyait établi n'est plus de saison. « Opération "Kanapa" » a été repris dans Situations, VII*, édition de 1965.*

A.E.-S.

Le 22 février, *L'Humanité* a publié, sous le titre « Un "nouveau" révisionnisme à l'usage des intellectuels », l'article suivant que nous reproduisons *in extenso* :

La revue américaine en France *Preuves* organise débat sur débat ; il y en eut un le 5 janvier, il vient d'y en avoir un autre le 9 février. Le *Populaire-Dimanche* sacrifie plusieurs doubles pages, l'une à un « compte rendu » des Journées d'étude des intellectuels communistes à Ivry, une autre à un long factum de Jean Texcier[1] sur la « psychose » des intellectuels qui ont l'audace de n'être pas anticommunistes. On fait un tapage organisé autour du livre du renégat Dionys Mascolo, intitulé par antiphrase *Le Communisme* ; Mme Colette Audry en condense la substance à des fins de popularisation dans *Les Temps Modernes*, *La N.N.R.F.* joint sa voix au chœur, *L'École Libératrice* se met de la partie… Et j'en passe.

De quoi s'agit-il ? De quoi débattent ces gens ? Des rapports entre les intellectuels et le communisme, singulièrement le Parti communiste français. Ils ne sont pas très fixés : Manès Sperber dit qu'il n'y a pas d'intellectuels au Parti communiste, Raymond Aron dit que les intellectuels sont « fascinés » par le communisme, Mascolo dit qu'il n'y a pas d'intellectuel communiste possible, mais qu'il n'y a pas non plus d'intellectuel non communiste possible. Ils ne sont d'accord que sur un point : il faut « éloigner » les intellectuels du communisme. (S'il faut les en éloigner, c'est donc qu'ils sont actuellement et effectivement attirés… Dont acte.) Comment faire ? Eh bien, disent-ils tous aussi, il faut « une révolution philosophique ». Manès Sperber[2] le demande, Mascolo s'y emploie, Mme Audry l'en félicite. Mascolo a « réinventé » un marxisme à l'usage des bourgeois, tout entier réduit à une « théorie des besoins » et dont une des conséquences est que les intellectuels doivent « éclairer » et « guider » le mouvement ouvrier.

Vieille histoire, Messieurs ! C'était déjà votre plate-forme il y a quelques années : elle a été dénoncée par le Comité central en 1948, comme, aussitôt après sa session, l'exprimait le camarade Laurent Casanova [3] dans les *Cahiers du Communisme* (septembre 1948[a]), sur la base de l'enseignement léniniste. Ce que vous mettiez alors en cause, ce qui vous soulève encore d'indignation, c'est ce fait tout simple que le Parti communiste est le parti du prolétariat, que « *le prolétaire dispose depuis un siècle déjà d'une doctrine scientifique, élaborée, vivante, enrichie d'expériences sans cesse renouvelées* », et que la première exigence posée à l'intellectuel communiste est donc de rallier les positions politiques et idéologiques, non des philosophes de Saint-Germain-des-Prés, non de l'intellectuel-flic, mais du *prolétariat*. Vous le savez si bien que c'est pour avoir préféré à cette exigence (qui entraîne, c'est vrai, « *un travail parfois pénible de critique des valeurs jusqu'alors admises* »), pour lui avoir préféré l'accommodement et la compromission avec l'ennemi de classe que vous avez été chassé du Parti communiste, Mascolo.

Alors vous essayez d'effrayer l'intellectuel honnête qui voit dans la doctrine et dans la vie du Parti communiste la source d'un renouvellement incomparable de ses possibilités créatrices. Vous tentez de lui faire croire que, devenu communiste, il ne serait plus un intellectuel, mais un « technicien » au mieux, un zéro au pire. C'est un mensonge contre lequel témoignent les milliers d'intellectuels membres du Parti communiste. C'est un mensonge auquel répond, par exemple, dans un article que vient de publier *La Nouvelle Critique* (n° 52), notre camarade Annie Besse [4] : *« Outre leurs responsabilités proprement politiques…, les intellectuels communistes sont invités à tenir le front qui leur est plus particulièrement réservé : celui de la pensée, de la science, de la culture. Appuyés sur le mouvement ouvrier tout entier, il leur faut, d'un même élan, travailler au rassemblement politique des intellectuels pour la défense de la culture, raison unificatrice des différents combats menés par les intellectuels pour la défense de la paix, de l'indépendance nationale, des libertés, et plate-forme d'unité pour les intellectuels ; mener une bataille idéologique dont l'objectif est de faire triompher dans le domaine de la littérature, de la science et de l'art les idées du Parti, les idées marxistes-léninistes, de façon à reprendre l'héritage culturel de notre peuple et à le porter plus avant, au compte de la classe ouvrière, au compte de la patrie… En vérité, Mascolo méprise cette dignité des intellectuels communistes, d'abord parce qu'il l'ignore et en est incapable, ensuite parce qu'il méprise profondément la réflexion théorique. »*

Combat, qui se fait le porteur enthousiaste de toutes les mascolinades imaginables, assure sans rire que sur ces questions nous sommes « muets »… Renvoyons-le à cet article de notre camarade, renvoyons-le à tout ce numéro de *La Nouvelle Critique*, renvoyons-le aux textes de Dimitrov[5] que nous venons de publier[b] et au commentaire qu'en a fait ici même, il y a quinze jours, Jean Fréville[6] ! En vérité, ils n'ont même plus ce minimum de décence intellectuelle qui fait le partage entre l'aveuglement et la mauvaise foi.

Ils veulent opérer « une révolution philosophique » ? Las ! Le malheur, pour eux, c'est que cette révolution philosophique, elle a eu lieu, et que c'est précisément en fonction d'elle que les intellectuels, toujours plus nombreux, se tournent vers le communisme. Ils « relancent » sous de nouveaux oripeaux un révisionnisme éculé, qui s'alimente aux sources de la social-démocratie blumiste et se pare des plumes de l'existentialisme.

Et à l'heure où la question à l'ordre du jour chez les intellectuels de France est celle de leur rassemblement pour la défense *d'abord* des valeurs nationales menacées par l'Amérique impérialiste et par un gouvernement servile – ces valeurs qui ont nom la paix, la souveraineté nationale, la démocratie, la culture française – à cette heure, les gens de *Preuves*, les Mascolo et les Texcier n'ont d'autre souci, eux, que la production accélérée de faux dilemmes comme autant d'ombres où ils voudraient égarer les pas de tous ceux qui, avec les communistes, veulent *une autre politique*. C'est pourquoi tous ceux-là, et pas seulement les communistes, repoussent leurs calomnies et estiment leur entreprise malfaisante, parce qu'animée d'abord de l'esprit de division, contraire aux intérêts conjoints du prolétariat et de la nation.

Jean Kanapa

Il faut plus d'une hirondelle pour ramener le printemps, plus d'un kanapa pour déshonorer un parti : s'il n'engage que son auteur, l'article précité est à mettre au panier sans commentaire. L'ennui, c'est qu'on l'a publié en deuxième page de *L'Humanité* : il est donc à craindre que la direction de ce journal n'y attache une certaine importance. Dans le doute – et puisque je dirige l'une des revues citées par Kanapa – je saisis cette occasion pour me tourner vers ceux qui président aux activités intellectuelles du Parti communiste et pour leur

parler avec franchise. « Si vous n'êtes pas engagés par cet article, qu'attendez-vous pour le désavouer ? Ou pour le faire désavouer par Kanapa lui-même : il a l'habitude du désaveu et son insolence n'a d'égale que sa servilité. Si, au contraire, vous le cautionnez de votre autorité, voyons où cela nous mène. »

L'article de Kanapa traite « des rapports entre les intellectuels et le communisme ». De ce point de vue – et si nous laissons les anticommunistes de côté – il y a trois sortes d'intellectuels : ceux qui sont inscrits au Parti, ceux qui songent à s'y inscrire et ceux qui n'y songent pas. Kanapa est un représentant du premier groupe, il s'adresse au second et lui parle du troisième. Parlons un peu des membres du deuxième groupe : ce sont des intellectuels « honnêtes mais effrayés » qui souhaitent rallier le Parti mais qu'une cabale détourne d'y adhérer. Voulez-vous vraiment les rassurer ? Avez-vous pour de bon l'intention de leur montrer qu'ils ne deviendront pas « des zéros » ? Alors commencez par leur cacher Kanapa : ils le découvriront bien assez tôt. Vous désirez leur faire entendre qu'ils trouveront « dans la doctrine et dans la vie du Parti communiste la source d'un renouvellement incomparable de (leurs) possibilités créatrices ». À la bonne heure : mais comment ne voyez-vous pas que cet article leur prouve tout juste le contraire ? D'abord il ne fallait pas choisir pour héraut le plus authentique fruit sec de tous les partis communistes européens. Voyons ! Vous n'y croyez pas vous-mêmes aux « possibilités créatrices » de Kanapa ! Kanapa créateur ? Kanapa renouvelé ? Allons donc ! Cela se saurait. Mis à part deux méchants romans, on ne connaît de lui que des bottes de calomnies mal ficelées. Et ce n'est pas son article du 22 février qui fera changer d'avis ses lecteurs : si les intellectuels sont « effrayés », croyez-vous les édifier par ce pédantisme scolastique qui résout les difficultés à coups de citations, par ce défilé monotone d'injures « éculées », par ce verbalisme qui

cache sous les grands mots le vide de la pensée ? Et s'ils sont « honnêtes », quel effet croyez-vous que puisse leur faire cet étalage ingénu de malhonnêteté ? Pour ne prendre qu'un exemple, vous n'êtes pas sans savoir ce qu'on appelle amalgame : on le pratique couramment chez Franco, quelquefois chez nous et vous l'avez souvent dénoncé. Alors pourquoi laissez-vous votre collaborateur « amalgamer » *Preuves*, *Les Temps Modernes*, *La N.N.R.F.*, *L'École Libératrice* et le *Populaire-Dimanche* ? Pourquoi le laissez-vous mettre dans le même panier les têtes fraîchement coupées de Texcier, de Colette Audry, d'Aron, de Mascolo et de Sperber ? Êtes-vous d'avis, comme les massacreurs de Toulouse, que « Dieu reconnaîtra les siens » ? Tout le monde sait que « ces gens » n'ont pas une opinion commune (pas même celle que leur prête Kanapa) ; leurs différences sont d'ailleurs si criantes que l'auteur de l'article, après les avoir cavalièrement identifiés les uns aux autres, est forcé d'avouer qu'ils « ne sont pas très fixés ». J'entends : vous allez me dire que ce sont tous des ennemis du prolétariat et vous savez bien que je ne vous l'accorderai pas puisque Kanapa s'est arrangé pour me mettre implicitement dans l'amalgame. Mais tenez : supposons que cela soit. L'intellectuel honnête et timide qui veut rallier votre Parti, vous pensez bien qu'il a lu Marx ; il a donc appris que la bourgeoisie n'est pas tout d'une pièce, qu'elle comprend des milieux fort différents et que l'on y trouve de violents antagonismes, des conflits d'intérêts et, par voie de conséquence, des manières différentes de penser. Que les nécessités de l'action empêchent parfois de faire les distinctions nécessaires, je n'en disconviens pas. Mais si vous voulez convaincre des intellectuels, craignez de simplifier à l'excès : ce qu'on apercevrait entre les lignes, ce n'est pas « une source de possibilités créatrices » mais le gouffre fascinant de la bêtise. Il se peut que vous comptiez entraîner l'adhésion des hésitants en traitant d'intellectuels-flics certains de leurs confrères. Mais si vous voulez que cette étrange

manœuvre réussisse, choisissez donc un porte-parole sans reproche : si basse que soit la besogne, il est encore au-dessous d'elle, le mouchard qui dénonçait Claude Roy[7] à son propre parti, quitte à lui demander pardon, une fois le coup manqué.

Bien sûr, vous pouvez nous répondre que tout cela ne nous regarde pas et, d'une certaine manière, vous avez raison. Car nous appartenons, nous, au troisième groupe et nous ne songeons pas plus à entrer au P.C. que vous ne songez à nous y recevoir. Mais ce qui nous regarde, par contre, c'est la façon dont vous envisagez le rapport entre les intellectuels du troisième groupe et votre Parti. Comme Kanapa l'écrit lui-même, nous sommes « à l'heure où la question à l'ordre du jour chez les intellectuels de France est celle de leur rassemblement pour la défense *d'abord* des valeurs nationales… ces valeurs qui ont nom la paix, la souveraineté nationale, la démocratie, la culture française… » Bien. Colette Audry a pris position avec beaucoup d'autres intellectuels contre la *C.E.D.*[8] et les accords de Bonn et de Paris, contre le Pacte Atlantique, pour l'ouverture immédiate de négociations en Indochine, pour la défense des libertés démocratiques ; quant aux *Temps Modernes*, on connaît assez leur point de vue. Or vous tolérez qu'on embarque Colette Audry dans le même fond de cale que Raymond Aron, qui écrit les leaders du *Figaro*, et qu'on brûle dans un même autodafé *Les Temps Modernes* et « la revue américaine en France, *Preuves* ». Qu'avons-nous fait ? Eh bien, Mascolo qui n'est pas du P.C. avait écrit un livre (un livre qui n'était à aucun titre anticommuniste mais que vous aviez condamné pour des raisons qui vous sont propres) et Colette Audry s'était permis d'en faire, dans *Les Temps Modernes*, un éloge très nuancé. Voilà donc comment vous envisagez le « rassemblement des intellectuels honnêtes ». Il ne suffit pas d'être d'accord avec vous sur tous les grands chapitres de votre politique ; il faut couvrir de fleurs les livres que vous aimez et traîner dans la boue ceux que vous n'aimez pas. Et si l'on se

permet d'apprécier les ouvrages d'un point de vue qui ne soit pas exactement le vôtre, on est aussitôt rangé dans la catégorie des intellectuels-flics ou des philosophes de Saint-Germain-des-Prés. Êtes-vous fous ? Est-ce que vous n'avez rien appris ? Allez-vous sacrifier une fois de plus les alliances à cette morgue imbécile que vous entendez garder vis-à-vis de vos alliés ? Est-ce que vous ne voyez pas les contradictions de votre attitude, quand elles crèvent les yeux de tous ? Et Kanapa parle de division ! Et vous le laissez parler ! Mais dites-moi donc : où sont-ils, les diviseurs ? Les dernières lignes de cet article, je les applique mot pour mot à l'opération Kanapa et je dis que les intellectuels honnêtes qui veulent enfin « *une autre politique* », une politique que feraient de concert et dans la confiance mutuelle une gauche non communiste et le Parti communiste, « repoussent ces calomnies et estiment cette opération malfaisante parce qu'animée d'abord de l'esprit de division contraire aux intérêts conjoints du prolétariat et de la nation ».

Que les intellectuels qui sont communistes ne partagent pas toujours l'avis de ceux qui ne le sont pas, cela va de soi. Qu'ils discutent ferme, durement s'ils veulent, c'est souhaitable – et nous serons aussi durs qu'eux : ce que l'on vous refuse *absolument* c'est le droit de nous insulter. Vous vous en moquez ? Vous le prendrez sans permission ? Parfait : alors vous aurez saccagé de vous-mêmes le rassemblement que vous souhaitez faire. Et puis, surtout, vous aurez bonne mine : si – pour prendre un cas parmi d'autres – je dirige une revue « américaine », si je suis un intellectuel-flic, si je prête « les plumes de l'existentialisme » à un « révisionnisme éculé », pourquoi avez-vous toléré ma présence au Congrès de Vienne[9] et dans les meetings où vous preniez part ? Il faut choisir : si je suis un flic, vous êtes des crétins. Et si les communistes que j'ai rencontrés et que j'estime ne sont pas des imbéciles, si, en particulier, le Parti doit être « une source de renouvellement pour les

intellectuels », alors je ne suis pas un flic ni Colette Audry une « révisionniste blumiste[10] » et le seul crétin, c'est Kanapa.

Mars 1954

NOTES DE L'AUTEUR

a. Reproduit dans *Le Parti communiste, les Intellectuels et la Nation*, Éditions sociales, 2e édition, p. 59 *sqq.*

b. Éditions de *La Nouvelle Critique.*

*1. *Sartre fait allusion à un épisode de profonde dépression nerveuse de Kanapa en 1939 ; Sartre s'était occupé de lui et l'avait accompagné chez un psychiatre.*

*2. *Les communistes René Maublanc (1891-1960), Roger Garaudy (1913-2012) – idéologue communiste, qui publia dans les* Lettres françaises *« Sur une philosophie réactionnaire. Un faux prophète : Jean-Paul Sartre » (2 décembre 1945) – et Henri Mougin (1912-1946).*

LES PEINTURES DE GIACOMETTI

Pour une exposition d'œuvres d'Alberto Giacometti (1901-1966), qui eut lieu du 14 mai au 15 juin 1954 à la galerie Maeght, à Paris, Sartre écrivit cet article ; l'exposition s'intitulait « Sculptures, peintures et dessins de Giacometti ». L'article parut dans la revue de la galerie – Derrière le miroir, *n° 65 – et fut repris dans les* T.M. *de juin 1954 (n° 103), puis dans* Situations, IV *(ancienne édition, 1964).*

Giacometti est sans doute le seul artiste que Sartre ait admiré sans réserve ; en 1948, dans « La recherche de l'absolu », consacré à ses sculptures, il avait déjà souligné l'originalité et l'authenticité de sa démarche (voir Situations, III*, édition de 1949 ou de 2013).*

A.E.-S.

« Plusieurs femmes nues, vues au Sphinx[1], moi étant assis au fond de la salle. La distance qui nous séparait (le parquet luisant et qui semblait infranchissable malgré mon désir de le traverser) m'impressionnait autant que les femmes[a]. » Résultat : quatre figurines inaccessibles, en équilibre sur une lame de fond qui n'est qu'un parquet vertical. Il les a faites comme il les a vues : *distantes*. Mais voici quatre longues filles d'une encombrante *présence*, qui surgissent du sol et vont s'abattre sur lui toutes ensemble, comme le couvercle d'une

boîte : « Je les ai vues souvent, surtout un soir, dans une petite pièce, rue de l'Échaudé, toutes proches et menaçantes. » À ses yeux, la distance, loin d'être un accident, appartient à la nature intime de l'objet. Ces putains à vingt mètres – vingt mètres infranchissables – il les a fixées pour toujours dans l'éclairage de son désir sans espoir. Son atelier, c'est un archipel, un désordre d'éloignements divers. Contre le mur, la Déesse-Mère garde la proximité d'une obsession ; si je recule, elle s'avance, elle est au plus près quand je suis au plus loin ; cette statuette, à mes pieds, c'est un passant aperçu dans le rétroviseur d'une auto : en voie de disparition ; j'ai beau m'approcher, il garde ses distances. Ces solitudes repoussent le visiteur de toute l'infranchissable longueur d'une salle, d'une pelouse, d'une clairière qu'on n'a pas osé traverser ; elles témoignent de l'étrange paralysie qui fond sur Giacometti à la vue de son semblable. Non qu'il soit misanthrope : cet engourdissement est l'effet d'un étonnement mêlé de crainte, souvent d'admiration, parfois de respect. Il est distant, c'est vrai : mais, après tout, c'est l'homme qui a créé la distance et celle-ci n'a de sens que dans un espace humain ; elle sépare Héro de Léandre[2] et Marathon d'Athènes mais non pas un caillou d'un autre caillou. J'ai compris ce que c'était, un soir d'avril 1941 : j'avais passé dix mois dans un camp de prisonniers, autant dire dans une boîte à sardines, et j'y avais fait l'expérience de la proximité absolue ; la frontière de mon espace vital, c'était ma peau ; jour et nuit j'avais senti contre moi la chaleur d'une épaule ou d'un flanc. Cela ne gênait pas : les autres, c'était encore moi. Ce premier soir de liberté, étranger dans ma ville natale, n'ayant pas encore retrouvé mes amis d'autrefois, je poussais la porte d'un café. Aussitôt, j'eus peur – ou presque – je ne pouvais comprendre comment ces immeubles trapus et ventrus pouvaient recéler de pareils déserts ; j'étais perdu : les rares consommateurs me semblaient plus lointains que les étoiles ; chacun d'eux avait droit à un gros morceau de

banquette, à toute une table de marbre et il eût fallu, pour les toucher, traverser le « parquet luisant » qui me séparait d'eux. S'ils me semblaient inaccessibles, ces hommes qui scintillaient, tout à l'aise dans leur manchon de gaz raréfié, c'est que je n'avais plus le droit de leur mettre la main sur l'épaule, sur la cuisse, ni de les appeler « petite tête » ; j'avais retrouvé la société bourgeoise, il me fallait réapprendre la vie « à distance respectueuse » et ma soudaine agoraphobie trahissait mon vague regret de la vie unanime dont je venais d'être sevré pour toujours. Ainsi de Giacometti : chez lui la distance n'est pas un isolement volontaire, pas même un recul : elle est exigence, cérémonie, sens des difficultés. C'est le produit – il l'a dit lui-même[b] – des puissances d'attraction et des forces répulsives. S'il ne peut les franchir, ces quelques mètres de parquet luisant qui le séparent des femmes nues, c'est que la timidité ou la pauvreté le clouent sur sa chaise ; mais s'il sent à ce point qu'ils sont infranchissables, c'est qu'il désire toucher ces chairs de luxe. Il refuse la promiscuité, les rapports de bon voisinage : mais c'est qu'il veut l'amitié, l'amour. Il n'ose prendre parce qu'il a peur d'être pris. Ses figurines sont solitaires : mais si vous les mettez ensemble, n'importe comment, leur solitude les unit, elles forment soudain une petite société magique : « En regardant les figures qui, pour débarrasser la table, avaient été placées au hasard par terre, je m'aperçus qu'elles formaient deux groupes qui me semblaient correspondre à ce que je cherchais. Je montai les deux groupes sur des bases sans le moindre changement… » Une exposition de Giacometti, c'est un peuple. Il a sculpté des hommes qui traversent une place sans se voir ; ils se croisent, irrémédiablement seuls et pourtant *ils sont ensemble* : ils vont se perdre pour toujours mais ne se perdraient pas s'ils ne s'étaient cherchés. Il a défini son univers mieux que je ne saurais faire quand il a écrit, d'un de ses groupes, qu'il lui rappelait « un coin de forêt vu pendant de nombreuses années et dont les arbres aux

troncs nus et élancés… me semblaient toujours être comme des personnages immobilisés dans leur marche et qui se parlaient ». Et qu'est-ce donc que cette distance circulaire – que seule peut franchir la parole – sinon la notion négative, *le vide* ? Ironique, défiant, cérémonieux et tendre, Giacometti voit le vide partout. Partout, non, direz-vous. Il y a des objets qui se touchent. Mais, justement, Giacometti n'est sûr de rien, pas même de cela ; pendant des semaines entières, il s'est fasciné sur les pieds d'une chaise : ils ne *touchaient* pas le sol. Entre les choses, entre les hommes, les ponts sont rompus ; le vide se glisse partout, chaque créature sécrète son propre vide. Giacometti est devenu sculpteur parce qu'il a l'obsession du vide. À propos d'une statuette, il écrit : « Moi, me hâtant dans une rue sous la pluie. » Les sculpteurs font rarement leur buste ; s'ils tentent un « portrait de l'artiste », ils se regardent de l'extérieur, dans un miroir : ce sont des prophètes de l'objectivité. Mais imaginez un sculpteur lyrique : ce qu'il veut rendre, c'est son sentiment intérieur, ce vide à perte de vue qui l'enserre et le sépare d'un abri, son délaissement sous l'orage. Giacometti est sculpteur parce qu'il porte son vide comme un escargot sa coquille, parce qu'il veut en rendre compte sous toutes les faces et dans toutes les dimensions. Et tantôt il fait bon ménage avec cet exil minuscule qu'il emmène partout – et tantôt il le prend en horreur. Un ami vient s'installer chez lui ; d'abord content, Giacometti s'inquiète vite : « Au matin, j'ouvre les yeux : il avait ses pantalons et son veston *sur mon vide.* » Mais d'autres fois, il rase les murs, il se frotte aux murailles : le vide, autour de lui, ce sont des promesses de chute, d'éboulis, d'avalanches. De toute façon, il faut en témoigner.

La sculpture y suffira-t-elle ? La figure, en sortant de ses doigts, est « à dix pas », « à vingt pas » et, quoi que vous fassiez, elle y reste. C'est la statue elle-même qui décide de la distance à laquelle il faut la voir, comme l'étiquette de cour décide de la distance à laquelle il faut parler

au roi. Le réel engendre le *no man's land* qui l'entoure. Une figure de Giacometti, c'est Giacometti lui-même produisant son petit néant local. Mais toutes ces absences légères, qui nous appartiennent comme nos noms, comme nos ombres, elles ne suffisent pas à faire un monde. Il y a aussi le Vide, cette universelle distance de tout à tout. La rue est vide, au soleil : et *dans ce vide* un personnage paraît soudain. La sculpture crée le vide *à partir du plein* : peut-elle montrer le plein surgissant au milieu d'un vide antérieur ? À cette question Giacometti a cent fois essayé de répondre. Sa composition *La Cage* correspond « au désir d'abolir le socle et d'avoir un espace *limité* pour réaliser une tête et une figure ». Car c'est là tout le problème : le vide sera antérieur aux êtres qui le peuplent, immémorial, si d'abord on l'enclôt entre des murs. Cette « Cage » est « une chambre que j'ai vue, j'ai même vu des rideaux derrière la femme… ». Une autre fois, il fait « une figurine dans une boîte entre deux boîtes qui sont des maisons ». Bref, il encadre ses personnages : ils conservent, par rapport à nous, une distance imaginaire mais ils vivent dans un espace clos qui leur impose ses propres distances, dans un vide préfabriqué qu'ils n'arrivent pas à remplir et qu'ils subissent au lieu de le créer. Et qu'est-ce donc que ce vide encadré et peuplé, sinon un tableau ? Lyrique quand il sculpte, Giacometti devient objectif quand il peint : il tente de fixer les traits d'Annette[3] ou de Diego[4] tels qu'ils apparaissent dans une chambre vide, dans son atelier désert. J'ai tenté de montrer ailleurs qu'il venait à la sculpture comme un peintre puisqu'il traitait une figurine de plâtre comme si c'était un personnage dans un tableau[c] : il confère à ses statuettes une distance imaginaire et fixe. Inversement, je puis dire qu'il vient en sculpteur à la peinture car il souhaiterait que nous prenions pour un vide *véritable* l'espace imaginaire que le cadre limite. La femme assise qu'il vient de peindre, il voudrait que nous la percevions à travers des épaisseurs de vide ; il aimerait que la toile fût

comme une eau dormante et qu'on vît ses personnages *dans* le tableau comme Rimbaud voyait un salon dans un lac : en transparence. Sculptant comme les autres peignent, peignant comme les autres sculptent, est-il peintre ? est-il sculpteur ? Ni l'un ni l'autre, l'un et l'autre. Peintre et sculpteur parce que l'époque ne permet pas qu'il soit sculpteur et architecte : sculpteur pour restituer à chacun sa solitude circulaire, peintre pour replacer les hommes et les choses dans le monde, c'est-à-dire dans le grand Vide universel, il lui arrive de modeler ce qu'il avait d'abord souhaité peindre[d]. Mais, d'autres fois, il sait que la sculpture (ou, en d'autres cas, la peinture) lui permet seule de « réaliser ses impressions ». De toute façon, ces deux activités sont inséparables et complémentaires : elles lui permettent de traiter sous tous ses aspects le problème de ses rapports aux autres, selon que la distance vient d'eux, de lui ou de l'univers.

Comment peindre le vide ? Avant Giacometti, il semble que personne ne s'y soit essayé. Depuis cinq cents ans, les tableaux sont pleins à craquer : on y fait entrer de force l'univers. De ses toiles, Giacometti commence par expulser le monde : son frère Diego, tout seul, perdu dans un hangar : c'est suffisant. Encore faut-il distinguer ce personnage de ce qui l'entoure. À l'ordinaire, on y parvient en soulignant ses contours. Mais une ligne est produite par l'intersection de deux surfaces : et le vide ne peut passer pour une surface. Encore moins pour un volume. On sépare au moyen d'une ligne le contenant du contenu : mais le vide n'est pas un contenant. Dira-t-on que Diego se « détache » sur cette cloison qui est derrière lui ? Mais non : le rapport « forme-fond » n'existe que pour des surfaces relativement plates ; à moins qu'il ne s'y adosse, cette cloison lointaine ne peut « servir de fond » à Diego ; pour tout dire, il n'a rien à faire avec elle. Ou plutôt si : puisque l'homme et l'objet sont dans le même tableau, il

faut bien qu'ils soutiennent quelques relations de convenance (teintes, valeurs, proportions) qui confèrent à la toile son unité. Mais ces correspondances sont en même temps biffées par le néant qui s'interpose entre eux. Non : Diego ne se détache pas sur le fond gris d'une muraille ; il est là et la muraille est là, c'est tout. Rien ne l'enserre, rien ne le soutient, rien ne le contient : il *apparaît* tout seul dans l'immense cadre du vide. À chacun de ses tableaux, Giacometti nous ramène au moment de la création *ex nihilo* ; chacun d'eux renouvelle la vieille interrogation métaphysique : Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? Et pourtant il y a quelque chose : il y a cette apparition têtue, injustifiable et superfétatoire. Ce personnage peint est hallucinant parce qu'il se présente sous la forme d'une *apparition interrogative.*

Mais comment le fixer sur la toile sans le cerner par quelque trait ? Ne va-t-il pas éclater dans le vide comme un poisson des profondeurs abyssales ramené à la surface de l'eau ? Justement non : la ligne figure une fuite arrêtée, elle représente un équilibre entre l'extérieur et l'intérieur, elle se noue autour de la forme qu'adopte l'objet sous la pression des forces du dehors ; c'est un symbole de l'inertie, de la passivité. Mais Giacometti ne tient pas la finitude comme une limitation subie : la cohésion du réel, sa plénitude et sa détermination ne sont qu'un seul et même effet de sa puissance interne d'affirmation. Les « apparitions » s'affirment et se limitent en se définissant. Semblable à ces courbes étranges que les mathématiciens étudient et qui sont à la fois enveloppantes et enveloppées, l'objet est à lui-même sa propre enveloppe. Un jour qu'il avait entrepris de me dessiner, Giacometti s'étonnait : « Quelle densité, disait-il, quelles lignes de force ! » Et je m'étonnais encore plus que lui car je crois avoir un visage assez flasque, comme tout le monde. Mais c'est qu'il en voyait chaque trait comme une force centripète. Le visage revient sur soi, c'est une boucle qui se

boucle. Tournez autour : vous ne trouverez jamais de contour : rien que du plein. La ligne est un commencement de négation, le passage de l'être au non-être. Mais Giacometti tient que le réel est positivité pure : *il y a* de l'être et puis, tout d'un coup, il n'y en a plus : mais de l'être au néant aucune transition n'est concevable. Observez comme les multiples traits qu'il trace sont *intérieurs* à la forme qu'il décrit ; voyez comme ils représentent des relations intimes de l'être avec lui-même, le pli d'un veston, la ride d'un visage, la saillie d'un muscle, la direction d'un mouvement. Toutes ces lignes sont centripètes : elles visent à resserrer, elles obligent l'œil à les suivre et le ramènent toujours au centre de la figure ; on croirait que le visage se rétracte sous l'effet d'une substance astringente : dans quelques minutes, il sera gros comme un poing, comme une tête de Jivaro. Cependant la limite du corps n'est marquée nulle part : tantôt la lourde masse charnelle se termine obscurément, sournoisement, par un vague nimbe brun, quelque part sous l'enchevêtrement des lignes de force – et tantôt, à la lettre, elle ne finit pas : le contour du bras ou de la hanche se perd dans un miroitement de lumières qui l'escamote. On nous fait assister sans avertissement à une brusque dématérialisation : voici un homme qui croise une jambe sur l'autre ; tant que je n'avais d'yeux que pour son visage et son buste, j'étais convaincu qu'il avait des pieds, je pensais même les voir. Mais si je les regarde, ils s'effilochent, ils s'en vont en brume lumineuse, je ne sais plus où commence le vide et où finit le corps. Et ne croyez pas qu'il s'agisse d'une de ces désintégrations que Masson a tentées pour donner aux objets une sorte d'ubiquité en les diffusant sur toute la toile. Si Giacometti n'a pas délimité le soulier, ce n'est pas qu'il le croie sans limites, c'est qu'il compte sur nous pour lui en donner une. Par le fait, ils sont là, ces souliers, lourds et denses. Il suffit, pour les voir, que je ne les regarde pas tout à fait. Pour comprendre ce procédé, qu'on examine les croquis que Giacometti fait

parfois de ses sculptures. Quatre femmes sur un socle : bien. Reportons-nous au dessin : voici la tête et le cou, en traits pleins, puis rien, puis rien, puis une courbe ouverte qui roule autour d'un point : le ventre et le nombril ; voici encore un moignon de cuisse, puis rien, et puis deux traits verticaux et, plus bas, deux autres. C'est tout. Toute une femme. Qu'avons-nous fait ? Nous avons usé de notre savoir pour rétablir la continuité, de nos yeux pour accoler ces *disjecta membra* : nous *avons vu* sur le papier blanc des épaules et des bras ; nous les avons vus parce que nous avions *reconnu* la tête et le ventre. Et ces membres étaient là, en effet, bien qu'ils ne fussent pas donnés par des lignes. Ainsi concevons-nous parfois des pensées lucides et entières qui ne nous sont pas données par des mots. Entre les deux extrémités, le corps, c'est un courant qui passe. Nous sommes en face du réel pur, invisible tension du papier blanc. Mais le vide ? n'est-il pas, lui aussi, figuré par la blancheur de la feuille ? Justement : Giacometti refuse également l'inertie de la matière et l'inertie du pur néant ; le vide, c'est du plein détendu, étalé ; le plein, c'est du vide orienté. Le réel fulgure.

Avez-vous remarqué la surabondance des traits blancs qui strient les torses et les visages ? Ce Diego n'est pas solidement cousu : ce n'est qu'un bâti, comme disent les couturières. Ou serait-ce que Giacometti veut « écrire lumineusement sur fond noir » ? Presque. Il ne s'agit plus de séparer le plein du vide mais de peindre la plénitude même. Or elle est à la fois une et diverse : comment la différencier sans la diviser ? Les traits noirs sont dangereux : ils risquent de rayer l'être, de le fissurer. Qu'on les emploie à cerner un œil, à ourler une bouche, nous serons exposés à croire qu'il y a des fistules de vide au sein de la réalité. Ces stries blanches sont là pour indiquer sans se montrer : elles guident l'œil, lui imposent ses mouvements et fondent sous la vue. Mais le vrai danger est ailleurs. On sait le succès d'Arcimboldo, de ses légumes en tas, de ses poissons empilés. Qu'est-ce donc qui nous flatte dans ces

truquages ? Ne serait-ce pas que le procédé nous est depuis longtemps familier ? Et si nos peintres, à leur manière, étaient tous des Arcimboldi ? Il est vrai qu'ils ne daigneraient pas composer une tête humaine avec une citrouille, des tomates et des radis. Mais ne composent-ils pas chaque jour des visages avec une paire d'yeux, un nez, deux oreilles et trente-deux dents ? Où est la différence ? Prendre une sphère de viande rose, y pratiquer deux trous, enfoncer dans chacun d'eux une bille émaillée, modeler un appendice nasal et le planter, comme un faux nez, sous les globes oculaires, forer un troisième trou et le garnir de cailloux blancs, n'est-ce pas remplacer l'indissoluble unité d'une figure par un assortiment d'objets hétéroclites ? Le vide se glisse partout : entre les yeux et les paupières, entre les lèvres, dans les trous de nez. Une tête devient à son tour un archipel. Vous dites que cet étrange assemblage est conforme à la réalité, que l'oculiste peut extirper l'œil de l'orbite et le dentiste arracher les dents ? Peut-être. Mais que faut-il peindre ? Ce qui est ? Ce que nous voyons ? Et que voyons-nous ? Ce marronnier, sous ma fenêtre, certains en ont fait une grosse boule unanime et frissonnante ; et d'autres ont peint ces feuilles une à une, avec leurs nervures. Est-ce que je vois une masse feuillue ou une multitude ? Des feuilles ou un feuillage ? Ma foi c'est l'un et l'autre ; ce n'est ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre ; et je suis renvoyé sans cesse de l'un à l'autre. Ces feuilles, non : je ne les vois pas jusqu'au bout ; je crois que je vais les saisir et puis je m'y perds ; le feuillage, quand je peux le tenir, il se décompose. Bref, je vois une cohésion fourmillante, un éparpillement reployé. Allez donc peindre cela ! Et pourtant Giacometti veut peindre ce qu'il voit, tout juste comme il le voit ; il veut que ses figures, au cœur de leur vide originel, sur sa toile immobile, passent et repassent sans cesse du continu au discontinu. La tête, il veut à la fois qu'elle s'isole, puisqu'elle est souveraine, et que le corps la reprenne, qu'elle ne soit

plus qu'un périscope du ventre au sens où l'on dit de l'Europe qu'elle est une presqu'île de l'Asie. Les yeux, le nez, la bouche, il veut en faire des feuilles dans un feuillage, séparées et fondues tout ensemble. Il y parvient : c'est là sa réussite majeure. Comment ? En refusant d'être plus précis que la perception. Il ne s'agit pas de peindre *vague* ; tout au contraire, il suggérera une parfaite précision de l'être sous l'imprécision du connaître. En eux-mêmes ou pour d'autres qui ont meilleure vue, pour des anges, ces visages se conforment rigoureusement au principe d'individuation ; ils sont déterminés jusqu'au plus petit détail. Cela, nous le savons du premier coup d'œil : du reste, nous reconnaissons à l'instant Diego, Annette. Cela seul suffirait, s'il en était besoin, à laver Giacometti du reproche de subjectivisme. Mais, en même temps, nous ne pouvons regarder la toile sans malaise : nous avons envie, malgré nous, de demander une torche électrique ou tout simplement une bougie. Est-ce un brouillard, le soir qui tombe ou nos yeux qui se fatiguent ? Diego baisse-t-il, lève-t-il ses paupières ? Est-ce qu'il somnole ? Est-ce qu'il rêve ? Est-ce qu'il épie ? Ces questions, bien sûr, il arrive qu'on se les pose, à la foire aux croûtes, devant quelque méchant portrait si flou que toutes les réponses sont également possibles sans qu'aucune ne s'impose. Mais cette indétermination de maladresse n'a rien de commun avec l'indétermination calculée de Giacometti : celle-ci, d'ailleurs, ne vaudrait-il pas mieux l'appeler surdétermination ? Je me retourne vers Diego et, d'un instant à l'autre, voici qu'il dort, qu'il veille, qu'il regarde au ciel, qu'il fixe les yeux sur moi. Tout est vrai, tout est évident : mais, si je penche un peu la tête, si je change la direction de mon regard, l'évidence s'évanouit, une autre la remplace. Si, de guerre lasse, je veux m'arrêter à une opinion, je n'ai d'autre moyen que de m'en aller au plus vite. Encore restera-t-elle fragile et probable : ainsi quand je découvre un visage dans le feu, dans une tache d'encre, dans

une arabesque de la tenture, la forme brusquement apparue se resserre et s'impose à moi, mais bien que je ne puisse la voir autrement que je ne la vois, je sais que d'autres la verront différemment. Mais le visage dans la flamme n'a point de vérité : dans les tableaux de Giacometti ce qui nous agace et nous envoûte en même temps, c'est *qu'il y a* une vérité et que nous en sommes sûrs. Elle est là, sous la main, pour peu que je la cherche. Mais mon regard s'émousse et mes yeux se fatiguent : je renonce. D'autant que je commence à comprendre : Giacometti nous possède parce qu'il a inverti les données du problème. Voici un tableau d'Ingres : si je regarde le bout du nez de l'odalisque, le reste du visage devient flou, un beurre rose, tacheté de rouge tendre par les lèvres ; que je porte mon regard sur les lèvres, à présent, elles sortiront de l'ombre, humides, entrouvertes et le nez disparaîtra, mangé par l'indifférenciation du fond : qu'importe, je sais que je peux le convoquer à ma fantaisie, voilà qui rassure. Avec Giacometti c'est tout le contraire : pour qu'un détail me semble net et rassurant, il faut et il suffit que je n'en fasse pas l'objet explicite de mon attention ; ce qui inspire confiance, c'est ce que je guigne du coin de l'œil. Les yeux de Diego, plus je les observe et moins je les déchiffre ; mais je devine des joues qui tombent un peu, un drôle de sourire au coin des lèvres. Que mon goût malheureux pour la certitude fasse descendre mon regard jusqu'à cette bouche, tout m'échappe aussitôt. Qu'est-elle ? dure ? amère ? ironique ? ouverte ? pincée ? les yeux, par contre, qui sont presque sortis de mon champ visuel, je *sais* à présent qu'ils sont à demi clos. Et rien ne m'empêche de continuer à tourner, obsédé par ce visage fantôme qui se forme, se déforme et se reforme sans cesse derrière moi. L'admirable, c'est qu'on y croie. Comme aux hallucinations : dans les débuts, elles vous frôlent de côté, on se retourne : plus rien. Mais de l'autre côté, justement…

Ces extraordinaires figures, si parfaitement immatérielles qu'elles

en deviennent souvent transparentes, si totalement, si pleinement réelles qu'elles s'affirment comme un coup de poing et qu'on ne peut les oublier, sont-ce des apparitions ou des disparitions ? Les deux ensemble. Elles semblent si diaphanes, parfois, qu'on ne songe même plus à s'interroger sur leurs têtes : on se pince pour savoir si elles existent vraiment. Si l'on s'obstine à les épier, le tableau tout entier se met à vivre : une mer sombre roule sur elles et les submerge ; il ne reste plus rien qu'une surface barbouillée de suie ; et puis la vague se retire et on les revoit, blanches et nues, qui brillent sous les eaux. Mais dès qu'elles réapparaissent, c'est pour s'affirmer avec violence, comme des cris étouffés qui parviennent au sommet d'une montagne et dont on sait, à les entendre, qu'ils ont été, quelque part, de grands cris d'appel ou de douleur. Ce jeu du paraître et du disparaître, de la fuite et de la provocation leur donne un certain air de coquetterie. Elles me rappellent cette Galatée qui fuyait son amant sous les saules et désirait en même temps qu'il la vît. Coquettes, oui, et gracieuses, puisqu'elles sont tout en acte, et sinistres à cause du vide qui les entoure, ces créatures de néant atteignent à la plénitude d'existence parce qu'elles se dérobent et nous mystifient. Un illusionniste a tous les soirs trois cents complices : les spectateurs eux-mêmes et leurs secondes natures. Il s'accroche à l'épaule un bras de bois dans une belle manche rouge. Ce public réclame qu'on ait deux bras, dans des manches de même étoffe ; il voit deux bras, deux manches, il est content. Pendant ce temps, un vrai bras, roulé dans une étoffe noire, invisible, va chercher un lapin, une carte à jouer, une cigarette explosive. L'art de Giacometti s'apparente à celui du prestidigitateur ; nous sommes ses dupes et ses complices. Sans notre avidité, notre précipitation étourdie, les erreurs traditionnelles de nos sens et les contradictions de notre perception, il n'arriverait pas à faire vivre ses portraits. Il travaille au jugé, d'après ce qu'il voit, mais surtout d'après ce qu'il pense que nous verrons. Son

propos n'est pas de nous présenter une image, mais de produire des simulacres qui, tout en se donnant pour ce qu'ils sont, suscitent en nous les sentiments et les attitudes que provoque à l'ordinaire la rencontre d'hommes réels. Au musée Grévin, on peut s'irriter ou s'effrayer quand on a pris un mannequin de cire pour le gardien. Sur ce thème, rien de plus aisé que de broder des farces exquises. Mais Giacometti n'aime pas particulièrement les farces. Sauf une. Une seule à laquelle il a voué sa vie. Il a compris depuis longtemps que les artistes travaillent dans l'imaginaire et que nous ne créons que des trompe-l'œil, il sait que les « monstres par l'art imités » ne provoqueront jamais chez les spectateurs que des terreurs factices. Pourtant il ne perd pas l'espoir : un jour, il nous montrera un portrait de Diego tout pareil aux autres en apparence. Nous serons prévenus, nous saurons que ce n'est qu'un fantasme, une vaine illusion, prisonnière de son cadre. Et pourtant, ce jour-là, nous ressentirons, devant la toile muette, un choc, un tout petit choc. Celui-là même que nous ressentons quand nous rentrons tard et qu'un inconnu s'avance vers nous dans la nuit ; alors, Giacometti saura qu'il a fait naître par ses peintures une émotion réelle et que ses simulacres, sans cesser d'être illusoires, ont eu, quelques instants, de *vrais* pouvoirs. Je lui souhaite de réussir bientôt cette farce mémorable. S'il n'y parvient pas, c'est que personne ne peut y parvenir. Personne, en tout cas, ne peut aller plus loin.

Juin 1954

NOTES DE L'AUTEUR

a. Lettre à Matisse de novembre 1950.

b. *Idem.*

c. « Il s'est avisé le premier de sculpter l'homme tel qu'on le *voit*, c'est-à-dire à distance. À ses personnages de plâtre, il confère une *distance absolue* comme le peintre aux habitants de sa toile. »

d. Par exemple, les *Neuf Figures* (1950) : « J'avais beaucoup voulu les peindre, au printemps dernier. »

« D'UNE CHINE À L'AUTRE »

Fondée en 1947 par des photographes de presse américains et français, dont Henri Cartier-Bresson (1908-2004), l'agence Magnum promouvait le « photoreportage » ; les photographies elles-mêmes, selon eux, prises à des « instants décisifs » et simplement accompagnées de quelques mots qui les situent, suffisent à exprimer la signification d'un événement pour ceux qui sont en train de le vivre et le rendent compréhensible pour l'étranger qui le découvre.

D'une Chine à l'autre *est un recueil de 144 photographies d'Henri Cartier-Bresson prises selon son principe des « instants décisifs » en 1948 et 1949 ; le texte de Sartre commente très librement ces instantanés, narration en images de l'étrange occupation, par les troupes de Mao Tsé-toung, ces paysans-soldats, des principales villes chinoises que le chef nationaliste Tchang Kaï-chek avait gouvernées jusqu'alors.*

Le livre parut aux Éditions Delpire dans les premiers jours de 1955. Le commentaire de Sartre fut repris dans la première édition de Situations, V *(1964).*

A.E.-S.

À l'origine du pittoresque il y a la guerre et le refus de comprendre l'ennemi : de fait, nos lumières sur l'Asie nous sont venues d'abord de missionnaires irrités et de soldats. Plus tard sont arrivés les voyageurs – commerçants et touristes – qui sont des militaires refroidis : le pillage se nomme « shopping » et les viols se pratiquent onéreusement dans

des boutiques spécialisées. Mais l'attitude de principe n'a pas changé : on tue moins souvent les indigènes mais on les méprise en bloc, ce qui est la forme civilisée du massacre ; on goûte l'aristocratique plaisir de compter les *séparations*. « Je me coupe les cheveux, il natte les siens ; je me sers d'une fourchette, il use de bâtonnets ; j'écris avec une plume d'oie, il trace les caractères avec un pinceau ; j'ai les idées droites, et les siennes sont courbes : avez-vous remarqué qu'il a horreur du mouvement rectiligne, il n'est heureux que si tout va de travers. » Ça s'appelle le jeu des anomalies : si vous en trouvez une de plus, si vous découvrez une nouvelle raison de ne pas comprendre, on vous donnera, dans votre pays, un prix de sensibilité. Ceux qui recomposent ainsi leur semblable comme une mosaïque de différences irréductibles, il ne faut pas s'étonner s'ils se demandent ensuite comment on peut être chinois.

Enfant, j'étais victime du pittoresque : on avait tout fait pour rendre les Chinois intimidants. On me parlait d'œufs pourris – ils en étaient friands –, d'hommes sciés entre deux planches, de musique fluette et discordante. Dans le monde qui m'entourait, il y avait des choses et des bêtes qu'on nommait, entre toutes, chinoises : elles étaient menues et terribles, filaient entre les doigts, attaquaient par-derrière, éclataient soudain en tintamarres saugrenus, ombres glissant comme des poissons le long d'une vitre d'aquarium, lanternes étouffées, raffinements incroyables et futiles, supplices ingénieux, chapeaux sonnants. Il y avait l'âme chinoise, aussi, dont on me disait simplement qu'elle est impénétrable. « Les Orientaux, vois-tu… » Les nègres ne m'inquiétaient pas : on m'avait appris que c'étaient de bons chiens ; avec eux, on restait entre mammifères. Mais l'Asiatique me faisait peur : comme ces crabes de rizières qui détalent entre deux sillons, comme ces sauterelles qui s'abattent sur la grande plaine et dévastent tout.

Nous sommes rois des poissons, des lions, des rats et des singes ; le Chinois est un arthropode supérieur, il règne sur les arthropodes.

Puis vint Michaux[1] qui, le premier, montra le Chinois sans âme ni carapace, la Chine sans lotus ni Loti[2].

Un quart de siècle plus tard, l'album de Cartier-Bresson achève la démystification.

Il y a des photographes qui poussent à la guerre parce qu'ils font de la littérature. Ils cherchent un Chinois qui ait l'air plus chinois que les autres ; ils finissent par le trouver. Ils lui font prendre une attitude typiquement chinoise et l'entourent de chinoiseries. Qu'ont-ils fixé sur la pellicule ? *Un* Chinois ? Non pas : l'Idée chinoise.

Les photos de Cartier-Bresson ne bavardent jamais. Elles *ne sont pas* des idées : elles nous en donnent. Sans le faire exprès. Ses Chinois déconcertent : la plupart d'entre eux n'ont jamais l'air assez chinois. Homme d'esprit, le touriste se demande comment ils font pour se reconnaître entre eux. Moi, après avoir feuilleté l'album, je me demande plutôt comment nous ferions pour les confondre, pour les ranger tous sous une même rubrique. L'Idée chinoise s'éloigne et pâlit : ce n'est plus qu'une appellation commode. Restent des hommes qui se ressemblent *en tant qu'hommes*. Des présences vivantes et charnelles qui n'ont pas encore reçu leurs appellations contrôlées. Il faut savoir gré à Cartier-Bresson de son nominalisme.

Le pittoresque se réfugie dans les mots. Ce vieil eunuque, si je vous le présente par des mots, quel exotisme ! Il vit au monastère, avec d'autres eunuques. Dans un bocal, il conserve précieusement ses « précieuses » ; du temps que l'impératrice Tseu-hi[3], l'Agrippine jaune[4], n'était encore qu'une concubine, certains soirs, il la mettait nue, l'entourait d'un châle pourpre et la portait dans ses bras jusqu'à la couche impériale : Impératrice nue, Agrippine concubine – ça rime –, châle pourpre, tous ces vocables s'allument réciproquement de leurs

feux. Ce qui manque : tout ce qu'on peut *donner à voir*, la réalité. À présent, ouvrez l'album : qu'est-ce que vous voyez d'abord ? une vie qui se défait, un vieil homme. Ce n'est pas l'accident de la castration, c'est l'universelle vieillesse qui lui donne ce visage ridé, ciré ; c'est la vieillesse et non la Chine qui lui a tanné la peau. Il ressemble à une femme ? Peut-être : mais c'est que la différence des sexes tend à s'effacer avec l'âge. Il baisse les yeux cagotement, sournoisement et tend la main pour saisir le billet que lui montre un interprète rieur et blasé. Où sont les lumières de la Cour impériale ? Où sont les impératrices d'antan ? Je veux bien qu'il soit eunuque : mais que ferait-il de plus, à son âge, s'il ne l'était pas ? Le pittoresque s'efface, adieu la poésie *européenne* ; ce qui demeure, c'est la vérité matérielle, c'est la misère et l'avidité d'un vieux parasite du régime déchu.

Ce paysan déjeune. Il est venu à la ville pour y vendre les produits de sa terre. À présent, il mange une soupe au riz, en plein air, au milieu des citadins qui l'ignorent, avec une voracité rustique : affamé, las, solitaire, il a des frères, en ce moment même, dans toutes les grandes cités agricoles du monde, depuis le Grec qui pousse ses moutons sur les boulevards d'Athènes jusqu'au Chleuh, descendu de ses montagnes, qui erre dans les rues de Marrakech. Voici d'autres paysans : la faim les a rabattus sur Pékin et ils y sont restés. Que faire dans une capitale sans industrie, quand la technique artisanale exige de longs apprentissages ? Ils conduiront des vélos-taxis. À peine leur avons-nous jeté un coup d'œil, ces véhicules nous semblent familiers : nous avons eu les nôtres sous l'Occupation. Il est vrai qu'ils semblaient moins crasseux. C'est que nous mettons notre crasse ailleurs. Et la misère est la chose du monde la mieux partagée : nous ne manquons pas de misérables. Il est vrai que nous avons perdu l'habitude de les atteler à des carrioles pour leur faire traîner les riches. Ont-ils cessé pour cela d'être nos bêtes de somme ? On les attelle aux machines.

Et qui se fait traîner ? Des Messieurs bien, en chapeau mou et en robe longue, ceux-là mêmes qui feuillettent pour l'instant des livres, à l'étalage d'un bouquiniste, et qui se réjouissent de savoir lire. Rirez-vous de leur robe ? Alors, il faut rire de nos curés. De leurs chapeaux ? Alors riez de vous-même. L'uniforme de l'élite, là-bas, c'est le feutre et la robe ; chez nous, c'est le complet-veston. De toute façon, ce qui prête à rire, chez eux et chez nous, c'est qu'il y ait des élites, des Messieurs qui soient seuls à savoir lire ou compter et qui portent sur le dos la marque de leur supériorité.

Les images rapprochent les hommes quand elles sont matérialistes ; c'est-à-dire quand elles commencent par le commencement : par les corps, par les besoins, par le travail. Au diable les œufs pourris et les ailerons de requins : vous dites que ce sont des nourritures exotiques puisque près de quarante millions de Français en ignorent jusqu'au goût ? Alors ces nourritures sont encore plus exotiques en Chine puisque quatre cents millions de Chinois – ou presque – n'en ont jamais mangé. Quatre cents millions de Chinois qui ont faim, comme les journaliers italiens, qui s'épuisent au travail, comme les paysans français, qui sont exploités par la famille Tchang Kaï-chek[5], comme les trois quarts des Occidentaux par les grands féodaux du capitalisme. Après cela, bien sûr, nous ne parlons pas leur langue et nous n'avons pas leurs mœurs : mais il sera toujours temps de parler des différences. Ce qui sépare doit s'apprendre ; ce qui rejoint se voit en un clin d'œil. Cet homme qui vient vers nous, vous devez savoir sur l'heure si vous verrez en lui *d'abord* un Allemand, un Chinois, un Juif ou d'abord un homme. Et vous déciderez de ce que vous êtes en décidant de ce qu'il est. Faites de ce coolie une sauterelle chinoise, vous deviendrez dans l'instant une grenouille française. Faites poser vos modèles, vous leur donnerez le temps de devenir autres. Autres que vous. Autres que l'homme. Autres que soi. La « pose » donne l'élite et les parias, les

généraux et les Papous, les Bretons bretonnants, les Chinois chinoisants et les dames patronnesses : l'idéal. Les instantanés de Cartier-Bresson attrapent l'homme à toute vitesse sans lui laisser le temps d'être superficiel. Au centième de seconde, nous sommes tous *les mêmes*, tous au cœur de notre condition humaine.

De cet immense Empire agricole, on ne nous montrera que les villes : les communistes sont maîtres des campagnes. Mais chaque photo nous découvre les maux d'une économie arriérée : artisanat, surpopulation, misère. « Le peuple chinois, dit Michaux, est artisanné… Tout ce qu'on peut trouver en bricolant, le Chinois l'a trouvé. » C'est vrai : regardez les marchands, leurs visages malicieux et patients, observez les mains, les mains prestes, jamais inoccupées, qui roulent deux noix l'une contre l'autre, comme les mains grecques égrènent des chapelets d'ambre ; elles sont faites pour rafistoler et pour subtiliser : « La ruse en Chine n'est nullement alliée au Mal mais à tout ; la vertu, c'est ce qu'il y a de mieux combiné. » Tous combinards, bien sûr, tous artisans, artistes, artificieux. Mais si vous devez croire qu'ils doivent leur astuce à la pigmentation de leur peau, à la forme de leur cervelle ou à leur régime alimentaire, je vous demanderai qui est plus ingénieux, qui est plus débrouillard, d'un Chinois ou d'un Napolitain ? Naples contre Pékin : à Chinois, Chinois et demi. Le match nul est probable. À Naples, on nous fera le coup des faux parkers faussement volés, des montres vraiment volées, faussement à vendre, des compteurs truqués ; si vous achetez votre tabac aux revendeurs des rues, Dieu sait ce que vous fumerez. Mais regardez ce marchand qui vend des cigarettes sous la protection d'un Tchang Kaï-chek et de deux Sun Yat-sen : son œil est lourd, sa lèvre tombe ; il semble trop sot pour être indélicat : et pourtant, il a ouvert tous les paquets qu'il expose, il a débourré les cigarettes et les a remplies de détritus qu'il a masqués aux deux bouts, par une pincée de tabac. Industrieux faute d'industrie, les uns et les

autres passent leur temps à réparer, à soutenir, à contenir, à rattacher, ils bouchent les trous, ils empêchent les murs et les toits de crouler puis, entre deux cataclysmes, ils s'asseyent au bord du trottoir et guettent les riches en dressant des plans compliqués pour leur tirer quelques sous. Leur ingéniosité, leur malhonnêteté débonnaire, c'est la misère qui l'explique et l'absence des machines.

Foules d'Asie. Il faut savoir gré à Cartier-Bresson de ne pas s'être mis en tête de nous rendre leur grouillement. Car elles ne grouillent pas, ou si peu : elles s'organisent. Bien sûr, elles envahissent tout, détruisent tout : ces vieilles femmes qui s'avancent à petits pas, à petites courbettes, à petits sourires, ce sont de vieilles servantes, les Déesses mères des foules. Qu'une d'elles, timidement, entre dans la maison d'un riche, pour visiter une servante, sa nièce ou sa cousine, aussitôt toutes sont là, inexplicablement et pullulent ; la maison est trop petite pour les contenir, les murs s'écroulent. Ces visiteuses innombrables sont particulièrement redoutées par les Américains.

Mais nul n'a le droit de confondre ce pullulement avec une invasion de sauterelles. Les foules chinoises sont organisées : elles occupent les trottoirs et débordent sur la chaussée mais chacun, tout aussitôt, se fait sa place tout en *reconnaissant* celle du voisin. Voyez ces coiffeurs : ils ont tous leur espace vital et nul ne songe à le leur contester. C'est que cette foule à grandes mailles lâches saigne quand elle se resserre ; à Shanghai, le gouvernement met de l'or sur le marché, les acheteurs font la queue ; brusque condensation de la multitude. Résultat : sept morts et plusieurs jambes cassées. En Chine, l'homme des foules doit vivre à distance respectueuse et la fameuse politesse chinoise est d'abord une mesure d'extrême urgence pour empêcher l'étouffement. Cartier-Bresson nous fait partout deviner ce pullulement fantôme, morcelé en constellations minuscules, cette menace de mort discrète et omniprésente. Pour moi, qui aime la foule

comme la mer, ces multitudes chinoises ne me semblent ni terribles ni même étrangères : elles tuent mais enfouissent les morts en leur sein et boivent le sang comme un buvard boit l'encre : ni vu ni connu. Les nôtres sont plus irritées, plus cruelles ; quand elles se retirent, elles laissent leurs morts derrière elles et les trottoirs abandonnés sont badigeonnés de rouge : c'est l'unique différence.

Aux premières années de ce siècle, le touriste était grand amateur de misère. Le capitaine Carpeaux, fils du sculpteur Carpeaux[6], regrettait en 1911 qu'un Haussmann chinois eût percé des boulevards dans la ville impériale : « Hélas, qu'a-t-on fait de la grande rue pékinoise si pittoresquement animée, si délicieusement sale et défoncée ? Où sont tous ces marchands ambulants si extraordinaires devant leurs minuscules étalages de choses sans nom ?… Tout a été chassé, enlevé, abattu, nivelé, les grandes dalles centenaires et cassées sont parties avec les petits marchands crasseux et si curieux… »

Crasseux, délicieusement sales, extraordinaires : voilà tout de même ce que deviennent les hommes sous la poigne de la misère. Et l'on s'en plaindrait ?

Bénis soient le froid et la faim pour avoir dicté tant d'inventions cocasses et de trouvailles saugrenues. Et puis les pauvres sont conservateurs : ils gardent les vieux meubles, les vieux vêtements, les vieux outils, faute de pouvoir les remplacer. On allait chercher dans leur taudis les traditions de la Chine ancienne. Quels fastes dans ces royales guenilles sans oublier les ravissantes arabesques tracées par la crasse sur de jeunes gorges. Avons-nous tant changé ? Nous n'allons plus visiter les pauvres à domicile. On dirait même que nous les évitons. C'est qu'ils exagèrent ; depuis quelques lustres, ils gênent les riches.

Imaginez Barrès à Pékin. Pourquoi pas ? Nous serions en 1908 ; il reviendrait à pas lents d'une maison hospitalière et projetterait d'écrire une « *Bérénice* chinoise ». Tout à coup, il s'arrête et regarde à ses pieds

un paquet d'étoffe. En Chine, figurez-vous, quand un enfant meurt, on le ficelle dans un drap rouge et on l'abandonne la nuit dans une encoignure, au matin, les tombereaux de la voierie l'emporteront vers la fosse commune. Voilà Barrès tout ému : comment ne s'attendrirait-il pas sur cette coutume jolie ; et quel pur plaisir d'artiste il prend à contempler ces petits tas écarlates qui rehaussent d'une touche vive et gaie la grisaille de l'aube. Près de celui-ci on a déposé un chat crevé. Un chat crevé, un môme crevé : deux petites âmes vaguelettes. Barrès les associe dans une même oraison funèbre et puis il passe à des rapprochements plus distingués : à cette même heure, peut-être, roulé dans une soie pourpre, on emporte vers la couche impériale le beau corps chaud d'une concubine. Un petit corps chaud, un petit corps froid ; sur l'un et l'autre, la même tache de sang. Nous y sommes : du sang, de la volupté, de la mort. Heureux Barrès : il est mort à son tour, emportant dans sa tombe le secret de la bonne conscience. Nous autres, nous avons vu les enfants crever comme des rats dans les bombardements ou dans les camps nazis : quand, dans un prestigieux décor de terre rouge et de palmiers, on nous montre des mouches en train de bouffer les yeux des nouveau-nés, nous détournons la tête et nous avons la conscience mauvaise. Allez donc expliquer ça ? Dans une ruelle de Naples, un jour, une porte d'écurie s'est ouverte sur une caverne sombre : sur un immense lit nuptial, un bébé de six mois reposait, tout petit, perdu, son visage froncé comme une étoffe paraissait maquillé : il ressemblait à s'y méprendre au cardinal nonagénaire qui avait dit la messe à Saint-Pierre le dimanche précédent. Il était mort. Il m'a suffi d'avoir vu, une fois, cette mort napolitaine, indiscrètement exposée : je me sens incapable d'apprécier à sa valeur le poétique linceul des petits Chinois pauvres ; mon regard le traverse et devine un visage ridé, trop jeune pour être enfantin. Il faut croire que nous sommes devenus insensibles : l'idée ne nous vient

pas d'évoquer le châle de soie, la chair soyeuse de la belle Tseu-hi. Nous nous bornons à penser qu'il faut empêcher les enfants de mourir. Et devant ce môme assassiné, déchet du Kuo-Min-Tang[7], nous faisons des vœux pour la victoire de la VIII[e] Armée. Cet album est un faire-part : il annonce la fin du tourisme. Il nous apprend avec ménagement, sans pathétique inutile, que la misère a perdu son pittoresque et ne le retrouvera plus jamais.

Elle est là, pourtant, insupportable et discrète. À toutes les pages, elle se manifeste. Par trois opérations élémentaires : porter, fouiller, marauder.

Dans toutes les capitales de misère, les pauvres portent des paquets. Ils ne s'en séparent jamais : quand ils s'asseyent, ils les posent à côté d'eux et les surveillent. Qu'y mettent-ils ? Tout : du bois ramassé dans un parc, à la sauvette, des croûtons de pain, des fils de fer arrachés à une grille, des rognures d'étoffe. Si le fardeau est trop lourd, ils le traînent, brouettes, charrettes à bras. La misère a toujours l'air de déménager à la cloche de bois. À Pékin, à Shanghai, à Nankin tout le monde tire, tout le monde pousse : ces hommes s'évertuent à faire avancer un charroi ; les voilà sur un pont : la route s'élève, il faut redoubler d'efforts ; des gamins rôdent, toujours prêts à donner un coup de main, pour une aumône. Comme le chômeur de *Deux sous d'espoir*[8] qui se poste au milieu d'une côte et tire par la bride les chevaux de fiacre. Le building du fond, c'est un phare. En haut du phare, il y a l'œil de l'Occident ; son regard tournant balaie la Chine : on a réservé les trois étages supérieurs aux correspondants de presse étrangers. Comme ils sont hauts ! Beaucoup trop hauts pour voir ce qui se passe sur terre. Ils dansent au milieu du ciel avec leurs épouses et leurs maîtresses. Pendant ce temps, à ras du sol, les portefaix poussent leurs charrettes et Tchang Kaï-chek se fait battre par les armées communistes. Les Américains ne voient ni les bicoques plates de la

Chine, ni les paysans en armes, ni les portefaix. Mais les portefaix n'ont qu'à lever la tête pour voir le phare de l'Amérique.

Dans toutes les capitales de misère, on fouille. On fouille le sol et le sous-sol. On se rassemble autour des poubelles, on se glisse au milieu des décombres : « Ce que les autres jettent est à moi ; ce qui ne peut plus leur servir est assez bon pour moi. » Sur un terrain vague, près de Pékin, les ordures s'entassent. Ce sont les déchets des pauvres : ils ont tout passé au crible, ils ont déjà fouillé dans leurs propres détritus : ils n'ont laissé, à regret, que l'immangeable, l'inutilisable, l'innommable, l'immonde. Et pourtant le troupeau est là. À quatre pattes. Chaque jour, il fouillera tout le jour.

Dans toutes les capitales de misère, on maraude. Est-ce voler ? Non : mais glaner. Ces ballots viennent d'être débarqués. S'ils restent une heure de plus sur le quai, ils vont disparaître. À peine les a-t-on posés, la foule se précipite et les entoure. Chacun tente d'arracher sa poignée de coton. Beaucoup de poignées de coton, glanées jour après jour, cela fait un vêtement. Le regard des femmes, je le reconnais, je l'ai vu à Marseille, à Alger, à Londres, dans les rues de Berlin : il est sérieux, rapide et traqué, l'angoisse s'y mêle à l'avidité. Il faut prendre avant d'être pris. Quand on aura chargé les ballots sur un camion, les gosses courront derrière la voiture, les mains en avant. Pendant ce temps, à Nankin, on tiraille dans les rues. Seul au milieu d'un boulevard, un homme se penche sur un fauteuil éventré : il veut en prendre la bourre. S'il ne reçoit pas en plein front une des balles qui sifflent à ses oreilles, il aura glané du combustible pour une seule heure d'une seule journée d'hiver.

Tous les jours, les pauvres creusent, fouillent, glanent. Tous les jours, les artisans répètent leurs mouvements traditionnels ; à toutes les aubes, les officiers font de la gymnastique dans les jardins de la ville interdite, pendant que des fantômes vieillots glissent le long des palais.

Tous les matins Pékin recompose son visage de la veille, de la semaine dernière, du millénaire dernier. Chez nous, l'industrie fait éclater tous les cadres ; mais là-bas, pourquoi changerait-on ? Cartier-Bresson a photographié l'éternité.

Fragile éternité : c'est une mélodie toujours recommencée, pour l'arrêter, il faudrait casser le disque. Et justement, on va le casser. L'Histoire est aux portes de la ville : au jour le jour, dans les rizières, dans les montagnes et dans la plaine, elle se fait. Encore une journée et puis une journée encore : ce sera fini, le vieux disque volera en éclats. Ces instantanés intemporels sont rigoureusement datés : ils fixent pour toujours les derniers instants de l'Éternel.

Entre le temps circulaire de la vieille Chine et le temps irréversible de la Chine nouvelle, il y a un intermédiaire, une durée gélatineuse également éloignée de l'Histoire et de la répétition : c'est *l'attente*. La ville a défait la gerbe de ses millions de gestes quotidiens : plus personne ne lime, ne taille, ne gratte, ni ne rogne, ni n'ajuste, ni ne fourbit. Abandonnant leurs petits espaces vitaux, leurs cérémonies, leurs voisins, les gens vont s'entasser, en grosses masses informes, devant les gares, sur les quais. Les maisons se vident. Et les ateliers. Et les marchés. En des lieux excentriques, les foules se rassemblent, se resserrent, coagulent ; leurs fines structures s'écrasent. Aux photos aérées du vieux Pékin, des images lourdes et denses succèdent. Attente. Quand elles ne prennent pas l'Histoire en charge, les masses vivent les grandes circonstances comme des attentes interminables. Les masses de Pékin et de Shanghai ne font pas l'Histoire ; elles la subissent. Comme la subissent d'ailleurs les policiers qui les surveillent, les soldats qui passent au milieu d'elles, qui reviennent du front, qui ne cessent pas d'en revenir et qui n'y vont jamais, les mandarins qui s'envolent, les généraux qui s'enfuient. Ceux qui la font n'ont jamais vu les grandes villes impériales ; ils ne connaissent que des montagnes et des champs ;

dans les champs et dans les montagnes, le sort de la Chine s'est décidé. Pour la première fois, une capitale attend le bon plaisir de la campagne : l'Histoire apparaîtra sous la forme d'un cortège paysan. Les citadins tiennent la campagne pour un espace inerte qui relie les villes entre elles et que les armées parcourent et saccagent jusqu'à ce qu'on ait, dans les villes, décidé de faire la paix. Mais, tout à coup, elle se découvre : c'est de la chair vive, du muscle ; dans ce muscle, les villes sont logées comme des grains d'urate. Pourtant, ces foules n'ont pas peur. Là-haut, l'œil d'Amérique s'affole et tournique. Mais on sait depuis longtemps, à ras de terre, que les communistes ont gagné. Les riches pestent contre Tchang Kaï-chek autant que contre Mao Tsé-toung ; les paysans veulent rentrer chez eux : puisque tout est aux mains des communistes, autant les trouver au village qu'à la ville ; les ouvriers et les pauvres commencent à espérer : les mille attentes singulières du temps de la Répétition se sont rapprochées et fondues en un seul espoir. Le reste de la population fait des processions et prie pour la paix : pour n'importe quelle paix. C'est une manière de tuer le temps : avant de rejoindre les bonzes et de brûler des baguettes de papier, on profite de l'occasion pour régler ses affaires personnelles ; on va, pour son propre compte, frotter le nez d'une idole, les filles bréhaignes poussent leur ventre contre le ventre des statues ; après la cérémonie, dans la grande pharmacie près du temple, on achètera les boulettes séchées qui rendent l'ardeur aux maris languissants et réchauffent les pieds des épouses.

Tant que les autorités demeurent à leur poste, la foule reste sous pression. Les flics l'encadrent et la contiennent ; mais, à la différence des nôtres, ils frappent rarement : celui-ci s'impatiente parce qu'on le serre de trop près. Il lève la jambe : va-t-il lancer un coup de pied ? Non, il donne du talon dans une flaque ; éclaboussés, les gens reculeront. Mais les Messieurs du Kuo-Min-Tang ne tiennent pas en

place : ils s'en vont. Il en reste mille. Il en reste cent. Bientôt, il n'en restera plus. Les Messieurs qui ne peuvent s'en aller, les jaunes et les blancs, sont verts de peur. Pendant l'interrègne, les bas instincts de la populace vont se déchaîner : on va piller, violer, assassiner. Du coup, les bourgeois de Shanghai appellent les communistes de leurs vœux : plutôt n'importe quel ordre que la fureur populaire.

Cette fois, c'est fini : les notables sont partis, le dernier flic a disparu ; les bourgeois et la populace restent seuls dans la ville. Pillera, pillera pas ? Foules admirables : quand elles n'ont plus senti le poids du fardeau qui les écrasait, elles ont hésité un instant et puis, peu à peu, se sont décomprimées ; ces grosses masses reviennent à l'état gazeux. Regardez les photos : tout le monde s'est mis à courir. Où vont-ils ? Piller ? Pas même : ils sont entrés dans les belles demeures abandonnées et ils ont fouillé, comme, hier encore, ils fouillaient dans les tas d'ordures. Qu'ont-ils pris ? Presque rien : les lattes du plancher, pour faire du feu. Tout est calme ; qu'ils viennent à présent, les paysans du Nord : ils trouveront une ville en ordre.

Vous rappelez-vous juin 1940 et ces géants funèbres qui fonçaient sur leurs camions, sur leurs chars, à travers Paris désert ? Ça, c'était pittoresque : peu de volupté mais beaucoup de pompe, du sang et de la mort : les Allemands voulaient une victoire cérémonieuse. Ils l'ont eue, et les beaux SS, debout sur les autos camouflées, ressemblaient à des prêtres, à des bourreaux, à des martyrs, à des Martiens, à tout, sauf à des hommes. À présent, ouvrez l'album : enfants et jeunes gens se sont massés sur le passage des vainqueurs ; ils sont amusés, curieux, tranquilles, ils se croisent les bras et regardent. Où est la victoire ? Où est la terreur ? Voici le premier soldat communiste qu'on ait vu à Shanghai depuis le commencement de la guerre civile : c'est un petit homme au beau visage sombre, qui porte son équipement au bout d'un bâton, comme nos anciens soldats quand ils revenaient de guerre. Ce

petit homme épuisé, ces jeunes spectateurs : on pourrait se croire à l'arrivée d'une course à pied. Tournez la page, regardez-les de dos, à présent, les soldats de la VIII^{e} Armée, sous leurs ombrelles, perdus sur une grande avenue de Shanghai. Ont-ils pris la ville, ces paysans, ou bien est-ce la ville qui va les prendre ? Ils s'asseyent. Sur la chaussée, sur le trottoir, à l'endroit même où, la veille encore, une foule assise les attendait. Elle s'est relevée, cette foule, elle s'est poussée tout contre eux, elle les domine de toute sa taille et elle les regarde. D'ordinaire, les vainqueurs se cachent pour se reposer ; mais ceux-ci, on dirait qu'ils ne se soucient pas d'intimider. Ce sont eux, pourtant, qui ont mis en déroute les troupes du Kuo-Min-Tang armées par les Américains, ce sont eux qui ont tenu l'armée japonaise en échec. Ils semblent écrasés par les hauts buildings qui les entourent. La guerre est finie : il faut gagner la paix. Les photos rendent à merveille la solitude et l'angoisse de ces paysans au cœur d'une ville superbe et pourrie. Derrière leurs persiennes, les Messieurs reprennent courage : « Nous les mènerons par le bout du nez. »

Il n'a pas fallu très longtemps pour que les Messieurs changent d'avis. Mais c'est une autre histoire et Cartier-Bresson ne nous la raconte pas. Remercions-le d'avoir su nous montrer la plus humaine des victoires, la seule qu'on puisse, sans aucune réserve, aimer.

Juin 1954

LE RÉFORMISME ET LES FÉTICHES

Avant et surtout après la Seconde Guerre mondiale, lorsque des étudiants, qui deviendraient plus tard de jeunes intellectuels, adhéraient au Parti communiste français, ils avaient la conviction d'avoir à y jouer leur rôle d'intellectuels : « Nous avions tous le goût des idées, des causes, des discussions de fond, des constantes remises en question et des grands élans » (Dominique Desanti, Les Staliniens, *Librairie Arthème Fayard, 1975).*

*Le P.C.F. n'avait que faire de ces nobles aspirations : il avait besoin de plumes habiles, capables de justifier de manière convaincante les thèses et les décisions de ses dirigeants, dont certaines étaient inspirées par le Kremlin. Pour être juste envers Pierre Hervé (1913-1993), il convient d'indiquer que ce professeur de philosophie, militant communiste dès sa jeunesse, manifesta nettement en 1946 la conviction que la culture ne pouvait se concevoir sans liberté : « Il n'y a pas d'esthétique communiste… Nous ne sommes plus à l'âge des anachorètes vitupérants » (*Action, *22 novembre 1946). Il contestait frontalement par là le Soviétique Andreï Jdanov (1896-1948), grand décideur en la matière, qui exigeait des communistes l'absolu respect du « réalisme socialiste » dans les arts comme dans les lettres et dans les sciences. Blâmé par l'écrivain Louis Aragon, dont les productions n'étaient pourtant pas toujours d'une irréprochable orthodoxie, Hervé se le tint pour dit : l'objectif révolutionnaire valait bien ce sacrifice. Mais demeura en lui une amertume.*

Cependant, à la tête de l'hebdomadaire Action, *il se conduisait, pour le reste, en militant zélé ; ainsi, dès la fin de la guerre, incitait-il – sur ordre – ses collaborateurs à critiquer, jusqu'au mensonge et à l'injure, des personnalités de la gauche non communiste, tels Albert Camus, Merleau-Ponty, Sartre. Ce qui ne le gêna pas pour inviter ce dernier, par porte-parole interposé, à participer, en 1947, à des « comités de vigilance contre le fascisme », pour*

*combattre le R.P.F. (parti du général de Gaulle), invite sans lendemain, suivie d'un article injurieux d'*Action *(voir* Entretiens sur la politique *avec David Rousset et Gérard Rosenthal, p. 70 et suiv., p. 145 et suiv., Gallimard, 1949).*

À vrai dire, l'essai de Pierre Hervé La Révolution et les Fétiches *(La Table Ronde, janvier 1956), écrit impersonnel et laborieux, ne semblait pas destiné à emporter l'adhésion, car son auteur voulait à la fois être entendu par les instances dirigeantes du Parti et que ses réflexions n'apparaissent pas comme des critiques précises mais comme des évidences de bon sens qui n'interpelleraient personne en particulier ; de longues citations de Lénine et de Marx, parfois de Staline, étaient chargées d'étayer son vague propos.*

C'est qu'à l'instar de la plupart des intellectuels communistes, pour lesquels l'obéissance à la ligne et aux mots d'ordre allait apparemment de soi, son appartenance au Parti se confondait avec le sens de sa vie. Malgré sa prudence et les signes de déstalinisation consécutifs à la disparition du « Petit Père des peuples » en mars 1953, Hervé risquait d'en être exclu et, en effet, il le fut, le 14 février 1956. Signalons que l'article de Sartre, écrit pour les T.M. *de février (n° 122, paru avec retard), était achevé le 10 février, avant cette exclusion.*

Dans le deuxième ouvrage qu'il publia, en avril de la même année, Lettre à Sartre et à quelques autres par la même occasion, *plus ouvert et situé, Hervé explique, parlant de certains passages de* La Révolution et les Fétiches *: « Sans doute y en a-t-il qui sont faibles et superficiels sans que je l'aie voulu expressément, mais il y en a d'autres qui le sont parce que je l'ai voulu. Glissez, mortels, n'appuyez pas ! »*

Bien que l'article de Sartre s'intitule « Le réformisme et les fétiches », il ne s'offusque pas outre mesure de constater que Pierre Hervé est partisan, non d'une révolution mais d'un plan de réformes de grande ampleur qui pourrait y mener. Le grand reproche, celui qu'il fait en tout premier lieu à l'auteur de La Révolution et les Fétiches, *est d'un autre ordre. Comment pouvait-il écrire : « Nul n'ignore plus, puisque la presse et la littérature soviétiques en ont fait état, que l'agitation et la propagande autour du "complot des médecins" déterminèrent un certain antisémitisme – non point théorique, certes, mais diffus, dans certains secteurs de la vie sociale », alors qu'il avait contribué, par une série de six articles de sa main publiés dans le quotidien communiste* Ce Soir, *du 27 janvier au 1er février 1953, sous le titre « Les assassins en blouse blanche », à accréditer sans preuve aucune la thèse stalinienne de la découverte d'un complot sioniste : un groupe de onze médecins, dont sept étaient juifs, auraient tenté de tuer de hauts personnages soviétiques qu'ils étaient censés soigner ? Leur procès aurait dû s'ouvrir le 15 mars 1953 : les futurs inculpés ne durent leur salut qu'à la mort de Staline, le 5 mars. Ils furent relaxés et réhabilités par l'éphémère successeur de Staline, Gueorgui Malenkov, en avril 1953.*

Dans Lettre à Sartre et à quelques autres*…, écrit paru après son éviction du P.C., Pierre Hervé, en réponse à la remarque indignée de Sartre sur ces six articles de délation pure,*

précisait qu'il était alors en service commandé : « Quelle attitude un simple membre du Parti, qui était employé du Comité central, devait-il adopter ? Je me suis attaché à prouver qu'il était possible que des sionistes aient conspiré contre le pouvoir soviétique. » Or son introduction aux articles de Ce Soir *le montrait catégorique : « La découverte à Moscou du complot des médecins criminels, ainsi que le déroulement à Prague du procès des conspirateurs sionistes, ont mis en lumière l'action subversive du "Joint" et autres organisations juives internationales… »*

Les « conspirateurs sionistes » dont parlait Hervé, c'étaient Rudolf Slansky, vétéran communiste, ex-lieutenant de Staline, encore secrétaire général du P.C. tchécoslovaque peu avant son arrestation, et ses proches collaborateurs et amis : onze des quatorze accusés, dont Slansky, avaient été exécutés le 3 décembre 1952. D'autres procès et purges suivirent, dont les juifs soviétiques eurent à pâtir.

Le lecteur de cette même Lettre à Sartre… *ne pouvait manquer de remarquer que la participation à la campagne antisioniste de Staline, qui avait assez vite tourné à l'antisémitisme, n'avait pas été pour Hervé une obligation très pénible : revenant en effet sur le cas des « assassins en blouse blanche », il y écrivait : « Que voulez-vous ? Cela ne me paraissait pas inimaginable », et il citait de nouveau, à l'auteur de* Réflexions sur la question juive*, en guise d'élément à charge, une page entière de propos tirés de journaux sionistes. Or, si le sionisme existait bel et bien, Hervé ne se souciait toujours pas de fournir ne serait-ce qu'un indice d'un lien quelconque entre les médecins accusés, juifs soviétiques comme beaucoup d'autres, et le mouvement sioniste.*

Si Sartre a lu entièrement cette Lettre… *d'avril 1956 qui lui est en grande partie destinée, il aura tout de même acquis, par Pierre Hervé, très explicite sur le sujet, une image assez convaincante du fonctionnement intérieur du P.C.F., des relations des dirigeants entre eux et avec les Soviétiques, entre les petits chefs chargés de veiller à l'orthodoxie – à la fois raide et changeante –, des antagonismes larvés entre les militants détenant quelque responsabilité, des luttes d'influence et, finalement, de l'incertitude de chacun quant à sa place dans le Parti.*

Dans Critique de la Raison dialectique, tome II, L'intelligibilité de l'Histoire *(posthume, publié en 1985), ouvrage auquel il travailla à partir de 1958, Sartre s'intéressera au stalinisme, à la formation de la personnalité de Staline, aux mobiles de la campagne antisémite de ses dernières années, que l'intérêt politique (se rapprocher du monde arabe) n'expliquait pas complètement. Il le fera non plus en écrivain engagé mais en philosophe.*

Aussi insatisfaisant que ce livre ait paru à Sartre, La Révolution et les Fétiches *fut beaucoup lu, commenté, et fit l'objet d'une deuxième édition : bien des intellectuels du Parti y virent un écho de leur propre malaise. Cependant Pierre Hervé s'était, à son niveau de responsabilité, longtemps conduit en pur stalinien ; il avait approuvé ce qui ne devait pas l'être, calomnié, dit le faux sciemment. L'entreprise de déstalinisation qui semblait se confirmer signait le désaveu de presque toutes les contributions qu'il avait rédigées ou commandées*

antérieurement pour Action, *dont il avait été le rédacteur en chef, pour* La Nouvelle Critique, *pour* L'Humanité, *pour* Ce Soir… *D'après la quatrième de couverture de son deuxième livre, il a espéré pourtant, en vain, que, la déstalinisation s'amplifiant, le P.C.F. renoncerait à son exclusion : s'il avait été réintégré, aurait-il été heureux d'en rester membre ? Que souhaitait-il vraiment* [*1] *?*

Article repris dans Situations, VII, *édition de 1965.*

A.E.-S.

Qui parle ? Hervé ? J'en doute ; car je lis à la page 104 : « Nul n'ignore plus, puisque la presse et la littérature soviétiques en ont fait état, que l'agitation et la propagande faites autour de la découverte du "complot des médecins" déterminèrent un certain antisémitisme, non point théorique, certes, mais diffus, dans certains secteurs de la vie sociale[a]. » Et j'ai peine à croire que ces critiques soient venues tranquillement sous la plume de l'homme qui signa, à l'époque, les plus regrettables articles de la presse communiste.

À qui parle-t-on ? Mystère : le lecteur, quel qu'il soit, ne se sent pas visé. Des idées paraissent et disparaissent sous ses yeux ; il assiste à leurs jeux.

Et de qui parle-t-on ? Bien sûr, il faudrait être naïf pour ne pas lire entre les lignes : on sait à qui l'auteur en a. Mais il se garde bien de nous le dire. Il parle du socialisme et de ses maladies ; quelquefois *des* partis communistes. Presque jamais du communisme français. Voyez l'avant-propos : « La métaphysique, qu'on pourrait appeler extrémisme idéologique ou tendance à l'idéologie absolue, ne l'entend pas ainsi. Premièrement une valeur absolue est attribuée par elle… » etc. Qu'est-ce que cette métaphysique-là ? D'où sort-elle ? D'autres fois on est plus vague encore : « Il arrive… dit-on. » À qui ? Où ? Pourquoi ? Cela n'est pas dit. Si l'on fait allusion à des erreurs, à des fautes, c'est sous une forme hypothétique : « N'est-il pas concevable que la direction d'un

parti communiste ait une attitude de caractère fractionnel… On imagine encore aisément qu'une fraction portée à la direction du Parti reste fidèle à son esprit… Il est évident que dans ces conditions, même si cette direction du Parti avait une politique juste en principe, elle en compromettrait gravement l'efficacité… » Ces précautions créent des vides dans la phrase elle-même et finissent par donner un curieux sentiment d'absence. Veut-on parler du moralisme soviétique ? On commence par introduire une citation d'Élie Faure[1] ; on la réfute, on ajoute : « On accordera cependant à Élie Faure que le moralisme stérilise l'art et la civilisation. Quand l'extrémisme moralisant s'empare de la société, on hésite à croire que les hommes en sont par là même rendus meilleurs… » De l'U.R.S.S., pas un mot : bien au contraire, à l'appui de la thèse qui la vise, on avancera l'exemple des États-Unis puritains. Il s'agit apparemment de la société en soi, des hommes en soi, du moralisme en soi.

Bah ! dira-ton, ce n'est qu'une clause de style ; ces formules sont trop générales mais l'application n'en souffre aucune difficulté : derrière chacune d'elles, il y a un grief précis, un fait.

Je ne suis pas de cet avis et je pense qu'on ne se cantonne pas impunément dans les abstractions ; ce petit livre rigoureusement *daté* – il ne pouvait paraître que dans la conjoncture présente – semble raisonner *sub specie aeternitatis*. Il joue avec des concepts, les fait varier ensemble et semble vouloir remplacer la lourdeur obscure de l'Histoire par un jeu de relations fonctionnelles entre les notions. Et je veux bien que le socialisme ait ses fétiches mais il ne me suffit pas d'apprendre qu'ils sont apparus « au cœur de la Révolution » : j'entends savoir comment et pourquoi. Si c'est le P.C. français qui est en cause, pourquoi éviter si soigneusement de revenir sur sa *réalité objective* ? Au lieu de nous montrer le fétichisme comme un moment déterminé du développement socialiste, on nous le donne pour une maladie attrapée

par hasard et qu'un appel au bon sens suffirait à guérir. On pourrait prendre parti avec quelque violence pour ou contre un ouvrage qui, dénonçant un mal, nous en ferait voir les causes et les remèdes ; mais nous lisons sans passion ces remarques non situées qui se concluent par un simple souhait en forme d'interrogation : « Est-ce que le socialisme ne se délivrera pas d'une scolastique fétichiste pour revenir à son esprit authentique ? » Le plus curieux c'est que cet idéalisme mord sur le contenu : sous prétexte de revenir aux sources, on nous propose une sorte de rajeunissement du marxisme qui me paraît peu susceptible de convaincre les marxistes eux-mêmes. La théorie de la connaissance qu'on oppose à la théorie du reflet, je n'y vois qu'un perspectivisme instrumentaliste. Les considérations sur le réformisme paraissent simplistes. Nous avons souligné nous-même les dangers qui menacent le P.C. dans une société où les chances de la Révolution sont pratiquement nulles dans l'immédiat : il faut qu'il trouve son chemin entre un révolutionnarisme qui risque d'être vidé de son contenu et un réformisme qui détruirait l'essence du Parti. Mais il ne suffit pas de signaler les problèmes pour les résoudre : faute de voir les difficultés, Hervé en revient à soutenir un « réformisme révolutionnaire » qui me semble assez voisin de celui que professait Jouhaux[2]. Cet auteur reproche aux dirigeants communistes leur optimisme dogmatique, mais c'est pour tomber dans l'optimisme relativiste.

D'où vient cela ? Et d'où vient qu'il n'ait pas écrit l'un des deux seuls livres qu'il pouvait, qu'il devait écrire : son histoire ou l'histoire de son parti ? L'explication tient en peu de mots : il a voulu faire une manœuvre.

Par ce terme je n'entends pas apprécier le procédé : je le définis. Il s'agissait d'éveiller un écho dans le Parti, de convaincre ou de renforcer des convictions ; pour cela, il fallait *un fait*. Hervé a pris ses risques : il s'est exposé délibérément à l'exclusion en espérant que

cette mesure disciplinaire susciterait un débat qui pourrait être à l'origine d'un regroupement, il a mis ses idées dans un ouvrage qu'il a livré à la publicité. Pour atteindre quelques-uns, il a choisi de parler à tout le monde ; à ses camarades du P.C. il a fait tenir *par l'extérieur* le message qu'il jugeait – à tort ou à raison – ne pas pouvoir leur transmettre *à l'intérieur* du Parti ; ils l'ont reçu de l'univers bourgeois, comme l'annuaire du téléphone ou le dernier Goncourt, en même temps que les bourgeois eux-mêmes.

C'est ce qui fait l'ambiguïté du livre. En l'écrivant, Hervé n'ignorait pas qu'il serait lu non seulement par Aragon, Vailland et Claude Roy[3] mais par des hommes aussi différents que Jean-Paul David[4] et Martinet[5]. Comment ne pas tenir compte de ce public ? Aux adversaires, l'auteur refusait de donner des armes ; aux amis politiques il n'était pas fâché de fournir des arguments. Du coup, ce message d'un communiste à des communistes devient par-dessus le marché un livre qui parle *sur* le communisme à des lecteurs qui ne sont pas du Parti. C'est le deuxième aspect de la manœuvre : on tente de mettre le P.C. au pied du mur. Osera-t-il faire preuve d'intolérance en présence de toute cette gauche inorganique ou partiellement organisée dont il espère que, tôt ou tard, elle ralliera le Front Populaire ? Et s'il hésite, s'il discute, n'est-ce pas une libération, un progrès ? Du coup, la gauche indépendante se voit assigner le rôle d'arbitre[b]. Le livre vient à son heure : quand le Parti, traqué, isolé, se refermait sur lui-même, Hervé eût-il songé à l'écrire ? Mais quand l'union des gauches est en vue, un certain nombre de communistes subissent, comme il est normal, l'attraction de ceux qu'ils veulent attirer à eux. « Des Français non communistes entendront-ils cette voix… ? dit le prière d'insérer. Des Français communistes entendront-ils cet appel… ? » Hervé s'adresse à un Front Populaire de l'avenir et le prend pour juge de ses démêlés avec le Parti. Du même coup, il définit le niveau et la signification du

Front Populaire qu'il souhaite : ce serait une gauche réformiste ; sous la pression des communistes, les non-communistes y gagneraient des principes, de l'esprit de suite, une vue réaliste des questions ; sous la pression des non-communistes, le « dogmatisme dur et hautain » des communistes finirait par se relâcher.

Telle est la manœuvre ; elle n'est pas pendable. L'auteur a fait preuve d'indiscipline mais il ne s'en est jamais pris au Parti, bien au contraire : il voudrait seulement qu'on y discutât ses idées parce qu'il les juge utiles et vraies ; s'il se trompe, c'est de bonne foi. Pourtant je conçois l'irritation de certains militants, lorsqu'ils ont vu leurs « amis » de gauche voler au secours d'Hervé. Ces amis zélés ont publié des passages de *La Révolution et les Fétiches*, quand on ne voyait cet ouvrage nulle part en librairie. Ces extraits, maladroitement ou trop adroitement choisis, firent croire que l'ouvrage avait un tour vivement polémique, alors qu'Hervé, nous l'avons vu, s'était gardé de lui en donner un. Une sollicitude un peu trop marquée, des inquiétudes hautement formulées firent le reste : appuyant fortement la manœuvre, la gauche non communiste avait créé l'affaire Hervé. Quoi qu'il pense de cette affaire, le militant se dit que ses amis lui veulent trop de bien, et il est tenté de s'adresser à eux en ces termes : « Sur les grands chapitres d'une politique française, nous pouvons nous mettre d'accord à l'instant. Mais cet accord, par sa nature même, ne peut concerner les affaires intérieures de chaque groupe contractant et notre entente sur la politique extérieure ou sociale ne vous donne pas droit de regard sur ce qui se passe chez nous. » Sur ce point, je ne puis que lui donner raison. L'exclusion d'Hervé serait déplorable[c] ; mais elle serait déplorable pour les membres du Parti : c'est une question disciplinaire qui ne nous regarde pas.

Et pourtant, d'un autre point de vue, l'affaire Hervé nous concerne tous. D'abord, il faut demander aux communistes de pousser le

réalisme jusqu'au bout : ce qui est fait, ce qui ne peut être défait, c'est le livre – qui nous appartient autant qu'à eux. Il a paru, on l'a acheté, on l'a lu ; on peut bien le mettre au pilori, il ne sera pas mis au pilon. La presse bourgeoise l'a commenté, les journaux de gauche lui ont consacré plusieurs articles, deux membres du P.C., l'un dans *L'Humanité*, l'autre dans *France Nouvelle*, ont pris position : tout cela *publiquement* ; donc l'affaire est tombée dans le domaine public. Or, dans la mesure même où il est « de gauche », tout intellectuel, tout groupe d'intellectuels, tout mouvement d'idées, indirectement ou directement, se définit par rapport au marxisme. Les hommes de mon âge le savent bien : plus encore que les deux guerres mondiales, la grande affaire de leur vie fut un affrontement perpétuel avec la classe ouvrière et son idéologie, qui leur offrait une vision irrécusable du monde et d'eux-mêmes. Pour nous le marxisme n'est pas seulement une philosophie : c'est le climat de nos idées, le milieu où elles s'alimentent, c'est le mouvement vrai de ce que Hegel appelait l'Esprit Objectif. Nous voyons en lui un bien culturel de la gauche ; mieux : depuis la mort de la pensée bourgeoise, il est à lui seul la Culture, car c'est lui seul qui permet de comprendre les hommes, les œuvres et les événements.

Voilà du moins le marxisme tel qu'il devrait être. Nous sommes, hélas ! obligés de le voir aussi tel qu'il est. Porté par l'Histoire, le P.C. manifeste une extraordinaire intelligence objective : il est rare qu'il se trompe ; il fait ce qu'il faut ; mais cette intelligence – qui se confond avec la *praxis* – ne s'incarne pas souvent dans ses intellectuels. Le merveilleux outil dont ils disposent, comme on souhaiterait qu'il leur donnât une écrasante supériorité sur ceux qui pensent au hasard ! Le monde de l'Esprit est à eux : ils n'ont qu'à le prendre. Mais ils s'en gardent bien : on croirait qu'ils soutiennent un siège, que le marxisme est une citadelle à défendre ; de temps en temps, ils font une sortie,

histoire de réaffirmer les principes et de repousser les assaillants ; mais ils ne parviennent pas à faire illusion : s'ils ont gardé le vocabulaire de l'attaque, c'est pour masquer leur position *défensive*. On voudrait leur demander : qui vous assaille ? qui vous assiège ? Sur le terrain de la lutte concrète, des batailles politiques et sociales, l'adversaire est puissant, l'issue du combat quotidien est parfois incertaine. Mais la bourgeoisie est en train d'évacuer la culture : elle ne pense plus rien du tout ; au contact du marxisme, ses idées meurent sans que les marxistes aient à lever le petit doigt ; quand ses philosophes cherchent à réfuter la pensée ennemie, ils s'aperçoivent qu'elle est installée en eux. On aimerait dire aux intellectuels du Parti : cette étonnante virulence est celle de Marx, de Lénine, d'une idéologie constamment renforcée par l'Histoire ; ce n'est pas la vôtre ; et pourtant, si la pensée communiste se décidait à s'épanouir, elle ne rencontrerait aucune résistance. Le temps est venu pour elle de tourner les dernières philosophies bourgeoises, de les interpréter, d'en briser la coquille, de s'en incorporer la substance. Qu'attend-elle ? Le seul, en France, qui ait tenté de combattre l'adversaire, sur son propre terrain, c'est Tran Duc Thao[6], un membre du P.C. vietnamien ; le seul qui tente en Europe d'expliquer par leurs causes les mouvements de pensée contemporains, c'est un communiste hongrois, Lukacs[7], dont le dernier livre n'est même pas traduit. L'univers marxiste est rempli de déserts et de terres inexplorées : n'y a-t-il plus rien à dire sur l'économie capitaliste[d] ? Et l'économie socialiste ? Les Soviétiques parlent de ses contradictions : faut-il que leurs amis français laissent aux bourgeois le soin de les étudier ? Si nous envisageons les sciences historiques, nous tombons sur ce paradoxe : les historiens sont marxisants à leur insu mais les marxistes ne font pas œuvre d'historiens. Les livres qui ont fait avancer la connaissance, ceux de Bloch[8], de G. Lefebvre[9], de Guillemin[10], les ouvrages ethnographiques de Lévi-Strauss[11], les travaux de Francastel

sur la peinture[12], etc., ce ne sont *jamais* des communistes qui en sont les auteurs. Et, bien sûr, on répondra qu'ils sont loin d'être satisfaisants pour des marxistes : mais c'est justement parce que les marxistes se sont déchargés sur d'autres du soin de les écrire. Un intellectuel du P.C. m'affirmait récemment encore que la mise en perspective marxiste permettrait, mieux que toute autre, de comprendre non seulement les groupes mais encore les individus qui les composent. Je ne demande qu'à le croire, mais qu'attend-on pour le prouver par des études concrètes ? Une biographie marxiste de Robespierre, de Thiers, de Léon Blum ne permettrait-elle pas de mettre au point une méthode dialectique qui n'existe pas encore ou qui se résume en quelques brèves formules sans application pratique ? Les travaux d'Henri Lefebvre ne manquent pas d'intérêt[13] : ils gagneraient à être poussés : qu'est-ce qui l'en décourage ? Depuis les très intéressantes études de Politzer[14], la psychologie reste stagnante : pourquoi ? Entre les dernières jongleries d'une bourgeoisie qui a perdu toutes ses fiertés et le silence obstiné des intellectuels communistes, la culture française *tombe en ruine* ; nous vivons, nous autres intellectuels, dans un gaz raréfié ; rien ne vient. De nulle part. Sans oxygène, nous sentons l'asphyxie nous gagner. Et qu'on n'aille pas dire que nous réclamons, comme fit *Esprit*, un marxisme « ouvert ». Nous ne réclamons rien du marxisme sinon qu'il *vive*, qu'il secoue sa paresse d'esprit criminelle pour donner à tous, sans concession, ce qu'il doit donner.

Dans ce moment d'attente paraît le livre d'Hervé. Il vaut ce qu'il vaut ; ce n'est pas une grande occasion mais toute occasion est bonne. Il est idéaliste ? réformiste ? C'est vrai. Mais nous souhaitons tous que ses adversaires le discutent. Parce que, selon nous, discuter c'est aussi comprendre et dépasser, donc s'enrichir. Il ne suffit pas de nous donner ce « libelle » pour la pure et simple expression d'une déviation opportuniste de droite. Car la déviation opportuniste n'est pas un

concept abstrait ni une entité toujours pareille à elle-même. En fait il y a *des* déviations, dont chacune a sa nature particulière, qui naissent du moment et qui sont colorées différemment par l'Histoire. Si l'intellectuel communiste tente de mettre au jour les causes de celle-ci, il s'apercevra sans doute qu'elle a sa raison d'être *à la fois* dans la situation internationale, dans l'évolution, en France, de la lutte des classes et dans la *réalité actuelle* du Parti. Car on ne peut rien réfuter valablement sans se mettre en question soi-même.

Au lieu de cela, que fait-on ? On prend le livre avec des pincettes, on le rejette avec horreur, sans le toucher. Résultat : en prétendant lui répondre, on lui donne raison avec éclat. Hervé avait écrit : « L'extrémisme idéologique a pour conséquence d'empêcher les critiques et la discussion… Puisqu'il y a nécessité de discréditer les hommes qui ont commis des erreurs, ne s'expose-t-on pas, par l'expression d'une anodine critique, aux accusations les plus déshonorantes ? » J'étais sûr qu'il exagérait, que ce reproche, s'il avait jamais été valable, ne l'était plus aujourd'hui. Or j'ai lu l'article de M. Guy Besse[15], paru dans *L'Humanité* du 25 janvier et j'y ai trouvé ceci : « En vérité M. Dulles[16] ne pouvait pas rêver commentateur plus docile… La réaction utilise Hervé après d'autres… Dérisoire et pénible tentative de réaction. » Eh bien, je le dis en toute amitié à M. Besse, le découragement passager où je suis tombé, c'est lui qui l'a provoqué, ce n'est pas le livre d'Hervé.

Hervé n'a pas servi la réaction : lisez les articles de MM. Sérant[17] et Monnerot[18]. Est-ce qu'ils se frottent les mains ? Pas du tout. Ils nous disent à peu de chose près : « Nous ne nous mêlons pas de cette affaire : c'est querelle de communistes. » Et l'on m'a rapporté le propos délicieusement naïf d'un anticommuniste autorisé : « Gardons-nous de prendre parti : c'est une manœuvre. Pour séduire les socialistes, le P.C. veut se libéraliser : Hervé se sacrifie ; on le désavouera mais la question

restera posée. » Bref la réaction se désintéresse de l'affaire. Et savez-vous pourquoi, monsieur Besse ? C'est qu'elle a bien trop peur que vous ne discutiez. Car ce n'est pas ce livre qui compte, ce n'est pas lui qui peut servir votre cause ou lui nuire : c'est l'attitude que prendront à son égard les intellectuels responsables de votre Parti.

Et puis quoi ? Quand bien même la réaction profiterait un peu du conflit ? Qu'importe, si vous en tirez de plus grands avantages ? Ignorez-vous que les journaux réactionnaires se nourrissent de la *Pravda*, organe officiel du P.C. soviétique ? Dès qu'on y signale un abus, une erreur, dès qu'on y critique la bureaucratie, nous sommes assurés de voir l'article reproduit dans *Le Figaro* ou dans *Paris-Presse*[19]. Est-ce donc servir la réaction ? Un dirigeant soviétique a répondu récemment : « Nous ne renoncerons pas à nous critiquer et à nous corriger, même si nous devons fournir de la copie à la presse bourgeoise. » Comment osez-vous, dans ces conditions, appeler « commentateur de M. Dulles » un de vos camarades qui se trompe sincèrement ? Est-il donc vrai qu'il y a « nécessité de discréditer les hommes qui ont commis des erreurs » ? Comment osez-vous écrire que la réaction « utilise Hervé, après d'autres », phrase ambiguë qui laisse entendre qu'elle le paye. Et de là, par un saut vertigineux, comment passez-vous à dire que le livre *en lui-même* est une tentative de réaction ? Si vous croyez ce que vous écrivez, si vous pensez que nous le croirons, c'est que vous ne pouvez plus distinguer une fourmi d'un cheval. Si vous ne le croyez pas, si vous savez que vos lecteurs ne le croiront pas non plus, que reste-t-il, sauf un vain bavardage ou, en d'autres termes, un silence qui fait trop de bruit.

Quelques jours plus tard, j'ai lu les vitupérations de M. André Voguet dans *France Nouvelle*[20] et j'y ai relevé, sans gaieté, je le jure, cette affreuse naïveté : « Ces *théories*, il s'est bien gardé de les soumettre au Parti avant la publication de son livre. Non parce que la discussion

n'existe pas dans le Parti comme il le prétend mais parce qu'il savait qu'il serait battu dans une discussion normalement conduite. » Eh bien, oui : voilà justement ce dont Hervé se plaint : bien sûr, la discussion est libre ; seulement quand « on » la conduit « normalement », on sait d'avance qui sera battu. Je commençais à me demander si nos amis communistes connaissaient encore le sens du mot « discuter », lorsque je suis tombé, en ouvrant *L'Humanité*, sur la réponse de M. Fajon [21] à Claude Morgan [22]. « À la bonne heure, me suis-je dit. Un échange de lettres : voilà qui est parfait ; le lecteur jugera sur pièces. » Mais, après avoir lu la réponse de Fajon, j'ai vainement cherché la lettre de Morgan à laquelle il était répondu. Ce que publiait *L'Humanité*, c'était la condamnation sans appel d'un texte qu'elle gardait secret. Ce procédé incroyable, si on l'emploie tranquillement, c'est qu'il ne choque pas. Et s'il ne choque pas, où va-t-on ?

Hervé fait état d'un « malaise » qu'il aurait constaté chez les intellectuels du Parti. On lui répond : « Des preuves ! » et bien entendu, il ne peut en donner : le propre du malaise, c'est qu'il se dérobe à l'enquête. Mais nous qui ne sommes pas du Parti, nous offrons deux preuves de ce mal sournois et caché. Ces preuves sont Guy Besse et Pierre Hervé. Qu'on me permette de les appeler des monstres : l'un incarne le dogmatisme étroit, la condamnation brutale, le refus d'examiner. L'autre a incarné tout cela, en son temps, lui aussi : il a vu sans s'émouvoir porter des condamnations quand la défense était bâillonnée ; mais sous la dure carapace des dogmes, à travers cent complicités, une pensée nouvelle a germé dans sa tête ; il a contesté dans la solitude, dans le silence, d'abord inconsciemment ou presque, certains principes qui étaient *aussi* les siens, certaines attitudes qu'il avait prises lui aussi ; il a tenté de tout remettre en question, de revenir aux sources, de se libérer pour libérer son Parti. Quel est le résultat ? Un réformisme idéaliste : il voulait pousser le Parti, le faire

avancer, il est retombé en arrière. De ces deux monstres, je dirai volontiers que l'un a fait l'autre : ce sont les Besse qui font les Hervé. Ce qui aurait protégé Pierre Hervé du réformisme, c'est, j'y reviens, un marxisme *vivant*. Non point des discussions, des parlotes : *des œuvres*. Des recherches, des investigations, des conquêtes, une culture, enfin. Mais voilà le fond de l'affaire : en France le marxisme est arrêté. Si l'on veut, à soi seul, aller au-delà des dogmes, on retombe en deçà ; mais si, par fidélité au Parti, on refuse la tentation du mouvement, il ne reste plus qu'à se cramponner aux principes, il faut se borner à *répéter*. Guy Besse et Pierre Hervé : deux moitiés d'homme, la contradiction figée de l'immobilisme abstrait et de la mobilité sans règle ; nous en sommes là.

C'est l'occasion, pour nous, de dire une bonne fois à nos amis communistes ce que nous souhaitons d'eux : « La liberté de discussion, à l'intérieur du Parti, c'est une affaire qui ne regarde que vous. Du reste, les non-communistes qui la réclament sont égarés par le libéralisme ; ils mettent la charrue devant les bœufs : pour que les intellectuels discutent, il faudrait qu'il y eût *quelque chose* à discuter. Mais justement, il n'y a rien, sauf le livre d'Hervé. Nous voudrions, en vérité, que vous établissiez pour les intellectuels communistes des conditions de confiance et de sécurité telles qu'un philosophe, qu'un économiste, qu'un ethnographe, qu'un historien, qu'un psychologue puissent retrouver l'envie d'entreprendre des recherches concrètes et d'apporter leur contribution au marxisme, c'est-à-dire à *notre* culture. Je connais beaucoup de jeunes gens qui sont venus au P.C. ou qui vont y venir parce que le marxisme est pour eux la vérité en mouvement et tout à la fois la voie royale de la connaissance : c'est leur destinée de chercheurs et de savants qu'ils vous confient. Ils sont pleins de ressources, pleins d'énergie, pleins d'espoir : si l'affaire présente vous permet d'empêcher qu'ils deviennent un jour des Hervé ou des Besse,

si elle nous permet de revoir le temps des Politzer, je crois que nous y aurons tous gagné. »

10 février 1956

NOTES DE L'AUTEUR

a. À propos du livre de Pierre Hervé, *La Révolution et les Fétiches*, La Table Ronde (1956).

b. Il va de soi que le P.C. la récuse. J'y reviendrai.

c. Écrit avant la décision du Comité central.

d. Il faut toutefois mentionner l'excellente revue *Économie et Politique*, dont nous reparlerons.

*1. *Rappelons que, dans nos notices, nous nous bornons en général à évoquer les événements tels que Sartre et ses contemporains pouvaient les appréhender à l'époque.*

RÉPONSE
À PIERRE NAVILLE

C'est dans les T.M. *n° 123, de mars-avril 1956, que parut cet article. Il répondait à un article de Pierre Naville publié dans* France-Observateur *du 8 mars, dont le titre injurieux, « Les mésaventures de Nekrassov », annonçait une volonté d'agression ; injurieux car dans la pièce satirique de Sartre, créée en 1955, intitulée* Nekrassov*, le personnage ainsi nommé est un escroc.*

L'auteur de Nekrassov *a tenu à ce que son propre article daté du 23 mars soit précédé dans la revue de celui de son contradicteur, comme il l'avait fait pour « Opération "Kanapa" » en 1954 (voir ici et suiv.). Dans le premier cas il s'agissait de critiques émises par un communiste fanatique qui ne supportait pas qu'il ait été question des discrètes doléances risquées par Dionys Mascolo à l'intention des dirigeants du P.C.F. dans son ouvrage* Le Communisme*, à propos de la fonction de plumitif aux ordres réservée à ses intellectuels ; ici, Sartre a affaire à celles d'un marxiste non communiste, qui estime qu'il fait la part trop belle au Parti. Il constate que Naville, tronquant ses propos, les interprétant au gré de sa malveillance, en inventant même, lui fait dire à plusieurs reprises ce qu'il n'a pas dit.*

Pierre Naville (1904-1993) fut au début des années vingt très lié au groupe surréaliste, brièvement communiste après la guerre, puis trotskyste ; il est à cette époque marxiste. Il s'est spécialisé dans la sociologie du travail et se considère comme un scientifique ; il fait profession de mépriser la philosophie. S'il s'attaque à Sartre, c'est, dit-il, pour manifester son indignation de ce que ce dernier n'ait pas soutenu La Révolution et les Fétiches*, de Pierre Hervé.*

En réalité, loin d'avoir « rembarré » Hervé, comme le prétend Naville, Sartre, bien qu'il eût des raisons de ne pas être en sympathie avec l'homme (voir son article « Le réformisme et les

fétiches », et suiv.), avait compris son besoin d'exprimer son désarroi en tant qu'intellectuel communiste et que sa crainte d'être exclu du Parti ne lui avait permis que des propos sans grande consistance (Hervé le reconnaîtra dans son deuxième ouvrage, publié après son exclusion, plus explicite et même prolixe sur la vie intérieure du Parti). Hervé a des excuses, pensait Sartre : « En France le marxisme est arrêté. Si l'on veut, à soi seul, aller au-delà des dogmes, on retombe en deçà. » Il exhortait ses adversaires à lire et discuter de La Révolution et les Fétiches *« car on ne peut réfuter valablement sans se mettre en question soi-même ». C'était la manière que Sartre estimait la plus juste de parler de cet essai sans l'approuver totalement ni le rejeter.*

Mais la défense de Pierre Hervé n'est pour Pierre Naville qu'un prétexte ; il a un mobile personnel de chercher querelle à Sartre : en tant que marxiste il n'admet justement pas qu'il soit dit que le marxisme est arrêté. Querelle d'Allemand, bien peu fondée car, dans le droit-fil de son article sur le livre de Pierre Hervé, communiste en voie d'exclusion, l'auteur n'avait eu à se préoccuper que du marxisme à l'intérieur *du P.C.F. Naville continuera à écrire contre Sartre des articles sur le même thème (« Les nouvelles mésaventures de Jean-Paul Sartre » le 19 avril dans le même hebdomadaire, « L'intellectuel communiste, Réponse à Jean-Paul Sartre », dans* Les Lettres Nouvelles *à partir de juin 1956).*

Reste que Sartre semble mal à l'aise à cette époque dans son rôle de « compagnon de route » du P.C.F., inauguré du vivant de Staline, poursuivi sous le signe de la « déstalinisation ». Il n'en sera plus question après cet article. Les événements, par ailleurs, suivront un autre cours (voir ici « Le fantôme de Staline », et suiv.).

Pour la publication de son article dans Situations, VII *en 1965 Sartre n'a pas jugé utile de reproduire celui de Naville.*

A.E.-S.

À propos de « l'affaire Hervé[1] » M. Naville a bien voulu me consacrer quelques pages dans *L'Observateur* du 8 mars dernier sous le titre : « Les Mésaventures de Nekrassov ». J'y trouve l'occasion de revenir sur mon article du mois dernier et j'en profiterai pour présenter quelques observations sur la nature des rapports que les hommes « de gauche » devraient conserver ou établir entre eux.

I

Sur plusieurs points, Naville est d'accord avec moi : Hervé, par opportunisme, a écrit autrefois des articles « inexcusables » ; par opportunisme encore, un ouvrage « bien mince » sur les fétiches de la Révolution. Mais de ces prémisses communes, Naville prétend tirer des conclusions opposées aux miennes. Au moment où Hervé « cherche à échapper aux consignes bureaucratiques et admet que le marxisme doit progresser, convient-il de le rembarrer au nom de l'orthodoxie du Parti ? ». Je nie que j'aie « rembarré » Hervé : ce n'est pas mon affaire ; j'ai dit ce que je pensais de son livre, dont le plus grand tort, à mes yeux, est d'être mauvais. Si j'ai qualifié sa pensée de « réformiste », ce n'est pas au nom de l'orthodoxie du Parti mais tout simplement parce que le réformisme est une attitude objective qui annonce d'elle-même ce qu'elle est, sans référence à aucune doctrine officielle. Nous nous trouvons en face d'un problème qui n'a pas encore trouvé sa solution réelle : dans les années de coexistence pacifique (si coexistence il y a) comment le P.C. trouvera-t-il son chemin, écrivais-je, « entre un révolutionnarisme qui risque d'être vidé de son contenu et un réformisme qui détruirait l'essence du Parti ? ». Voilà la question : les discussions récentes, au sein de la C.G.T., l'ont posée ; depuis, on cherche à la couvrir, mais elle renaît sans cesse et les événements d'Algérie lui donnent une urgence particulière ; Hervé prétendait y répondre, il ne l'a pas fait, voilà tout. Fallait-il masquer son échec ?

« Pourquoi pas ? » demande Naville avec une rondeur bonhomme. Cette rondeur ne me surprend pas : Naville a la vue courte ; pour se donner l'illusion de comprendre, il faut d'abord qu'il simplifie. Ce qui m'étonne davantage, ce sont les arguments sur lesquels il s'appuie. « Il ne s'agit pas seulement de savoir ce qu'on dit mais au nom de quoi on le dit, à quel moment, dans quel but, etc. » Sur ces vérités d'évidence, tout le monde est d'accord. Mais comment n'a-t-il pas vu qu'elles se

retournaient contre lui ? J'en conclus, moi, qu'une même affirmation peut être vivante et vraie ou fausse et figée selon le développement qui l'a engendrée, le contexte qui l'entoure, et l'avenir qu'elle préfigure. Hervé a souhaité « qu'une certaine liberté de discussion (soit) tolérée (dans le Parti) ». Voilà qui est fort bien : mais tous les non-communistes, des commentateurs bourgeois à M. Naville, n'ont jamais cessé de déplorer l'absence de cette liberté. Pourtant la vie, les ouvrages de M. Naville, les luttes qu'il a menées, sa position présente, cent autres considérations interdisent de le comparer de quelque manière que ce soit à un rédacteur du *Figaro*. Il faut donc que cette exigence n'ait pas le même sens dans sa bouche et dans celle de M. Brisson[2]. De fait, certains réclament « la liberté de discussion » par défi et parce qu'ils croient qu'elle est pour toujours impossible dans le Parti ; d'autres pensent qu'elle ne peut être obtenue qu'au prix d'une rupture du P.C. avec l'U.R.S.S. : c'est cette rupture qu'ils souhaitent ; d'autres sont partisans d'un libéralisme réformiste ; d'autres enfin cherchent cette liberté dans un « retour au léninisme ». Dans ces conditions, il ne suffit pas, comme écrit si bien M. Naville, de savoir ce qu'Hervé dit mais *au nom de quoi* il le dit ; il ne suffit pas qu'il attaque Staline pour se ranger inconditionnellement à ses côtés. « Ah ! dit M. Naville, mais c'est que ce petit livre est symptomatique d'une crise du Parti communiste. » C'est à peu de chose près ce que j'écrivais moi-même dans l'article incriminé : mais l'ouvrage d'Hervé peut bien être « symptomatique » de cette crise, cela ne veut point dire qu'il la reflète fidèlement. Il en est l'effet mais non l'expression. Les intellectuels communistes vivent dans le malaise mais la plupart d'entre eux ne sont pas d'accord avec la position d'Hervé. Ils souhaitent comme lui que le marxisme progresse mais ils n'envisagent pas ces progrès de la même façon : c'est dans le Parti, pour le Parti, sans rompre avec la discipline et sans oublier leurs traditions qu'ils veulent mener la lutte et dépasser

les contradictions du moment ; quels que soient les changements qu'ils voient naître, avec un mélange d'espoir et d'appréhension, ils veulent les vivre dans la continuité de leur histoire et les intégrer à l'histoire de leur Parti ; il ne s'agit pour eux ni de faire des critiques négatives ni de porter des condamnations dans l'abstrait[a] mais de changer la situation présente par un enrichissement positif et concret du savoir. Si l'on mélange tout, comme fait Naville, si l'on passe soigneusement sous silence les thèses réformistes et idéalistes d'un ouvrage simplement parce qu'on y trouve le moyen d'attaquer le culte de la personne ou l'infaillibilité du Parti, cela prouve qu'on tient toute occasion pour bonne dès qu'il s'agit de dénigrer. Et il faut être bien dogmatique et bien buté pour écrire : « Ce que le livre d'Hervé *et* le XX[3e] Congrès du P.C.R. lui donnaient peut-être l'occasion de dire… » sans s'apercevoir qu'on ne peut justement pas tirer du livre en question ce qu'on peut déduire des discours de Khrouchtchev[4] et de Mikoyan[5].

De toute façon, ce n'est pas sur ce point que Naville fait porter sa hargne, il y aurait du mal : car enfin, quelles que soient les réserves que j'exprime sur « l'occasion », j'écrivais, dans l'article qu'il attaque, que la science ne peut se développer sans liberté. Comme il fallait pourtant crier, il a choisi de monter tout son article sur un détail. J'avais écrit : « Porté par l'Histoire le P.C. manifeste une extraordinaire intelligence objective : il est rare qu'il se trompe, il fait ce qu'il faut mais cette intelligence – qui se confond avec la *praxis* – ne s'incarne pas souvent dans ses intellectuels… », et un peu plus loin : « En France, le marxisme est arrêté. » En voilà assez pour justifier trois colonnes indignées : il paraît que je me suis contredit et que je n'y ai vu que du feu. Quel pédantisme ! Les cuistres du marxisme ne prêtent jamais rien aux autres – leur excuse, c'est leur pauvreté – et quand ils n'ont pas compris un texte, ils s'imaginent que son auteur est aussi bête qu'eux.

Il va de soi que je prenais « marxisme » dans le sens le plus courant du terme ; dans le sens même où Lénine – car, avec les pédants, il faut user de citations – écrit : « Une des pires déformations du marxisme… c'est le mensonge opportuniste… Bernstein[6] (accusait) le marxisme de blanquisme…[b] » ou bien « les divers aspects du marxisme qui est une doctrine vivante… » et « précisément parce que le marxisme n'est pas un dogme mort, une doctrine achevée, toute prête, immuable, mais un guide vivant pour l'action, il ne pouvait manquer de refléter le changement singulièrement rapide des conditions de la vie sociale. Ce changement eut pour résultat une désagrégation profonde, le désarroi, les flottements de toute sorte, en un mot : une grave crise *intérieure* du marxisme. Une action vigoureuse contre cette désagrégation s'inscrit à l'ordre du jour[c] ». Lorsque j'écrivais que le marxisme *en France* était arrêté, j'entendais signaler une crise intérieure d'un ordre différent mais tout aussi profonde. En 1911, l'évolution rapide de la société russe provoquait le désarroi des marxistes qui n'avaient pas le temps de dominer leur expérience ; il fallait, comme Lénine l'explique un peu plus loin, « *défendre les principes* ». En 1956, en France, le malthusianisme économique a ralenti l'évolution sociale, coupé en deux le prolétariat, stratifié la société : tout cela je l'ai montré dans *Les Communistes et la Paix.* Un système de fer maintient chacun à sa place, comme à Byzance. Nous ne connaissons depuis trente ans ni les grands mouvements démographiques qui, au XIX[e] siècle, créèrent ou renouvelèrent le prolétariat, ni l'essor de l'industrie – qui aurait au moins pour avantage d'accélérer la concentration et d'unifier la condition ouvrière – ni ces grands mouvements populaires qui brassent ensemble, comme en Italie, la population ouvrière et la population paysanne. Rien ne bouge ; une partie des jeunes se détournent des luttes sociales parce que, victimes des apparences, ils les jugent vaines. Les vraies difficultés du Front Populaire sont là : il faut rapprocher des

groupes stratifiés par l'immobilisme et dont les intérêts sont quelquefois divergents. La pensée marxiste reflète le piétinement de notre économie de même que le durcissement du Parti est, dans une large mesure, le reflet de notre stratification sociale. Depuis quelques années, rien n'enrichit le marxisme, dans le cadre de la Métropole. Il ne court certes pas le risque d'être désagrégé par l'ouverture des grandes vannes et l'irruption d'un flot d'expériences nouvelles. Le problème n'est pas d'en défendre les principes, qui ne sont pas en danger, mais de leur rendre vie en cherchant l'expérience là où elle se trouve encore : dans les disciplines scientifiques et philosophiques. Cette stagnation – naturellement provisoire, comme tout fait historique – dure depuis près de dix ans : c'est elle que j'appelle un arrêt temporaire du marxisme.

Je disais d'autre part que l'intelligence objective du P.C. se confondait avec la *praxis* : cela signifiait clairement, à mes yeux, qu'il fallait chercher cette intelligence dans l'enchaînement des faits, dans les conditions de la lutte des classes, dans la logique interne et le mouvement de l'Histoire. Y a-t-il contradiction ? Certainement pas. Car il ne s'agissait pas d'aller de l'avant mais de *tenir*, dans un pays qui appartient à la zone d'influence américaine et qui, jusqu'à ces derniers temps, se trouvait en plein marasme contre-révolutionnaire. Pendant cette longue période, je suis loin de prétendre que le Parti ne se soit jamais trompé. Je dis que ses positions, dans l'ensemble, ont été justes. Servi et desservi à la fois par l'économie malthusienne de la France, il a manifesté, sous sa rudesse, une rare capacité d'adaptation : otage de la bourgeoisie en 1945 puis rejeté dans l'opposition, il a su, en gros, éviter les compromissions. Il n'a pas à s'enorgueillir d'éclatantes victoires : c'est qu'il n'était pas question d'en remporter. Mais il a tenu sans se renier, sans renier l'U.R.S.S. et sans se laisser dissoudre, il est resté révolutionnaire sans avoir eu la moindre chance de faire la révolution

et il a soutenu les revendications ouvrières sans verser dans le réformisme ; il a perdu des adhérents, c'est vrai et cela prouve que la structure interne du P.C. doit être modifiée, mais il a réalisé le tour de force de garder ses électeurs et même d'en accroître le nombre, ce qui prouve que ses positions, dans l'ensemble et compte tenu de la situation, ont été justes : en un mot, il reste *disponible* et c'est le seul parti de France qui ait une politique cohérente. Il est vrai qu'il a condamné Tito[7] et qu'il a eu tort de le faire, qu'il a pris violemment parti contre des communistes étrangers qui sont ou seront réhabilités ; il est vrai qu'on a pu craindre, au temps des « criminels en blouses blanches », qu'il ne verse par zèle dans l'antisémitisme. Mais sur la guerre d'Indochine, après quelques hésitations, a-t-il jamais changé d'avis ? A-t-il jamais cessé de défendre la Paix ? N'avait-il pas raison de s'opposer au plan Marshall ? de lutter pour l'indépendance nationale ? et le nationalisme, au temps des blocs, n'est-il pas, tout autant que l'internationalisme, son complément, une forme véritable du progressisme ? Qui a trahi les grévistes en 1953 ? Est-ce la C.G.T. communiste ou F.O. ? Le résultat, s'il sait s'y prendre, c'est qu'il profitera tôt ou tard de la situation présente ; les changements sociaux qui se préparent, il les tournera en sa faveur. Mais cette habileté plus tactique que stratégique – il ne pouvait en être autrement – n'est pas de celles qui s'accompagnent d'un enrichissement de la doctrine. Celle-ci continue à être le guide mais elle est réduite au minimum. Le culte de la personne – Togliatti[8] le fait remarquer dans son rapport – coûtait cher en vies humaines et en biens matériels mais il ne nuisait pas nécessairement à la justesse des positions politiques : il arrêtait le savoir. L'épanouissement de la culture marxiste n'était pas requis en *France* par la situation historique et par les conditions de la lutte des classes ; la stratification et l'enkystement du P.C., traqué, honni par toute la société bourgeoise, le rendaient difficile.

Quand bien même M. Naville croirait à je ne sais quel parallélisme spinoziste de l'action et de la culture, où diable voit-il une contradiction ?

À vrai dire, il ne la voit pas : il la fabrique. Et pour la servir toute chaude à ses lecteurs, il se livre sur mon texte à toute une série de manipulations :

1° Toute sa démonstration repose sur l'omission volontaire de deux mots : « En France ». Il s'indigne comme si j'avais arrêté le marxisme *partout. C'est une falsification.*

2° Il identifie tranquillement marxisme et Histoire – ce que je n'ai vu faire à personne avant lui. « Le marxisme n'est pas arrêté pour la simple raison qu'on ne peut arrêter l'évolution sociale, pas plus en U.R.S.S. qu'ailleurs. » Naturellement, il m'impute cette identification absurde. J'avais écrit, en somme : Les marxistes français ne publient plus rien depuis dix ans. Il me répond superbement : L'Histoire continue son cours. *C'est un contresens.*

3° Il va de soi que je considère cette stagnation comme provisoire. Sinon, pourquoi m'adresser aux intellectuels communistes ? M. Naville croit ou feint de croire que l'arrêt, à mes yeux, est définitif. « On peut opprimer (le marxisme) mais non le tuer du moins tant qu'il y aura des hommes. » Ce truisme en style noble recouvre un deuxième contresens.

4° Enfin, pour que la contradiction soit plus nette, il se rapporte à mon article *Les Communistes et la Paix*, ou plutôt – car il est pressé – aux critiques que Merleau-Ponty lui a adressées dans *Les Aventures de la dialectique.* Voici le résumé qu'il en propose : « (Selon Sartre) le Parti communiste ne peut pas se tromper car il *est*, et lui seul, la classe ouvrière (c'est-à-dire : il la remplace). » Je m'excuse de le rappeler aux lecteurs des *Temps Modernes* : il n'y a pas un mot de vrai dans cette bourde. J'ai dit que les masses ouvrières, toujours menacées par les

forces désintégratrices, réagissaient à la « massification » permanente dont elles sont l'objet en produisant les organes de leur unité. J'appelais classe, dans cet article, un prolétariat unifié dans l'action par son appareil syndical et son parti. J'ajoutais que les masses exerçaient un double contrôle sur l'appareil : d'une part – lorsque les objectifs proposés ne correspondaient pas à leurs aspirations – par l'inertie, en retombant dans l'éparpillement ; d'autre part, lorsqu'une action commune les unissait, en entraînant les chefs au-delà des objectifs fixés. Je montrais en outre, dans la troisième partie de l'article, que le malthusianisme avait figé les divisions ouvrières et que l'ouvrier qualifié, héritier des anarcho-syndicalistes, était minoritaire à la C.G.T. et dans le P.C., majoritaire à F.O. et à la S.F.I.O.[d]. Serait-ce que Naville ne m'a pas compris ? Même pas : il n'a pas compris Merleau-Ponty.

Au prix d'une falsification, de deux contresens et d'un mensonge, il est arrivé à bâcler cet article pâteux dont le but est uniquement d'injurier[e]. Quand on a rétabli le sens des mots, que reste-t-il ? Du vent.

Du vent et une suite de reproches confus et contradictoires qu'il lance au hasard, comme un enfant rageur jette sur son camarade tous les objets qu'il trouve à portée de sa main : marxiste, il n'est d'accord avec Merleau-Ponty sur rien ; mais il ne peut s'empêcher de me traiter d'ultrabolchevique[9]. Il me rappelle mes *Entretiens avec Rousset sur la politique* ; il me rapproche de Raymond Aron. Il me prête la prétention d'être un mentor pour pouvoir aussitôt m'en ôter le droit. Il paraît aussi que j'ai des ambitions : je veux refiler ma doctrine au P.C. Le marxisme est mort, vive l'existentialisme.

Je répondrai brièvement à ces sottises. On me permettra de laisser de côté l'ultra-bolchevisme et Raymond Aron. Quant aux *Entretiens sur la politique*[10], qu'ont-ils à faire ici ? Certes, j'étais, à l'époque, plus éloigné du marxisme que je ne le suis à présent. Et après ? Faut-il être marxiste de naissance ? Naville est un de ces adjudants sortis du rang

qui n'admettent l'avancement qu'à l'ancienneté. Il paraît, en tout cas, que ce livre criminel m'interdit de me poser en mentor. Je jure bien que je n'en avais pas l'intention. J'écris : « Nous ne réclamons rien du marxisme sinon qu'il *vive*. » Et, d'après Naville, cela signifie : « Achetez-moi donc l'existentialisme, je vous ferai des prix. » J'écris : « Le marxisme est le climat de nos idées, le milieu où elles s'alimentent, c'est le mouvement vrai de ce que Hegel appelle l'Esprit objectif. » Naville feint de comprendre : « Suivez-moi, je vais vous guider. » Ce sont précisément ces procédés – mauvaise foi, incompréhension grossière, calomnie hâtive – que je reprochais le mois dernier à M. Guy Besse. La vérité, c'est que je ne veux ni renoncer à mes idées ni les imposer aux autres. Le marxisme est le milieu culturel d'où elles sont issues, le mouvement qui les porte, l'horizon qui les cerne. Cela signifie-t-il qu'elles soient marxistes au sens rigoureux du terme ? Pour le croire, il faudrait ignorer ce qu'est la culture. Mais, si tant d'intellectuels – dont je suis – attendent du marxisme des œuvres valables et fortes, c'est qu'il est impossible de penser tout seul : la pensée d'autrui nous apprend la nôtre ; un seul bon livre marxiste, c'est déjà, pour chacun de nous, une chance de réussir notre prochain livre.

Au fait, qui donc a mené tant de bruit autour de mon article ? Qui donc m'en a demandé des extraits avant même qu'il ne fût écrit ? Qui donc l'a par deux fois annoncé ? Martinet[11]. Dans *L'Observateur* du 29 février, il avait même inspiré cette note, que je cite de mémoire : « Sartre dit qu'Hervé a bien fait. Tous ceux qui ont lu l'article s'en sont déclarés satisfaits. » On peut bien supposer que je ne lui demandais pas ce *satisfecit*. Mais le curieux c'est qu'il me l'ait donné : car ceux « qui avaient lu » l'article – des amis communs – lui en avaient fait un compte rendu détaillé ; il ne pouvait donc ignorer qu'il n'en tirerait aucune satisfaction. La petite note qu'il a fait paraître, si le mot n'était

pas bien lourd pour des événements minuscules, on pourrait l'appeler provocation : aux yeux des uns, il voulait m'engager davantage ; aux autres, il promettait merveilles pour m'obliger à les décevoir. Quoi, dira-t-on, se donner tant de peine pour une si petite affaire ? Eh oui : le propre de ces grands politiques, c'est de se déchaîner pour des billevesées. J'expliquerai plus loin cette attitude : notons simplement ici que Martinet accueille Hervé, Naville dans son hebdomadaire, qu'il m'y eût accueilli moi-même mais qu'il n'a, quant à lui, pas soufflé mot de l'affaire. Pour moi, si j'avais eu la folie de me déguiser en juge, de gourmander le P.C. et de rendre des arrêts, bref si j'avais été assez sot pour me croire un mentor, on ne m'eût pas reproché de l'être ; on m'eût pardonné les *Entretiens avec Rousset* et sans doute aussi ce que M. Naville appelle ma « psychanalyse existentielle ». Étrange aberration : si je critiquais la politique du P.C., je ne serais plus un mentor ; j'en suis un si je signale l'insuffisance des œuvres théoriques qu'il inspire.

Mais on aurait tort de s'étonner. Naville a donné naïvement la raison de son attitude : mon tort a été de juger du marxisme sur les seuls ouvrages des communistes inscrits ; il y a d'honorables chercheurs qui se réclament de cette doctrine sans appartenir au P.C. et qui ont publié des études d'un intérêt capital : je rappelle aux lecteurs que M. Naville a écrit des livres.

Sur ce point, je plaide coupable : il fallait mentionner les ouvrages de Guérin[12] sur l'Amérique, sur le Maghreb, sur le fascisme, sur la Révolution française ; celui de Colette Audry sur Léon Blum (je ne l'ai pas fait parce qu'ils collaborent régulièrement aux *Temps Modernes*). J'aurais pu – mais il n'est pas français – citer Deutscher et sa biographie de Staline[13]. Ne parlons pas du contenu : Naville le condamne sans doute ; mais on peut y trouver une application intéressante des méthodes marxistes à la connaissance d'*une* personne ; par le

renversement perpétuel des perspectives, Deutscher nous fait voir à la fois le mouvement objectif de l'Histoire à travers l'individu historique et la marque de l'individu dans le mouvement objectif.

Le bilan reste mince ; mais j'oublie sûrement maint livre et maint auteur. Pour M. Naville, qu'il se rassure : je ne l'oublie pas, je l'écarte. Un des reproches les plus fréquents que les marxistes d'Allemagne ou d'Italie font à leurs amis français, c'est de confondre Marx et Taine. Ce n'est pas tout à fait notre faute : la Sorbonne, pendant plus d'un siècle, a mis Hegel à l'index, pour ne rien dire de Marx. Quand les Italiens avec Croce[14], quand les Anglo-Saxons avec Bradley[15] et Bosanquet[16] connaissaient un réveil du hégélianisme, l'Université française faisait bonne garde : on nous laissait jouer avec Schopenhauer ; dans le Parti socialiste et dans les syndicats, la tradition proudhonienne l'emportait sur le marxisme. On nous a faits cartésiens malgré nous et quand nous avons voulu, après la guerre de 1914, combler nos ignorances, nous avons toujours fait figure d'autodidactes. Dans beaucoup d'écrits communistes, j'avoue qu'on cherche vainement ce sens dialectique qui fait saisir d'une même vue le conditionnement réciproque des facteurs, les renversements de situation que cette interaction détermine, le mouvement de l'ensemble, la dialectique complexe de l'un et du divers, du tout et des parties. L'auteur s'en tire à l'ordinaire par quelques affirmations bien formelles, puis revient tranquillement à sa petite analyse tainienne. Mais quand je demande des exemples de ce train-train analytique, c'est le nom de Naville que nos amis étrangers avancent en premier. L'article que nous avons reproduit semble leur donner raison. Ce matérialiste mécaniste emprunte le langage et les thèses du marxisme mais il est incapable de découvrir la dialectique dans les choses ou dans les idées. Il prétend que la science a besoin de contradictions pour vivre, mais les contradictions, où qu'elles soient, lui paraissent scandaleuses : n'est-il pas frappant qu'il se soit jeté à écrire

son article parce qu'il pensait en avoir trouvé une dans le mien. J'ai montré qu'il se trompait : mais quand elle y serait ? Quand il y aurait contradiction entre l'efficacité pratique du P.C. français et la stérilité provisoire de ses intellectuels, où serait le scandale ? Qui prouve que cette opposition n'est pas dans la réalité et qu'elle ne peut être à l'origine d'un dépassement et d'un progrès ? Naville ne le pense pas : il fuit les conflits ; l'unité des contraires lui échappe : n'est-il pas frappant, s'il parle des outils de la science, qu'il les appelle « instruments d'analyse et d'action » ? On répondra sans doute que l'action est synthèse : c'est vrai ; mais à ne considérer que les connaissances théoriques, croit-il que l'analyse soit vraiment la méthode qui permette aux sciences sociales d'interpréter les sociétés déchirées où nous vivons ? J'en ai peur : dans une discussion qui fut publiée, il parlait si complaisamment du déterminisme et de la causalité que je finis par lui demander si ces mots gardaient un sens dans la perspective dialectique ; il resta coi et je le comprends : tout esprit borné veut des bornes ; celui-ci s'accroche au principe d'identité qui fait que Naville, somme de quelques obstinations acquises vers la trentaine, est et restera Naville indéfiniment. Qu'on relise ses travaux sur le behaviourisme[17], on verra que l'idée synthétique lui demeure étrangère : au temps où Politzer tentait de donner une unité concrète à sa psychologie objective, Naville *analysait* les conduites humaines, les décomposait en réactions élémentaires sans s'inquiéter de savoir d'où vient *l'unité signifiante* de nos comportements. En U.R.S.S., les successeurs de Pavlov[18] connaissent le problème et tentent de le résoudre. M. Naville ne bougera point : voyez plutôt comment il se représente le changement. Puisqu'il faut bien l'admettre dans son univers, ce cartésianiste pétrifié préfère croire au progrès continu : cette notion si peu marxiste, si bourgeoise, est plus rassurante ; encore veut-il garder dans ce mouvement majestueux des zones d'immobilité :

« Si l'évolution progresse – et elle le fait par définition[f] – les instruments d'analyse et d'action doivent progresser. Mais la méthode et les principes qui doivent permettre de les élaborer proviennent de la même source et vont toujours dans le même sens. Les sciences progressent toujours et ne cessent pas pour cela d'atteindre la vérité. Ce sont les objectifs qui se dépassent, non les moyens. » Quel bouquet de naïvetés ! Naville croit-il vraiment que la science peut progresser sans se contester ? Que les moyens scientifiques sont invariables et qu'on peut dépasser un objectif sans qu'ils changent ? Ignore-t-il que l'objet décide de la méthode ? En vérité, la raison n'est autre que la totalité du monde connu ; que ce monde s'élargisse ou s'approfondisse, elle se transforme. Cela ne signifie pas que le mouvement de la science se fasse sans règle : mais elle découvre ses règles dans ses objets. Restons-en là : je ne veux pas accabler Naville ; je rappelais quelques traits de sa pensée et de son œuvre qui m'excusent de ne l'avoir pas cité.

II

L'article de Naville n'est rien. Mais c'est un rien venimeux. Voilà pourquoi j'ai cru bon d'en parler. J'ai pris l'habitude des agressions à main armée : on me tue, on me prend la bourse et l'honneur, on s'en va ; je ressuscite ; la balle ou le couteau n'a point laissé de trace. Il y a quelques semaines, *Demain*[19] proclamait en gros titre : « Sartre a trahi. » J'ai laissé dire : on ne répond pas à Rousset ; on le laisse gagner sa vie comme il peut. Or, l'article de Naville m'a irrité et peiné. Si ma réaction n'avait été dictée que par des motifs personnels, je n'en parlerais pas ou je n'en parlerais qu'à lui. Mais je crois, en toute bonne foi, qu'elle a des raisons plus générales et je veux m'en expliquer ici.

MM. Naville et Martinet ont souvent écrit dans *Les Temps Modernes*, j'ai fait plusieurs articles pour *L'Observateur*, nous avons eu des collaborateurs communs. Il est fort naturel que nous n'ayons pas en tout le même point de vue et ces divergences ne m'empêchent pas d'avoir Claude Bourdet[20] en profonde estime et d'admirer, par exemple, le courage et l'efficacité de sa campagne anticolonialiste. De toute façon, ce qui devrait compter à nos yeux, c'est que nous demeurons, les uns et les autres, des hommes de gauche. Sur l'attitude à prendre vis-à-vis du P.C., nous différons et cela n'est pas rien, j'en suis d'accord. Mais il ne faut pas oublier tout ce qui nous unit : nous luttons contre les mêmes hommes, contre la même politique, qu'elle prenne l'étiquette M.R.P. ou S.F.I.O., nous sommes attaqués par les mêmes adversaires et nous avons en vue, quelles que soient nos différences touchant les moyens d'y parvenir, un regroupement de toute la gauche ou, si l'on veut, un Front Populaire. En conséquence, j'ai toujours pensé – et je serais fort étonné si Bourdet n'était pas de mon avis – que nous devions conserver entre nous, même dans les discussions les plus vives, un ton de courtoisie et de camaraderie. Je m'imaginais que c'était aussi l'opinion de Martinet : un intellectuel communiste m'ayant pris à partie dans *L'Humanité*, je lui répondis qu'il y avait un certain ton qu'on ne pouvait tolérer entre alliés ; Martinet semblait partager mes vues puisqu'il publia – sans mon autorisation – des extraits de ma réponse. Je suis d'autant plus surpris de le voir employer aujourd'hui des procédés qu'il condamnait lorsque des communistes en faisaient usage.

On sait d'ailleurs que j'en ai la primeur. *L'Observateur* s'attaque rarement à l'homme : il critique les actes et la politique ; c'est ce qu'il faut. De temps à autre, toutefois, il *insinue* – comme ce fut le cas lorsque Albert Camus décida d'écrire à *L'Express*. Tancé, il s'excuse assez platement et désavoue ses collaborateurs. Je dirai même qu'il est

plus connu pour ses rétractations que pour sa verve polémique. Quel sens dois-je donc donner à sa fureur soudaine ? Pourquoi cet hebdomadaire me compare-t-il à Raymond Aron dont les idées s'opposent sur tous les points aux miennes ? Pourquoi ce titre insultant : *Les Mésaventures de Nekrassov* – qui ne tend à rien de moins qu'à me présenter comme un escroc intellectuel – quand il n'est question dans l'article ni de Nekrassov ni de mes mésaventures ? Et pourquoi publier, au milieu de l'article, cette photo qui me révèle si désagréablement doctoral ? Je suis peut-être ainsi – qu'en sais-je ? – mais ni mon physique ni mes attitudes ne font rien à l'affaire. C'est la première fois, à ma connaissance, que *L'Observateur* invite à juger les idées d'un homme sur sa tête. J'ai retrouvé avec stupeur les procédés de la droite : et je sais que j'aurai droit, le mois prochain, à un autre article, aussi calomnieux mais tout de même moins pâteux, dans *Preuves*. Ce qui distinguait jusqu'ici *L'Observateur* – mis à part les articles de Bourdet – ce n'est pas son éclat, c'est sa conscience, c'est la pertinence un peu lourde de ses analyses : s'il perd sa bonne foi, que lui restera-t-il ? Et surtout, quelle peut être la cause de ce brusque changement ?

C'est, à mon avis, que Naville et Martinet ont des rapports passionnels avec le P.C. Ils ne sont pas « anticommunistes », loin de là ; et je m'indigne avec eux quand je lis, sous la plume de M. Voguet, que Martinet est réactionnaire. Dans le même temps, d'ailleurs, Kanapa tend la main à ses « camarades de *L'Observateur* ». Ce régime de douche écossaise explique l'ambivalence de leur attitude envers le Parti. Il leur faut de la persévérance pour ne pas verser dans l'anticommunisme quand un communiste autorisé les accuse de trahir la classe ouvrière ; il leur faut de la volonté pour garder une attitude critique quand *L'Humanité*, pour les séduire, se fait sirène. Mais on imagine aisément que la fermeté de leur attitude dissimule un profond ressentiment.

Humiliés, durcis, haineux et fascinés tout ensemble, ils déclarent volontiers qu'ils rentreront un jour au P.C. mais ils veulent y rentrer dans la gloire et que l'Histoire leur donne raison sur toute la ligne en pansant leur orgueil blessé. Or l'événement n'est jamais assez net, assez définitif : dès qu'ils avancent d'un pas, ils s'obligent aussitôt à faire deux pas en arrière. Ils attaquaient le stalinisme, voici qu'on critique ouvertement Staline en U.R.S.S. Vont-ils se réjouir ? Oui et non : il faut, pour qu'ils se sentent à l'aise, que ces critiques aient été arrachées par le peuple russe à ses dirigeants. Quand M. Naville parle de « la liquidation du stalinisme », il s'empresse d'ajouter que les dirigeants « ne l'ont pas (entreprise) de gaieté de cœur, on s'en doute, mais sous la pression des nécessités sociales ». Que la répudiation du « culte de la personne » réponde aux nécessités sociales (et internationales), c'est une vérité de La Palisse. Et si M. Naville avait fait récemment plusieurs voyages en U.R.S.S. à quelques mois d'intervalle, il aurait vu naître partout ces changements qui, dit-il, m'ont dépassé et que je touchais du doigt à Moscou, en octobre dernier, quand il refusait encore d'y croire. Mais il faut qu'il soit aveuglé, assourdi par un vieil orage de haine pour affirmer tranquillement que les dirigeants ont cédé de mauvais gré aux exigences des masses[g]. Comment ne voit-il pas que l'évolution de l'U.R.S.S. s'accomplit avec et par l'appareil d'État ? Comment la progression savante des déclarations et des mesures prises ne lui montre-t-elle pas qu'il s'agit d'une opération complexe dont les dirigeants ont pris la direction *dès* la mort de Staline ? Comment n'a-t-il pas compris que les exigences des masses se manifestent dans la mesure même où les décisions du gouvernement soviétique suscitent délibérément chez le peuple russe une nouvelle confiance, appuyée sur une conscience de soi plus lucide et plus profonde ? Il s'agit d'un mouvement complexe, fait d'actions et de réactions, et la masse pousse les dirigeants dans la mesure même où ils l'entraînent, où ils lui

révèlent un avenir neuf et un nouvel espoir. Ceux qui gouvernent en U.R.S.S., je reconnais qu'ils ont eu des postes et des charges du vivant de Staline ; mais faut-il en conclure que ce sont d'enragés staliniens qui se léninisent sous la menace ? La vérité, c'est que le stalinisme s'est supprimé lui-même en créant, par l'industrialisation de l'U.R.S.S. et par l'élévation continue du niveau matériel et culturel des Soviétiques, les conditions d'une politique nouvelle. Les dirigeants actuels sont les hommes de cette politique ; ils la font et ils sont faits par elle. Rien n'empêche de croire qu'ils rencontrent des résistances – non seulement au sein de la bureaucratie mais aussi *dans le peuple* où des îlots de stalinisme sont demeurés. Mais pour affirmer tranquillement, comme une évidence, que les nouveaux dirigeants ont adopté cette ligne de conduite le désespoir au cœur, il faut être devenu assez abstrait pour ne pas s'apercevoir que ce plan d'action – conçu aussitôt après la mort de Staline – est appliqué très habilement *par étapes* et que chaque étape est ménagée de manière à porter en elle-même l'annonce de la prochaine. Il faut surtout être, bon gré mal gré, imprégné de trotskysme et considérer, avec le Programme Transitoire, que l'appareil d'État est « de plus en plus un instrument de sabotage de l'économie ». Enfin, il faut avoir le souci constant de rester dans l'opposition. De Naville à Altman, tous ont senti le même danger : « Staline, c'était notre raison de vivre ; si les Russes dénoncent ses erreurs, qu'allons-nous devenir ? » Altman travaillait dans l'Apocalypse : que lui restera-t-il si on lui ôte ses effets de terreur ? La critique cinématographique au *Canard Enchaîné* ? Et Naville, qui portait sentence depuis près de trente ans : va-t-il lui falloir prendre sa retraite ? Aussitôt l'un et l'autre, sans s'être consultés, trouvent le même recours : Staline n'est pas mort. Pour Naville, les dirigeants le désavouent « mais pas de gaieté de cœur ». Pour Altman (que je cite de mémoire) : « Était-ce bien à ces esclaves de désavouer leur maître

mort ? » Au même moment, Rousset écrit un interminable article « Sur un prétendu changement survenu dans la société soviétique ». Rien n'est changé, dit l'un. Et l'autre : si, mais les chefs restent des criminels. Tout, pourvu que la rupture subsiste. Allons, M. Naville condamnera Khrouchtchev, Boulganine[21], Mikoyan, comme il condamnait Staline ; il continuera d'être indéfiniment ce que trente ans d'opposition l'ont fait. Et il mourra en rêvant à cet instant fulgurant où la bureaucratie, à Moscou, volera en éclats et où Naville lui-même, à Paris, s'inscrira au P.C.

Sans ce rêve aveuglant et ces obstinations recuites, M. Naville aurait encore une chance de s'adapter, de s'allier aux intellectuels communistes, d'oublier son ressentiment pour faire un nouveau départ. Il faudrait qu'il se pressât : le XX^{e} Congrès ne consacre pas son triomphe ni celui de M. Martinet ; car il marque un progrès *au-delà* de la période stalinienne et ils en sont restés au stalinisme. C'est un grave reproche qu'on peut faire à la dictature personnelle : elle forge ses adversaires. Oui, le stalinisme les a faits à son image. Ils ont dit non, d'abord, par liberté, puis, butés par les humiliations et les injures, ils ont perdu la liberté de dire oui. Qu'ils se hâtent : déjà, la jeunesse intellectuelle qui s'inscrit au P.C. ne se soucie plus guère de ce qu'ils pensent ; elle a d'autres problèmes, d'autres ambitions. La stagnation du marxisme n'est que provisoire, il profitera de la relève des générations : mais il serait vraiment dommage que M. Naville fût *arrêté* pour toujours en 1927.

C'est ce malaise, je pense, qui le fait m'insulter. Il lui paraît insupportable qu'on puisse garder son indépendance et se dire l'allié des communistes. Je comprends sa douleur et je l'excuse : aujourd'hui cette attitude est facile ; de son temps, elle était impossible. Mais tout cela ne lui donne pas le droit de combattre ses adversaires avec des citations tronquées, des injures, des calomnies, des contresens

volontaires, des « amalgames ». Qu'il se méfie : déjà, quand il monte à quelque tribune, le doigt levé, l'œil mort, la bouche ouverte, on a le sentiment de voir trottiner un monolithe. S'il continue, ce vieux champion de l'antistalinisme sera bientôt l'ultime stalinien de France.

23 mars 1956

NOTES DE L'AUTEUR

a. Si *L'Humanité* a pris tant de précautions pour divulguer les jugements du XX^e^ Congrès sur Staline, ce n'est pas seulement ni surtout parce que ses dirigeants pouvaient y voir un désaveu de leur activité passée : c'est d'abord parce que le culte de Staline, pratiqué vingt ans, a de profondes racines dans une partie du prolétariat français. La persistance de ce culte et de ce mythe doit s'expliquer par des causes particulières à la France, puisque les communistes d'Italie – par exemple – sont beaucoup moins embarrassés ; j'en vois la raison, quant à moi, dans la stagnation de notre économie qui a perpétué la division au sein de la classe ouvrière et obligé pendant vingt ans les ouvriers communistes et communisants à garder une position défensive en face de leurs camarades socialistes ou socialisants. L'arrêt *provoqué* du mouvement économique a isolé les ouvriers cégétistes, au cœur de la nation : le mythe stalinien – favorisé, bien entendu, et systématiquement développé par les dirigeants – est devenu, pour beaucoup, une réaction de défense contre cet isolement et cette stagnation. Aujourd'hui encore – puisque stagnation et isolement persistent, en dépit de perspectives nouvelles – le problème en France est moins de condamner publiquement le culte de la personne (ce qu'il faut faire *d'abord*, évidemment) que de transformer le Parti progressivement en fonction de cette condamnation.

b. *Le Marxisme et l'Insurrection*, 26 septembre 1917.

c. *Particularités du développement historique du marxisme*, 5 janvier 1911.

d. Majoritaire *parmi les représentants de la classe ouvrière.*

e. Dans sa folie de falsification, M. Naville ajoute que je traite Marx, Lénine, Trotsky en petits garçons et que j'admire Staline. Je le mets au défi de citer des textes. – Autre exemple de procédés « staliniens » Nadeau écrit froidement

(*Lettres Nouvelles*, n° 37) que j'ai « toujours assimilé les trotskystes à des espions ou des policiers », alors que j'ai toujours dit le contraire.

f. Saluons cette phrase au passage : ce n'est pas tous les jours qu'on découvre une lapalissade qui soit en même temps une erreur.

g. Je prêtais encore trop à M. Naville. Je viens de lire son article du 22 mars : « Les communistes et la déstalinisation » et je m'aperçois que je n'avais pas compris ce qu'il entendait par « nécessités sociales ». Dans cette « analyse » (c'est lui-même qui emploie une fois de plus ce terme pour caractériser une étude où la méthode dialectique brille par son absence), nous lisons que « l'armée a aujourd'hui besoin, plus encore que le Parti, de voir débarrasser sa doctrine, ses méthodes, ses principes, ses perspectives et son instruction de la référence perpétuelle… à la doctrine stalinienne ».

Et pourquoi donc ? Parce que « les leçons de la guerre 1941-1945 ne sont plus valables ».

Comment M. Naville ne voit-il pas que, *précisément pour cela*, la condamnation de Staline était inutile à l'armée (du moins de ce point de vue). S'il s'agissait en effet de préparer une guerre qui fût en gros analogue à celle de 1941-1945, les principes et les doctrines erronés de Staline pourraient gêner. Mais *justement* M. Naville écrit : « Les données stratégiques et techniques d'une guerre éventuelle se sont complètement modifiées depuis 1945. L'U.R.S.S. possède des bombes thermonucléaires, des fusées à longue portée, etc. Le foyer de la puissance adverse n'est plus en Europe… » Bon. Cela, tout le monde le sait : à ceux qui devront mener la guerre future, si jamais elle éclate, il importe peu que Staline ou Napoléon aient eu tort. La situation sera si neuve qu'on pourrait même garder la légende de la guerre précédente : elle ne gêne pas. Si l'on veut expliquer le changement enregistré au XX^{e} Congrès, c'est par la société soviétique tout entière, par le mouvement de sa culture et de son économie, par les transformations de l'homme soviétique et des problèmes internationaux qu'il faut tenter de le faire. Les explications partielles et trop courtes de Naville portent à faux, comme toujours. Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain numéro. Entre le déchaînement de la presse de droite, des marxistes antistaliniens et le demi-mutisme de *L'Humanité* nous essaierons de faire le point.

LE COLONIALISME EST UN SYSTÈME

La guerre d'Indochine (Vietnam) à peine terminée par la défaite de la France et l'indépendance du Nord-Vietnam après sept années de combats – défaite entérinée par les accords de Genève du 23 juillet 1954 –, le Front de libération nationale algérien (F.L.N.) ouvrait les hostilités, le 1er novembre 1954, contre la colonie française.

Dans le n^{o} 123 des T.M. *(mars-avril 1956), cette annonce :* « Le 27 janvier, sous l'égide du "Comité d'action des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord", un grand meeting s'est tenu à Paris, salle Wagram… » *Plusieurs orateurs s'étaient exprimés tour à tour, dont le poète et homme politique martiniquais Aimé Césaire (1912-2008) et Sartre ; leur intervention figure dans ce numéro.*

Ce même jour Guy Mollet, député, secrétaire du Parti socialiste (S.F.I.O.), pressenti par le président de la République René Coty, acceptait de constituer un gouvernement. Il serait donc, en tant que président du Conseil, le responsable des décisions à prendre pour l'Algérie, tâche ingrate s'il en fut. Venu à Alger en pacificateur, porteur d'un plan de réformes, le 6 février, il en repartira injurié, honni des colons, qui ne souhaitaient que l'immobilisme, et dans l'indifférence du F.L.N., dont le seul langage était la terreur.

Pour sa documentation, Sartre s'est appuyé en premier lieu sur les articles de sa revue, parus dès le début des années cinquante, résolument anticolonialistes, tels « Les maîtres de l'Afrique du Nord », de Claude Bourdet (juin 1952), « Pitié pour le Maghreb », de Daniel Guérin (janvier-février 1953) ; de ceux de la revue Esprit *(entre 1950 et 1955), qui ne l'étaient pas moins ; mais aussi sur le savoir d'une vieille connaissance, Charles-André Julien (1891-1991), historien réputé, spécialiste de l'Afrique du Nord ; sur son dernier ouvrage notamment,* L'Afrique du Nord en marche *(Julliard, 1953). C'est de Julien entre autres que Sartre tient la notion de colonialisme-système. Précisons que si l'historien était anticolonialiste, il ne l'était pas à l'époque au point de souhaiter une Algérie exclusivement musulmane, comme le montre le dernier chapitre de son ouvrage, intitulé « La politique des occasions perdues ». La France, y soutenait Julien, n'a pas de politique musulmane ; les grands colons imposent sans entraves la satisfaction de leurs intérêts. L'auteur émettait quelques propositions de réformes structurelles que déciderait le gouvernement de la Métropole. Mais il était déjà bien tard et l'historien, qui avait été en 1936 secrétaire général d'un Haut Comité pour les affaires d'Afrique du Nord sous la présidence de Léon Blum, se doutait que l'intégration ardemment souhaitée à l'époque par le mouvement Jeune Algérien de Ferhat Abbas n'était plus acceptable en 1953. (De fait, cette personnalité musulmane de culture française s'est ralliée au F.L.N. en avril 1956.)*

L'ensemble des interventions au meeting du 27 janvier 1956 ont fait l'objet d'une publication en brochure, Colonialisme et guerre d'Algérie. *Quant au texte de Sartre, il fut repris dans l'ancien* Situations, V *(1964).*

A.E.-S.

Je voudrais vous mettre en garde contre ce qu'on peut appeler la « mystification néocolonialiste ».

Les néocolonialistes pensent qu'il y a de bons colons et des colons très méchants. C'est par la faute de ceux-ci que la situation des colonies

s'est dégradée.

La mystification consiste en ceci : on vous promène en Algérie, on vous montre complaisamment la misère du peuple, qui est affreuse, on vous raconte les humiliations que les méchants colons font subir aux Musulmans. Et puis, quand vous êtes bien indignés, on ajoute : « Voilà pourquoi les meilleurs Algériens ont pris les armes : ils n'en pouvaient plus. » Si l'on s'y est bien pris, nous reviendrons convaincus :

1° Que le problème algérien est d'abord *économique*. Il s'agit, par de judicieuses réformes, de donner du pain à neuf millions de personnes.

2° Qu'il est ensuite *social* : il faut multiplier les médecins et les écoles.

3° Qu'il est, enfin, *psychologique* : vous vous rappelez De Man[1] avec son « complexe d'infériorité » de la classe ouvrière. Il avait trouvé du même coup la clé du « caractère indigène » : mal traité, mal nourri, illettré, l'Algérien a un complexe d'infériorité vis-à-vis de ses maîtres. C'est en agissant sur ces trois facteurs qu'on le tranquillisera : s'il mange à sa faim, s'il a du travail et s'il sait lire, il n'aura plus la honte d'être un sous-homme et nous retrouverons la vieille fraternité franco-musulmane.

Mais surtout n'allons pas mêler à cela la *politique*. La politique, c'est abstrait : à quoi sert de voter si l'on meurt de faim ? Ceux qui viennent nous parler de libres élections, d'une Constituante, de l'indépendance algérienne, ce sont des provocateurs ou des trublions qui ne font qu'embrouiller la question.

Voilà l'argument. À cela, les dirigeants du F.L.N. ont répondu : « Même si nous étions heureux sous les baïonnettes françaises, nous nous battrions. » Ils ont raison. Et surtout il faut aller plus loin qu'eux : sous les baïonnettes françaises, on ne peut qu'être malheureux. Il est vrai que la majorité des Algériens est dans une misère insupportable ; mais il est vrai aussi que les réformes nécessaires ne peuvent être

opérées ni par les bons colons ni par la « Métropole » elle-même, tant qu'elle prétend garder sa souveraineté en Algérie. Ces réformes seront l'affaire du peuple algérien lui-même, quand il aura conquis sa liberté.

C'est que la colonisation n'est ni un ensemble de hasards ni le résultat statistique de milliers d'entreprises individuelles. C'est un système qui fut mis en place vers le milieu du XIX^e^ siècle, commença de porter ses fruits vers 1880, entra dans son déclin après la Première Guerre mondiale et se retourne aujourd'hui contre la nation colonisatrice.

Voilà ce que je voudrais vous montrer, à propos de l'Algérie, qui est, hélas ! l'exemple le plus clair et le plus lisible du système colonial. Je voudrais vous faire voir la rigueur du colonialisme, sa nécessité interne, comment il devait nous conduire exactement où nous sommes et comment l'intention la plus pure, si elle naît à l'intérieur de ce cercle infernal, est pourrie sur-le-champ.

Car il n'est pas vrai qu'il y ait de bons colons et d'autres qui soient méchants : il y a des colons, c'est tout[a]. Quand nous aurons compris cela, nous comprendrons pourquoi les Algériens ont raison de s'attaquer *politiquement d'abord* à ce système économique, social et politique et pourquoi leur libération et *celle de la France* ne peuvent sortir que de l'éclatement de la colonisation.

Le système ne s'est pas mis tout seul en place. À vrai dire ni la monarchie de Juillet ni la II^e^ République ne savaient trop que faire de l'Algérie conquise.

On pensa la transformer en colonie de peuplement. Bugeaud[2] concevait la colonisation « à la romaine ». On eût donné de vastes domaines aux soldats libérés de l'armée d'Afrique. Sa tentative n'eut pas de suite.

On voulut déverser sur l'Afrique le trop-plein des pays européens, les paysans les plus pauvres de France et d'Espagne[3] ; on créa, pour

cette « racaille », quelques villages autour d'Alger, de Constantine, d'Oran. La plupart furent décimés par la maladie.

Après juin 1848[4], on essaya d'y installer – il vaudrait mieux dire : d'y ajouter – des ouvriers chômeurs dont la présence inquiétait « les forces de l'ordre ». Sur 20 000 ouvriers transportés en Algérie, le plus grand nombre périt par les fièvres et le choléra ; les survivants parvinrent à se faire rapatrier.

Sous cette forme, l'entreprise coloniale restait hésitante : elle se précisa sous le Second Empire, en fonction de l'expansion industrielle et commerciale. Coup sur coup, les grandes compagnies coloniales vont se créer :

1863 : Société de Crédit Foncier Colonial et de Banque ;
1865 : Société Marseillaise de Crédit ;
Compagnie des Minerais de fer de Mokta ;
Société Générale des Transports maritimes à vapeur.

Cette fois, c'est le capitalisme lui-même qui devient colonialiste. De ce nouveau colonialisme, Jules Ferry[5] se fera le théoricien :

« La France, qui a toujours regorgé de capitaux et les a exportés en quantité considérable à l'étranger, a intérêt à considérer sous cet angle la question coloniale. C'est pour les pays voués comme le nôtre, par la nature même de leur industrie, à une grande exportation, la question même des débouchés… Là où est la prédominance politique, là est la prédominance des produits, la prédominance économique. »

Vous le voyez, ce n'est pas Lénine qui a défini le premier l'impérialisme colonial : c'est Jules Ferry, cette « grande figure » de la III^{e} République.

Et vous voyez aussi que ce ministre est d'accord avec les « fellaghas » de 1956 : il proclame le « politique d'abord ! » qu'ils reprendront contre les colons trois quarts de siècle plus tard.

D'abord vaincre les résistances, briser les cadres, soumettre, terroriser.

Ensuite, seulement, on mettra le système économique en place.

Et de quoi s'agit-il ? De créer des industries dans le pays conquis ? Pas du tout : les capitaux dont la France « regorge » ne vont pas s'investir dans des pays sous-développés ; la rentabilité serait incertaine, les profits seraient trop longs à venir ; il faudrait tout construire, tout équiper. Et, si même cela pouvait se faire, à quoi bon créer de toutes pièces une concurrence à la production métropolitaine ? Ferry est très net : les capitaux ne sortiront pas de France ; ils s'investiront simplement dans des industries nouvelles qui vendront leurs produits manufacturés au pays colonisé. Le résultat immédiat fut l'établissement de l'Union douanière (1884). Cette Union dure toujours : elle assure le monopole du marché algérien à une industrie française handicapée sur le marché international par ses prix trop élevés.

Mais *à qui donc* cette industrie neuve comptait-elle vendre ses produits ? Aux Algériens ? Impossible : où auraient-ils pris l'argent pour payer ? La contrepartie de cet impérialisme colonial, c'est qu'il faut créer un pouvoir d'achat aux colonies. Et, bien entendu, ce sont les colons qui vont bénéficier de tous les avantages et qu'on va transformer en acheteurs éventuels. Le colon est d'abord un acheteur artificiel, créé de toutes pièces au-delà des mers par un capitalisme qui cherche de nouveaux marchés.

Dès 1900, Peyerimhoff[6] insistait sur ce caractère neuf de la colonisation « officielle » :

« Directement ou non, la propriété du colon lui est venue de l'État gratuitement ou bien il a vu journellement accorder des concessions autour de lui ; sous ses yeux, le gouvernement a fait pour les intérêts individuels des sacrifices sensiblement plus larges qu'il n'en

consentirait dans des pays plus anciens et complètement mis en valeur. »

Ici se marque avec netteté la deuxième face du diptyque colonial : pour être acheteur, le colon doit être vendeur. À qui vendra-t-il ? Aux Français de la Métropole. Et que vendre sans industrie ? Des produits alimentaires et des matières premières. Cette fois, sous l'égide du ministre Ferry et du théoricien Leroy-Beaulieu[7], le statut colonial est constitué.

Et quels sont les « sacrifices » que l'État consent au colon, à cet homme chéri des dieux et des exportateurs ? La réponse est simple : il lui sacrifie la propriété musulmane.

Car il se trouve, en effet, que les produits naturels du pays colonisé poussent sur la terre et que cette terre appartient aux populations « indigènes ». Dans certaines contrées peu peuplées, avec de grands espaces incultes, le vol de la terre est moins manifeste : ce qu'on voit, c'est l'occupation militaire, c'est le travail forcé. Mais en Algérie, à l'arrivée des troupes françaises, *toutes les bonnes terres étaient cultivées.* La prétendue « mise en valeur » s'est donc appuyée sur une spoliation des habitants qui s'est poursuivie pendant un siècle : l'histoire de l'Algérie, c'est la concentration progressive de la propriété foncière européenne aux dépens de la propriété algérienne.

Tous les moyens ont été bons.

Au début, on profite du moindre sursaut de résistance pour confisquer ou séquestrer. Bugeaud disait : Il faut que la terre soit bonne ; peu importe à qui elle appartient.

La révolte de 1871 a beaucoup servi : on a pris des centaines de milliers d'hectares aux vaincus[8].

Mais cela risquait de ne pas suffire. Alors nous avons voulu faire un beau cadeau aux Musulmans : nous leur avons donné notre Code civil.

Et pourquoi tant de générosité ? Parce que la propriété tribale était le plus souvent collective et qu'on voulait l'émietter pour permettre aux spéculateurs de la racheter peu à peu.

En 1873, on chargea des commissaires enquêteurs de transformer les grandes propriétés indivises en un puzzle de biens individuels. À chaque héritage, ils constituaient des *lots* qu'ils remettaient à chacun. Certains de ces lots étaient fictifs : dans le douar de Harrar, pour 8 hectares, le commissaire enquêteur avait découvert 55 attributaires.

Il suffisait de corrompre l'un de ces attributaires : il réclamait le partage. La procédure française, compliquée et confuse, ruinait tous les copropriétaires ; les marchands de biens européens rachetaient le tout pour une bouchée de pain.

Certes, on a vu, dans nos régions, des paysans pauvres, ruinés par la concentration des terres et la mécanisation, vendre leurs champs et rallier le prolétariat urbain : du moins, cette loi inexorable du capitalisme ne s'accompagnait-elle pas de vol proprement dit. Ici, avec préméditation, avec cynisme, on a imposé un code étranger aux Musulmans parce qu'on savait que ce Code ne pouvait s'appliquer à eux et qu'il ne pouvait avoir d'autre effet que d'anéantir les structures internes de la société algérienne. Si l'opération s'est continuée au XX^{e} siècle avec l'aveugle nécessité d'une loi économique, c'est que l'État français avait brutalement et artificiellement créé les conditions du libéralisme capitaliste dans un pays agricole et féodal. Cela n'a pas empêché, tout récemment, des orateurs, à l'Assemblée, de vanter l'adoption forcée de notre Code par l'Algérie comme « un des bienfaits de la civilisation française ».

Voici les résultats de cette opération :

En 1850, le domaine des colons était de 115 000 hectares. En 1900, de 1 600 000 ; en 1950, de 2 703 000.

Aujourd'hui, 2 703 000 hectares appartiennent aux propriétaires européens ; l'État français possède 11 millions d'hectares sous le nom de « terres domaniales » ; on a laissé 7 millions d'hectares aux Algériens. Bref, il a suffi d'un siècle pour les déposséder des deux tiers de leur sol. La loi de concentration a d'ailleurs joué en partie contre les petits colons. Aujourd'hui, 6 000 propriétaires ont un revenu agricole brut de plus de 12 millions ; quelques-uns atteignent au milliard. Le système colonial est en place : l'État français livre la terre arabe aux colons pour leur créer un pouvoir d'achat qui permette aux industriels métropolitains de leur vendre leurs produits ; les colons vendent aux marchés de la Métropole les fruits de cette terre volée.

À partir de là, le système se renforce par lui-même ; il tourne rond ; nous allons le suivre dans toutes ses conséquences et le voir devenir de plus en plus rigoureux.

1° En *francisant* et en morcelant la propriété, on a brisé l'ossature de l'ancienne société tribale sans rien mettre à sa place. Cette destruction des cadres a été systématiquement encouragée : d'abord parce qu'elle supprimait les forces de résistance et substituait aux forces collectives une poussière d'individus ; ensuite parce qu'elle créait de la main-d'œuvre (au moins tant que la culture n'était pas mécanisée) : cette main-d'œuvre seule permet de compenser les frais de transport, elle seule préserve les marges bénéficiaires des entreprises coloniales en face d'économies métropolitaines dont le coût de production ne cesse de baisser. Ainsi la colonisation a transformé la population algérienne en un immense prolétariat agricole. On a pu dire des Algériens : Ce sont les mêmes hommes qu'en 1830 et qui travaillent sur les mêmes terres ; simplement, au lieu de les posséder, ils sont les esclaves de ceux qui les possèdent.

2° Si, du moins, le vol initial n'était pas du type *colonial*, on pourrait espérer peut-être qu'une production agricole mécanisée permettrait

aux Algériens eux-mêmes d'acheter les produits de leur sol à meilleur marché. Mais les Algériens ne sont ni ne peuvent être les clients des colons. Le colon doit exporter pour payer ses importations : il produit pour le marché français. Il est amené par la logique du système à sacrifier les besoins des indigènes à ceux des Français de France.

Entre 1927 et 1932, la viticulture a gagné 173 000 hectares dont plus de la moitié a été prise aux Musulmans. Or les Musulmans ne boivent pas de vin. Sur ces terres qu'on leur vole, ils cultivaient des céréales pour le marché algérien. Cette fois, ce n'est pas seulement la terre qu'on leur ôte ; en y plantant des vignes, on prive la population algérienne de son aliment principal. Un demi-million d'hectares, découpés dans les meilleures terres et consacrés entièrement à la viticulture, sont réduits à l'improductivité et comme anéantis pour les masses musulmanes.

Et que dire des agrumes, qu'on trouve dans toutes les épiceries musulmanes. Croyez-vous que les fellahs mangent des oranges à leur dessert ?

En conséquence, la production des céréales recule d'année en année vers le Sud présaharien. On a trouvé des gens, bien sûr, pour prouver que c'était un bienfait de la France : si les cultures se déplacent, c'est que nos ingénieurs ont irrigué le pays jusqu'aux confins du désert. Ces mensonges peuvent tromper les habitants crédules ou indifférents de la Métropole : mais le fellah sait bien que le Sud n'est pas irrigué ; s'il est contraint d'y vivre, c'est tout simplement parce que la France, sa bienfaitrice, l'a chassé du Nord ; les bonnes terres sont dans la plaine, autour des villes : on a laissé le désert aux colonisés.

Le résultat, c'est une dégradation continue de la situation : la culture des céréales n'a pas progressé depuis soixante-dix ans. Pendant ce temps la population algérienne a triplé. Et si l'on veut compter cette

surnatalité au nombre des bienfaits de la France, rappelons-nous que ce sont les populations les plus misérables qui ont la natalité la plus forte. Demanderons-nous aux Algériens de remercier notre pays parce qu'il a permis à leurs enfants de naître dans la misère, de vivre esclaves et de mourir de faim ? Pour ceux qui douteraient de la démonstration, voici des chiffres *officiels* :
En 1871, chaque habitant disposait de 5 quintaux de céréales ;
En 1901, de 4 quintaux ;
En 1940, de 2 q 1/2 ;
En 1945, de 2 quintaux.

En même temps, le resserrement des propriétés individuelles avait pour effet de supprimer les terrains de parcours et les droits de péage. Dans le Sud présaharien, où l'on cantonne les éleveurs musulmans, le bétail se maintient à peu près. Dans le Nord, il a disparu.

Avant 1914, l'Algérie disposait de 9 millions de têtes de bétail.

En 1950, elle n'en a plus que 4 millions.

Aujourd'hui la production agricole est estimée comme suit :

– les Musulmans produisent pour 48 milliards de francs ;

– les Européens, pour 92 milliards.

Neuf millions d'hommes fournissent le tiers de la production agricole. Et n'oublions pas que ce tiers seul est consommable par eux ; le reste s'en va en France. Ils ont donc, avec leurs instruments primitifs et leurs mauvaises terres, l'obligation de se nourrir eux-mêmes. Sur la part des Musulmans – en réduisant la consommation de céréales à 2 quintaux par personne – il faut retrancher 29 milliards pour l'autoconsommation. Cela se traduit dans les budgets familiaux par l'impossibilité – pour la plupart des familles – de limiter leurs dépenses alimentaires. La nourriture prend tout leur argent ; il ne reste plus rien pour se vêtir, se loger, acheter des graines ou des instruments.

Et la seule raison de cette paupérisation progressive, c'est que la belle agriculture coloniale s'est installée comme un chancre au beau milieu du pays et qu'elle ronge tout.

3° La concentration des propriétés entraîne la mécanisation de l'agriculture. La Métropole est enchantée de vendre ses tracteurs aux colons. Pendant que la productivité du Musulman, cantonné sur de mauvaises terres, a diminué d'un cinquième, celle des colons s'accroît chaque jour pour leur seul profit : les vignobles de 1 à 3 hectares, où la modernisation de la culture est difficile, sinon tout à fait impossible, donnent 44 hectolitres à l'hectare. Les vignobles de plus de 100 hectares font 60 hectolitres à l'hectare.

Or, la mécanisation engendre le chômage technologique : les ouvriers agricoles sont remplacés par la machine. Ce serait d'une importance considérable mais limitée si l'Algérie possédait une industrie. Mais le système colonial le lui interdit. Les chômeurs refluent vers les villes où on les occupe quelques jours à des travaux d'aménagement et puis ils restent là, faute de savoir où aller : ce sous-prolétariat désespéré s'accroît d'année en année. En 1953, il n'y avait que 143 000 salariés officiellement enregistrés comme ayant travaillé plus de quatre-vingt-dix jours, soit un jour sur quatre. Rien ne montre mieux la rigueur croissante du système colonial : on commence par occuper le pays, puis on prend les terres et l'on exploite les anciens propriétaires à des tarifs de famine. Et puis, avec la mécanisation, cette main-d'œuvre à bon marché devient encore trop chère ; on finit par ôter aux indigènes jusqu'au droit de travailler. L'Algérien *chez lui*, dans un pays en pleine prospérité, n'a plus qu'à mourir de famine.

Ceux qui, chez nous, osent se plaindre que des Algériens viennent prendre la place de travailleurs français, savent-ils que 80 % d'entre eux envoient la moitié de leur paye à leur famille, et qu'un million et demi de personnes restées dans les douars vivent exclusivement de l'argent

que leur envoient ces 400 000 exilés volontaires ? Et cela aussi, c'est la conséquence rigoureuse du système : les Algériens sont contraints de chercher en France les emplois que la France leur refuse en Algérie.

Pour 90 % des Algériens, l'exploitation coloniale est méthodique et rigoureuse : expulsés de leurs terres, cantonnés sur des sols improductifs, contraints de travailler pour des salaires dérisoires, la crainte du chômage décourage leurs révoltes ; les grévistes ont peur qu'on ne fasse des « jaunes » avec les chômeurs. Du coup, le colon est roi, il n'accorde rien de ce que la pression des masses a pu arracher aux patrons de France : pas d'échelle mobile, pas de conventions collectives, pas d'allocations familiales, pas de cantines, pas de logements ouvriers. Quatre murs de boue séchée, du pain, des figues, dix heures de travail par jour : ici le salaire est vraiment et ostensiblement le minimum nécessaire à la récupération des forces de travail.

Voilà le tableau. Peut-on du moins trouver une compensation à cette misère systématiquement créée par les usurpateurs européens dans ce qu'on appelle les biens non directement mesurables, aménagements et travaux publics, hygiène, instruction ? Si nous avions cette consolation, peut-être pourrait-on garder quelque espoir : peut-être des réformes judicieusement choisies… Mais non : le système est impitoyable. Puisque la France a, du premier jour, dépossédé et refoulé les Algériens, puisqu'elle les a traités comme un bloc inassimilable, toute l'œuvre française en Algérie a été accomplie au profit des colons.

Je ne parle même pas des aérodromes et des ports : servent-ils au fellah sauf pour aller crever de misère et de froid dans les bas quartiers de Paris ?

Mais les routes ? Elles relient les grandes villes aux propriétés européennes et aux secteurs militarisés. Seulement elles n'ont pas été faites pour permettre d'atteindre les Algériens chez eux.

La preuve ?

Dans la nuit du 8 au 9 septembre 1954, un séisme ravage Orléansville et la région du Bas-Chélif.

Les journaux annoncent : 39 morts européens, 1 370 français musulmans.

Or, parmi ces morts, 400 n'ont été *découverts* que trois jours après le cataclysme. Certains douars n'ont reçu les premiers secours que six jours plus tard. L'excuse des équipes de sauveteurs est la condamnation de l'œuvre française : « Que voulez-vous ? Ils étaient trop loin des routes. »

L'hygiène au moins ? La santé publique ?

À la suite du séisme d'Orléansville, l'administration a voulu enquêter sur la condition des douars. Ceux qu'elle a choisis, au hasard, se trouvaient à 30 ou 40 kilomètres de la ville et n'étaient visités que *deux fois par an* par le médecin chargé de l'assistance médicale.

Quant à notre fameuse culture, qui sait si les Algériens étaient fort désireux de l'acquérir ? Mais ce qui est sûr, c'est que nous la leur avons refusée. Je ne dirai pas que nous avons été aussi cyniques que dans cet État du Sud des U.S.A. où une loi, conservée jusqu'au début du XIX^{e} siècle, interdisait *sous peine d'amende* d'apprendre à lire aux esclaves noirs. Mais enfin nous avons voulu faire de nos « frères musulmans » une population d'analphabètes. On compte aujourd'hui encore 80 % d'illettrés en Algérie. Passe encore si nous ne leur avions interdit que l'usage de notre langue. Mais il entre nécessairement dans le système colonialiste qu'il tente de barrer la route de l'Histoire aux colonisés ; comme les revendications nationales, en Europe, se sont toujours appuyées sur l'unité de la langue, on a refusé aux Musulmans l'usage de leur propre langage. Depuis 1830, la langue arabe est considérée en Algérie comme une langue étrangère ; on la parle encore, mais elle n'est plus langue écrite que virtuellement. Ce n'est pas tout : pour

maintenir les Arabes dans l'émiettement, l'administration française leur a confisqué leur religion ; elle recrute les desservants du culte islamique parmi des créatures à sa solde. Elle a maintenu les superstitions les plus basses, parce qu'elles désunissent. La séparation de l'Église et de l'État, c'est un privilège républicain, un luxe bon pour la Métropole. En Algérie, la République française ne peut pas se permettre d'être républicaine. Elle maintient l'inculture et les croyances de la féodalité, mais en supprimant les structures et les coutumes qui permettent à une féodalité vivante d'être *malgré tout* une société humaine ; elle impose un code individualiste et libéral pour ruiner les cadres et les essors de la collectivité algérienne, mais elle maintient des roitelets qui ne tiennent leur pouvoir que d'elle et qui gouvernent pour elle. En un mot, elle *fabrique* des « indigènes » par un double mouvement qui les sépare de la collectivité archaïque en leur donnant ou en leur conservant, *dans la solitude de l'individualisme libéral*, une mentalité dont l'archaïsme ne peut se perpétuer qu'en relation avec l'archaïsme de la société. Elle crée des *masses*, mais les empêche de devenir un prolétariat conscient en les mystifiant par la caricature de leur propre idéologie.

C'est ici que j'en reviens à notre interlocuteur du début, à notre réaliste au cœur tendre qui nous proposait des réformes massives en disant : « L'économie d'abord ! » Je lui réponds : Oui, le fellah meurt de faim, oui, il manque de tout, de terres, de travail et d'instruction ; oui, les maladies l'accablent ; oui, l'état présent en Algérie est comparable aux pires misères d'Extrême-Orient. Et pourtant il est impossible de commencer par les transformations économiques parce que la misère et le désespoir des Algériens sont l'effet direct et nécessaire du colonialisme et qu'on ne les supprimera jamais tant que le colonialisme durera. C'est ce que savent *tous* les Algériens conscients.

Et tous sont d'accord avec ce mot d'un Musulman : « Un pas en avant, deux pas en arrière. Voilà la réforme coloniale. »

C'est que le système anéantit par lui-même et sans effort toutes les tentatives d'aménagement : il ne peut se maintenir qu'en devenant chaque jour plus dur, plus inhumain.

Admettons que la Métropole propose une réforme. Trois cas sont possibles :

1° La réforme tourne automatiquement à l'avantage du colon et du colon *seul*.

Pour accroître le rendement des terres, on a construit des barrages et tout un système d'irrigation. Mais vous comprenez que l'eau ne peut alimenter que les terres des vallées. Or, ces terres ont toujours été les meilleures d'Algérie et les Européens les ont accaparées. La loi Martin, dans ses considérants[9], reconnaît que les trois quarts des terres irriguées appartiennent aux colons. Allez donc irriguer le Sud présaharien !

2° On la dénature de manière à la rendre inefficace.

Le statut de l'Algérie[10] est monstrueux par lui-même. Le gouvernement français espérait-il mystifier les populations musulmanes en octroyant cette Assemblée à deux collèges ? Ce qui est sûr, c'est qu'on ne lui a même pas laissé le loisir de conduire jusqu'au bout sa mystification. Les colons n'ont même pas voulu laisser à l'indigène la chance d'être mystifié. C'était déjà trop pour eux : ils ont trouvé plus simple de truquer publiquement les élections. Et, de leur point de vue, ils avaient parfaitement raison : quand on assassine les gens, mieux vaut les bâillonner d'abord. C'est le colonialisme qui se tourne, en leur personne, contre le néocolonialisme pour en supprimer les dangereuses conséquences.

3° On la laisse en sommeil avec la complicité de l'administration.

La loi Martin prévoyait que les colons, en compensation de la plus-value donnée à leur terre par l'irrigation, céderaient quelques parcelles du sol à l'État. L'État aurait *vendu* ces parcelles à des Algériens qui auraient eu licence de s'acquitter de leurs dettes en vingt-cinq ans. Vous le voyez : la réforme était modeste : il s'agissait tout simplement de revendre à quelques indigènes choisis une infime partie des terres qu'on avait volées à leurs parents. Les colons n'y perdaient pas un sou.

Mais il ne s'agit pas pour eux de ne point perdre : il faut gagner toujours davantage. Habitués depuis cent ans aux « sacrifices » que la Métropole fait *pour eux*, ils ne sauraient admettre que ces sacrifices puissent profiter aux indigènes. Résultat : la loi Martin a été mise en sommeil.

On comprendra l'attitude colonialiste si l'on réfléchit au sort qu'ils ont réservé aux « offices agricoles pour l'instruction technique du paysan musulman ». Cette institution, créée sur le papier et à Paris, n'avait d'autre but que d'élever légèrement la productivité du fellah : juste assez pour l'empêcher de mourir de faim. Mais les néocolonialistes de la Métropole ne se rendaient pas compte qu'elle allait directement contre le système : pour que la main-d'œuvre algérienne fût abondante, il fallait que le fellah continuât à produire peu et pour des prix élevés. Si l'on répandait l'instruction technique, les ouvriers agricoles ne se feraient-ils pas plus rares ? plus exigeants ? La concurrence du propriétaire musulman ne serait-elle pas à redouter ? Et puis surtout, l'instruction, quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, est un instrument d'émancipation. Le gouvernement, quand il est de droite, le sait si bien qu'il refuse d'instruire, en France, nos propres paysans. Ce n'est tout de même pas pour aller répandre le savoir technique parmi les indigènes ! Mal vus, attaqués partout – sournoisement en Algérie, violemment au Maroc – ces offices restent inopérants.

À partir de là, toutes les réformes restent inefficaces. En particulier, elles coûtent cher. Trop lourdes pour la Métropole, les colons d'Algérie n'ont ni les moyens ni la volonté de les financer. La scolarisation totale – réforme souvent proposée – reviendrait à 500 milliards d'anciens francs (en comptant à 32 000 francs le coût annuel d'un écolier). Or, le revenu total de l'Algérie est de 300 milliards. La réforme de l'enseignement ne peut être réalisée que par une Algérie industrialisée et qui aurait au moins triplé ses revenus. Mais le système colonial s'oppose, nous l'avons vu, à l'industrialisation. La France peut engloutir des milliards dans de grands travaux : on sait parfaitement qu'il n'en restera rien.

Et, quand nous parlons de « système colonial », il faut nous entendre : il ne s'agit pas d'un mécanisme abstrait. Le système existe, il fonctionne ; le cycle infernal du colonialisme est une réalité. Mais cette réalité s'incarne dans un million de colons, fils et petits-fils de colons, qui ont été modelés par le colonialisme et qui pensent, parlent et agissent selon les principes mêmes du système colonial.

Car le colon est fabriqué comme l'indigène : il est fait par sa fonction et par ses intérêts.

Lié à la Métropole par le pacte colonial, il est venu commercialiser pour elle, en échange d'un gros profit, les denrées du pays colonisé. Il a même créé des cultures nouvelles qui reflètent les besoins de la Métropole beaucoup plus que ceux des indigènes. Il est donc double et contradictoire : il a sa « patrie », la France, et son « pays », l'Algérie. En Algérie, il représente la France et ne veut avoir de rapports qu'avec elle. Mais ses intérêts *économiques* l'amènent à s'opposer aux institutions *politiques* de sa patrie. Les institutions françaises sont celles d'une démocratie bourgeoise fondée sur le capitalisme libéral. Elles comportent le droit de vote, celui d'association et la liberté de la presse.

Mais le colon, dont les intérêts sont directement contraires à ceux des Algériens et qui ne peut asseoir la surexploitation que sur l'oppression pure et simple, ne peut admettre ces droits que *pour lui* et pour en jouir *en France*, au milieu des Français. Dans cette mesure, il déteste l'universalité – au moins formelle – des institutions métropolitaines. Précisément parce qu'elles s'appliquent à tout le monde, l'Algérien pourrait s'en réclamer. Une des fonctions du racisme, c'est de compenser l'universalisme latent du libéralisme bourgeois : puisque tous les hommes ont les mêmes droits, on fera de l'Algérien un sous-homme. Et ce refus des institutions de sa patrie, lorsque ses concitoyens veulent les étendre à « son » pays, détermine chez tout colon une tendance sécessionniste. N'est-ce pas le président des maires d'Algérie qui disait, il y a quelques mois : « Si la France est défaillante, nous la remplacerons[11] » ?

Mais la contradiction prend tout son sens quand le colon explique que les Européens sont isolés au milieu des Musulmans et que le rapport des forces est de neuf contre un. Précisément parce qu'ils sont isolés, ils refusent tout statut qui donnerait le pouvoir à une majorité. Et, pour la même raison, ils n'ont d'autre ressource que de se maintenir par la force.

Mais justement à cause de cela – et parce que les rapports de forces eux-mêmes ne peuvent que se retourner contre eux – ils ont besoin de la puissance métropolitaine, c'est-à-dire de l'Armée française. De sorte que ces séparatistes sont aussi d'hyperpatriotes. Républicains en France – dans la mesure où nos institutions leur permettent de constituer *chez nous* un pouvoir politique –, ils sont en Algérie des fascistes qui haïssent la république et qui aiment passionnément l'Armée républicaine.

Peuvent-ils être autrement ? Non. Pas tant qu'ils seront des colons. Il est arrivé que des envahisseurs, installés dans un pays, se mélangent à la population autochtone et finissent par faire une nation : c'est alors

qu'on voit naître – au moins pour certaines classes – des intérêts nationaux communs. Mais les colons sont des envahisseurs que le pacte colonial a complètement coupés des envahis : depuis plus d'un siècle que nous occupons l'Algérie, on ne signale presque pas de mariages mixtes ni d'amitiés franco-musulmanes. Colons, leur intérêt c'est de ruiner l'Algérie au profit de la France. Algériens, ils seraient obligés, d'une manière ou d'une autre et *pour leurs propres intérêts*, de s'intéresser au développement économique – et par conséquent culturel – du pays.

Pendant ce temps, la Métropole est prise au piège du colonialisme. Tant qu'elle affirme sa souveraineté sur l'Algérie, elle est compromise par le système, c'est-à-dire par des colons qui nient ses institutions ; et le colonialisme oblige la Métropole à envoyer des Français démocrates à la mort pour protéger la tyrannie que des colons antidémocrates exercent sur les Algériens. Mais là encore, le piège fonctionne et le cercle se resserre : la répression que nous exerçons à leur profit les rend chaque jour plus haïssables ; dans la mesure même où elles les protègent, nos troupes augmentent le danger qu'ils courent, ce qui rend la présence de l'Armée d'autant plus indispensable. La guerre coûtera cette année, si on la continue, plus de 300 milliards, ce qui correspond à la totalité des revenus algériens.

Nous en arrivons au point où le système se détruit lui-même : les colonies coûtent plus qu'elles ne rapportent.

En détruisant la communauté musulmane, en refusant l'assimilation des Musulmans, les colons étaient logiques avec eux-mêmes ; l'assimilation supposait qu'on garantisse aux Algériens tous les droits fondamentaux, qu'on les fasse bénéficier de nos institutions de sécurité et d'assistance, qu'on fasse place, dans l'Assemblée métropolitaine, à cent députés d'Algérie, qu'on assure aux Musulmans un niveau de vie égal à celui des Français en opérant une réforme agraire et en industrialisant le pays. L'assimilation poussée jusqu'au

bout, c'était tout simplement la suppression du colonialisme : comment voulait-on l'obtenir du colonialisme lui-même ? Mais puisque les colons n'ont rien à offrir aux colonisés que la misère, puisqu'ils les tiennent à distance, puisqu'ils en font un bloc inassimilable, cette attitude radicalement négative doit avoir pour contrepartie nécessaire une prise de conscience des masses. La liquidation des structures féodales, après avoir affaibli la résistance arabe, a pour effet de faciliter cette prise de conscience collective : de nouvelles structures prennent naissance. C'est par réaction à la ségrégation et dans la lutte quotidienne que s'est découverte et forgée la personnalité algérienne. Le nationalisme algérien n'est pas la simple reviviscence d'anciennes traditions, d'anciens attachements : c'est l'unique issue dont les Algériens disposent pour faire cesser leur exploitation. Nous avons vu Jules Ferry déclarer à la Chambre : « Là où est la prédominance politique, là est la prédominance économique… » Les Algériens meurent de notre prédominance économique, mais ils font leur profit de cet enseignement : pour la supprimer, c'est à notre prédominance politique qu'ils ont décidé de s'attaquer. Ainsi les colons ont formé eux-mêmes leurs adversaires ; ils ont montré aux hésitants qu'aucune solution n'était possible en dehors d'une solution de force.

L'unique bienfait du colonialisme, c'est qu'il doit se montrer intransigeant pour durer et qu'il prépare sa perte par son intransigeance.

Nous, Français de la Métropole, nous n'avons qu'une leçon à tirer de ces faits : le colonialisme est en train de se détruire lui-même. Mais il empuantit encore l'atmosphère : il est notre honte, il se moque de nos lois ou les caricature ; il nous infecte de son racisme, comme l'épisode de Montpellier l'a prouvé l'autre jour, il oblige nos jeunes gens à mourir *malgré eux* pour les principes nazis que nous combattions il y a dix ans ; il tente de se défendre en suscitant un fascisme jusque chez

nous, en France. Notre rôle, c'est de l'aider à mourir. Non seulement en Algérie, mais partout où il existe. Les gens qui parlent d'abandon sont des imbéciles : il n'y a pas à abandonner ce que nous n'avons jamais possédé. Il s'agit, tout au contraire, de construire avec les Algériens des relations nouvelles entre une France libre et une Algérie libérée. Mais n'allons pas, surtout, nous laisser détourner de notre tâche par la mystification réformiste. Le néocolonialiste est un niais qui croit encore qu'on peut aménager le système colonial – ou un malin qui propose des réformes parce qu'il sait qu'elles sont inefficaces. Elles viendront en leur temps, ces réformes : c'est le peuple algérien qui les fera. La seule chose que nous puissions et devrions tenter – mais c'est aujourd'hui l'essentiel –, c'est de lutter à ses côtés pour délivrer *à la fois* les Algériens et les Français de la tyrannie coloniale.

Mars-avril 1956

NOTE DE L'AUTEUR

a. Je n'appelle colons ni les petits fonctionnaires, ni les ouvriers européens à la fois victimes et profiteurs innocents du régime.

LE FANTÔME DE STALINE

Dans la première quinzaine de janvier 1957 parut une livraison des T.M. *contenant un ensemble de trois numéros (novembre-décembre 1956, janvier 1957, n^os^ 129, 130, 131), consacrés pour l'essentiel aux événements de Hongrie, hormis le dernier article, une interview de l'écrivain français Claude Roy par un collaborateur du périodique polonais* Nowa Kultura.

En tête, « Le fantôme de Staline », de Sartre, suivi d'un article de Marcel Péju, collaborateur des T.M.*, « Du rapport Khrouchtchev à la tragédie hongroise : le communisme à l'heure de la vérité » ; enfin, nettement séparé de ces textes, sous un titre en grandes capitales,* La Révolte de la Hongrie*, une anthologie introduite par François Fejtö (1909-2008) de documents divers publiés en Hongrie avant l'écrasement de l'insurrection sous les chars soviétiques ; les trois premiers, écrits du vivant de Staline par « le grand inquisiteur des lettres hongroises » Josef Revaï (1898-1959), l'équivalent d'Andreï Jdanov (1896-1948) en U.R.S.S., dénonçaient les tendances « subjectivistes » et « bourgeoises » des écrivains hongrois et les sommaient de revenir au canon soviétique du « réalisme socialiste » dans les lettres, les arts et les sciences ; les autres textes – témoignages, extraits de pièces de théâtre, de poèmes, comptes rendus de débats et de reportages – manifestaient l'aspiration longtemps brimée à une libéralisation économique, sociale, intellectuelle de la vie du pays. Les écrivains, artistes et journalistes qui exprimaient cette exigence se faisaient en réalité les porte-parole d'une grande partie du corps social, y compris parmi les communistes locaux. Bien des Hongrois ne supportaient plus le rôle dans lequel l'U.R.S.S. les maintenait, de compléments obligés au service de ses intérêts économiques et stratégiques, aux dépens de leurs besoins les plus élémentaires : du pain, de la vérité, de l'air, telles étaient, en résumé, leurs principales revendications. La situation se compliquera plus tard.*

*Mais qui était François Fejtö ? De son vrai nom Ferenc Fischel, juif hongrois de naissance, communisant dans sa jeunesse, inquiété pour avoir protesté en 1938 contre l'alliance du gouvernement de son pays avec l'Allemagne nazie, il s'était réfugié en France et avait participé à la Résistance. Chroniqueur de son époque, francophone, citoyen français depuis 1955, il était alors bien placé pour expliquer aux Français les événements et le sens de l'insurrection hongroise. Par la force des choses il était devenu historien ; en France il avait publié notamment le premier tome d'*Histoire des démocraties populaires, L'ère de Staline *(Éd. du Seuil, 1952) ; il publiera à la fin de 1956* La Tragédie hongroise *(Éd. Pierre Horay), que Sartre préfacera. Si Fejtö fut la principale source d'information de Sartre, il ne fut pas la seule ; il suivait aussi les événements et leurs interprétations par divers journaux et revues, y compris des périodiques américains et sans doute italiens.*

Après la mort de Staline le 5 mars 1953, la déstalinisation avait suivi son cours : le groupe de médecins, prétendument « assassins en blouse blanche », avait été relaxé et sera réhabilité (voir ici « Le réformisme et les fétiches », et suiv.); seront réhabilités aussi les dirigeants László Rajk (hongrois) et Traïcho Kostov (bulgare), accusés sans preuves de trahison et d'espionnage, torturés et exécutés en 1949. Le 14 février 1956 s'ouvrait à Moscou le XX^e^ Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. ; il se termina par un « rapport secret » lu à huis clos par le chef de l'appareil du Parti, Nikita Khrouchtchev, dans la nuit du 24 février, à l'intention des seuls délégués du Parti communiste soviétique. Ce rapport, qui fut tout de même connu assez vite, par les soins de Khrouchtchev lui-même, semble-t-il, condamnait le culte de la personnalité de Staline et détaillait des crimes perpétrés sous son emprise : procès iniques suivis d'exécutions de communistes innocents et de purges, déportation de peuples entiers… En France Le Monde *le publia du 6 au 19 juin.*

Ces signes éloquents qu'un nouveau cours des choses s'annonçait, confirmé le 21 octobre 1956 par le retour, accepté par les Soviétiques, de Wladislaw Gomulka à la tête du gouvernement polonais – il avait été emprisonné de 1951 à 1954 pour déviation nationaliste –, enhardirent les Hongrois prêts à se rebeller. Le 23 octobre ils saluèrent en masse la victoire de Gomulka en manifestant sous leurs drapeaux nationaux devant l'ambassade de Pologne, émettant rudement leurs propres revendications. Ce fut le début de l'insurrection ; à l'aube du 24 le gouvernement communiste hongrois fit appel aux troupes soviétiques. Les combats entre insurgés et Soviétiques firent 350 morts dès le premier jour, selon Fejtö, sans être concluants.

Nous ne relaterons pas ici les épisodes sanglants ni les suites de l'insurrection, sinon pour signaler que les blindés soviétiques revinrent en force à l'aube du 4 novembre ; ils eurent le dessus dès le 12 mais les insurgés ne s'avouèrent pas vaincus malgré leur défaite militaire. Lorsque La Tragédie hongroise*, de Fejtö, parut à la fin de l'année 1956, cette tragédie*

n'était pas encore du passé. En décembre les insurgés menaient encore des grèves et des manifestations violentes.

« Le fantôme de Staline », que Sartre acheva dans les premiers jours de 1957, fut publié aussi dans Situations, VII *(Gallimard, 1965). Ce ne fut pas sa seule intervention à propos des événements de Hongrie : le 9 novembre 1956, alors que les chars soviétiques ravageaient le pays, parut dans* L'Express *une interview de lui par Pierre Viansson-Ponté ; l'auteur de* La Nausée *y déclarait :* « Je condamne… sans aucune réserve l'agression soviétique. Sans en faire porter la responsabilité sur le peuple russe, je répète que son gouvernement actuel a commis un crime… Je brise à regret, mais entièrement, mes rapports avec mes amis russes, qui ne dénoncent pas (ou ne peuvent dénoncer) le massacre en Hongrie… C'est l'horreur qui domine. »

A.E.-S.

J'ai reçu beaucoup de lettres, ces derniers temps. Parmi les questions qu'on m'y posait, il en est deux, retrouvées sous des plumes très diverses, auxquelles je crois utile de répondre publiquement.

I. « DE QUEL DROIT ?… »

Celle-ci s'adresse, par-dessus ma tête, à *tous* les Français qui condamnent l'intervention soviétique : « De quel droit ? Au nom de quel principe ? De quelle philosophie ? De la vôtre sans doute. Alors vous devez savoir qu'elle n'engage que vous. »

Des lecteurs s'étonneront, je le sais, qu'on exige des références philosophiques pour leur permettre de détester cette tuerie. Pourtant, s'ils réfléchissent, je crois qu'ils trouveront la question juste. Des communistes ont protesté et puis M. Denis de Rougemont[1] : ce ne doit pas être pour les mêmes raisons. Le jeu est si mêlé, dans cette affaire, qu'il faut annoncer sa couleur et sa mise. La preuve en est qu'on a fait hâtivement une distinction de fortune : la gauche condamne le coup de Suez et celui de Budapest ; la droite celui de Budapest seulement ;

L'Humanité celui de Suez. À vrai dire les liens des deux massacres – au sein d'une situation mondiale où tout dépend de tout – ne paraissent pas des plus étroits : l'insurrection hongroise a surpris les Russes, l'attaque de Suez était combinée depuis plusieurs mois. Il se peut que nos grands politiques aient précipité le débarquement malgré l'avis des généraux « pour profiter des embarras de l'U.R.S.S. en Europe centrale » : je les crois assez bêtes, en effet, pour n'avoir pas compris qu'elle avait la plus forte armée du monde, qu'elle pouvait écraser la Hongrie et jeter 200 000 hommes à Suez, que ses embarras ne sont pas d'ordre militaire et qu'elle serait trop contente de pouvoir élever sa grande voix assez haut pour couvrir le râle de Budapest ; mais tout cela ne mène pas loin. Depuis, M. Mollet et *L'Huma* ont fait les plus touchants efforts pour établir un lien profond entre ces événements disparates. Le premier déclare : « Les Hongrois à Budapest, les Français en Égypte, se sont heurtés aux mêmes armes[a] » ; et la seconde : « Les mêmes fascistes ont démoli Port-Saïd et pendu les ouvriers hongrois. » Laissons-les dire : la triste vérité c'est que la gauche française ne peut se définir aujourd'hui que par un double refus.

Pourtant les deux entreprises ont ceci de commun qu'elles sont l'une et l'autre de nature politique et qu'on ne peut les apprécier sans tenir compte des objectifs à atteindre et des intérêts à défendre, bref sans porter un jugement *politique* et dont les répercussions ne peuvent être que politiques.

Je connais M. de Rougemont : c'est un homme doux, bien élevé et, par-dessus le marché, un Suisse : le prestige militaire de la France ne l'éblouit pas. Il semble donc que cet « Européen » a tenu le coup de Suez pour une assez sinistre maladresse ; pourtant il n'a rien dit. Sur Budapest, il s'est abondamment expliqué. C'est qu'il est anticommuniste : par goût, par jeu, par métier. Or, sa condamnation reste purement et simplement *morale* : il s'indigne au nom du droit des

gens. C'est son silence qui est politique. Ou plutôt ce mélange de mutisme et de déclamations. Il ne touchera plus la main des intellectuels communistes : voilà, pensez-vous, une réaction bien idéaliste. Justement non : elle *se donne* un air d'idéalisme, mais on découvrira sa signification véritable si l'on songe que Rougemont serrerait sans dégoût la main de Guy Mollet. C'est ce que me dit un de mes correspondants : « Seuls, les partisans de la non-violence absolue peuvent juger. » Ce qui signifie : seuls ont le droit de prendre une position *morale* ceux qui mettent au-dessus de tout le refus de verser le sang. Bien sûr. Mais c'est précisément parce qu'ils condamnent *a priori* l'action *politique*. Du coup, les dirigeants soviétiques et français ont le droit de les récuser : ces moralistes n'ont pas défendu la France contre Hitler, ils n'ont pas résisté sous l'Occupation ou, s'ils l'ont fait, ils ont démenti leurs principes ; la politique est nécessaire et nul ne peut s'en mêler – fût-ce le simple citoyen qui vote tous les quatre ans pour un parti – s'il n'accepte d'avance que la violence, en certains cas, soit le moindre mal. Je résume la lettre d'un progressiste qui pose assez clairement la question : « Vous n'êtes pas chrétien, les communistes ne le sont pas non plus ; pouvez-vous leur dire : Tu ne tueras point ? Pas plus qu'eux vous ne croyez aux vertus de la résistance passive, à l'objection de conscience, au pacifisme absolu : pouvez-vous leur reprocher leur violence ? Vous tenez – comme ils font – les Droits de l'Homme et du Citoyen pour des principes abstraits de la République bourgeoise : pouvez-vous condamner les marxistes au nom de garanties périmées qui n'ont jamais empêché la misère ni l'exploitation ?

Il a raison : dans le pire des cas, la prise de position *morale* dissimule une opération de politicien ; dans le meilleur elle ne mord pas sur les faits et le moraliste tombe hors du coup. Mais la politique, quelle qu'elle soit, est une action menée en commun par certains hommes contre d'autres hommes ; fondées sur des convergences ou des

divergences d'intérêts, les relations de solidarité comme les relations de combat et d'hostilité définissent une attitude globale de l'homme envers l'homme, les objectifs immédiats s'éclairent par des objectifs lointains, la *praxis* se contrôle par les jugements de valeur qu'elle engendre et qui sont indiscernables des jugements de fait[b] ; ainsi la véritable politique contient en elle à l'état implicite sa propre appréciation morale. Et le meilleur moyen de juger *totalement* l'entreprise d'un gouvernement ou d'un parti, c'est de la juger *politiquement*. Par là, je ne prétends pas que n'importe lequel des partis français ait le droit d'en juger n'importe quel autre. Depuis plus d'un siècle, sous des formes qui changent au cours de l'Histoire, un seul mouvement entraîne les exploités à réclamer pour eux et pour tous la possibilité d'être hommes pleinement et totalement ; un seul mouvement découvre la société même dans toute sa réalité et définit la bourgeoisie par l'exploitation quand tous les autres en font la classe universelle ; un seul produit à travers l'action et par elle une idéologie qui lui permet de se comprendre soi-même et de comprendre les autres : c'est le mouvement socialiste pris dans son ensemble. Il est juge absolu de tous les autres parce que les exploités rencontrent l'exploitation et la lutte des classes comme leur réalité et comme la vérité des sociétés bourgeoises : il voit le sens profond des manœuvres et des opérations parce qu'il ne peut manquer de les rattacher aux structures fondamentales de l'Histoire, parce qu'il est le mouvement de l'homme en train de se faire. Les autres partis croient que l'homme est déjà fait et que c'est le sujet abstrait de la propriété bourgeoise, un ange morose dont tous les besoins sont comblés ; ils couvrent l'exploitation et morcellent la lutte des classes en conflits sporadiques et singuliers, leurs idéologues et leurs historiens cherchent le sens de l'Histoire partout, sauf où il est : par cette raison, ils n'ont pas les moyens de comprendre l'action des classes exploitées ni de la juger ; ils

s'ôtent jusqu'au pouvoir de se juger eux-mêmes puisqu'ils ne veulent pas connaître la vérité de ce qu'ils font. Pour apprécier une entreprise politique, le socialisme est référence absolue : il comprend M. Laniel[2] qui ne se comprend pas. Bien entendu, ce mouvement ne saurait avoir de principes abstraits ni de programme *a priori* : il est en perpétuelle métamorphose comme la production elle-même, comme les rapports de force, en un mot comme l'Histoire. Il serait absurde de se référer à Blanqui et même à Guesde pour apprécier ce qui se passe aujourd'hui ; et si l'on « revient » au léninisme, plus proche de nous, toujours vivant, il faut le repenser en fonction d'une situation qu'il ne pouvait prévoir. Mais le développement même du socialisme, les principes qu'il pose par sa *praxis* quotidienne, qui émanent des masses elles-mêmes, qu'il reprend et précise dans sa propagande, les condamnations qu'il porte chaque jour sur ses adversaires, son action réelle, la relation concrète qui lie ses objectifs immédiats à ses visées lointaines, bref la totalité actuelle de son mouvement nous offre des lumières pour éclairer toutes les entreprises et d'abord les siennes. Ses appréciations sont justes : les erreurs, les ignorances, les défaillances du moment n'y changent rien ; l'Histoire n'a pas retenu la version de M. Thiers sur les massacres de 1848 ou sur la Commune : elle a donné raison au jugement populaire, aux interprétations de Marx et de Lissagaray[3]. C'est le socialisme lui-même qui peut et doit apprécier l'action du socialiste Guy Mollet, celle de la Russie socialiste.

Ces conclusions nous feraient retomber dans l'idéalisme si nous devions nous en tenir là : car le socialisme n'est jamais simple ; il se divise et s'oppose ; chez nous, par exemple, les deux grands partis ouvriers, en dépit de quelques trop brefs armistices, se combattent depuis le Congrès de Tours ; ils diffèrent par leur recrutement, par les syndicats qu'ils soutiennent aussi bien que par leur clientèle électorale, par les intérêts qu'ils représentent, par leur action politique, par leur

programme, par l'idéologie et par les jugements de valeur qui, nés de leur *praxis*, se retournent sur elle pour la contrôler ou la corriger. Il serait gratuit de nous appuyer sur la politique effective de l'un ou de l'autre : nous serions vite amenés, comme les militants, à digérer Suez ou Budapest, au choix, sinon par conviction du moins par fidélité. Il serait naïf de chercher en eux une communauté de principes qu'ils n'ont pas et de fonder l'appréciation des conduites sur quelque socialisme universel qui se réduirait, au fond, à un éclectisme idéaliste. Il serait présomptueux et vain de créer par nous-mêmes, pour les besoins de la cause, une théorie abstraite que nous appellerions le « vrai » socialisme ou le « pur » marxisme : on nous répondrait, à juste titre, comme fait mon correspondant : « C'est votre philosophie, personne ne la partage. » Il faut décider pourtant : notre jugement sur l'affaire d'Égypte et sur celle de Hongrie nous juge et nous définit. Nous dirons donc pour commencer que le communisme nous apparaît, malgré tout, comme le seul mouvement qui porte encore en lui les chances du socialisme. Mais, dans la phase actuelle de l'édification socialiste, de violentes contradictions déchirent l'U.R.S.S. et les démocraties populaires, opposent celles-ci à celle-là, jettent les P.C. occidentaux en pleine crise. À l'origine de ces conflits, il y a les transformations économiques de l'Est, les bouleversements qui les accompagnent. Cet immense mouvement d'organisation et de désorganisation, d'intégration et de décompression se traduit, au niveau des dirigeants, par des entreprises parfaitement contradictoires – qu'elles soient menées simultanément par des groupes qui s'opposent ou qu'elles représentent les oscillations toujours plus amples d'une direction unie mais incapable de dépasser les contradictions objectives, ballottée sans cesse de Charybde en Scylla – et par d'extraordinaires atermoiements. S'ils prennent parti dans ce conflit, les hommes de gauche doivent servir *ici* une politique sans cesse remise en question et

combattue *là-bas*, qui accepte franchement la métamorphose en cours pour pouvoir la diriger et la mener à bout sans trop de frais. En ce qui me concerne et pour répondre à mon correspondant, je dois déterminer dans quelles perspectives politiques l'action militaire a pu paraître le moindre mal ; il sera nécessaire ensuite que l'appréciation même de ces perspectives fasse apparaître dans ses grandes lignes la politique socialiste au nom de laquelle je l'ai portée, la seule qui soit tout ensemble requise et soutenue par la réalité.

Il ne faut pas tant de précautions pour juger M. Guy Mollet : il n'a jamais prétendu servir la cause du socialisme. À vrai dire, il ne prétend rien du tout. Il est donc aisé d'apprécier sa politique, c'est-à-dire de mesurer l'écart entre les décisions qu'il prend et la réalité vivante des masses qu'il représente et qui ont voté pour lui. M. Duverger[4] a remarquablement montré que l'anticommunisme et la dégradation lente du parti S.F.I.O. obligent perpétuellement son groupe parlementaire à choisir entre l'opposition et la trahison. M. Mollet s'est rué dans la trahison, il y barbote à son aise, je ne connais personne dans l'Histoire qui ait trahi tant de gens à la fois.

Ses alliés, d'abord. Avant même de constituer le gouvernement, il sacrifiait M. Mendès France[5] aux exigences du M.R.P.

Ses électeurs ensuite. Ils l'avaient porté au pouvoir parce qu'il avait promis de faire la paix. Les voici, maintenant, avec deux conflits sur les bras.

Et puis, généralement, tous les Français : il a fait couler *pour rien* le sang des soldats, il a désorganisé l'économie française par une équipée criminelle et imbécile, il a réalisé contre notre pays l'unanimité des Nations unies. Il a montré à tous une France abjecte dans laquelle nous refusons de nous reconnaître : cruelle contre les faibles et lâche devant les forts.

Enfin et surtout – puisque c'est ce qui nous occupe – *il a trahi son parti*. Nul ne lui demandait de transformer d'un trait de plume la patrie de M. Boussac[6] en pays socialiste. Du moins pouvait-il négocier avec les Algériens, entreprendre des réformes en France, construire des logements. Mais non ; ce successeur de Jaurès doit être myope : il confond les intérêts de la nation avec ceux de M. Borgeaud[7], il envoie les pauvres au casse-pipe pour défendre le colonialisme et les grandes Compagnies ; il met au service des capitalistes la puissance que lui donne le soutien des salariés, il ruine d'un seul coup les traditions pacifistes de son parti en s'élançant à l'étourdie dans une guerre d'agression[8]. Et quelle guerre ! Une propagande insidieuse nous murmure sans cesse aux oreilles : « Nasser le dictateur ! Nasser le dictateur ! » pour nous persuader que nous libérons l'Égypte d'un tyran. Allons donc ! Nos avions ont lâché leurs bombes sur des paysans misérables et rongés par une famine chronique. Nasser, en nationalisant le canal, obéissait à la volonté populaire : avec ces ressources nouvelles, il eût construit un barrage, irrigué, accru le rendement de la terre égyptienne[c]. Mollet, au nom de la Compagnie, a fait tomber la foudre sur ces fellahs insolents : qu'ils crèvent de misère pourvu que les actionnaires de Suez touchent leurs dividendes. Du même coup, il met les militants devant un dilemme : quitter le Parti ou se déclarer solidaires d'une entreprise qu'ils condamnent profondément. Quelques-uns s'en vont ; ceux qui restent, par fidélité au socialisme, il les acoquine aux conservateurs anglais, il les oblige à subir le mépris des travaillistes, leurs alliés naturels, et, pis encore, les applaudissements de M. Duchet[9]. Ce comitard berçait l'illusion hypocrite d'entraîner une majorité de droite à soutenir une politique de gauche : c'est l'illusion de tous les traîtres, à leur début. Il en est revenu, aujourd'hui : c'est un traître sans illusions. Mais cette expérience coûtera cher à son parti : colonialiste, impérialiste et

belliqueux, notre Seigneur de la Guerre fait en connaissance de cause une politique de droite avec une majorité de droite. Sur tous les tableaux, la droite gagne : elle atteint ses objectifs et le socialisme se disqualifie. On donnera à M. Mollet le temps de faire appliquer toutes les mesures impopulaires que ses fautes rendent inévitables ; ensuite, la droite crèvera cette baudruche et reprendra le pouvoir aux applaudissements unanimes. À ce moment-là, le fascisme sera tout proche et la S.F.I.O. liquidée.

Avec le « coup de Budapest », il en va tout autrement et les questions posées sont d'une autre ampleur ; le gouvernement de l'U.R.S.S., s'il faut l'en croire, est intervenu en *Hongrie* pour y sauver les bases de la socialisation ; il s'est décidé à cette intervention le jour où l'importance des troubles contre-révolutionnaires l'avait rendue inévitable.

C'est pourquoi l'un de mes correspondants conclut : « Vous prétendez être socialiste : remerciez donc les Soviets d'avoir sauvegardé, même par la violence, le socialisme hongrois. »

On me reproche en somme d'isoler ces massacres, de les considérer en eux-mêmes, sans tenir compte du contexte historique, des nécessités, du but. Mollet, à Port-Saïd, tuait pour défendre les intérêts du capitalisme : c'est pour cette raison et dans cette perspective que le débarquement anglo-français était condamnable. Mais si l'on approuve les guerres défensives, les guerres de libération, le maquis, l'insurrection des classes opprimées, bref si, dans certains cas, on admet la violence, comment la refuser lorsque la construction socialiste est en jeu, lorsque des fascistes armés pendent les militants du Parti, lorsque l'Occident s'apprête à recueillir les bénéfices de la Contre-Révolution. Sauver en Hongrie les conquêtes du prolétariat, c'est les protéger du même coup dans toutes les démocraties populaires et finalement en U.R.S.S. même : l'Armée Rouge reprend et continue en Hongrie – avec

des moyens un peu plus importants – ce que les ouvriers et les matelots de Saint-Pétersbourg ont commencé en octobre 1917 ; si le socialisme tolère les coups de canon du cuirassé *Aurora*, pourquoi condamnerait-il ceux des tanks de Joukov[10] ?

Tel est l'argument qui court dans certains milieux progressistes et communistes. On le dit marxiste ; je le crois beaucoup plus ancien que Marx ; il se résume ainsi : « Faut ce qu'il faut. » Chacun l'expose selon les nuances particulières de sa sensibilité. Il y a les courageux, qui sourient crânement : « Eh bien, oui ! Il y a des morts. Après ? Est-ce que vous imaginez seulement la quantité de vies humaines que coûte une révolution mondiale ? Il faut s'y faire, voyez-vous. Il faut les supporter, ces morts ; c'est notre devoir. » Il y a les bouleversés qui n'ont pas fermé l'œil depuis le 4 novembre et qui pleurent indistinctement sur les braves ouvriers pendus par les fascistes et sur les innocents prolétaires frappés par une balle soviétique – une balle perdue, bien sûr ; ils vous parlent dans les larmes de « tragique dilemme » et de « douloureux devoir » mais si vous leur demandez : « Mais *vous* ? quelle est votre opinion à vous sur les événements ? », ils s'en vont d'un air pressé en disant : « Moi ? Eh bien, je suis bouleversé, simplement bouleversé. » Il y a les joviaux qui rient de la colère des autres : « Mais mon pauvre ami, ne vous emballez pas : vous avez un dépit de cocu, voilà tout. » Ceux-là, ils sont sûrs d'eux-mêmes : jamais ils ne se croiront cocus, à moins du million de morts. Il y a les agressifs : « Eh bien, mon pauvre ami, heureusement que vous n'étiez pas chef du gouvernement hongrois ; vous seriez pendu, aujourd'hui, et Horthy[11] serait au pouvoir. » Il y a les impartiaux – généralement des progressistes – qui ont appris à se défier de leurs réactions personnelles : « Il faut juger sainement, la tête froide, il faut voir venir : le socialisme est un énorme événement qui se mesure à l'échelle des siècles. Dans quelques décades, personne ne sera plus sensible à l'aspect anecdotique des

massacres et leur nécessité, décantée, paraîtra dans toute sa lumière. » Il y a les dialecticiens qui haussent les épaules : « Les Russes sont partisans de la paix mondiale ? et ils tapent sur la Hongrie comme des sourds ? Et après ? Cela prouve qu'il y a une contradiction de plus dans le processus de socialisation, il n'y a qu'à la baptiser. » L'un d'eux m'écrit : « Pourquoi se désolidariser d'une action déplorable, certes, mais qui est entièrement justifiable si l'on admet un instant, l'instant de vérité, qu'il existe aujourd'hui une contradiction nouvelle entre le socialisme et la paix, contradiction qui n'est pas résolue par la doctrine du marxisme classique ? » Et puis il y a mes deux correspondants : « Au nom de quoi jugez-vous ? » Tous, ils abritent leur gêne derrière ce raisonnement : le socialisme d'abord ; nous tuerons s'il faut tuer ; et que le sang des victimes innocentes retombe sur les criminels qui les ont poussées à la révolte.

Sur un point nous sommes d'accord : une partie du sang versé retombe sur les gouvernements occidentaux, sur le gouvernement de M. Truman[12]. Belles âmes, tendres âmes qui vous indignez si fort aujourd'hui, dans les colonnes du *Figaro littéraire*, saviez-vous que des radios, subventionnées ou non par les États-Unis, incitaient chaque jour les Hongrois à s'insurger quand l'Occident n'avait ni le moyen ni l'intention de les soutenir ? Mais oui, vous le saviez : on ne le cachait à personne et les journaux bourgeois s'en félicitaient. Avez-vous protesté ? Non : vous approuviez cette propagande ou bien vous étiez étourdis, vaniteux, futiles surtout et vous passiez sous silence ses ravages. Eh bien, lisez aujourd'hui dans la presse *bourgeoise* (dans *France-Soir*, par exemple, et dans *L'Express*) les récits des envoyés spéciaux : vous apprendrez que les Hongrois crachent sur nos couleurs. Ceux qui trouvaient, là-bas, ces émissions néfastes et mensongères se joignent aujourd'hui à ceux qu'elles ont encouragés ; vous pouvez bien leur

offrir à tous vos gros cœurs magnifiques : ils répondent par la haine à vos débordements.

Cela dit, je tiens l'argument des bouleversés et des grincheux pour un éclatant sophisme qu'on appuie sournoisement sur des affirmations indémontrées : il faudrait nous prouver que le socialisme était perdu sans les chars de Joukov ; or les faits qu'ils nous rapportent – vrais ou faux, en général plus faux que vrais – nous apprennent simplement qu'il était en danger. Prendre pour accordé que l'intervention russe a sauvé le socialisme, c'est mettre l'U.R.S.S. hors du coup : la nécessité l'oblige à frapper, elle rétablit la situation, voilà tout ; un désordre objectif a déclenché automatiquement des mécanismes compensateurs. Personne n'a voulu comprendre, parmi ces enragés, que l'U.R.S.S. *a défini par ses actes* son propre socialisme et celui qu'elle compte rétablir en Hongrie ; personne n'a osé se demander si cette action militaire, en ramenant à des rapports de force les relations intérieures du camp socialiste, n'a pas nui plus gravement à la cause défendue que n'eussent fait des élections libres et la neutralisation ; personne n'a vu que l'intervention *était l'expression d'une politique*. Pour répondre à mes correspondants, il faut donc tout reprendre et commencer par le commencement.

Concédons un instant que l'intervention n'était pas évitable. C'est donc que le gouvernement régulier reconnaissait son impuissance : après douze ans de pouvoir absolu, il avait perdu le contrôle des masses et ne les représentait plus. Sa solitude, la haine qu'on lui portait jusque dans les rangs communistes, voilà les vraies raisons de son appel aux Soviétiques. L'intervention étrangère apparaît alors comme la conclusion logique d'une politique abstraite et fausse qui menait à la catastrophe économique et qui devait engendrer d'elle-même la contre-révolution. Dans ce cas, nous refusons de considérer et d'apprécier à part le dernier maillon de cette chaîne. La

surindustrialisation et la collectivisation accélérée *étaient déjà criminelles* : elles portaient en elles *du premier jour* les massacres de Budapest comme leur aboutissement ; ces massacres, si l'on nous ôte le droit de les condamner à leur date et du jour où ils ont commencé, nous les condamnerons depuis le premier jour de 1949, car ils étaient déjà là, ils souillaient d'avance toutes les démarches de dirigeants aveugles. Qu'importe, en effet, ce qu'un gouvernement croit faire ; ce qui compte, c'est ce qu'il fait. Et que faisait-il ? Il poussait systématiquement tout un peuple au désespoir. Ceux qui viennent nous parler, les yeux exorbités, de la diabolique puissance des fascistes, je suis obligé de les comparer à M. Burnham[13], spécialiste connu de l'anticommunisme. J'avais bien ri en lisant ses livres : il montrait des ouvriers prospères, liés au patronat par une communauté d'intérêts, par une réciprocité d'estime ; c'était le bonheur. Et puis, tout à coup, sortis de l'enfer, une poignée de communistes paraissaient, soufflaient partout la discorde : il n'en fallait pas plus pour jeter un peuple heureux dans le désespoir. J'ai retrouvé ces mêmes arguments sous des plumes communistes : la seule différence, c'est qu'ils ne m'ont pas fait rire. Et puis non, pour être juste, il y en a une autre : en pays socialiste, les ouvriers *doivent avoir* une communauté d'intérêts avec les milieux dirigeants. Mais s'ils l'ont, s'ils mangent à leur aise et si le niveau de vie s'élève, s'ils ont conscience de travailler pour eux en travaillant pour tous, croit-on que le fascisme puisse les persuader qu'ils crèvent de faim ? Et s'ils ne l'ont pas, à qui la faute ? Je ne sous-estime pas le rôle des émigrés : je dis que les gens ne se font pas tuer de bon cœur lorsqu'ils peuvent l'éviter, je dis qu'il ne suffit pas d'une propagande fasciste pour les jeter, mains nues, à l'assaut des blindés et qu'il faut, pour courir à la mort, ne plus voir dans la vie qu'une agonie prolongée ; je n'aurai pas l'impertinence de rappeler aux dirigeants communistes la devise des canuts lyonnais : « Vivre en travaillant ou

mourir en combattant. » Je sais pourtant qu'ils la trouvent belle. Et ils ont raison. Mais qu'est-ce qu'ils disaient d'autre, les ouvriers hongrois ?

Ces ouvriers agacent singulièrement quelques intellectuels staliniens de chez nous. Il y en a qui ont pris le parti de nier systématiquement leur existence, comme ce brave salaud qui me disait hier : « Budapest ? Une ville haïssable, neuf cent mille petits-bourgeois terrés dans leurs trous[d]. » D'autres, plus éclairés, ne songent pas à nier que le prolétariat hongrois existe, qu'il a pris part à l'insurrection, élu des Conseils ouvriers et décrété la grève générale. Mais, précisément pour cela, nos « durs » ne le voient pas d'un bon œil. Déjà M. Stil[14] a fait du bon ouvrage : ces comités, ces conseils d'usine, hein ? Vous savez d'où ils viennent, vous ? et qui les a élus ? Mais voyons ! Ils sont contrôlés par les fascistes. À Budapest, c'est bien connu. Kadar[15] lui a donné dès le lendemain un démenti éclatant en les considérant comme les représentants de la classe ouvrière et en acceptant de négocier avec eux[e]. Mais déjà l'argument a fait du chemin. Et quelqu'un bougonnait l'autre jour : « La classe ouvrière ? Eh bien, quoi, la classe ouvrière ? Est-ce que vous croyez qu'elle est infaillible ? A-t-elle bougé, quand Louis Bonaparte a fait son coup d'État[16] ? Est-ce qu'il n'y avait pas des ouvriers derrière Mussolini ? derrière Hitler ? » Si je n'avais entendu ces propos de mes propres oreilles, je n'oserais pas les répéter. Et, bien entendu, on accordera que la classe ouvrière n'est pas infaillible si l'on entend par là que l'infaillibilité n'est à personne, que la vérité s'établit peu à peu dans une relation dialectique entre les masses et les cadres, au milieu d'erreurs, de fautes coûteuses, à travers des débats et parfois des conflits. Mais nous refuserons de suivre les communistes qui dénoncent les erreurs du prolétariat lorsqu'ils veulent en tirer argument pour donner raison *en tout cas* à leur Bureau politique. C'est bien à lui, en effet, de dénoncer les erreurs des masses quand il a proclamé tour à tour la culpabilité de Kostov, de Rajk, de Slansky, des

criminels en blouse blanche[17], quand il a nié les camps de travail, quand il a démontré que Tito était fasciste « au sens scientifique du terme[18] » ! Je sais ce qu'il dira, ce que ses membres disent tous les jours : « Des fautes ont été commises, mais… » Seulement on ne peut plus accepter ce « mais » là. Des fautes ont été commises. C'est tout. Attardez-vous un peu là-dessus, monsieur Fajon[19]. Tirez-en quelques conséquences, pour vous et pour vos amis. Celle-ci, par exemple : qu'il faut être modeste, à présent, très modeste ; que M. Khrouchtchev a découvert vos mensonges au monde entier[20] et qu'il est préférable d'attendre un peu de temps avant de les recommencer. Et puis, voyez-vous, les ouvriers hongrois ont pu se tromper *politiquement* – c'est vous qui le dites et je veux bien l'admettre pour l'instant. Mais quand ils disaient : « Nous avons trop de travail, nous n'avons pas assez à manger », ils étaient la mesure absolue de ce qui était trop et de ce qui n'était pas assez. En refusant de les entendre, les Rákosi[21], les Geroe – ces amis que vous défendez encore, dans le privé – leur ont démontré que la politique du Parti était fausse, que l'appareil bureaucratique sous-estimait la force révolutionnaire des masses et ne tenait aucun compte de leurs aspirations ; ce sont leurs fautes qui ont fait comprendre à la classe ouvrière que, *même en pays socialiste*, elle avait l'obligation de créer ses propres organes de défense.

Tout bien pesé, il faudrait conseiller aux communistes français de ne pas crier trop haut que l'intervention soviétique ne pouvait pas s'éviter. Car cet argument pieux porte la condamnation la plus radicale de tout ce qui a été fait en Hongrie jusqu'à ce jour. Tortures, aveux truqués, faux procès, camps de travail : ces violences sont en tout cas impardonnables. On les eût peut-être oubliées, plus tard, si elles n'eussent été que les scories d'un immense bouleversement, d'une société en train de jeter les bases du socialisme. Mais quand tout s'écroule ensemble, quand – s'il faut vous en croire – le peuple tout

entier se met du côté du fascisme pour liquider le régime, les bases du socialisme n'ont jamais existé. Qu'ils pèsent lourd, alors, tous ces crimes commis pour rien, tous ces sacrifices inutiles ; l'échec des staliniens montre sous leur vrai jour cette misère et cette terreur qui n'avaient d'autre avenir que la catastrophe finale.

Mais je ne partage pas tout à fait l'inconsciente sévérité de nos staliniens. Je reconnais que la collectivisation agricole était magnifiquement ratée, que l'industrialisation reste une moitié d'échec. Mais à travers tout cela, la nationalisation de l'industrie a porté ses fruits : une classe ouvrière s'est forgée qui veut défendre le socialisme. Et l'on n'aurait pas grand-peine à appliquer aux Hongrois ce mot d'un ami communiste qui aime bien les Polonais : « En Pologne l'industrie automobile a produit de mauvaises autos et d'admirables ouvriers. » Non, les conséquences du stalinisme n'étaient pas *fatales* : il fallait déstaliniser à temps. Si, en 1955, on eût laissé le pouvoir à Nagy, si même on l'eût rappelé au début d'octobre 1956, on eût évité l'insurrection. Ce qui a poussé à bout la population, c'est le mélange détonant, au sein du Parti lui-même, d'un stalinisme encore agressif et de partisans de la déstalinisation ; ce sont les hésitations, les retours en arrière, les atermoiements et les contradictions. N'oublions pas que Khrouchtchev, en ce même mois d'octobre, atterrissait à Varsovie pendant que les troupes russes et les troupes polonaises de Rokossovsky[22] marchaient sur la capitale : si, à cet instant, Geroe eût été à la place d'Ochab[23], on nous démontrerait aujourd'hui que l'intervention russe était nécessaire en Pologne, on nous parlerait du fascisme polonais. Inversement, si Ochab eût été secrétaire général du P.C. hongrois, la *Pravda* célébrerait l'amitié hungaro-soviétique et la donnerait en exemple aux pays d'Europe centrale. Et, sans doute, dira-t-on que Geroe est le produit du stalinisme : c'est vrai ; mais Ochab l'était aussi. Non : les jeux ne sont pas faits une fois pour toutes ; il faut

lutter. Mais si l'effusion de sang pouvait encore s'éviter dans la première quinzaine d'octobre, qui nous dit qu'elle n'était pas évitable au moment même où elle s'est produite ?

Ceux qui tiennent pour accordée la nécessité de l'intervention russe, on les a vus prendre position tout de suite et sans la moindre information. Ce n'est pas la Hongrie qui les intéresse : c'est l'U.R.S.S. Et leur conviction naît d'un acte de foi : « *Puisque* l'Armée Rouge ne peut tirer sur les ouvriers sans une absolue nécessité, il faut que le massacre de Budapest ait été nécessaire. » Pour eux, la structure socialiste de l'U.R.S.S. décide de ses relations avec les pays socialistes qui l'entourent et ces relations ne peuvent être que socialistes. Or, les partis communistes du monde entier, le Mouvement de la Paix, les dirigeants soviétiques ont cent fois condamné le principe de l'intervention militaire et proclamé les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. *Donc* l'armée soviétique n'est pas *vraiment* intervenue, sauf contre des agents de l'étranger : elle a prêté secours à un gouvernement allié et aux classes travailleuses, elle a sauvé les bons communistes du massacre, combattu les démons trotskystes et les Croix-Fléchées, encouragé les masses à repousser les tentations ; des coups de canon il ne faut retenir que les éclairs fulgurants qui illuminaient un peuple indécis et lui montraient sa voie ; guidés par le processus historique, les obus choisissaient les fascistes et ne frappaient qu'eux.

L'ennui c'est que l'Armée du socialisme a versé le sang au moins une fois sans la moindre nécessité : en Hongrie, justement, quelques jours plus tôt, lors de sa première intervention. Quand on rêve sans preuves sur le 4 novembre, on oublie entièrement cette nuit du 23 au 24 octobre où le commandement soviétique, sur l'appel de Geroe, accepta de lancer ses troupes sur la foule. Nul n'ose aujourd'hui prétendre qu'il s'agissait alors d'un « putsch fasciste ». Même M. Waldeck Rochet[24] avoue que les premiers troubles traduisaient « un

mécontentement légitime » des ouvriers. Cette foule, dans les rues, joyeuse et irritée, moins irritée peut-être que joyeuse, ne savait trop si elle *exigeait* le retour de Nagy ou si elle le *fêtait d'avance* : le Comité central n'avait rien décidé encore mais, aux yeux des masses, sa décision paraissait acquise : l'eût-on proclamée sur l'heure, le calme se fût peu à peu rétabli. Geroe, à son retour de Belgrade, furieux de s'être humilié devant Tito, se conduisit en provocateur : pouvait-il ignorer, en traitant les manifestants de racaille, qu'il changerait d'un seul coup la manifestation en émeute ? Qui sait s'il ne le souhaitait pas ! Qui tira les premiers coups de feu ? Des manifestants ? des Avos ? des rakosistes misant sur le pire ? Nul ne le sait. Mais ce qu'on sait fort bien, par contre, c'est que Geroe sauta sur l'occasion et qu'il appela l'Armée Rouge à son secours. Seulement, Geroe n'est qu'un comparse. À qui fera-t-on croire que les dirigeants russes étaient tenus de lui obéir ? Ne pouvaient-ils, au contraire, lui démontrer sa faillite et lui donner le conseil de disparaître ? Rappelé dans la nuit, Nagy avait toutes les chances d'apaiser l'émeute *si* les troupes russes ne s'étaient empressées de tirer. Installé, protégé par les Soviétiques, Janos Kadar n'hésite pas, aujourd'hui, à parler des crimes de Geroe et de Rákosi ; ses protecteurs le laissent dire : faut-il croire que leurs soldats ont tiré sur le peuple à l'appel d'un criminel et pour couvrir ses fautes ? Mieux encore : Nagy n'a jamais caché ce qu'il pensait de l'appel aux Soviétiques ; on lui en attribuait la responsabilité et il se défendait âprement : « Ce sont, disait-il, les assassins rakosistes qui ont voulu me souiller. » Or, Kadar faisait partie du gouvernement et n'a jamais protesté ; s'il a démissionné, le 2 novembre, c'est pour d'autres raisons que nous discuterons plus loin. Aujourd'hui encore, il s'applique à justifier les événements du 4 novembre mais il ne revient jamais sur le 23 octobre. C'est dénoncer implicitement la démarche de Geroe comme un crime gratuit dont les Russes se sont faits les complices. Et le gouvernement soviétique ?

Qu'en dit-il ? Qu'en disent les écrivains soviétiques dans le message qu'ils nous ont adressé ? Rien. Absolument rien. Ce premier massacre embarrasse si fort les rédacteurs de *L'Humanité*, de la *France Nouvelle*, MM. Garaudy[25] et Waldeck Rochet, qu'ils font tous comme s'il n'avait pas existé[f]. L'action des commandos fascistes, les lynchages, le glissement à droite, tous les faits plus ou moins interprétés dont ils font état *c'est après le 24 octobre* qu'ils ont eu lieu ; *c'est la deuxième intervention* qu'on tente de justifier. Mais, je ne me lasserai pas de le répéter : c'est à la première qu'il faut penser d'abord, c'est d'elle qu'il faut parler toujours. Et, quand les staliniens veulent nous prouver que la seconde agression était inévitable, répondons que, dans ce cas, c'est la première qui l'a nécessitée. Ô bons apôtres qui vous vantez impudemment d'avoir tué pour éviter la guerre mondiale, quand ce sont vos premiers assassinats qui risquèrent de la provoquer ! Vous prétendez avoir sauvé le socialisme : oui, le 4 novembre. Ou du moins, cela peut se discuter : mais quand vous tiriez, dans ces journées d'octobre, quand les chars de l'Armée communiste à l'appel d'un chef communiste massacraient des ouvriers communistes, c'était le socialisme lui-même que vos balles et vos obus faisaient voler en éclats.

En politique, aucune action n'est inconditionnellement nécessaire. Même après le « glissement à droite » de la révolution hongroise, nul ne peut tenir pour nécessaire la répression armée si ce n'est dans une certaine perspective qui suppose certains objectifs immédiats et d'autres plus lointains, un certain rapport technique à ces fins, des valeurs, une conception de l'homme ; il n'en faut pas plus pour comprendre que cette perspective est le fait de certains groupes, qu'elle reflète leur formation et leurs intérêts. Pour déclarer que, dans l'affaire hongroise, le respect de la « non-ingérence » eût entraîné la guerre mondiale, il faut se faire une certaine idée des démocraties populaires, de l'Occident capitaliste, des rapports de force, de la lutte

des classes, il faut, en fonction de ces hypothèses, avoir parié pour un certain avenir, il faut avoir défini une politique en fonction de cet avenir même et de la force révolutionnaire des différents prolétariats ; cela implique qu'on dispose d'une certaine information et qu'on l'apprécie d'une certaine manière, c'est-à-dire en fonction de certains partis pris et d'une certaine culture. Mais cette culture et ces partis pris définissent à leur tour les hommes qui ont fait le choix politique : ils nous renvoient à leur attitude profonde devant le socialisme et devant l'homme, donc à leur formation, à leurs intérêts, à la classe ou au milieu qui les a produits. À propos des événements hongrois, il n'y a qu'une question à poser : pour quels hommes et dans quelle perspective politique l'intervention soviétique était-elle nécessaire ? Nous ne pourrons y répondre sans d'abord essayer – dans la mesure du possible – de déterminer la nature, la composition et l'évolution du mouvement insurrectionnel entre le 24 octobre et le matin du 4 novembre.

Les déclarations de Radio-Budapest et, depuis peu, certains aveux des dirigeants communistes permettent d'écarter deux positions extrêmes : même les communistes reconnaissent aujourd'hui qu'il ne s'agissait pas d'un simple putsch fasciste ; seuls les trotskystes soutiennent que l'insurrection tout entière avait un caractère progressiste. La vérité se trouve quelque part entre ces deux affirmations également gratuites et schématiques. Quelque part mais où ? Pour la trouver, il faudrait une analyse marxiste de la situation : mais les éléments nous font encore défaut. Fajon, Garaudy, Waldeck Rochet répètent en chœur : « Soyons marxistes ! » Mais, après quelques banalités de catéchisme sur la Hongrie d'avant-guerre et sur son évolution après 1945, ils tournent court. C'est qu'ils ne savent rien ; il ne leur reste qu'à disserter sur la lutte de classes ; il paraît que nous l'avons « sous-estimée ». Or la lutte de classes existe : c'est le moteur de

l'Histoire. Mais il ne faudrait pas qu'elle devînt la « tarte à la crème » du Bureau politique. Vous serez obligés d'en convenir un jour, marxistes paresseux et légers : une insurrection populaire en pays socialiste ne peut pas entrer dans vos schémas. Et vous le savez si bien que vous noyez le poisson : ce que vous appelez « lutte de classes » en Hongrie, c'est l'exploitation de la révolte par le capitalisme étranger. Votre absurde raisonnement se réduit à une série de fausses équivalences : la guerre froide n'est qu'une forme de la lutte des classes[g] ; tout ce qui risque de servir le bloc occidental est par définition contre-révolutionnaire ; or, l'insurrection hongroise – quels qu'en soient les buts, les facteurs, les agents – fait objectivement le jeu de l'impérialisme capitaliste. Donc c'est une contre-révolution. Ils sous-estiment la lutte des classes, ces Hongrois indociles qui détestent la tyrannie des rakosistes ; ils sous-estiment la lutte des classes, ces communistes nationaux qui veulent établir entre l'U.R.S.S. et la Hongrie de vrais rapports socialistes. Et la faim ? Et la fatigue chronique des travailleurs ? Ces besoins poussent la sous-estimation si loin qu'ils font baisser la productivité et sabotent la planification socialiste. Mais, dites-moi, ce Rákosi, au fait, est-ce qu'il ne la sous-estimait pas un peu, lui qui vous a tous mis dans le pétrin ? Est-ce que ce ne serait pas par hasard un agent américain ? Et vous, vous qui connaissez la puissance de la droite, vous qui vivez au milieu de polémistes réactionnaires, méchants, retors, prompts à souligner vos faiblesses, est-ce que vous ne la sous-estimez pas, la lutte des classes, quand vous nous servez les bourdes les plus imbéciles, quand vous faites rire de vous la France entière, quand vous censurez tranquillement dans vos journaux les nouvelles qui traînent partout ? Quand M. Stil écrit courageusement que Budapest a retrouvé le sourire et quand M. Nehru, citant le rapport de son ambassadeur, déclare que l'aspect de cette ville est « déchirant », qui fait à votre avis la meilleure

propagande anticommuniste ? M. Nehru ou le rédacteur en chef de *L'Humanité* ? Est-ce que vous ne seriez pas, vous aussi, un peu, un tout petit peu contre-révolutionnaires ? Lutte des classes : ces trois mots qui désignent une réalité mouvante et complexe, toujours présente, souvent difficile à déchiffrer, vous les pliez de force à signifier « la main de l'Oncle Sam » et vous vous ravalez du coup au niveau d'une droite imbécile qui cherche dans toutes les grèves « la main de Moscou ». Ceux qui ne discernent pas tout de suite les parachutistes américains au milieu de cette foule misérable et indignée, vous les traitez de petits-bourgeois. À vrai dire, cette injure étonne : les intellectuels communistes, que sont-ils donc, sinon des petits-bourgeois qui ont mis leur plume au service de la classe ouvrière et qui sont devenus communistes sans cesser de vivre en petits-bourgeois ? Mais non : c'est mal les connaître. Ces intellectuels ont ce qui nous manque : le réflexe de classe. Il ne peut s'agir évidemment que d'un réflexe conditionné, puisqu'ils sont bien rarement issus du prolétariat et puisqu'on s'arrange pour qu'ils ne le voient jamais. Mais chaque fois qu'ils apprennent qu'on a pendu un communiste innocent, comme Rajk, ou qu'on a tiré comme à Berlin-Est, comme à Poznan, comme à Budapest sur une foule ouvrière, ces informations déterminent chez eux une abondante sécrétion des glandes salivaires accompagnée du cri répété de « Lutte des classes ! Unité ! »

Dans *L'Humanité* du 30 novembre, je lis sous la plume de Laurent Casanova[26] des remarques qui paraissent d'abord plus pertinentes et qui sombrent tout à coup dans la paranoïa : « Toute analyse des événements qui néglige ou récuse l'existence et l'activité, dans les pays de démocratie populaire, de forces sociales hostiles aux transformations révolutionnaires, organisées et appuyées par l'impérialisme mondial qui en dispose pour des buts de subversion

interne et pour ses buts de guerre contre le camp socialiste, est une analyse incomplète. »

Je le suis et je l'approuve quand il parle de « forces sociales hostiles aux transformations révolutionnaires ». Et puis je lâche, brusquement découragé, quand il parle de « l'organisation des forces par l'impérialisme mondial ». D'abord « l'impérialisme mondial » je ne sais pas ce que c'est : à l'intérieur du bloc occidental, il y a *des* impérialismes qui s'opposent entre eux le plus souvent, témoin le « coup de Suez ». Si l'on veut dire : l'impérialisme américain, qu'on le dise, ce sera plus net. Mais cette pensée ne sait plus manier que les symboles, elle est aussi éloignée de la vérité que le P.C. hongrois l'était des masses. N'importe quel historien tenterait en pareil cas de déterminer quelles étaient ces forces contre-révolutionnaires, de quelle puissance elles disposaient, qui les avait organisées. Tout cela, M. Casanova le laisse dans l'ombre. De ces forces, je parlerai tout à l'heure. Quant à leur organisation, que sait-il ? Tout juste ce que nous savons : il y a l'amendement Kerstein et son « milliard des émigrés », il y a les appels de « Radio Europe libre », il y a le « National Committee for free Europa ». Ce sont des instruments de propagande ; leur origine est très diverse, divers aussi leurs buts et leur financement. Il existe à Munich une radio financée par le State Department qui s'adresse au peuple russe. Mais « Radio Europe libre », autant que j'en puis juger par les informations dont je dispose, est entretenue par les émigrés eux-mêmes[h] ; et dans cette officine les programmes sont si divers qu'on a entendu le poste polonais supplier la Pologne de « rester calme », dans ces mêmes jours d'octobre où le poste hongrois excitait Budapest à se soulever. Quant au « Comité extraordinaire pour l'envoi d'armes à la Hongrie », on l'évoquerait vainement : il s'est constitué *après* le soulèvement. Bien : de toute façon cette propagande est inexcusable, ses effets ont été désastreux. Mais ce n'est qu'une

propagande. Ignorez-vous que l'« impérialisme américain » a toujours hésité entre deux politiques : celle du « containment » et celle du « refoulement » ? Que ces deux politiques correspondent à des groupes de composition et d'intérêts divergents ? Que le « containment » l'a toujours emporté *en fait* ? Que cette incertitude de la politique américaine, tantôt encourageant, tantôt abandonnant les émigrés, a pour conséquence une très réelle paralysie de leurs services ? Que les émigrés mêmes sont rongés par des conflits intérieurs, par des luttes souvent impitoyables ? Pourquoi, si vous savez tout cela, nous représentez-vous l'impérialisme mondial comme une force sûre et indivisible qui va droit au but et réussit l'impossible ? Car enfin, je connais la propagande contre-révolutionnaire et j'admets volontiers qu'elle s'accompagne d'espionnage. Mais vous ne me ferez pas croire qu'on pouvait *en pleine terreur rakosiste* organiser et armer des commandos sur le territoire hongrois ; d'où venaient-elles, les armes ? Est-ce qu'on les parachutait ? C'était possible en France, sous l'Occupation, parce que le pays entier aidait la Résistance. Mais dans un pays aussi divisé que la Hongrie, c'est parfaitement invraisemblable. Quoi ? En douze ans, Rákosi n'a jamais entendu parler de la milice secrète ? Quand il a fait le procès de Rajk, il n'a pas saisi l'occasion pour dénoncer les fournitures parachutées[i] ? Et qui donc apprenait le maniement des armes modernes aux contre-révolutionnaires ? Où faisait-on l'exercice ? Dans les campagnes ? Mais c'est à Budapest que les troubles ont éclaté. Les commandos s'y étaient rendus déjà ? Nous reviendrons plus loin sur cette hypothèse. Je rappellerai seulement quelques faits : quand les Avos, aux abords du Parlement, commencèrent à tirer sur la foule, *elle était sans armes* et si nombreuse que les premiers rangs, coincés par la poussée des autres, durent essuyer le feu sans pouvoir s'enfuir ni se défendre. C'est à ce moment que des étudiants sont allés supplier dans leurs casernes les soldats

hongrois de venir à leur secours. Ceux-ci hésitaient encore ; ils rejoignirent les insurgés plus tard : mais, au bout d'un moment, les portes d'une caserne s'ouvrirent et quatre camions chargés d'armes se dirigèrent vers le Parlement. Où étaient-ils donc, les engins américains ? Et l'organisation, où était-elle ? Le P.C. français, égaré par la « guerre froide », pense tout en termes militaires : si des réactionnaires prennent part à une émeute, il les voit aussitôt casqués, avec des lance-flammes et des bazookas. Quand comprendra-t-il que ces interprétations ne relèvent pas du marxisme mais de la mythologie ? Quand comprendra-t-il qu'il faut recueillir les faits avant de les expliquer, que la méthode marxiste permet de déchiffrer l'expérience mais non de la supprimer ?

Pas tout de suite, c'est sûr. La suite du paragraphe, dans l'article de Casanova, plus théorique, m'a rempli de stupeur et fait désespérer du marxisme officiel. Elle commence assez bien : « Il faut tenir compte de deux facteurs essentiels : les fautes des partis, l'activité contre-révolutionnaire et les unir dans une analyse se plaçant dans la perspective de la lutte des classes. » Rien de mieux. Mais attendons un peu : « La démarche de pensée qui consisterait à ne voir qu'un côté de la question ou à établir entre ces facteurs un ordre hiérarchique est une démarche hasardeuse qui peut fausser toute l'analyse. » Pas d'ordre hiérarchique ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Nous apprécions les conditions d'un fait historique et, qui plus est, nous prétendons les *unir dans l'analyse*. Pourquoi faut-il renoncer à déterminer leur importance respective ? En mécanique, chaque force agit comme si elle était seule ; mais dans une perspective historique il faut envisager l'action réciproque des facteurs, étudier les modifications que chacun d'eux produit sur les autres : est-ce possible sans constater en chaque moment des polarisations, des regroupements, un jeu perpétuel de forces dominantes et de forces récessives, bref une hiérarchie

mouvante des conditionnements. Quand le marxisme dit d'une classe montante qu'elle est sujet de l'Histoire, est-ce qu'il n'établit pas une hiérarchie ? Quand *L'Humanité* félicite l'Armée Rouge d'avoir empêché la guerre mondiale, est-ce qu'elle n'établit pas une hiérarchie ? À quoi peut aboutir cette étrange décision d'adopter deux explications différentes et également incomplètes et de les développer parallèlement tout en prétendant les unir, sans jamais les comparer ni les mettre en contact ? À la négation pure et simple de toute dialectique. Aux forces réelles, on substitue les concepts isolés de l'entendement ; on présente en même temps deux abstractions – les « fautes » du gouvernement et les forces organisées par l'impérialisme mondial dans l'unique dessein de balancer la première par la seconde et de retrouver à la fin le schème classique : l'opportunisme de droite exagérera l'importance des fautes, le sectarisme, à gauche, mettra tout sur le compte de l'impérialisme.

Marx se serait moqué de ces ânes pompeux qui prennent la lutte des classes pour une Idée platonicienne ou qui la font intervenir comme un *Deus ex machina*. Même la connaissance des faits antérieurs et des structures de la société nouvelle – connaissance qui d'ailleurs fait totalement défaut à MM. Casanova et Fajon – ne peut qu'illuminer imparfaitement un processus qui a sa propre histoire et au cours duquel les rapports n'ont cessé d'évoluer. Ce qu'il faudrait montrer ce sont les contradictions réelles de l'insurrection hongroise et les relations mouvantes qui s'établissent entre les classes. Essayons.

Le fait le plus clair c'est que, jusqu'au 23 octobre, les revendications portaient essentiellement sur la démocratisation. Le nationalisme demeurait en retrait : les rakosistes[j] l'avaient exalté en paroles et humilié par tous leurs actes : ce traitement l'avait fortifié dans les cœurs. Mais il craignait peut-être de se montrer dans sa nudité : il fût alors apparu comme une terrible puissance négative ; la haine de

l'occupant l'eût emporté. Par bonheur, les revendications sociales lui permettaient de s'exprimer sans se découvrir ; il était le nerf et la condition première des réformes démocratiques : la Hongrie pouvait-elle chercher sa voie propre vers le socialisme sans qu'on lui rendît d'abord son entière souveraineté ? Les réclamations les plus concrètes et les plus immédiates débouchaient aussitôt sur l'exigence nationale : Comment élever le niveau de vie sans faire une nouvelle répartition des investissements, c'est-à-dire sans établir les plans de production avec le seul concours des experts hongrois ? Comment rendre aux syndicats leur véritable office si l'on fixait les normes d'autorité et en fonction des demandes russes ? Il apparaissait donc qu'on ne pouvait sauver le communisme en Hongrie sans reconsidérer entièrement les relations des Hongrois et des Russes.

C'est sur cette base sociale que s'appuyaient indistinctement tous ceux qui réclamaient la démocratisation. Cette unité dissimulait des divergences d'intérêts et de perspectives : pour l'opposition communiste, il s'agissait avant tout de retrouver le contact des masses : la souveraineté, pour souhaitable qu'elle fût, semblait le principal moyen de revaloriser et de poursuivre l'expérience ; pour la petite-bourgeoisie conservatrice[k], au contraire, le moyen c'était la démocratisation, la fin c'était l'indépendance nationale. D'autre part, les membres du P.C. souhaitaient desserrer l'étau rakosiste, rendre la vie au Parti, revenir « au léninisme », mais ils n'envisageaient pas un instant de modifier le système du Parti Unique. Par contre les sociaux-démocrates et les « petits propriétaires » ne concevaient la démocratie que comme un retour à la pluralité des partis[l]. Ces divergences ne s'arrêtaient pas là : parmi les membres des anciennes formations non communistes, certains, sûrs que le P.C. s'opposerait à toute consultation électorale, se fussent contentés d'une participation effective au gouvernement ; d'autres se réservaient d'exiger en temps

voulu le retour au système parlementaire. Ceux-ci devaient se diviser un peu plus tard sur une question dont l'urgence n'apparaissait pas encore : fallait-il reconstituer les seuls partis qui gouvernaient en 1945 ou devait-on tolérer la résurrection de factions plus anciennes et la naissance de formations nouvelles ? Dans le premier cas, on restreignait arbitrairement le principe *libéral* : dans le second, sous couleur de libéralisation totale, on risquait d'ouvrir la porte au fascisme. Mais, dans la confusion universelle de la première quinzaine d'octobre, ces attitudes n'étaient ni claires ni tranchées ; elles pouvaient coexister ou se succéder dans un même groupe, chez un même individu. Ce qu'elles avaient toutes de commun, c'était le refus de la dictature rakosiste et, en profondeur, la revendication nationale.

À l'Union des Écrivains, au Cercle Petöfi, le mouvement des intellectuels avait été surtout *critique* et *négatif* : il s'était cantonné dans une opposition de plus en plus violente, au lieu d'échafauder des projets positifs de gouvernement ; c'est que la situation exigeait *cette attitude* et nulle autre ; l'office des intellectuels était de représenter la négativité : il ne s'agissait pas de proposer à Rákosi d'apporter certaines améliorations au système ; il fallait découvrir ses crimes à tous, achever de le déconsidérer, le contraindre à démissionner. On sait qu'ils réussirent. Si leur critique eut une influence indéniable sur les masses ouvrières, ce fut précisément parce qu'elle était négative. Les événements de Pologne montrèrent la marche à suivre : on devait s'unir et porter au pouvoir, avant tout autre changement, des communistes nationaux qui pussent négocier avec l'U.R.S.S. Le pays entier réclamait Nagy. Ce communiste avait une belle partie à jouer : le programme, les méthodes, le rythme, la portée de la démocratisation, rien n'avait été défini ; pour l'instant, elle faisait l'objet de revendications puissantes et précises mais qu'il fallait évidemment ordonner dans la perspective des possibilités pratiques : l'écrivain qui

dénonçait le jdanovisme et l'ouvrier qui réclamait une élévation de son salaire réel contribuaient l'un et l'autre à déterminer le sens et le contenu de la démocratisation. Encore était-il nécessaire d'élaborer sur ces données une politique totale qui tînt compte à la fois des dispositions russes, des aspirations hongroises, de la situation économique et des menaces contre-révolutionnaires. C'est ce qui faisait la chance de M. Nagy : pour les Hongrois, la démocratisation devait se confondre, du moins à son début, avec l'action d'un gouvernement sincère qui disposerait d'une expérience politique, qui s'appuierait sur des experts et des techniciens et qui serait assez compétent pour envisager le problème dans sa totalité ; en prenant la tête du mouvement réformiste, en disant toute la vérité, en *dépassant* certaines revendications, en expliquant tout de suite au pays pourquoi d'autres demandes ne pouvaient être immédiatement satisfaites, le gouvernement Nagy pouvait accroître l'influence du P.C. et diminuer celle des sociaux-démocrates ; une *démocratisation* sincère et totale rendait la *libéralisation* impossible.

Dans la nuit du 23 au 24 tout bascule ; la démocratisation passe au second plan, l'agression soviétique provoque une explosion de nationalisme. Tous ces hommes, la veille encore, cherchaient à s'entendre sur un programme politique et social : ils se rejoignent au sein d'un Front Uni, spontanément constitué, dont la tâche immédiate est de combattre l'agresseur. L'intervention russe a resserré leurs liens, elle a fait cristalliser leur antisoviétisme latent, elle a brassé cette population en effervescence, elle lui a donné d'autres buts, essentiellement négatifs. Il ne faut voir en cette révolte ni une réaction aveugle et désordonnée ni un mouvement organisé à direction unique. Que M. Garaudy se rassure : il ne s'agit pas de spontanéité. Des années d'oppression ont forgé ces hommes et les liens réels qui les unissent. L'unité du Parti, de ses méthodes et de sa terreur a déterminé dans le

peuple – malgré les divergences d'intérêts – l'unité diffuse du refus. Il s'agissait de réactions identiques, inorganisées, mais non pas solitaires : nul n'avait besoin de parler pour savoir que son attitude personnelle était celle de tous. Chez nous, l'exploitation s'appuie sur des forces désintégratrices : il faut un effort constant pour maintenir l'unité. La dictature de Rákosi, par contre, en voulant réaliser l'intégration par la violence, a rapproché les travailleurs mais elle les a rapprochés *contre elle* ; en les unissant par de fausses relations qui masquaient leur dépendance, elle leur a fait prendre conscience de leurs vrais rapports. Ce rapport restait à mi-chemin entre l'unité réelle, qui suppose l'organisation d'une diversité et l'identité, simple coexistence de particules semblables qui s'ignorent : c'était, si l'on veut, la connaissance profonde mais ignorée d'une identité négative. C'est ce qui explique le caractère original de l'insurrection : elle est sporadique, confuse, nulle force souterraine, nulle direction clandestine ne l'a préparée ; mais ce désordre apparent couvre un ordre naissant : chaque groupe de combattants a conscience de représenter le peuple entier, précisément parce que sa réaction particulière est une particularisation de la réaction générale. Il n'a pas besoin, pour le savoir, de connaître en détail les épisodes de la bataille : pour chaque insurgé, ces combats dispersés sont déjà *nationaux*, ils contiennent la promesse et montrent la nécessité de l'unité insurrectionnelle. Chaque groupe se donne ses chefs ; au bout de peu de temps, des contacts s'établissent entre les responsables : quelques-uns d'entre eux acquièrent une influence considérable (le plus écouté est Maleter[27], un communiste). Mais l'insurrection demeurera jusqu'au bout une hydre à plusieurs têtes. Et il est vrai qu'un aventurier, tenté par le fascisme, occupe avec ses hommes – dont certains étaient communistes – l'immeuble de la *Szabad Nep*. Mais il s'en retire peu après sans avoir molesté les journalistes et, deux ou trois jours plus tard, à la première

conférence des unités insurrectionnelles, les chefs présents se désolidarisent de lui à l'unanimité moins une voix.

Les journaux communistes ont mentionné souvent la présence d'émigrés armés mais ils n'en ont donné aucune preuve. On parle vaguement d'armes américaines mais sans entrain. Et parmi les prisonniers ? Pas le moindre agent de l'étranger ? On avait mis la main, à Berlin, sur des Allemands venus de l'Ouest ; on avait publié leur photo, instruit leur procès. Rien de tel en Hongrie : comme ce serait commode, pourtant ! Mais quoi : le 23, l'Armée Rouge occupait la ville et la retranchait du monde ; elle la quitte le 30 et c'est pour l'encercler. La présence des troupes soviétiques n'empêche certes pas l'infiltration mais elle rend invraisemblable l'arrivée massive de renforts fascistes. Peter Fryer, le correspondant communiste du *Daily Worker*, fait état d'un renseignement donné par des communistes autrichiens et selon lequel, avant le 4 novembre, 2 000 émigrés armés et entraînés par les Américains seraient entrés en Hongrie. Ces communistes étaient-ils bien informés ? Par quels témoins ? On l'ignore. Et si je rapporte le fait c'est en considération de la personnalité de Fryer, qui a écrit, comme on le sait, des articles refusés pour excès de bonne foi. En tout cas, c'est la seule indication digne d'examen que nous possédions. Et, même si l'on veut bien la retenir, on observera que 2 000 émigrés, même en armes, sont incapables de changer par eux-mêmes le cours d'une révolution. Au reste, puisque nous en sommes aux informations incontrôlables, je dois signaler, d'après le correspondant du *New Statesman*, dont la réputation d'honnêteté n'est plus à faire, que, jusqu'au 4 novembre, les postes de frontière aux mains des insurgés refoulaient tous les émigrés qui prétendaient rentrer en Hongrie, en particulier Ferenc Nagy, le chef de l'émigration. On a dit qu'il y avait eu des *commandos*. Des observateurs communistes m'ont confirmé qu'on le disait à Budapest. On le disait parce qu'on l'avait entendu

dire. Mais ces mêmes observateurs ont parcouru la ville dans tous les sens, du 24 octobre au 3 novembre, sans jamais en rencontrer ni rencontrer quelqu'un qui eût pu les voir à l'œuvre. Rappelons-nous ces « brigands » qu'on voyait partout au temps de notre Révolution et qui n'étaient nulle part. Pour beaucoup de Hongrois – surtout à gauche – le souvenir de 1919 et de la terreur blanche ne s'était pas effacé. Ils ont cru revivre leur passé. Et même s'ils existaient, ces commandos, mettaient-ils la Démocratie en danger ? Pensons plutôt aux autres, à l'immense majorité des insurgés, ouvriers, étudiants, soldats, petits-bourgeois : nul n'ose plus aujourd'hui les appeler fascistes, *même* M. Waldeck Rochet. M. Stil note dédaigneusement l'extrême jeunesse des combattants (des zazous, en quelque sorte) : ce mépris sied à merveille au représentant d'un appareil sclérosé qui n'arrive même plus à recruter parmi les jeunes gens et dont la moyenne d'âge s'élève d'année en année. Mais sa remarque se retourne contre lui : en 1945, dans cette Hongrie divisée, ravagée, accablée par des années de fascisme, sur qui donc le régime pouvait-il compter sinon sur la jeunesse qu'il allait former ? Il a eu douze ans pour se l'attacher et le seul résultat de ses efforts, c'est que les jeunes sont les plus acharnés à l'abattre. Comme il a fallu que leurs maîtres fussent pédants et scolastiques ! L'enseignement du marxisme, comme il a fallu qu'il fût simpliste et sot ! Parmi les étudiants, il y a ceux que Staline a dégoûtés de Marx : ceux-là, privés de tout contact avec la culture occidentale, n'ont pas d'idéologie de rechange ; ils se tournent vers leur littérature nationale qui fut toujours politique et qui reflète depuis plus de cent ans l'aspiration du peuple à l'indépendance. Nul doute qu'ils ne soient nationalistes et *seulement* nationalistes ; certains sont demeurés *à gauche* mais leur haine du despotisme bureaucratique s'étend aux principes dont se réclament leurs tyrans : ils veulent avant tout *des libertés*, celle de parler et d'exprimer leur pensée, celle de critiquer, celle d'être

informés, celle de se réunir à leur gré. Ces revendications entièrement légitimes, ils ne croient malheureusement pas pouvoir les appuyer sur un marxisme dont on ne leur a montré que l'aspect autoritaire ; aussi déterminent-elles en eux, comme chez certains écrivains, un retour inconscient à une manière d'anarchisme[m]. Nul doute que cette tendance ne puisse être dangereuse mais à long terme : elle portait à l'indiscipline beaucoup plus qu'au fascisme ; et cette indiscipline, tant qu'ont duré les combats, s'effaçait devant la discipline volontaire des combattants. Et puis il y avait les autres – les meilleurs peut-être –, ceux à qui le catéchisme étriqué des staliniens n'avait pas pu cacher les immenses possibilités du marxisme. Ceux-là se battaient pour sauver la culture.

Sous le nom de rakosisme, c'est le socialisme que combattent beaucoup de petits-bourgeois, consciemment ou non. Mais ils ne sont pas très nombreux parmi les insurgés et puis ce serait une grave erreur – M. Casanova, j'en suis sûr, ne la fera pas – de confondre avec eux les membres de l'appareil, les cadres, qui vivaient bourgeoisement et dont certains, pourtant, ont pris les armes. Et surtout, l'indéniable vérité c'est que les ouvriers formaient la majorité des combattants. D'après les déclarations d'un syndicaliste hongrois que les dirigeants de la C.G.T. ont rencontré à Prague, il semble que les travailleurs des faubourgs industriels n'aient pas été armés d'abord. Cela s'explique : l'insurrection a éclaté au centre de Budapest ; j'ai dit que les premières livraisons d'armes ont été faites en hâte par les casernes à la foule : il y avait de tout, dans cette foule, des ouvriers, mais aussi, mais surtout des étudiants et des petits-bourgeois. Ces premières fournitures ont vite épuisé les stocks les plus accessibles et, pendant quelques heures ou quelques jours, le personnel des grandes usines a dû rester les mains vides. Mais il est prouvé aujourd'hui que Nagy entreprit d'armer systématiquement le prolétariat – probablement par l'intermédiaire des

syndicats – pour opposer des forces authentiquement révolutionnaires à un retour éventuel de la réaction. On ne contestera pas, sans doute, le témoignage du maréchal Joukov qui disait, le 30 octobre : « J'estime que le fait de donner des armes aux ouvriers prouve que le nouveau gouvernement hongrois s'appuie effectivement sur la classe ouvrière. » Malheureusement pour lui, la classe ouvrière s'est servie de ces armes pour défendre le peuple hongrois contre les soldats soviétiques : c'est à Csepel, *chez les ouvriers*, que la bataille a fait rage ; c'est là qu'elle a duré le plus longtemps. Que penserait-on, chez nous, d'une insurrection qui se développerait surtout dans la « ceinture rouge » de Paris ? Oserait-on l'appeler fasciste ? C'est ici qu'on nous fait le coup de la spontanéité : Vous savez bien, dit M. Garaudy, qu'on ne peut abandonner le prolétariat à ses réactions spontanées. Cela est fort juste si l'on entend par là que le mouvement ouvrier doit se déterminer chaque jour à travers une dialectique serrée qui oppose les cadres et les masses pour mieux les unir ; que ceux-là, par l'éducation, l'explication sincère et l'agitation, doivent lutter contre les dangers de l'extérieur ; que celles-ci, dès qu'elles se sont mises en marche, dépassent leurs dirigeants et les entraînent en radicalisant d'elles-mêmes les revendications. Mais cela ne signifie plus rien si l'on veut dire qu'un gouvernement socialiste a le droit de réprimer par la force l'insurrection d'un prolétariat qu'il a réduit au désespoir. Car, enfin, si nous abandonnons les mythes et les symboles, que voulait dire Lénine lorsqu'il parlait de spontanéité ? Ceci, tout simplement, que différents facteurs – entre lesquels nous pouvons signaler la condition même de l'ouvrier, la crainte d'une répression sanglante, la propagande idéologique de la bourgeoisie, les forces de massification – conduisent *en pays capitaliste* le travailleur sans éducation politique à placer son espoir dans le réformisme[n]. Quel sens la théorie conserve-t-elle quand elle prétend s'appliquer à la révolution armée d'un prolétariat en pays socialiste ? Marx explique que la force

révolutionnaire de l'ouvrier dans les sociétés bourgeoises « naît de la contradiction entre sa *nature* humaine et son existence vitale qui est la négation manifeste, décisive et totale de cette nature ». Malgré la forme socialiste de la société hongroise, personne ne songe à nier que cette contradiction y subsistât ; d'ailleurs on en trouvera la preuve dans les témoignages qui suivent cet article. Que vient faire ici la spontanéité ? Elle devrait, en pays socialiste, incliner *à plus forte raison* le prolétariat au réformisme[o]. Ce n'est donc pas elle qui pousse les masses à l'insurrection armée, *c'est le besoin.* J'ai bien peur qu'on ne cherche à couvrir du nom de spontanéité une des contradictions majeures qui ont donné naissance au système stalinien : la contradiction du besoin et du plan. Nous y reviendrons. Certes la composition du prolétariat hongrois est loin d'être homogène : Sur 1 600 000 ouvriers, un peu plus du tiers a été drainé par la surindustrialisation des années 1950. Pour mesurer la rapidité incroyable de ce bouleversement démographique, rappelons que Budapest passe *en six ans* – 1948-1954 – de 1 058 288 habitants à 1 700 000. Ces nouveaux venus, déconcertés par la brutalité des méthodes, par la rapidité des changements[p], ont sûrement gardé, dans une mesure variable, leur mentalité paysanne. Peut-être certains d'entre eux, livrés à leur « spontanéité », c'est-à-dire à leurs routines villageoises, se fussent laissé tenter par l'aventure politique : mais ils étaient solidement encadrés par des travailleurs plus âgés, qui avaient connu la dictature Horthy et qui disposaient de véritables traditions révolutionnaires. À ces combattants éprouvés se joignent les jeunes gens qui sont venus à l'industrie immédiatement après la guerre, entre 1945 et 1948 ; à cette époque l'exode rural était plus lent, les normes de travail moins élevées, les transformations moins brusques : ils se sont intégrés sans peine à la classe ouvrière. Il est vrai que le noyau le plus combatif du prolétariat, avant 1939, était social-démocrate et que le P.C. n'existait pratiquement pas. Mais n'allons pas

songer à nos Guy Mollet : le Parti, au contraire du nôtre, représentait le prolétariat et non la petite-bourgeoisie ; il s'agit de socialistes *durs* formés par une lutte dangereuse et pénible contre un gouvernement de dictature. En dépit de sa disparition officielle, l'influence de la social-démocratie s'est conservée et l'imbécillité criminelle du régime rakosiste l'a renforcée ; malgré la tyrannie bureaucratique, la pénurie de main-d'œuvre, effet de l'industrialisation accélérée, neutralisait la dictature bureaucratique : mal nourris, mal logés, surmenés, épiés, les ouvriers, malgré leur mutisme, connaissaient leur poids, ils prenaient conscience de leur importance véritable. Accablés par les mensonges dégradants de la propagande, par l'inquisition policière, ils se sentaient revalorisés par le besoin extrême qu'on avait d'eux. Ainsi les contradictions du régime fortifiaient leur courage et leur sentiment de classe. Ils ont pris les armes pour renverser une tyrannie qui conduisait le pays à la ruine mais jamais – qu'ils fussent communistes ou sociaux-démocrates – ils n'ont remis en cause la socialisation de l'industrie : ils avaient accepté longtemps de se sacrifier à la Hongrie socialiste ; ils se sont révoltés quand ils ont vu que ces sacrifices inutiles n'empêchaient ni le dépérissement de la nation ni la liquidation – proche ou lointaine – des bases socialistes. Quoi qu'on puisse penser du soulèvement de Budapest et de ce qui en eût résulté sans l'intervention du 4 novembre, on ne saurait trop insister sur le fait capital qui le caractérise : les ouvriers étaient en armes, ils ne voulaient pas – quelle folie les y eût poussés ? – restituer les fabriques aux capitalistes mais, comme l'événement l'a prouvé, s'assurer le contrôle de l'industrie en élisant des comités d'entreprise et des conseils ouvriers. Ces conseils ouvriers qui se sont constitués dès les premiers jours de l'insurrection, qui n'ont jamais cessé de fonctionner, qui fonctionnent encore, ce sont eux qui ont transformé la résistance armée en grève générale, ce sont eux qui ont su, dans plusieurs villes de province, venir à bout de

troubles réactionnaires, ce sont eux qui ont contraint Kadar à négocier avec eux : après l'écrasement de la révolte, la seule force vivante, à la fois socialiste et nationale, qui s'oppose aux Russes et à la reconstitution de la bureaucratie, ce sont eux ; qui donc oserait nier qu'ils représentent un passé positif pour le socialisme hongrois ? En particulier, je voudrais demander aux communistes qui hésitent encore, si cette grève prolongée en dépit de la terreur et des arrestations massives, si ces négociations sans cesse rompues, sans cesse reprises, dont Radio-Budapest nous informe chaque jour ne sont pas de nature à jeter un doute sérieux sur le caractère contre-révolutionnaire de la résistance hongroise ? Les journaux soviétiques prétendent que l'Armée Rouge est intervenue contre les insurgés, aux côtés des travailleurs ; les ouvriers leur infligent un humiliant démenti : leur grève et le maintien de leurs revendications prouvent qu'ils ont été et qu'ils demeurent *avec* les insurgés et contre l'Armée Rouge. Cette révolution écrasée, quels qu'en aient été les risques et les fautes, la classe ouvrière de Hongrie l'assume et s'en fait l'héritière, la gardienne. Qui donc, quand les Russes eux-mêmes sont contraints d'admettre les négociations de Budapest, qui, parmi les dirigeants du Parti communiste français, osera récuser le témoignage d'un prolétariat tout entier[q] ?

Pourtant, du 23 octobre au 1er novembre, le glissement à droite est indéniable ; la situation se détériore. Encore faut-il préciser : ce changement n'a pas pour cause la brusque apparition de démons fascistes surgis on ne sait d'où ; c'est une suite de déséquilibres à l'intérieur du mouvement insurrectionnel, une sorte de métabolisme intérieur qui tend à modifier la structure des groupes et les rapports de force entre les combattants.

La raison principale de cette évolution, il faut la chercher dans les conditions de la première intervention russe. La bureaucratie

hongroise avait depuis longtemps perdu son crédit auprès des masses, le Parti communiste était suspect. Mais, malgré huit ans de tyrannie, d'erreurs monstrueuses ou grotesques, de crimes, les chances d'un communisme national et démocratique restaient intactes. Les masses sont réalistes : au début d'un mouvement de grève ou d'une révolution, elles revendiquent le *minimum*, une amélioration presque insensible de leur condition ; il eût semblé inopportun et ridicule, même aux ouvriers sociaux-démocrates, de réclamer la liquidation du P.C. : on savait bien que les Soviétiques n'auraient confiance qu'en un gouvernement communiste et qu'un gouvernement communiste, seul, pourrait négocier avec eux. Le 23, quelques heures avant l'insurrection, toute la population de Budapest était dans la rue ; mais on oublie trop souvent que la manifestation initiale avait eu lieu en l'honneur de la Pologne : les événements de Varsovie, la victoire polonaise du 18 octobre avaient profondément ému les Hongrois ; peut-être certains d'entre eux fêtaient-ils Gomulka *malgré* son appartenance au P.C., mais, qu'ils le voulussent ou non, leurs hommages s'adressaient à un communiste. Cette fête immense est la preuve que les masses demandaient un « gomulkisme » hongrois : rien de plus, rien de moins. En outre, la social-démocratie était pratiquement désarmée : c'était, pour les ouvriers, une tradition de lutte, un mode de vie ; opposition inorganisée, elle profitait depuis quelques années du mécontentement populaire, mais ses frontières étaient mouvantes, beaucoup d'ouvriers étaient communistes et sociaux-démocrates à la fois ; et puis, surtout, elle était incapable de présenter un programme constructif : marxiste, elle était d'accord avec le P.C. pour défendre les bases du socialisme et d'accord avec l'opposition communiste pour réclamer la démocratisation. Si Nagy, rappelé le 15 octobre – et peut-être même le 23 –, eût pris des mesures immédiates pour relever le niveau de vie, pour stabiliser les normes et

pour doter les travailleurs d'organes vraiment défensifs, s'il eût déclaré sa volonté de réorganiser l'économie nationale, s'il eût, comme Gomulka, révélé sans réserves l'étendue des désastres et donné les lignes générales d'un plan de reconstruction, s'il eût annoncé enfin qu'il entamait sur l'heure des négociations avec les Soviétiques, il eût porté un coup terrible à l'opposition social-démocrate en lui ôtant jusqu'à sa raison d'être. En un mot, tout pouvait être sauvé, et d'abord le Parti communiste lui-même.

Mais c'était Geroe qui gouvernait. En réclamant l'intervention des Russes, par obstination d'imbécile plus encore que par lâcheté, il a d'un seul coup disqualifié le P.C. ; la première mitraillade en a fait irrémédiablement le parti de l'étranger. C'était faux : un grand nombre de militants, mélangés à la foule, approuvaient sans réserves les manifestants ; des communistes hongrois sont tombés sous les balles des communistes russes ; cette folie criminelle n'était qu'un sursaut du stalinisme agonisant. Mais tout s'est passé pour la foule – et, le lendemain, pour le pays entier – comme si le P.C. avait révélé son vrai visage ; les insurgés n'ont voulu voir en lui que l'instrument féroce de l'oppression soviétique. À l'instant, le nationalisme s'est soudé à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme. L'opposition communiste a pourtant rallié l'insurrection ; on a fait bon accueil à ses membres, certains ont pris de l'influence sur leurs camarades : mais ils se sont fait écouter *à titre* d'insurgés et *malgré* leur appartenance au P.C. Nagy lui-même était déconsidéré : on l'avait appelé quand tout était perdu et il avait commis la faute d'accepter le pouvoir sans poser de conditions. Surtout, on lui avait attribué d'abord la responsabilité de l'appel aux Soviétiques. Il a démenti. Et, de toute manière, il est vrai qu'il n'a pas lancé d'appel *en tant* que chef du gouvernement hongrois. Mais, disaient les insurgés, Geroe a fait approuver sa décision criminelle par le Comité central et il a recueilli l'unanimité des suffrages : or, Nagy

était présent. À quoi ses rares partisans répondaient : il assistait à la séance du Comité central parce qu'on l'avait convoqué, mais il n'en était pas encore membre, et c'est beaucoup plus tard qu'on a procédé à son élection. Peut-être a-t-on voulu le compromettre : en ce cas, la manœuvre a réussi. Il faut ajouter qu'il était, les premiers jours, pratiquement prisonnier d'un Comité central où les rakosistes étaient majoritaires : c'est ce qui explique qu'il ait d'abord[r] – mollement – désapprouvé l'insurrection au lieu d'en prendre la tête et de lui donner un programme qui eût permis de la canaliser. Cette attitude ambiguë lui a fait perdre un moment sa popularité ; quand il se libéra, il était trop tard ; ce gouvernement trop longtemps réclamé, souillé par un massacre dont il était innocent, déplaisait aux Soviétiques sans plaire aux insurgés. Ceux-là lui reprochaient de céder à la pression populaire ; ceux-ci de promettre ce qu'on ne lui permettrait pas de tenir. On voit la contradiction : il fallait un gouvernement communiste pour entreprendre la démocratisation avec le consentement des Russes et pour la pousser jusqu'au bout sans abandonner les principes du marxisme ; le seul gouvernement possible était donc celui de Nagy ; mais, dès la nuit du 23 au 24, Geroe avait sapé son autorité. La disqualification provisoire de Nagy mettait les insurgés en face d'un fait inattendu : la vacance du pouvoir. En même temps, les obus soviétiques faisaient éclater le marxisme et cette liquidation brutale de l'idéologie dominante laissait l'insurrection sans programme et sans recours. Unis dans la lutte nationale, ils n'avaient pas encore trouvé de dénominateur commun pour leurs revendications ; aucun jugement politique ne venait éclairer leur lutte ; l'insurrection se *faisait* sans se *connaître*. À l'ouest du pays, il semblait que les forces réactionnaires dussent triompher ; partout ailleurs la majorité voulait protéger les conquêtes sociales. Mais l'incertitude idéologique risquait à chaque instant de briser le front des insurgés et de les jeter les uns contre les autres. Dans

certains quartiers de Budapest, des ouvriers en armes se disposaient à se battre à la fois contre les Soviétiques, contre les Avos et contre les groupes armés qui voudraient remettre en question les nationalisations. Les rapports des syndicats – organes de la dictature rakosiste – et des conseils ouvriers n'étaient pas non plus définis. Dans les syndicats mêmes, les adversaires du système entraient en lutte avec la majorité bureaucratique. Le syndicaliste dont j'ai parlé plus haut résumait cela d'une seule phrase : « Tout le monde était contre tout le monde. » Cette situation ne pouvait durer : il fallait à tout prix surmonter les divergences. C'est ce qui transforma chez certains la volonté de *démocratisation* en exigence de *libéralisation*. Les seuls qui pouvaient, en effet, se substituer aux communistes, c'étaient les sociaux-démocrates ; mais il fallait d'abord qu'ils fussent reconnus comme parti. Et comment réclamer *pour eux* la reconstitution des partis sans la demander en même temps pour toutes les formations dissoutes dont les anciens membres luttaient à leurs côtés, en particulier pour le Parti des Petits Propriétaires. Mais, avec ce Parti, dont le nom même est un programme, c'en était fait de la socialisation agricole que les paysans, d'ailleurs, avaient entrepris déjà de liquider. Et comment empêcher l'apparition ou la réapparition des autres forces politiques ? Les catholiques, qui, déjà, avaient libéré le cardinal Mindszenty, pouvait-on leur défendre de se grouper ? Au nom de quoi, puisque, dans cette confusion extrême où des marxistes luttaient contre des marxistes, les principes du marxisme étaient abandonnés ? Et les ex-petits commerçants, les artisans nombreux encore, qui ne s'étaient jamais ralliés au régime ? On pouvait bien les tenir pour des ennemis de classe : cela n'empêchait pas qu'ils payassent de leur sang le droit d'exprimer leur opinion. La lutte des classes cède le pas – comme il arrive souvent dans les guerres de libération – au combat contre l'étranger ; du moment qu'il a pris les armes, tout Hongrois reçoit

tacitement des autres insurgés le droit de faire valoir son point de vue, immédiatement et plus tard, après la victoire. Et ces hommes aux intérêts divergents, parfois même opposés, ne resteront unis dans la bataille que s'ils s'entendent pour réclamer une consultation électorale : seules, des élections peuvent instaurer et garantir une compétition pacifique entre leurs représentants.

Le rakosisme n'était ni une dictature fasciste ni une quelconque tyrannie : il représentait malgré tout la socialisation ; simplement, il la représentait mal, ce qui est pire que de ne pas la représenter du tout. Le suicide de ce monstre devait laisser un vide irremplaçable. Par la violence, par la terreur, il avait intégré toutes les classes au régime : l'insurrection devait se présenter nécessairement comme une désintégration ; des forces masquées ou longtemps contenues devaient nécessairement reparaître : privés d'arbitre par l'éclatement du P.C., les insurgés glissèrent vers la droite pour maintenir l'unité de leur combat ; les exigences immédiates de la lutte leur imposèrent de réclamer un retour au régime parlementaire. Au matin du 30 octobre, la situation est tout à fait paradoxale : il y a encore un gouvernement. Mais l'U.R.S.S., déjà, lui refuse sa confiance. Quant aux insurgés, ils le considèrent comme une puissance abstraite dont l'unique office est de valider leurs revendications. Sous leur pression, Nagy remanie sans cesse son ministère pour qu'il soit à l'image des groupes insurrectionnels ; mais, du même coup, il perd toute raison d'être, car il n'est vraiment ni l'adversaire des insurgés ni leur émanation. Ainsi, toujours débordé, toujours en retard d'une heure ou d'un jour, ce gouvernement se fait prendre de vitesse, il est à la remorque de l'insurrection. À chaque nouvelle concession, les dirigeants soviétiques sentent leur méfiance se renforcer : ils tiennent Nagy pour un traître. En fait, c'est un communiste sincère que le cours des événements est en train de *décommuniser*. Un chef communiste, en effet, s'appuie sur

un Parti structuré qui, en théorie du moins, assure les liaisons avec la masse. Mais le Parti s'est volatilisé. Le Comité central se cache, les militants font le coup de feu au milieu des insurgés ; quand ils négocient avec Nagy, les représentants des groupes insurrectionnels ne s'adressent jamais au communiste, mais au chef nationaliste d'un gouvernement de transition. C'est toute l'infortune de cet homme bon et sincère : subjectivement, il reste fidèle à son parti ; objectivement, tout se passe comme s'il en avait démissionné. Du coup, les masses, après avoir voulu la liberté au sein du régime, réclament celle de se donner le régime qui leur plaît.

Donc, il est exact que l'insurrection tournait à droite ; cela ne veut pas dire que les éléments de droite y prissent le dessus mais que la lutte contre l'étranger créait d'elle-même les conditions qui leur permettraient un jour de s'emparer du pouvoir. Les libres élections – irréprochables dans leur principe – pouvaient ramener une majorité de « petits propriétaires » au nouveau Parlement[s].

C'est également le suicide du P.C. qui a changé la nature de l'exigence nationale. Certes, le combat des insurgés contre les troupes soviétiques ne pouvait avoir qu'une signification : ils réclamaient le départ de l'Armée Rouge ; ce départ lui-même devait inaugurer une phase nouvelle dans les rapports de la Hongrie et de l'U.R.S.S. Mais la *neutralisation* n'est qu'une forme très particulière du retour à la souveraineté. Il y en a d'autres plus positives, plus fructueuses : par exemple, une alliance proclamant à la fois l'indépendance des pays signataires et la communauté de leurs intérêts, ce qui signifie qu'ils reconsidéreront ensemble et dans l'égalité leurs relations économiques, politiques et militaires. Quand le Parti gouvernait, bien des gens lui reprochaient d'obéir servilement à l'U.R.S.S. : précisément pour cela, ce même Parti, rénové, démocratisé, avec des dirigeants neufs et nationaux, pouvait servir d'intermédiaire réel et efficace entre

le peuple hongrois et le gouvernement soviétique. Dans toutes les démocraties populaires, en effet, communisme et nationalisme sont en contradiction profonde ; le communiste national est un homme qui a vécu cette contradiction, qui s'est forgé par elle et qui cherche à la dépasser sans abandonner aucun des deux termes. Par cette raison, Gomulka a sauvé la Pologne sans rompre avec l'U.R.S.S. Par cette raison aussi, la disqualification et l'effondrement du P.C. hongrois devaient briser tout rapport concret entre les deux nations et détruire tous les organismes de médiation : ce Parti, en effet, lorsqu'il était dictatorial, coiffait et dirigeait lui-même, sous le contrôle de l'U.R.S.S., toutes les entreprises mixtes – qu'elles fussent économiques ou culturelles. La criminelle folie de Geroe avait pour effet de fermer la porte à toutes les solutions négociées que l'U.R.S.S. pût accepter en supprimant les organes et les corps constitués qui jouissaient de sa confiance : Nagy, décommunisé de fait, ne représentait le Parti ni aux yeux des Russes ni à ceux des insurgés. Entre la Hongrie et la Russie, il n'y avait plus qu'un rapport : le combat ; le moyen terme faisait défaut. Des insurgés, des Russes : c'est tout ; les premiers ne pouvaient concevoir l'indépendance que sous sa forme la plus immédiate, c'est-à-dire, avant tout, comme le départ des seconds. Et la neutralisation ne faisait que refléter cette exigence : coupés les liens, que pouvaient réclamer les Hongrois sinon la coexistence sous son aspect le plus élémentaire et le plus négatif, c'est-à-dire, en somme, la pure et simple juxtaposition ? Il va de soi qu'ils croyaient sincèrement apaiser les inquiétudes des dirigeants soviétiques en s'engageant à soutenir les mêmes rapports ou la même absence de rapports avec leurs voisins de l'Occident. Le neutralisme, en lui-même, ne peut pas être considéré comme une attitude de droite, et l'U.R.S.S., en d'autres lieux, s'y est montrée favorable. Mais elle l'a favorisé dans la mesure même où il affaiblissait le bloc ennemi. La neutralité en Hongrie, n'était-ce pas la

compétition économique, *sur la terre hongroise*, de l'Est et de l'Occident ; n'était-ce pas, à brève échéance, peut-être, la victoire des U.S.A. et, qui sait, le retour du capitalisme ? Voilà, du moins, ce que les Soviétiques craignaient très sincèrement.

Tel était le bilan dans les derniers jours d'octobre : l'autodestruction du P.C. imposait un programme négatif à l'insurrection. Et ce programme négatif – élections libres, neutralisation – pouvait, s'il était accepté, ramener la Hongrie dans le bloc de l'Ouest. On ment quand on prétend expliquer le glissement à droite par une invasion d'émigrés ou par la brusque réapparition des contre-révolutionnaires qui se cachaient dans le pays. C'est très exactement le contraire : si quelques éléments réactionnaires ont pu, çà et là, se faire écouter, c'est que la brusque volatilisation du P.C. rendait ce glissement inévitable, en dépit des insurgés eux-mêmes.

Il faut ajouter que le départ des troupes russes provoqua, à partir du 31, une brusque décompression – explosion de joie, de haine et de violence – qui poussa la foule à lyncher les Avos et, vraisemblablement, quelques communistes[t]. En même temps, le cardinal Mindszenty parlait à la radio. Ses déclarations donnaient à penser qu'il se considérait comme l'inspirateur, sinon comme le chef des forces réactionnaires.

La situation du socialisme et de la démocratie était-elle désespérée ? C'est ce qu'on voudrait nous faire croire. Mais regardons-y mieux. Ces lynchages, d'accord, ils sont atroces. Mais on se moque de nous quand on veut nous fasciner sur eux et leur donner une signification politique. Il ne faut tout de même pas oublier que le rakosisme était un régime policier et que les Avos, aussi bien par les communistes que par les « réactionnaires », s'étaient fait détester[u]. Mais *surtout* on veut nous masquer un fait capital : c'est qu'ils ont, dans la nuit du 23 au 24, donné le signal de la tuerie. Bien souvent, les soldats russes hésitaient, quelquefois ils fraternisaient avec la population ; les Avos n'hésitaient

pas ; ils prenaient leur temps, visaient soigneusement et tiraient. C'est cela que la foule ne leur a pas pardonné : Hongrois, ils avaient ouvert le feu sur des Hongrois désarmés. Il fallait les juger : d'accord. Mais l'Histoire offre mille exemples de ces lynchages : ils sont l'effet d'une haine recuite et d'une peur qui se change en agressivité ; c'est la paralysie des pouvoirs qui les rend possibles. Aujourd'hui, on veut attribuer aux commandos horthystes la responsabilité de ces exécutions sommaires. Autrefois, les Girondins ont voulu faire croire que les Massacres de Septembre avaient été organisés : par Marat, disent les uns, ou par Robespierre. Et d'autres : par Danton. D'autres encore : par la Commune de Paris. Les historiens d'aujourd'hui sont d'accord pour considérer qu'il s'est agi d'un mouvement collectif. Immobilisées par une réciprocité de méfiance et de haine, la Législative et la Commune n'ont d'autre responsabilité que de n'avoir pu l'empêcher. À Budapest, Nagy était impuissant ; les insurgés répugnèrent, au début, à s'opposer au peuple : pouvaient-ils, à leur tour, ouvrir le feu sur lui ; ils n'avaient d'autre moyen que de gagner sa confiance, mais cela demandait du temps. Cette action lente mais ferme porta ses fruits : dès que les comités insurrectionnels eurent pris la chose en main, le nombre des lynchages décrut ; le samedi 3 – la veille de l'agression soviétique –, tout était rentré dans l'ordre. Quant au cardinal Mindszenty, la presse stalinienne en fait son loup-garou. Mais il ne suffit pas de reproduire les paroles d'un vieillard usé par la souffrance et buté sur ses rancunes pour nous découvrir derrière lui une armée de fascistes prête à l'action. Sur quelles forces s'appuyait-il ou croyait-il s'appuyer ? On l'avait retranché du monde pendant huit ans, puis, brusquement, délivré : pouvons-nous croire qu'il eût une idée claire de la situation ? Entre cette voix sourde qui se traînait sur les ondes et les tueries qui se poursuivaient dans les égouts, la presse communiste a voulu voir une relation profonde. Ceux qui l'ont cru, c'est par passion ;

seule la paranoïa stalinienne les empêche de voir la vérité : c'est que ce vieux prêtre isolé et ces chasseurs de têtes sont séparés par un vide immense. L'évolution du soulèvement hongrois ne dépendait ni des uns ni des autres. Je sais : l'influence de l'Église est profonde : plus tard, au temps des élections, qui sait si Mindszenty n'eût pas cautionné le parti des contre-révolutionnaires ? Oui, qui sait ? Mais qui sait si son intransigeance n'eût pas inquiété Rome et détourné de lui la plupart des croyants ? Sur ce point, nul ne peut décider ; ni chez nous, avec les maigres informations dont nous disposons, ni même à Budapest où la partie n'était pas jouée.

À la veille de la seconde agression, en effet, le samedi 31 octobre, les éléments positifs étaient nombreux. La presse bourgeoise et *L'Humanité* sont d'accord pour les escamoter : celle-ci parce qu'elle tient à sa « Saint-Barthélemy des Patriotes », celle-là parce qu'elle veut voir dans le drame hongrois l'admirable sursaut du libéralisme étouffé. Il est donc nécessaire de les souligner.

Tous les pays d'Europe centrale n'ont pas la même structure : ils traversent tous une passe difficile mais ils ne connaissent pas les mêmes difficultés. Après 1945, le gouvernement tchèque, par exemple, s'est trouvé devant un grave problème : les progrès de l'industrie, entre les deux guerres, avaient considérablement développé les classes improductives ; il fallait les intégrer à la société nouvelle, les résorber peu à peu : je ne crois pas qu'on y soit tout à fait parvenu ni que cette bourgeoisie se soit jamais ralliée au régime ; elle est instruite, capable, on peut la craindre : elle risquerait d'escamoter à son profit une insurrection nationale contre les dirigeants communistes ou de la transformer en guerre civile ; il est vrai que, là-bas, le prolétariat est très fort, lui aussi. De toute façon, à Prague, les événements prendraient une autre tournure, même s'ils commençaient comme à Budapest. C'est que la bourgeoisie hongroise d'avant-guerre n'était guère

développée : loin de constituer la force sociale prépondérante, c'est à peine si nous pouvons la compter parmi les classes *dirigeantes*. Les *compradores* terrorisés par les grands propriétaires n'avaient pas osé faire leur « révolution bourgeoise » ni doter le pays d'une industrie nationale ; par contre, ils favorisaient le développement d'entreprises étrangères ; la Hongrie se trouvait aux mains des grands propriétaires fonciers, ses ressources naturelles étaient exploitées par des pays fortement industrialisés : c'est à bon droit que Fejtö l'appelle « nation semi-coloniale ». Le « tertiaire » ne s'y est jamais développé ; l'hostilité d'une grande bourgeoisie nationale s'appuyant sur les classes moyennes qu'elle a développées, une pléthore de grands commis et d'administrateurs qui, bien que salariés, sont entièrement dévoués au capital : voilà le pire danger que peut rencontrer, à ses débuts, un jeune État socialiste[v]. À l'État hongrois, ce péril était d'avance épargné. La grande bourgeoisie a toujours été faible et cosmopolite : l'émigration et les purges eurent raison d'elle, elle a tout à fait disparu ; il n'était pas à craindre qu'elle ne s'emparât des leviers de commande ni qu'elle ne déviât l'insurrection. La petite-bourgeoisie hongroise, composée de commerçants et d'artisans, présente certainement des tendances conservatrices ; mais, en aucun cas, celles-ci ne peuvent être comparées à la volonté d'exploitation qui caractérise une classe capitaliste ; il s'agit simplement d'un attachement profond à la propriété individuelle. Il ne fait aucun doute que cette petite propriété (de l'échoppe, de la boutique), encore largement tolérée par les dirigeants hongrois, ne peut se développer normalement que dans une société de structure capitaliste où le jeu de la concurrence, avantageant les uns aux dépens des autres, conduit à la concentration. Mais justement ce type de société n'a jamais pu s'établir en Hongrie ; ce n'est plus de toute façon qu'un souvenir ou qu'un rêve : où trouverait-on les forces susceptibles de reconstituer le capital privé ? Cette petite-

bourgeoisie végète et s'accroche à son dernier privilège plus qu'elle ne songe à gagner de nouveaux avantages[w] : elle reste sous Rákosi ce qu'elle était sous Horthy : sa « viscosité de classe » est si considérable que les fils ne s'élèvent pas au-dessus des pères, à moins qu'ils ne deviennent communistes et qu'ils n'entrent dans l'administration. Ce qui change tout, en effet, c'est qu'il y a, au-dessus d'elle, un groupe social qui possède le confort et le pouvoir bourgeois, qui pourrait l'entraîner, peut-être : c'est la bureaucratie socialiste : puissance et richesse lui viennent de son adhésion à une pratique et à une idéologie qui répugnent encore aux petits-bourgeois. Je n'ai jamais considéré la bureaucratie comme une classe. Je trouve même cette assimilation parfaitement absurde : il n'en demeure pas moins que les hauts fonctionnaires et même les simples agents de la police politique jouissaient en Hongrie de privilèges scandaleux. Ainsi, l'insurrection hongroise dressait la misère et la gêne contre l'opulence. Ce n'était pas *d'abord* le principe de la propriété privée que la petite-bourgeoisie défendait à côté des ouvriers. La contradiction de cette classe réactionnaire, c'est qu'elle se battait contre les privilèges et contre le luxe, au nom du simple droit de vivre. Aussi, quelles que fussent ses visées lointaines et subjectives, elle défendait objectivement un socialisme plus égalitaire au côté de socialistes et contre des socialistes corrompus.

Quant aux grands propriétaires fonciers, ils avaient émigré : eussent-ils voulu rentrer, à la faveur du désordre, sur quel soutien pouvaient-ils compter ? Les ruraux, à l'annonce du soulèvement, s'étaient redistribué les terres des coopératives ; ils avaient détruit, en somme, l'effort socialiste de la Révolution. Mais cette liquidation ne les ramenait pas en 1939 : ces malheureux – dont les plus âgés n'avaient, jusqu'à la guerre, jamais travaillé que sur la terre des autres – se retrouvaient propriétaires ; ils conservaient du régime sa première

réforme, ce partage des terres qu'on pourrait dire « bourgeois ». Si le gouvernement Nagy eût consenti à cette Nep, s'il eût consacré la faillite de la collectivisation accélérée, non pour demeurer indéfiniment dans l'immobilisme, mais pour recommencer lentement, prudemment la socialisation, les paysans hongrois se fussent trouvés dans la situation des acquéreurs de biens nationaux au temps de la Révolution française ; ils eussent défendu le régime comme nos petits propriétaires défendaient la République parce qu'ils eussent, comme les paysans français, redouté par-dessus tout le retour des émigrés. Le cardinal Mindszenty l'a fort bien senti, puisqu'il a commencé par déclarer qu'il acceptait sans réserves la nationalisation des biens de l'Église. Du reste, il n'y eut guère de troubles dans les campagnes : les troupes soviétiques étaient, pour la plupart, occupées dans les grands centres industriels ; on ne mentionne ni combat ni massacre ; à peine quelques règlements de comptes. Après ce nouveau partage de terres, effectué partout d'un consentement unanime, les paysans se tinrent pour satisfaits et reprirent le travail. Cette situation nouvelle comportait des risques : les coopératives ne se proposent pas seulement d'accroître la productivité, elles visent à empêcher la reconstitution des grands domaines. Mais ce danger-là était à longue échéance : un gouvernement solidement établi pouvait prendre des mesures sévères, interdire la cession et la vente des terres, frapper les nouveaux koulaks par des impôts ruineux. Contre la collectivisation forcée, le petit propriétaire hongrois s'était allié aux koulaks ; il s'alliera au gouvernement contre les koulaks qui voudraient le ruiner pour lui prendre son bien : dans les deux cas, il lutte contre l'expropriation.

De fait, jamais le programme des insurgés n'a été réactionnaire. Il a bien fallu enregistrer la faillite totale des coopératives. C'était juste, c'était politique[x]. Mais, à la caserne Kilian, pendant la conférence des chefs insurrectionnels, l'un d'eux, un communiste, a déclaré que les

conquêtes du socialisme resteraient acquises, quoi qu'il arrivât ; sa motion a recueilli l'unanimité des votes. Il visait évidemment la socialisation de l'industrie. Peu après, d'ailleurs, l'insurrection forçait Nagy d'accepter pour point de départ un régime de fait qui scandalisait les Russes, mais que les fautes de Rákosi avaient rendu nécessaire : le secteur industriel resterait nationalisé, le secteur agricole serait provisoirement abandonné à la petite propriété privée. J'ai dit les dangers de ce régime et j'en ai montré la nécessité. L'avenir allait dépendre des partis et des hommes que l'insurrection porterait au pouvoir.

Or, après le faux départ des troupes soviétiques, les combattants hongrois songèrent à resserrer leurs liens ; pour éviter la résurrection des anciennes formations politiques ou pour limiter les risques d'une consultation électorale, ils envisagèrent de former un grand parti de la Révolution qui grouperait la droite chrétienne et petite-bourgeoise, les ex-membres du « Parti des Petits Propriétaires », les sociaux-démocrates et les communistes. Les pourparlers étaient sérieusement engagés quand l'Armée Rouge fit sa rentrée si remarquée. Il fallut les interrompre pour reprendre les armes. Nul ne sait s'ils eussent abouti ; et, même dans ce cas, nul ne peut dire si ce parti n'eût pas éclaté. Mais, s'il eût pu contenir ses contradictions, nul doute qu'il n'eût recueilli la majorité des suffrages. Le socialisme en eût profité : dans un Parlement élu sur la base des élections de 1945, le P.C. et la social-démocratie se fussent trouvés minoritaires en face de partis hostiles et clos, imperméables à leur influence ; ils eussent constitué l'opposition – une opposition peut-être inefficace. Par contre, au sein du grand parti de la Révolution, aucune barrière ne les séparait de leurs anciens camarades de combat ; or ils étaient seuls à posséder une pratique, une méthode, une idéologie ; seuls, ils disposaient d'une technique de la propagande et de l'agitation ; ils savaient seuls organiser, administrer ; seuls, ils

visaient des buts lointains à travers les objectifs immédiats : ces supériorités incontestables devaient leur permettre d'exercer une action décisive sur des hommes hésitants et sans expérience politique.

Dès le 3 novembre, l'union des insurgés portait ses premiers fruits et l'ordre commençait à se rétablir. C'est ce moment précis qu'a choisi l'Armée Rouge pour frapper. Comment oserait-on prétendre que les chars sont rentrés à Budapest pour faire face à un état d'extrême urgence ? L'anarchie provisoire qui régnait encore dans cette ville encerclée, on peut penser que le Kremlin ne s'en souciait guère. Ce qui le préoccupait avant tout, c'était le développement ultérieur de la situation et ses répercussions. Or, on ne peut douter que le retour au calme eût été le commencement d'une lutte sévère ; les contradictions d'une économie déchirée entre le secteur socialisé de l'industrie et le secteur « libre » de l'agriculture eussent rapidement opposé les villes à la campagne, les ouvriers aux paysans ; la question du ravitaillement et des prix se fût posée immédiatement : en taxant les denrées alimentaires, on eût réveillé la colère des ruraux ; on eût affamé l'ouvrier en ne les taxant pas. La classe moyenne eût profité de ce conflit pour se poser en arbitre ; mais elle portait en elle ses propres contradictions : citadine, elle avait les mêmes besoins que le prolétariat, une politique autoritaire du ravitaillement et des prix eût servi ses intérêts ; conservatrice, elle se fût alliée aux classes rurales pour défendre la propriété privée. Dans les campagnes, il eût fallu – je l'ai dit – beaucoup d'adresse et d'habileté pour empêcher les nouveaux koulaks d'exploiter ou d'exproprier les pauvres ; sur le terrain de la Culture, le marxisme, encore puissant mais un peu déconsidéré, se fût affronté aux idéologies de rechange généreusement offertes par l'Occident et, qui sait, à une soudaine recrudescence de la foi chrétienne. C'est à l'ensemble de ces conflits et non aux rocambolades de *L'Humanité* qu'il faut donner le nom de « lutte des classes ».

Ouvriers, petits-bourgeois, paysans, koulaks et petits propriétaires : c'est de l'affrontement de ces forces, du jeu complexe de leurs alliances et, bien entendu, des relations avec l'U.R.S.S. et avec l'Occident, que le sort de la Hongrie eût pu dépendre. Mais quoi ? N'est-ce pas de cela même qu'il dépend aujourd'hui et qu'il dépendra demain : les Russes n'y peuvent rien. Avait-elle cessé, sous Rákosi, la lutte des classes ? Le dépérissement des coopératives n'en était-il pas l'effet ? L'emprise du christianisme s'était-elle relâchée ? Et les ouvriers, malgré les dégoûts dont on les abreuvait, ont-ils cessé un instant de vouloir le socialisme ? L'irritation et la grandeur des périls peuvent unir un moment, la force brutale peut écraser quelque temps les divergences : il faut toujours en revenir à la politique, s'engager dans une entreprise incertaine, prendre des risques, faire confiance à certaines classes et s'appuyer sur elles. Les Soviétiques ont toujours sous-estimé la puissance révolutionnaire des mouvements ouvriers ; dans l'affaire hongroise, ils ont tout de suite aperçu le glissement vers la droite et n'ont pas su distinguer le renforcement simultané de la gauche : la méfiance n'est pas dialectique. Ni le manichéisme. La bureaucratie soviétique n'aime pas les ouvriers en armes, elle leur préfère de loin les soldats. Le 4 novembre, elle a parié contre les révolutionnaires marxistes pour le triomphe de la contre-révolution. La lutte qui commençait, il est vrai qu'elle eût peut-être abouti à la guerre civile, mais elle eût mené tout aussi bien à la vraie dictature du prolétariat. Car elle était armée, la classe ouvrière ; et elle devait conserver ses armes : les insurgés voulaient former, après le départ des Russes, une Garde nationale composée d'étudiants et d'ouvriers. On les eût faits, en somme, les gardiens de l'industrie nationalisée. Quelle puissance on eût donnée contre les émigrés et les contre-révolutionnaires à ces hommes que les blindés russes n'ont pas intimidés. Après l'écrasement de l'insurrection, le 16 novembre, on a pu entendre, à Radio-Budapest, un

représentant des Comités d'usine qui demandait à ses camarades de reprendre le travail sous conditions. Il parlait en vainqueur, avec une admirable fierté : on cesserait la grève pour venir en aide aux habitants de Budapest, on la reprendrait sur-le-champ si les exigences des grévistes n'étaient pas satisfaites. Et il a eu ce mot, dans un immeuble bourré de flics, au milieu d'une ville ravagée où patrouillaient les chars russes : « Le monde entier connaît notre force. » Nous la connaissons, c'est vrai : un million six cent mille ouvriers tiennent en échec l'armée la plus puissante. Croit-on que ces hommes-là n'eussent pas été capables par eux-mêmes d'étouffer la contre-révolution ? Bien sûr, il fallait prendre des risques, s'organiser, définir une politique, chercher des alliances : ils y étaient prêts. Était-ce donc un projet si fou ? Et que valait-il mieux, pour le Pays des Travailleurs : éventrer une capitale, décimer une population, ruiner une économie déjà proche de la faillite ou faire confiance à un prolétariat conscient et armé ? Il fallait prévoir une lutte, oui, mais c'était une lutte *véritable*, celle des forces réelles de la Hongrie ; le conflit de classes eût éclaté au grand jour ? Sans doute, mais que gagne-t-on à le masquer ? L'U.R.S.S. eût assisté, impuissante, à l'écrasement des forces de gauche ? Et pourquoi ? Ne pouvait-elle les favoriser ? Consentir une aide substantielle à un gouvernement où les communistes fussent largement représentés ? Il ne sert de rien d'arrêter par la force le libre développement d'un pays : c'est à lui de surmonter ses contradictions. Mais, dira-t-on, les émigrés ? les commandos ? l'Occident ? Allons ! l'U.R.S.S. vient d'écraser la résistance hongroise et pas un pays de l'Ouest n'a bougé. Un orateur distingué disait même l'autre jour, au Mouvement de la Paix : « Pourquoi nous occuper de la Hongrie ? Personne ne fera la guerre pour les Hongrois. » Cet orateur était progressiste et les communistes l'ont applaudi. Alors ? Croit-on que l'U.R.S.S. ne pouvait négocier avec les U.S.A. ? Imposer la totale neutralité de l'Ouest en échange de la

sienne ? Déclarer qu'elle tiendrait les Occidentaux pour responsables des groupes armés qui se formeraient chez eux et qui tenteraient de franchir la frontière hongroise ? Proclamer qu'elle enverrait deux cent mille « volontaires » – comme elle a fait pour Suez – au cas où des émigrés en armes entreraient en Hongrie ? Les bavards de l'Ouest se sont fait détester des Hongrois qu'ils ont poussés à la révolte pour les abandonner ensuite à leur sort : si fort que soit l'antisoviétisme, l'U.R.S.S. ne pouvait-elle tabler sur l'antioccidentalisme ? En retirant ses troupes n'eût-elle pas regagné – en partie, du moins – le terrain perdu ? Ah ! c'était prendre des risques. Oui. Mais s'imagine-t-on, par hasard, qu'on n'en prend pas de plus grands encore en recourant à la force ?

Personne n'a le droit de dire que les événements de Hongrie rendaient l'intervention inévitable. Personne : pas même ceux qui l'ont décidée. Au reste, les maladresses et les repentirs, les faux départs, les retours[y], cette étrange paralysie des troupes devant la grève, l'annonce des déportations diffusée par Radio-Budapest lui-même et démentie le lendemain, l'étrange va-et-vient de trains bondés de prisonniers qu'on envoyait vers la frontière « pour les interroger » et qu'on a ensuite ramenés, le « glissement à droite » du gouvernement Kadar qui sembla un moment reprendre toutes les concessions de Nagy (sauf la neutralisation), puis son brusque durcissement, la déportation de Nagy et de ses ministres, le rejet pur et simple des revendications ouvrières, bientôt suivi d'une reprise des pourparlers, puis de la dissolution des comités[z] : tout concourt à montrer les hésitations soviétiques. Non : nous n'avons pas affaire au sursaut d'un pouvoir populaire brusquement acculé à user de violence ou à accepter l'irréparable : nous assistons à l'action incohérente, tantôt molle, tantôt brutale et précipitée d'un gouvernement désuni qui s'embarrasse dans des divisions internes, dans sa propre idéologie, qui se déconcerte devant

l'attitude de ses soldats et découvre dans la stupeur, mais trop tard, la vérité que lui cachaient ses valets. Ce qui a rendu l'intervention inévitable, ce n'est pas la terreur blanche à Budapest, c'est le triomphe à Moscou d'une certaine politique. On veut nous faire croire qu'elle était nécessaire dans l'immédiat et pour des raisons universellement valables (c'est-à-dire acceptables par tous les hommes de gauche). Ce n'est pas vrai : des hommes, en se plaçant *dans une certaine perspective politique*, fondée sur une appréciation *qui leur est propre* de la situation internationale, ont jugé préférable de refuser leurs chances aux forces socialistes de la Hongrie nouvelle et de plonger ce pays dans le chaos. Jamais les événements de Budapest n'ont été jugés en eux-mêmes : on n'a envisagé que les répercussions qu'ils pouvaient avoir en Europe centrale et, finalement, sur les deux blocs.

À qui fera-t-on croire, en effet, que les Soviétiques ont voulu, en Hongrie, défendre le socialisme hongrois ? S'ils ont pensé le faire, quelle naïveté et quel échec ! Qu'ont-ils gagné ? Rien. Qu'ont-ils perdu ? Tout. Ils ont fait lever dans les cœurs une haine qui n'est pas près de s'éteindre et qui sert la réaction. Ils ont disqualifié pour toujours le Parti hongrois et l'ont obligé à se renier lui-même en changeant son nom. Ils ont achevé de ruiner l'économie et, lorsqu'il faudrait, pour la reconstruire, la collaboration active de tout le peuple, ils ont dressé les masses contre le gouvernement. Ils ont installé au pouvoir un communiste national dont la popularité eût pu les servir, mais ils l'ont disqualifié d'avance en l'obligeant à prendre sur lui la responsabilité des massacres. Ils ont provoqué une grève générale de protestation qui désigne au monde entier l'Armée Rouge, l'Armée des Travailleurs, comme l'ennemie des travailleurs hongrois. Ils n'osent recourir ouvertement à la force pour ramener les ouvriers dans les usines et pourtant ils multiplient les arrestations. Ils ne peuvent s'en aller sans que la colère du peuple balaie des dirigeants imposés ni

demeurer sans condamner la seule ressource de Kadar, la démocratisation, à rester lettre morte. Pris à leur propre piège, ils s'engluent dans une occupation dont j'espère que leurs troupes ont horreur et qui se justifie un peu plus chaque jour par le mal qu'elle fait et le ressentiment qu'elle engendre. La violence et l'oppression éloignent progressivement ce pays martyrisé du camp socialiste ; pour l'y retenir, ils n'ont plus qu'un moyen : l'oppression et la violence. Avant ce mois d'octobre, ils gagnaient sur tous les tableaux, ils sortaient vainqueurs de la guerre froide, ils se réconciliaient avec Tito et reconstituaient l'unité du camp socialiste, ils étendaient leur influence jusqu'à l'Inde, jusqu'au Moyen-Orient ; dans les démocraties bourgeoises, leur offensive culturelle portait ses fruits, le XX^{e} Congrès désarmait la propagande de l'adversaire. Aujourd'hui, Nehru les condamne, les pays afro-asiatiques sont hésitants, inquiets, la *Pravda* et la *Borba* échangent des injures ; les massacres de Budapest ont anéanti des années d'efforts pour la détente, pour la coexistence, pour la paix ; jamais, en Occident, les communistes ne se sont trouvés plus isolés, jamais leur désarroi n'a été plus grand, jamais la droite n'a triomphé si bruyamment. Tout cela, on pouvait le prévoir ; dans les sombres journées du 2 et du 3 novembre, quand la radio annonçait l'entrée de renforts soviétiques en Hongrie, les hommes de gauche, les amis de l'U.R.S.S. et des communistes, en France et partout, pesaient les conséquences d'un coup de force et se disaient : ce n'est pas possible, ils ne le feront pas.

Ils l'ont fait. Mais au nom de quoi ? et qu'ont-ils voulu sauver ? La réponse est simple : les responsables de l'intervention ont agi dans la conviction qu'un conflit mondial était inévitable, la politique dont ils s'inspirent, c'est celle des blocs et de la guerre froide.

D'où elle vient, quels objectifs elle poursuit, quels hommes la pratiquent, quelle est sa signification pour le socialisme, voilà ce que je

dois établir à présent.

Dans nos pays bourgeois, on sait ce qu'il a fallu payer pour réaliser « l'accumulation primitive », on n'a pas oublié l'immense gaspillage des vies humaines, le travail forcé, la misère, les révoltes, la répression. Il semble que l'industrialisation de l'U.R.S.S. ait coûté moins cher ; quel terrible effort elle a demandé, pourtant ; que de sueur, que de sang : ce fut une course contre la montre, dans un pays sous-développé, presque entièrement agricole, encerclé, qui devait s'équiper en dépit du blocus économique et sous la menace constante d'une agression armée. Personne ne pourra jamais dire jusqu'à quel point cette « forteresse assiégée » pouvait, sans risquer la destruction totale, réduire les souffrances et la peine de ses occupants ; ce qui est sûr, c'est que les dirigeants communistes ont assumé l'entière responsabilité du régime dans sa grandeur et dans ses tares. Le bourgeois libéral plaide non coupable : ce n'est pas lui qui a fait le monde, il obéit comme chacun aux impitoyables lois de l'économie ; mais les révolutionnaires soviétiques, après quelques années d'incertitude, ont fini par comprendre que le socialisme n'était pas séparable de la planification. En outre, l'urgence des périls et l'inculture des masses obligeaient le gouvernement russe à se prononcer pour une planification autoritaire ; du coup, les dirigeants s'assimilaient au Plan lui-même, le Plan empruntait leurs visages, leurs voix et leurs mains, il devenait le gouvernement véritable. Cette aliénation de la direction à son entreprise ne pouvait qu'accentuer la contradiction majeure de la société soviétique : les intérêts à long terme de la construction socialiste s'opposaient aux intérêts immédiats de la classe travailleuse. Dans une démocratie bourgeoise, en effet, le prolétariat est par lui-même, comme dit Marx, « la décomposition de la société en tant que classe particulière » ; dans cette situation négative, il y a une telle appropriation de ses réactions immédiates à sa tâche historique que ce

sont les masses qui donnent l'exemple du radicalisme : leurs revendications spontanées ont pour effet d'accélérer la dissolution de la société capitaliste, en même temps qu'elles expriment le caractère profond des prolétaires, « le secret de leur propre existence ». Ainsi, la classe opprimée a « un caractère universel par ses souffrances universelles » et Marx peut employer le mot de « devoir », qu'il emprunte à l'éthique, pour caractériser des revendications dont l'origine est l'intérêt immédiat. En d'autres termes, les besoins de l'ouvrier, dans un régime capitaliste, sa fatigue, sa faim, par exemple, ont dans leur nudité même un caractère socialiste : résultats de l'exploitation, ces besoins ne peuvent s'affirmer sans mettre l'exploitation en cause, ils ne peuvent s'assouvir sans diminuer le profit et mettre en danger le capital. Mais, en Russie soviétique, le souci majeur des dirigeants sera de réaliser les conditions matérielles qui permettront de résoudre les problèmes que la Révolution a créés. Or, les réactions spontanées des masses gardent leur caractère négatif par rapport aux besoins généraux de l'économie. Dans la période de construction postrévolutionnaire, au moment où l'État socialiste veut doter le pays d'un équipement industriel, le mouvement revendicatif des masses risque de tout compromettre : l'ouvrier peut refuser un travail intensif, exiger une hausse de salaire, des vêtements, des chaussures, une politique du logement. En un mot, son intérêt immédiat le porte à réclamer le développement des industries de consommation dans une société qui périra si elle ne se donne d'abord une industrie lourde. Universelle dans une société bourgeoise, sa revendication devient particulière dans une société postrévolutionnaire : pourtant sa situation n'a pas changé ; il est vrai qu'on ne l'exploite plus, mais « la contradiction entre sa *nature* humaine et son existence vitale » n'a pas disparu : la Révolution, quelle qu'elle soit, ne fait pas de miracles, elle hérite de la misère que

l'Ancien Régime a produite. Bien entendu, ce conflit ne se borne pas à opposer le Plan, condition nécessaire d'un progrès vers le socialisme, et le travailleur comme force de travail et système de besoins. Il existe en chacun : car l'ouvrier veut la réalisation du socialisme en même temps que l'assouvissement de ses besoins. Au nom du premier, il accepte de comprimer les seconds ; on peut lui demander de sérieux sacrifices. Mais, il se fait un déplacement de ses objectifs : en régime capitaliste, il visait le renversement de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat à travers ses revendications concrètes : les buts lointains faisaient *le sens* des besoins immédiats, les besoins immédiats donnaient un contenu *actuel* à ces buts. L'ouvrier était d'accord avec lui-même et les chefs, tout en *organisant* le mouvement des masses, ne pouvaient échapper à leur contrôle : ils ne pouvaient les conduire qu'aux lieux où elles voulaient aller. En période de construction postrévolutionnaire, le socialisme de l'ouvrier repose sur une base solide : la socialisation des moyens de production[a´] ; il sait que ses efforts doivent profiter tôt ou tard à la classe ouvrière elle-même et, à travers elle, à toute la population ; le travail ne lui apparaît plus comme une force ennemie, mais comme un lien concret entre les différents milieux sociaux ; une compréhension rationnelle de la situation et de ses nécessités, la volonté de ne pas compromettre l'acquis, la fidélité aux principes, au but : tout cela le prédispose à comprimer ses besoins autant qu'il peut, à considérer sa fatigue comme un événement particulier qui le concerne seul, alors qu'il voyait en elle, du temps de l'exploitation bourgeoise, l'expression d'une fatigue universelle de sa classe. Il n'empêche que ses buts socialistes n'apparaissent plus à travers la nécessité vécue qui fondait ses revendications ; même s'il veut travailler davantage pour délivrer ses fils de la contrainte des besoins, c'est aux besoins de son fils qu'il lie le progrès de l'industrialisation et non pas aux siens. Il n'est pas dit que ce divorce eût été aussi net si la

Révolution d'Octobre 1917 eût éclaté en Allemagne ou en Angleterre, plutôt qu'en Russie : en ces pays déjà équipés, le rythme et la distribution des investissements eussent été d'une autre nature. Mais puisque l'U.R.S.S. doit *avant tout* se donner un outillage, il faudra bien longtemps avant que les efforts et les sacrifices de chacun aient pour effet *visible* l'élévation du niveau de vie. Ce déchirement réel du travailleur dans la première phase de l'édification socialiste est curieusement souligné, en Pologne nouvelle, par la coexistence, pour certaines entreprises, de conseils de gestion et d'appareils syndicaux élus par les mêmes ouvriers. Bourdet demandait si l'un de ces organismes ne risquait pas de faire double emploi avec l'autre ; les ouvriers lui dirent que non : « Le comité de gestion, bien qu'émanant directement de nous, est entraîné par le processus général de l'économie ; il nous représente dans notre universalité nationale de travailleurs socialistes et risque par là même de sous-estimer nos besoins concrets et nos intérêts immédiats ; c'est pour cette raison que les syndicats sont nécessaires. » Ainsi la contradiction socialiste entraîne la nécessité pour les mêmes ouvriers d'une double représentation : l'opposition permanente du comité de gestion et du syndicat ne fait que reproduire au grand jour de l'objectivité le conflit que chacun vit obscurément. Peut-être cette objectivation permettra-t-elle de dépasser la contradiction : en U.R.S.S., aux temps héroïques des premiers plans quinquennaux, elle était inconcevable. Le prolétariat s'enflait chaque jour d'une masse de paysans illettrés que les nécessités de la concentration arrachaient aux campagnes ; la guerre civile avait décimé l'élite ouvrière ; ces masses confuses, sans éducation politique, n'ont pas une conscience claire de leurs tâches et de leur avenir ; le conflit de l'universel et du particulier n'existe en elles qu'à l'état embryonnaire ; surmenées, sous-alimentées, elles se caractérisent avant tout par leurs besoins. La contradiction est manifeste, par contre, au niveau des

dirigeants, mais elle apparaît avant tout comme un problème à résoudre dans le cadre du Plan : les besoins humains apparaissent comme un facteur de première importance mais négatif, qui tend à freiner la production ; il est humain, il est politique de leur faire les plus larges concessions, compte tenu des nécessités vitales de l'économie soviétique. Dans cette première phase, les masses perdent le pouvoir de dénoncer elles-mêmes leurs propres besoins ; ce sont les experts qui déterminent ce qui leur convient ; en période pré-révolutionnaire, les cadres et l'appareil – pour autoritaires qu'ils fussent – restaient sous le contrôle des classes travailleuses ; après la Révolution, l'expérience socialiste échappe en partie à ce contrôle *humain*, elle tend à lui substituer des critères techniques. Contraints de *déchiffrer* les contradictions objectives du mouvement économique, les dirigeants décollent de la condition ouvrière ; ils se résument dans la pure connaissance de l'objectivité et dans l'action autoritaire qui résout les difficultés. Ainsi la masse devient objet passif et inconscient des contradictions historiques pendant que les dirigeants décident des investissements, des normes de travail et du niveau de vie par un véritable « calcul rationnel ».

Vers le même temps, l'industrialisation engendre un bouleversement démographique qui exige l'accroissement de la productivité agricole. Ces changements font apparaître tout à coup les contradictions qui opposent les ouvriers aux ruraux : les premiers ne peuvent compenser l'insuffisance des salaires que par la baisse et la stabilisation autoritaire des prix agricoles ; les autres réclament que la baisse porte sur les produits fabriqués. Le gouvernement se voit dans l'obligation de réaliser par contrainte la collectivisation des campagnes : les grandes entreprises sont d'un meilleur rendement et le contrôle en est plus aisé. La classe ouvrière appuie sans réserve cette politique de violence qui sert les intérêts des concentrations urbaines ;

en outre, les travailleurs industriels tiennent la nationalisation des entreprises pour la plus grande victoire du prolétariat : la collectivisation agraire leur apparaît comme une conséquence nécessaire de la socialisation de l'industrie. Les ruraux, au contraire, même s'ils font partie d'un kolkhoze prospère, ne cessent de résister à ce qu'ils considèrent comme une expropriation. En fait, les uns et les autres étaient soumis à l'autorité inconditionnée du Plan : il n'en demeure pas moins que les exigences de la construction ont réalisé les conditions d'une véritable lutte de classes entre ouvriers et paysans et que celle-ci s'est exaspérée jusqu'à devenir une guerre civile ; cette lutte, les déportations et les exécutions ne peuvent la supprimer : à partir de 1930, les dirigeants soviétiques sont contraints d'exercer au nom du prolétariat une dictature de fer sur une paysannerie hostile.

Le stalinisme est né de cette double contradiction. D'abord le Plan engendre ses propres instruments : il développe une bureaucratie d'experts, de techniciens et d'administrateurs comme la rationalisation, dans les pays capitalistes, a développé le « tertiaire[b´] ». Cette bureaucratie, il est absurde de prétendre qu'elle *exploite* le prolétariat et que c'est une *classe* ou alors les mots n'ont plus de sens. Et il n'est pas vrai non plus qu'elle ait pour seul souci de défendre ses intérêts. Ses membres sont beaucoup trop bien payés mais ils s'usent à la tâche ; ils font plus d'heures de travail que les ouvriers. Nés du Plan, c'est le Plan qui justifie leurs privilèges : leur ambition personnelle ne se distingue pas de leur dévouement au socialisme conçu comme planification abstraite, c'est-à-dire, finalement, comme accroissement continu de la production. Cette aliénation totale leur permet de se considérer comme les organes de l'universel dans la mesure même où le Plan exige d'être établi par leurs soins ; les revendications des masses, au contraire, même s'ils en tiennent compte, sont pour eux des accidents particuliers de caractère strictement négatif. Et, par le fait, leur

situation est en elle-même contradictoire, car il est vrai qu'ils représentent l'universel dans la mesure où ils veulent entraîner le pays entier à l'édification du socialisme et il est vrai aussi qu'ils représentent un simple *particularisme* dans la mesure où leur fonction les a coupés du peuple russe et de sa vie concrète. Entre ces « organisateurs » et les masses, le Parti prétend jouer le rôle de médiateur. De fait, il corrige sans cesse la bureaucratie ; par d'incessantes persécutions, par des remaniements et des « purges », il la tient en haleine et l'empêche de se poser pour soi ; mais il est, en lui-même, l'expression politique de la planification ; créateur de mythes, spécialisé dans la propagande, il contrôle, agite, exhorte les masses, il peut les unir un moment dans un mouvement unanime, mais, pas plus que les syndicats, il ne reflète leurs intérêts immédiats, leurs revendications ni les courants qui les brassent. Les classes travailleuses se referment sur elles-mêmes et leur vie réelle tombe dans une manière de clandestinité : cet éloignement engendre une méfiance réciproque ; les dirigeants se demanderont beaucoup plus tard (ils se posaient la question en 1954, quand j'étais à Moscou) comment intéresser les masses *en tant que telles* à la production ; mais on ne formule les problèmes que lorsqu'on a les moyens de les résoudre. Aujourd'hui, les extraordinaires progrès de l'économie soviétique permettent d'envisager des solutions réelles : en régime capitaliste, le mouvement révolutionnaire se caractérise par l'unité profonde de ses objectifs lointains et de ses buts immédiats, mais cette unité le définit comme négativité ; à un certain stade de la socialisation le développement de l'économie soviétique peut faciliter l'unification des objectifs populaires dans un processus positif de construction. Mais dans la période qui suit la Révolution, l'unité prérévolutionnaire a cédé la place à une insurmontable contradiction. Il devient alors nécessaire de créer une élite ouvrière pour qui l'accroissement de la productivité se traduira aussitôt par une amélioration matérielle et qui trouvera son

intérêt le plus immédiat dans la réalisation et le dépassement du Plan. Cette liaison du bien-être immédiat à l'édification socialiste est parfaitement artificielle : on la réalise par autorité et pour quelques-uns en prenant sur la plus-value disponible. Ces « héros du travail » sont cités partout en exemple, mais l'exemple est faux ; leur petit nombre est la condition même de leur prospérité ; en même temps, leur existence seule suffit à entraîner, parfois à l'insu des masses, une élévation générale des normes. Les nécessités de la socialisation inclinent les dirigeants à sous-estimer la force révolutionnaire du prolétariat ; ils agissent sur lui de l'extérieur par la propagande, par une contrainte diffuse, par l'émulation et lui préfèrent en tout cas les stakhanovistes qui sont nés du Plan comme eux et comme eux aliénés à l'accroissement de la production. De leur côté, les masses ouvrières adhèrent au régime, mais elles ne font pas confiance à la bureaucratie. Certes, entre une bureaucratie aliénée et une paysannerie écrasée, les travailleurs de l'industrie sont les seuls à garder une certaine indépendance et même – dans des limites bien définies – un certain droit de critique. Il n'en est pas moins vrai qu'ils se sentent gouvernés du dehors. Le prolétariat n'est plus sujet de l'Histoire, il n'est pas encore le but concret de la socialisation : il se sent l'*objet principal* de la sollicitude administrative et le *moyen essentiel* de l'édification socialiste. Précisément pour cela, le socialisme reste son « devoir » de classe et cesse d'être sa réalité. Cependant, la bureaucratie s'acharne sur elle-même et poursuit sans relâche son unification. Les contradictions du socialisme et, tout particulièrement, le conflit du prolétariat et des paysans obligent les dirigeants à prendre des virages brusqués, à dévier sans cesse, à corriger sans cesse les déviations antérieures ; l'existence d'une fraction droitière et d'une fraction gauchiste au sein de l'administration ferait courir les plus graves dangers à la planification : de ce qui doit n'être qu'un retrait tactique ou qu'un durcissement

provisoire, on ferait le triomphe d'*une* politique, c'est-à-dire d'une équipe et d'un programme ; en fait, le Plan n'est qu'une hypothèse sans cesse soumise au contrôle de l'expérience et qu'on doit pouvoir corriger sans autre parti pris, en fonction de l'expérience elle-même. L'urgence des corrections implique l'accord total des organisateurs ; cet accord seul empêchera la déviation momentanée de se poser pour soi, de se changer en *orientation* ; il permettra seul de révoquer toute mesure nuisible, même celle qu'on vient d'arrêter ; seul, il rend possible la constante soumission des dirigeants à l'objectivité. D'autre part, les menaces de l'étranger se précisent ; et puis la masse muette et hostile des ruraux refuse de se rallier ; il faut accentuer la contrainte ; or, un groupe dictatorial doit exercer d'abord sa dictature sur soi. Ainsi, le danger extérieur et les résistances intérieures exigent l'indissoluble unité des dirigeants. Sans racines profondes, sans appui réel, le groupe des « organisateurs » ne préservera son autorité et n'assurera la sécurité nationale que s'il réalise d'abord *de l'intérieur*, par lui-même et sur lui-même, sa propre sécurité ; les événements l'obligent à pousser son intégration à la limite. Mais la limite n'est jamais atteinte, car c'est l'unité biologique et mentale de la personne qui en fournit la meilleure image. Il résulte de là cette étrange contradiction : chaque personne devient suspecte aux yeux de tous et même aux siens par cette seule raison que son unité fait échec à l'assimilation absolue ; mais *seule* une personne est capable de devenir l'exemple, l'agent et le terme idéal d'un processus social d'unification. Dans le moment même où chaque individu se tient pour inessentiel par rapport au groupe pris en totalité, il faut que cette totalité demeure un simple signe opératoire ou que la multiplicité des hommes se dépasse et se rassemble dans l'unité sacrée d'un individu essentiel. Ainsi le culte de la personnalité c'est avant tout le culte de l'unité sociale en une personne. Et l'office de Staline n'est pas de représenter l'indissolubilité

du groupe, mais d'*être* cette indissolubilité même et, tout ensemble, de la forger. Nul ne peut s'étonner de voir surgir cette idolâtrie dans un régime qui dénonce et refuse l'individualisme bourgeois, car elle est justement le produit de ce refus ; chaque bourgeois ressemble à tous les autres en ceci qu'il insiste sur sa différence propre et sur la valeur de sa propre personne ; ces affirmations sauvages s'équilibrent les unes par les autres ; la réciprocité apparente des relations les universalise ; le bourgeois respecte en soi-même et prétend respecter chez les autres la dignité absolue de la personne humaine. Dès lors, ce culte tombe dans l'abstraction ; chacun étant sacré, nul ne l'est ; sous le couvert de ce respect, l'appréciation réaliste de soi-même et d'autrui dépendra du contenu particulier de cette forme universelle : des capacités, des actes, du caractère. Ces éléments matériels peuvent faire l'objet d'une hiérarchie, mais non d'un culte : aucun d'eux n'est valorisé *a priori*. Donc, l'individualisme exclut toute possibilité d'idolâtrie. La vedette, la star et le « grand homme », accessoires indispensables des cérémonies bourgeoises, n'ont certes pas pour office de montrer la supériorité absolue de quelques-uns sur tous ; ils incarnent aux yeux de chacun ses propres possibilités ; chargés d'honneurs, au faîte de la gloire et de la puissance, leur existence fait plus que la propagande la plus habile : elle persuade, contre toute vérité, que les plus hautes dignités sont accessibles aux plus humbles citoyens. La fonction – comme pouvoir abstrait – s'identifie à la personnalité comme forme pure ; cette entité fait l'objet du culte, elle est sacrée ; mais les qualités *réelles* de l'individu tombent en dehors du coup : toute fille un peu jolie respecte la star en Brigitte Bardot mais reste persuadée que les qualités de cette actrice ne peuvent entièrement justifier son élévation ; il y a un tel décalage entre l'individualité concrète et ce que je nommerai la « personnalité-fonction » que la chance seule peut conduire la première à se couler dans la seconde ; or, la chance *n'est rien* ; ainsi toute artiste célèbre

reflète à toutes les femmes de France leurs propres possibilités de devenir sacrées[c´].

En subordonnant sa personne au groupe, le Soviétique évite les vices absurdes du personnalisme bourgeois. Mais, du même coup, la nécessité sans cesse plus impérieuse de maintenir et de renforcer l'unité fait tomber sa réalité individuelle dans la clandestinité ; en dépit de la Constitution, elle est privée de statut et reste un simple facteur de multiplicité, la source possible d'une désunion et l'objet d'une méfiance latente. Les luttes, pour atroces qu'elles soient, demeurent sur le terrain de l'objectivité : ce sont des solutions, des projets qui s'opposent, mais l'ambition, l'affirmation de soi demeurent implicites, elles ne paraissent jamais au grand jour ; le Plan les recouvre et les absorbe. Faute de se manifester, les volontés individuelles ne peuvent ni se reconnaître ni s'équilibrer en un système qui serait une garantie universelle contre toute hypertrophie du culte de la personnalité. De fait, Staline n'apparaît pas d'abord comme un individu supérieur aux autres mais foncièrement semblable à tous ; ce n'est pas la dignité de la personne qu'il représente, c'est l'intégration sociale poussée à la limite ; cette indissolubilité – qui *se trouve* être celle de l'individu – fait de lui le seul agent possible de l'unification, car c'est l'unité seule qui peut unifier la multiplicité ; il s'identifie à l'action coercitive que le groupe exerce sur ses propres membres, il exécutera la sentence que la bureaucratie porte sur elle-même, il reprend et intériorise la méfiance diffuse de la collectivité révolutionnaire ; au nom de tous, il se méfiera de chacun ; mais le groupe ne se méfie pas de lui ; au sein de la bureaucratie, il n'eût représenté que la pluralité et la division ; placé au-dessus d'elle, il lui reflète l'impossible unité collective ; la main droite de Staline ne se méfie pas de sa main gauche ni son oreille gauche de son oreille droite. Staline ne peut devenir l'espion de Staline ni cesser d'être d'accord avec soi. Le groupe ne peut subsister sans

confiance ; ce n'est pas assez de dire qu'il se fie à Staline, mais il fait sa propre confiance de la confiance que Staline a en lui-même. Cette confiance, nul n'en *jouit*, sauf Staline en personne ; mais chacun sait que, là-haut, en Staline, la collectivité bureaucratique existe sous une forme d'intégration supérieure et qu'elle est réconciliée. Ainsi chaque membre de la bureaucratie, loin de voir en Staline une exaltation de la personne humaine, découvre dans ce concentré de collectivité la négation radicale de sa propre personne au profit de l'unité. Le mouvement ascendant qui va du groupe à Staline se caractérise donc par la destruction totale de l'individualité. Par contre, il y a un mouvement descendant : Staline ne peut résoudre le problème de l'intégration qu'en poussant à l'extrême la hiérarchie sociale. Du haut en bas de l'échelle, directement ou indirectement, les responsables tiennent leur pouvoir de lui. Ainsi voit-on renaître la *personne*. Mais celle-ci n'a rien de commun avec l'individu bourgeois ; elle ne tient pas son existence d'un statut universel, mais de l'unique personne que les nécessités de l'intégration placent au-dessus du groupe ; sa réalité, toujours révocable, lui vient de ses fonctions mêmes ; dans ses relations avec ses pairs, elle demeure facteur de multiplicité, donc objet de méfiance ; pour ses subordonnés, par contre, c'est une hypostase de Staline, donc un facteur d'unification et un objet de culte. À tous les échelons de la hiérarchie, nous trouvons la même contradiction ; l'autonomie biologique et mentale apparaît comme élément de pluralité et comme symbole d'intégration ; le même individu se pose comme force synthétique en face de ses subordonnés et nie sa réalité vivante dans ses rapports avec ses chefs. De toute façon, ce qui fonde et ce qui détruit la personne soviétique, c'est l'impossible unité du groupe. Staline, seul, est unité pure : c'est l'acte. Ce ne sont pas ses qualités particulières qu'on adore en lui ; encore moins je ne sais quel pouvoir « charismatique » comme celui que les nazis reconnaissaient à

Hitler. Son culte n'a rien de mystique : il s'adresse à une unité réelle en tant qu'elle est pouvoir d'unification. Il est inséparable d'ailleurs de la terreur : Staline incarnant la méfiance collective ne peut venir à bout de la multiplicité qu'en essayant de la réduire. La contrepartie négative de la hiérarchisation, c'est cette terreur tournante que la bureaucratie exerce sur elle-même par les mains de Staline et qui se traduit par les « purges » et les déportations.

Le « socialisme dans un seul pays », ou stalinisme, ne constitue pas une déviation du socialisme : c'est le détour qui lui est imposé par les circonstances ; le rythme et l'évolution de cette construction défensive ne sont pas déterminés par la seule considération des ressources et des besoins soviétiques mais aussi par les relations de l'U.R.S.S. avec le monde capitaliste, en un mot, par des circonstances extérieures à la socialisation qui l'obligent sans cesse à transiger sur ses principes. Les contradictions de cette première phase provoquent un conflit de classe entre ouvriers et paysans et coupent les dirigeants des masses travailleuses ; un système autoritaire et bureaucratique s'instaure où tout est sacrifié à la productivité. Ce système reflète ses contradictions dans ses superstructures idéologiques : il se réclame du marxisme-léninisme mais cette couverture dissimule mal un double jugement de valeur sur l'homme et sur le socialisme. D'une part, la propagande et les romans roses du « réalisme socialiste » se réclament d'un optimisme assez écœurant : en pays socialiste tout est bon, il n'est de conflit qu'entre les forces du passé et celles qui bâtissent l'avenir ; celles-ci doivent nécessairement triompher. Les échecs, la douleur, la mort, tout est repris et sauvé par le mouvement de l'Histoire. Il paraît même opportun pendant quelque temps de faire des romans sans conflits. En tout cas, le héros positif ignore les difficultés intérieures et les contradictions ; il contribue pour sa part, sans défaillance et sans erreurs, à l'édification du socialisme, son modèle est le jeune

stakhanoviste ; soldat, il ignore la peur. Ces bergeries industrielles et militaires se réclament du marxisme : elles nous dépeignent le bonheur d'une société sans classes. D'autre part l'exercice de la dictature et les contradictions internes de la bureaucratie engendrent nécessairement un pessimisme qui n'ose pas dire son nom : puisqu'on gouverne par la force, il faut que les hommes soient méchants ; ces héros du travail, ces grands fonctionnaires si dévoués, ces militants du Parti si droits, si purs, un souffle peut éteindre leurs brûlantes vertus : les voilà contre-révolutionnaires, espions, agents du capitalisme ; des habitudes de probité, de droiture, trente ans de fidélité au P.C., rien ne peut les défendre contre la tentation. Et s'ils s'écartent de la ligne, on découvre bientôt qu'ils étaient coupables *de naissance*. Les grandes actions qui leur valaient tant d'honneurs et tant d'éloges, on découvre tout à coup que c'étaient des forfaits : il faut se tenir prêt à révoquer tous les jugements, à mépriser l'homme qu'on portait aux nues sans jamais s'étonner de s'être trompé si longtemps : dans ce monde obscur et mêlé, il faut affirmer d'autant plus fort la vérité du jour qu'elle a plus de chances d'être l'erreur de demain. L'État, loin de dépérir, doit se renforcer : son dépérissement viendra quand une éducation autoritaire aura intériorisé en chacun les contraintes qu'il exerce ; ce n'est pas l'émancipation des hommes qui pourra le rendre inutile, c'est leur auto-domestication et leur intéro-conditionnement : il ne disparaîtra pas, il se transportera dans les cœurs. C'est cette défiance de l'homme qui s'exprime dans la fameuse « erreur théorique » de Staline : la lutte des classes s'intensifie en période d'édification socialiste. On a prétendu qu'il voulait cyniquement justifier sa « pratique ». Pourquoi ? C'est la pratique, ici, qui engendre sa propre théorie. Du reste, ce pessimisme se retrouve dans la politique étrangère. L'U.R.S.S. ne veut pas la guerre mais elle la voit venir : à juste raison puisque les armées de Hitler devaient l'envahir en 1941. Mais ces craintes parfaitement

valables entraînent une simplification grossière des problèmes : le monde capitaliste, hors d'atteinte, mal connu, devient une pure force destructrice qui poursuit sans merci l'extermination du peuple soviétique et la liquidation par les armes du socialisme : on parle encore de ses contradictions, des conflits qu'elles peuvent entraîner, des forces de paix qui s'opposent en Occident aux forces de guerre. On en parle mais on n'y croit plus, surtout après l'échec du Front Populaire : car la seule politique sûre, dans l'état d'isolement où se trouve la Russie socialiste, c'est de s'armer, de s'armer sans cesse *comme si la guerre était pour le lendemain* : ainsi la politique extérieure et intérieure doit se déterminer constamment en considération des risques de catastrophe, jamais en fonction des chances de la paix. Tant qu'elle n'aura pas rattrapé les nations occidentales, l'U.R.S.S. doit rester fidèle au principe pessimiste : *Si vis pacem, para bellum*, ce qui veut dire en français : « Le pire est toujours sûr. »

Faut-il appeler socialisme ce monstre sanglant qui se déchire lui-même ? Je réponds franchement : oui. C'était même *le* socialisme à sa phase primitive, il n'y en avait pas d'autre, excepté peut-être au ciel de Platon et il fallait vouloir celui-là ou n'en vouloir aucun. L'échec de l'U.R.S.S. lui vint, en 1945, de sa victoire : elle obtint à Yalta une zone d'influence qui, pour la première fois, la mit en position d'exercer son hégémonie sur un groupe de nations étrangères. Jusqu'alors, obsédée par la crainte de l'encerclement, cette énorme puissance continentale, fermée sur soi, enkystée, n'avait cherché le salut que dans le surarmement et dans le resserrement de ses liens internes ; elle n'avait jamais senti le besoin ni trouvé l'occasion de se donner les organes qui lui eussent permis d'étendre au-dehors son influence : la guerre même, elle l'avait gagnée sur son propre sol par une sorte de rétraction. Elle sortait avec méfiance de sa solitude et Staline redoutait pour ses soldats

cette épreuve décisive : le contact avec l'Occident[d']. Ces alliés forcés mais nécessaires, l'U.R.S.S. exigeait leur amitié mais ils ne lui inspiraient que de la méfiance : certains étaient des ennemis d'hier ; la plupart lui offraient l'image de son ancienne structure : beaucoup de paysans, peu d'ouvriers ; en Roumanie, en Hongrie point de communistes. Les ouvriers, d'ailleurs, communistes ou non, elle ne les prisait guère hors de chez elle : pendant les années 20, les Russes avaient trop ardemment souhaité la Révolution mondiale pour ne pas garder rancune aux prolétariats européens de ne l'avoir point faite. Au départ, le glacis n'avait qu'un intérêt militaire ; l'Armée Rouge se chargea de faire partout la révolution : il ne s'agissait pas, alors, d'exporter le socialisme mais de créer des régimes populaires qui, en défendant l'U.R.S.S., se défendissent eux-mêmes ; on constitua partout des gouvernements de coalition où les communistes souvent en minorité n'avaient qu'une influence occulte.

C'est le plan Marshall qui changea tout. Cette manœuvre de guerre découvrit une inquiétante vérité : ces pays pauvres ou ruinés, les U.S.A. pouvaient leur venir immédiatement en aide, l'U.R.S.S. n'avait pas encore le moyen de les équiper ; elle ne pèserait pas lourd, la solidarité politique qui venait de s'établir à grand-peine, contre la solidarité économique que proposait l'Occident ; déjà les hésitations de la Tchécoslovaquie montraient la fragilité du système. Incapable de relever le défi, le gouvernement soviétique devait renoncer à ses alliés ou les retenir par la force. Il choisit de resserrer son emprise, d'assurer partout la dictature des communistes et de lancer tous les « satellites » dans la construction du socialisme.

Il eut parfaitement raison : à l'époque le rapport des forces était défavorable à l'U.R.S.S. ; le retour des satellites au régime capitaliste eût représenté pour elle la renaissance et l'aggravation de l'encerclement : avant 1939, l'Europe centrale se dévorait elle-même :

en chaque pays les minorités ethniques, en perpétuelle effervescence, constituaient un risque permanent de séparatisme et de guerre civile ; des conflits d'intérêt, des rivalités ou de vieilles haines opposaient chacun d'eux à tous les autres. Paralysée par ses dissensions, cette large région pleine de richesses encore inexploitées faisait surtout l'enjeu passif de la lutte qui opposait l'impérialisme allemand et celui des démocraties occidentales. L'U.R.S.S. pouvait être menacée à travers elle mais non par elle. Après 1945, la situation avait changé du tout au tout : l'écrasement de l'Allemagne créait un vide en Europe, les Soviétiques avaient relevé de leurs propres mains les petites nations, la guerre avait mis un frein aux rivalités ethniques et nationales ; en chaque pays, un pouvoir fort avait réalisé pour la première fois une véritable unité : si elles échappaient au contrôle russe, les démocraties populaires, nourries, outillées, armées par les États-Unis, deviendraient, à la frontière russe, les marches avancées de l'ennemi ; cette menace directe et active rendrait la position de l'Union soviétique plus difficile encore qu'au temps de l'Allemagne hitlérienne. Personne n'envisageait sérieusement qu'elles pussent demeurer neutres. La neutralité dépend de la conjoncture historique : aujourd'hui, le rapport des forces tend vers l'équilibre ; il n'est donc plus absurde que certaines nations, dans certaines circonstances, réclament un statut de neutralité garanti par toutes les puissances. Ni que les peuples exigent la fin de la guerre froide et des « blocs ». En 1948, le danger venait du déséquilibre : il n'était au pouvoir d'aucun État de s'épargner l'effort aride et douloureux qui devait aboutir un jour à rétablir l'égalité des potentiels militaires. L'Armée Rouge était au cœur de l'Europe, à Berlin ; l'Amérique avait partiellement désarmé mais elle augmentait chaque jour son stock d'engins atomiques ; les U.S.A. redoutaient une guerre classique qui porterait les soldats russes jusque sur les bords de l'Atlantique ; l'U.R.S.S. craignait de périr au cours d'une guerre

nouvelle, aux développements imprévisibles, menée par des techniciens, à longue distance, avec des armes dont l'Occident s'était assuré le monopole de fait. Cette réciprocité de terreur coupait le monde en deux : on ne s'arrachait à l'un des champs de force que pour être happé par l'autre. Dans cette conjoncture, le plan Marshall apparaît comme une provocation : sous ses dehors pacifiques, c'était l'amorce d'une politique de « refoulement ». Puisque les Soviétiques n'avaient pas encore le moyen de combattre cette pénétration économique sur leur propre terrain, ils étaient réduits à s'y opposer par la contrainte. Ils perdaient sur tous les tableaux : l'U.R.S.S. avait laissé voir sa faiblesse ; une habile propagande l'accusait jusque dans les démocraties populaires de répondre par des coups de force à l'offre désintéressée des États-Unis et de priver égoïstement les pays sous-développés d'une aide qui leur était indispensable. Les dirigeants russes ont vu le traquenard et n'ont pas hésité à prendre leurs responsabilités. En son principe, leur politique était juste : par la pression qu'ils exercèrent sur leurs alliés, ils sauvaient la Paix, l'édification du socialisme en U.R.S.S., *ils pouvaient aussi conserver en Europe centrale les chances de la socialisation.*

À la condition d'entreprendre cette socialisation *dans l'intérêt* des petites nations, en tenant compte de leur situation, de leurs besoins et de leurs ressources, des structures sociales, des résistances intérieures. Il était nécessaire et possible de leur éviter les terribles expériences de l'Union soviétique ; or c'est justement cela que les dirigeants russes ne voulurent pas comprendre. Légitimement fiers de leur histoire tragique et grandiose, croyaient-ils vraiment que les autres nations n'avaient qu'à la reproduire automatiquement ? Égarés par des analogies superficielles, n'apercevaient-ils pas les différences qui crevaient les yeux ? Il est pourtant manifeste que les Soviétiques, malgré leur admirable persévérance, n'eussent jamais réussi le « socialisme en

un seul pays », sans les immenses richesses naturelles de la Russie[e´]. L'Europe centrale ne manque certes pas de ressources mais celles-ci sont inégalement distribuées entre les nations : une édification socialiste nécessitait l'union étroite de toutes les démocraties populaires et l'élaboration en commun des plans de production. C'est ce que Nagy a très clairement expliqué, dès 1953, dans son discours au Parlement : « Rien, a-t-il dit, ne motive l'industrialisation exagérée ; et cet effort pour réaliser une autarcie industrielle, surtout si l'on ne dispose pas des ressources nécessaires en matières premières, constitue un renoncement à des possibilités avantageuses résultant d'un plus intense échange international de marchandises et avant tout de la collaboration économique avec l'U.R.S.S., les démocraties populaires et la Chine populaire. Il faudra mettre l'accent sur l'industrie légère et alimentaire tout en diminuant considérablement le rythme du développement de l'industrie lourde. » Par là il n'entendait pas dénoncer, comme on l'a cru, la primauté de l'industrie lourde, pas plus que l'effondrement actuel des économies hongroise et polonaise ne met nécessairement ce principe en question. Ce que les Soviétiques appellent « l'accroissement prioritaire de la production des moyens de production » est une nécessité qu'on retrouve aussi dans l'économie capitaliste puisque le progrès technique se réduit, en dernière analyse, à la prépondérance croissante de la machine dans la fabrication des produits. Seulement cette nécessité – sauf dans le cas de certaines puissances particulièrement favorisées – a surtout pour effet, à l'Occident, de renforcer les liens de dépendance entre les nations et de pousser à la constitution de cartels, de complexes et de pools internationaux. Tout est commandé, bien sûr, par la recherche du profit mais, dans la phase actuelle du développement industriel, l'unification des économies complémentaires est une tâche qui s'impose partout, quel que soit le régime. Et Nagy ne veut pas dire

autre chose : pour lui, la priorité de l'industrie lourde ne peut s'affirmer qu'à l'intérieur d'un ensemble organique où les ressources du sol et du sous-sol soutiennent et satisfont les exigences de l'industrialisation. Un de ses collaborateurs immédiats est encore plus explicite : « Nous nous sommes trompés parce que nous avons mal interprété la politique d'industrialisation socialiste. » Le développement des industries légères tel qu'il fut tenté de 1953 à 1955 par le gouvernement Nagy ne signifiait pas l'abandon de la thèse « marxiste-léniniste » : on mettait seulement l'accent sur l'impossibilité de réaliser *en Hongrie* le « socialisme en un seul pays ». La stupéfiante folie de Staline et des staliniens fut de croire ou de laisser croire à l'harmonie préétablie : comment expliquer, en effet, sinon par un recours à la Providence, que chaque démocratie populaire se trouvât être à la fois le produit complexe de l'Histoire universelle et un organisme économique recélant en lui-même toutes ou presque toutes les conditions de son autonomie ? Par quelle aberration s'est-on persuadé que chacune d'elles avait le devoir de pousser à fond l'industrialisation pour asseoir sa souveraineté sur une véritable autarcie ? Et qui donc a pu s'imaginer que la sueur et le sang des travailleurs féconderaient la terre et susciteraient le charbon ou le fer aux lieux mêmes où ils n'existaient pas ?

Au début, personne ne soutenait cette doctrine imbécile : dès 1945, au contraire, certains États d'Europe centrale avaient lancé l'idée d'une fédération économique. On peut deviner que Staline ne la vit pas d'un bon œil : il semble pourtant qu'il n'y fut pas tout à fait opposé ; Tito eut avec lui d'étranges conversations sur ce sujet. En fait, les résistances les plus acharnées vinrent des petites puissances balkaniques, toujours jalouses de leur autonomie, mais il va de soi que la fédération – avec ou sans elles – se fût faite si seulement le Kremlin l'eût décidé. En tout cas, la provocation Marshall détruit d'un seul coup les faibles chances du

fédéralisme. C'est le parti pris de la méfiance qui triomphe. Il ne suffit pas d'arracher ces États à l'emprise de l'Ouest, il faut les isoler, diviser pour régner. Le « socialisme en un seul pays » avait été la doctrine et la gigantesque entreprise d'une nation retranchée du monde. Pour retrancher du monde ambiant chaque démocratie populaire, on lui donne pour catéchisme et pour tâche « le socialisme en un seul pays ». Le stalinisme ne cesse d'exploiter les inimitiés politiques des satellites ; pour leur masquer que, dans certains secteurs, au moins, leurs économies pourraient devenir complémentaires, on les oblige à se donner artificiellement des économies homologues. Avec l'assistance de l'U.R.S.S. – experts, marchés, aide matérielle en cas d'urgence – chacun se lancera dans la surindustrialisation et dans la collectivisation accélérée du secteur agricole. Cette brusque frénésie devait avoir un autre effet : on comptait bien que ces populations, absorbées dans un immense travail constructif, oublieraient Marshall et ses œuvres ; la socialisation à la russe, c'était leur fière réponse aux offres de l'étranger : nous n'avons besoin de personne, nous travaillons pour nous suffire. L'U.R.S.S. était le mentor, elle guidait ses sœurs cadettes vers l'abondance : sa sollicitude ferait oublier la faiblesse de son aide matérielle. Dans chaque démocratie populaire, les dirigeants « en remirent » : il fallait masquer la dictature soviétique en exaltant le chauvinisme ; on insistait sur l'effort admirable du peuple qui gagnait l'indépendance à la sueur de son front, on voulut lui donner des symboles tangibles de ses victoires : Rákosi fait construire un métro à Budapest malgré l'avis des experts : il édifie Stalinvaros, extraordinaire ville morte, immense chantier où personne ne travaille ; les staliniens polonais veulent doter le pays d'une industrie automobile. En un mot, on essaie de fonder un nouveau nationalisme sur la grandeur des « réalisations ». Entièrement coupé de ses voisins, chaque pays adopte

la structure rétractile de la société soviétique, il masque son asservissement et sa misère en bâtissant un gigantesque trompe-l'œil.

Le but fut atteint rapidement : les gouvernements s'envoyaient des télégrammes, ils pouvaient se faire des visites de politesse, les nations pouvaient échanger des délégations mais les vraies relations de Prague et de Varsovie, de Belgrade et de Budapest passaient nécessairement par Moscou ; on retrouve le principe de la hiérarchie stalinienne : les subordonnés ne communiquent entre eux que par l'intermédiaire de leur supérieur. Ce fut l'erreur fondamentale de Staline : plutôt que de s'attacher ses alliés par une solidarité réelle et positive, l'U.R.S.S. préféra créer des monstres qui ne pouvaient subsister sans elle.

Dans le moment même où l'on exaltait le nationalisme, la méfiance stalinienne s'appliquait à l'humilier. Nul ne semblait s'aviser, en effet, de l'abîme infranchissable qui séparait ces révolutions préfabriquées de la Révolution d'Octobre. Celle-ci était un produit autochtone. Quelles qu'aient été plus tard ses contradictions et la société hiérarchisée qu'elles engendrèrent, elle venait d'en bas, elle était portée par les masses, au moins au début. Pour les démocraties populaires, par contre, le socialisme était une marchandise importée, la Révolution s'était faite par en haut, ses chefs avaient été imposés par l'Armée Rouge et beaucoup d'entre eux revenaient de Moscou. Le seul gouvernement qui jouissait de la confiance populaire, Tito, puisa dans le soutien des masses la force de s'opposer aux exigences de l'U.R.S.S. On sait le résultat : la méfiance stalinienne, renforcée, exigea, partout ailleurs, la liquidation des « communistes nationaux » ; or c'étaient les seuls qui eussent combattu dans la Résistance, les seuls qui eussent gardé quelque influence personnelle sur les travailleurs. Les hommes qui restèrent, pour dévoués qu'ils fussent au socialisme, ne devaient leur puissance qu'au soutien de l'étranger. J'ai dit comme la bureaucratie soviétique s'était coupée des masses. Mais j'ai montré aussi

que cette coupure était la conséquence de contradictions inévitables et d'extrêmes périls. Dans les démocraties populaires, la dissolution brutale des Fronts et la stalinisation des Partis communistes effectuèrent cette coupure *d'avance* et jetèrent le discrédit sur la nouvelle politique quand on n'avait pas encore eu le temps de la préparer. Ces gouvernements nés de la guerre froide jugèrent bon d'exalter le nationalisme en paroles, quand leur seule existence l'humiliait en faits ; ils ne comprirent pas qu'ils forgeaient une armée qui se retournerait contre eux tôt ou tard. Rákosi poussa l'aveuglement plus loin encore : Israélite, entouré d'Israélites, il ne craignit pas de réveiller l'antisémitisme des Hongrois par une violente campagne antisioniste.

Tout versa dans l'abstraction : Merleau-Ponty a raison de signaler à ce propos l'échec de la planification « volontariste » qui aboutit à des projets « irréels ». Mais il a tort d'étendre cette condamnation aux plans faits pour l'U.R.S.S., par des experts soviétiques, les mieux renseignés sur les exigences et les possibilités de leur économie nationale. Certes, les résultats escomptés n'ont pas toujours été atteints mais ces projets, pour autoritaires et « volontaristes » qu'ils soient, avec la marge d'erreur qu'ils peuvent comporter, demeurent valables ou du moins corrigibles tant qu'ils sont *nationaux*. Dans les démocraties populaires, les plans, élaborés par des experts russes, ne tenaient aucun compte des conditions réelles de la production ; achevés, nul ne pouvait les remettre en question. Or ces plans n'étaient que des rêves : bien sûr, ils exigeaient *trop* et *trop vite*, mais surtout ils demandaient *autre chose*. Autre chose que ce qu'on pouvait leur donner. Ils imposaient au pays une économie artificielle que l'économie réelle ne pouvait supporter. Pour maintenir de force ces structures étrangères, on prélevait chaque jour davantage sur le revenu national : en Hongrie, au cours de l'exécution du Plan, entre 1951 et 1953, la proportion des

investissements dans l'industrie lourde (jointe à la consommation des organismes d'État et à celle de l'appareil administratif) n'a cessé de croître : fixée d'abord à 28 %, deux ans plus tard la moitié du revenu s'y engloutissait. Mieux : quand les exigences soviétiques variaient, on procédait, pour les satisfaire, à une redistribution partielle des investissements, sans jamais reconsidérer la planification d'ensemble ; en conséquence, certains secteurs s'étiolaient brusquement et d'autres s'hypertrophiaient ; des chancres rongeaient les économies.

Les conséquences sont connues de tous : l'hostilité des ruraux fit échouer partout les coopératives ; les gouvernements n'étaient pas assez sûrs de leurs troupes pour recourir à la force ; c'est que la présence visible de l'occupant empoisonnait tout : des soldats hongrois eussent-ils tiré sur des paysans hongrois pour les obliger à suivre les directives de l'étranger ? Pouvait-on recourir aux troupes russes pour aggraver la situation ? Le pouvoir réel des dictateurs était moins solide qu'il n'y paraissait d'abord : ils pouvaient pendre des bureaucrates mais ils ne parvenaient pas à rallier les paysans ni même à fixer les ouvriers sur le lieu de travail. Du reste, les cultivateurs connaissaient l'histoire tragique de la collectivisation soviétique : on pense bien que la presse bourgeoise ou fasciste d'avant-guerre les avait complaisamment renseignés ; ils n'essayaient pas de s'opposer par la force à la constitution des coopératives : mais leur résistance passive aboutit à ruiner le système. Le niveau de vie resta stationnaire quand il ne baissait pas ; dans de nombreux secteurs industriels, malgré l'immense effort qu'on imposait aux ouvriers, la productivité n'a jamais rejoint le niveau d'avant-guerre. Les buts fixés par le Plan n'étaient atteints que sur le papier. Chaque démocratie populaire était double : il y avait la société-mirage et la société réelle. La société-mirage, c'était l'U.R.S.S. en modèle réduit : une bureaucratie ivre de statistiques conduisait d'une main de fer les masses travailleuses vers le socialisme ; du

sommet à la base, l'ordre hiérarchique comprimait un peu mais soutenait les individus. La société réelle, c'était le tournoiement d'une économie et d'une bureaucratie qui s'étaient affolées ensemble et puis le vide, et puis, au niveau des masses, un extraordinaire mélange de contrainte et d'anarchie[f]. Le système tenait encore parce que personne ne connaissait la vérité entière : les travailleurs et les techniciens voyaient dans leur partie la gravité des erreurs commises mais ils ne pouvaient pas concevoir qu'il en fût de même dans tous les autres secteurs. Les dirigeants ne mesuraient pas l'étendue des désastres : on leur mentait, ils mentaient à Staline. Staline et le Bureau politique s'entêtaient dans l'erreur : le propre du pessimisme, c'est d'être confirmé par ses effets. Après l'opération Marshall, les dirigeants soviétiques avaient jugé la guerre plus probable que la paix. La conséquence logique de cette estimation c'était le réarmement, c'était aussi la politique des blocs : dans cette perspective qui servait la méfiance, il était naturel de traiter en suspects ces étranges alliés qui s'étaient empressés, en 1948, de prêter l'oreille aux trop belles sirènes de l'Atlantique. On a dit que l'U.R.S.S. avait *colonisé* les pays satellites : c'est faux ; la colonisation est un système économique bien défini dont les caractères ne se retrouvent pas ici : où a-t-on vu des colons forcer les colonisés à s'industrialiser ? La Métropole exporte des produits finis pour importer des produits bruts ou des denrées alimentaires ; or, entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires la nature des échanges est éminemment variable : la Russie peut acheter des produits d'extraction et les payer avec des céréales (charbon polonais contre blé soviétique) ; elle peut développer (en Tchécoslovaquie et même en Hongrie) des industries complémentaires de la sienne : il lui arrive en ce cas de livrer des produits bruts en contrepartie de ses importations, c'est-à-dire de jouer le rôle du pays sous-développé[g]. En d'autres cas l'échange porte sur des objets manufacturés. Sans doute, dira-t-on, mais il y a

exploitation. Ce n'est pas vrai non plus. Ou, du moins, ce n'est pas l'essentiel. Certes, les dirigeants soviétiques ont toujours cherché à réaliser des accords qui leur fussent avantageux. Ils ont mis sans façon la main sur l'uranium hongrois ; quand ils créaient des sociétés mixtes, ils s'arrangeaient pour que l'estimation des apports leur assurât une marge supplémentaire de bénéfice ; il n'est pas douteux non plus qu'ils achetaient le charbon polonais au-dessous de son prix. Mais, là encore, on a exagéré ou mal posé la question : ce que beaucoup de communistes reprochent aux Russes dans les démocraties populaires, ce n'est pas d'acheter au-dessous des prix mondiaux (bien que cela ait pu se produire) mais, tout au contraire, de prendre les prix mondiaux pour base de leurs calculs, ce qui a pour effet immédiat de défavoriser la nation sous-développée. Bref on reproche à ces socialistes de se conduire *en capitalistes* et non pas de se livrer à je ne sais quelle surexploitation qui ferait rougir les capitalistes eux-mêmes. De toute manière, ce n'est pas cela qui a ruiné les économies des satellites ; et l'on ne doit pas oublier que cette exploitation partielle est compensée dans les cas d'urgence par une aide matérielle. Non, l'U.R.S.S. n'a pas colonisé ni systématiquement exploité les démocraties populaires. Ce qui est vrai, c'est qu'elle les a *opprimées* pendant huit ans. Elle pouvait essayer de gagner leur amitié et, délibérément, par pessimisme et mépris, elle a préféré la contrainte ; ce grand pays solitaire n'a ni su ni voulu briser sa coquille de routine et de méfiance pour s'adapter à sa situation nouvelle et pour assumer le « leadership » de l'Europe centrale. Je l'ai dit, la méfiance paye : opprimés, ruinés, traités en suspects, ces alliés sont devenus de moins en moins sûrs. La force est sa propre preuve ; en 1948 on a parié pour elle ; c'est elle, seule aujourd'hui, qui garantit aux Russes la fidélité de la Hongrie.

Du temps de Staline, pourtant, les plaies restaient couvertes. Personne ne peut douter que les événements de Pologne et de Hongrie

ne soient l'effet direct de ce qu'on appelle ici la *déstalinisation*. Déstalinisation, démocratisation : quel que soit le nom qu'on lui donne, cet extraordinaire bouleversement ne vient pas de la pression des masses. Ni de l'intervention de l'armée. Le régime stalinien, dès sa naissance, n'a cessé de se détruire dans l'exacte mesure où, conformément à son office, il construisait une société entièrement différente de celle qui l'avait produit : dans les dernières années de Staline, le stalinisme avait forgé tous les instruments de sa liquidation ; c'était une survivance, en contradiction profonde avec la structure réelle de la nouvelle société. L'U.R.S.S. avait acquis un énorme potentiel militaire : l'Armée Rouge était assez forte pour atteindre l'Atlantique en quarante-huit heures ; l'industrie d'armement fabriquait des bombes atomiques. Il n'était pas sûr que les Russes vaincraient, dans un conflit mondial, mais il apparaissait déjà qu'on ne pouvait les attaquer sans mettre le genre humain au bord de la disparition totale. Dans le même temps – et *malgré* la méfiance systématique de Staline – une grande puissance communiste venait de naître, qui avait fait sa révolution elle-même, sans secours, et qui – au contraire des démocraties populaires – unissait indissolublement, dès le départ, les exigences de l'édification socialiste à celles de l'intérêt national[h´] : la Chine de Mao sauvait l'U.R.S.S. de l'encerclement. C'est peu de déclarer, comme on l'a fait, que ces conditions nouvelles permettaient une politique de détente : elles la réclamaient. Seule et traquée, vulnérable, l'U.R.S.S. pouvait se montrer violente sans cesser d'affirmer sa volonté de paix : le rapport des forces lui était défavorable ; l'intransigeance de sa diplomatie et, si je puis dire, son agressivité restaient défensives ; son infériorité relative la mettait dans la nécessité de refuser – au moins en apparence – toutes les concessions. Cette attitude négative correspondait parfaitement à la « rétraction » stalinienne. Mais quand Staline eut annoncé que l'industrie soviétique

fabriquait des engins à fission, quand Mao eut proclamé la République chinoise, cette attitude « rétractile » devint de plus en plus dangereuse : les rapports de force tendant à s'égaliser, l'agressivité stalinienne changeait de sens en dépit d'elle-même et devenait objectivement offensive. La guerre de Corée fut le test : il est clair que l'U.R.S.S. n'en est pas responsable et que ces opérations locales représentent un épisode du conflit autrement grave qui opposait alors la Chine populaire à l'Amérique de MacArthur et du « *lobby* chinois[i´] ». Mais le gouvernement américain en jugea autrement. On sait par quelles campagnes de presse on affola le public et comment l'on exaspéra l'antisoviétisme. Reste que le « réveil » des U.S.A., que le durcissement de leur politique, le Maccarthysme et la décision de réarmer l'Allemagne témoignent d'une brusque panique : l'U.R.S.S. devenait assez forte pour révéler son impérialisme, le clan des bellicistes prit une importance croissante aux U.S.A. Il fallait que le Kremlin se résignât à la guerre ou qu'il prît une attitude plus conforme à sa nouvelle et terrible puissance. Au même moment, d'ailleurs, le triomphe des communistes chinois tirait l'U.R.S.S. de sa solitude mais, en contrepartie, la mettait en demeure d'établir, *avec un pays au moins*, de vraies relations socialistes. Il ne pouvait être question de soumettre et d'inféoder une nation de six cents millions d'habitants ; pourtant, la Chine était sous-développée, entre les deux économies le décalage était tel qu'il risquait d'entraîner les Soviets sur la pente du semi-colonialisme : il fallait choisir entre une exploitation, même discrète, que l'économie chinoise n'eût pas supportée, et la pratique vraiment socialiste de l'aide désintéressée. Seule, cette politique du don permettait à l'U.R.S.S. de conserver son hégémonie sur le monde socialiste ; encore faut-il ajouter que cette hégémonie, en Chine, devait rester très limitée ; les dirigeants soviétiques ne l'ignoraient pas : c'était par la Chine et par elle seule qu'ils pouvaient exercer leur influence

sur le monde asiatique mais le prestige de la République chinoise restait inséparable de son indépendance et de sa souveraineté. À partir de 1949, l'U.R.S.S. se trouva contrainte, pour la première fois, de fonder ses rapports avec une nation étrangère sur la confiance et la générosité[j].

Cependant, la structure de la société soviétique n'avait cessé de se modifier. Le blocus économique n'était plus à craindre, l'U.R.S.S. était devenue la deuxième puissance industrielle du monde. La primauté accordée à l'industrie lourde et à l'armement avait freiné la hausse du niveau de vie mais ne l'avait pas arrêtée. Cette hausse atténuait la contradiction fondamentale entre les exigences de l'industrialisation et les besoins de l'ouvrier. Le niveau de la culture s'était considérablement élevé : instruits, conscients, les jeunes ouvriers n'avaient plus rien de commun avec les masses illettrées de 1926 ; ils pouvaient prévoir et donner leur concours à une planification rationnelle et clairement expliquée ; par contre ils supportaient difficilement l'autoritarisme des petits Staline de fabrique ou d'atelier, plus difficilement encore l'existence d'une élite stakhanoviste dont les intérêts s'opposaient aux leurs. La nouvelle génération rurale n'avait pas connu les massacres et les déportations de l'avant-guerre ; elle commençait, par contre, à sentir les bienfaits de la motorisation : c'est ce qui la rapprochait peu à peu du régime. À la tête des usines et des stations d'État une génération de techniciens, durs et ambitieux mais solidement formés, retrouvaient *dans le travail* des relations ouvertes avec les paysans et les ouvriers. On a parlé de « technocratie » : c'est absurde. Mais il n'est pas douteux que la seconde phase de la construction socialiste se caractérise par l'importance croissante de la technique et que les spécialistes y sont protégés et valorisés par leurs fonctions. Cette importance nouvelle en liaison directe avec la productivité tend à les soustraire au stalinisme : leur consécration vient

de leurs capacités ; ce sont elles qui les défendent contre les risques de disgrâce et fondent en chacun la conscience qu'il a de soi.

Pourtant, au sommet, la dictature s'exaspérait ; la terreur s'affolait, tournait de plus en plus vite, massacrait tout ; l'isolement du Parti s'accentuait ; du haut en bas de l'échelle sociale, une bureaucratie incompétente doublait les nouveaux cadres techniques. Cette bureaucratie avait eu son heure héroïque : quand les cadres manquaient, elle avait tout appris par elle-même, elle s'était donné hâtivement la culture et les connaissances techniques qui lui permettaient, tant bien que mal, de diriger l'industrialisation. Staline était le modèle de ces grands travailleurs : il lisait tout, connaissait tout, décidait de tout, il trouvait le temps de se faire projeter tous les films, de juger tous les romans, toutes les compositions musicales ; les nécessités de sa fonction l'avaient obligé d'acquérir ce qu'on pourrait appeler, avec un mélange de blâme et d'admiration, une incompétence universelle. Mais, dans la mesure même où ces bureaucrates *tenaient lieu* d'experts et de spécialistes, dans la mesure où ils « faisaient la soudure » entre l'ignorante Russie du tsarisme et l'U.R.S.S. industrialisée, ils creusaient leur propre tombe : l'instruction supérieure, créée et développée par leurs soins, produisait des techniciens sans cesse plus nombreux, dont le rôle était justement de les éliminer. Ils demeuraient en place, pourtant, ces staliniens qui devaient tout à Staline : la bureaucratie alliée au Parti se méfiait des nouveaux venus et se croyait la dépositaire unique de l'élan révolutionnaire : cela signifiait, avant tout, qu'elle se jugeait seule qualifiée pour établir les plans et pour en assurer l'exécution. Ainsi, dans les dernières années de Staline, le mouvement de socialisation engendrait une contradiction latente, que la dictature masquait encore mais qui devait éclater tôt ou tard : en produisant ses nouveaux cadres, il les opposait aux anciens[k´]. Il y avait deux régimes en U.R.S.S. : d'un

côté une société trop fortement hiérarchisée où les inégalités demeuraient criantes, mais qui s'était donné, sous Staline et grâce au stalinisme, ses propres institutions, sa structure et sa cohérence ; malgré ses contradictions internes, cette société *tenait debout par elle-même*, elle évoluait sans cesse mais ses bases étaient solides, elle était protégée contre les ruptures violentes ou l'éparpillement par ses organes internes de liaison et de médiation, la qualification de ses cadres et l'importance de l'outillage lui permettaient de *porter* le Plan, de le soutenir au lieu d'être tirée par lui : à la limite, celui-ci devait se confondre avec le mouvement concret de la production ; de l'autre côté, une dictature policière sans utilité réelle et une administration incapable de résoudre les nouveaux problèmes, de dépasser les contradictions ou d'arbitrer les conflits. Même la bureaucratie dirigeante ne pouvait plus tolérer la terreur qu'elle avait engendrée et maintenue : l'anéantissement par les forces extérieures n'était pas plus à craindre que la Contre-Révolution à l'intérieur : l'idole barbare de l'Unité absolue, personne n'y croyait plus tout à fait ; la méfiance avait engendré ce culte, il disparaîtrait avec elle : le relâchement de la dictature entraînerait le retour à la direction collégiale dont l'unité mouvante est basée sur la réciprocité des rapports. Les nouveaux organisateurs, collaborateurs et subordonnés de Staline, vivaient dans la contradiction : ils appartenaient simultanément à un système terrible mais inefficace qui n'avait plus d'autre réalité que celle du sang qu'il versait et à une société de techniciens, de travailleurs dont les relations concrètes dépendaient avant tout du mode de production et qui demandaient un gouvernement de gestionnaires et d'arbitres.

Dangereux en politique extérieure, le système, à l'intérieur, ne pouvait que freiner le développement de la production. Le stalinisme était une survivance à laquelle il ne faut pas chercher d'autre raison que l'existence même de Staline. Tant qu'il demeurait, au-dessus de

tous, comme le symbole d'une dictature nécessaire, la nouvelle société soviétique n'avait pas les moyens de se connaître : la politique des blocs entretenait la guerre froide et, avec elle, le sentiment vague qu'une menace terrible pesait sur l'U.R.S.S. – la même, précisément, qui bouchait l'horizon depuis 1917 ; et puis il y avait le slogan « la lutte des classe s'exaspère quand on approche du socialisme » qui justifiait tous les appels à la « vigilance », il y avait la propagande qui s'appliquait à faire deviner partout la présence invisible de l'ennemi. Le système était alimenté, soutenu par Staline et Staline, vieilli, était la première victime du système : porté au pouvoir par la méfiance universelle, il demeurait l'incarnation de cette méfiance lorsqu'elle n'avait plus raison d'être ; dans la mesure même où il sentait l'écart entre son propre système et la société qu'il avait forgée, il ne pouvait plus réagir qu'en accentuant sa méfiance. Pour avoir été l'instigateur et l'agent de cette « rétraction » qui avait permis à l'U.R.S.S. de gagner la guerre, il s'était rendu parfaitement incapable de diriger l'expansion soviétique. Un homme est fait par sa *praxis* : elle le transforme, découvre par lui ses principes et, quand elle ne mord plus sur la réalité, elle se retire en lui et se dépose dans son cerveau, dans ses muscles, sous forme de routine. À partir de 1948, la nouvelle terreur fut routinière. Le « complot des médecins » avait un air de « déjà-vu », une apparence anachronique qui en augmentait l'horreur ; les têtes roulaient mais la structure réelle de la société n'était pas modifiée. Le contraste entre le vieux pessimisme ranci des staliniens et l'optimisme des bâtisseurs s'accusait chaque jour ; cette jeune société, justement fière de ses succès, était coupée d'elle-même par un cauchemar sanglant et confus.

Le principal facteur de la déstalinisation, on est forcé de reconnaître que c'est tout simplement la mort de Staline : un voile funèbre glisse de côté, découvrant la société soviétique à ses propres yeux. Une conception périmée de l'intégration sociale disparaît en

même temps que le seul homme capable de l'imposer. Voilà justement ce qui rend le retour d'un dictateur impossible : la collectivité ne se reconnaîtrait plus en lui ; les éléments de ce corps social, soudés par des intégrations multiples – verticales et horizontales –, réalisent l'unité par une pluralité complexe de hiérarchies et de réciprocité : ils n'ont besoin ni d'unification *par en haut* ni du mythe romantique de l'unité incarnée. Il fallait *être déjà Staline* pour prolonger quelque temps une dictature inutile ; mais ses successeurs, même s'ils en avaient envie, n'auraient pas le moyen de l'imiter : ils ne sont pas sacrés, ils ne peuvent pas le devenir : cette société positive a liquidé les idoles et les cultes. On a lu cent fois dans la presse bourgeoise que Malenkov, Khrouchtchev, Molotov et les autres « se disputèrent la succession de Staline ». C'est absurde. Après la mort d'un empereur, des généraux romains pouvaient se disputer son trône : le pouvoir impérial ne dépendait pas de l'homme qui l'exerçait temporairement. Mais la succession de Staline, comment pourrait-on la briguer *puisqu'elle n'existe pas*. Staline n'a rien laissé derrière lui si ce n'est un monde qu'il a fait et qui le renie. La déstalinisation, à l'origine, fut une découverte plutôt qu'une décision : délivrés de la grande ombre stalinienne, les dirigeants perdirent à la fois la toute-puissance et la servitude ; ils resteraient, quoi qu'ils fissent, plongés dans la collectivité nationale et personne ne pourrait plus s'élever au-dessus d'elle ; la politique « rétractile » devenait impossible ; il fallait mettre au point une politique d'expansion : comment rendre vie à la bureaucratie, au Parti, à ces deux organes saignants et recroquevillés de la domination stalinienne, sans leur faire d'abord retrouver la confiance des masses ? Mais comment les masses donneraient-elles leur confiance si d'abord le Parti ne leur donnait la sienne, bref si l'on ne rétablissait un certain contrôle de la base sur l'appareil ? Le stakhanovisme était né de la défiance, de la contrainte et de la rareté : il provoquait de l'hostilité,

une résistance passive chez la plupart des ouvriers. Pour élever la productivité, il faut y intéresser les masses ; et comment les intéresser sans d'abord leur *donner* ? Une redistribution des investissements pourrait rapprocher le moment où elles auraient conscience de travailler pour elles en travaillant pour la nation. En un mot, la seule politique *possible* devait être entièrement positive, se fonder sur l'optimisme et la confiance. L'U.R.S.S. de Staline s'était défiée des autres parce qu'elle se défiait d'elle-même ; la Russie nouvelle changeait de politique parce qu'elle découvrait enfin qu'elle pouvait avoir confiance en soi ; à présent, elle était assez puissante, dans tous les domaines, pour ouvrir fièrement ses portes à l'Occident. Pour un pays jeune et sûr de sa force, le pire n'est pas toujours sûr ; il peut parier pour la paix : la nouvelle politique devait se développer sur tous les plans à la fois ; elle n'aboutirait que dans un climat de détente internationale, mais elle contribuerait à le créer. Elle n'avançait pas fort loin, comme on sait, dans les voies de la démocratie – et d'ailleurs la démocratisation comme telle était le moindre souci des dirigeants –, elle ne cherchait pas non plus à faire disparaître les inégalités les plus criantes, à combattre efficacement la misère : mais c'était, avec toutes ses insuffisances, la seule politique vraie parce qu'elle s'accordait au mouvement, qui entraînait la nation entière, à l'élévation constante de son potentiel industriel et militaire, à l'espoir, à l'ardente volonté de vivre des générations nouvelles, simple expression subjective de ces transformations extraordinaires. Et il ne sert à rien de répéter que les déstalinisateurs sont des staliniens. Que pouvaient-ils être d'autre ? Cet étrange argument me rappelle celui des Girondins qui reprochaient à Robespierre d'avoir été, comme eux, royaliste avant le 10 août. Et après ? C'est avec les royalistes que la Révolution française a fait la République et les Républicains ; c'est la déstalinisation qui déstalinisera les déstalinisateurs. Car les changements amorcés ne peuvent s'arrêter

là : cette société, en se découvrant, découvre aussi ses conflits et ses tares ; la classe ouvrière est formée d'hommes neufs qui ont acquis la connaissance de leurs pouvoirs et de leurs droits ; il est vrai qu'ils ont, en retour, perdu les traditions de la lutte révolutionnaire : mais, si l'on ne veut pas tout confondre, il faut bien reconnaître qu'il ne s'agit pas de faire la Révolution ; à l'intérieur d'une société qui se fonde sur la socialisation des moyens de production, la classe ouvrière peut et doit obtenir des réformes profondes mais la Révolution est *derrière elle*[1]. Cette classe, dès que la Terreur prend fin, ne peut plus éviter de voir ses contradictions : on les lui cachait au nom du Salut Public mais le danger s'éloigne, elle aperçoit que sa condition pratique est en opposition avec son rôle théorique de classe dictatoriale ; elle subit une planification qu'elle devrait contribuer à établir. Sa culture – de loin supérieure à celle de n'importe quel prolétariat – lui permet de voir clair ; elle formulera clairement ses problèmes et ses exigences. Ainsi le mouvement qui s'amorce au sein de la société soviétique ne peut être qu'un retour aux sources du socialisme : l'accroissement de la productivité exige à présent qu'on fasse confiance aux masses ; et celles-ci, après avoir *reçu* la culture plus qu'elles ne l'ont *conquise*, doivent retrouver leur activité propre et s'émanciper elles-mêmes à travers le combat réformiste. La déstalinisation est une politique de victoire, fondée sur la croissance continue d'une nation géante et qui doit tôt ou tard, de bon ou de mauvais gré, libérer toutes les forces positives de cette société ; elle rejette le pessimisme stalinien sous sa forme pseudo-marxiste – il n'est pas vrai que l'édification du socialisme exaspère la lutte de classes – et lui substitue ses propres principes : le pire n'est pas toujours sûr ni l'homme toujours mauvais ; on doit préparer la paix par la paix. En vérité, il importe peu que les déstalinisateurs ne se soient pas entièrement délivrés du stalinisme : ce qui peut inquiéter, c'est qu'il reste dans les cadres supérieurs et moyens

une quantité considérable de bureaucrates dont les intérêts s'opposent à la déstalinisation. Il ne s'agit pas, comme on l'a prétendu, des intérêts d'une classe, pas même d'un milieu : les staliniens se recrutent un peu partout et leurs intérêts se confondent avec ceux de la bureaucratie considérée comme organe de gouvernement : chacun d'eux risque d'être détrôné par un spécialiste comme la machine universelle a été détrônée par les machines spécialisées ; dans la mesure même où le technicien représente l'expression pure et simple de l'objectivité, il tend à faire ressortir l'inefficacité d'une décision autoritaire qui ne se fonderait pas sur le cours des choses ; à mesure que la prépondérance de l'outillage s'affirme dans la composition des produits usinés, la planification leur échappe : le taux d'accroissement de la productivité ne dépend plus autant des hommes et de la contrainte qu'on exerce sur eux ; il se lie chaque jour davantage à l'amélioration des techniques et au perfectionnement des machines ; c'est l'équipement lui-même, pourrait-on dire, qui, par la médiation des ingénieurs, définit ses propres possibilités et, joint à la nécessité d'intéresser les masses tout entières à la production, détermine la politique d'investissement. En face de ces nouvelles exigences, les hommes en place risquent de découvrir leur inutilité. Ils se défendent en identifiant leur cause à celle de la Révolution : beaucoup d'entre eux sont sincères, on ne saurait le nier ; ils ont toujours conçu le mouvement révolutionnaire comme un effort farouche, imposé à tous par la contrainte et soutenu par l'héroïsme des meilleurs : le paysan mal dégrossi qui ralliait le prolétariat industriel, vers 1930, il fallait l'arracher à lui-même, le pousser à la limite de ses forces ; la société entière, sous l'impulsion des bureaucrates et du Parti, ne cessait d'opérer son propre dépassement, on lui demandait *plus* qu'elle ne pouvait donner : personne n'ignore que les objectifs des premiers plans quinquennaux ne furent pas atteints. Cet arrachement à soi justifiait le pessimisme stalinien et

l'empêchait de tourner à la misanthropie totale : la nature humaine n'était que faiblesse, égoïsme, ses besoins entravaient la planification, mais le stakhanoviste était le vrai héros stalinien parce qu'il refusait sa nature et qu'il représentait, en somme, la négation d'une négation. Dans cette perspective, on peut imaginer que l'administration et les organes de l'État ne voient pas sans inquiétude le développement d'une société qui se fait chaque jour plus technique : d'où viendra l'impulsion révolutionnaire ? Si les masses absorbent les héros du travail, si les techniciens contrôlent la production, le mouvement de la socialisation ne va-t-il pas se ralentir ? La tension permanente de la collectivité ne va-t-elle pas se relâcher ? Ne risque-t-on pas de favoriser la stratification des couches sociales ? Il est très significatif que Staline, peu avant sa mort, ait fait fusiller le rapporteur du Plan quinquennal en l'accusant de vouloir rétablir le capitalisme : c'était la réaction brutale du bureaucrate révolutionnaire contre le technicien. Bien entendu, ces inquiétudes sont vaines : elles montrent simplement que le Parti est nécessaire à l'édification du socialisme et qu'il doit conserver sa fonction d'agitateur et d'entraîneur d'hommes *à la condition expresse* de changer de structure. Mais les staliniens de l'appareil ne peuvent pas même concevoir cette métamorphose ; ils n'ont qu'un souci : reprendre en main ces générations nouvelles. Khrouchtchev s'inquiète de la jeunesse : il a lancé l'autre semaine un avertissement sévère aux étudiants, c'est-à-dire aux techniciens futurs. Molotov tente d'intimider les peintres et les écrivains. Je ne dis point que l'un ou l'autre soit le représentant des bureaucrates staliniens : c'est aux extralucides d'en décider[m´]. Ce qui est sûr, c'est qu'ils reflètent tous deux les contradictions présentes de la société soviétique et qu'ils subissent ensemble des influences contraires selon le moment et la conjoncture. Ce qui peut inquiéter, c'est que l'existence de ces éléments staliniens, encore nombreux et puissants, à la fois conservateurs et

révolutionnaires, engendre et maintient, à l'extérieur comme à l'intérieur, une illusion dangereuse : il semblerait en effet que la bureaucratie soviétique dispose d'une politique de rechange et d'une équipe de rechange toute prête à l'appliquer. C'est faux : l'équipe existe peut-être mais non la politique : le « néostalinisme » n'est pas viable, il est né décapité ; ce qu'on appelle de ce nom, c'est l'effort désespéré d'un groupe pour défendre ses privilèges et ses partis pris. Où cela peut-il mener ? À sa liquidation, si nous avons de la chance. Sinon, à des convulsions désordonnées, à l'erreur, au crime, à la guerre.

Malheureusement, chaque fois que l'Occident parie pour le pire, il accroît l'influence, à l'Est, de ceux qui ont misé sur la guerre. Tous les hommes clairvoyants, quelle que fût leur tendance politique, ont dit et répété qu'il fallait répondre aux premières ouvertures de l'U.R.S.S. ; tous ont montré qu'on prenait de gros risques en décourageant la déstalinisation naissante. Malheureusement, chez nous aussi la guerre froide a changé la structure de la société ; partout, l'anticommunisme a porté les conservateurs au pouvoir : ce sont les alliés naturels du stalinisme ; et puis il y a les fabricants d'armes : le spectre de la Paix les a plongés dans une terreur panique. Tout, mais pas *ça* : leurs représentants se sont hâtés de voter le réarmement de l'Allemagne. Ruineux, inefficace, ce réarmement n'avait qu'un avantage : il stoppait la déstalinisation, il rétablissait la guerre froide. De fait, Khrouchtchev remplaça Malenkov et réaffirma la primauté de l'industrie lourde.

Mais ce qui, dès le début, fit pencher la balance en faveur des staliniens, ce fut la grève insurrectionnelle de Berlin. Les dirigeants soviétiques ont appris d'un seul coup deux vérités désagréables : les gouvernements des pays alliés leur avaient menti, la situation des satellites était fort différente du tableau qu'ils en avaient brossé ; la déstalinisation n'était pas un fait spécifiquement soviétique : elle devait

nécessairement s'étendre aux démocraties populaires et les répercussions en seraient d'autant plus graves que les économies étaient plus déséquilibrées. En U.R.S.S., on déstalinisait la victoire : le régime était stable, accepté par tous, l'industrie puissante, la production maintenait et pouvait augmenter son taux d'accroissement, le niveau de vie, encore très bas, s'élevait continuellement. Dans les pays satellites on déstalinisait la défaite : si la contrainte se relâchait, on découvrirait des crimes, des erreurs ruineuses, des ressources gaspillées, une poignée de staliniens isolés en face de populations hostiles qui détestaient leur gouvernement, les Soviétiques et peut-être le socialisme. Pas plus que le stalinisme, la déstalinisation n'était un article d'exportation : en Europe centrale, les déstalinisateurs soviétiques se retrouvaient solidaires des créatures de Staline. Malenkov avait facilité le retour au pouvoir de Nagy, Khrouchtchev le remplaça par Rákosi. Mais la nouvelle politique se développait par elle-même, en U.R.S.S. et à l'extérieur : le mouvement général d'expansion obligeait les Soviétiques à régler leur différend avec Tito. Et comment y parvenir sans proclamer que le socialisme peut se réaliser par des voies différentes, c'est-à-dire sans favoriser *dans toutes les démocraties populaires* ces « communistes nationaux » dont on avait exécuté ou emprisonné les chefs ? Les accusateurs publics avaient, à l'époque, cherché surtout à faire le procès de Tito ; à présent, Tito, vainqueur, exigeait que l'on cassât tous les jugements : la contradiction profonde de cette politique saute aux yeux : les dirigeants soviétiques soutenaient les staliniens d'Europe centrale mais ils les déconsidéraient en se rapprochant des Yougoslaves ; Khrouchtchev et Boulganine avaient beau jeu de rejeter sur Beria[28] et même sur Staline les mensonges et les crimes de 1950 en ajoutant discrètement : « Nous, nous n'étions pas encore au pouvoir. » Mais en Europe centrale, ceux que Staline avait compromis, ceux qu'il avait contraints de devenir ses complices, ils étaient au pouvoir en 1950

et ils y étaient encore en 1955 : si Rajk était un innocent, un martyr, le chef du gouvernement hongrois devenait un assassin. Rákosi ne parut pas sensible à cette logique impitoyable ; malheureusement pour lui, elle s'était imposée au peuple hongrois tout entier. Les Soviétiques avaient ramené les dictateurs dans les fourgons de l'Armée Rouge : ils les avaient rendus suspects en les installant au pouvoir, haïssables en les contraignant à faire régner la terreur ; à présent, ils les déshonoraient en les obligeant à proclamer leurs crimes et à baiser les pieds de Tito. Tout cela n'eût pas été bien grave si ces criminels, aussitôt après l'aveu, eussent été pendus. Mais où trouver l'équipe de rechange ? Elle existait : il y avait, dans les prisons, des hommes aux dents brisées, aux ongles arrachés qui avaient gardé la sympathie du peuple. Emprisonnés sur l'ordre de Staline, le gouvernement soviétique doutait qu'ils pussent devenir des alliés fidèles : ce fut sans doute sa plus grande erreur : la vieille méfiance stalinienne l'empêcha de comprendre que ces communistes sincères feraient passer l'intérêt du socialisme et de leur pays avant leurs ressentiments personnels et qu'ils renouvelleraient – sur des bases différentes – leur alliance avec la Russie. Et d'où venait cette méfiance ? demandera-t-on. Est-ce que les « staliniens » regagnaient le terrain perdu ? Peut-être : Tito ne nous a pas laissés ignorer que la lutte était chaude entre l'ancienne bureaucratie et les représentants de la nouvelle administration technique. Mais ce qui a compté surtout c'est que les déstalinisateurs, en face des démocraties populaires, n'ont jamais abandonné l'attitude de Staline : ils ne s'y fiaient pas, c'étaient des nids de fascistes, d'ignorants, de cagots, de bourgeois camouflés[n´] ; les ouvriers n'étaient que des sociaux-démocrates. Les désastreuses conséquences de la planification leur en fournissaient une preuve supplémentaire : c'était la faute des peuples. Ainsi l'échec de la politique stalinienne les invitait à la continuer.

Le XX[e] Congrès a un sens qui nous échappe. Il suffit de comparer le discours officiel de Khrouchtchev à son fameux rapport secret pour comprendre que celui-ci a été improvisé, rédigé à la hâte ; on l'a comparé à une sorte de monologue shakespearien, dont le désordre apparent dissimule un ordre passionnel et dont la lecture n'apprend rien ni sur le stalinisme ni sur le caractère de Staline. Est-ce une initiative personnelle ? Fut-ce le Bureau politique qui chargea Khrouchtchev de le rédiger ? Nous ne le savons pas. Nous ne savons pas non plus si l'on voulait désarmer l'opposition stalinienne en renversant son idole ou si, par une surenchère inattendue, l'on tentait de dépasser les timides efforts des déstalinisateurs pour reprendre l'initiative et freiner la déstalinisation. En tout cas, cette manœuvre brutale était expressément destinée à l'usage interne : la lecture du rapport eut lieu en l'absence des délégués étrangers ; il fut prudemment diffusé, avec commentaires, dans les usines et dans les kolkhozes ; il semble qu'on ne l'ait communiqué qu'aux dirigeants des pays satellites. On sait le résultat, inévitable et peut-être voulu : ce fut le secret de Polichinelle ; dans les démocraties populaires, tout le monde, au bout de huit jours, le connaissait. Une fois de plus les conséquences de la déstalinisation en U.R.S.S. devaient avoir leurs répercussions en Europe centrale ; et cela, ni Khrouchtchev ni le Bureau politique ne l'avaient souhaité : le coup fut terrible ; il cassa en deux les partis communistes des démocraties populaires : les dirigeants et leurs complices comprirent qu'ils devaient disparaître ou s'imposer par la force ; mais déjà la force les fuyait : les militants honnêtes refusaient de les soutenir. En Italie, Togliatti dénonçait la responsabilité collective des dirigeants soviétiques : ils avaient défendu la politique de Staline ou s'en étaient faits les agents. Si ces accusations n'ont pas été portées officiellement par la presse des « satellites », elles n'en avaient que plus de force quand les Polonais, les Hongrois, les Roumains les reprenaient à leur

compte au sein du Parti, dans les fabriques ou dans les universités. Par un retournement injuste, mais nécessaire, la franchise brutale des Soviétiques leur fit perdre leur prestige. On leur reprochait à la fois d'avoir commis les fautes qu'ils dénonçaient et de ne pas les expliquer. Reproche contradictoire : en rattachant ces crimes aux conditions mêmes de la socialisation en U.R.S.S., ils s'en fussent partiellement innocentés. Pourtant c'était bien cela qu'on ne pouvait leur pardonner : en faisant de Staline un diable, ils avaient remplacé les messes blanches par des messes noires et n'étaient point sortis du culte de la personnalité. La vérité c'est que l'opération se limitait *pour eux et en U.R.S.S.* à briser l'idole ; ils ne voulaient à aucun prix que la société soviétique pût apparaître aux Russes comme le monstrueux produit d'une déviation. Mais pour les pays alliés qui avaient tant souffert et qui découvraient qu'on les avait ruinés, pour les militants d'Europe centrale qui n'avaient pas forgé le culte de Staline et qui l'avaient reçu comme un produit préfabriqué, la question de la déviation se posait d'abord : les satellites n'étaient-ils pas entraînés dans l'orbite d'une planète folle et désaxée ? Cette fois, on avait atteint le point de rupture : après Poznan, les Russes sentirent que leurs alliés leur échappaient.

La déstalinisation est à l'origine des événements de Pologne, de Roumanie et de Hongrie ; inversement, l'U.R.S.S. devait subir le contrecoup des troubles d'Europe centrale : pour n'avoir jamais abandonné sa méfiance, pour s'être refusés à envisager quand il le fallait des solutions constructives, les dirigeants soviétiques ont fini par prendre peur et par recourir à la force. Je ne sais s'il existe une « fraction stalinienne » au Bureau politique ou si cet organisme tout entier oscille entre deux positions extrêmes et passe de l'une à l'autre suivant les circonstances. Ce qui est sûr, c'est que le néostalinisme a triomphé. Les néostaliniens n'approuvent sans doute pas les crimes de

Staline mais ils lui ressemblent en ceci qu'ils font les mêmes « par nécessité » et sans s'apercevoir que ce sont des crimes. Ils attendent le pire et reviennent à l'idée qu'une guerre mondiale est probable, peut-être certaine, sans comprendre que le rapport des forces et des potentiels militaires tend vers l'équilibre, que nous n'avons jamais été plus loin de la conflagration universelle et qu'il leur suffirait de ne plus la craindre pour que le spectre en disparût tout à fait. Mais, dans leur entêtement redoutable, ils reprennent des violences verbales qu'on pouvait tolérer du temps que l'U.R.S.S. était la plus faible, sans remarquer qu'elles sont aujourd'hui parfaitement insupportables. Quand Boulganine menace Paris et Londres de fusées atomiques, il ne songe pas vraiment à en faire usage ; mais ces armes existent, l'U.R.S.S. en possède, on le sait ; du coup, la menace prend, dans sa bouche, une réalité dont il ne se rend peut-être pas compte. A-t-il même songé un instant que ses engins éclateraient à Saint-Denis, à Saint-Ouen, à Billancourt plus souvent que sur le toit de l'Hôtel Matignon ? Ces propos inconsidérés menaçaient de mort, indirectement, le prolétariat parisien et celui de Londres, au moment même où les chars russes tiraient sur le prolétariat hongrois : ce ne sont que des grognements, on le sait ; mais ils semblent présager par leur étourderie sinistre le choix délibéré de la barbarie et du désordre absolu. On sait qu'il a fallu, pour ces mots-là et pour d'autres encore, envoyer des excuses à Nehru[0´]. C'est qu'il n'est qu'un moyen d'éviter la guerre menaçante et de la gagner si, malgré tout, elle a lieu : s'y préparer. On revient donc à la politique des blocs. Est-il possible que le gouvernement soviétique ait cru vraiment que la misérable tentative anglo-française, que ce débarquement raté pouvait être la source d'un conflit mondial ? Le monde entier nous a condamnés ; à l'O.N.U. nos représentants ont été mis au coin et coiffés de bonnets d'âne. Il a suffi que MM. Khrouchtchev et Chepilov parlent de leurs volontaires : nous

avons promis d'être sages. Mais cette menace n'était pas même nécessaire : quelques bateaux coulés dans le canal nous mettaient à la merci des U.S.A. ; nous eussions vendu notre âme et les lambeaux qui restent de notre « honneur militaire » contre quelques gouttes d'essence. Or il n'est pas douteux que les forces de guerre, aujourd'hui, en Amérique, sont en net recul[p´]. Dans une réunion du Mouvement de la Paix, un député a eu, je l'ai dit, ce mot significatif : « Qu'allez-vous demander que notre Mouvement s'occupe des événements hongrois ? Ce n'est pas en Hongrie que la paix mondiale est menacée : personne ne veut faire la guerre pour Budapest. C'est dans le Moyen-Orient que le feu peut se rallumer. » En clair : l'Occident se lave les mains de ce qui se passe en Hongrie ; mais l'U.R.S.S. peut considérer l'agression franco-anglaise comme un *casus belli*. Or, cette intervention avait des buts abjects mais strictement limités : c'était un effort pour *garder*, non pour conquérir. Eden voulait protéger les actionnaires de la Compagnie ; Mollet, sous l'influence de Lacoste, avait conçu le projet stupide d'écraser, à Port-Saïd, les « fellaghas » d'Alger. Pour trouver dans cette expédition misérable préparée à l'insu des U.S.A. la preuve d'un durcissement de l'Occident, il faut avoir déjà parié pour la guerre : ce qu'elle révèle au contraire ce sont les contradictions *des* impérialismes bourgeois et les conflits d'intérêts qui minent le Bloc Atlantique. Mais déjà l'U.R.S.S. s'affole : des fusées sur Paris ! des volontaires en Égypte ! Elle rappelle que ses troupes peuvent atteindre la Manche en quarante-huit heures. Où est-il le ton paterne de Khrouchtchev disant à Guy Mollet : « Réglez vos affaires d'Algérie. Mais *réglez-les vite* : on ne vous fera pas d'ennuis » ? Dans cette perspective pessimiste, l'échec des « Plans » d'Europe centrale inquiète moins le néostalinisme que l'agitation sociale : si l'économie hongroise est boiteuse, qu'à cela ne tienne, on la réajustera d'en haut, par un coup d'autorité. Mais d'abord il faut écraser

l'insurrection. Non pour sauver le socialisme en Hongrie : mais pour le sauver en U.R.S.S. Non par crainte des émigrés fascistes ni même des sociaux-démocrates : à cause des répercussions qu'une victoire des insurgés pourrait avoir sur les Roumains, les Tchèques et surtout les Allemands. Un succès des insurgés à Budapest et l'Allemagne de l'Est se soulève ; si l'Armée Rouge intervient, les soldats de Bonn passent la ligne ; c'est le conflit mondial. Ce conflit, le néostalinisme craint ou prétend craindre qu'il ne prenne naissance dans le Moyen-Orient mais c'est en Europe qu'il juge la situation explosive ; pour les dirigeants soviétiques, c'est en Europe que la guerre éclatera, engendrée par la dislocation de leur propre bloc. Plutôt que de l'affronter avec des satellites en révolte, ils frappent ; ils se moquent de détruire pour cinquante ans les chances du socialisme en Hongrie pourvu que cet exemple sanglant paralyse de terreur les autres « satellites ».

On dit qu'ils ont voulu sauver la chance mondiale du socialisme. Je le crois. Mais le vrai socialisme n'est pas séparable de la *praxis* réelle d'hommes réels qui luttent ensemble contre les patrons, les flics, parfois contre l'État et contre ses soldats. Et je suis trop abstrait encore : car ce n'est même pas un mouvement ; non : ce sont des hommes en marche qui se groupent et s'entraînent les uns les autres, qui s'organisent et changent en s'organisant, qui sont faits par l'Histoire et qui la font ; leur action se fonde sur leurs besoins et leurs besoins sont aussi vrais qu'eux-mêmes. Mais le socialisme au nom duquel les soldats soviétiques ont tiré sur les masses en Hongrie, je ne le connais pas, je ne peux même pas le concevoir : il n'est pas fait pour les hommes ni par eux, c'est un nom que l'on donne à une forme nouvelle d'aliénation. On a prétendu que l'U.R.S.S. défendait à Budapest ses intérêts nationaux : c'est à la fois vrai et injuste. Pour l'U.R.S.S., pays socialiste, les intérêts nationaux ne se distinguent jamais des intérêts du socialisme : ainsi le puritain de Nouvelle-Angleterre ne distinguait pas

sa prospérité matérielle de la bénédiction divine et prenait les armes pour défendre en même temps Dieu et la propriété privée. Seulement cela ne condamne pas *toute* politique soviétique ; au contraire : dans une perspective d'expansion, l'aide fournie sans contrepartie à la Chine et aux pays sous-développés établit des relations socialistes entre les nations, en même temps qu'elle élargit la zone d'influence russe. Mais quand l'U.R.S.S. fait retour à la politique rétractile, socialisme et nationalisme, inséparablement, deviennent *Raison d'État*. Il ne s'agit plus de sauver les hommes, des conquêtes ouvrières, l'avenir concret d'une socialisation en cours mais de conserver par la force des positions qui, dans la perspective d'une guerre mondiale, pourraient avantager la nation soviétique, ses armées et son industrie d'armement. Et, bien sûr, il faut que l'U.R.S.S. vive, il le faut *pour la cause du communisme* : tous les hommes de gauche le reconnaîtront. Mais il faut aussi qu'elle demeure socialiste. La Raison d'État qu'elle peut invoquer aujourd'hui, on ne peut plus y trouver qu'une vague référence à un socialisme futur ; la lutte concrète des masses est noyée dans le sang au nom d'une pure abstraction qui se pose comme essentielle et qui rejette dans l'insignifiance et la particularité tous les hommes de chair et d'os, fussent-ils ouvriers, fussent-ils communistes. Nous sommes de ceux qui disent : la fin justifie les moyens ; mais en ajoutant ce correctif indispensable : ce sont les moyens qui définissent la fin. L'U.R.S.S. n'est pas impérialiste, l'U.R.S.S. est pacifique, l'U.R.S.S. est socialiste : c'est exact. Mais quand ses dirigeants, pour sauver le socialisme, lancent l'armée du peuple contre un pays allié, quand ils font tirer leurs soldats, ces êtres abstraits, sur des ouvriers qui ne peuvent plus supporter leur misère, quand, sans prendre en considération les exigences concrètes de la situation, ils décident de leur action en fonction des incidences qu'elle peut avoir *ailleurs*, sur d'autres pays, et, finalement sur le monde, ils font du socialisme une chimère et

transforment l'U.R.S.S., malgré eux, malgré elle, en une nation de proie. Les ouvriers de tous les pays ont servi trop souvent de cible aux soldats pour accepter, où que ce soit et quelle que soit la raison invoquée, que des troupes régulières massacrent le peuple : les blindés soviétiques, à Budapest, ont tiré au nom du socialisme sur tous les prolétariats du monde. Or, si le socialisme ne détermine pas la nature des entreprises qui prétendent le sauvegarder : si l'on croit pouvoir le protéger par des méthodes qui s'apparentent aux répressions du tsarisme, il devient un objet indifférent et passif, un terme de référence idéal qu'on peut remplacer, n'importe où et n'importe quand, par n'importe quelle abstraction. Les dirigeants ne l'ignorent pas puisqu'ils mentent à leur peuple : c'est reconnaître clairement qu'ils ne veulent pas compter sur l'approbation des travailleurs soviétiques et qu'ils se sont conduits en bureaucrates autoritaires plutôt qu'en mandataires de la nation : en violant la souveraineté de la Hongrie, ils ont escamoté celle des Soviets.

Tout est clair : en Europe centrale les déstalinisateurs ont voulu continuer la politique de Staline quand, déjà, leur attitude en U.R.S.S. et leurs propres déclarations la rendaient impossible ; ces contradictions, leur mauvaise volonté, leurs demi-concessions ont fini par provoquer le pire et par donner raison aux staliniens. Ceux-ci, en reprenant temporairement le pouvoir, se sont lancés dans une politique aventureuse, paresseuse et sanglante, fondée sur le mépris de l'homme et de la vie humaine ; ils ont provoqué artificiellement le retour de la guerre froide pour asseoir leur puissance sur la peur. De ce point de vue, l'intervention russe en Hongrie prend tout son sens : c'est une opération localisée dans le cadre d'une guerre mondiale qui n'a pas encore éclaté. Or la guerre suspend toute légalité, socialiste ou non : ainsi l'unique justification du coup de Budapest, c'est l'évidence

de la guerre ; le sang versé en Hongrie n'est qu'un ruisseau au prix des torrents de sang qui vont couler.

Le sang ne coulera pas. Ni les Américains ni les Russes ne veulent de la guerre chaude ; la guerre froide est périmée. Le néostalinisme va contre l'Histoire. Il trouve sa seule justification – encore n'est-elle qu'apparente – dans les démocraties populaires que Staline a ruinées ; ailleurs, tout le contredit : la nouvelle société russe, l'existence d'une Chine communiste, l'attitude même de l'Occident. Ce réalisme abstrait et forcené est parfaitement irréel : il a compromis l'U.R.S.S. aux yeux du monde sans parvenir à dompter la Hongrie. Il faut le condamner parce que les faits le condamnent et lui opposer la seule politique qui soit aujourd'hui adaptée à la réalité, celle qui fait de l'homme la mesure de tout et qui combat toutes les aliénations, même quand elles se parent indûment du titre de « socialisme », celle qui préfère en tout cas la négociation à la violence et les solutions raisonnables aux massacres, celle qui refuse de prendre une option sur la guerre future et veut préparer la paix par des actes de paix, celle enfin qui osera rétablir la souveraineté du peuple en Union soviétique et la souveraineté nationale des pays « satellites ». Cette politique de confiance et d'expansion, c'est précisément celle qu'on pouvait attendre après le XX^{e} Congrès. Les circonstances l'imposent : elle s'appelle ici *démocratisation* et là *déstalinisation* mais, quel que soit son nom, il n'est pas d'autre chemin possible. L'U.R.S.S. se trouve devant une alternative qu'elle pourra reculer par quelques massacres mais non pas éluder : ou bien elle liquidera sa bureaucratie stalinienne et reconsidérera d'elle-même ses rapports avec toutes les démocraties populaires, ou bien leurs sursauts la jetteront dans des répressions locales qui finiront absurdement par déchaîner cette guerre mondiale dont personne ne veut et qu'elles auront prétendu empêcher.

Merleau-Ponty écrit dans *L'Express* : « On peut parler équitablement de l'U.R.S.S., mais seulement si elle accepte de rentrer dans le rang de l'Histoire et si l'on *n'y croit pas*, ni comme au Bien ni comme au Mal, si l'on a renoncé aux fétiches. » Cela paraît évident. Encore faut-il savoir où cela nous mène. Or, il dit aussi : « La seule attitude juste est donc de voir le communisme dans le relatif, comme un fait sans privilège aucun, comme une entreprise travaillée par sa propre contradiction, qui l'entrevoit, qui doit passer au-delà. » C'est sur ce point que nous ne pouvons être d'accord avec lui : certes, nous avons marqué, ici même, que l'édification du socialisme était « travaillée par ses propres contradictions » ; s'il n'en était plus ainsi, l'Histoire s'arrêterait. Mais il est vrai aussi que ces contradictions s'engendrent à partir de l'entreprise elle-même et que celle-ci ne peut se comprendre en dehors de ses objectifs. Elle veut donner à tous les hommes la justice et la liberté ; ce n'est pas cette intention fondamentale qui peut l'arracher à l'Histoire puisque, tout au contraire, c'est dans et par l'Histoire qu'elle veut se réaliser. Mais il n'en faut pas plus pour la distinguer radicalement de toutes les politiques qui visent à établir ou à conserver la domination d'une classe sur l'ensemble de la société. Chaque nation socialiste est une entreprise singulière qui vise à construire un monde avec les moyens du bord : on n'entendra rien à la Chine populaire si l'on n'y voit d'abord et si l'on n'y retrouve dans le moindre détail l'effort concerté de six cents millions d'hommes pour supprimer la misère et la faim. Dans quelle démocratie bourgeoise trouvera-t-on cet élan vers l'avenir, cette action consciente et soutenue, cette unité vivante ? Il ne peut être question d'assimiler l'U.R.S.S. au Bien ni les déclarations de la *Pravda* à la Vérité absolue : rien ne peut remplacer, à l'Est pas plus qu'à l'Ouest, ces approximations successives, ces contestations, ces dialogues qui permettent – lentement, progressivement – de dégager le Vrai. Mais, qu'on le veuille ou non,

l'édification socialiste *est privilégiée en ceci* qu'on doit, pour la comprendre, épouser son mouvement et adopter ses objectifs ; en un mot on juge de ce qu'elle fait au nom de ce qu'elle veut, de ses moyens au nom de sa fin, tandis qu'on apprécie toutes les autres entreprises sur ce qu'elles ignorent, sur ce qu'elles négligent ou sur ce qu'elles refusent. Ce privilège en explique un autre : seuls peuvent et doivent juger ceux qui participent, à l'Est et à l'Ouest, au mouvement du socialisme. Merleau-Ponty semble se référer implicitement à quelque nid d'aigle d'où l'on apprécierait conjointement l'évolution des régimes populaires et celle des démocraties capitalistes. À quoi il faut répondre : ou ce point de vue transcendant n'existe pas, ou bien c'est le socialisme lui-même, non comme principe absolu, planant au-dessus de la mêlée, mais comme réalité historique, concrète, positive et totale. Mais les immenses privilèges de cette entreprise doivent se payer par l'extrême sévérité de ses juges, c'est-à-dire de ses propres artisans. À s'indigner contre le colonialisme bourgeois, on perd son temps : nous savons ce qu'est le système et nous n'ignorons pas qui est M. Borgeaud ; tout est si clair et depuis si longtemps que la colère me semble au moins facultative. Il s'agit moins de condamner que d'éliminer. Par contre, lorsque la politique soviétique met le socialisme en danger, contredit à ses principes et à ses buts, lorsque les moyens qu'elle emploie risquent de détruire les fins qu'elle sert, nous lui réserverons toute notre indignation. Il ne s'agit plus de combattre un ennemi ni d'éliminer un système : il faut condamner une méthode et les dirigeants qui l'appliquent. La grandeur de leur entreprise et le poids de leurs responsabilités leur ôtent *dans tous les cas toutes les circonstances atténuantes.* Les gredineries des colons, l'exploitation capitaliste ont pu réduire des hommes et des nations au désespoir : les prolétariats et les peuples colonisés se sont forgé *contre elles* leurs espérances, les crimes et les massacres n'y changeront rien. Mais quand les chars russes tirent sur

les immeubles de Budapest, quand ils transforment, comme dit si bien Césaire, le socialisme en cauchemar, quand la police d'État arrête et déporte la jeunesse hongroise et les ouvriers, c'est l'espoir des hommes – leur seul espoir – qui est remis en question. Un jeune Soviétique, dans une conversation qu'un ami français m'a rapportée, commença par accepter de bonne grâce les critiques et par reconnaître les défauts du régime. Mais au bout d'un moment, il demanda, agacé : « Et vous ? qu'avez-vous d'autre à nous offrir ? » Mon ami fit la réponse que nous eussions tous faite : « Rien. L'Occident n'a rien à offrir. » Mais il faut ajouter aujourd'hui : « Et vous, les Russes, si vous arriviez à nous faire croire que votre barbarie de Budapest n'est qu'un épisode normal de l'édification socialiste, personne au monde n'aurait plus rien à offrir. À personne. » Et je vois bien, en effet, que Merleau-Ponty s'indigne peu de l'intervention soviétique : si l'U.R.S.S. ne vaut ni plus ni moins que l'Angleterre capitaliste, alors, en effet, il ne nous reste guère qu'à cultiver notre jardin. Pour conserver l'espoir, il faut faire justement le contraire : reconnaître, à travers les erreurs, les monstruosités et les crimes, les évidents privilèges du camp socialiste et condamner avec d'autant plus de force la politique qui met ces privilèges en danger.

II. « ÉTAIT-CE BIEN LE MOMENT… »

Et voilà l'U.R.S.S. condamnée ! Cela va faire sourire : « Si vous saviez comme elle s'en fout ! » Si je le sais ! Nous sommes des centaines de milliers, à Paris, qui tenons le coup de Suez pour une piraterie et qui ne digérons pas très bien le coup de Budapest. Est-ce que nous comptons ? Est-ce qu'il ne suffirait pas d'une demi-portion de fusée Boulganine pour nous plonger tous ensemble dans un silence durable ? Comment prétendre, après cela, que nos protestations ne sont pas idéalistes ?

Pourtant, je ne suis pas certain qu'elles restent sans effet. Sur l'U.R.S.S., bien sûr, nous ne pouvons rien : il faut faire confiance à ses travailleurs, à ses étudiants, à ceux qui, au sein de l'appareil, luttent pour l'élimination du stalinisme. Mais il existe en France un Parti qui n'échapperait pas plus que nous aux engins téléguidés et dont l'enthousiasme s'effacerait de la terre au même instant que nos protestations. Il est dirigé par un Bureau politique qui a félicité les Soviétiques de leur heureuse initiative et dont un membre, récemment, se déclarait tout « réconforté » par ces massacres exemplaires. Ce Parti-là, c'est notre affaire, nous le connaissons bien, nous avons tous été, plus ou moins longtemps, ses compagnons de route : c'est sur lui que

nous devons, que nous pouvons agir. Et voilà justement qui me ramène à mes correspondants. Il en est un, parmi eux, que j'agace profondément. C'est un progressiste. Ce n'est pas qu'il désapprouve mon opinion ; il va même jusqu'à me confier qu'il la partage : mais lui, au moins, il a eu le courage de se taire et il juge regrettable que ce courage m'ait manqué : « Était-ce bien le moment ? L'hystérie anticommuniste est à son comble, les crimes de notre gouvernement nous ôtent le droit de condamner qui que ce soit ; nous n'avons qu'une seule tâche : nous unir contre la guerre d'Algérie. » Monsieur, si ce n'est pas le moment, dites tout de suite que le moment ne viendra jamais. Car, enfin, supposez que les Russes, demain, envahissent la Pologne et déportent Gomulka : l'hystérie anticommuniste prendrait une telle violence qu'il faudrait plus que jamais se serrer autour du Parti. Et si, après-demain, des Migs bombardaient Bucarest ? Pour le coup ce serait de la furie et je pense que vous vous inscririez, quitte à crever un peu plus tard de hargne rentrée.

Je vous comprends : ces cris, ces torches, ces incendiaires, ces gueules de lyncheurs, tout ce sadisme en pleine lumière, la noble indignation de MM. Tixier-Vignancour et Biaggi[29], je conviens avec vous que cela répugne. Et je sais aussi qu'on a voulu profiter de l'occasion pour dissoudre le P.C., qu'on y pense encore et que notre président du Conseil, si la meute de droite le serre un jour de trop près, tentera de détourner sa rage en lui jetant l'os anticommuniste à ronger. Bourdet l'a dit et nous sommes nombreux à le répéter : ce jour-là, M. Mollet trouvera la gauche entière dressée contre lui. Cela posé, je vous déclare tout net qu'on ne nous aura plus avec le chantage au fascisme. Rappelez-vous : quelques intellectuels communistes s'étaient joints à une protestation modérée contre l'intervention soviétique en Hongrie. Après l'émeute, les dirigeants du P.C. les ont accusés d'avoir contribué – « de fait », bien sûr, et non « d'intentions » – à la

provoquer. Eh bien, cela aussi, voyez-vous, c'est répugnant. Les morts et les blessés communistes, on les a utilisés contre leurs camarades. L'U.R.S.S. s'est trompée cent fois, ses chefs l'ont publiquement reconnu ; pourtant si vous n'acceptez pas dans l'enthousiasme ses erreurs nouvelles, vous êtes objectivement un assassin. Naturellement, ce sont des mots : les pétitionnaires n'ont pas été pendus. Mais le Parti n'est pas au pouvoir : rappelez-vous les Slansky, les Rajk, les Kostov. Cela commençait souvent par une culpabilité de fait ; l'intention venait quelque temps après, puis les aveux, puis la corde. Tout le monde sait pourtant que les bandes de M. Biaggi étaient en service commandé : croyez-vous vraiment que ces braves nervis, pour commencer leur besogne, attendaient la bénédiction de trois militants d'extrême gauche dont ils ignoraient jusqu'au nom ? Les voyez-vous se lancer dans la bagarre aux cris de « J.-F. Rolland[30] avec nous » ? Lorsque nous dénoncions la guerre d'Indochine, nous poignardions dans le dos les soldats français ; quand nous condamnons l'agression soviétique, nous ouvrons la porte au fascisme et désignons aux tueurs les meilleurs militants. Le procédé ne varie pas : quelle que soit la vérité, il se trouve toujours quelque chose de beaucoup plus important qu'on doit lui préférer : le moral de la troupe ou de la Nation, l'unité d'un Parti, l'honneur de la famille, en un mot le Sacré. Le devoir du patriote, du citoyen, du militant, c'est de colporter les pieux mensonges : on les garde sur la langue comme une hostie et puis on les refile au voisin, cagotement. Qu'y gagne-t-on ? De temps en temps l'égout crève – c'est le rapport Khrouchtchev, par exemple – et ces benoîts colporteurs reçoivent toute la merde à la fois. Valait-il pas mieux la détailler ?

Et puis, croyez-moi, ces troubles ne se répéteront pas : une manifestation fasciste peut faire des morts, endommager des immeubles ; elle ne peut ébranler le Parti : il en a vu d'autres ; au contraire, il sait en tirer profit ; les militants serrent les rangs, les

dissensions s'oublient. La droite a vite compris qu'elle faisait fausse route. Les journaux ont d'abord adressé de beaux sourires à cette fière jeunesse française qui assiégeait une poignée d'hommes coincés dans l'immeuble du carrefour Châteaudun ; et puis, dès le lendemain, ils ont rectifié le tir : *Le Figaro* lui-même a déploré l'impétuosité, la *furia francese* de ces « étudiants ». Et l'Assemblée nationale ? Avec quelle promptitude elle a pris position contre la dissolution du P.C. ! Quelle majorité : 453 voix contre 81 ! Ce n'était pourtant pas l'amour qui l'embrasait ; mais les députés se disaient entre eux : « Ne faisons pas de martyrs ; ils se couleront d'eux-mêmes. » Alors ? Pourquoi me taire ? Vous dites que la guerre d'Algérie doit être notre premier, notre constant souci : c'est vrai. Mais le Parti rend à la droite sa politesse ; elle l'a servi par ses violences, il la sert par ses pieux mensonges : celui qui trouve tout naturel que des soldats russes tirent sur des ouvriers hongrois, de quel droit s'indignerait-il quand des soldats français tirent sur des paysans arabes ? Vous avez prévu l'objection, vous m'écrivez : « On ne peut pas comparer… Ce n'est pas la même chose. » Naturellement, ce n'est pas la même chose : mais il ne s'agit même plus ici de vérité, je vous parle de l'efficacité d'une campagne. L'orateur communiste qui répondra devant un public populaire à ses contradicteurs de droite : « On ne peut pas comparer, ce n'est pas la même chose ! » vous savez très bien qu'il sera le dos au mur et qu'il aura perdu la partie. Voilà pourquoi, s'il en est temps encore, la seule manière d'aider le Parti communiste à retrouver son crédit, c'est d'opposer la vérité à ses mensonges, aussi souvent, aussi longtemps qu'il le faudra pour que tous ses militants soient convaincus. Il y a quelques mois, à Budapest, une journaliste hongroise dénonçait le confort outrageant dont jouissaient les hauts fonctionnaires. L'article fut reproduit dans la presse anglaise et Rákosi se fâcha : cherchait-on le scandale ? voulait-on alimenter la propagande impérialiste ? Elle

répondit simplement : « Le scandale, c'est votre luxe ; ce n'est pas ce que j'en dis. » C'est ce que je répondrais volontiers à MM. Fajon, Stil et Guyot : il est vrai que je trouve scandaleux leurs mensonges et que je le dis. Mais je ne découvre rien à personne : chacun peut acheter *L'Humanité* et juger sur pièces. Ah ! si je prétendais que M. Stil, un soir, dans une ruelle obscure de Montmartre, s'est rendu complice d'un assassinat, je ferais une calomnie gratuite et qui risquerait de lui nuire : mais tout le monde sait, par ses propres articles, qu'il s'est rendu à Budapest, qu'il y a vu assassiner la Démocratie hongroise et qu'il s'est déclaré satisfait. Pourquoi donc me gênerais-je ? Je ne peux rien dire de lui qui soit pire que ce qu'il a dit, rien faire de plus méchant que d'inviter à le lire. Quand les dirigeants soviétiques mentent à leur peuple, je ne puis les excuser mais je peux les comprendre : ils sont dans le coup ; empêtrés dans leurs luttes intestines, paralysés par leur idéologie, pris au piège d'une « pacification » qui réclame sans cesse des violences nouvelles : même si, brusquement, les déstalinisateurs l'emportaient, il faudrait mettre en prison les responsables ou poursuivre les mensonges pour éviter la dislocation de l'appareil. Mais lorsque André Stil publie tranquillement ses boniments dans ces mêmes colonnes où d'autres en ont débité sur Rajk, sur les camps, sur les criminels en blouse blanche, lorsqu'il retrouve, après tant de démentis et de camouflets, après la réhabilitation de tant d'innocents qu'il couvrait de ses crachats, le même ton d'infaillibilité sereine et d'optimisme bénisseur, le lecteur est obligé de se dire : « Il n'est pas dans le coup, lui ; ils ne sont pas dans le coup, les dirigeants français. » Je connais et j'approuve l'étroite amitié qui les unit aux Russes : mais, en dernier recours, ils ne sont responsables que devant les masses ouvrières de leur pays. On les trouvera d'autant plus inexcusables que rien ne les empêche et que tout les contraint de dire la vérité. On ne leur demandait certes pas une condamnation violente de l'intervention

soviétique. Non, mais seulement d'éclairer l'opinion de leurs militants et de leurs électeurs, d'expliquer, de prendre du recul, de ne pas se barbouiller sur l'heure d'un sang qu'ils n'ont même pas versé ; ce crime lointain, quelle rage avaient-ils donc de s'en faire les complices quand ils pouvaient d'un mot s'en déclarer innocents ? Fallait-il entraîner avec eux dans le discrédit les militants qui leur faisaient confiance ? Était-il vraiment nécessaire d'insulter les victimes avant de rien savoir ? Ne pouvaient-ils éviter de dévoiler à tous les yeux l'indigence de leur marxisme et la pauvreté de leurs connaissances au point de scandaliser les historiens dans leur propre Parti ? Quoi ! on leur a fait, pendant dix ans, prendre des vessies pour des lanternes ; après quoi, un beau jour, on les a brutalement avisés qu'on s'était moqué d'eux. Vaine leçon, ils n'ont rien appris et rien oublié ; tout récemment encore, les dirigeants soviétiques s'étaient chargés de les mettre sur leurs gardes : le lendemain de Poznan, Khrouchtchev parlait de fascisme et d'impérialisme, il attribuait les troubles aux agents de l'étranger ; le gouvernement polonais démentait sur-le-champ et les journaux russes, sans abandonner leur thèse, lui mettaient une sourdine et, pour finir, n'en soufflaient plus un mot. C'était comme une répétition générale de la tragédie hongroise : on connaissait d'avance les rôles et les points de vue ; tout le monde pouvait le prévoir, si Budapest se soulevait, Khrouchtchev signalerait la présence en Hongrie de commandos fascistes et de Croix-Fléchées et Nagy révélerait au monde que le peuple entier soutenait l'insurrection. Rien n'y a fait : au jour dit, le Bureau politique du P.C.F. a vu s'avancer un bâton qui portait une vessie ; ses membres n'ont eu qu'un cri : « La belle lanterne ! » et ce cri s'est répercuté dans cent quatre-vingt mille gosiers. Voilà pourquoi je dis à mon correspondant : oui, c'est le moment, c'est bien le moment, peut-être même est-il trop tard ! Pour que les choses en soient venues là, pour que la même erreur, dix fois

dénoncée, renaisse une fois encore, avec la même invraisemblance, et soit proclamée vérité, il faut que le P.C. français soit bien malade ; s'il ne tranche pas dans le vif, la gangrène s'y mettra. Que MM. Duchet, Bidault, Tixier-Vignancour se réjouissent ! Mais les hommes de gauche ne se réjouiront pas : le P.C., par les votes qu'il recueille, reste le premier parti de France : pourri, il foutra la vérole à la gauche entière.

Que peuvent-ils faire, en effet, les rassemblements et les groupes non communistes ? S'unir *sans lui*, c'est se condamner à l'impuissance ; *contre lui* : c'est ouvrir la porte au fascisme. Reste une solution, une seule : l'unité d'action *avec lui* ; or c'est celle-là, justement, que sa politique rend impossible. Car enfin, nul ne s'y trompe, le Front Commun des Gauches, quelle que soit l'importance des petites formations, ne sera jamais réalisé sans une entente durable des deux grands partis ouvriers. C'est ce que, depuis dix ans, nous ne cessons de répéter ici même, c'est ce que nous continuerons à répéter. Seul, un Front Populaire peut sauver notre pays : seul, il peut guérir nos chancres coloniaux, arracher l'économie au malthusianisme, lui donner une impulsion nouvelle, organiser, sous le contrôle ouvrier, une production de masse pour élever le niveau de vie français ; seul, il peut jeter les bases d'une démocratie sociale, reconquérir la souveraineté nationale, briser le Bloc Atlantique et mettre la puissance française au service de la Paix mondiale. Cette politique, la seule qui serve tous les intérêts de la France, la seule qui puisse nous éviter des sursauts sanglants, le fascisme et peut-être la guerre civile, aucun des deux partis n'est assez fort pour la mener sans l'autre. Mais il y a pis : aucun des deux partis ne peut se tirer sans l'autre de la crise qu'il traverse. La S.F.I.O. a pris un bon coup de vieux depuis dix ans : l'âge moyen de ses députés, celui même de ses militants ne cesse de s'élever. Le P.C. vieillit aussi ; plus lentement. Il recrute de moins en moins parmi les jeunes ; au sommet, l'appareil ne se renouvelle pas. Les

rivalités, les combats fratricides, la haine mutuelle de ces deux partis vénérables, tout a fini dans la sclérose. Leur dégénérescence est telle que tous deux sont criminels (le gouvernement de M. Guy Mollet se lance dans une guerre d'agression aux côtés des conservateurs anglais ; les dirigeants du Parti communiste approuvent publiquement des arrestations et des déportations d'ouvriers) et que chacun se sert des crimes de l'autre pour justifier les siens. Or, quand l'un va, criant : « Suez ! » et l'autre : « Budapest ! », ils donnent peut-être le change à leurs militants mais par cette disqualification réciproque ils jettent le discrédit sur la gauche entière. Il faut bien reconnaître que nos deux grands partis sont les plus méprisés du monde : le représentant de la S.F.I.O., M. Commin, a quitté sous les huées une réunion internationale de partis sociaux-démocrates. M. Stil s'est fait mal voir en Pologne, à Budapest plus mal encore ; au Congrès du P.C.I. Duclos a été fraîchement reçu. Cette dégénérescence traduit celle du pays : dans une France asphyxiée par un patronat longtemps malthusien, les couches sociales se sont stratifiées, rien ne change, rien ne bouge ; ailleurs, les bouleversements de la production industrielle entraînent de telles transformations démographiques et celles-ci de tels changements dans le monde ouvrier que les organes syndicaux et les appareils politiques doivent se changer pour s'adapter ; chez nous, la stagnation économique a produit une profonde coupure au sein même du prolétariat ; cette coupure, politiciens et dirigeants syndicaux l'exploitent à leur tour : ils en vivent, leurs vues partiales et tronquées la reflètent. Il ne s'agit pas seulement des fautes d'une équipe : les fautes, la haine réciproque traduisent des contradictions figées. Et pourtant, cette gauche cassée, paralysée, dont une moitié s'enfonce dans la solitude, dont l'autre fait la politique de la droite, c'est en elle que nous plaçons notre dernier espoir. Qu'elle tombe un peu plus bas encore, c'est le fascisme. Qu'elle se relève et s'unisse, qu'elle dépasse ses

contradictions intérieures, la France peut vivre. On doit parier sur elle, quoi qu'il arrive : le Front Populaire ou le marasme, il faut choisir.

C'est ici que mon correspondant reprend la parole : « Et vous croyez vraiment que nous contribuerons à recoller ces moitiés disjointes en tapant comme un sourd sur les deux à la fois ? » Oui, je le crois. « S'il faut cogner, dit-il, cognons sur le Parti socialiste : l'unité, on sait bien que ses dirigeants n'en veulent pas. Mais le P.C. ? que dit-il chaque jour ? Qu'il faut un Front Uni ! Voyez-les : de Thorez au militant de base, ils tendent la main à Guy Mollet, à Daniel Mayer, à Lacoste. Est-ce que ce n'est pas justement ce que vous souhaitez ? » Non : pas tout à fait. Je vois bien que le P.C. réclame l'unité d'action mais il s'y prend de telle sorte qu'il la rend impossible. Regardons cela de près.

Depuis les élections, le P.C. a suivi constamment la même politique. Il s'agissait, en somme, d'atteindre sur le plan national les objectifs que l'U.R.S.S. poursuit dans le domaine international ; il fallait rassurer, contribuer à la détente, étendre les zones d'influence communiste par la réalisation d'un front commun des partis ouvriers. Cette politique était dictée à l'U.R.S.S. par la déstalinisation réelle de la société soviétique : elle traduisait le « dégel », le besoin d'expansion de cette formidable puissance. En France, elle ne pouvait avoir de sens que si elle s'accompagnait d'une déstalinisation réelle du Parti, c'est-à-dire d'une démocratisation et d'une expansion véritable. Ce qui devait changer, en un mot, c'était la structure interne du P.C., sa relation aux masses, ses rapports avec les autres groupes politiques et sociaux. Il fallait qu'il donnât et qu'il prît, qu'il donnât pour prendre ; qu'il fût assez sûr de lui – dans le domaine culturel, entre autres – pour conquérir et assimiler. Malheureusement le Parti gardait sa structure stalinienne, sa direction stalinienne : la politique d'expansion était en contradiction avec sa profonde méfiance et son attitude rétractile. Le

P.C. n'est aujourd'hui ni un parti de masses ni tout à fait un parti de cadres. Cette formation de 180 000 militants, plutôt que de s'élargir comme le P.C. italien, a préféré se resserrer, laisser la classe ouvrière à l'extérieur. Depuis 1948, les dirigeants communistes ont parié pour la guerre : le bloc Atlantique se ferait de jour en jour plus agressif ; à la veille du conflit, le gouvernement français dissoudrait le Parti ; ils ont voulu rester sur le qui-vive, groupe rapide et entraîné, qui ne s'embarrasserait pas de gros effectifs et passerait sans encombre à la clandestinité. La stalinisation et la réduction des P.C., en France et en Europe centrale, s'opérèrent entre les premières offres de Marshall et la seconde condamnation de Tito. Ici comme là-bas, cette rétraction eut pour effet de couper le Parti des masses : il perdait le moyen d'agir sur elles en leur ôtant celui de le contrôler. Cinq millions d'électeurs votent pour lui tous les quatre ans mais ces suffrages ne peuvent passer pour un contrôle : ces électeurs donnent leur voix « au parti qui est le plus à gauche », ce qui ne signifie pas qu'ils approuvent toute sa politique : un vote est toujours plus ou moins un compromis. Le résultat de cette transformation est double : *d'abord*, à mesure qu'elle satellisait le Parti, elle l'a, bon gré mal gré, « parlementarisé ». Ce n'est pas à la fabrique ni dans la rue qu'il remporte ses victoires : c'est dans l'isoloir, le jour des élections. Sa force tend à se réduire au nombre de ses députés, son action semble n'avoir d'efficacité que sur le plan parlementaire. Mais, en réalité, les manœuvres des autres partis et, tout particulièrement, la trahison socialiste ont pour effet immédiat de désarmer sa puissance : quelle que soit la majorité de départ, il s'en forme tout aussitôt une autre qui n'a pour but que de le neutraliser. Qu'a-t-il obtenu ? On réarme l'Allemagne, on se bat en Algérie, les prix montent. Contre l'expédition franco-britannique, les travaillistes ont ameuté la moitié de l'Angleterre. Et nous, qu'avons-nous fait ? Qu'ont fait les cent cinquante députés communistes ? Qu'a fait le Parti de ses

cinq millions de voix ? On peut dire qu'il les a gelées. Il pèse d'un poids énorme sur la vie politique mais cela veut dire seulement que les majoritaires décident de voter *en tenant toujours compte de son existence.* D'autre part, son importance manifeste et son isolement secret ont pour effet de maintenir et de renforcer la dictature du Bureau politique : la brusque irruption des masses pourrait distendre les cadres ou les faire éclater, mais ce petit système pétrifié, inefficace et incontrôlable, ne peut être changé ni par son action ni par la réaction des autres. Cette situation devait le pousser à chercher l'alliance socialiste sur le plan parlementaire parce que les voix de la S.F.I.O., en se joignant aux siennes, lui rendraient une efficacité réelle sans modifier sa structure : l'union par la base, au contraire, l'eût amené à s'ouvrir, à se laisser pénétrer pour mieux pénétrer à son tour, à remplacer les frontières exactes qui le retranchaient du monde par une zone de transition assez floue où socialistes et communistes se fussent mélangés dans une espèce d'indistinction. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de parler, comme le fait Hervé, d'opportunisme de droite et d'opportunisme de gauche : ces notions n'ont plus tout à fait le même sens depuis la mort de Staline. Mais je dirai plutôt que la structure du P.C. était en contradiction flagrante avec sa politique : en conséquence celle-ci devait nécessairement demeurer inopérante et irréelle.

Le XIV^e^ Congrès profite du XX^e^ Congrès soviétique pour donner une forme théorique à la ligne de conduite adoptée par le Bureau politique. Le chapitre V des thèses insiste sur « les possibilités de transformer pacifiquement l'économie capitaliste en une économie socialiste ». Mais, si l'on rejette l'insurrection armée et la guerre civile, ce n'est pas seulement pour que la détente *à l'intérieur* vienne appuyer la détente internationale. C'est aussi parce que ce changement théorique permet de substituer à l'unité par la base l'unité par le sommet. En effet, l'alliance du prolétariat et des classes moyennes

« transformera le Parlement lui-même, d'un instrument de la dictature bourgeoise en un outil de la volonté populaire ».

On a beaucoup critiqué cette thèse. Mais c'est à tort qu'on la considère comme réformiste. En fait, il ne s'agit pas d'obtenir grâce au suffrage universel une suite continue d'améliorations qui conduiraient insensiblement à la disparition du capitalisme : le Front Populaire, porté au pouvoir par les votes des paysans, des ouvriers et des intellectuels, devra réaliser autoritairement la transformation radicale de la société. La Révolution, comme passage brusque d'un régime finissant au commencement d'un régime, sera faite à la prise du pouvoir. Simplement elle aura perdu son caractère de violence. Je ne pense pas non plus que la thèse soit en contradiction, comme on l'a prétendu, avec la résolution du II^{e} Congrès de l'Internationale communiste. Dans celle-ci, en effet, on lit : « Le communisme refuse de voir dans le parlementarisme une des formes de la société future. Il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. » Le XIV^{e} Congrès ne le nie pas : il précise que le parlementarisme peut, dans les conditions actuelles, devenir le moyen de la prise du pouvoir. Mais il prend bien soin de ne pas dire ce que le Front révolutionnaire fera du pouvoir quand il l'aura conquis ; rien ne prouve que son premier acte ne sera pas pour supprimer le Parlement.

Ce qui est moins théorique et beaucoup plus grave, c'est que les thèses nouvelles entérinent la pratique désastreuse du P.C. : « Puisque les bulletins de vote de nos groupes parlementaires se mêlent à l'Assemblée nationale, pourquoi ne faciliterions-nous pas leur tâche en agissant en commun dans le pays[q´] ? » Dans ce texte surprenant ce n'est pas l'unité profonde des intérêts ou des conditions qui milite en faveur d'un regroupement des deux partis de gauche ; on ne dit pas à

l'ouvrier socialiste qu'il est du même bord que son camarade communiste et, bon gré, mal gré, engagé dans la même lutte. Non, mais *puisque* les groupes parlementaires votent de la même manière, les travailleurs qui ont élu ces groupes, quelles que soient, par ailleurs, leurs divergences de vue, auront avantage à se réunir. C'est l'apparentement au sommet qui légitime le rapprochement à la base. Rien de moins marxiste. Et puis l'argument ne touche pas : surtout en France, où, par tradition, l'ouvrier se méfie de son député. Mais il est fait *pour ne pas toucher* : il s'agit seulement de favoriser un regroupement électoral permettant d'envoyer une majorité de gauche à l'Assemblée. Le milieu véritable du rapprochement, c'est le Parlement lui-même ; toutes ces considérations théoriques ont pour but de décider le gouvernement socialiste à accepter officiellement le soutien communiste. C'est ce qui explique que Thorez ait pu dire récemment qu'il fallait « gagner le Parti socialiste dans son ensemble à l'unité d'action ». À la base, on pourrait tenter de détacher la gauche socialiste du parti de M. Mollet. À l'Assemblée, c'est Mollet qui règne : sur son groupe et sur le pays. Le « Parti socialiste dans son ensemble », c'est lui. C'est avec lui qu'il faut s'entendre.

C'est avec lui, précisément, que le P.C. ne s'entendra *jamais*. Il n'en faut pas douter : l'anticommunisme des socialistes n'est nulle part plus virulent que dans le groupe parlementaire. À la fabrique, dans les administrations, les travailleurs sont liés d'abord par le travail et les revendications ; le groupe parlementaire, fermé sur soi, est séparé du groupe communiste par un fossé infranchissable. C'est la peur qui domine. Et la haine. Quand un député de la S.F.I.O. pense aux terribles mésaventures des partis sociaux-démocrates dans les démocraties populaires, son poil se dresse sur sa tête ; la rage l'empourpre quand il songe que ses collègues du P.C. le tiennent tout uniment pour un traître et que leurs sourires, leurs tendres œillades

dissimulent un mépris qui ne désarme jamais. Mais ces grands sentiments ne seraient rien encore : il y a les petits. Les rivalités électorales ont une importance considérable : chaque fois que le P.C. et la S.F.I.O. se sont unis, c'est le P.C. qui a fait la bonne affaire. La S.F.I.O. a des fiefs, elle veut les garder. Le résultat c'est que la politique du P.C. ressemble à un ballet gracieux et monotone : le Faune court après la Nymphe et ne l'attrape jamais. On ménage Guy Mollet et Guy Mollet n'en veut rien savoir. Il refuse les voix communistes ou les prend avec des pincettes. Le P.C. lui a voté des pouvoirs spéciaux : aussitôt le gouvernement s'est tourné vers la droite et l'a remerciée. La haine et la peur de tomber aux mains des députés communistes l'arrachent à la gauche et le tirent vers les M.R.P., vers les Indépendants. Il trahit, comme dit Duverger. Le Parti va-t-il dénoncer cette trahison ? Pas du tout : il faut, n'est-ce pas, laisser une porte ouverte. *L'Humanité* se plaint mélancoliquement : à la veille des élections, elle espérait d'autres lendemains ; le groupe parlementaire s'abstient quand il est sûr que Mollet aura sa majorité. On parle de l'Algérie, bien sûr : mais avec modération. Pour ne pas perdre la face, la presse du Parti gronde un peu. Mais il est entendu qu'on ne fera pas d'agitation. Le Mouvement de la Paix, très actif au temps de M. Bidault et de la guerre du Viet-nam, est tombé hors du coup : pas de campagne nationale, pas de meetings, pas de « journées » ; ses militants se plaignent, quelques-uns démissionnent : on ne les retient pas. Quant à la classe ouvrière, le résultat et peut-être le but de cette politique, c'est qu'elle est tout entière démobilisée : rien qui ressemble aux grèves des dockers marseillais, aux manifestations pour la libération d'Henri Martin. Les ouvriers sont écœurés par la guerre d'Algérie mais on les laisse sans consigne, sans mots d'ordre. Le P.C. recueille ce qu'il a semé : quand il a besoin des masses, il ne les trouve plus. L'échec des contre-manifestations, le 13 novembre, ne signifie pas seulement ni même

surtout que les ouvriers cégétistes condamnent l'intervention soviétique[r´] ; c'est d'abord la marque d'une sorte de désorientation : la classe ouvrière est abandonnée aux forces de massification. Déconcertés, les Français de gauche ne savent que dire. « Cette guerre d'Algérie, pensent certains d'entre eux, si Guy Mollet la fait et si Thorez la laisse faire, peut-être qu'elle est juste, après tout ? » Des socialistes aussi, des gens honnêtes et timorés de la S.F.I.O., quand ils lisent *L'Humanité*, disent : « Beaucoup de bruit pour rien. » Ça les rassure : un mouvement populaire les eût encouragés, contraints peut-être à s'opposer au gouvernement ; mais ces violences verbales, aussitôt rongées par le silence, leur donnent une bonne conscience à peu de frais. Pendant ce temps, 500 000 jeunes hommes perdent leur temps en Algérie, quand ce n'est pas leur santé ou leur vie, l'économie est par terre, des ouvriers chôment trois jours sur sept. Voilà le résultat de ce Ballet des gauches, où l'un des deux partis veut embrasser l'autre qui l'évite en prenant sa droite.

Et pourtant, il y a déjà deux mois, écœurés des charlottades de Guy Mollet, quelques députés socialistes en étaient venus d'eux-mêmes à jouer avec l'idée d'un nouveau Front Populaire. C'est alors que les dirigeants du P.C. ont rendu un signalé service au chef du gouvernement : ils ont approuvé dans l'allégresse la tuerie de Budapest. Vraiment, M. Guy Mollet n'en espérait pas tant ; mais il profita pleinement de sa chance et provoqua sans trop de maladresse « l'hystérie anticommuniste ». Ceux qui en furent d'abord frappés, ce sont ceux-là mêmes qui pensaient, la veille encore, à se rapprocher du P.C. ; ces socialistes devinrent fous : de joie parce qu'ils l'avaient échappé belle, de rage parce qu'ils avaient couru des périls mortels. Je crois même qu'il y en eut quelques-uns, des Messieurs mûrs, pour marcher sur l'ambassade soviétique. Est-ce que le Bureau politique s'est seulement aperçu qu'il a ruiné pour des années les chances d'un Front

Unique ? A-t-il jamais cru que ces chances existassent ? Ce n'est pas moi qui en déciderai.

Vous qui me demandez si c'est bien le moment de parler, considérez ce Parti monstrueux qui bloque et gèle cinq millions de voix, démobilise la classe ouvrière, abandonne l'action de masse pour la manœuvre parlementaire, dénonce mollement la guerre d'Algérie pour ménager – bien en vain – les socialistes et n'hésite pas, dans le même moment, à justifier leur méfiance par des déclarations insensées sur les événements de Hongrie ; dites-vous que son attitude n'est même plus celle de la soumission inconditionnelle à l'U.R.S.S. mais que ses dirigeants truquent, tronquent les textes soviétiques ou qu'ils en diffèrent la publication ; qu'ils cachent ou minimisent les progrès de la déstalinisation, *même en U.R.S.S.*, et qu'ils célèbrent hautement toute politique inspirée par le fantôme de Staline ; songez que ces mêmes dirigeants ne se bornent plus à accepter les décisions de l'Union soviétique mais qu'ils se vantent de les influencer ; qu'ils s'appuient sur la fraction la plus stalinienne de l'appareil et contribuent ainsi à renforcer son influence et, par conséquent, à ralentir partout la démocratisation, rappelez-vous enfin que tant d'erreurs et tant de fautes, tant de destructions ont eu pour but et pour effet de pétrifier, dans le P.C., certaines structures anachroniques, valables au temps de la guerre froide mais qui le condamnent aujourd'hui à l'inefficacité, pesez bien ces erreurs qui peuvent être mortelles et dites-moi s'il n'est pas temps, s'il n'est pas grand temps que les partisans du Front Uni dénoncent publiquement les obstacles qui en retardent la constitution. Comprenez-moi : il faut agir aussi sur le Parti socialiste. Mais l'attitude socialiste est déterminée par la politique du P.C. : jamais les militants de la S.F.I.O. ne se délivreront de la peur qui les ronge tant que le P.C. restera ce monstre préhistorique, à la fois terrible et impuissant ; car, ils le savent bien, c'est leur trahison qui le réduit à l'impuissance et, s'ils

s'approchent de lui, il reprendra tout à coup sa virulence. Ils se sentent *relatifs* : leur Parti n'a que trois millions d'électeurs et puis, surtout, les événements d'Europe centrale leur donnent à croire qu'ils seront mangés. On ne parviendra à dissiper leurs craintes et leurs répugnances que dans la mesure où l'on agira d'abord sur le P.C. En Inde, le système des castes engendrait d'insurmontables contradictions à tous les étages de la société mais Gandhi jugeait inutile de les prendre toutes en considération : « Il fallait, pensait-il, trouver la cheville ouvrière de l'édifice et concentrer ses efforts sur elle seule » ; on sait qu'il la découvrit sans peine : c'était tout simplement la caste des parias. De même, pour briser les stratifications qui menacent de transformer la gauche française en un système de castes, il faut d'abord agir sur les orgueilleux parias de notre société, sur les intouchables communistes. Qu'ils changent *d'abord*, tout est sauvé.

1° Le P.C. eût ôté tout prétexte à la propagande anticommuniste de M. Mollet s'il eût largement et honnêtement informé les lecteurs de *L'Huma*, si, plutôt que de recopier servilement la version soviétique, il eût donné à ses militants le moyen de se faire une opinion, si, au lieu de publier maladroitement son mépris des masses, son porte-parole, M. Fajon, se fût efforcé d'analyser *vraiment* la situation de la Hongrie. On dira que je rêve, que cela n'était pas possible, que l'U.R.S.S. ne l'eût pas toléré. C'est vrai. Ou plutôt, c'est vrai *en France* ; Togliatti, hier encore, ne disait-il pas : « Ce que nous ne pourrons admettre, c'est un retour au système passé – intervention dans les questions intérieures des partis… incitation à des ruptures dans les autres partis ou dans l'ensemble du mouvement ouvrier – peu importe qui le propose… Nous sommes contre le retour à toute forme d'organisation centralisée (dans le domaine international[s´]). » Et puis il faut savoir ce qu'on veut : le Front Unique ou l'obéissance inconditionnelle à l'U.R.S.S. ; il est en tout cas impossible de courir les deux lièvres à la fois. Il serait absurde

que le Parti se coupât de l'U.R.S.S. ou rompît avec elle ; il n'est pas moins absurde qu'il lui soit soumis sans réserve. Du vivant de Staline, l'Union soviétique était *la* vérité : elle ne l'est plus ; le XX^{e} Congrès a montré sous les fausses évidences du stalinisme un ramas de mensonges, d'erreurs et de fautes ; comment pourrait-on exiger d'un parti frère qu'il refuse l'infaillibilité à Staline pour l'accorder aussitôt à Khrouchtchev ? Du reste, l'U.R.S.S. n'est pas non plus *l'erreur* : c'est une nation qui se fait, qui se débat dans les contradictions du socialisme, dont les chefs voient quelquefois beaucoup plus loin que nous et d'autres fois beaucoup moins. Le temps est passé des vérités révélées, des paroles d'évangile : un parti communiste ne peut vivre, en Occident, que s'il acquiert le droit de libre examen. Qu'on ne parle pas de titisme : le Parti français n'a pas encore le pouvoir. Il s'agit seulement de poser un principe : le Parti communiste n'est responsable que devant la classe ouvrière de son pays. Et de s'y conformer. Il en découle nécessairement pour l'U.R.S.S. l'obligation de traiter les partis occidentaux sur un pied d'égalité. Si les dirigeants français expliquent aux dirigeants soviétiques que le Front Unique est à ce prix, ceux-ci ne seront-ils pas encouragés à reconsidérer leurs rapports avec notre P.C. ? Ce relâchement des liens internationaux, cet abandon du « centralisme » n'est-il pas dans la ligne d'une politique d'influence et d'expansion ? L'information vraie (ce qui ne veut pas dire « objective »), l'appréciation correcte et sincère, la souveraineté de la classe ouvrière, l'égalité dans les relations avec l'U.R.S.S., tout se tient. Sans cette première condition, la gauche française est morte, le Parti est momifié.

2° Le Front Unique reste irréalisable tant que le P.C. s'obstine à le chercher au sommet par l'entente des groupes parlementaires. C'est par la base qu'il se fera, s'il doit se faire un jour. Mais, je l'ai montré plus haut, tant que le Parti garde la structure resserrée d'un groupe

persécuté, menacé de dissolution et qui se prépare à rentrer dans la clandestinité, il est parfaitement impropre à réaliser cet immense brassage qui doit produire un jour l'Unité. Ses cloisons étanches aboutissent aujourd'hui à séparer les militants en groupes hétérogènes d'ouvriers, de petits-bourgeois, d'intellectuels : cette diversité de formation, d'intérêts, de milieu réclame et légitime l'autorité dictatoriale de l'appareil ; l'isolement des groupes la facilite. Il faut briser ces structures de méfiance, multiplier les contacts des militants entre eux si l'on veut pouvoir un jour rétablir ceux des militants avec les masses. L'organisation du P.C., parfaitement adaptée à l'action clandestine, est incapable d'assurer par elle seule l'action large et vivante d'un parti officiellement reconnu. Dans la mesure où la tolérance officielle peut, d'un jour à l'autre, faire place aux persécutions, cette structure en réseaux doit demeurer. Mais elle doit être compensée par la multiplication des échanges et des contacts ; la terrible accusation « d'activité fractionnelle » renforce le compartimentage, c'est elle qui fait régner la terreur qui empêche la communication entre les hommes et la circulation des idées. On peut condamner, comme Lénine, l'activité de fraction à la condition que les « tendances » aient le moyen de se manifester dans les organismes du Parti. Mais il n'est pas douteux aujourd'hui que les tendances deviennent fractions parce qu'elles ne peuvent pas s'exprimer dans le cadre institutionnel du P.C. On n'évitera les fractions qu'en favorisant *à tous les niveaux* la critique et les discussions. Réduit au silence dans les groupes constitués, condamné s'il s'exprime en dehors d'eux, le militant de ce parti de masses est en réalité parfaitement seul en face de la direction et son isolement reflète l'isolement du P.C. Si le Parti veut retrouver l'appui des masses ouvrières, il faut qu'il accepte leur contrôle. Tant que les éléments de la base ne communiqueront que par le sommet, le P.C. restera clos. S'il veut se souder aux masses, leur

rendre l'unité et retrouver la vie par elles, il faut qu'il se décomprime. C'est cette opération même, fondée sur une politique d'expansion, que nous pouvons appeler démocratisation. Ce n'est pas le moment d'examiner sous quelle forme le P.C. peut accepter la résurrection des tendances : quand les dirigeants eux-mêmes voudraient les favoriser, l'ossification des structures ne leur permettrait pas de s'exprimer ; cette question capitale est donc subordonnée aux remaniements que le Parti doit apporter à sa propre constitution s'il veut redevenir un parti de masses et imposer par la base ce Front Unique que la S.F.I.O. s'obstine à refuser.

L'égalité dans les rapports avec l'U.R.S.S., la vérité des informations, la démocratisation, la reprise de contact avec les masses et leur mobilisation, *d'abord* contre la guerre d'Algérie : telles sont les conditions nécessaires pour que le P. C. ressuscite, pour que les deux grands partis ouvriers réalisent un Front Commun. Entre l'une et l'autre chose, je ne fais pas de différence. Chaque « gauche » a ses problèmes : le nôtre c'est celui de l'union ouvrière. Il serait aussi abstrait de considérer le P.C. en dehors de cette situation concrète que de l'envisager sans tenir compte de ses liens avec l'U.R.S.S. Pour notre part, voici douze ans que nous discutons avec les communistes. D'abord avec violence, plus tard dans l'amitié. Mais notre but était toujours le même : concourir avec nos faibles forces à réaliser cette union des gauches qui *seule* peut encore sauver notre pays. Aujourd'hui, nous retournons à l'opposition : par cette raison très simple qu'il n'y a pas d'autre parti à prendre ; l'alliance avec le P.C. tel qu'il est, tel qu'il entend rester, ne peut avoir d'autre effet que de compromettre les dernières chances du Front Unique. Notre programme est clair : à travers cent contradictions, des luttes intestines, des massacres, la déstalinisation est en cours ; c'est la seule politique effective qui serve, dans le moment présent, le socialisme, la paix, le rapprochement des

partis ouvriers : avec nos ressources d'intellectuels, lus par des intellectuels, nous essaierons d'aider à la déstalinisation du Parti français.

Novembre-décembre 1956-janvier 1957

NOTES DE L'AUTEUR

a. Ils ont dû, les Français, se heurter aussi à des armes françaises. Et anglaises. Il n'y a pas si longtemps que nous étions les fournisseurs de Nasser.

b. Le 10 août 1792, après la victoire de l'insurrection, la foule envahit les Tuileries ; quelques personnes tentent de piller, on les pend. Cette condamnation est un acte politique en ceci qu'elle a d'abord souci de l'effet que produiraient ces vols sur l'adversaire et du parti qu'en tirerait la propagande contre-révolutionnaire s'ils demeuraient impunis. Mais elle est inséparable de certaines valeurs populaires : le dégoût du luxe royal et le refus conséquent d'en bénéficier, l'exigence révolutionnaire de pureté, etc.

c. Qu'il soit dictateur, c'est certain. Et après ? Un communiste égyptien me disait : « Nasser a emprisonné mes deux frères et tous mes amis. Autant vous dire que je ne l'aime guère. Mais, dans cette affaire de Suez, il a tout le peuple derrière lui. Et si les circonstances historiques avaient permis à un front populaire de prendre le pouvoir, ce gouvernement eût agi de la même manière. »

d. On sait que Budapest compte 1 700 000 habitants.

e. Il est vrai qu'il les a dissous quinze jours après.

f. Je dois dire que j'ai entendu, au Mouvement de la Paix, un beau parleur à l'œil vide que cette première intervention n'a guère ému. J'en avais parlé avant lui et l'avais mis au défi de me prouver sa nécessité. Il vint à la tribune et voulut relever le défi : « La première intervention ? dit-il d'un air bonhomme, j'avoue que vous me troublez beaucoup : je n'y avais pas pensé. Mais je me dis, voyez-vous, que si l'U.R.S.S., avec tous ses chars, tous ses canons et tous ses soldats, avait voulu mettre le paquet dès la première fois, il n'y en aurait pas eu de seconde. »

Il est vrai. Et j'accorde bien davantage à mon contradicteur : si l'U.R.S.S. avait voulu essayer ses armes atomiques sur Budapest et sur quelques centres ouvriers, les dirigeants soviétiques ne seraient pas importunés aujourd'hui par

l'exaspérante et tenace résistance de la Hongrie ; le problème hongrois ne serait plus qu'un problème de repeuplement. On connaît d'ailleurs le chiffre approximatif donné par Nehru, d'après le rapport de son ambassadeur : 25 000 morts. « 25 000 morts hongrois, dirait sans doute mon "cadre", quelle magnanimité. Quoi : il y en avait 9 millions à tuer et l'U.R.S.S. en laisse 8 975 000 en vie ! Naturellement, il faudra décompter, un peu plus tard, les morts de faim, les morts de froid, les fusillés. Mais, quand le diable y serait, ça n'atteindra pas les 100 000. Et vous vous indignez ? » Il faut répondre à cet imbécile qu'on ne justifie pas un massacre par le nombre des victimes.

g. C'est vrai, sans aucun doute. Mais c'est faux dès que vous en parlez à cause de vos vices de pensée, de vos tics, de votre schématisme grossier. Où avez-vous étudié cette réalité nouvelle, le *bloc* ? où avez-vous montré ce que devient la lutte des classes dans la perspective de cet énorme conglomérat miné par ses contradictions perpétuelles ?

h. Je reconnais qu'on pourrait demander *d'où* ces émigrés tirent leurs moyens d'existence. Mais justement c'est après enquête, et non avant, qu'il faut décider.

i. Un contradicteur communiste veut bien me faire une concession : « Rákosi, au lieu de pendre les innocents, aurait mieux fait de dépister les contre-révolutionnaires. » Mais c'est calomnier Rákosi : il trouvait le temps de faire l'un et l'autre. Jamais on n'a cessé en Hongrie – même sous le gouvernement Nagy – d'exhorter les Hongrois à la vigilance ni de surveiller les anciens officiers de l'armée horthyste ni de rechercher les dépôts d'armes clandestins. On lira plus loin un texte d'écrivain hongrois qui montre clairement que les dénonciations n'étaient pas rares et que le gouvernement les prenait fort au sérieux : on arrêtait un ancien officier de soixante-seize ans si ses voisins l'accusaient de détenir un fusil. Je ne prétends pas critiquer ces mesures défensives : je dis seulement qu'elles rendaient pratiquement impossibles le parachutage des armes et leur stockage ; la méfiance réciproque, les conflits d'intérêts et les vieilles haines, les encouragements donnés à la délation, tout incitait les paysans à se surveiller les uns les autres. Nul doute qu'ils ne fussent mécontents du régime et de la collectivisation : mais ils luttaient à leur manière par la résistance passive ; ils n'eussent pas toléré dans leurs villages ou dans leurs champs la présence de groupes armés dont la découverte eût peut-être entraîné un massacre. Il ne faut pas oublier non plus que la grande plaine hongroise se prête peu aux mouvements de francs-tireurs et de partisans.

Aujourd'hui, les combats ont lieu dans les marais ou dans l'étroite région montagneuse qui sert de refuge aux insurgés.

j. Ce n'est pas tout à fait par hasard que Rákosi avait supprimé la fête nationale. (Imaginons Maurice Thorez au pouvoir et décrétant qu'on ne fêtera plus le 14-Juillet.) Et s'il a démoli une vieille église de Budapest, lieu de pèlerinage annuel, pour édifier à côté de son emplacement une monstrueuse statue de Staline, ce n'est pas non plus par inadvertance.

k. Nombreuse, je le reconnais, même chez les ouvriers : Rákosi, en effet, l'avait systématiquement « prolétarisée ».

l. Après le procès des sociaux-démocrates de droite (novembre 1947) et l'épuration du Parti social-démocrate (mars 1948), la social-démocratie et le P.C. avaient tenu le 13 juin 1948 un Congrès d'unification. Il en était résulté le « Parti des travailleurs socialistes » où la gauche social-démocrate *épurée* avait été purement et simplement absorbée par le Parti. J'appellerai cette formation, par la suite, Parti communiste hongrois, pour plus de clarté. Les sociaux-démocrates auxquels je fais allusion ici sont des électeurs et des sympathisants qui gardaient une formation social-démocrate sans être *représentés* par un groupe autonome. Curieusement, d'ailleurs, après procès, purges et fusion, le siège du Parti social-démocrate existait toujours à Budapest, pur organisme vide, sans liaison avec ces courants réels. Le Parti « Petit Propriétaire » n'avait pas été dissous non plus mais absorbé dans des formations du type « Front Unique ». Le Présidium hongrois (c'est-à-dire *les* présidents de la République) est aujourd'hui encore présidé par un ancien « petit propriétaire » : Dobi, qui n'a d'autre fonction que de représenter en sa personne la diversité des partis. Mais dans les campagnes et dans la petite-bourgeoisie des villes, ce courant « petit propriétaire » n'a jamais diminué d'intensité. Les *formations de façade*, totalement inféodées au P.C., et les *courants politiques réels* n'avaient plus rien de commun. Un parti non communiste pouvait être officiellement *nommé* mais il n'existait plus en dehors de son nom ; la réalité en subsistait dans le peuple parce qu'elle représentait certains intérêts, certaines classes (nous y reviendrons), mais elle avait perdu son nom et son pouvoir d'expression. L'erreur énorme du P.C. c'est qu'il a cru « jouer le jeu » en conservant quelques personnalités politiques étrangères au communisme, en leur donnant des fonctions élevées et en les présentant, « encadrées », à des élections préfabriquées au lieu d'apprécier la situation et de définir sa propre action en fonction des circonstances réelles : il eût compris que la profondeur des courants non communistes lui imposait d'agir *sur la masse* et cela signifiait :

établir une alliance *réelle* avec les partis démocratiques et combattre leur influence par les effets d'une politique positive.

m. En lisant les textes hongrois que *Les Temps Modernes* publient, je pense qu'on sera frappé comme moi par leur indécision théorique. Cette gauche est en crise, elle a besoin de se repenser, de revenir aux questions fondamentales, aux méthodes socialistes : mais quoi, n'est-ce pas ce qu'elle dit elle-même ? L'indétermination de la pensée marque seulement l'impossibilité de trouver une idéologie de rechange : il n'eût pas fallu longtemps aux indécis pour revenir au marxisme. Au vrai. On comparera avec fruit les textes hongrois avec les textes polonais que nous publierons dans le prochain numéro. Des ménagements gardés jusque dans la violence par l'ancien gouvernement de Pologne, son étrange volonté de ne pas dépasser les limites quand déjà toutes les limites avaient été franchies, sa modération dans l'horreur et surtout une évolution rapide mais progressive à partir de Poznan ont permis aux nouveaux dirigeants d'opérer la réforme en restant marxistes et communistes.

n. Il ne s'agit donc point, pour Lénine, de mettre en doute la valeur de cette spontanéité ouvrière mais plutôt de démontrer que la spontanéité n'existe pas. Sauf, pourrions-nous dire, après l'unification, dans et par le dépassement des chefs.

o. Ce qu'on pourrait appeler « spontanéité », dans cette perspective, ce serait plutôt le mutisme, l'apparente inertie du prolétariat hongrois vers 1955 : on en trouvera la description et l'interprétation dans les textes de Laszlo Pal, fraiseur stakhanoviste, de Bela Kiss, forgeron, d'Ervin Eisner, fraiseur, que nous publions ici même. Cette passivité – qui masque une révolte profonde – c'est l'attitude qu'adopte *provisoirement* un prolétariat abandonné. « Enfin l'on s'occupe de nous », dit un ouvrier à propos d'un article de journal. Un autre : « Que les dirigeants viennent chez nous. » Un troisième : « Des dirigeants sont venus mais n'ont invité qu'une cinquantaine d'ouvriers », etc. Un reporter hongrois ajoute : « Ils ont soif d'humanité. »

p. Élévation brutale des normes, rationalisation soudaine d'une fabrique ou d'un secteur entier de la production, apparition de machines nouvelles auxquelles le travailleur n'a pas le temps de s'adapter, activité réduite, pendant les vingt premiers jours du mois (parce que les matières premières ne sont pas livrées à temps, etc.), suivie d'un surtravail écrasant dans les dix derniers jours, etc.

q. Quand j'écrivais ces mots, Kadar n'avait pas encore osé dissoudre les Conseils ouvriers. À présent, c'est fait. Je change donc ma question et je

demande : « Quel est ce socialisme qui s'acharne à détruire les organes de contrôle élus par le prolétariat ? Et s'il les reconnaissait hier pour les véritables représentants du peuple, comment peut-il, sans se disqualifier, faire arrêter leurs dirigeants aujourd'hui ? Et si Joukov félicitait le gouvernement Nagy de s'appuyer sur la classe ouvrière, est-ce qu'il ne doit pas condamner un gouvernement qui veut la bâillonner ? » Mes amis communistes ont crié quelquefois : « Les Soviets partout ! » C'est un beau programme. Il faudra désormais qu'ils le précisent un peu : « Les Soviets partout sauf en Hongrie. »

r. Le 24 octobre et les jours suivants, il promettait l'impunité aux insurgés qui déposeraient les armes.

s. Il existe en Hongrie une sorte d'équilibre démographique entre le secteur primaire, d'une part, les secteurs secondaire et tertiaire d'autre part. Mais le Parti des Petits Propriétaires eut 53 % des voix en 1945 ; il avait donc recueilli un certain nombre de voix dans les agglomérations urbaines. Il peut devenir demain le parti des ruraux et de la petite-bourgeoisie citadine. Le P.C. ne peut plus compter – au maximum – que sur 4 ou 5 % des voix. Même en admettant que tous les autres suffrages se portent sur la social-démocratie, la gauche socialiste risque fort d'être minoritaire.

t. À Budapest les lynchages de communistes semblent avoir été peu nombreux. Mais il y eut en province quelques sérieux règlements de comptes. En a-t-on abusé, de cet argument ! C'est qu'il permet le recours au sacré : « Jamais des ouvriers, jamais des socialistes sincères ne toléreraient qu'on portât la main devant eux sur des camarades communistes. » *Donc*, les lyncheurs sont des Croix-Fléchées, et si vous dites le contraire, vous insultez le prolétariat. Mais – serait-ce parce que je n'ai pas le sens du sacré ? – la validité du raisonnement m'échappe. Si le camarade communiste est un responsable, si son opportunisme et sa dureté de cœur l'ont fait complice de la terreur rakosiste, s'il a humilié, maltraité ses subordonnés, s'il s'est rendu odieux par son importance et par les privilèges dont il jouissait, s'il a fait arrêter et déporter des innocents, pourquoi les ouvriers, pourquoi les socialistes sincères le défendraient-ils ? Sans doute préféreraient-ils qu'il soit jugé : mais qui le jugera en ce temps de violence où les pouvoirs se sont effondrés ? Certes, il n'y a pas lieu d'approuver ces lynchages – dont certains semblent avoir été d'une assez abjecte cruauté. Mais à quoi sert de les blâmer ? Y a-t-il jamais eu des révolutions innocentes ? Un communiste français me disait : « Mettez-vous à notre place : on assassine nos camarades. » C'est vrai. Mais Rajk et Slansky étaient aussi des camarades. Les communistes français ont-ils crié qu'on les assassinait ? Quand

le pouvoir suprême écrase un militant, ils déclarent aussitôt que c'est un traître. Quand la vengeance du peuple s'exerce sur un responsable, c'est le peuple qui est criminel à leurs yeux. On voit qu'ils ont choisi.

u. D'une source que je crois sûre, je tiens ce renseignement : On aurait – entre le 30 octobre et le 4 novembre – massacré environ cent quarante Avos à Budapest.

v. On lira avec profit le roman de Stefan Heym : *Les Yeux de la raison.* Ce communiste allemand raconte avec beaucoup de talent les conflits d'une grande famille capitaliste avec le gouvernement tchèque et avec les ouvriers, entre 1945 et 1949. On dira : « Ce n'est qu'un roman. » Bien sûr : mais il fait une analyse très fine et très serrée des conflits sociaux et des difficultés propres à la Tchécoslovaquie d'après-guerre.

w. Intégré au système, contrôlé, achetant et vendant à des prix fixés les marchandises fournies par le gouvernement, le petit commerçant apparaît comme la plus petite unité de distribution étatisée. Mais, tant qu'on ne pourra multiplier les grands magasins « universels », ces postes de vente conserveront un semblant d'autonomie.

x. C'était juste. La mauvaise volonté et la résistance passive des paysans collectivisés ont eu ce résultat en Hongrie que la petite propriété, grevée d'impôts et de taxes, soumise aux pires vexations, était – toutes choses égales d'ailleurs – d'un meilleur rendement en quantité et en qualité que les grosses entreprises collectivisées. Le « retour en arrière » s'imposait donc, d'abord et surtout, du simple point de vue économique.

C'était politique. En face d'un adversaire tout-puissant, l'insurrection voulait faire l'unité du pays tout entier. Si l'on n'eût entériné la redistribution des terres, les ruraux eussent pu croire que la révolution se faisait contre eux. De fait, grâce au « Front Uni » de toutes les revendications, les paysans aidèrent les insurgés des villes. D'après des témoins oculaires, jamais Budapest n'a été aussi bien ravitaillée que pendant les dernières journées d'octobre.

y. On négociait encore à Budapest entre militaires russes et militaires hongrois quand l'ordre d'attaque fut donné. Les anticommunistes de chez nous n'ont pas manqué cette occasion de souligner la perfidie soviétique. Je ne crois pas à cette perfidie : et d'abord parce que la puissance des moyens mis en jeu la rendait inutile. Il semble plutôt que les différentes fractions du Kremlin cherchaient la solution de l'affaire hongroise en même temps et par des voies indépendantes. Pour finir, les partisans de la répression l'ont emporté.

z. Ces comités que Kadar veut reconstituer aujourd'hui avec les mêmes élus et dont il prétend que le gouvernement Geroe songeait à les organiser *avant le 23 octobre*, pendant que la *Pravda* condamne leur existence… en Yougoslavie.

a'. Même après la faillite des économies planifiées, en Hongrie, en Pologne le prolétariat estime avoir gagné quelque chose qu'il est prêt à défendre par les armes : ni dans l'un ni dans l'autre pays il n'a permis ni toléré qu'on remette le socialisme en question. C'est une *politique* qu'il dénonce (en Hongrie il va jusqu'à condamner le Parti qui est responsable de cette politique), mais il demeure fidèle au *régime*.

b'. Dans la mesure même où il coupe les dirigeants des masses, il développe nécessairement le seul pouvoir qui puisse assurer sa réalisation : la police.

c'. La propagande bourgeoise insiste très habilement sur le fait que les hommes publics, prestigieux dans leurs fonctions, ont une vie privée médiocre et semblable à toutes les vies. On les montre chez eux, réveillonnant avec leur femme (un petit réveillon bien modeste), jouant avec leurs enfants. On raconte leur vie, on les montre dans la jeunesse, ambitieux, rongeant leur frein, pareils à tous les jeunes gens quand, soudain, *l'occasion…* ! Ainsi, dans son développement comme dans sa vie intime, le chef, le grand homme, la vedette, c'est *moi-même plus la chance*.

d'. Il était convaincu, m'ont dit des Soviétiques, qu'il y aurait une vague de désertions. Mais l'homme ne justifie pas toujours la défiance des pessimistes : personne ne déserta. Les soldats rapportèrent des techniques nouvelles, des suggestions, des critiques, une vision du monde changée mais il ne leur vint pas même à l'idée de mettre le régime en question.

e'. Et sans une main-d'œuvre pratiquement inépuisable.

f'. La misère est telle que beaucoup de gens font du travail « noir », c'est-à-dire qu'ils occupent un et quelquefois deux emplois supplémentaires. Il en résulte que l'économie réelle (en partie fondée sur le travail clandestin) est, dans sa structure même, différente d'une économie étatisée. Il faut dire que le romancier Doudinzev signale le même fait à Moscou : des ouvriers insuffisamment payés fondent une coopérative clandestine.

g'. Fejtö note fort justement : « Contrairement à ce qui caractérise en général les relations entre des puissances hautement industrialisées et des pays coloniaux ou semi-coloniaux, qui leur servent de sources de matières premières à bon marché – ici (en Hongrie) une grande puissance relativement sous-développée se trouvait en position dominante, face à un pays dont la capacité industrielle pouvait compléter la sienne. La faiblesse de l'U.R.S.S. comparée à

ses besoins économiques et militaires explique ainsi qu'elle n'ait point empêché la Hongrie de développer son industrie lourde, qu'elle l'y ait poussée trop, au contraire… » (*La Tragédie hongroise*, p. 108.)

h'. Combien de Chinois d'outre-mer se sont ralliés *par nationalisme* à la Chine populaire !

i'. L'agression vient de la Corée du Nord, la provocation de Syngman Rhee, la responsabilité profonde retombe entièrement sur MacArthur. Il a tout fait pour prendre la Chine au piège coréen. Aux visionnaires abstraits qui prennent le monde pour un échiquier et qui se représentent Staline en train de saisir le pion nord-coréen pour le poser brutalement sur la case « Corée du Sud » je rappelle que les Nord-Coréens ont condamné à mort et passé par les armes ceux de leurs dirigeants qui étaient au pouvoir quand le conflit éclata. Mises devant le fait accompli, la Chine et l'U.R.S.S. ne pouvaient réagir de la même manière : la première ne pouvait compromettre son jeune prestige en laissant écraser à ses portes un peuple asiatique, elle était payée pour savoir que la Corée fut et peut être encore la voie classique des invasions japonaises ; l'autre se trouvait coincée : il fallait laisser faire au risque d'une guerre mondiale ou s'aliéner l'Asie par un interventionnisme maladroit.

j'. On connaît la suite (1964).

k'. Un des premiers résultats de la « déstalinisation » sera la liquidation du vieux mythe « science bourgeoise et science prolétarienne ». Cela signifie que cette société de constructeurs veut soustraire ses savants à l'influence absurde de la bureaucratie. Il ne s'agit pas de rétablir la science « dans son éminente dignité », comme on dit chez nous, mais de la mettre tout entière au service de la technique. « Les interventions brouillonnes de personnalités incompétentes nous ont fait perdre trop de temps », me disait un Soviétique.

On notera aussi dans beaucoup de romans parus ces dernières années l'opposition presque classique entre l'administrateur et le savant ou l'ingénieur. Naturellement, l'administrateur est un arriviste qui n'a pas la confiance des ouvriers et qui ne sait pas grand-chose en dehors de son catéchisme politique ; l'ingénieur, au contraire, est un homme utile et vrai parce qu'il a affaire aux objets matériels et aux machines ; à cause de cela, il est l'ami des travailleurs. Cette liaison (plus ou moins étroite) du travailleur et du technicien contre le bureaucrate est nettement indiquée, par exemple, dans la première partie du *Dégel*.

l'. Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse y avoir ici et là – comme à Poznan ou à Budapest – des insurrections sanglantes, mais tout simplement que la

bureaucratie et la nouvelle administration technique ne sont pas des classes.

m'. On sait à présent ce qu'il en était (1964).

n'. Voici par exemple un dialogue rapporté par Tito et qui eut lieu entre Staline et lui pendant l'année 1944 :

« – Walter, attention ! la bourgeoisie est très forte en Serbie !

« – Camarade Staline… je ne suis pas d'accord avec toi sur ce point. La bourgeoisie serbe est très faible.

« Il garda le silence, fronçant les sourcils, et les autres autour de la table – Molotov, Jdanov, Malenkov et Béria – demeurèrent bouche bée. »

Plus tard – toujours par méfiance, convaincu de la puissance bourgeoise et de la faiblesse de ses propres alliés – Staline veut persuader Tito qu'il faut restaurer le roi Pierre.

o'. Voilà un des effets les plus comiques de la contradiction néostalinienne. La bureaucratie dirigeante veut pratiquer la politique de rétraction et de méfiance sans perdre les positions que la politique d'expansion politique lui a conquises. Il en résulte qu'elle devient un Janus Bifrons. Tout allait bien quand Nehru n'était qu'un agent des U.S.A., qu'un gredin : ses protestations ne pouvaient pas toucher Staline puisqu'elles *prouvaient* qu'il était de l'autre camp. Mais lorsque, du point de vue d'une politique positive, on a reconnu l'importance extrême de l'Inde et du gouvernement hindou, lorsqu'on a poussé les choses assez loin pour rendre visite à son chef et pour l'inviter en U.R.S.S., lorsque, de son côté, une autre grande puissance communiste, la Chine, le considère comme un médiateur possible entre le gouvernement de Washington et celui de Pékin, alors, il faut reconnaître qu'on a concédé à ce ministre étranger, à cette grande nation étrangère un certain contrôle sur la politique soviétique. N'exagérons rien : ce contrôle ne peut s'exercer que par des discours aux Indes et par des votes à l'O.N.U. Pourtant il est déjà redoutable : la position de Nehru lui permet d'agir sur l'opinion. Ainsi le stalinisme *n'a pas de sens* à l'égard de l'Inde : et la condamnation formelle de l'intervention soviétique n'a pas eu pour effet de rompre l'amitié du gouvernement russe et du gouvernement hindou. Mais au même instant l'U.R.S.S. se tourne vers l'Occident et menace – pour faire oublier la Hongrie – quitte à désarmer ses propos dans une note adressée à Nehru. Le résultat ce sont ces phrases à double sens, qui sont à la fois un déchaînement verbal de violence et de simples bruits, un rappel objectif de la puissance soviétique et une réaction incontrôlée qui se borne à traduire l'humeur subjective des dirigeants. Car c'est *sur la subjectivité* que l'on s'excuse : « Nous sommes un peu

vifs, c'est vrai, nous en disons quelquefois plus qu'il ne faudrait, mais que voulez-vous, c'est plus fort que nous, on nous en a tant fait ! » C'est un des caractères les plus curieux de la nouvelle diplomatie stalinienne : le recours au subjectif comme position de repli. Il est nécessaire à la politique d'expansion : c'est lui qui permet d'atténuer les nombreux conflits qui peuvent naître lors des premières rencontres. C'est un signe de la déstalinisation : non pas à cause du retour au sujet – qui n'a pas grand-chose à faire avec la politique étrangère – mais *avant tout* parce qu'il naît d'une situation nouvelle où *l'adaptation* est nécessaire. Staline ne s'est jamais fâché, il a toujours gardé le même ton froid et incisif : mais c'est qu'il était coupé du monde. Quelques grands personnages ont été *chez lui* ; il n'a jamais rendu visite à personne : on l'imagine mal à un banquet offert à Londres par les travaillistes anglais.

p'. Nous tâcherons dans un prochain numéro d'analyser la situation des U.S.A. et de montrer les nouvelles structures sociales. Mais, pour l'instant, il suffit de rappeler que les engins à fission sont devenus – dans une certaine mesure – un facteur de paix à partir du moment où l'U.R.S.S. a su les fabriquer. Restent les risques classiques du surarmement ; mais, dans la période actuelle, ils sont moins menaçants. Certes, l'industrie de guerre a fini par devenir un secteur clé de l'économie américaine (comme du reste de l'économie soviétique) mais le danger de crise est provisoirement écarté : les inventions et perfectionnements techniques renouvellent perpétuellement le stock des armes et même l'empêchent de se former. Le budget militaire reste écrasant : c'est une condition favorable pour des négociations sur le désarmement. La guerre de Corée fut un test pour le gouvernement américain comme pour le gouvernement russe : la population s'y montrait hostile ; Eisenhower s'est fait élire parce qu'il promettait d'arrêter le conflit. En cas d'entente, la reconversion des industries de guerre n'est pas impossible : elle peut se traduire par une aide accordée de part et d'autre aux pays sous-développés.

q'. XIV^{e} Congrès : Adresse aux camarades socialistes.

r'. Le recul de la C.G.T. aux élections syndicales est une indication plus nette de leur désapprobation.

s'. Discours du 9 décembre 1956 au VIII^{e} Congrès du P.C.I. Seulement le P.C. italien n'a jamais été coupé des masses : ses deux millions d'adhérents lui donnent sa force et sa vie, il trouve auprès d'eux un appui et un contrôle. Le P.C. français reste en l'air.

t'. Les intellectuels n'ont aucun contact avec les ouvriers. Les étudiants militent dans des cellules d'étudiants, les professeurs dans des cellules de lycée,

la présence du tambourinaire ou du garçon de réfectoire ne saurait tout de même passer pour un contact direct avec le prolétariat industriel. Les écrivains, qui vivent en général dans des centres bourgeois, fréquentent des petits-bourgeois dans la cellule de quartier. Les responsables tirent volontiers profit de la méfiance que les intellectuels inspirent aux travailleurs manuels. Jusque dans les séances du Mouvement de la Paix on oppose le « coupeur de cheveux en quatre » au « militant qui fait du porte-à-porte ».

« VOUS ÊTES FORMIDABLES[a] »

Étant ce qu'on appelait à l'époque un « métropolitain », Sartre se faisait une idée plutôt schématique des événements d'Algérie ; il n'avait pas forcément conscience de l'impact du terrorisme sur la population. Dans les grandes villes, les habitants n'avaient guère le souci de se poser des questions sur ce qui se passait en dehors de leur sphère, en dehors de leurs préoccupations immédiates. Les militaires français, dont la mission était de « protéger les personnes et les biens », n'étaient pas en mesure de l'accomplir car l'armée du F.L.N. ne se présentait pas comme une armée en ordre de marche. Beaucoup de gens sont morts ainsi dans les rues ou les immeubles de la ville.

La pratique de la torture a pris naissance dès 1955 ; elle s'est généralisée à partir de 1957. Le 7 janvier 1957, après une série de bombes F.L.N. sur Alger, Robert Lacoste, ministre-résident, a fait transférer tous les pouvoirs de police à la division parachutiste du général Jacques Massu. Les parachutistes ont installé, sur son ordre, des centres d'interrogatoire dans quatre secteurs, chacun confié à un régiment de la division. Les modes de torture étaient nombreux ; le pire fut sans doute l'utilisation d'une génératrice électrique, baptisée la « gégène ». Les suppliciés étaient ensuite exécutés hors les murs. Arrêté le 11 juin 1957, Maurice Audin, assistant à l'université d'Alger, qui était sur le point de soutenir sa thèse de mathématiques, fut du nombre. La date de sa mort est inconnue ; sa dépouille n'a jamais été retrouvée.

L'article de Sartre, publié dans le n° 135 des T.M., *de mai 1957, fut repris dans* Situations, V *(1964).*

A.E.-S.

On vient de publier un recueil de dépositions et de documents sur nos méthodes de pacification : *Des rappelés témoignent*[b]. L'avez-vous lu ? Ces rappelés sont des chrétiens, des aumôniers, des prêtres mobilisés. Sur la politique générale, il paraît vraisemblable que leurs opinions diffèrent, aussi n'en soufflent-ils pas mot. Mais ils ont en commun la volonté de révéler cette gangrène – encore bien éloignée de s'étendre à l'Armée entière, mais qu'on ne peut déjà plus tout à fait localiser –, l'exercice cynique et systématique de la violence absolue. Pillages, viols, représailles exercées contre la population civile, exécutions sommaires, recours à la torture pour arracher des aveux ou des renseignements, ils ne cachent rien, ils dénoncent tous les crimes de guerre qu'on a commis sous leurs yeux. Ces récits mesurés, intelligents, soucieux de rendre justice à tous, même au plus coupable, constituent le dossier le plus accablant. La lecture en est parfaitement insupportable ; pour passer d'une ligne à l'autre, il faut se forcer. Pourtant, je prends sur moi de recommander instamment la brochure à tous ceux qui ne la connaissent pas encore et je souhaite, pour ma part, que tous les Français la lisent. C'est que nous sommes malades, très malades ; fiévreuse et prostrée, obsédée par ses vieux rêves de gloire et par le pressentiment de sa honte, la France se débat au milieu d'un cauchemar indistinct qu'elle ne peut ni fuir ni déchiffrer. Ou bien nous verrons clair ou bien nous allons crever.

Depuis dix-huit mois notre pays est victime de ce que le Code a nommé une « entreprise de démoralisation ». Et ce n'est pas en sabotant d'abord son « moral » qu'on démoralise une nation, c'est en abaissant sa moralité ; quant au procédé, tout le monde le connaît : en nous précipitant dans une aventure abjecte, on a mis en nous, du dehors, une culpabilité sociale. Mais nous votons, nous donnons des mandats et d'une certaine façon, nous pouvons les révoquer, les remous de l'opinion publique font tomber les ministères : les crimes

que l'on commet en notre nom, il faut bien que nous en soyons personnellement complices puisqu'il reste en notre pouvoir de les arrêter. Cette culpabilité qui reposait en nous, inerte, étrangère, il faut bien que nous la reprenions à notre compte et que nous nous avilissions nous-mêmes pour pouvoir la supporter.

Pourtant nous ne sommes pas tombés si bas que nous puissions entendre sans horreur les cris d'un enfant torturé[c]. Ces cris, comme tout serait simple, comme tout serait vite réglé si une fois, une seule fois ils frappaient nos oreilles, mais on nous rend le service de les étouffer. Ce n'est pas le cynisme, ce n'est pas la haine qui nous démoralisent : non, ce n'est que la fausse ignorance où l'on nous fait vivre et que nous contribuons nous-mêmes à maintenir. Pour assurer notre repos, la sollicitude de nos dirigeants va jusqu'à miner sourdement la liberté d'expression : on cache la vérité ou bien on la tamise. Quand les « fellaghas » massacrent une famille européenne, la grande presse ne nous épargne rien, pas même les photos des corps mutilés : mais lorsqu'un avocat musulman, contre ses bourreaux français, ne trouve d'autre recours que le suicide, on signale le fait en trois lignes pour ménager notre sensibilité. Cacher, tromper, mentir : c'est un devoir pour les informateurs de la Métropole ; le seul crime serait de nous *troubler*. On l'a bien fait voir à M. Peyrega[1] : personne, en Algérie, ne songe à nier les événements qu'il rapporte ; on lui reproche simplement de nous les avoir rapportés. Nous sommes français, des soldats français massacrent au hasard dans les rues d'Alger sous les yeux aguerris de la population européenne : mais cela n'est pas notre affaire. La vérité d'Afrique est un vin trop fort pour nos tendres cervelles : qu'arriverait-il aux colons si la Métropole se saoulait ? Du calme, voilà ce qu'il nous faut, une cure de repos, quelques distractions : depuis la mort de Louis XVI, tout bon Français est orphelin ; le gouvernement Mollet connaît et partage le deuil

inconsolable de notre bourgeoisie : ne reculant devant aucun sacrifice, il a, pendant trois jours, mis la reine d'Angleterre sur le trône de France. Quelles délices ! Quels ravissements ! Les gens se parlaient sans se connaître, ils se prenaient par la main et dansaient la farandole. En Algérie, pourtant, des hommes tenaces continuaient leur *job* : pas de jours fériés pour les bourreaux ; la radio leur apportait par bouffées nos soupirs d'extase et ils se disaient : « Maintenant qu'ils l'ont, leur reine, ils vont peut-être nous foutre la paix. » La reine est partie, elle se repose à Windsor ; bouleversée d'amour, la France s'est alitée ; le gouvernement marche sur la pointe des pieds : « *Ne troublez pas* son sommeil. » Si pourtant quelqu'un d'entre nous ouvre l'œil et s'il interroge ses infirmiers, vite, on recourt à un autre subterfuge : en un tour de main on fabrique une commission de sauvegarde qui n'a pas d'autre office que de nous délester de nos responsabilités. « Des abus ? Un ou deux, peut-être. À la guerre, il y en a toujours. Mais de quoi vous souciez-vous ? Vous êtes loin d'Alger, vous ne connaissez pas la question, faites confiance à la Commission de Sauvegarde. Nous la composerons de braves gens, spécialistes du scrupule. Donnez-leur vos inquiétudes, ils les emporteront sur les lieux. Et dormez. »

Si seulement nous pouvions dormir, tout ignorer ! Si nous étions séparés de l'Algérie par un mur de silence ! Si l'on nous trompait *vraiment* ! L'étranger pourrait mettre en doute notre intelligence mais non pas notre candeur.

Nous ne sommes pas candides, nous sommes sales. Nos consciences n'ont pas été troublées et pourtant elles sont troubles. Nos dirigeants le savent bien ; c'est comme cela qu'ils nous aiment ; ce qu'ils veulent obtenir par leurs soins attentifs et leurs ménagements si publiés, c'est, sous le couvert d'une ignorance truquée, notre complicité. Les tortures, *tout le monde* en a entendu parler, quelque chose en a filtré malgré tout dans la grande presse, des journaux honnêtes mais de

moindre tirage ont publié des témoignages, des brochures circulent, des soldats reviennent et parlent. Mais c'est cela justement qui sert les démoralisateurs : car tout s'égare ou s'émousse dans l'épaisseur sociale, il faut frayer des chemins aux nouvelles colportées et puis le chemin tourne court et les nouvelles meurent. Ces journaux, ces brochures, la plupart des Français ne les ont pas lus, ne peuvent pas les lire : ils connaissent des gens qui les lisent ; beaucoup d'entre nous n'ont jamais entendu le témoignage d'un rappelé, *on* leur a rapporté ce que certains militaires disaient. Transmis de bouche à oreille, officiellement démentis, ces témoignages lointains subissent en circulant une déperdition progressive de crédit. C'est ici que nous attend « l'entreprise » : hélas, c'est ici que nous nous attendons nous-mêmes. Pourquoi donc croirions-nous à ces racontars ? Où sont les documents ? Où sont les témoins ? Ceux qui se déclarent convaincus, c'est qu'ils l'étaient d'avance. Bien sûr, on ne peut pas non plus rejeter *a priori* la possibilité… Mais il faut attendre, ne pas juger avant de s'être vraiment informé. Donc on ne juge pas. Mais on ne s'informe pas non plus : dès qu'on tente de se procurer les pièces du procès, notre claire société se change en forêt vierge : on entend vaguement, très loin, le bruit du tam-tam et l'on tourne en rond quand on veut s'en rapprocher. Et puis nous avons bien assez, n'est-ce pas, de nos ennuis personnels sans nous coller ceux des autres sur les bras. Celui qui a travaillé toute la journée et qui a subi, au bureau, les mille petites agressions de la vie quotidienne, il ne faut pas lui demander de passer la soirée à recueillir des informations sur les Arabes.

Et voilà le premier de nos mensonges. Les démoralisateurs n'ont plus qu'à se croiser les bras : nous achèverons le travail nous-mêmes. Les soucis pratiques ont bon dos : ils n'ont jamais empêché personne de lire le journal après le dîner ; on se distrait du particulier en jugeant l'universel, on oublie les colères rentrées l'après-midi en versant de

douces larmes ou en s'abandonnant aux indignations digestives. Les journaux nous font la cour : ils veulent nous faire croire que nous sommes bons. Quand la radio ou la télévision nous demandent une pièce de cent sous, elles intitulent leurs émissions : « Vous êtes formidables » ; voilà de quoi nous faire courir à minuit de la porte de Saint-Ouen à la porte d'Italie. Mais nous ne sommes pas formidables. Pas plus que nous ne sommes candides : la communauté illusoire des honnêtes gens, c'est tout simplement celle des lecteurs de *France-Soir*. Si nous refusons de faire nous-mêmes l'enquête sur la vérité française, quand nous sommes capables d'empiler nos vieux matelas sur la 4 CV et d'aller les jeter aux pieds de quelque Jean Nohain, c'est que nous avons peur. Peur de voir nu notre vrai visage. Le mensonge est là – et l'excuse du mensonge : oui, nous manquons de preuves, donc nous ne pouvons rien *croire* ; mais nous ne les cherchons pas, ces preuves, parce que, *malgré nous, nous savons*. Qu'est-ce qu'ils demandaient, les démoralisateurs ? Cela et rien d'autre : une ignorance bien excusable et de plus en plus impardonnable qui nous avilisse progressivement et nous rapproche chaque jour de ceux que nous devrions condamner. Quand nous leur ressemblerons tout à fait, nous crierons « Tous les hommes sont frères ! » et nous nous jetterons dans leurs bras.

Notre deuxième mensonge, on nous l'a déjà préparé. Le piège, c'est la Commission de Sauvegarde. Si seulement nous pouvions lui faire confiance ! Mais, quand nous le voudrions, où prendrions-nous la jobardise nécessaire ? Une commission, quand les crimes et les massacres se multiplient à travers toute l'Algérie ? Qui l'informera à Alger de ce qui se passe en Kabylie ? Et qui la consultera ? À propos de quoi ? Va-t-elle rappeler solennellement les droits de l'homme ? Tout le monde les connaît, y compris M. Lacoste. Il s'agit de les faire reconnaître : comment veut-on qu'elle y parvienne ? Si le ministre résident ne peut pas mettre fin aux illégalités, croit-on lui en donner le

moyen en le flanquant de quelques conseillers ? S'il peut et veut réprimer les abus, qu'a-t-il besoin d'eux ? Et s'il ne le veut pas, pourquoi prendrait-il leurs conseils ? Mais quoi ! Le gouvernement a fait un geste, M. Mollet s'est déclaré « bouleversé », il dit qu'il veut toute la lumière. Nous y croyons et nous sommes excusables : la parole humaine est faite pour être crue ; nous n'y croyons pas et nous sommes plus excusables encore : la parole de M. Mollet est faite pour être mise en doute. Nous savons que la Commission sera composée d'hommes irréprochables, nous savons aussi qu'elle ne pourra rien faire : leur honnêteté nous sert à nous masquer son impuissance. Ainsi nous refusons notre confiance au gouvernement et pourtant nous comptons sur lui pour dissiper notre méfiance.

Coupables. Deux fois coupables. Déjà nous nous sentons la proie d'un malaise confus. Ce n'est pas encore l'horreur mais c'est le pressentiment que l'horreur existe, toute proche, d'autant plus menaçante que nous ne pouvons ni ne voulons la regarder en face. Et puis, tout d'un coup, des fulgurations qui crèvent les yeux : « Si c'était vrai ? » À part ça, toujours formidables : mais déjà suspects. Oui, chacun de nous trouve le voisin suspect et craint d'être suspect au voisin. Sur la solution du problème algérien, des amis pouvaient différer d'avis sans cesser de s'estimer. Mais les exécutions sommaires ? Mais la torture ? Peut-on garder de l'amitié pour celui qui les approuverait ? Chacun se tait, chacun regarde son voisin qui se tait, chacun se demande : « Que sait-il ? Que croit-il ? Qu'a-t-il décidé d'oublier ? » Sauf entre gens « du même bord », on craint de parler. Si j'allais découvrir une complaisance criminelle en l'homme qui vient de me serrer la main : il ne dit rien, cet homme ; qui ne dit rien consent. Mais je ne dis rien non plus, moi. Si c'était lui, au contraire, qui me reprochait ma veulerie ? La méfiance nous enseigne une solitude nouvelle : nous sommes séparés de nos compatriotes par la crainte

d'avoir à mépriser ou d'être méprisés. C'est une même chose, d'ailleurs, puisque nous sommes tous pareils et l'on a peur d'interroger les gens parce que leur réponse risque de révéler notre dégradation. Si l'un d'eux, par exemple, sans violence, pour se débarrasser au plus vite de son angoisse, nous dit entre ses dents : « Et les fellaghas, dites donc, ils n'en ont pas commis, des atrocités ? » nous comprenons d'un coup que la peur, le refus, le silence nous ont fait retomber aux temps barbares du talion. En un mot, les Français ont mauvaise conscience – à l'exception peut-être de M. Mollet. Et c'est elle qui nous fait coupables : les déchirures de notre esprit, le jeu de cache-cache que nous jouons en nous-mêmes, ces lampes que nous mettons en veilleuse, cette mauvaise foi douloureuse, n'y voyons pas notre salut mais la marque d'une désagrégation profonde. Nous coulons. Déjà nous enrageons de nous savoir jugés et notre colère nous enfonce davantage dans la complicité : « L'Amérique n'a pas le droit de parler ! Si nous traitions nos Noirs comme elle traite les siens !… » C'est vrai. L'Amérique n'a pas *le droit* de parler. Ni la Suède, qui n'a pas de colonies. Personne n'a le droit de parler : mais nous, nous en avons le devoir. Or, nous ne parlons pas. Il y a des informateurs honnêtes, courageux, qui disent ce qu'ils savent, chaque jour ou chaque semaine : on veut les ruiner ou les mettre en prison et leur audience ne s'étend pas. Mais que sont devenues les grandes voix vertueuses qui vibrèrent comme des orgues en novembre dernier ? Ah ! c'est que nous étions *encore* formidables, à l'époque : nous puisions dans notre innocence des accents indignés pour condamner – *à juste titre* – l'intervention soviétique en Hongrie. Mais ne preniez-vous pas, grandes voix, dans votre tonnerre sublime, l'engagement de *tout* nous dire *aussi* sur *nous* ? Car vous savez, vous. Vous n'avez pas même l'excuse de l'ignorance. Les documents, les témoignages, vous les connaissez. C'est nous, aujourd'hui, qui sommes en cause, c'est nous qui avons besoin de

savoir, de croire. C'est nous que vous pouvez débarrasser de nos cauchemars et sauver de la honte. Vous vous taisez, c'est un mauvais calcul : craignez qu'on ne vous juge sur votre silence d'aujourd'hui plutôt que sur vos fracas de novembre.

Pourquoi ? Parce que la boucle est en train de se boucler, parce que nous allons être coincés dans un piège abominable et, pour notre malheur, dans une attitude que nous avons nous-mêmes condamnée. Fausse candeur, fuite, mauvaise foi, solitude, mutisme, complicité refusée et, tout ensemble, acceptée, c'est cela que nous avons appelé, en 1945, la responsabilité collective. Il ne fallait pas, à l'époque, que la population allemande prétendît avoir ignoré les camps. « Allons donc ! disions-nous. Ils savaient tout ! » Nous avions raison, ils savaient tout et c'est aujourd'hui seulement que nous pouvons le comprendre : car nous aussi nous savons tout. La plupart n'avaient jamais vu Dachau ni Buchenwald, mais ils connaissaient des gens qui en connaissaient d'autres qui avaient aperçu les barbelés ou consulté dans un ministère des fiches confidentielles. Ils pensaient comme nous que ces informations n'étaient pas sûres, ils se taisaient, ils se méfiaient les uns des autres. Oserons-nous encore les condamner ? Oserons-nous encore nous absoudre ? Combien faudra-t-il déposer de matelas sur la place de la Concorde pour faire oublier au monde qu'on torture des enfants en notre nom et que nous nous taisons ?

Il est encore temps de faire échouer les entrepreneurs de démolition nationale, il est encore possible de briser le cercle infernal de cette responsabilité irresponsable, de cette coupable innocence et de cette ignorance qui est savoir : regardons la vérité, elle mettra chacun de nous en demeure ou de condamner publiquement les crimes accomplis ou de les endosser en pleine connaissance de cause. C'est pour cela que j'ai cru nécessaire de signaler au public la brochure

des rappelés. Voilà l'évidence, voilà l'horreur, la *nôtre* : nous ne pourrons pas la voir sans l'arracher de nous et l'écraser.

Mai 1957

NOTES DE L'AUTEUR

a. Il me semble indispensable de donner l'audience la plus large à la brochure dont je vais parler. C'est par cette raison que j'ai écrit cet article : je le destinais à un grand quotidien. Le grand quotidien l'ayant refusé, je le publie dans *Les Temps Modernes*.

b. Édité par le Comité de Résistance Spirituelle, 14 *ter*, rue du Landy, à Clichy (Seine).

c. *Des rappelés témoignent*, pp. 10 et 599.

« PORTRAIT DU COLONISÉ »

PRÉCÉDÉ DU

« Portrait du colonisateur »

par Albert Memmi

Le Tunisien Albert Memmi, né en 1920, vivait dans un quartier pauvre de Tunis à l'époque du protectorat français (instauré au début des années 1880) ; son pays n'a pas connu une longue période d'affrontement entre armée française et terrorisme comme celle qui a sévi pendant la guerre d'Algérie ; à l'instar de tous les non-Européens il fut un indigène jusqu'à l'indépendance de la Tunisie sous la conduite de Habib Bourguiba, chef du Néo-Destour, en 1956.

Cette indépendance, il l'a souhaitée, il y a même œuvré. Mais c'était l'époque du panarabisme triomphant ; la Tunisie, débarrassée de ses colons, devenait une nation purement arabe. C'est alors qu'il a saisi encore une fois et à plein « le malheur d'être juif ». Certes, il ne lui était pas interdit de demeurer en Tunisie. Mais sa Constitution, ses lois, sa langue, ses mœurs seraient arabes – et son antisémitisme. Qu'aurait-il à y faire ?

Après la publication de Portrait du colonisé précédé du portrait du colonisateur *(Buchet/Chastel, Corréa, 1957), Albert Memmi publiera en 1962 aux Éditions Gallimard* Portrait d'un Juif. *Quant à l'article de Sartre qui commente le premier écrit, il a paru dans le numéro double des* T.M. *de juillet-août 1957 à la rubrique « Livres », fut repris dans l'ancien* Situations, V *(1964) avant de reparaître ici même.*

A.E.-S.

Le Sudiste seul a compétence pour parler de l'esclavage : c'est qu'il connaît le nègre ; les gens du Nord, puritains abstraits, ne connaissent que l'Homme, qui est une entité. Ce beau raisonnement sert encore : à Houston, dans la presse de La Nouvelle-Orléans et puis, comme on est toujours le Nordiste de quelqu'un, en Algérie « française » ; les journaux de là-bas nous répètent que le colon seul est qualifié pour parler de la colonie : nous autres, métropolitains, nous n'avons pas son expérience ; nous verrons la terre brûlante d'Afrique par ses yeux ou nous n'y verrons que du feu.

Aux personnes que ce chantage intimide, je recommande de lire *Portrait du colonisé* précédé du *Portrait du colonisateur.* Cette fois, c'est expérience contre expérience ; l'auteur, un Tunisien, a raconté dans *La Statue de sel*[1] sa jeunesse amère. Qu'est-il au juste ? Colonisateur ou colonisé ? Il dirait, lui : ni l'un ni l'autre ; vous direz peut-être : l'un et l'autre ; au fond, cela revient au même. Il appartient à un de ces groupes indigènes mais non musulmans, « plus ou moins avantagés par rapport aux masses colonisées et… refusés… par le groupement colonisateur » qui pourtant ne « décourage pas tout à fait » leurs efforts pour s'intégrer à la société européenne. Unis par une solidarité de fait au sous-prolétariat, séparés de lui par de maigres privilèges, leurs membres vivent dans un malaise perpétuel. Memmi a éprouvé cette double solidarité et ce double refus : le mouvement qui oppose les colons aux colonisés, les « colons qui se refusent » aux « colons qui s'acceptent ». Il l'a si bien compris parce qu'il l'a senti d'abord comme sa propre contradiction. Il explique fort bien dans son livre que ces déchirures de l'âme, pures intériorisations des conflits sociaux, ne disposent pas à l'action. Mais celui qui en souffre, s'il prend conscience de soi, s'il connaît ses complicités, ses tentations et son exil, peut éclairer les autres en parlant de soi-même : « force négligeable dans la

confrontation », ce suspect ne *représente* personne ; mais, puisqu'il *est* tout le monde à la fois, il fera le meilleur des témoins.

Mais le livre de Memmi ne *raconte* pas ; s'il est nourri de souvenirs, il les a tous assimilés ; c'est la *mise en forme* d'une expérience : entre l'usurpation raciste des colons et la nation future que les colonisés construiront, où « il soupçonne qu'il n'aura pas de place », il essaie de vivre sa particularité en la dépassant vers l'universel. Non pas vers l'Homme, qui n'existe pas encore, mais vers une Raison rigoureuse et qui s'impose à tous. Cet ouvrage sobre et clair se range parmi les « géométries passionnées » : son objectivité calme, c'est de la souffrance et de la colère dépassées.

C'est pour cela, sans doute, qu'on peut lui reprocher une apparence d'idéalisme : en fait, tout est dit. Mais on le chicanera un peu sur l'ordre adopté. Il eût mieux valu, peut-être, montrer le colonialiste et sa victime pareillement étranglés par *l'appareil* colonial, cette lourde machine qui s'est construite à la fin du Second Empire, sous la III^{e} République, et qui, après avoir donné toute satisfaction aux colonisateurs, se retourne contre eux et risque de les broyer. En fait, le racisme est inscrit dans le système : la colonie vend bon marché des denrées alimentaires, des produits bruts, elle achète très cher à la Métropole des produits manufacturés. Cet étrange commerce n'est profitable aux deux parties que si l'indigène travaille pour rien, ou presque. Le sous-prolétariat agricole ne peut pas même compter sur l'alliance des Européens les moins favorisés : tous vivent sur lui, y compris ces « petits colons » que les grands propriétaires exploitent mais qui, comparés aux Algériens, sont encore des privilégiés ; le revenu moyen du Français d'Algérie est dix fois supérieur à celui du Musulman. La tension naît de là. Pour que les salaires et le prix de la vie soient au plus bas, il faut une concurrence très forte entre les travailleurs indigènes, donc que le taux de la natalité s'accroisse ; mais

comme les ressources du pays sont limitées par l'usurpation coloniale, *pour les mêmes salaires*, le niveau de vie musulman baisse sans cesse, la population vit en état de sous-alimentation perpétuelle. La conquête s'est faite par la violence ; la surexploitation et l'oppression exigent le maintien de la violence, donc la présence de l'Armée. Il n'y aurait pas là de contradiction si la terreur régnait partout sur la terre : mais le colon jouit là-bas, dans la Métropole, des droits démocratiques que le système colonial refuse aux colonisés : c'est le système, en effet, qui favorise l'accroissement de la population pour abaisser le coût de la main-d'œuvre, et c'est lui encore qui interdit *l'assimilation des indigènes* : s'ils avaient le droit de vote, leur supériorité numérique ferait tout éclater à l'instant. Le colonialisme refuse les *droits de l'homme* à des hommes qu'il a soumis par la violence, qu'il maintient de force dans la misère et l'ignorance, donc, comme dirait Marx, en état de « sous-humanité ». Dans les faits eux-mêmes, dans les institutions, dans la nature des échanges et de la production, le racisme est inscrit ; les statuts politique et social se renforcent mutuellement : puisque l'indigène est un sous-homme, la Déclaration des Droits de l'Homme ne le concerne pas ; inversement, puisqu'il n'a pas de droits, il est abandonné sans protection aux forces inhumaines de la nature, aux « lois d'airain » de l'économie. Le racisme est *déjà là*, porté par la *praxis* colonialiste, engendré à chaque minute par l'appareil colonial, soutenu par ces relations de production qui définissent deux sortes d'individus : pour les uns, le privilège et l'humanité ne font qu'un ; ils se font hommes par le libre exercice de leurs droits ; pour les autres, l'absence de droit sanctionne leur misère, leur faim chronique, leur ignorance, bref leur sous-humanité. J'ai toujours pensé que les idées se dessinent dans les choses et qu'elles sont déjà dans l'homme, quand il les réveille et les exprime pour s'expliquer sa situation. Le « conservatisme » du

colon, son « racisme », les rapports ambigus avec la Métropole, tout est donné *d'abord*, avant qu'il les ressuscite dans le « complexe de Néron ».

Memmi me répondrait sans doute qu'il ne dit pas autre chose : je le sais[a] ; du reste c'est lui, peut-être, qui a raison : en exposant ses idées dans l'ordre de la découverte, c'est-à-dire à partir des intentions humaines et des relations vécues, il garantit l'authenticité de son expérience ; il a souffert d'abord dans ses rapports avec les autres, dans ses rapports avec lui-même ; il a rencontré la structure objective en approfondissant la contradiction qui le déchirait ; et il nous les livre telles quelles, brutes, encore toutes pénétrées de sa subjectivité.

Mais laissons ces chicanes. L'ouvrage établit quelques vérités fortes. D'abord qu'il n'y a ni bons ni mauvais colons : il y a des colonialistes. Parmi eux, quelques-uns refusent leur réalité objective : entraînés par l'appareil colonial, ils *font* tous les jours *en fait* ce qu'ils condamnent *en rêve* et chacun de leurs actes contribue à maintenir l'oppression ; ils ne changeront rien, ne serviront à personne et trouveront leur confort moral dans le malaise, voilà tout.

Les autres – c'est le plus grand nombre – commencent ou finissent par s'accepter.

Memmi a remarquablement décrit la suite de démarches qui les conduit à l'« auto-absolution ». Le conservatisme engendre la sélection des médiocres. Comment peut-elle fonder ses privilèges, cette élite d'usurpateurs conscients de leur médiocrité ? Un seul moyen : abaisser le colonisé pour se grandir, refuser la qualité d'homme aux indigènes, les définir comme de simples *privations*. Cela ne sera pas difficile puisque, justement, le système les prive de tout ; la *pratique* colonialiste a gravé l'idée coloniale dans les choses mêmes ; c'est le mouvement des choses qui désigne à la fois le colon et le colonisé. Ainsi l'oppression se justifie par elle-même : les oppresseurs produisent et maintiennent de force les maux qui rendent, *à leurs yeux*, l'opprimé de plus en plus

semblable à ce qu'il faudrait qu'il fût pour mériter son sort. Le colon ne peut s'absoudre qu'en poursuivant systématiquement la « déshumanisation » du colonisé, c'est-à-dire en s'identifiant chaque jour un peu plus à l'appareil colonial. La terreur et l'exploitation déshumanisent et l'exploiteur s'autorise de cette déshumanisation pour exploiter davantage. La machine tourne rond ; impossible de distinguer l'idée de la *praxis* et celle-ci de la nécessité objective. Ces moments du colonialisme tantôt se conditionnent réciproquement et tantôt se confondent. L'oppression, c'est *d'abord* la haine de l'oppresseur contre l'opprimé. Une seule limite à cette entreprise d'extermination : le colonialisme lui-même. C'est ici que le colon rencontre sa propre contradiction : avec le colonisé disparaîtrait la colonisation, colonisateur compris. Plus de sous-prolétariat, plus de surexploitation : on retomberait dans les formes ordinaires de l'exploitation capitaliste, les salaires et les prix s'aligneraient sur ceux de la Métropole ; ce serait la ruine. Le système veut à la fois la mort et la multiplication de ses victimes ; toute transformation lui sera fatale : qu'on assimile ou qu'on massacre les indigènes, le coût de la main-d'œuvre ne cessera de monter. La lourde machine maintient entre la vie et la mort – toujours plus près de la mort que de la vie – ceux qui sont contraints de la mouvoir ; une idéologie pétrifiée s'applique à considérer *des hommes* comme des bêtes qui parlent. Vainement : pour leur donner des ordres, fût-ce les plus durs, les plus insultants, il faut commencer par les *reconnaître* ; et comme on ne peut les surveiller sans cesse, il faut bien se résoudre à leur faire confiance : nul ne peut traiter un homme « comme un chien », s'il ne le tient d'abord pour un homme. L'impossible déshumanisation de l'opprimé se retourne et devient l'aliénation de l'oppresseur : c'est lui, c'est lui-même qui ressuscite par son moindre geste l'humanité qu'il veut détruire ; et, comme il la nie chez les autres, il la retrouve partout comme une force

ennemie. Pour y échapper, il faut qu'il se minéralise, qu'il se donne la consistance opaque et l'imperméabilité du roc, bref qu'il se « déshumanise » à son tour.

Une impitoyable réciprocité rive le colonisateur au colonisé, son produit et son destin. Memmi l'a fortement marquée ; nous découvrons avec lui que le système colonial est une forme en mouvement, née vers le milieu du siècle dernier et qui produira d'elle-même sa propre destruction : voici longtemps déjà qu'elle coûte aux métropoles plus qu'elle ne leur rapporte ; la France est écrasée sous le poids de l'Algérie et nous savons à présent que nous abandonnerons la guerre, sans victoire ni défaite, quand nous serons trop pauvres pour la payer. Mais, avant tout, c'est la rigidité mécanique de l'appareil qui est en train de le détraquer : les anciennes structures sociales sont pulvérisées, les indigènes « atomisés » et la société coloniale ne peut les intégrer sans se détruire ; il faudra donc qu'ils retrouvent leur unité *contre elle*. Ces exclus revendiqueront leur exclusion sous le nom de personnalité nationale : c'est le colonialisme qui crée le patriotisme des colonisés. Maintenus par un système oppressif au niveau de la bête, on ne leur donne aucun droit, pas même celui de vivre, et leur condition empire chaque jour : quand un peuple n'a d'autre ressource que de choisir son genre de mort, quand il n'a reçu de ses oppresseurs qu'un seul cadeau, le désespoir, qu'est-ce qui lui reste à perdre ? C'est son malheur qui deviendra son courage ; cet éternel refus que la colonisation lui oppose, il en fera le refus absolu de la colonisation. Le secret du prolétariat, a dit Marx un jour, c'est qu'il porte en lui la destruction de la société bourgeoise. Il faut savoir gré à Memmi de nous avoir rappelé que le colonisé a lui aussi son secret, et que nous assistons à l'atroce agonie du colonialisme.

Juillet-août 1957

NOTE DE L'AUTEUR

a. N'écrit-il pas : « La situation coloniale fabrique des colonialistes comme elle fabrique des colonies » ? (p. 77). Toute la différence entre nous vient peut-être de ce qu'il voit une situation là où je vois un système.

LE SÉQUESTRÉ DE VENISE

Ce texte inachevé sur le Tintoret n'a jamais été publié dans son intégralité en France. Seuls deux fragments l'ont été du vivant de Sartre :

- Le Séquestré de Venise, *Les Temps Modernes n° 141, novembre 1957 (pp. 761-800). Une note précise : « Fragment d'une étude sur le Tintoret, à paraître chez Gallimard ». Repris dans* Situations, IV *en 1964.*
- Saint Georges et le dragon, *L'Arc n° 30, 1966 (pp. 35-50). Repris dans* Situations, IX *(pp. 202-226).*
- *Les trois autres textes sont posthumes :*
- Un vieillard mystifié*, Catalogue Sartre, Bibliothèque nationale de France, 2005 (pp. 186-193).*
- Saint Marc et son double*, Obliques,* Sartre et les arts*, 1981 (pp. 171-203).*
- Les Produits finis du Tintoret, *Magazine littéraire n° 176, septembre 1981 (pp. 28-30).*

Le titre « Le Séquestré de Venise » *a été inspiré par* La Séquestrée de Poitiers *de Gide. Ce thème d'un homme séquestré dans une ville se retrouvera dans* Les Séquestrés d'Altona *que Sartre commencera à écrire en 1958.*

Sartre a essentiellement écrit sur des artistes modernes, ses contemporains, ses amis. Le Tintoret est la seule exception. De longue date, il s'est particulièrement intéressé à ce peintre. On en trouve les premières traces dans Qu'est-ce que la littérature ?.

Il précise, en outre, les raisons de ce choix : « Mon éditeur parisien Gallimard voulait un texte sur la peinture, quelque chose de facile à illustrer. J'avais moi-même, à l'origine, des projets très différents. Depuis 1947, je viens presque chaque année en Italie. J'ai un faible pour ce pays et je voulais lui consacrer une grosse monographie,

avec des arrière-plans historiques, les problèmes sociaux, les constellations politiques, l'Antiquité, l'Église, le tourisme, tout devait s'y trouver. Puis je m'aperçus que le sujet était beaucoup trop large, trop grand. Alors la solution Tintoret m'est apparue comme un moyen commode de ramasser mon expérience italienne. » *Entretien avec Ingeborg Brandt, octobre 1957, dans l'hebdomadaire* Welt am Sonntag *(édition dominicale du quotidien* Die Welt. *Traduction de Michel Contat dans* Écrits de Sartre*).*

Le livre qu'il projetait d'écrire en 1951 avait pour titre La Reine Albemarle ou le dernier touriste *et devait être en quelque sorte «* La Nausée *de son âge mûr », écrit Simone de Beauvoir dans* La Force de l'âge.

Arlette Elkaïm-Sartre, dans la préface aux fragments qu'elle publie sous ce même titre en 1991, donne les raisons de l'abandon de son projet : « À la fin du mois de mai 1952 tandis qu'il travaillait encore, l'actualité le rattrapait : le député communiste Jacques Duclos était accusé de complot et arrêté […] Sartre commença "Les communistes et la paix" […]. » *Dans une lettre à Michelle Vian du 2 août 1952, il soupire :* « Vivement la littérature dégagée. En revenant je me remets à la délicieuse, à la bonne Italie » *et, le 9 septembre, il ajoute :* « Je gémis après le "Voyage en Italie". » *Dans l'ouvrage inachevé, quelques passages sont consacrés aux visites de Sartre au palais des Doges et à San Rocco ; il y évoque* Le Paradis, Le Massacre des innocents *et* La Crucifixion, *tableau qui l'avait fasciné lors de son premier séjour vénitien en 1933. Ses nombreux écrits sur le peintre conserveront la trace de ce choc initial.*

En mai 1954, paraît dans Les Temps Modernes *un article de Jules Vuillemin : « La personnalité esthétique du Tintoret ». Ce texte conforte Sartre dans sa propre analyse de l'homme et de son œuvre.*

Il reprendra le Tintoret en 1957, lors de ses vacances en Italie, pour l'ouvrage commandé par son éditeur, s'autorisant ainsi à revenir à la belle littérature comme le note Simone de Beauvoir dans La Force des choses *:* « Sartre voulait se reposer de la *Critique*, il avait été à Venise revoir les Tintoret, il se mit à écrire sur la peinture […] Il travaillait sans se presser, attentif à ses phrases ; il y en avait que je me répétais avec délectation. » *Elle se souviendra encore l'année suivante combien il travaillait ce livre « avec plaisir ».*

Elle rappelle qu'en 1961, à Antibes, il revint à nouveau au Tintoret pour étudier sa peinture. « Sartre se réfugiait dans le travail, avec tant de frénésie qu'il ne le contrôlait plus : il écrivait une seconde version de son *Tintoret* sans avoir pris le temps de relire la première. »

Enfin, en 1974, dans ses Entretiens avec Simone de Beauvoir*, il justifie son choix. Il aimait chez le Tintoret sa perception de l'espace et du temps, mais aussi les rapports d'un artiste*

et de sa ville. « Le Tintoret me paraissait intéressant parce que son développement s'était fait à travers Venise, indépendamment de Florence qui était si importante et de Rome. Il y avait une peinture vénitienne que j'aimais beaucoup mieux que la peinture florentine. Et en expliquant qui était le Tintoret, on pouvait aussi expliquer ce qu'était la peinture vénitienne. Et puis le Tintoret me paraissait avoir étudié les trois dimensions dans un tableau. Ce qui pour moi était neuf, parce qu'un tableau, malgré tout, c'est plat et que les dimensions sont imaginaires. Mais que le Tintoret se soit occupé de l'espace, de l'espace à trois dimensions, avec cette ténacité et cette force, c'est ça qui m'a orienté vers une étude du Tintoret. […] Oui le Tintoret c'est Venise quoiqu'il ne peigne pas Venise. »

Le Séquestré de Venise *s'inscrit dans la tradition de ses biographies existentielles. Bernard Pingaud note dans son introduction à* Saint Georges et le dragon *:* « Sartre y décrivait la situation du peintre dans des termes qui n'étaient pas sans rappeler celle de ses modèles favoris, Flaubert ou Genet. Le Tintoret "hors-la-loi frénétique et traqué", "margoulin des beaux-arts payé à la commande", "un peu calviniste sur les bords, animé d'une sombre passion puritaine", mais aussi du désir de s'imposer à une société hostile […] appartient à la galerie "des traîtres". »

Selon Philippe Sollers, « Le Séquestré de Venise est un des grands textes de Sartre, très inspiré, très politique, et encore très fou. Ce qu'il a en vue ? Tout autre chose que la peinture, cela va de soi. En réalité, il ne supporte pas l'idée qu'ait pu exister une république aristocratique. Sartre étudie de manière éblouissante la stratégie sociale de Tintoret. Comment il s'impose entre Titien et Véronèse, rafle les commandes, bouscule les institutions et les prix, déclenche une jalousie féroce contre lui. C'est un Tintoret sartrien qui, brusquement, émerge de l'Histoire, un anarchiste qui a compris la situation économique de son temps et procède par occupation intensive des surfaces *» (Philippe Sollers,* Dictionnaire amoureux de Venise*, Plon, 2004).*

LES FOURBERIES DE JACOPO

Rien. Cette vie s'est engloutie. Quelques dates, quelques faits et puis le caquetage des vieux auteurs. Mais ne nous décourageons pas, *Venise nous parle* ; cette voix de faux témoin, parfois aiguë, parfois chuchotante, brisée par des silences, c'est sa voix. L'histoire du Tintoret[1], portrait de l'artiste peint de son vivant par sa ville natale,

laisse transparaître une animosité qui ne désarme pas. La Cité des Doges nous fait savoir qu'elle a pris en grippe le plus célèbre de ses fils. Rien n'est dit : on glisse, on suggère, on passe. Cette inflexible haine a l'inconsistance du sable ; plus qu'une aversion déclarée, c'est une froideur, une morosité, l'insidieux éparpillement d'un refus. Nous n'en demandons pas plus : Jacopo livre un combat douteux à son adversaire innombrable, s'épuise, meurt vaincu ; pour l'essentiel, voilà sa vie. Nous la verrons toute, dans sa nudité sombre, si nous écartons un instant la broussaille de ragots qui encombre l'entrée.

Jacopo naît en 1518 ; son père est teinturier ; aussitôt, Venise nous souffle à l'oreille que tout a très mal commencé : *aux environs de 1530, le jeune garçon entre dans l'atelier du Titien*[2] *en qualité d'apprenti, mais, au bout de quelques jours, l'illustre quinquagénaire lui découvre du génie et le fout à la porte.* Aussi sec. Cette anecdote renaît sous toutes les plumes avec une insistance qui finit par frapper. Elle ne fait pas honneur au Titien, dira-t-on. En vérité, non ; ou, du moins, pas *aujourd'hui*, pas à nos yeux. Mais quand Vasari[3] la rapporte, en 1567, le Titien règne depuis un demi-siècle : rien n'est plus respectable qu'une longue impunité. Et puis, selon les principes de l'époque, il est maître après Dieu dans son atelier : on ne va pas lui refuser le droit de chasser un employé. Les victimes, au contraire, sont présumées coupables : marquées par le malheur, contagieuses, peut-être, elles ont le mauvais œil. Bref, c'est la première fois qu'une enfance maudite figure dans la légende dorée des peintres italiens. Je ne doute pas qu'il y ait là quelque chose à glaner : mais plus tard. La Voix de Venise ne ment jamais à la condition qu'on sache l'entendre ; nous l'écouterons quand nous serons mieux instruits. Pour l'instant, quelle qu'en soit la vérité profonde, il faut souligner l'invraisemblance des faits.

Le Titien n'était pas commode, on le sait. Mais Jacopo avait douze ans. À douze ans, le don n'est rien, un rien l'efface ; il faut de la

patience et du temps pour fixer une fragile aisance, pour la changer en talent ; le plus sourcilleux des artistes ne va pas, au faîte de la gloire, prendre ombrage d'un gamin. Admettons pourtant que le Maître, jaloux, ait chassé l'apprenti. Cela revient à l'assassiner. Elle pèse lourd, très lourd, la malédiction d'une gloire nationale. D'autant que le Titien n'a pas eu la candeur de publier ses vrais motifs ; il était roi, il a froncé les sourcils : devant la brebis galeuse toutes les portes se sont fermées ; c'est la profession elle-même qui lui est interdite.

Un enfant sur une liste noire, cela ne se voit pas tous les jours. L'intérêt s'éveille, on voudrait savoir comment il s'est tiré de ce mauvais pas. Vain désir : à l'instant, le fil du récit se rompt, dans tous les livres à la fois ; on se heurte à une conspiration de silence : entre douze et vingt ans personne ne veut nous dire ce qu'il est devenu. On a cru combler cette lacune en imaginant qu'il s'était formé seul. Mais *cela*, justement, nous savons que c'est impossible, et les anciens auteurs le savaient mieux encore : au début du XVI^e^ siècle, l'art de peindre reste une technique compliquée, un peu cérémonieuse, alourdie par un enchevêtrement de recettes et de rites, un savoir-faire plutôt qu'un savoir, une somme de procédés plutôt qu'une méthode ; règles professionnelles, traditions, secrets d'atelier, tout contribue à faire de l'apprentissage une obligation sociale et une nécessité. Le mutisme des biographes trahit leur gêne ; incapables de concilier la notoriété précoce du jeune Robusti et son excommunication, ils jettent un voile d'ombre sur les huit années qui séparent l'une de l'autre. Cela peut passer pour un aveu : personne n'a chassé Jacopo ; puisqu'il n'a pas crevé de langueur et de dépit dans la teinturerie de son père, il faut qu'il ait travaillé régulièrement, normalement dans l'atelier d'un peintre dont nous ignorons tout, sauf que *ce n'était pas* le Titien. Dans les sociétés méfiantes et serrées, la haine est rétroactive ; si le mystérieux début de cette vie semble une prémonition de sa fin

mystérieuse, si le rideau levé sur un naufrage miraculeusement interrompu se baisse sur un naufrage sans miracle, c'est que Venise a tout aménagé après coup pour marquer un enfant par sa vieillesse future. Rien n'arrive et rien ne dure, la naissance est le miroir de la mort ; entre les deux, c'est la terre brûlée ; tout est rongé par le guignon.

Traversons ces mirages ; de l'autre côté la vue est dégagée, le regard file jusqu'à l'horizon : surgit un adolescent qui prend le départ en quatrième vitesse et court vers la gloire. Dès 1539, Jacopo a quitté son patron pour s'établir ; il est *passé maître*. Ce jeune employeur a conquis l'indépendance, la notoriété, une clientèle, il embauche à son tour des ouvriers, des apprentis. Qu'on ne s'y trompe pas : dans une ville qui regorge de peintres, où la crise économique menace d'étrangler le marché, la maîtrise à vingt ans c'est l'exception ; pour l'obtenir, le mérite ne suffit pas, ni le travail ni l'entregent ; il faut du bonheur. Tout sourit à Robusti : Paolo Caliari[4] a dix ans, le Titien en a soixante-deux ; entre cet enfant inconnu et ce vieillard qui ne tardera pas, sans doute, à disparaître, on trouverait beaucoup de bons peintres mais le seul Tintoret promet d'être excellent ; dans sa génération, en tout cas, il n'a pas d'émule : donc, voie libre. De fait, il continue quelques années encore sur sa lancée : les commandes se multiplient, il connaît la faveur publique, celle des patriciens et des beaux esprits ; l'Arétin[5] en personne daigne le féliciter ; ce jeune homme jouit des facilités surnaturelles que la Providence réserve aux adolescents qui vont mourir.

Il ne meurt pas et les ennuis commencent : le Titien fait preuve d'une atterrante longévité, témoigne à son jeune *challenger* toutes les attentions de la haine ; le vieux monarque a la malignité de désigner officiellement son successeur et c'est, on s'en doutait, le Véronèse ; la condescendance de l'Arétin tourne à l'aigreur ; la critique pince, mord,

griffe et criaille ; en un mot, elle se modernise. Ce ne serait rien encore si Jacopo conservait les bonnes grâces du public. Mais, subitement, la roue tourne. À trente ans, sûr de ses moyens, il s'affirme, peint *Saint Marc sauvant l'esclave*[6] et s'y met tout entier. Étonner, frapper fort et s'imposer par surprise : c'est assez dans sa manière. Or, il sera, pour une fois, le premier déconcerté : l'œuvre étourdit ses contemporains mais elle les scandalise. Il trouve d'acharnés détracteurs et pas de défenseurs acharnés ; à l'arrière-plan, on devine une cabale : coup d'arrêt[a]. Face à face, unis et séparés par un même malaise, Venise et son peintre se regardent et ne se comprennent plus. « Jacopo, dit la ville, n'a pas tenu les promesses de son adolescence. » Et l'artiste : « Pour décevoir, il a suffi que je me montre. Ce n'était donc pas *moi* qu'ils aimaient ! » Ce malentendu dégénère en réciprocité de rancune : dans la trame vénitienne, une maille a sauté.

1548, c'est l'année-pivot : *avant*, les dieux sont pour lui ; *après*, contre. Pas de grands malheurs, la poisse : il faut l'avoir à l'écœurement ; c'est pour mieux perdre l'homme qu'ils ont accordé leurs sourires à l'enfant. Du coup, Jacopo se change en lui-même, devient ce hors-la-loi frénétique et traqué, le Tintoret. *Avant*, nous ne savons rien de lui, sinon qu'il travaillait à tombeau ouvert ; ce n'est pas sans acharnement qu'on se fait un nom à vingt ans. *Après*, l'acharnement se tourne en rage : il veut produire, produire sans cesse, vendre, écraser ses rivaux par le nombre et les dimensions de ses toiles. Il y a je ne sais quoi d'éperdu dans ce goût du *forcing* : jusqu'à sa mort, Robusti court contre la montre et l'on ne peut décider s'il se cherche par le travail ou s'il se fuit dans le surmenage. Tintoret-la-Foudre navigue sous pavillon noir ; pour ce pirate véloce, tous les moyens sont bons. Avec une préférence marquée pour les coups bas. Désintéressé chaque fois que le désintéressement paye, il baisse les yeux, refuse de faire son prix, répète comme un faquin : « Ce sera ce que vous

voudrez. » Mais les faquins sont mieux placés que personne pour savoir que le transport des bagages est tarifé : ils comptent sur le client pour se plumer lui-même, par générosité.

D'autres fois, pour enlever une affaire, il propose la marchandise à prix coûtant : ce contrat de misère lui en apportera d'autres, plus avantageux. Il apprend que les *Crociferi*[7] vont passer commande à Paolo Caliari, feint de tout ignorer, va leur offrir ses services. On tente de l'éconduire poliment : « Ce serait avec plaisir mais nous voulons du Véronèse. – Du Véronèse, à la bonne heure, dit-il. Et qui se charge de vous en faire ? – Mais, répondent-ils, un peu surpris, nous pensions que Paolo Caliari était tout désigné… » Et le Tintoret, stupéfait à son tour : « Caliari ? Quelle drôle d'idée. Je vous en ferai mieux que lui, moi, du Véronèse. Et pour moins cher. » Marché conclu, parole tenue. Il a recommencé vingt fois, il a « fait » *du* Pordenone[8], *du* Titien : toujours au rabais.

Comment diminuer les coûts ? Voilà la question qui le tourmente. Un jour, il trouve la réponse, mesquine et géniale, qui va bousculer une tradition : les maîtres ont coutume de faire copier leurs toiles ; l'atelier exécute des répliques et les vend à des prix très étudiés : ce qui revient à dire que la peinture dispose d'un deuxième marché. Pour en accaparer la clientèle, Jacopo lui offrira *mieux* pour *moins cher* : il supprime les modèles ; on s'inspirera de ses toiles mais il interdit de les *imiter* ; par des procédés simples, invariables, ses collaborateurs feront du neuf sans inventer : il leur suffira de renverser la composition, de mettre la gauche à droite et la droite à gauche, de prendre ailleurs un vieillard pour le substituer à une femme qui, libérée, pourra resservir. Ces opérations demandent quelque entraînement mais ne prennent pas plus de temps qu'un simple travail de reproduction ; le Tintoret proclame avec candeur : « Chez moi, on peut acquérir une œuvre originale au prix d'une copie. »

Quand on ne veut pas de ses toiles, il les donne. Le 31 mai 1564, à la Scuola San Rocco[9], la Présidence de la Confrérie décide d'embellir le lieu de ses réunions : on ornera d'une toile peinte l'ovale central du plafond. Paolo Caliari, Jacopo Robusti, Schiavone, Salviati et Zuccari[10] sont invités à présenter des esquisses. Le Tintoret corrompt des serviteurs, obtient les mesures exactes. Il avait déjà travaillé pour la Confrérie et je n'exclus pas l'hypothèse qu'il ait trouvé des complicités jusque dans le sein de la *Banca e Zonta*[11]. Au jour dit, chacun montre son dessin ; quand vient le tour de Robusti, c'est la foudre et le tonnerre : il grimpe à une échelle, ôte un carton, démasque au-dessus des têtes un tableau aveuglant, déjà placé, déjà fini. Rumeurs. Il s'explique : « Une esquisse prête à malentendu ; pendant que j'y étais, j'ai préféré aller jusqu'au bout. Mais si mon œuvre ne vous plaît pas, Messieurs, je la donne. Pas à vous : à saint Roch, votre patron, qui m'a témoigné tant de bonté. » C'était la carte forcée, et il le savait, le traître : les statuts de la Confrérie interdisaient de refuser les donations pieuses. Il ne restait plus qu'à consigner l'événement dans les registres de la Scuola : « En ce jour, le soussigné Jacopo Tintoretto, peintre, nous a fait présent d'un tableau ; il ne réclame aucune rémunération, s'engage à terminer l'ouvrage s'il y a lieu et se déclare satisfait. » Et le soussigné écrit à son tour : *Io Jachomo Tentoretto pitor contento et prometo ut supra*[12].

Contento ? Je pense bien ! Cette offrande jette la panique parmi ses concurrents, elle lui ouvre toutes les portes de la Scuola, livre des murs immenses et désertiques aux furies de son pinceau et finit par lui rapporter une pension annuelle de cent ducats. Il est même si content, pour tout dire, qu'il refait le coup en 1571. Au Palais des Doges, cette fois. La Seigneurie veut commémorer la bataille de Lépante[13] ; elle organise un concours d'esquisses. Le Tintoret apporte une toile et la

donne. On l'accepte avec gratitude ; peu de temps après, il envoie sa note.

Dans sa roublardise infâme et charmante, on voudra voir, peut-être, un trait de mœurs plutôt qu'un trait de caractère. Le faisan, dira-t-on, ce n'est pas lui, c'est le siècle ; et, d'une certaine manière, on n'aura pas tort. Si quelqu'un voulait le condamner sur la foi de ces anecdotes, je sais tout ce que la défense pourrait dire. Ceci, d'abord, qui est l'argument le plus sérieux : nul ne pouvait alors *travailler pour lui-même*. Aujourd'hui, la peinture est une foire aux tableaux ; en ce temps-là, c'était un marché aux peintres. Ils se tenaient sur la place, comme les *braccianti*[14] dans les bourgs du Sud ; les acheteurs arrivaient, les examinaient tous, en choisissaient un seul qu'ils emmenaient dans leur église, dans leur *scuola*, dans leur *palazzo*. Il fallait s'offrir, se montrer comme font nos metteurs en scène, accepter n'importe quel travail comme ils acceptent, dans le fol espoir d'y donner leur mesure, n'importe quel scénario. Tout était fixé par contrat : le sujet, le nombre, la qualité, parfois même l'attitude des personnages, les dimensions de la toile ; les traditions religieuses et celles du goût ajoutaient leurs contraintes. Les clients avaient les humeurs, les caprices de nos producteurs ; ils en avaient, hélas ! les inspirations soudaines ; sur un signe d'eux, on remaniait tout. Dans le palais des Médicis, Benozzo Gozzoli[15] fut longuement, savamment torturé par des mécènes idiots ; pour le Tintoret, il suffit de comparer *Le Paradis*[16] du Louvre à celui du Palais des Doges pour deviner la force des pressions qu'il a subies. L'intransigeance, le refus des compromis, le choix superbe de la misère sont des recours impossibles : il faut nourrir la famille et garder l'atelier en ordre de marche, comme les machines d'aujourd'hui. En un mot, on doit renoncer à peindre ou peindre sur commande. Nul ne peut reprocher au Tintoret d'avoir voulu s'enrichir ; sans doute, vers le milieu de sa vie, il ne chôme guère et le

numéraire ne manque pas ; le principe de cet utilitariste, c'est qu'on ne fait rien pour rien : la peinture ne serait qu'un passe-temps si elle ne rapportait pas. Sur le tard, nous verrons qu'il s'achète une demeure plébéienne et confortable dans un quartier populaire ; le voilà nanti, c'est le couronnement de sa carrière. Mais toutes ses économies y ont passé et les enfants Robusti n'ont dû se partager qu'un héritage dérisoire : le matériel d'atelier, une clientèle en décroissance et la maison, justement, qui revient au fils aîné et puis au gendre[17]. Douze ans après la mort de son mari, la Faustina[18] rappelle avec amertume qu'il a laissé sa famille dans la gêne ; elle a raison de se plaindre : le disparu n'en a fait qu'à sa tête. Il aimait l'argent, sans aucun doute, mais à l'américaine : il n'y voyait que le signe extérieur de sa réussite. Au fond, ce chasseur de contrats ne réclame qu'une chose : le moyen d'exercer son métier. Et puis ses fraudes ne vont pas sans quelque justice : elles ne seraient pas même concevables s'il ne l'emportait au moins par l'habileté professionnelle, la puissance de travail et la promptitude ; c'est le *sprint* qui l'avantage : pour peindre un bon tableau il lui suffit du temps que prennent les autres pour faire de mauvaises esquisses.

D'ailleurs, s'il a plagié le Véronèse, celui-ci le lui a bien rendu. Il faut regarder les emprunts réciproques avec les yeux des contemporains. Pour beaucoup d'entre eux, les plus grands peintres ne sont que des raisons sociales, des personnalités juridiques et collectives. Nous, c'est *ce* tableau que nous voulons. D'abord. Et puis, à travers lui, c'est tout un homme : nous accrochons Matisse à nos murs. Mais voyez les *Crociferi* : ils se moquaient bien de Caliari ; ils souhaitaient un certain style qui leur allait à l'âme, une bêtise heureuse, une splendeur accorte et sans tracas ; ils connaissaient une marque de fabrique, un slogan : un tableau signé Véronèse, c'est un tableau qui met à l'aise. Voilà ce qu'ils souhaitaient, rien d'autre. Caliari, lui, pouvait faire mieux et l'a

prouvé : il a peint une *Crucifixion* terrible[b] ; mais il était trop bon commerçant pour abuser de son génie. Dans ces conditions, nous aurions mauvaise grâce à blâmer le Tintoret de s'être approprié quelquefois une manière qui n'appartenait en propre à personne. Après tout, il a fait une proposition honnête : « Vous voulez de la vivacité sotte ? Je vous en donnerai. »

Je reconnais tout ce qu'on veut. Il ne s'agit pas de le juger mais de savoir si son époque se retrouvait en lui sans malaise. Or, sur ce point, les témoignages sont formels : ses procédés choquaient les contemporains, on lui en tenait rigueur. On eût toléré peut-être une certaine déloyauté, mais le Tintoret allait trop loin ; ce n'est qu'un cri dans Venise : « Il exagère ! » Même dans cette ville marchande, ce marchand trop adroit passe pour un original. À la Scuola San Rocco, quand il leur a piraté la commande, ses confrères ont hurlé si fort qu'il s'est cru obligé de les apaiser : l'immeuble avait d'autres plafonds, des murs, les travaux ne faisaient que commencer ; pour lui, son offrande agréée, il s'effaçait, il laissait le champ libre aux plus dignes. Les malheureux ne furent pas longtemps avant de découvrir qu'il mentait comme un païen : la Scuola deviendra son fief ; lui vivant, pas un autre peintre n'en franchira le seuil. Ils n'avaient sûrement pas attendu cette occasion de le haïr. On observera cependant que le scandale a lieu en 1561 et que la première *Vie* du Tintoret paraît en 1567 : ce rapprochement de dates achève de nous éclairer sur l'origine et sur le sens des ragots malveillants que Vasari a récoltés. Calomnies de jaloux ? Mais ils se jalousaient tous à l'envi ; pourquoi ces calomnies portent-elles sur le seul Robusti s'il n'est pas la « mauvaise odeur » de ces artistes, s'il ne représente pas aux yeux de tous et de chacun les défauts des voisins ramassés en un seul et portés à l'extrême ? Les clients eux-mêmes, d'ailleurs, semblent choqués par ses procédés. Pas tous, non. Mais il s'était fait des ennemis nombreux et solides. Messire Zammaria

de Zignioni[19], membre de la Confrérie Saint-Roch, promet quinze ducats pour les travaux d'embellissement, à la condition expresse que Jacopo n'en soit pas chargé. Les registres de la Confrérie laissent d'ailleurs entendre que la *Banca e Zonta*, après le coup de force, tint à la Scuola même, sous les rutilements de cette encombrante donation, quelques séances délicates et un peu agitées ; on vint à un accord mais Messire de Zignioni garda ses ducats. Les officiels, eux non plus, ne paraissent pas toujours bien disposés. En 1571, le Tintoret fait cadeau de sa *Bataille de Lépante*[20] ; en 1577, le tableau est détruit par un incendie ; quand il est question de le remplacer, son auteur semble fondé à croire que la Seigneurie va faire appel à lui. Pas du tout : elle l'écarte délibérément et lui préfère le médiocre Vicentino[21]. On soutiendra peut-être que la toile avait déplu. Mais ce n'est guère plausible : Jacopo se tient à carreau quand il travaille pour les officiels ; il « fait du Titien », il se cache. D'ailleurs, le gouvernement, depuis 1571, lui a commandé plusieurs compositions. Non : l'administration vénitienne n'entend pas se priver de ses services ; elle veut le punir de sa flibusterie. Bref, tout le monde est d'accord : c'est un confrère déloyal, un peintre marron, il faut qu'il y ait en lui quelque chose de pourri pour qu'on ne lui connaisse pas un ami. Belles âmes inquiètes, qui faites servir les morts à l'édification des vivants et surtout à la vôtre, cherchez, si vous voulez, dans sa démesure la preuve éclatante de sa passion. Il restera que les passions sont aussi diverses que les gens : il y a les dévorantes et les méditantes, les rêveuses et les soucieuses, les pratiques, les abstraites, les musardes, les précipitées, cent autres. Celle du Tintoret, je la dirai pratique, soucieuse-récriminante et dévorante-précipitée. Plus je les considère, ses combines dérisoires, et plus je me persuade qu'elles ont pris naissance dans un cœur ulcéré. Quel nœud de vipères ! Tout y est : le délire de l'orgueil et la folie de l'humilité, les ambitions bornées et le désarroi sans bornes, l'abattage et le guignon,

la volonté de parvenir et le vertige de l'échec. Sa vie, c'est l'histoire d'un arriviste rongé par la peur ; elle commence allègrement, rondement, par une offensive bien menée et puis, après le coup dur de 1548[22], le rythme se précipite et s'affole, c'est l'enfer ; Jacopo se battra jusqu'à la mort, mais il sait qu'il ne gagnera pas. Arrivisme et angoisse : voilà les deux plus grosses vipères. Si nous voulons vraiment le connaître, approchons-nous et regardons-les.

LES PURITAINS DU RIALTO

Personne n'est cynique. S'accabler sans accablement, c'est l'amusement des saints. Jusqu'à un certain point seulement : ces chastes stigmatisent leur lubricité, ces généreux dénoncent leur avarice. Mais s'ils découvrent leur vraie gangrène, la sainteté, ils courent après les justifications, comme tous les coupables. Le Tintoret n'est pas un saint ; il sait que toute la ville condamne ses procédés ; s'il s'opiniâtre c'est qu'il se donne raison contre elle. Et qu'on ne vienne pas nous raconter qu'il a conscience de son génie : le génie, pari stupide, sait ce qu'il ose et ne sait pas ce qu'il vaut. Rien de plus misérable que cette témérité chagrine qui veut la lune et crève sans l'avoir obtenue : l'orgueil vient d'abord, sans preuves ni visa ; quand il s'affole, on peut l'appeler génie si l'on veut mais je ne vois pas trop ce qu'on y gagne. Non : le Tintoret ne justifie ses pirateries ni par la courte plénitude de son savoir-faire ni par le vide infini de ses aspirations : il défend ses droits ; chaque fois qu'on passe commande à ses confrères, on lui porte tort. Laissez-le faire, il couvrira de ses peintures tous les murs de la ville, aucun *campo* ne sera trop vaste, aucun *sotto portico* trop obscur pour qu'il renonce à les enluminer ; il badigeonnera les plafonds, les passants marcheront sur ses plus belles images, son pinceau n'épargnera ni les façades des palais, sur le Canale

Grande, ni les gondoles, ni peut-être les gondoliers. Cet homme s'imagine qu'il a reçu par naissance le privilège de transformer sa ville en lui-même et, d'une certaine manière, on peut soutenir qu'il a raison.

Quand il entre en apprentissage, la peinture bat de l'aile. À Florence, c'est la crise déclarée ; Venise, à son ordinaire, reste muette ou ment ; mais nous avons la preuve formelle que les sources de l'inspiration proprement rialtine se sont taries. À la fin du XV^e^ siècle, la ville est profondément marquée par le passage d'Antonello de Messine[23] : c'est le tournant décisif ; depuis lors elle importe ses peintres ; je ne dis pas qu'elle aille les chercher bien loin : il n'en reste pas moins que les plus renommés viennent de la *terra ferma* : Giorgione, de Castelfranco ; le Titien, de Pieve di Cadore ; Paolo Caliari et Bonifazio de Pitati, de Vérone ; Palma le Vieux, de Bergame ; Girolamo le Vieux et Paris Bordone, de Trévise ; Andrea Schiavone, de Zara[24] ; j'en passe. À vrai dire, cette république aristocratique est d'abord une technocratie, elle a toujours eu l'audace de recruter partout ses spécialistes et l'adresse de les traiter comme ses propres enfants. De plus, c'est l'époque où la Sérénissime, tenue en échec sur les mers, menacée sur le continent par des coalitions, se retourne vers l'arrière-pays et tente d'assurer sa puissance par des conquêtes : les nouveaux immigrants sont, en majorité, originaires des territoires annexés. N'empêche : par cette importation massive de talents, Venise trahit son inquiétude ; quand on se rappelle que les artistes du Quattrocento sont, pour la plupart, nés dans ses murs ou à Murano, on ne peut s'empêcher de penser que la relève des générations n'aurait pas même été possible, après l'extinction des familles Vivarini et Bellini, après la mort de Carpaccio[25], sans une transfusion de sang.

Il en est de la peinture comme des autres métiers : c'est le patriciat qui facilite l'immigration des bons artisans, c'est lui qui – faisant preuve

de ce qu'on pourrait appeler un chauvinisme cosmopolite – tient la République des Doges pour une espèce de *melting pot* ; aux yeux de cette aristocratie méfiante et jalouse, les étrangers font les meilleurs Vénitiens : s'ils adoptent Venise, c'est qu'ils ont reçu le coup de foudre ; ils auront l'échine souple s'ils veulent s'en faire adopter. Mais on peut être sûr que l'artisanat local ne voit pas les nouveaux venus du même œil ; pourquoi le ferait-il ? C'est de la concurrence étrangère. On n'a pas l'imprudence de protester, on leur montre bon visage mais cela ne va pas sans conflits, sans une tension perpétuelle, sans un orgueil de récrimination. Contraint de s'incliner devant la supériorité technique des métèques, l'indigène se masque son humiliation en renchérissant sur ses prérogatives ; il admet de céder la place au plus expert, au plus habile, mais c'est un sacrifice qu'il fait à la patrie : le droit reste intact. Un Rialtin est *chez lui* à Venise ; les ouvriers allemands savent mieux filer le verre mais ils n'auront jamais la grâce natale. Avant de disparaître, les grands peintres du Quattrocento ont eu l'amertume de voir le public se détourner d'eux et donner sa faveur à de jeunes intrus qui les dédaignaient. Le Titien, par exemple, cet étranger, lorsqu'il quitte un des frères Bellini pour l'autre, Gentile pour Giovanni, c'est qu'il est à la poursuite d'un autre étranger, d'Antonello, ce météore qui a déchiré le ciel et l'eau de la lagune vingt ans plus tôt. De Giovanni lui-même, Tiziano Vecellio n'a que faire : c'est un reflet qu'il cherche en lui ; la preuve : il abandonnera bientôt le maître pour le disciple et se mettra à l'école de Giorgione : ce troisième métèque paraît au second l'héritier véritable du premier. Or Tiziano et Giorgione appartiennent à la même génération ; peut-être même l'élève est-il plus âgé que le professeur. Est-ce que les deux Bellini n'ont pas compris, ce jour-là, qu'ils avaient fait leur temps ? Et les vrais disciples de Giovanni ? Qu'ont-ils dit ? Et qu'ont-ils pensé, les autres, les derniers représentants de l'école muranaise ?

Beaucoup d'entre eux étaient des jeunes gens ou des hommes encore jeunes ; ils subissaient tous l'influence d'Antonello, mais à travers le bellinisme ; couleurs et lumière venaient de Messine, mais Giovanni les avait acclimatées ; par lui, elles étaient devenues vénitiennes. Ces gens mettaient leur point d'honneur à rester fidèles mais la fidélité les étranglait ; ils firent de leur mieux pour s'adapter aux exigences nouvelles sans abandonner les techniques un peu rudes qu'on leur avait enseignées ; c'était se condamner à la médiocrité ; quelle amertume n'ont-ils pas ressentie en voyant deux jeunes intrus s'associer, briser avec les traditions indigènes, retrouver les secrets d'un Sicilien et porter sans effort la peinture à sa plus haute perfection ? Pourtant Giovanni règne encore, le renom de cet admirable artiste s'étend à travers toute l'Italie du Nord : l'invasion barbare commence dans ses dernières années ; après sa mort – 1516 – c'est la ruée.

Or il se trouve, au fort de l'invasion, que le plus grand peintre du siècle voit le jour au cœur de cette ville occupée, dans une ruelle du Rialto. La sombre fierté plébéienne, toujours humiliée, refoulée, sans cesse aux aguets, saute sur l'occasion, se glisse dans le cœur du seul Rialtin qui ait encore du talent, le dresse, l'enflamme. Rappelons-nous qu'il ne sort pas directement du peuple ni tout à fait de la bourgeoisie. Son père appartient à l'artisanat aisé. Ces petits-bourgeois mettent leur gloire à ne pas travailler chez les autres : fils d'ouvrier, Jacopo fût resté peut-être l'obscur collaborateur d'un artiste ; fils de maître, il lui faut devenir maître ou déchoir ; il passera par le rang mais l'honneur de sa famille et de sa classe lui interdit d'y rester. On comprend qu'il n'ait pas laissé de bons souvenirs dans l'atelier où il a fait son apprentissage : il n'y est entré que pour en sortir au plus tôt et rejoindre la place qui lui était réservée d'avance dans la hiérarchie sociale. Et puis, quoi ? Schiavone (ou Bordone ou Bonifazio de Pitati, c'est tout un) le regardait sans doute comme un intrus ; mais Jacopo, en retour, tenait

son maître pour un étranger, autrement dit pour un voleur. C'est un *natif*, ce Petit Teinturier, Venise est à lui par le sang. Médiocre, il se fût contenu dans la modestie, dans le ressentiment ; mais il est éclatant, il le sait, donc il veut l'emporter sur tous. Les métèques, aux yeux d'un Rialtin, n'ont d'autre protection que leur valeur professionnelle : si Jacopo fait mieux qu'ils ne font, il faudra qu'ils disparaissent, dût-il les assassiner. Nul ne peint ni n'écrit sans mandat : l'oserait-on si « *Je* n'était un Autre » ? Jacopo est mandaté par toute une population travailleuse pour reconquérir par son art les privilèges du Vénitien pur sang. Voilà ce qui explique sa bonne conscience : la récrimination populaire devient dans son cœur une austère passion revendiquante ; on lui a donné le devoir de faire reconnaître ses droits ; à celui qui soutient une si juste cause tous les moyens sont bons pour la faire triompher : pas de pardon, pas de quartier. Le malheur, c'est que sa lutte contre les indésirables l'entraîne à combattre le patriciat lui-même et sa politique d'assimilation au nom de l'artisanat indigène. Quand il crie par les rues : « Le Véronèse à Vérone ! » c'est le gouvernement qu'il met en question. Dès qu'il s'en aperçoit, il fait un pas en arrière et puis, tout aussitôt, il reprend sa marche obstinée. D'où ce curieux mélange de raideur et de souplesse : sujet prudent d'un État policier, il cède toujours ou feint de céder ; citoyen *autochtone* de la ville la plus belle, son arrogance éclate en dépit de lui-même : il peut aller jusqu'à la servilité sans perdre son ankylose d'orgueil. Rien n'y fait : les intrigues qu'il machine contre les protégés de l'aristocratie, il les ruine par impatience, par d'irréparables maladresses, ou bien elles se retournent d'elles-mêmes contre lui. Voilà qui éclaire d'un jour nouveau la rancune de la Sérénissime. Ce sujet ne réclame au fond que ce qu'on lui concéderait peut-être, mais cette soumission querelleuse agace les Autorités : elles le tiennent pour un rebelle. Ou tout au moins

pour un suspect et, dans le fond, elles n'ont pas tort. Voyez plutôt où ce premier emportement va le mener.

D'abord à cette violence diligente et presque sadique que j'appellerai le plein emploi de soi-même. Né parmi les petites gens qui supportent le poids d'une société lourdement hiérarchisée, il partage leurs craintes et leurs goûts ; on retrouve leur prudence jusque dans sa présomption. Ses proches, avertis, courageux, un peu serrés, lui ont enseigné le prix des choses, les dangers de la vie, quels espoirs sont permis et quels sont défendus. Des chances précises et limitées, un destin tracé d'avance, lisible, un avenir entrouvert, prisonnier d'une transparence, petit bouquet trop net dans le cristal d'un presse-papiers, cela tue les rêves : on ne veut que ce qu'on peut. Cette modération fait les fous furieux, suscite les ambitions les plus forcenées, qui sont à court terme : l'ambition de Jacopo s'est levée d'un coup, casquée, avec sa virulence et ses formes, elle ne fait qu'un avec ce mince crevé de lumière, le possible. Ou plutôt, rien n'est *possible* : il y a la fin et le moyen, la tâche prescrite ; on s'élèvera au-dessus des nuages les plus lourds, les plus bas, on touchera de la main une peau lumineuse et tendue, c'est le plafond ; il y a d'autres plafonds, des membranes de plus en plus claires, de plus en plus minces et peut-être, tout à fait en haut, le bleu du ciel. Mais le Tintoret n'en a rien à foutre ; à chacun sa force ascensionnelle et son lieu naturel. Il sait qu'il a du don, on lui a dit que c'était un capital. S'il fait la preuve de ses capacités, son entreprise deviendra rentable, il trouvera des fonds pour s'équiper. Le voilà mobilisé pour toute une longue vie, indisponible : il y a ce filon à exploiter, jusqu'à l'épuisement de la mine et du mineur. Vers le même temps, cet autre bourreau de travail, Michel-Ange[26], fait le dégoûté, commence l'ouvrage, s'enfuit, n'achève pas. Le Tintoret achève *toujours*, avec la terrible application de l'homme qui finit ses phrases quoi qu'il arrive ; la mort même l'a attendu, à San Giorgio, elle lui a

laissé donner son dernier coup de pinceau à son dernier tableau ou, tout au moins, ses dernières indications à ses collaborateurs ; il ne s'est de toute sa vie pas permis un caprice, pas un dégoût, pas une préférence, pas même le repos d'un songe ; il devait se répéter ce principe, aux jours de fatigue : refuser une commande, c'est faire un cadeau aux concurrents.

Il faut produire à tout prix. Ici la volonté d'un homme et celle d'une ville se rejoignent. Cent ans plus tôt, Donatello reprochait à Uccello[27] de sacrifier la création à la recherche et de pousser l'amour de la peinture jusqu'à ne plus faire de tableaux : mais c'était à Florence ; les artistes florentins venaient de se lancer dans l'aventure hasardeuse de la *perspective*, ils essayaient de construire un nouvel espace plastique en appliquant aux objets peints les lois de l'optique géométrique. Autres temps, autres mœurs : à Venise, sous le règne du Titien, tout le monde est d'avis que la peinture vient d'atteindre sa plus haute perfection, qu'il n'y a plus rien à chercher : l'art est mort, vive la vie. La grande barbarie commence avec les niaiseries de l'Arétin : « Comme c'est vivant ! Comme c'est vrai ! *On ne croirait jamais que c'est peint !* » Bref, il est temps que la peinture s'efface devant les *réalisations* : les marchands inspirés veulent de la beauté utile. L'œuvre doit donner aux amateurs de la jouissance, témoigner à l'Europe du faste sérénissime, frapper le peuple de terreur. La terreur dure encore : devant le cinémascope vénitien, nous murmurons, nous autres, menu peuple touristique : c'est une réalisation du Titien, une production de Paolo Caliari, une performance du Pordenone, une mise en scène de Vicentino. Jacopo Robusti partage les préjugés de son époque et nos habiles lui en tiennent rigueur. Combien de fois n'ai-je pas entendu dire : « Le Tintoret, bah ! c'est du cinéma. » Et pourtant, personne au monde, ni avant lui ni après, n'a poussé plus loin la passion de la recherche. Avec le Titien, la peinture étouffe sous les fleurs, elle se nie

par sa propre perfection ; Jacopo voit dans cette mort la condition nécessaire d'une résurrection : tout commence, tout est à faire, nous y reviendrons. Mais – voilà sa contradiction majeure – il ne tolérera jamais que ses expériences freinent sa productivité. Quand il ne resterait dans Venise qu'un seul mur à découvert, l'office du peintre est de le couvrir : la morale interdit de transformer un atelier en laboratoire. L'art est tout ensemble un métier sérieux et une lutte au couteau contre les envahisseurs. Comme le Titien, comme le Véronèse Jacopo livrera des cadavres exquis. Une seule différence : ces morts sont rongés par une fièvre dont on ne sait pas d'abord si c'est un regain de vie ou le commencement de la pourriture. Et si l'on veut à tout prix le comparer à nos cinéastes, c'est *en cela* qu'il leur ressemble : il accepte des scénarios imbéciles pour les charger en douce de ses obsessions. Il faut duper l'acheteur, lui en donner pour son argent : il aura sa Catherine, sa Thérèse ou son Sébastien[28] ; pour le même prix on le mettra sur la toile, avec sa femme ou ses frères, s'il y tient. Mais, par en dessous, derrière la façade somptueuse et banale de cette *réalisation*, il poursuit ses expériences ; toutes ses grandes œuvres sont à double sens : son utilitarisme étroit masque une interrogation sans fin ; inscrivant sa recherche dans le cadre de la commande payée, il est obligé de bouleverser la peinture en respectant les stipulations du client. Telle est la raison profonde de son surmenage, telle sera plus tard celle de sa perdition.

Encore faut-il s'emparer du marché. Nous avons vu qu'il s'y emploie. Mais revenons sur ses procédés ; ils s'éclaireront d'un jour neuf. La rébellion du Tintoret se radicalise : révolté contre la politique du *melting pot*, le voilà contraint d'enfreindre les règlements ou les usages corporatifs. Faute de pouvoir supprimer la compétition, dont il reconnaît par ailleurs les avantages, le gouvernement s'efforce de la canaliser par des concours. Si c'est leur goût qui décide en dernier

ressort, les puissants et les riches sauveront l'ordre public, constitueront cette forme assouplie du protectionnisme : la concurrence dirigée. Sont-ils sincères ? sans doute et tout serait parfait si nous avions la preuve de leurs capacités. Mais il faut les croire sur parole. Il arrive qu'ils jouent de bonheur et puis, d'autres fois, ils choisissent Vicentino. Le Tintoret, lui, se débrouille toujours pour échapper à l'épreuve : est-ce qu'il leur dénie toute compétence ? Certainement non ! il leur refuse le droit de traiter un indigène sur le même pied que des intrus. Reste que ces concours existent : en s'y dérobant, notre rebelle entreprend délibérément de détruire le protectionnisme. Le voilà coincé : puisque les officiels prétendent juger sur la valeur et puisqu'il récuse leur jugement, il faut qu'il renonce à peindre ou à s'imposer par la qualité de sa peinture. Qu'à cela ne tienne ; il trouve d'autres moyens, prend de vitesse les compétiteurs, place les jurés devant le fait accompli, met son savoir-faire, sa promptitude, la diligence de ses collaborateurs au service d'une production de masse qui fait sauter tous les barèmes en lui permettant de vendre ses toiles à des prix de misère, parfois de les donner. Sur une avenue romaine deux friperies se font face ; les boutiquiers, j'imagine, se sont entendus pour simuler un combat sans merci à moins que les deux échoppes n'aient un seul propriétaire, un comédien tragique, qui se plaît à confronter, dans un éternel vis-à-vis, les deux aspects de sa nature : d'un côté une glace barrée par des faire-part endeuillés : *Prezzi disastrosi !* de l'autre, une vitrine couverte d'affichettes multicolores : *Prezzi da ridere ! da ridere ! da ridere !* Voilà des années que ça dure, et je ne puis voir ces boutiques sans qu'elles me fassent, toutes deux ensemble, penser au Tintoret. Avait-il choisi le rire ou le sanglot ? les deux, selon moi : à la tête du client. On peut même supposer qu'il ricanait un peu, dans la solitude, et qu'il se lamentait en famille, criant qu'on lui coupait la gorge ; n'empêche : dans son atelier, c'était la grande braderie du Jour de l'An

à la Saint-Sylvestre, et les clients subissaient l'attraction de ces prix de liquidation judiciaire. Partis pour lui commander un médaillon, ils finissaient par lui livrer toutes les parois de leur maison. C'est lui qui a rompu le premier les liens déjà fatigués de l'amitié confraternelle : pour ce darwiniste avant la lettre, le confrère devient l'ennemi intime ; il a découvert avant Hobbes le slogan de la concurrence absolue : *Homo homini lupus*. Venise s'émeut. Si l'on ne trouve un vaccin contre le virus Tintoret, il dissoudra le bel ordre corporatif et ne laissera subsister qu'une poussière d'antagonismes, de solitudes moléculaires. La République condamne ces méthodes nouvelles, les appelle félonies, parle de travail bâclé, de vente au rabais, d'accaparement. Plus tard, beaucoup plus tard, d'autres villes, en une autre langue, les honoreront sous le nom de *struggle for life*, de *mass production*, de *dumping*, de *trust*, etc. Pour l'instant, cet homme mal famé perd sur un tableau tout ce qu'il gagne sur l'autre. Il enlève les commandes à la pointe de l'épée mais on le tient à l'écart. Dans un étrange retournement, c'est lui, le *natif*, le Rialtin cent pour cent, qui paraît un intrus, presque un indésirable dans sa propre ville. L'inévitable conséquence, c'est qu'il crèvera s'il ne fonde une famille. D'abord pour juguler la concurrence au sein de l'atelier : ce champion du libéralisme renverse le précepte biblique, il veille à ce que les autres ne puissent jamais lui faire ce qu'il leur fait. Et puis, il a besoin d'une approbation entière ; des collaborateurs étrangers risquent de prendre peur, d'être découragés par le scandale diffus qui l'entoure ; que de temps perdu, s'il faut les convaincre. Ce tonnerre ne lâchera plus que des éclairs mouillés. Qu'a-t-il besoin de disciples ? Il veut d'autres mains, d'autres paires de bras, c'est tout. Par la concurrence absolue vers l'exploitation familiale : voilà le chemin. Il épouse, en 1550, Faustina dei Vescovi, et, tout aussitôt, se met à lui faire des enfants[29]. Comme il fait des tableaux : par d'infatigables coups de foudre. Cette bonne pondeuse n'a qu'un

défaut : elle force un peu sur les filles. Tant pis ! il les mettra toutes au couvent, sauf deux : Marietta qu'il garde auprès de lui et Ottavia qu'il marie à un peintre ; la foudre fécondera Faustine autant de fois qu'il sera nécessaire pour lui arracher deux fils, Domenico et Marco. Il ne les a pas attendus, d'ailleurs, pour enseigner le métier à son aînée, à Marietta. Une femme peintre à Venise, cela n'est pas ordinaire : fallait-il qu'il fût pressé ! Enfin, aux environs de 1575, l'opération semble achevée : le nouveau personnel se compose de Sébastien Casser, son gendre, de Marietta, de Domenico, de Marco. Le symbole d'une association domestique, c'est la *domus* qui l'abrite et l'emprisonne. Vers la même date, Jacopo achète une maison[30]. Il ne la quittera plus. Dans ce petit lazaret, le pestiféré vivra en demi-quarantaine, au milieu des siens, les aimant d'autant plus que *les autres* sont plus nombreux à le détester. À le prendre *chez lui*, dans son travail, dans ses rapports avec sa femme, avec ses enfants, nous lui découvrons un tout autre visage : quel moraliste austère ! Est-ce qu'il ne serait pas un peu calviniste sur les bords ? Tout y est : pessimisme et travail, esprit de lucre et dévouement à la famille. La nature humaine est viciée par le péché originel ; les hommes sont divisés par les intérêts. Le chrétien se sauvera par les œuvres : qu'il lutte contre tous ; dur pour lui-même et pour les autres, qu'il peine sans répit pour embellir la Terre que Dieu lui a confiée ; il trouvera la marque de la faveur divine dans le succès matériel de son entreprise. Quant aux élans de son cœur, qu'il les réserve pour la chair de sa chair, pour ses fils. Venise subissait-elle l'influence de la religion réformée ? Certainement. On y rencontre dans la seconde moitié du siècle un curieux personnage, Fra Paolo Sarpi[31], fort écouté des patriciens, ami de Galilée, hostile à Rome et qui entretient au vu de tous des relations étroites avec les milieux protestants de l'étranger. Mais si l'on peut déceler dans certains milieux intellectuels des courants vaguement favorables à la Réforme, il est plus que probable

que la petite-bourgeoisie les a ignorés. Il faudrait plutôt dire que la Sérénissime s'est réformée elle-même. Et depuis longtemps : ces marchands vivent du crédit ; ils ne peuvent accepter la sentence que l'Église a portée sur ceux qu'elle s'obstine à nommer des usuriers, ils favorisent la science lorsqu'elle est pratique et méprisent l'obscurantisme romain ; l'État vénitien a toujours affirmé la prépondérance de l'autorité civile : c'est sa doctrine, il n'en changera pas. C'est lui, pratiquement, qui a la haute main sur son clergé et, quand Pie V s'avise de soustraire les ecclésiastiques aux tribunaux laïcs, le Sénat refuse tout net. Pour bien des raisons, d'ailleurs, le gouvernement tient le Saint-Siège pour une puissance temporelle et militaire plus encore que spirituelle. Ce qui ne l'empêche pas, quand l'intérêt de la République est en jeu, de se rapprocher du pape, de pourchasser les hérétiques ou, pour plaire au monarque très chrétien, d'organiser une fête somptueuse en l'honneur de la Saint-Barthélemy. Le pseudo-calvinisme du Tintoret lui vient de sa ville elle-même : ce peintre capte à son insu le protestantisme larvé qu'on trouve à l'époque dans toutes les grandes cités capitalistes[c]. Le statut des artistes est fort équivoque, en ce temps, surtout à Venise. Mais courons notre chance ; peut-être cette ambiguïté même nous permettra-t-elle de comprendre la sombre passion puritaine de Jacopo.

On a écrit que « la Renaissance (avait) prêté à l'artiste les traits que l'Antiquité réservait à l'homme d'action et dont le Moyen Âge avait paré ses saints[d] ». Ce n'est pas faux. Mais l'observation contraire me semble pour le moins aussi vraie : « (Au XVI[e] siècle) on tenait encore la peinture et la sculpture pour des arts manuels ; c'est à la poésie qu'on réservait tous les honneurs. De là vient l'effort des arts figuratifs pour rivaliser avec la littérature[e]. » Il n'est pas douteux, en effet, que l'Arétin, ce Pétrone du pauvre, ce Malaparte du riche, fut l'arbitre des élégances et du goût pour les snobs du patriciat vénitien ni que le Titien s'honora

de le fréquenter : celui-ci n'avait pas trop de toute sa gloire pour s'égaler à celui-là. Et Michel-Ange ? Il avait la faiblesse de se croire *né* et cette illusion lui a gâché la vie. Tout jeune, il eût souhaité faire ses humanités, écrire : un noble privé d'épée peut prendre une plume sans déroger. Il prit le ciseau par nécessité et ne s'en consola pas : Michel-Ange considérait la sculpture et la peinture du haut de sa honte, il avait la joie vide et crispée de se sentir supérieur à ce qu'il faisait. Contraint au silence, il voulut donner un langage aux arts muets, multiplier les allégories, les symboles, écrivit un livre au plafond de la Sixtine, tortura le marbre pour le forcer à parler.

Que conclure ? Sont-ils des demi-dieux, les peintres de la Renaissance, ou des travailleurs manuels ? Eh bien, c'est selon, voilà tout. Cela dépend de la clientèle et du mode de rémunération. Ou plutôt, ce sont des manuels *d'abord*. Après cela, ils deviennent des employés de cour ou restent des maîtres locaux. À eux de choisir – ou d'être choisis. Raphaël[32] et Michel-Ange sont des commis ; ils vivent dans la dépendance et dans la superbe : une disgrâce, même passagère, et les voilà sur le pavé ; en revanche, le souverain se charge de leur publicité. Ce personnage sacré cède à ses élus une parcelle de ses pouvoirs surnaturels : la gloire du trône tombe sur eux comme un rayon du soleil, ils la réfléchissent sur le peuple ; le droit divin des rois fait les peintres de droit divin. Voilà des barbouilleurs changés en surhommes. Que sont-ils, en effet, ces petits-bourgeois qu'une main géante a saisis dans la foule pour les suspendre entre ciel et terre, ces satellites qui éblouissent d'un éclat emprunté, sinon des hommes élevés au-dessus de l'humanité ? Des héros, oui, c'est-à-dire des intercesseurs, des intermédiaires. Aujourd'hui encore, les républicains nostalgiques adorent en eux, sous le nom de génie, la lumière de cette étoile morte, la monarchie.

Le Tintoret, c'est l'autre espèce : il travaille pour des marchands, pour des fonctionnaires, pour des églises paroissiales. Je ne dis pas qu'il soit inculte : on l'a mis à l'école dès sept ans, il a dû en sortir à douze, sachant écrire et compter ; et puis, surtout, comment refuserait-on le nom de culture à cette patiente éducation des sens, de la main et de l'esprit, à cet empirisme traditionaliste qu'est encore, vers 1530, la peinture d'atelier. Mais il n'aura jamais le bagage des peintres courtisans. Michel-Ange fait des sonnets ; de Raphaël, on prétend aujourd'hui qu'il savait le latin ; au Titien lui-même, le commerce des intellectuels a fini par donner un vernis. Comparé à ces mondains, le Tintoret paraît ignare[33] : il lui manquera toujours le loisir et le goût de s'exercer aux jeux d'idées, aux jeux de mots. L'humanisme des lettrés, il s'en moque. Venise a peu de poètes, encore moins de philosophes : pour lui c'est déjà trop, il n'en fréquente aucun. Non qu'il les fuie : il les ignore. Il admet leur supériorité sociale ; l'Arétin a le droit de le féliciter avec une bienveillance protectrice : ce haut personnage est *reçu*, il fait partie du Tout-Venise, des patriciens l'invitent à leur table, qui ne songeraient pas même à saluer un peintre dans la rue. Mais faut-il l'envier par-dessus le marché ? Faut-il l'envier *parce qu'il écrit* ? Jacopo trouve que les ouvrages de l'esprit se donnent un air de gratuité fort immoral : Dieu nous a mis sur terre pour gagner notre pain à la sueur de notre front ; or, les écrivains ne suent pas. Travaillent-ils, seulement ? Jacopo n'ouvre jamais un livre, à l'exception de son missel ; ce n'est pas lui qui aurait l'idée saugrenue de forcer son talent pour rivaliser avec la littérature : il y a tout dans ses tableaux, mais ils ne *veulent* rien dire, ils sont muets comme le monde. Ce fils d'artisan n'estime au fond que l'effort physique, que la création manuelle. Ce qui l'enchante dans le métier de peindre c'est qu'on y pousse l'habileté professionnelle jusqu'à la prestidigitation et la délicatesse de la marchandise jusqu'à la quintessence. L'artiste, c'est l'ouvrier suprême :

il s'épuise et fatigue la matière pour produire et vendre des visions.

Cela ne l'empêcherait pas de travailler pour les princes s'il les aimait. Il ne les aime pas, voilà le fond de l'affaire : ils l'effrayent sans l'inspirer. Il n'a jamais tenté de les approcher ni de se faire connaître : on dirait qu'il s'efforce de contenir sa renommée entre les murs de Venise. Sait-on qu'il n'a jamais quitté la ville, sauf une fois, sexagénaire, pour aller tout à côté, à Mantoue ? Encore a-t-il fallu le supplier ; on voulait qu'il accrochât lui-même ses toiles et il a déclaré tout net qu'il ne partirait pas à moins d'emmener sa femme. Cette exigence témoigne en faveur de ses sentiments conjugaux mais elle en dit long sur son horreur des voyages. Et n'allons pas croire que ses confrères vénitiens lui ressemblent : ils galopent sur les routes ; cent ans plus tôt, Gentile Bellini courait les mers. Quels aventuriers ! Lui, c'est une taupe : il n'est à l'aise que dans les étroites galeries de sa taupinière. S'il imagine le monde, l'agoraphobie le terrasse ; pourtant, à choisir, il aimerait encore mieux y risquer sa peau que ses tableaux. Il accepte les commandes de l'étranger – et l'étranger, pour lui, commence à Padoue – mais il ne les sollicite pas. Quel contraste entre sa frénésie au Palais des Doges, à la Scuola San Rocco, chez les *Crociferi* et cette indifférence ! Il se décharge de l'exécution sur ses collaborateurs, surveille de loin ces confections de série, se garde d'y mettre la main, comme s'il redoutait d'aventurer hors de sa patrie la plus petite paillette de son talent : l'Europe n'aura droit qu'aux *B. pictures.* Aux Offices, au Prado, à la National Gallery, au Louvre, à Munich, à Vienne, on peut découvrir Raphaël, le Titien, cent autres. Tous ou presque tous, sauf le Tintoret. Celui-là s'est gardé farouchement pour ses concitoyens et vous ne saurez rien de lui à moins d'aller le chercher jusque dans sa ville natale, pour la bonne raison qu'il a *voulu* n'en pas sortir.

Mais il faut préciser. Car il disposait, à Venise même, de deux clientèles bien distinctes. Il fait le siège des fonctionnaires publics et, naturellement, si le Sénat lui donne du travail tout l'atelier se met à l'ouvrage, y compris le chef de famille. On peut voir encore au Palais des Doges, sous un éclairage qui les met en valeur, les œuvres d'une forte personnalité collective qui portait le nom de Tintoret. Mais si c'est Jacopo Robusti qui vous intéresse, abandonnez la Piazzetta, traversez la place Saint-Marc, franchissez des canaux sur des ponts en dos d'âne, tournez dans un dédale de ruelles sombres, entrez dans des églises plus sombres encore : il est là. À la Scuola San Rocco, vous le tenez : en personne, sans Marietta ni Domenico ni Sebastiano Casser ; il y travaille seul. Une brume sale enfume les toiles ou bien c'est un faux jour qui les ronge ; attendez patiemment que vos yeux s'accoutument : à la fin, vous verrez une rose dans les ténèbres, un génie dans la pénombre. Et qui les a payés, ces tableaux ? Tantôt les fidèles de la paroisse, tantôt les membres de la Confrérie : des bourgeois, grands et petits ; voilà son vrai public, le seul qu'il aime.

Ce peintre boutiquier n'a rien d'un demi-dieu. Avec un peu de chance il sera notoire, célèbre ; glorieux, jamais : sa clientèle profane n'est pas habilitée à le consacrer. Bien entendu, la renommée de ses augustes confrères honore toute la profession : il brille un peu, lui aussi. Convoite-t-il leur gloire ? Peut-être. Mais il ne fait rien de ce qu'il faut pour l'acquérir ; au diable la faveur des princes : elle asservit. Jacopo Robusti met sa fierté à rester un petit patron, un margoulin des Beaux-Arts payé à la commande, maître chez soi. Il ne fait pas de différence entre l'indépendance économique du producteur et la liberté de l'artiste ; ses agissements prouvent qu'il souhaite obscurément renverser les conditions du marché, susciter la demande par l'offre : n'a-t-il pas, lentement, patiemment créé, chez les confrères de Saint-Roch, un besoin d'art – d'un certain art – qu'il pouvait seul

satisfaire ? Son autonomie est d'autant mieux préservée qu'il travaille pour des collectivités – *consorterie*, paroisses – et que ces grands corps prennent leurs décisions à la majorité.

Michel-Ange, faux noble, et le Titien, fils de paysans, subissent directement l'attraction de la monarchie. Le Tintoret, lui, naît dans un milieu d'ouvriers-patrons ; l'artisan est un amphibie : travailleur manuel, il est fier de ses mains ; petit-bourgeois, la grande bourgeoisie l'attire : c'est elle qui, par le simple jeu de la concurrence, assure une certaine ventilation à l'intérieur d'un protectionnisme étouffant. En ce temps-là, il y avait *un espoir bourgeois* à Venise. Bien mince ; l'aristocratie a pris depuis longtemps ses précautions : dans cet univers stratifié, il est permis de *devenir* riche, il faut *naître* patricien ; même la richesse, d'ailleurs, est limitée : non seulement le commerçant, l'industriel restent confinés dans leur classe mais on leur a longtemps interdit les métiers les plus lucratifs ; l'État concède *l'appalto* – ou location des galées[34] – aux seuls aristocrates. Rêveuse et sombre bourgeoisie ! Partout ailleurs, en Europe, elle se renie, achète, dès qu'elle le peut, des titres et des châteaux. À Venise, on lui refuse tout, jusqu'à l'humble bonheur de la trahison. Elle trahira donc en songe. La Giovita Fontana[35], venue de Plaisance, se lance dans les affaires, gagne de l'or et le dépense à faire bâtir un palais sur le Canale Grande ; toute une existence tient en ce peu de mots : un âpre désir, assouvi, se tourne sur le tard en snobisme rêveur, une marchande meurt et ressuscite sous la forme d'une patricienne imaginaire. Les roturiers riches tournent en rond, cachent leurs fantasmes nocturnes ; groupés en confréries, ils se dépensent en œuvres charitables, leur mélancolique austérité contraste avec les orgies mélancoliques d'un patriciat désenchanté.

Car la République n'a plus la souveraineté des mers ; peu à peu, l'aristocratie entre en décadence, les faillites se multiplient, le nombre des gentilshommes pauvres croît, les autres ont perdu l'esprit

d'entreprise : ces fils d'armateurs achètent des terres, deviennent rentiers. Déjà de simples « citoyens » les remplacent dans certains offices ; il arrive que des galées passent sous le commandement des bourgeois. La bourgeoisie est encore bien loin de se considérer comme une classe montante ; elle ne se dit même pas qu'elle pourrait un jour assurer la relève de la noblesse déchue : disons plutôt qu'une obscure agitation l'a saisie, qui rend sa condition moins supportable et plus difficile la résignation.

Le Tintoret ne rêve pas. Jamais. Si l'ambition des gens se règle sur l'ouverture de leur avenir social, les plus ambitieux roturiers de Venise sont les petits-bourgeois, car il leur reste une chance de s'élever au-dessus de leur classe. Mais le peintre se sent des affinités profondes avec ses clients : il apprécie leur goût du travail, leur moralisme, leur sens pratique ; il aime leur nostalgie et, surtout, il partage leur aspiration profonde : tous, ne fût-ce que pour produire, pour acheter et pour vendre, ils ont besoin de la liberté. Voilà les clés de son arrivisme : c'est un appel d'air qui vient des sommets. Des troubles dans le ciel, une ascension lointaine, invisible, lui ouvrent un avenir vertical ; il monte, ce ludion, un courant d'air l'aspire, l'esprit nouveau le pénètre : il pense en bourgeois dès l'enfance. Mais les contradictions de sa classe d'origine vont limiter ses ambitions : margoulin, il souhaite passer la ligne ; ouvrier, il prétend travailler de ses mains. Cela suffit à marquer sa place. Il y a – environ – 7 600 patriciens à Venise, 13 600 citoyens, 127 000 artisans, ouvriers et petits commerçants, 1 500 Israélites, 12 900 domestiques et 550 mendiants. Négligeant les Juifs et les nobles, les mendiants et les domestiques, le Tintoret n'a d'yeux que pour la démarcation idéale qui sépare les roturiers en deux groupes. 13 600 d'un côté, 127 000 de l'autre ; il veut être le premier de ceux-ci et le dernier de ceux-là : en bref, le plus humble des riches et le plus distingué de leurs fournisseurs. Cela fait de cet artisan, au cœur de

l'inquiète Venise, un faux bourgeois plus vrai que les vrais. En lui et sur ses toiles, les confrères de Saint-Roch aimeront l'image embellie d'une bourgeoisie qui ne trahit pas.

Travaillerait-il pour le Souverain Pontife, Michel-Ange croit déchoir ; ce mépris lui donne parfois du recul : ce gentilhomme prend des vues cavalières sur l'art. Tintoret c'est tout le contraire, il vole au-dessus de lui-même ; sans l'art, que serait-il ? Teinturier. C'est la force qui l'arrache à sa condition natale et le milieu qui le soutient, c'est sa dignité. Il faut travailler ou retomber au fond du puits. Du recul ? De la distance ? Où les prendrait-il ? Il n'a pas le temps de s'interroger sur la peinture, qui sait même s'il la voit ? Michel-Ange pense trop : c'est un marquis de Carabas, un intellectuel ; le Tintoret ne sait ce qu'il fait : il peint.

Voilà pour son arrivisme : le destin de cet artiste est d'incarner le puritanisme bourgeois dans une République aristocratique à son déclin. En d'autres lieux cet humanisme sombre s'imposerait ; à Venise il va disparaître sans même avoir pris conscience de soi mais non sans éveiller la méfiance d'une aristocratie toujours en éveil. La morosité que le Tout-Venise officiel et bureaucratique manifeste au Tintoret, c'est celle-là même que le patriciat témoigne à la bourgeoisie vénitienne. Ces marchands querelleurs et leur peintre sont un danger pour l'Ordre sérénissime : on les tient à l'œil.

L'HOMME TRAQUÉ

On peut trouver quelque superbe au refus entêté de concourir : « Je ne me connais pas de rival et je n'admets aucun juge. » Michel-Ange dirait cela, peut-être. Le malheur, c'est que le Tintoret ne le dit pas. Tout au contraire : qu'on l'invite à présenter une esquisse, il s'empressera d'accepter. Après cela, nous savons qu'il lance sa foudre.

Oui : un peu comme la seiche jette son encre. La foudre aveugle, les spectateurs ne distinguent pas son tableau ; tout est arrangé d'ailleurs pour qu'ils n'aient jamais besoin de le considérer ni surtout de l'apprécier : quand l'éblouissement se dissipe, la toile est accrochée, le don consigné, on n'y aura vu que du feu. Ou je me trompe fort ou c'est une dérobade ; on dirait qu'il a peur d'affronter ses adversaires. Est-ce qu'il dépenserait toute cette ingéniosité s'il avait l'assurance de s'imposer par le talent ? Daignerait-il étonner ses contemporains par la quantité de sa production s'ils en admiraient sans réserve la qualité ?

Et puis, elle frappe davantage dans les concours, cette rage de s'affirmer en se défilant ; mais c'est son style, c'est sa marque universelle : le moindre rapprochement l'offusque, un voisinage l'inquiète. En 1559, l'église San Rocco lui commande *La Guérison du paralytique*[36] pour faire pendant à une toile de Pordenone. Personne ne lui demande d'imiter la manière de son devancier ; aucune concurrence[f] ne peut opposer les deux peintres : Antonio de Sacchis est mort depuis vingt ans ; s'il a pu, autrefois, influencer son cadet, le temps des influences est passé : Jacopo possède la maîtrise de son art. Pourtant, c'est plus fort que lui, il faut qu'il « fasse » du Pordenone ; on a très bien montré comment il « exagère la violence baroque du geste… par le heurt entre des figures monumentales et l'architecture dans laquelle elles s'insèrent étroitement » et qu'il « a rendu cet effet en abaissant le plafond de la salle… et en (utilisant) les colonnes mêmes… (pour) arrêter les gestes, figer leur violence[g] ». Bref, il tremble à l'idée de s'emprisonner pour toujours dans un inerte face-à-face : « Comparez, s'il vous plaît, le Pordenone au Pordenone ; moi, Jacopo Robusti, je suis de sortie. » Il s'est arrangé, bien entendu, pour que le faux de Sacchis écrase le vrai. Sa retraite n'est pas une déroute : il s'en va en lançant un défi : « Les anciens, les nouveaux, je les prends tous et je les bats sur leur propre terrain. » Mais voilà justement ce

qu'on trouvera suspect : qu'a-t-il besoin de jouer leur jeu, de se soumettre à leurs règles quand il suffirait d'être lui-même pour les écraser ? Que de ressentiment dans son insolence : ce Caïn assassine tous les Abels qu'on lui préfère : « Le Véronèse vous plaît ? Eh bien, moi, je le surpasse quand je daigne l'imiter ; vous le prenez pour un homme et ce n'est qu'un procédé. » Que d'humilité aussi : de temps en temps, cet exclu se glisse dans la peau d'un autre pour connaître à son tour la douceur d'être aimé. Et puis quelquefois, on croirait que le courage lui manque pour manifester son scandaleux génie ; de guerre lasse, il le laisse dans une demi-pénombre et tente de le prouver *par l'absurde* : « Puisque je fais les meilleurs Véronèse et les meilleurs Pordenone, imaginez un peu *de quoi je suis capable* quand je me permets d'être moi. » En vérité, c'est une permission qu'il ne se donne presque jamais, à moins qu'on ne lui fasse confiance d'abord et qu'on ne le laisse tout seul dans une salle vide. L'origine de cela, bien entendu, c'est l'hostilité qu'on lui témoigne. Mais la timidité du peintre et les préventions de ses concitoyens tirent leur source d'un même malaise : en 1548, à Venise, sous le pinceau du Tintoret, devant les patriciens, les amateurs d'art et les beaux esprits, *la peinture s'est fait peur.*

*

Une longue évolution a commencé, qui substituera partout le profane au sacré : froids, étincelants, givrés, les divers rameaux de l'activité humaine surgiront l'un après l'autre de la douce promiscuité divine. L'art est touché : d'un tassement de brumes émerge ce désenchantement somptueux, la peinture. Elle se rappelle encore le temps où Duccio, où Giotto[37] montraient à Dieu la Création telle qu'elle était sortie de Ses mains : dès qu'Il avait reconnu Son œuvre, l'affaire était dans le sac et le monde dans un cadre, pour l'éternité.

Entre le tableau, fief du Soleil, et l'Œil suprême, des moines et des prélats glissaient parfois leur transparence ; ils venaient sur la pointe des pieds regarder ce que regardait Dieu, et puis ils repartaient en s'excusant. Fini : l'Œil est clos, Ciel aveugle. Que s'est-il produit ? D'abord un changement de clientèle : tant qu'on travaillait pour les clercs, tout allait bien ; du jour où le plus gros des banquiers florentins eut l'idée saugrenue d'embellir par des fresques sa maison, le Tout-Puissant, écœuré, se cantonna dans son rôle d'Amateur d'âmes. Et puis il y a eu l'aventure florentine, la conquête de la perspective. La perspective est profane ; parfois même, c'est une profanation : voyez, chez Mantegna[38], ce Christ en long, les pieds devant, la tête au diable ; croyez-vous que le Père se satisfasse d'un Fils raccourci ? Dieu, c'est l'absolue proximité, l'universel enveloppement de l'Amour : peut-on Lui montrer *de loin* l'Univers qu'*Il* a fait et qu'Il retient à chaque instant de s'anéantir ? Est-ce à l'Être de concevoir et de produire le Non-Être ? à l'Absolu d'engendrer le Relatif ? à la Lumière de contempler l'Ombre ? à la Réalité de se prendre pour une apparence ? Non ; c'est l'éternelle histoire qui recommence : l'Ingénuité, l'Arbre de Science, le Péché originel et l'Expulsion. Cette fois, la pomme s'appelle « perspective ». Mais les Adamites de Florence la grignotent plutôt qu'ils ne la mangent, ce qui leur évite de découvrir immédiatement leur chute : au milieu du Quattrocento, Uccello se croit encore au Paradis, et le pauvre Alberti[39], théoricien des « perspectivistes », en est encore à présenter l'Optique géométrique comme une Ontologie de la Visibilité ; il garde assez de candeur, somme toute, pour exiger du Regard divin qu'Il cautionne les lignes de fuite. Le Ciel n'a pas donné de suite à cette absurde requête : la créature est vivement renvoyée à ce néant qui lui appartient en propre et qu'elle vient de redécouvrir une fois de plus ; distance, éloignement, séparation : ces négations marquent nos limites ; il n'y a d'horizon que pour l'homme. La fenêtre

d'Alberti s'ouvre sur un univers mesurable mais cette rigoureuse miniature dépend tout entière du point qui définit notre ancrage et notre dispersion : de notre œil. Dans son *Annonciation*, entre l'Ange et la Vierge, Piero della Francesca[40] nous fait voir une déroute des colonnes : c'est une apparence ; en elles-mêmes et pour leur Créateur, toutes pareilles et toutes incomparables, ces inertes blancheurs n'ont pas cessé de sommeiller : la perspective est une violence que la faiblesse humaine fait subir au petit monde de Dieu. Cent ans plus tard, aux Pays-Bas, on redécouvrira l'être dans la profondeur du paraître et l'apparence reprendra sa dignité d'apparition : la peinture aura de nouvelles visées, elle trouvera un sens nouveau. Mais, avant que Vermeer puisse nous donner le ciel, les étoiles, le jour et la nuit, la lune et la terre sous la forme d'un petit mur de briques[41], il faudra que les bourgeois du Nord remportent leurs plus grandes victoires et qu'ils forgent leur humanisme.

Au XVI^e^ siècle, en Italie, la foi brûle encore le cœur des artistes, elle combat l'athéisme de l'œil et de la main. En voulant serrer de plus près l'Absolu, ils ont mis au point des techniques qui les jettent dans un relativisme qu'ils détestent. Ils ne peuvent, ces dogmatiques mystifiés, ni pousser plus avant ni revenir en arrière. Si Dieu ne regarde plus les images qu'ils peignent, qui témoignera pour elles ? Elles réfléchissent à l'homme son impuissance : où trouvera-t-il la force de les garantir ? Et puis, si la peinture n'a d'autre fin que de prendre la mesure de notre myopie, elle ne vaut pas une heure de peine. Montrer l'homme au Tout-Puissant qui a daigné le tirer du limon, c'était un acte de grâces, un sacrifice. Mais le montrer à l'homme, pourquoi ? Pourquoi le montrer *tel qu'il n'est pas* ? Les artistes fin-de-siècle – ceux qui sont nés aux environs de 1480 – le Titien et Giorgione, Raphaël, trouvent des accommodements avec le Ciel. Nous en reparlerons. Et puis la richesse et l'efficacité des moyens dissimulent encore l'indétermination sinistre

des fins. Encore peut-on supposer que Raphaël en a reçu quelque pressentiment : il se foutait de tout, courait la gueuse, vendait des chromos, incitait, par *Schadenfreude*[42], ses collaborateurs à faire des gravures obscènes : c'est un suicide par la facilité. De toute façon, le bonheur de peindre disparaît avec ces monstres sacrés. Dans le deuxième quart du siècle, la peinture s'affole, égarée par sa propre perfection. Dans le goût barbare que les contemporains témoignent pour les grandes « réalisations », on discerne un malaise : le public réclame qu'on utilise tous les fastes du réalisme à lui masquer sa subjectivité : que l'auteur s'efface devant la vie, qu'il se fasse oublier ; il serait souhaitable qu'on pût rencontrer les tableaux par surprise, au coin d'un bois, et que les personnages, s'arrachant de la toile parmi les éclats d'un cadre brisé, sautassent à la gorge des passants. Que l'objet réabsorbe sa visibilité, qu'il la contienne en lui, qu'il en détourne l'attention par une sollicitation continue de tous les sens et, tout particulièrement, du toucher ; que tout soit mis en œuvre pour remplacer la *représentation* par une participation sourde du spectateur au spectacle, que l'horreur et la tendresse jettent les hommes contre leurs simulacres et, si c'est possible, au milieu d'eux, que le désir, brûlant tous les feux de la perspective, découvre cet *ersatz* de l'ubiquité divine : la présence immédiate de la chair ; qu'on respecte la Raison de l'œil mais qu'on la combatte par les raisons du cœur. On veut *la chose même* et qu'elle écrase : qu'elle soit plus grande que nature, plus présente et plus belle : c'est la Terreur. Mais la Terreur est une maladie de la Rhétorique. L'Art va se cacher, honteux, quand il a perdu ses lettres de crédit. Ligoté, surveillé, soumis aux contraintes de l'État, de l'Église et du goût, plus entouré, plus honoré peut-être qu'il ne fut jamais, l'artiste, pour la première fois dans l'Histoire, prend conscience de sa solitude. Qui l'a mandaté ? D'où lui vient ce droit qu'il s'arroge ? C'est la Nuit, Dieu s'est éteint : comment peindre, la nuit ? Et pour

qui ? Et *quoi* ? Et *pourquoi* ? L'objet de l'art reste *le monde*, cet absolu : mais la réalité se dérobe, le rapport du fini à l'infini se renverse. Une immense plénitude soutenait la misère des corps et leur fragilité ; à présent, la fragilité devient la seule plénitude, l'unique sécurité : l'Infini, c'est le vide, c'est le noir, dans la créature et hors d'elle ; l'Absolu, c'est l'absence, c'est Dieu réfugié dans les âmes : c'est le désert. Il est trop tard pour *montrer*, trop tôt pour *créer* ; le peintre est en enfer ; quelque chose naît, une damnation nouvelle : le génie, cette incertitude, ce désir fou de traverser la Nuit du monde et de la contempler du dehors et de l'écraser contre les murs, sur les toiles, en la balayant de clartés inconnues. Le génie, mot nouveau en Europe, conflit du relatif et de l'absolu, d'une présence bornée et d'une absence infinie. Car le peintre sait bien qu'il ne sortira pas du monde ; et puis, quand même il en sortirait, il emporterait partout ce néant qui le transperce : on ne dépasse pas la perspective tant qu'on ne s'est pas donné le droit de créer d'autres espaces plastiques.

Michel-Ange meurt hanté, résumant son désespoir et son mépris par ces deux mots : péché originel. Le Tintoret ne dit rien ; il truque : s'il s'avouait sa solitude, il ne la supporterait pas. Mais par cette raison même, nous pouvons comprendre qu'il en souffre plus que personne : ce faux bourgeois travaillant pour des bourgeois n'a pas même l'alibi de la gloire. Voici le nœud de vipères : un petit teinturier frétille, atteint de cette névrose caractérielle qu'Henri Jeanson a si bien nommée « l'effrayante santé morale de l'ambitieux » ; il se propose des objectifs modestes : s'élever au-dessus de son père par l'exploitation judicieuse de ses dons, s'imposer sur le marché en flattant les goûts du public. Arrivisme allègre, savoir-faire, promptitude, talent, rien ne manque et tout est rongé par une lacune vertigineuse, par l'Art sans Dieu. Cet Art est laid, méchant, nocturne, c'est l'imbécile passion de la partie pour le tout, c'est un vent de glace et de ténèbres qui souffle à

travers les cœurs troués. Aspiré par le vide, Jacopo s'engouffre dans un voyage immobile, dont il ne reviendra jamais.

Le génie n'est pas : c'est l'audace honteuse du néant ; le petit teinturier, lui, existe et connaît ses limites : ce garçon de bon sens veut stopper l'accroc. Ce qu'il réclame, c'est une modeste plénitude : qu'a-t-il à faire de l'infini ? Et comment s'avouerait-il que le moindre coup de pinceau suffit à récuser ses juges ? Son ambition tenace et mesquine s'effilocherait dans la Nuit du Non-Savoir. Ce n'est pas sa faute, après tout, si la peinture est un chien perdu sans collier : plus tard il se trouvera des fous pour se réjouir de leur délaissement ; au milieu du XVI^e^ siècle, la première victime de la perspective monoculaire cherche d'abord à couvrir le sien. Travailler seul et pour rien, c'est à mourir de peur. Il faut des arbitres. À tout prix. Un jury d'honneur. Dieu s'est tu, reste Venise : Venise qui comble les trous, colmate les poches, bouche les issues, arrête les hémorragies, les fuites. Dans la République des Doges, les bons sujets doivent compte à l'État de toutes leurs activités ; s'ils se trouvent peindre, c'est pour orner la cité. Jacopo se remet dans les mains de ses concitoyens ; ils se font de l'Art une certaine idée fort académique qu'il adopte avec empressement. D'autant plus qu'il l'a toujours eue ; on le lui a dit dès sa petite enfance, il l'a cru : la valeur des artisans se mesure au nombre et à l'importance des commandes qu'on leur passe, des honneurs qu'on leur rend. Il cachera son génie sous son arrivisme et tiendra la réussite sociale pour l'unique signe évident de la victoire mystique. Sa mauvaise foi crève les yeux ; sur terre, il fait une belote et triche ; et puis il y a ce coup de dés qu'il lance au ciel sans tricher : or, s'il gagne ici-bas avec tous ces as qu'il sort de sa manche, il ose prétendre qu'il aura gagné là-haut ; s'il vend ses toiles, c'est qu'il y aura piégé le monde. Mais qui pourrait la lui reprocher, sa grosse malice : le divorce de l'artiste et du public, c'est le XIX^e^ siècle qui l'a prononcé ; au XVI^e^, il est *vrai* que la peinture devient folle : elle a

cessé d'être un sacrifice religieux ; mais il n'est *pas moins vrai* qu'elle se rationalise : elle demeure un service social. Qui donc oserait dire, à Venise : « Je peins pour moi-même, je suis mon propre témoin » ? Et ceux qui le disent aujourd'hui, est-on sûr qu'ils ne mentent pas ? Tout le monde est juge, personne n'est juge : allez donc vous arranger de cela. Le Tintoret semble plus malheureux que coupable : son art déchire l'époque d'un trait de feu, mais il ne peut le voir qu'avec les yeux de son temps. Reste qu'il a choisi son enfer : d'un seul coup le fini se referme sur l'infini, l'ambition sur le génie, Venise sur son peintre qui n'en sortira plus. Mais l'infini captif ronge tout : l'arrivisme raisonnable de Jacopo devient une frénésie : il ne s'agissait que de parvenir, il faut *prouver* à présent. Accusé volontaire, le malheureux s'est engagé dans un procès sans fin ; il assurera lui-même sa défense, il fait de chaque tableau un témoin à décharge, il plaide, il ne cesse de plaider : il y a cette ville à convaincre, avec ses magistrats, ses bourgeois qui décideront seuls et sans appel de son avenir mortel et de son immortalité. Or c'est lui-même, lui seul qui a opéré cet étrange amalgame ; il fallait choisir : être son propre recours, légiférer sans appel ou transformer la République sérénissime en un tribunal absolu. Cela dit, il a fait le seul choix qu'il pouvait faire. Pour son malheur. Comme je comprends l'indifférence qu'il témoigne au reste de l'univers ! Qu'a-t-il besoin de suffrages allemands ou même florentins ? Venise est la plus belle, la plus riche, elle possède les meilleurs peintres, les meilleurs critiques, les amateurs les plus éclairés : c'est *ici* qu'il faut jouer la partie, sans reprendre un seul coup ; *ici*, dans un couloir de briques, entre un mince galon de ciel et l'eau morte, sous l'absence flamboyante du soleil, l'Éternité sera gagnée, perdue, en une seule vie, pour toujours.

Soit, dira-t-on. Mais pourquoi tricher ? Pourquoi se parer des plumes du Véronèse ? S'il veut éblouir par son génie, pourquoi

l'éteindre si souvent ? Et pourquoi se donner des juges, si c'est pour les corrompre et pour les duper ?

Pourquoi ? Parce que le tribunal est prévenu, la cause perdue, la sentence rendue et parce qu'il le sait. En 1548, il demande à Venise de cautionner l'infini ; elle s'effraye et refuse. Quelle destinée ! Abandonné de Dieu, il doit truquer pour se choisir des juges ; quand il les a trouvés, il faut tricher pour obtenir l'ajournement du procès. Il passera sa vie à les tenir en haleine, tantôt fuyant, tantôt se retournant sur eux pour les aveugler. Tout est là : la peine et la hargne, l'arrogance, la souplesse, le travail furieux, la rancune, l'orgueil implacable et l'humble désir d'être aimé. La peinture du Tintoret c'est d'abord la liaison passionnelle d'un homme et d'une ville.

UNE TAUPE AU SOLEIL

Dans cette histoire de fous, la ville paraît encore plus folle que l'homme. Elle a su honorer tous ses peintres : pourquoi témoigner à celui-là, le plus grand de tous, cette méfiance rechignée, cette morosité ? Eh bien, tout simplement, parce qu'elle en aime un autre.

La Sérénissime a faim de prestige : ses vaisseaux ont fait longtemps sa gloire ; lasse, un peu déchue, elle s'enorgueillit d'un artiste. Le Titien vaut une flotte à lui seul : aux tiares, aux couronnes, il a dérobé des flammèches pour se tresser une auréole. Sa patrie d'adoption admire en lui *d'abord* le respect qu'il inspire à l'Empereur : dans la lumière sacrée, encore terrible mais parfaitement inoffensive qui s'entortille autour de ce crâne, elle prétend reconnaître sa propre gloire. Le peintre des rois ne peut être que le roi des peintres : la Reine des mers le tient pour son fils et retrouve grâce à lui un peu de majesté ; elle lui a donné autrefois un métier, une réputation, mais quand il travaille, le droit divin fuse à travers la cloison et rayonne

jusqu'à Saint-Marc, elle sait alors qu'il lui rend au centuple ce qu'il a reçu d'elle : c'est un Bien national. Au surplus, cet homme a la longévité des arbres, il dure un siècle, et se transforme doucement en Corps constitué. La présence de cette académie à un seul membre, née avant eux, bien décidée à leur survivre démoralise les jeunes, elle exaspère et décourage leurs ambitions : ils s'imaginent que leur ville a le pouvoir d'immortaliser tout vif et qu'elle a réservé cette faveur au seul Titien. Victime de ce malentendu, le Tintoret – sous ce fallacieux prétexte : je le vaux bien –, réclame qu'elle fasse de lui l'égal de son illustre devancier. Mais la valeur n'est pas en cause : on ne demande pas aux républiques ce qui appartient de droit aux monarchies héréditaires. Jacopo se trompe quand il reproche à la Cité des Doges de faire converger tous ses projecteurs sur le baobab du Rialto ; c'est tout le contraire : un faisceau lumineux dont la source est à Rome ou à Madrid, hors les murs, en tout cas, frappe ce vieux tronc, rejaillit sur Venise, l'arrache à ses pénombres ; de l'éclairage indirect, en quelque sorte. Et je me trompais aussi, moi qui pensais d'abord intituler ce chapitre : À l'ombre du Titien. *Car le Titien ne fait pas d'ombre.* Qu'on réfléchisse à ceci : à la naissance de Jacopo, le Vieux a quarante et un ans ; il en a soixante-douze lorsque son cadet tente pour la première fois de s'affirmer. Ce serait le moment de céder la place, il y aurait de la bonne grâce à mourir. Rien à faire ! Cet increvable monarque règne encore vingt-sept ans ; quand il disparaît, centenaire, il a le suprême bonheur de laisser une *Pietà*[43] inachevée, comme font les jeunes espoirs fauchés. Pendant plus d'un demi-siècle, Tintoret-la-Taupe détale dans un labyrinthe aux murs éclaboussés de gloire ; jusqu'à cinquante-huit ans, cette bête nocturne est traquée par les sunlights, aveuglée par l'implacable célébrité d'un Autre. Quand cet éclat s'éteint, Jacopo Robusti est bien assez vieux pour faire un mort. Il s'obstine à survivre au tyran ; mais il n'y gagnera rien : l'adresse du Titien fut de cumuler

deux fonctions contradictoires et de se faire employé de cour en gardant l'indépendance d'un petit patron ; cette heureuse conjoncture ne se retrouvera pas souvent dans l'Histoire. Nous en sommes bien loin, en tout cas, avec le Tintoret qui a mis tous ses œufs dans le même panier. Allez voir les deux tombes : vous saurez ce qu'il peut lui en coûter aujourd'hui encore d'avoir préparé sa patrie à tout. On a enseveli le cadavre radioactif du Vieux sous une montagne de saindoux, à Santa Maria dei Frari[44], véritable cimetière de doges ; le corps du Tintoret repose sous une dalle, dans la confuse ténèbre d'une église de quartier[45]. Pour ma part, je trouve cela fort bon ; au Titien le saindoux, le sucre et le nougat : c'est son châtiment poétique et je trouverais meilleur encore qu'on l'eût enterré à Rome, sous le monument de Victor Emmanuel, le plus hideux de toute l'Italie après la gare centrale de Milan ; à Jacopo, les honneurs de la pierre nue : son nom suffit. Mais, puisque cette opinion m'est strictement personnelle, je comprendrais qu'un voyageur agacé demandât des comptes à Venise : « Est-ce donc là, ville ingrate, tout ce que tu as pu faire pour le meilleur de tes fils ? Pourquoi, cité mesquine, entourer d'une rampe de feu cet opéra titianesque, l'*Assomption*[46], et plaindre si méchamment l'électricité aux toiles de Robusti ? » La réponse de Venise, je la connais : on la trouve, dès 1549, dans la correspondance de l'Arétin : « Si Robusti veut qu'on l'honore, que ne peint-il comme Vecellio ? » Ce refrain, Jacopo l'entendra tous les jours de sa vie, on le répétera devant chacune de ses toiles, après comme avant sa mort, on le répète encore aujourd'hui : « Où s'égare-t-il ? Pourquoi s'éloigne-t-il de la Voie royale puisqu'il a eu la chance de la trouver trouée ? Notre grand Vecellio a porté la peinture à une si haute perfection qu'il n'y faut plus toucher : ou bien les nouveaux venus mettront leurs pas dans ceux du Maître ou bien l'Art retombera dans la barbarie. » Capricieux Vénitiens ! Bourgeois inconséquents ! Le Tintoret est *leur* peintre ; il leur montre

ce qu'ils voient, ce qu'ils sentent : ils ne peuvent pas le souffrir ; le Titien se moque d'eux : ils l'adorent. Le Titien passe le meilleur de son temps à tranquilliser les princes, à leur certifier par ses toiles que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. La discorde n'est qu'une apparence, les pires ennemis sont secrètement réconciliés par les couleurs de leurs manteaux. La violence ? Un ballet dansé sans trop de conviction par de faux durs aux tendres barbes de laine : voilà les guerres justifiées. L'art du peintre touche à l'apologétique, devient Théodicée : la souffrance, l'injustice, le mal n'existent pas ; le péché mortel non plus : Adam et Ève n'ont fauté que pour avoir l'occasion de connaître et de nous faire connaître qu'ils étaient nus. Dans un grand geste à quatre branches, noble et mou, Dieu penché en avant, du haut du ciel, et l'Homme, renversé en arrière, se tendent les bras. L'ordre règne : domptée, asservie, la perspective respecte les hiérarchies ; des accommodements discrets ménagent aux rois, aux saints les meilleures places. Si quelqu'un s'égare au loin, dans les brouillards d'un terrain vague, sous les quinquets fumeux d'un mauvais lieu, ce n'est jamais par hasard : cette pénombre correspond à l'obscurité de sa condition ; au surplus elle est nécessaire pour aviver les clartés du premier plan. Le pinceau feint de raconter un événement et retrace une cérémonie ; sacrifiant le mouvement à l'ordre et le relief à l'unité, il caresse les corps plus qu'il ne les modèle ; de tous les barbus qui ovationnent l'*Assomption*, aucun n'existe par lui-même ; le groupe est apparu d'abord avec ses bras levés, avec ses jambes : un buisson qui flambe ; après quoi la substance s'est affectée de quelque diversité en produisant ces figures passagères qui se détachent à peine sur le fond collectif et qu'elle peut à chaque instant résorber : telle est la condition du menu peuple ; le Titien réserve aux Grands l'individualité. Encore prend-il soin d'arrondir leurs angles : le relief isole, éloigne, c'est un pessimisme ; le courtisan, optimiste par état, l'indique, l'embrume et

met toutes les couleurs à chanter ensemble la gloire de Dieu. Après quoi, il se met à lécher sa toile : grattages et polissages, laques et vernis. Il n'épargnera rien pour cacher son travail ; il finit par s'escamoter : on entre dans un tableau désert, on marche au milieu des fleurs, sous un juste soleil, le propriétaire est mort ; le promeneur est si seul qu'il s'oublie et disparaît, reste la plus grande trahison, la Beauté.

Pour une fois, le traître a l'excuse de croire à ce qu'il fait : ce n'est pas un homme de la ville mais un paysan parvenu ; quand il fait son entrée à Venise, il arrive de la campagne et de l'enfance, du fond du Moyen Âge. Ce cul-terreux nourrit depuis longtemps un amour populaire et révérencieux pour les seigneurs ; il traverse la bourgeoisie sans la voir et rejoint au ciel ses vrais maîtres, d'autant plus assuré de leur plaire qu'il les respecte plus sincèrement. On répète volontiers qu'il se tenait secrètement pour leur égal : je n'en crois rien. D'où lui serait venue la lumière ? C'est un vassal : anobli par la gloire que les rois seuls peuvent dispenser, il leur doit tout, même son orgueil : pourquoi voudrait-il le retourner contre eux ? Son insolent bonheur, la hiérarchie des pouvoirs et la beauté du monde ne sont à ses yeux qu'une réciprocité de reflets ; avec la meilleure foi du monde il met les techniques bourgeoises de la Renaissance au service de la féodalité : il a volé l'outil.

Pourtant, bourgeois et patriciens l'admirent : aux technocrates de Venise il donne un alibi ; il parle de bonheur, de gloire, d'harmonie préalable au moment où ils font les efforts les plus louables pour se masquer leur déchéance. Tous les marchands – qu'ils soient nobles ou roturiers –, s'enchantent de ces toiles béates qui leur reflètent la quiétude des rois. Si tout va pour le mieux, si le mal n'est qu'une belle apparence, si chacun garde pour toujours sa place héréditaire dans la hiérarchie divine et sociale, c'est que rien ne s'est produit depuis cent ans : les Turcs n'ont pas pris Constantinople, Colomb n'a pas découvert

l'Amérique, les Portugais n'ont pas même rêvé de faire le *dumping* des épices ni les puissances continentales de se coaliser contre la Sérénissime. On avait cru que les Barbaresques encombraient les mers, que la source africaine des métaux précieux s'était tarie, que la rareté de la monnaie, pendant la première moitié du siècle, avait ralenti les transactions et puis, tout à coup, que l'or péruvien dévalant torrentueusement du château d'eau espagnol avait renversé le mouvement, provoqué l'ascension des prix, noyé le marché : ce n'était qu'un songe ; Venise règne toujours sur la Méditerranée, elle est au faîte de la puissance, de la richesse, de la grandeur. En d'autres mots, ils veulent la Beauté, ces inquiets, parce qu'elle rassure. Je les comprends : j'ai pris l'avion deux cents fois, sans m'y habituer, je suis trop vieux rampant pour trouver normal de voler ; de temps en temps la peur se réveille – tout particulièrement lorsque mes compagnons sont aussi laids que moi ; mais il suffit qu'une belle jeune femme soit du voyage ou un beau garçon ou un couple charmant et qui s'aime : la peur s'évanouit ; la laideur est une prophétie : il y a en elle je ne sais quel extrémisme qui veut porter la négation jusqu'à l'horreur. Le Beau paraît indestructible ; son image sacrée nous protège : tant qu'Il demeurera parmi nous, la catastrophe n'aura pas lieu. Ainsi de Venise : cette ville commence à craindre de s'effondrer dans la vase des lagunes ; elle imagine de se sauver par la Beauté, cette légèreté suprême ; de ses palais et de ses toiles, elle prétend faire des bouées et des flotteurs. Ceux qui assurent le succès du Titien, ce sont les mêmes qui désertent la mer, qui fuient le désenchantement dans les orgies, qui préfèrent aux profits du négoce la sécurité de la rente foncière.

Le Tintoret naît dans une ville bouleversée ; il a respiré l'inquiétude vénitienne, elle le ronge, il ne sait peindre qu'elle. S'ils étaient à sa place, ses critiques les plus sévères n'agiraient pas autrement. Mais, justement, ils n'y sont pas : cette inquiétude, ils ne peuvent s'empêcher

de la ressentir mais ils ne veulent pas qu'on la leur montre ; ils condamnent les tableaux qui la *représentent*. Le malheur a voué Jacopo à se faire sans le savoir le témoin d'une époque qui refuse de se connaître. Cette fois nous découvrons d'un seul coup le sens de cette destinée et le secret des rancunes vénitiennes. Le Tintoret déplaît à tout le monde : aux patriciens parce qu'il leur révèle le puritanisme et l'agitation rêveuse des bourgeois ; aux artisans parce qu'il détruit l'ordre corporatif et révèle, sous l'apparente solidarité professionnelle, le grouillement des haines et des rivalités ; aux patriotes parce que l'affolement de la peinture et l'absence de Dieu leur découvrent, sous son pinceau, un monde absurde et hasardeux où tout peut arriver, *même* la mort de Venise. Au moins, dira-t-on, ce peintre embourgeoisé plaît-il à sa classe d'adoption. Eh bien non ! la bourgeoisie ne l'accepte pas sans réserves ; toujours il la fascine mais souvent il l'effraye. C'est qu'elle n'a pas conscience d'elle-même. Messire de Zignioni rêvait de trahir, sans doute ; il cherchait obscurément le moyen d'accéder au patriciat, bref, de fuir cette réalité bourgeoise qu'il contribuait malgré lui à faire : ce qui lui répugne le plus dans les tableaux de Robusti, c'est leur radicalisme et leurs vertus démystifiantes. Bref, il faut récuser à tout prix ce témoignage, présenter la tentative du Tintoret comme un échec, nier l'originalité de sa recherche, *se débarrasser de lui.*

Voyez plutôt ce qu'on lui reproche : *d'abord* de travailler trop vite et de laisser voir partout sa main ; on veut du léché, du fini, surtout *de l'impersonnel* : si le peintre se montre, il se conteste ; s'il se conteste, il met le public en question ; Venise impose à ses artistes la maxime des puritains : *no personal remarks*, elle prendra bien soin de confondre le lyrisme de Jacopo avec la hâte d'un fournisseur surmené qui bâcle l'ouvrage. Et puis il y a ce ragot de Ridolfi [47] : le Tintoret aurait écrit sur les murs de son atelier : « La couleur du Titien et le modelé de Michel-

Ange. » C'est imbécile : on trouve la formule pour la première fois, très tard, sous la plume d'un critique d'art vénitien sans aucune référence à Robusti. En fait, celui-ci n'a pu connaître les œuvres de Michel-Ange que par les reproductions de Daniele de Volterra[48] : donc, en 1557, *au plus tôt*. Et pour qui le prend-on ? Croit-on qu'il se consacrerait *sérieusement* à doser cette absurde potion ? En fait, c'est une rêvasserie de l'époque : devant le danger espagnol, les cités du Nord et du Milieu songent à se liguer : trop tard. Mais l'éveil d'une conscience nationale vite rendormie ne sera pas sans exercer, passagèrement, son influence sur les Beaux-Arts. « Michel-Ange et le Titien », cela veut dire Florence et Venise ; comme elle serait belle, la peinture unifiée !

Rien de grave comme on voit : ce songe est inoffensif tant qu'il reste celui de tous. Mais ceux qui prétendent y voir l'obsession du *seul* Robusti, il faut qu'ils aient voulu déchirer cet artiste en logeant au cœur de son art un cauchemar explosif. La couleur, c'est Jean qui rit ; le modelé, Jean qui pleure. Ici l'unité, là, un risque permanent de désordre. D'un côté l'harmonie des sphères ; de l'autre, le délaissement. Les deux Titans du siècle se jettent l'un sur l'autre, s'étreignent, veulent s'étouffer, Jacopo c'est le théâtre des opérations. Et tantôt le Titien gagne une manche, mais de justesse, tantôt Michel-Ange l'emporte péniblement. De toute façon, le vaincu garde assez de force pour gâcher le triomphe du vainqueur : le résultat de cette victoire à la Pyrrhus, c'est un tableau raté. Raté par excès : le Tintoret apparaît aux contemporains comme un Titien devenu fou, dévoré par la sombre passion de Buonarroti, secoué par la danse de Saint-Guy. Un cas de possession, un curieux dédoublement. En un sens, Jacopo n'existe pas, sinon comme champ de bataille ; en un autre sens, c'est un monstre, une malfaçon. La fable de Vasari s'éclaire d'un jour singulier : Adam Robusti a voulu goûter aux fruits de l'arbre de science et l'archange Tiziano, index tendu, ailes battantes, l'a chassé du

Paradis. Avoir ou porter la poisse, aujourd'hui encore, c'est tout un en Italie. Si vous avez eu récemment des ennuis financiers, un accident de voiture, une jambe cassée, si votre femme vient de vous quitter, n'espérez pas qu'on vous invite à dîner : une maîtresse de maison n'ira pas de gaieté de cœur exposer ses autres convives à la calvitie précoce, au rhume de cerveau ou, dans les cas extrêmes, à se rompre le cou sur les marches de son escalier. Je connais un Milanais qui a le mauvais œil ; cela s'est découvert l'an dernier : il n'a plus un ami et fait ses repas lui-même, à la maison. Tel est Jacopo : jeteur de sort parce qu'on lui en a jeté. Ou, peut-être, à sa mère quand elle le portait. En fait, la *jettatura* vient de Venise, inquiète, maudite, elle a produit un inquiet, elle maudit en lui sa propre inquiétude. Le malheureux aime au désespoir une ville qui désespère et qui n'en veut pas convenir : cet amour fait horreur à l'objet aimé. Sur le passage du Tintoret, on s'écarte : il sent la mort. C'est parfaitement exact. Mais qu'est-ce qu'elles sentent d'autre, les fêtes patriciennes et la charité bourgeoise, et la docilité du peuple ? les maisons roses aux caves inondées, aux murs zébrés par la course horizontale des rats ? Qu'est-ce qu'ils sentent, les canaux croupis avec leurs cressons de pissotière et ces moules grises, dans la gangue sous les quais d'un infâme mastic ? Au fond d'un rio, il y a une bulle, collée à l'argile, le remous des gondoles la détache, elle monte à travers l'eau terreuse, affleure à la surface, tourne, scintille, crève en lâchant une vesse et tout crève avec elle : les nostalgies bourgeoises, la grandeur de la République, Dieu et la peinture italienne.

Le Tintoret a mené le deuil de Venise et d'un monde ; mais, quand il est mort, personne n'a mené son deuil et puis le silence s'est fait, des mains hypocritement pieuses ont tendu ses toiles de crêpe. Arrachons ce voile noir, nous trouverons un portrait, cent fois recommencé. Celui de Jacopo ? Celui de la Reine des mers ? Comme il vous plaira : la ville et son peintre n'ont qu'un seul et même visage.

Novembre 1957

NOTES DE L'AUTEUR

a. Ridolfi prétend même que la Scuola San Marco refusa la toile et que Tintoret dut la ramener chez lui.

b. Elle est au Louvre. Le plus drôle, c'est qu'il s'y est inspiré du *vrai* Robusti.

c. Celui-là même qui vaccine les villes italiennes contre la maladie luthérienne et qui amène l'Italie à faire sa propre révolution religieuse sous le nom de Contre-Réforme.

d. Jules Vuillemin (cf. *Les Temps Modernes* n° 102 *[La personnalité esthétique du Tintoret]*).

e. Eugenio Battista, dans un excellent article sur Michel-Ange publié dans *Epoca* (25 août 1957).

f. Ridolfi, trompé par la ressemblance des styles, dit que le tableau fut peint *in concorrenza con il Pordenone.*

g. Vuillemin, *op. cit. T.M.*, p. 1974. Cf. aussi Tietze, p. 372, et Newton, p. 72.

QUAND LA POLICE FRAPPE LES TROIS COUPS…

Publié dans France-Observateur *du 5 décembre 1957, repris dans* Situations, VII.

Sous un titre évoquant à la fois les traditionnels trois coups frappés juste avant le début d'une représentation et l'intervention de la police, Sartre expose comment la politique entrave la création théâtrale à Paris en cette fin d'année 1957. Le 19 novembre 1957, la première de La Reine de Césarée *de Robert Brasillach a été perturbée par des manifestations d'associations d'anciens résistants et de déportés, qui considéraient que jouer un auteur fusillé en 1945 pour collaboration était une provocation. Les représentations suivantes donnèrent également lieu à des troubles que la presse de droite condamna. Interdite dans un premier temps,* La Reine de Césarée *put rapidement être jouée à nouveau selon la formule des invitations payantes qui évitait un public hostile.*

À ce faux-semblant de censure Sartre oppose celle exercée au même moment contre Le Balcon *de Jean Genet que renoncent à monter un producteur de renom, Lars Schmidt, un grand metteur en scène, Peter Brook, une grande actrice, Marie Bell, dans un grand théâtre, le Théâtre Antoine, dirigé par Simone Berriau.*

Sartre rappelle d'autres pièces interdites ou jouées dans la semi-clandestinité et montre que les interdits sont surtout prononcés contre le théâtre de gauche.

La liberté est en danger ; la haine aveugle des résistants, déportés et fils de déportés[1] s'est déchaînée contre *La Reine de Césarée*[2] et contre deux pauvres femmes, Mmes Roubé-Jansky et Cocéa[3] qui ont dû faire

face à la meute, toutes seules, abandonnées de tous et même de la force publique. Pour finir, en effet, le préfet a capitulé devant la rue. M. Marcabru[4], dans *Arts*, a manifesté son émotion démocratique. *Le Figaro*, au nom des droits de l'homme, a condamné cette nouvelle démission du gouvernement ; J.-J. Gautier[5] a vu la pièce et se porte garant de sa moralité. Dans une interview, Mme Cocéa nous apprend qu'elle est ruinée : pour pouvoir jouer, enfin, un rôle qu'elle aimait, elle avait mis ses bijoux au Mont-de-Piété.

Rien de neuf, comme on voit. C'est la pantalonnade ordinaire, et nous reconnaissons nos gens, prisonniers de leurs rôles jusqu'à la mort, mais bien divertissants. Ce qui est neuf – pas *si* neuf – c'est qu'une certaine gauche, celle dont nous sommes, celle que nous aimons, soit montée sur les planches pour représenter le barbon dupé. Qu'elle est embarrassée cette gauche ! Une fois de plus coincée entre les grands ciseaux qu'on a faits tout exprès pour elle : pas de liberté pour les ennemis de la liberté – liberté pour tous, même pour les ennemis de la liberté.

Je crois avoir lu tous les articles qu'on a consacrés à cette affaire : jusqu'à *L'Express* exclusivement, on fait bloc ; à partir de *L'Express*[6], chacun se débrouille comme il peut. Les durs de la démocratie, au *Canard Enchaîné*[7], ont récrit à leur insu l'article de Marcabru ; les démocrates de la tendresse se réfugient dans la sensibilité : « Oh ! non, pas de violence ! Mais ces déportés, tout de même, ces fils de déportés, comprenons qu'il faut les comprendre. » Triste argument ; les Scapins de droite regardent et froncent le sourcil : ni la douleur ni le mérite ne peuvent légitimer un attentat contre la liberté.

Ils ont parfaitement raison. À une seule condition, *c'est que cette liberté existe*. Voilà le fond de l'affaire. Ces ciseaux sont de faux ciseaux ; vieille scapinade : mais encore bonne puisque nous marchons toujours. On commence par nous faire le coup de l'universel. « Vous qui avez

protesté quand la pièce de Vailland[8] a été interdite, protestez d'autant plus quand on interdit celle d'un fasciste ou reconnaissez franchement que vous avez deux poids et deux mesures. » À ce moment précis, la fantasmagorie commence : en nous demandant si gentiment d'appliquer nos propres principes, la droite nous convainc que la démocratie est un état de fait et qu'il suffit de s'entendre pour la conserver. Dans toute cette polémique, les adversaires semblent s'accorder sur un point : à condition d'avoir un minimum de talent et de se conformer à quelques prescriptions très générales – et parfaitement admissibles – du Code, un auteur dramatique, quel qu'il soit, peut s'exprimer librement sur la scène française ; s'il déplaît, les gens n'iront pas l'entendre, voilà tout. Bien sûr, il y a parfois du remous, du vacarme : mais la vigilance démocratique du *Canard* et du *Figaro* unis finira par rétablir le calme.

Pour ce qui est de l'universel, je n'ai rien à dire ici, sauf qu'il n'est réalisé nulle part, pas même dans l'esprit des universalistes, que notre tâche est de le faire *à travers* des particularismes qui se combattent et ne s'entendent que pour le nier : chaque fois que nous agissons, ou que nous jugeons comme si son règne était déjà commencé, nous sommes dupes et coupables ; en tout cas, nous siégeons au plafond, au-dessus de la mêlée. Quant à la liberté d'expression, c'est une autre affaire : puisqu'on la prétend menacée, il ne serait peut-être pas inutile de se demander si elle existe.

Dans un livre, sous certaines réserves, et en prenant parfois quelques risques, on peut encore dire ce qu'on veut. Ou à peu près. En tout cas, l'auteur est d'autant plus libre que le sujet est plus technique ou que l'ouvrage est plus cher. Mais je n'en dirai pas autant des revues et des hebdomadaires ; quant aux journaux, ils sont soumis ou traqués : les quotidiens d'opposition, toujours sous la menace de saisies ruineuses, sont à la merci d'un gouvernement qui profite de leurs

embarras financiers pour les ruiner ; si cela ne suffit pas, la loi sur « la démoralisation de la nation et de l'armée » permet d'arrêter n'importe qui, n'importe quand, pour n'importe quoi. En face de cette presse impuissante et en résidence surveillée, la radio d'État et le cinéma jouissent de la calme béatitude qui visite parfois les demeurés : pour les protéger contre les tentations de la liberté, on les a décervelés dès la petite enfance. Et l'on voudrait que le théâtre fût libre ?

Je reconnais qu'il est moins dangereux que les *mass media* : c'est que le prix des places sélectionne la clientèle ; ce premier tri épargne beaucoup d'ennuis à la police en écartant des spectacles dramatiques les deux tiers de la population parisienne. À la faveur d'un certain désordre, on pouvait encore, il y a trois ou quatre ans, représenter sur des scènes de fortune des œuvres indépendantes. Fini : les Noctambules, le Théâtre de Babylone, d'autres encore, ont fermé leurs portes : grâce à quoi le gouvernement a réalisé une fructueuse opération : au Théâtre de l'Alliance Française[9], il truste les jeunes auteurs, par personnes interposées. Cela veut dire qu'ils sont à sa main ; ceux qui bronchent, on ne les joue pas. *Les Coréens*, de Vinaver[10], il s'en est fallu d'un rien que Paris n'en entende même pas parler : nous avons eu la chance qu'un message, envoyé d'un ministère à un autre, s'égarât dans un trou.

Aujourd'hui, le système est au point et il a suffi d'une seule lettre pour arrêter net la production d'une des meilleures pièces d'un de nos meilleurs auteurs. L'accident qui permit un jour à Georges Arnaud[11] de faire représenter *Les Aveux les plus doux*, toutes les précautions sont prises pour qu'il ne se reproduise plus. Tout est bloqué, coincé, contrôlé : d'un bout à l'autre de Paris, et de théâtre en théâtre, la droite dialogue avec elle-même devant un public de droite. Je comprends sans peine qu'elle défende la liberté d'expression : cette liberté c'est la sienne, elle est bâtie sur le silence qu'on nous impose,

mais je comprendrais moins bien, par contre, que *nous*, nous défendions cette démocratie-là. Seulement, voilà : il y a l'affaire Genet. Pouvons-nous défendre *Le Balcon*[12] si nous ne défendons pas *La Reine de Césarée* ? Eh bien, regardons-y de plus près. Nous verrons s'il résiste, le mirage aberrant de l'universel.

La Reine de Césarée traite de Bérénice et de Titus. En d'autres mots, d'une Juive et d'un « Aryen ». Un certain Paulin expose avec toute la conviction désirable les thèses du fascisme et de l'antisémitisme. On le rétorque, bien sûr, on ne se laisse pas si aisément convaincre : qu'est-ce que cela prouve ? Il faut bien dialoguer au théâtre. La direction a donné quelques coups de ciseaux dans le texte. Après ? Cela suffit-il à changer l'esprit d'une telle pièce, écrite en un tel moment, par un tel homme et sur un tel sujet ? Des citoyens, des associations ont protesté. Ici, Pierre Brisson[13] s'indigne et jette son encre comme la seiche pour tout enténébrer : « *Brasillach a payé.* » Pour moi, ces mots n'ont aucun sens. Cependant je lui ferai deux concessions : Brasillach n'était pas le plus coupable ; si on la considère à la lumière aveuglante de certaines impunités, on doit reconnaître que la peine de mort était trop sévère.

D'autre part, on l'a condamné pour son activité de journaliste et non pour avoir écrit *La Reine de Césarée*. Mais que vient faire ici Brasillach ? Est-ce lui qui a voulu faire jouer sa pièce ? S'il avait échappé aux poursuites, comme Déat, s'il avait, au bout de dix ans, bénéficié d'une amnistie, ou s'il était en prison, mais vivant, qui sait ce qu'il serait devenu, comment il aurait apprécié sa conduite passée, son œuvre, s'il aurait jugé cette représentation opportune ? Écrire en 1940 que les Juives, grasses et maigres, ne sont rien d'autre que de la vermine[14], c'est ignoble. Mais on peut au moins plaider que l'extermination systématique du peuple juif venait à peine de commencer, que ce jeune homme, arriviste et abstrait, répétait des mots d'ordre, sans en imaginer toutes les conséquences. Mais représenter en 1957 – et même

en supprimant la phrase – une pièce qui fait paraître de telles intentions quand nous n'ignorons plus rien des camps nazis et du sort qu'on y réservait à la « vermine », c'est une provocation si délibérée, si manifeste, que le véritable auteur, si criminel qu'il ait été, ne sert plus ici que de prête-nom. Ceux qui, autour de Mme Cocéa, ont pris la responsabilité d'entreprendre l'« opération Brasillach » et de ressusciter cette voix morte au moment où elle devenait le plus criminelle, croit-on qu'ils aient voulu servir la cause d'un martyr ? ou celle de l'Art pur ?

Ils s'en foutaient bien de Brasillach : la preuve, c'est qu'ils l'ont déshonoré pour la seconde fois en faisant condamner sa pièce par les fils et les frères des Juives grasses et maigres qui sont mortes dans les chambres à gaz. L'opération Brasillach n'a qu'un but : sonder l'opinion. On connaît les dissensions de la gauche, sa paralysie : cela ne suffit pas encore ; il faut savoir si elle n'aspire qu'à mourir en paix ou si elle est capable d'un sursaut – et pour combien de temps. Cette gauche a condamné Brasillach à mort : qu'on le ressuscite, s'il vient, en plein cœur de Paris, aux feux de la rampe et tous les soirs, avec l'invincible obstination d'un fantôme, faire l'apologie du racisme et du fascisme, si les anciens juges se taisent et si la bourgeoisie va l'applaudir, on fera deux ou trois sondages encore, un peu plus poussés, un peu plus saignants, et puis on passera aux choses sérieuses. Par une chance dont *toute la gauche* devrait se féliciter, il y a eu un coup d'arrêt. Très net : les sondeurs ont décidé que l'affaire n'était pas mûre.

Des *citoyens* ont protesté. Qu'ont fait les Pouvoirs publics ? En pareil cas, l'usage est d'interdire – cet usage s'est établi parce que les manifestants sont, à l'ordinaire, de droite. Donc la pièce est interdite. Mais sans l'être. Il y a eu des tractations, on s'est mis d'accord : on la donnerait en alternance avec d'autres spectacles, et le public viendrait « sur invitations privées ». Le coup des invitations privées, il y a beau

temps qu'on le connaît : tout le monde sera invité – en payant, naturellement. Sauf les manifestants. L'autre soir, pour la première de ces représentations intimes, une cinquantaine d'agents filtraient les spectateurs et surveillaient les alentours. On sera content de savoir que le préfet de police protège la liberté d'expression.

À la même date – ou presque – il la protégeait aussi au Théâtre de l'Œuvre où M. Fabre-Luce[15] présentait deux de ses pièces. M. Fabre-Luce a eu quelques ennuis autrefois, je le dis parce qu'il n'en a jamais fait mystère et qu'il s'en est longuement expliqué dans ses livres. C'est ce qui l'a poussé, je crois, à demander l'appui de la préfecture : le soir de la première, un car d'agents stationnait dans une rue voisine, quelques inspecteurs en bourgeois surveillaient la scène. Ce qu'on appelle un en-tout-cas. Voilà notre démocratie : le préfet de police protège les pièces de Brasillach et de Fabre-Luce contre les incartades de la population parisienne. Que les Durs de la Démocratie l'en félicitent : il nous force d'être libres et de tolérer librement la libre expression des doctrines fascistes.

Il y a quelques années, un commando pénétrait dans un théâtre qui donnait une pièce de Vailland. Ces hommes costauds et armés prirent tout leur temps et cassèrent proprement la gueule des acteurs. La police patrouillait dans les rues adjacentes ; elle entra dans la salle après leur départ et continua leur travail : en un instant les spectateurs se retrouvèrent au milieu de la chaussée. Le lendemain, on interdisait la pièce. Croyez-vous qu'on aurait cherché des accommodements ? Qu'on aurait toléré des « représentations privées » ? Un peu plus tard, sous le ministère de M. Laniel[16], Paris attendait les Ballets russes. Il n'y eut pas même besoin de manifestation : on fit entendre au gouvernement qu'il *pourrait y en avoir*. Les Ballets russes n'eurent pas l'occasion de donner des représentations privées : on les expulsa, voilà tout.

Mais pourquoi chercher si loin. Parlons plutôt de Genet. Sa pièce est belle. On l'a jouée en Angleterre, on la joue ou on la jouera à Berlin-Ouest, à Varsovie, à Stockholm, à New York[17]. Partout, sauf en France. Pourtant il avait trouvé son interprète : Marie Bell, la plus grande, peut-être, de nos artistes, aimait *Le Balcon* et voulait le jouer. Peter Brook, le célèbre metteur en scène anglais, s'était engagé à la monter. Enfin, il avait trouvé un commanditaire, M. Lars Schmidt, et une scène : Mme Berriau lui offrait le Théâtre Antoine[18], les répétitions allaient commencer. Seulement, voilà : l'histoire comportait un préfet de police et un bordel, l'un dans l'autre. On y voyait aussi un faux évêque, un faux juge et, comme toile de fond, une insurrection (dans un pays imaginaire). Chez Genet, le lieu et l'intrigue ne sont jamais que des moyens pour exprimer l'étrange rapport qui unit l'homme à lui-même, à son image, à son double, à ses gestes, à l'Autre. Ce qui fait l'intérêt de la pièce, c'est la ronde épuisante des reflets et non les circonstances, assez vagues, d'une insurrection d'ailleurs bien rassurante puisqu'elle échoue.

Œuvre de « gauche » ? Oui et non : elle ne s'inspire d'aucune conception politique ou sociale ; c'est une révolte, voilà tout. Immorale ? Sûrement : pour ceux qui aiment *La Reine de Césarée* ou qui « n'y voient rien de choquant ». Scandaleuse ? Oui, comme la chienne de vie que nous menons tous. Du reste, personne ne l'avait encore lue : mais le théâtre est bavard, les mots d'évêque ou de bordel, de préfet de police ou de révolution circulèrent et parvinrent enfin *où il fallait.* C'est ici que l'histoire commence. L'âme d'un commanditaire et l'âme d'une directrice sont deux roseaux, chacun tente vainement d'accoter sa faiblesse à celle de l'autre. Il suffit d'un souffle pour les courber. On souffla sur l'âme de M. Lars Schmidt, sur celle de Mme Berriau. On susurra au premier : « Vous êtes suédois, si jamais la pièce fait scandale, vous ne monterez plus jamais de spectacle à Paris », ce qui est

particulièrement divertissant quand on connaît nos directeurs de théâtre et le goût qu'ils manifestent pour l'argent des autres, d'où qu'il vienne. À l'autre, on a dit tout simplement : « Tous vos fauteuils y passeront ; le Tout-Paris vous montrera du doigt. »

Quand ces âmes parurent assez troublées, on ajouta négligemment : « Le préfet de police est un homme de bon conseil, pourquoi ne pas lui porter le manuscrit ? Il vous donnera officiellement son avis. » Qui, on ? Je le sais, je pourrais le dire, mais peu importe. Donc, le manuscrit fut envoyé au préfet. *À l'insu de l'auteur*, naturellement, et en l'absence du metteur en scène. Le préfet répondit avec beaucoup de modération qu'il n'avait pas qualité pour juger de la pièce et qu'au surplus il n'avait ni le droit ni l'envie d'exercer une censure préalable sur *Le Balcon*.

Cependant, au nom de sa vieille expérience, il pouvait prédire, sans crainte de se tromper, que des troubles graves se produiraient dès la première représentation et l'obligeraient, bien malgré lui, à suspendre le spectacle. On pourrait se demander pourquoi ces manifestations éventuelles ont tant ému la préfecture quand elle a montré tant de calme devant les manifestations réelles qu'a provoquées *La Reine de Césarée*. Mais, de toute façon, cet avis officieux n'est que le commencement d'une manœuvre plus ample : il fallait publier la panique et le découragement du Théâtre Antoine pour les communiquer comme une grippe à tous les théâtres parisiens. Ici se place l'interview-bouffe de *Paris-Presse* qui s'était chargé de transmettre le virus : on ne sait si Mme Berriau en fut victime ou complice, en tout cas le texte de Jean-François Devay[19] est clair :

« La directrice du Théâtre Antoine… dit fermement : "Je renonce à monter *Le Balcon*…" Et c'est pourquoi Paris ne verra jamais la pièce la plus scandaleuse qui soit jamais sortie de la plume de Jean Genet, poète et immoraliste professionnel… Ses meilleurs amis respirent, soulagés. *Ils craignaient le pire.* » Suit l'histoire du préfet de police et de l'avis

officieux qu'a donné son directeur de cabinet. On voit la mise en garde : Ne la montez *jamais*, vous êtes prévenus. Et l'on termine par un résumé tendancieux du *Balcon* dont le but avoué est de provoquer des manifestations. Beau travail. Les roseaux plient, mais se redressent : la directrice et le commanditaire ont brusquement compris qu'on les avait eus jusqu'à l'os. Donc, ils se redressèrent. Mme Berriau, de la même voix ferme, déclare aux journalistes qu'elle montera *Le Balcon*. C'est le moment le plus absurde de toute l'histoire : ces deux malheureux courent au suicide par fureur d'avoir été joués ; ils décident de représenter au Théâtre Antoine la pièce qu'ils ont coulée dans l'opinion publique. Heureusement, tout était prévu ; on les attendait là. Le scandale Brasillach, il fallait bien qu'il serve, n'est-ce pas ? Un conseiller municipal nommé M. Robert Castille fait cette déclaration au *Figaro*, qui l'encarte dans l'article que Gautier consacre à Brasillach : « M. Genebrier m'a déclaré qu'il avait déconseillé à Mme Berriau la représentation de ce spectacle. Or on nous laisse prévoir les représentations du *Balcon* en même temps que sont interdites celles de *La Reine de Césarée*. Tout commentaire serait superflu. » (*Figaro*, 20 novembre 1957.) Cette fois, l'on met les points sur les *i* : 1° un conseil du préfet de police *est un ordre* ; 2° tenez-vous pour dit qu'on ne vous laissera jamais jouer Genet.

Du coup, M. Lars Schmidt s'envole pour la Suède. On l'a blâmé. Je me demande pourquoi : nul n'a le droit de demander à un homme d'avoir à la fois du courage et de l'argent, sauf dans le cas particulier où le courage devient l'unique moyen de défendre l'argent. En cette circonstance, la peur était la meilleure défense. Brook est parti, écœuré, déclarant qu'il ne monterait plus aucun spectacle en France tant qu'il n'aurait pas le droit de mettre en scène *Le Balcon*. Marie Bell est inébranlable, comme toujours : elle jouera la pièce n'importe où, par fidélité à elle-même et à Genet. Mais le mal est fait : un préfet de

police, le poète qui dirige son cabinet, un conseiller municipal, *Le Figaro* et *Paris-Presse* ont délibérément créé une psychose obsessionnelle chez les directeurs de théâtre. *Le Balcon* est mort et enterré.

Voulez-vous comparer les deux affaires à présent ? Dans un pays sombre, paralysé, qui assiste dans la torpeur à la montée du fascisme, on organise en plein Paris une provocation soigneusement mesurée, et dont les conséquences seront politiques. Un groupe d'anciens résistants et déportés trouve assez d'énergie pour s'y opposer. Beaucoup sont membres de ligues et d'associations, c'est vrai ; mais ce sont, *avant tout*, des citoyens et leur réaction est à la fois civique et privée. Le gouvernement leur cède en apparence ; en fait, il favorise la reprise du spectacle sous une forme à peine modifiée. Ces manifestations sont une réussite ; elles ont montré, malgré tout, qu'il y avait des limites à notre passivité. Mais il faut reconnaître – ce qui n'a d'ailleurs aucune importance – qu'elles n'ont pas atteint leur objectif immédiat : on continue et on continuera à jouer *La Reine de Césarée*. Aux yeux de nos ministres, l'indignation de ces citoyens ne compte pas. Ce sont des Français de deuxième ordre.

D'autre part, à propos d'une pièce violente mais belle et sans contenu politique, le gouvernement, avec l'aide de la grande presse, tente et réussit ce coup de maître : le rétablissement déguisé de la censure préalable. Le résultat crève les yeux : on joue *La Reine de Césarée*, on ne jouera pas *Le Balcon*. Mais, dira-t-on, si quelqu'un avait l'audace ?… Si quelqu'un avait cette audace, il ne serait pas directeur de théâtre. Mme Roubé-Jansky a failli monter *Le Balcon* : en cas de danger, elle eût été seule au monde ; elle a eu le cœur de monter *La Reine de Césarée* : de son point de vue, elle a bien fait, et nous savons qu'elle n'est pas seule. Quant à l'affaire Genet, si puante qu'elle soit en elle-même, ses suites seront plus pestilentes encore ; la terreur se traduira chez les directeurs et chez quelques auteurs par l'autocensure.

La bourgeoisie trouvera enfin son vrai théâtre : un bavardage idiot et le silence dessous.

Où est-elle, la liberté d'expression ? Si vous voulez la trouver, cherchez où sont les cars de police : autour de l'Œuvre, autour du Théâtre des Arts. M. Fabre-Luce est libre, et ce n'est la faute de personne si sa pièce a librement disparu de l'affiche ; Mme Cocéa est libre. Genet ne l'est pas. Et s'il existait une pièce sur la guerre d'Algérie, une pièce « de gauche », croyez-vous que son auteur serait libre de la faire représenter ? Que vous seriez libre d'aller l'entendre ? Si vous pensez que l'épreuve est à faire, je signale, à toutes fins utiles, aux directeurs, que cette pièce existe, qu'elle est admirable et qu'elle a paru dans la revue *Esprit*. C'est : *Le Cadavre encerclé* de Kateb Yacine[20]. Attendons l'issue. Par contre, celui qui souhaite raconter en trente tableaux la vie héroïque du colonel Bigeard[21], qu'il téléphone à la préfecture et qu'il s'adresse au Théâtre Antoine, tout s'arrangera très vite. Est-ce donc si surprenant ? Le théâtre est aux mains de la grosse bourgeoisie. Il faut qu'il la serve ou qu'il crève. Or c'est elle qui se fascise chaque jour un peu plus : comment échapperait-il au triple contrôle qu'elle exerce sur lui, par le gouvernement, par la presse et par le porte-monnaie ? *Chaque fois* que la presse, les conseillers municipaux ou les députés défendent la liberté d'expression, il est absolument nécessaire que cette liberté tourne au profit de l'extrême droite. De fait, les babillages ordinaires n'ont pas besoin de liberté. Qu'en feraient-ils ? Quant aux pièces de gauche, quelle liberté réclameraient-elles ? D'abord, on en écrit de moins en moins et, bientôt, personne n'aura l'idée d'en faire : peut-on réclamer une liberté pour le néant ? Et, quand, par hasard, elles existent, le directeur les refuse *librement*. Voilà pourquoi nous devons nous arracher au piège de l'universel : se battre pour la liberté du théâtre, c'est lutter à la fois contre le monopole de la droite et pour les pièces de gauche, pour *Le*

Balcon et contre *La Reine de Césarée* ; et c'est aussi – avant tout – lutter pour la liberté du spectateur. La véritable liberté du théâtre commencera d'exister le jour où on l'aura arrachée des mains bourgeoises pour la donner à tous.

Décembre 1957

UNE VICTOIRE

Après avoir été arrêté le 12 juin 1957 et torturé pendant un mois, Henri Alleg, militant communiste et ancien directeur du journal Alger républicain*, publie le récit des sévices qu'il a subis avec la tristement fameuse gégène électrique, entre autres.* La Question *paraît en 1958 aux Éditions de Minuit. Le livre est immédiatement censuré puis réédité en Suisse, obtenant un grand succès, grâce au dévoilement des méthodes de l'armée française en Algérie. Sartre, déjà mobilisé pour soutenir les partisans algériens de l'indépendance, réagit en publiant « Une victoire » dans* L'Express *le 6 mars 1958, entraînant la saisie du journal. Malgré les protestations de plusieurs intellectuels tels qu'André Malraux, Roger Martin du Gard et François Mauriac auprès du président René Coty, la censure est maintenue et le débat sur la torture n'a pas lieu.*

Au travers de la lutte légitime d'un peuple pour son indépendance, le sujet de la torture provoque chez Sartre un engagement passionné. Sa révolte à l'égard de telles méthodes remonte aux années de l'Occupation. La torture des résistants par la Gestapo a non seulement suscité son indignation mais aussi une réflexion morale sur la responsabilité de ceux qui parlent ou non sous l'effet d'une telle violence. Ses pièces de théâtre en sont l'écho, Huis clos *qui se déroule dans l'enfer de l'accusation, et surtout* Morts sans sépulture *qui soulignait déjà le lien entre bourreaux et victimes.* Les Séquestrés d'Altona *mêlera à nouveau l'histoire du nazisme à la situation algérienne, le personnage principal ayant été aussi un tortionnaire. La dialectique hégélienne que Sartre développe à la fin de son texte sur* La Question *reprend sa réflexion sur le sadisme, dans* L'Être et le Néant, *qui soulignait à la fois l'échec du sadique et sa dépendance à l'égard de la victime. Dans le contexte politique algérien, il poursuit cette dialectique entre humain et inhumain par laquelle la lutte des sous-hommes ouvre sur une*

nouvelle humanité. La victoire d'Alleg qui n'a pas parlé sous la torture incarnerait aussi celle de l'humain à venir.

En 1943, rue Lauriston[1], des Français criaient d'angoisse et de douleur ; la France entière les entendait. L'issue de la guerre n'était pas certaine et nous ne voulions pas penser à l'avenir ; une seule chose nous paraissait en tout cas impossible : qu'on pût faire crier un jour des hommes en notre nom.

Impossible n'est pas français : en 1958, à Alger, on torture régulièrement, systématiquement, tout le monde le sait, de M. Lacoste[2] aux cultivateurs de l'Aveyron, personne n'en parle. Ou presque : des filets de voix s'effilochent dans le silence. La France n'était guère plus muette sous l'Occupation : encore avait-elle l'excuse de porter un bâillon. À l'étranger, on a déjà conclu : nous n'avons pas cessé de nous dégrader. Depuis 1939, selon les uns ; selon les autres, depuis 1918. C'est vite dit : je ne crois pas si facilement à la dégradation d'un peuple ; je crois à ses marasmes et à ses stupeurs. Pendant la guerre, quand la radio anglaise ou la presse clandestine nous avaient parlé d'Oradour[3], nous regardions les soldats allemands qui se promenaient dans les rues d'un air inoffensif et nous nous disions parfois : « Ce sont pourtant des hommes qui nous ressemblent. Comment peuvent-ils faire ce qu'ils font ? » Et nous étions fiers de nous parce que nous ne comprenions pas.

Aujourd'hui, nous savons qu'il n'y a rien à comprendre : tout s'est fait insensiblement par d'imperceptibles abandons, et puis, quand nous avons levé la tête, nous avons vu dans la glace un visage étranger, haïssable : le nôtre.

Plongés dans la stupeur, les Français découvrent cette évidence terrible : si rien ne protège une nation contre elle-même, ni son passé, ni ses fidélités, ni ses propre lois, s'il suffit de quinze ans pour changer

en bourreaux les victimes, c'est que l'occasion décide seule : selon l'occasion, n'importe qui, n'importe quand, deviendra victime ou bourreau.

Heureux ceux qui sont morts sans avoir jamais eu à se demander : « Si l'on m'arrache les ongles, parlerai-je ? » Mais plus heureux encore ceux qui n'ont pas été contraints, à peine quittée l'enfance, de se poser *l'autre* question : « Si mes amis, si mes frères d'armes, si mes chefs arrachent devant moi les ongles d'un ennemi, que ferai-je ? »

Les jeunes gens que les circonstances mettent au pied du mur, que savent-ils d'eux-mêmes ? Les résolutions qu'ils prennent ici, ils devinent qu'elles leur paraîtront abstraites et vides, le jour venu, qu'ils seront remis en question tout entiers par une situation imprévisible et qu'il leur faudra décider là-bas, seuls, de la France et d'eux-mêmes. Ils partent ; d'autres reviennent, qui ont mesuré leur impuissance et dont la plupart gardent un silence rancuneux. La peur naît : peur des autres, peur de soi ; elle gagne tous les milieux. Victime et bourreau ne font plus qu'une seule image : et c'est notre image. Dans les cas extrêmes, en effet, la seule façon de refuser l'un des deux rôles, c'est de revendiquer l'autre.

Ce choix ne s'impose pas – ou pas encore – aux Français de France ; mais cette indétermination nous pèse : à cause d'elle nous sommes « la plaie et le couteau [4] » : l'horreur d'être celui-ci, la peur de devenir celle-là se commandent et se renforcent mutuellement. Des souvenirs se réveillent ; il y a quinze ans, les meilleurs Résistants craignaient moins de souffrir que de céder à la souffrance ; ils disaient : Quand elle se tait, la victime sauve tout ; quand elle parle, personne n'a le droit de la juger, pas même ceux qui n'ont pas parlé ; mais elle s'accouple avec son bourreau, c'est sa femme, et ce couple enlacé s'abîme dans la nuit de l'abjection. La nuit de l'abjection est revenue : à El Biar[5], elle revient toutes les nuits ; en France, c'est la suie de nos cœurs.

Justement, une propagande chuchotée nous laisse entendre que « tout le monde parle » : voilà les tortures justifiées par l'ignominie humaine ; puisque chacun est un traître en puissance, le bourreau qui est en chacun aurait tort de se gêner. D'autant que la grandeur de la France l'exige : des voix doucereuses nous l'expliquent chaque jour. Et qu'un bon patriote doit avoir la conscience bonne. Et qu'il faut être défaitiste pour l'avoir mauvaise.

Du coup, la stupeur tourne au désespoir : si le patriotisme doit nous précipiter dans l'abjection, si nul garde-fou, nulle part, n'empêche à nul moment ni les nations, ni l'humanité entière de verser dans l'inhumain, alors, en effet, pourquoi prendrions-nous tant de peine pour devenir ou pour rester des hommes ? c'est l'inhumain qui est notre vérité. Mais si rien d'autre n'est vrai, s'il faut terroriser ou mourir de terreur, pourquoi prendrions-nous la peine de vivre et de rester patriotes ?

Ces pensées, on les a mises en nous de force ; obscures et fausses, elles découlent toutes de ce même principe : l'homme est inhumain. Leur but : nous convaincre de notre impuissance. Elles y parviennent, tant qu'on ne les regarde pas en face. Il faut qu'on le sache à l'étranger : notre silence n'est pas un assentiment ; il vient de cauchemars provoqués, entretenus et dirigés. Je le savais déjà, mais j'en attendais depuis longtemps une preuve décisive.

La voici.

Il y a quinze jours environ, un livre paraissait aux Éditions de Minuit : *La Question*. Son auteur, Henri Alleg, détenu, aujourd'hui encore, dans une prison d'Alger, raconte, sans commentaires inutiles, avec une admirable précision, les « interrogatoires » qu'il a subis. Les bourreaux, comme ils le lui avaient promis eux-mêmes, l'ont « soigné » : téléphone de campagne, supplice de l'eau, comme au temps de la Brinvilliers[6], mais avec les perfectionnements techniques

qui s'imposent à notre époque, supplice du feu, de la soif, etc. Un livre à déconseiller aux âmes sensibles. Or, la première édition – vingt mille – est déjà épuisée ; en dépit d'un second tirage fait à la hâte, on ne peut pas satisfaire à la demande : certains libraires vendent cinquante à cent exemplaires par jour.

Jusqu'ici, ceux qui osaient porter témoignage, c'étaient des rappelés, des prêtres surtout ; ils avaient vécu au milieu des tortionnaires, leurs frères, nos frères ; des victimes, ils ne connaissaient le plus souvent que les cris, les blessures, les souffrances. Ils nous montraient des sadiques courbés sur des loques de chair. Et qu'est-ce qui nous distinguait de ces sadiques ? Rien, puisque nous nous taisions : notre indignation nous paraissait sincère, mais l'aurions-nous gardée si nous avions vécu là-bas ? N'aurait-elle pas fait place au dégoût universel, à une morne résignation ? Pour ma part, je lisais par devoir, je publiais parfois et je détestais ces récits qui nous mettaient en cause impitoyablement et qui ne laissaient pas un espoir.

Avec *La Question*, tout change : Alleg nous épargne le désespoir et la honte parce que c'est une victime et qui a vaincu la torture. Ce retournement ne va pas sans quelque humour sinistre ; c'est en notre nom qu'on l'a martyrisé et nous, à cause de lui, nous retrouvons enfin un peu de notre fierté : nous sommes fiers qu'il soit français. Les lecteurs s'incarnent en lui passionnément, ils l'accompagnent jusqu'à l'extrême de la souffrance ; avec lui, seuls et nus, ils tiennent le coup. En seraient-ils, en serions-nous capables *pour de vrai* ? C'est une autre affaire. Ce qui compte, c'est que la victime nous délivre en nous faisant découvrir, comme elle le découvre elle-même, que nous avons le pouvoir et le devoir de tout supporter.

Nous nous fascinions sur le gouffre de l'inhumain ; mais il suffit d'un homme dur et têtu, obstiné à faire son métier d'homme, pour nous arracher au vertige : la « question » n'est pas inhumaine ; c'est

tout simplement un crime ignoble et crapuleux, commis par des hommes contre des hommes et que les autres hommes peuvent et doivent réprimer. L'inhumain n'existe nulle part, sauf dans les cauchemars qu'engendre la peur. Et justement le calme courage d'une victime, sa modestie, sa lucidité nous réveillent pour nous démystifier : Alleg vient d'arracher la torture à la nuit qui la couvre ; approchons-nous, pour la regarder au grand jour.

Ces bourreaux d'abord, qu'est-ce que c'est ? Des sadiques ? Des Archanges irrités ? Des Seigneurs de la Guerre aux terrifiants caprices ? S'il fallait les en croire, ils seraient tout cela pêle-mêle. Mais, justement, Alleg ne les croit pas. Ce qui ressort des propos qu'il rapporte, c'est qu'ils voudraient se convaincre et convaincre la victime de leur souveraineté plénière : tantôt ce sont des surhommes qui tiennent des hommes à leur merci et tantôt ce sont des hommes sévères et forts qu'on a chargés de dresser la bête la plus obscène, la plus féroce, la plus lâche, la bête humaine. On devine qu'ils n'y regardent pas de si près : l'essentiel est de faire sentir au prisonnier qu'il n'est pas de leur race : on le déshabille, on le ligote, on le moque ; des soldats vont et viennent, proférant des insultes et des menaces avec une nonchalance qui se veut terrible.

Mais Alleg nu, tremblant de froid, attaché à une planche encore noire et gluante des vomissements anciens, réduit tous ces manèges à leur pitoyable vérité : ce sont des comédies jouées par des imbéciles. Comédie, la violence fasciste de leurs propos, le serment d'aller « foutre en l'air la République ». Comédie, la démarche de « l'aide de camp du général M…[7] », qui se termine sur ces mots : « Il ne vous reste plus qu'à vous suicider. » Comédies grossières, figées, qu'on recommence sans conviction chaque nuit, pour chaque prisonnier, et qu'on arrête très vite, faute de temps. Car ces horribles travailleurs sont surchargés de besogne. Surmenés : les prisonniers font la queue devant

la planche à supplices, on attache, on détache, on promène les victimes d'une chambre de torture à l'autre. À regarder par les yeux d'Alleg cette ruche immonde, on s'aperçoit que les tortionnaires sont débordés par ce qu'ils font.

Il leur arrive, bien entendu, de jouer le calme, de boire de la bière, très détendus, au-dessus d'un corps martyrisé, et puis, d'un seul coup, ils sautent sur leurs pieds, courent partout, jurent, hurlent de rage ; de grands nerveux qui feraient d'excellentes victimes : à la première « giclée », ils passeraient aux aveux.

Méchants, enragés, c'est sûr ; sadiques, non ; même pas : ils sont trop pressés. C'est ce qui les sauve, d'ailleurs : ils tiennent par vitesse acquise, il leur faut courir sans cesse ou s'effondrer.

Pourtant, ils aiment le travail bien fait ; s'ils le jugent nécessaire, ils pousseront la conscience professionnelle jusqu'à tuer. C'est ce qui frappe, dans le récit d'Alleg : derrière ces chirurgiens hagards et falots, on sent une inflexibilité qui les dépasse et qui dépasse leurs chefs eux-mêmes.

Nous aurions trop de chance si ces crimes étaient l'œuvre d'une poignée de furieux : en vérité, la torture fait les bourreaux. Après tout, ces soldats ne s'étaient pas engagés dans un corps d'élite pour martyriser l'ennemi vaincu.

Alleg, en quelques traits, nous décrit ceux qu'il a connus et cela suffit à marquer les étapes de la métamorphose.

Il y a les plus jeunes, impuissants, bouleversés, qui murmurent : « C'est horrible », quand leur torche électrique éclaire un supplicié ; et puis les aides-bourreaux, qui ne mettent pas encore la main à la pâte, qui soutiennent et transportent les prisonniers, certains endurcis, d'autres non, tous pris dans l'engrenage, tous inexcusables déjà.

Il y a ce blondin du Nord « à la figure si sympathique, qui peut parler des séances de tortures qu'(Alleg) a subies comme d'un match

dont il se souviendrait et qui peut le féliciter sans gêne, comme il ferait pour un champion cycliste… » Quelques jours plus tard, Alleg le reverra « congestionné, défiguré par la haine, battre dans l'escalier un Musulman… ». Et puis les spécialistes, les durs qui font toute la besogne, qui se plaisent aux soubresauts d'un électrocuté, mais qui ne supportent pas de l'entendre crier ; et puis les fous qui tournent en rond comme une feuille morte dans le tourbillon de leur propre violence.

Aucun de ces hommes n'existe par lui-même, aucun ne restera tel qu'il est : ils figurent les moments d'une transformation inexorable. Entre les meilleurs et les pires, une seule différence : ceux-là sont des bleus et ceux-ci des anciens. Tous, ils finiront par s'en aller et, si la guerre continue, d'autres les remplaceront, des blondins du Nord ou de petits bruns du Midi, qui feront le même apprentissage et retrouveront la même violence avec la même nervosité.

En cette affaire, les individus ne comptent pas : une sorte de haine errante, anonyme, une haine radicale de l'homme s'acharne à la fois sur les bourreaux et les victimes pour les dégrader ensemble et les uns par les autres. La torture est cette haine, érigée en système et se créant ses propres instruments.

Quand on dit cela, bien timidement, à l'Assemblée, la meute se déchaîne : « Vous insultez l'Armée ! » Il faut le demander une bonne fois à ces roquets : Qu'est-ce que l'Armée vient foutre ici ? On torture *dans l'Armée*, c'est certain : la Commission de Sauvegarde[8], dans un rapport pourtant bénin, n'a pas cru devoir le cacher. Et après ? Est-ce *l'Armée* qui torture ?

Quelle sottise ! Croit-on que les civils ignorent les bonnes méthodes : s'il ne s'agit que de cela, faisons confiance à la police d'Alger. Et puis, s'il faut un bourreau en chef, l'Assemblée tout entière l'a désigné : ce n'est pas le général S…, encore moins le général E…,

pas même le général M…[9], pourtant nommé par Alleg : c'est M. Lacoste, l'homme aux pleins pouvoirs. Tout se fait à travers lui, par lui, à Bône[10] comme à Oran : tous les hommes qui sont morts de souffrance et d'horreur dans l'immeuble d'El Biar, dans la villa S…[11], ils sont morts par sa volonté. Ce n'est pas moi qui le dis : ce sont les députés, c'est le gouvernement. Et d'ailleurs la gangrène s'étend, elle a traversé la mer : le bruit a même couru qu'on met à la question dans certaines prisons civiles de la « Métropole » ; je ne sais s'il était fondé, mais il faut que sa persistance ait ému les pouvoirs publics, puisque le procureur, au procès Ben Saddok[12], a demandé solennellement à l'accusé s'il avait subi des sévices ; bien entendu, la réponse était connue d'avance.

Non, la torture n'est ni civile, ni militaire, ni spécifiquement française : c'est une vérole qui ravage l'époque entière. À l'Est comme à l'Ouest il y a eu des bourreaux : il n'y a pas si longtemps que Farkas[13] torturait les Hongrois ; et les Polonais ne cachent pas que leur police, avant Pozan[14], recourait volontiers à la question ; sur ce qui se passait en U.R.S.S., du vivant de Staline, le rapport Khrouchtchev est un témoignage irrécusable ; hier on « questionnait », dans les prisons de Nasser, des hommes politiques qu'on a élevés depuis, avec quelques balafres, à des postes éminents. J'en passe : aujourd'hui, c'est Chypre et c'est l'Algérie ; en somme, Hitler n'était qu'un précurseur.

Désavouée – parfois bien mollement – mais systématiquement appliquée derrière la façade de la légalité démocratique, la torture peut se définir comme une institution semi-clandestine. A-t-elle les mêmes causes partout ? Non, sans doute : mais elle traduit partout le même malaise. Peu importe, d'ailleurs : et nous n'avons pas à juger le siècle. Balayons devant notre porte et tâchons de comprendre ce qui nous est arrivé *à nous*, les Français.

Vous savez ce qu'on dit parfois pour justifier les bourreaux : qu'il faut bien se résoudre à tourmenter un homme si ses aveux permettent d'épargner des centaines de vies. Belle tartuferie. Alleg, pas plus qu'Audin[15], n'était un terroriste ; la preuve, c'est qu'il est inculpé « d'atteinte à la sûreté de l'État et de reconstitution de ligue dissoute ».

Était-ce pour sauver des vies qu'on lui brûlait les seins, les poils du sexe ? Non : on voulait lui extorquer l'adresse d'un camarade qui l'avait hébergé. S'il eût parlé, on eût mis un communiste de plus sous les verrous : voilà tout.

Et puis l'on arrête au hasard ; tout Musulman est « questionnable » à merci : la plupart des torturés ne disent rien parce qu'ils n'ont rien à dire, à moins qu'ils ne consentent, pour ne plus souffrir, à faire un faux témoignage ou à s'accuser gratuitement d'un crime impuni dont il paraît opportun de les charger. Quant à ceux qui pourraient parler, on sait bien qu'ils se taisent. Tous ou presque tous. Ni Audin, ni Alleg, ni Guerroudj[16] n'ont desserré les dents. Sur ce point, les tortionnaires d'El Biar sont mieux renseignés que nous. L'un constate après le premier interrogatoire d'Alleg : « Il a quand même gagné une nuit pour donner à ses copains le temps de se tirer. » Et un officier, quelques jours plus tard : « Depuis dix ans, quinze ans, ils ont dans la tête que s'ils sont pris, il ne faut rien dire : et il n'y a rien à faire pour leur enlever ça de là. »

Peut-être ne voulait-il parler que des communistes : mais croit-on qu'un combattant de l'A.L.N.[17] soit d'une autre trempe ? Ces violences sont d'un mauvais rendement : les Allemands eux-mêmes, en 1944, avaient fini par s'en convaincre : elles coûtent des vies humaines et n'en épargnent pas.

Et pourtant l'argument n'est pas tout à fait faux : en tout cas, il nous éclaire sur la fonction des tortures : la *question*, institution

clandestine ou semi-clandestine, est indissolublement liée à la clandestinité de la résistance ou de l'opposition.

En Algérie, notre armée s'est déployée sur tout le territoire : nous avons le nombre, l'argent, les armes ; les insurgés n'ont rien, sauf la confiance et le soutien d'une grande partie de la population : nous avons défini, en dépit de nous-mêmes, les principaux traits de cette guerre populaire ; attentats dans les villes, embuscades dans la campagne : le F.L.N.[18] n'a pas choisi ces activités ; il fait ce qu'il peut faire, c'est tout ; le rapport de ses forces aux nôtres l'oblige à nous attaquer par surprise : invisible, insaisissable, inattendu, il faut qu'il frappe et disparaisse, sous peine d'être exterminé. De là vient notre malaise : nous luttons contre un adversaire, secret ; une main jette une bombe dans une rue, un coup de fusil blesse un de nos soldats sur la route ; on accourt : il n'y a personne ; on trouvera plus tard, dans les environs, des Musulmans qui n'ont rien vu. Tout s'enchaîne, la guerre populaire, guerre des pauvres contre les riches, se caractérise par l'étroite liaison des unités insurrectionnelles avec la population ; du coup, pour l'Armée régulière et les pouvoirs civils, cette nuée de misérables devient l'ennemi quotidien, innombrable. Les troupes d'occupation s'inquiètent d'un mutisme qu'elles ont elles-mêmes engendré ; on devine une insaisissable volonté de silence, un secret tournant, omniprésent ; les riches se sentent traqués au milieu des pauvres qui se taisent ; embarrassées de leur propre puissance, les « forces de l'ordre » ne peuvent rien opposer aux guérillas, sinon le ratissage et les expéditions de représailles, rien au terrorisme, sinon la terreur. Quelque chose est caché : en tout lieu et par tous ; il faut *faire parler.*

La torture est une vaine furie, née de la peur : on veut arracher *d'un* gosier, au milieu des cris et des vomissements de sang, le secret de *tous.*

Inutile violence : que la victime parle ou qu'elle meure sous les coups, l'innombrable secret est ailleurs, toujours ailleurs, hors de portée, le bourreau se change en Sisyphe[19] : s'il applique la question, il lui faudra recommencer toujours.

Même ce silence, pourtant, même cette peur, même ces dangers toujours invisibles et toujours présents ne peuvent expliquer tout à fait l'acharnement des bourreaux, leur volonté de réduire à l'abjection leurs victimes et finalement cette haine de l'homme qui s'est emparée d'eux sans leur consentement et qui les a façonnés.

Qu'on s'entretue, c'est la règle : on s'est toujours battu pour des intérêts collectifs ou particuliers. Mais, dans la torture, cet étrange match, l'enjeu semble radical : c'est pour le titre d'homme que le tortionnaire se mesure avec le torturé et tout se passe comme s'ils ne pouvaient appartenir ensemble à l'espèce humaine.

Le but de la question n'est pas seulement de contraindre à parler, à trahir : il faut que la victime se désigne elle-même, par ses cris et par sa soumission, comme une bête humaine. Aux yeux de tous et à ses propres yeux. Il faut que sa trahison la brise et débarrasse à jamais d'elle. Celui qui cède à la question, on n'a pas seulement voulu le contraindre à parler ; on lui a pour toujours imposé un statut : celui de sous-homme.

Cette radicalisation de l'enjeu est un trait de l'époque. C'est que l'homme est à faire. En aucun temps la volonté d'être libre n'a été plus consciente ni plus forte ; en aucun temps, l'oppression plus violente ni mieux armée.

En Algérie, les contradictions sont irréductibles : chacun des groupes en conflit exige l'exclusion radicale de l'autre. Nous avons tout pris aux Musulmans et puis nous leur avons tout interdit jusqu'à l'usage de leur propre langue. Memmi a bien montré comment la colonisation se réalise par l'annulation des colonisés. Ils ne possédaient plus rien, ils

n'étaient plus personne ; nous avons liquidé leur civilisation tout en leur refusant la nôtre. Ils avaient demandé l'intégration, l'assimilation et nous avons dit non : par quel miracle maintiendrait-on la surexploitation coloniale si les colonisés jouissaient des mêmes droits que les colons ? Sous-alimentés, incultes, misérables, le système les refoulait impitoyablement aux confins du Sahara, aux limites de l'humain ; sous la poussée démographique, leur niveau de vie baissait d'une année à l'autre. Quand le désespoir les a poussés à la révolte, il fallait qu'ils crèvent, ces sous-hommes, ou qu'ils affirment leur humanité contre nous : ils rejetèrent toutes nos valeurs, notre culture, nos prétendues supériorités, et ce fut tout un pour eux de revendiquer le titre d'homme et de refuser la nationalité française.

Cette rébellion ne se bornait pas à contester le pouvoir des colons ; ils se sentirent mis en question dans leur existence même. Pour la plupart des Européens d'Algérie, il y a deux vérités complémentaires et inséparables : les colons sont des hommes de droit divin, les indigènes sont des sous-hommes. C'est la traduction mythique d'un fait exact, puisque la richesse des uns repose sur la misère des autres.

Ainsi l'exploitation met l'exploiteur dans la dépendance de l'exploité. Et, sur un autre plan, cette dépendance est au cœur du racisme, c'est sa contradiction profonde et son aigre malheur : être homme, pour l'Européen d'Alger, c'est *d'abord* être supérieur au Musulman.

Mais si le Musulman s'affirme à son tour comme un homme, comme l'égal du colon ? Eh bien, le colon est entamé dans son être ; il se sent diminué, dévalorisé : l'accession des « bougnoules » au monde humain, il n'en voit pas seulement les conséquences économiques, il l'abomine parce qu'elle lui annonce sa déchéance *personnelle*. Dans sa fureur, il lui arrive de rêver au génocide. Mais c'est pure poésie. Il le sait, il connaît sa dépendance ; que ferait-il sans un sous-prolétariat

indigène, sans une main-d'œuvre excédentaire, sans un chômage chronique qui lui permet d'imposer ses salaires ? Et puis, si les Musulmans sont *déjà* des hommes, tout est perdu, il n'est même plus besoin de les exterminer. Non : le plus urgent, s'il en est temps encore, c'est de les humilier, de raser l'orgueil dans leur cœur, de les ravaler au rang de la bête. On laissera vivre les corps, mais on tuera l'esprit. Dompter, dresser, châtier, voilà les mots qui l'obsèdent : il n'y a pas assez de place en Algérie pour deux espèces humaines ; entre l'une et l'autre, il faut choisir.

Et je ne prétends pas, bien entendu, que les Européens d'Alger aient inventé la torture, ni même qu'ils aient incité les autorités civiles et militaires à la pratiquer ; au contraire : la torture s'est imposée d'elle-même, elle était devenue routine avant même qu'on s'en fût avisé. Mais la haine de l'homme qui s'y manifeste, c'est le racisme qu'elle exprime. Car c'est bien l'homme qu'on veut détruire, avec toutes ses qualités d'homme, le courage, la volonté, l'intelligence, la fidélité – celles mêmes que le colon revendique. Mais si l'Européen s'emporte jusqu'à détester sa propre image, c'est qu'elle est reflétée par un Arabe.

Ainsi, de ces deux couples indissolubles, le colon et le colonisé, le bourreau et sa victime, le second n'est ici qu'une émanation du premier. Et, sans aucun doute, les bourreaux ne sont pas des colons, ni les colons des bourreaux. Ceux-ci sont fréquemment des jeunes gens qui viennent de France et qui ont vécu vingt ans de leur vie sans s'être jamais souciés du problème algérien. Mais la haine était là un champ de forces magnétiques : elle les a traversés, corrodés, asservis.

Tout cela, c'est la calme lucidité d'Alleg qui permet de le comprendre. Quand il n'apporterait rien d'autre, il faudrait lui garder une reconnaissance profonde. Mais il a fait bien plus : en intimidant ses bourreaux, il a fait triompher l'humanisme des victimes et des colonisés contre les violences déréglées de certains militaires, contre le racisme

des colons. Et que ce mot de « victimes » n'aille pas évoquer je ne sais quel humanisme larmoyant : au milieu de ces petits caïds, fiers de leur jeunesse, de leur force, de leur nombre, Alleg est le seul dur, le seul qui soit vraiment fort. Nous autres, nous pouvons dire qu'il a payé le prix le plus élevé pour avoir le simple droit de rester un homme parmi les hommes. Mais il n'y pense même pas. C'est pour cela qu'elle nous émeut si fort cette phrase sans apprêts, à la fin d'un paragraphe :

« Je me sentais tout à coup fier et joyeux de n'avoir pas cédé ; j'étais convaincu que je tiendrais encore le coup s'ils recommençaient : que je me battrais jusqu'au bout, que je ne leur faciliterais pas la tâche en me suicidant. »

Un dur, oui, et qui finit par faire peur aux Archanges de la colère.

Dans certains de leurs propos, tout au moins, on sent qu'ils pressentent et qu'ils tâchent de conjurer une vague et scandaleuse révélation : quand c'est la victime qui gagne, adieu la souveraineté, le droit du seigneur ; les ailes archangéliques se figent et les gars se demandent, embêtés : Et moi, tiendrais-je le coup si l'on me torturait ? C'est que, dans le moment de la victoire, un système de valeurs s'est substitué à l'autre ; il s'en faut d'un rien que les bourreaux n'aient le vertige à leur tour. Mais non : leur tête est vide et le travail les harasse et puis ils croient à peine à ce qu'ils font.

À quoi bon, d'ailleurs, troubler la conscience des bourreaux ? Si quelqu'un d'eux bronchait, ses chefs le remplaceraient : un de perdu, dix de trouvés. Le témoignage d'Alleg en effet – c'est peut-être son plus grand mérite – achève de dissiper nos illusions : non, il ne suffit pas de punir ou de rééduquer quelques individus ; non, on n'humanisera pas la guerre d'Algérie. La torture s'y est établie d'elle-même : elle était proposée par les circonstances et requise par les haines racistes ; d'une certaine manière, nous l'avons vu, elle est au cœur du conflit et c'est elle, peut-être, qui en exprime la vérité la plus profonde. Si nous

voulons mettre un terme à ces immondes et mornes cruautés, sauver la France de la honte et les Algériens de l'enfer, nous n'avons qu'un moyen, toujours le même, le seul que nous ayons jamais eu, le seul que nous aurons jamais : ouvrir les négociations, faire la paix.

6 mars 1958

« NOUS SOMMES TOUS DES ASSASSINS »

Pour avoir tenté de saboter la centrale électrique de Hamma, en Algérie, Fernand Yveton, militant communiste français et membre du F.L.N., a été guillotiné le 11 février 1957. Les époux Abdelkader Guerroudj et Jacqueline Netter, militants du Parti communiste algérien, sont à leur tour condamnés à mort pour complicité dans cet attentat. Sartre publie alors ce texte de soutien dans Les Temps Modernes*, en mars 1958. Simone de Beauvoir s'engagea aussi fortement dans une campagne d'opinion qui aboutit à ce que le couple soit gracié. Renversant l'accusation, Sartre rappelle que les Guerroudj n'ont tué personne, mais qu'en revanche l'armée française a bombardé aveuglément le village tunisien de Sakiet Sidi Yousef, le 8 février 1958. L'opération visait les bases arrière de l'A.L.N. et a provoqué la mort de soixante-dix personnes dont de nombreux civils et enfants. Un tel crime a donné une dimension internationale à l'action de l'armée française en Algérie, faisant porter sa culpabilité sur tout le peuple français. Sartre cherche ainsi à mobiliser l'opinion sur une affaire judiciaire et plus largement à responsabiliser les Français sur les exactions commises en leur nom en Algérie.*

En novembre 1956, Fernand Yveton, membre des Combattants de la Libération, dépose une bombe dans les locaux de la Centrale électrique de Hamma. Tentative de sabotage qu'on ne peut sous aucun prétexte assimiler à un acte de terrorisme : l'expertise a prouvé qu'il s'agissait d'un engin à mécanisme d'horlogerie, minutieusement réglé pour que l'explosion ne puisse pas se produire avant le départ du

personnel. Rien n'y a fait : Yveton est pris, on le condamne à la peine capitale, on refuse de le gracier, on l'exécute. Pas la moindre hésitation : cet homme a déclaré et prouvé qu'il ne voulait la mort de personne, mais nous, nous avons voulu la sienne et nous l'avons obtenue sans défaillance. Il fallait intimider, n'est-ce pas ? et, comme l'a dit l'autre jour un imbécile, « montrer le visage terrible de la France irritée ». Comme il faut être pur et sûr de sa pureté pour oser rendre cette Justice d'Archange ! Et quand on leur concéderait un instant que cette guerre absurde ait un sens, ne voit-on pas ce que les militaires et les civils français devraient exiger d'eux-mêmes, s'ils espéraient justifier l'atroce rigueur de cette condamnation ?

Un peu plus tard vient le procès des « complices », de Jacqueline et d'Abdelkader Guerroudj. Lui, c'est un responsable *politique* qui assurait les liaisons entre les combattants de la Libération et la direction du F.L.N. Elle, c'est une petite-bourgeoise de la « Métropole » qui a voulu prendre sa part des risques parce qu'elle approuvait l'entreprise de son mari. Elle entre dans le Mouvement bien après lui et ses chefs directs la chargent, en novembre 1956, de remettre à Yveton les instruments de son futur sabotage. Elle obéit parce qu'on lui a garanti que l'explosion ne coûterait aucune vie humaine.

Pour ceux qui connaissent la logique des tribunaux militaires, la sentence n'était pas douteuse : puisqu'on avait tué Yveton et puisque les époux Guerroudj étaient ses complices, il fallait se déjuger ou les tuer aussi. Ces prévisions ont été confirmées depuis : le commissaire du gouvernement demanda la tête des inculpés, presque négligemment. Il l'obtint. La complicité de Guerroudj dans l'affaire Yveton n'a pas été établie ? Et après ? À Alger, notre justice aime mieux étonner le monde par la sévérité de ses sentences que par la qualité des preuves qui les étayent.

Poussera-t-on la logique jusqu'à exécuter les Guerroudj, jusqu'à refuser la grâce présidentielle ? S'il était permis d'adresser la parole au plus haut fonctionnaire de la IV^e^ République, je lui ferais respectueusement observer que nous ne sommes plus aux beaux temps de 1956. Depuis le procès Guerroudj, un incident a eu lieu, une simple anicroche, bien sûr, mais qui ne devrait pas rester tout à fait sans incidence sur notre manière de rendre la justice, surtout la justice militaire : Sakiet. Il y a eu des bombes à Sakiet ; comme à la Centrale de Hamma. Seulement, elles n'étaient pas à retardement. Et les responsables n'avaient pas eu la sottise de borner l'opération à une simple détérioration de matériel. Pour Sakiet *aussi,* l'heure de l'opération avait été minutieusement choisie : c'était celle du marché. Yveton, il est vrai, n'avait d'autre objectif que de plonger une ville dans la nuit. L'objectif de nos avions, c'était de plonger un village dans la mort. Si nous avions voulu conserver notre rigueur d'Archange, il aurait peut-être fallu chercher les coupables et – qui sait ? – les juger. Mais non : M. Gaillard[1] a « couvert » ! De quel voile épais ou de quelle brume impénétrable a-t-il espéré *couvrir* les ruines de Sakiet, je l'ignore. Mais l'opération n'a pas réussi : les pierres fumant au soleil, le monde entier les voit. Seulement M. Gaillard, c'est nous, c'est la France : quand il a, du haut de sa tribune, fait très officiellement le geste auguste du couvreur, il nous a tous mis dans le bain ; nos amis étrangers – comme leur presse se fait un plaisir de nous l'expliquer chaque jour – commencent à se demander très sérieusement si nous ne sommes pas devenus des chiens enragés. Et voici la question qu'on pourrait humblement poser au premier fonctionnaire de notre grande République : Est-ce qu'il est tout à fait opportun d'exécuter les époux Guerroudj ? est-ce que nous n'aurions pas intérêt à nous relâcher un peu de notre superbe sévérité ? Un pays dont le gouvernement reprend fièrement à son compte ce que M. Mauriac[2] appelait si bien, l'autre

jour, un massacre de pauvres, est-il vraiment qualifié pour que ses représentants appliquent en son nom la peine de mort à un homme qui n'avait d'autre rôle que d'assurer les liaisons politiques entre les groupes d'origine communiste et le F.L.N., à une femme qui, participant à une entreprise de sabotage, a pris toutes les précautions nécessaires pour que l'opération ne fasse ni morts ni blessés ? Il faut le répéter chaque jour aux imbéciles qui souhaitent épouvanter l'univers en lui montrant « le visage terrible de la France » : la France n'épouvante personne, elle n'a même plus les moyens d'intimider, elle commence à faire horreur, c'est tout. Dans l'exécution des Guerroudj, si jamais elle devait avoir lieu, personne ne verrait ni n'admirerait notre inflexibilité d'Archange, on penserait tout simplement que nous avons commis un crime de plus.

Mars 1958

DES RATS
ET DES HOMMES

Sartre a rencontré pour la première fois André Gorz en 1946 à Lausanne. Né à Vienne en 1923, le jeune homme était un admirateur de sa pensée, et il a développé par la suite une philosophie singulière à partir de L'Être et le Néant, *envoyant à Sartre son manuscrit,* Fondements pour une morale, *en 1955. Dans ce texte volumineux, il proposait l'analyse phénoménologique de certains comportements existentiels, vécus dans la liberté et la contingence. Avec* Le Traître, *publié en 1958, Gorz impliquait sa propre vie et bouleversait le récit autobiographique par une division de son moi, fracturé en identités contradictoires. La mise en cause des appartenances généalogiques ne pouvait que plaire à Sartre qui s'est reconnu dans le doute permanent dirigé contre soi et les attitudes inauthentiques. La figure du traître est éminemment sartrienne, manifestant sa liberté en ne reproduisant pas le destin qu'on lui impose. La traque de la mauvaise foi et des fantômes familiaux et sociaux qui hantent la conscience rappelait non seulement la philosophie morale de Sartre mais, à cette époque, elle concordait aussi avec son projet d'écrire une autobiographie,* Les Mots.

L'avant-propos que Sartre écrit pour Gorz exprime donc une grande empathie, jusque dans les figures de style et le brouillage du sujet écrivant. Qui écrit, et sur qui exactement ? Le texte veut déjouer les pièges de l'auteur et du genre littéraire de la préface. Sartre est à deux doigts d'écrire à nouveau une analyse existentielle, mêlée d'empathie et de psychanalyse, comme il l'avait fait avec Genet. Mais Gorz lui est beaucoup plus proche et il ne cherche pas ici une distance objective qui permettrait de totaliser une existence. Son texte, écrit à Rome pendant l'été 1957, paraît d'abord en extraits, dans L'Express, *en avril 1958, sous le titre « Portrait de l'indifférent », puis il est repris en 1964 dans* Situations, IV. *Le titre « Des rats et des hommes » fait explicitement référence à une nouvelle de science-fiction, publiée dans* Les

Temps Modernes*, dans laquelle Frank M. Robinson renverse la position des expérimentateurs et des cobayes, l'homme devenant à son insu l'objet d'une expérience. Le roman de Steinbeck* Des souris et des hommes *résonne en arrière-plan. Il est vraisemblable que l'analyse de Freud* L'Homme aux rats *aussi, d'autant qu'elle implique des jeux de dédoublement entre un homme et un rat qui s'est introduit en lui. Les cas freudiens, même dans des versions parodiques, font partie de l'imaginaire de Sartre.*

André Gorz est un des pseudonymes que Gerhart Hirsch, son nom de naissance, a choisis pour écrire des livres de philosophie. Sartre le fit entrer au comité de rédaction des Temps Modernes *en 1961, et il lui confia la direction de nombreux numéros, de 1967 à 1974, avant que Gorz ne quittât la revue en 1983. Journaliste à* Paris-Presse*, à* L'Express *puis au* Nouvel Observateur*, il y écrivait alors sous le nom de Michel Bosquet. Fidèle à Sartre, il a toutefois construit sa propre réflexion, économique et politique, écrivant en 1980* Adieux au prolétariat *qui constitua une rupture avec le marxisme orthodoxe. À l'écart de l'engagement sartrien auprès des Mao français, il a conçu une des pensées les plus influentes sur la question du travail et des alternatives à la société productiviste (*Métamorphoses du travail, quête du sens *est désormais un classique). Il a inspiré de nombreux disciples et des représentants syndicaux, en France et en Allemagne notamment, malgré sa très grande discrétion à l'égard des médias et des interventions publiques. Depuis sa mort volontaire en 2007, ses ouvrages sont régulièrement réédités, devenus des références philosophiques majeures de l'écologie politique.*

« Ils ont guéri son strabisme avec des lunettes, son zozotement avec une boucle de métal, son bégaiement par des exercices mécaniques et il a parlé à la perfection ; mais d'une voix si basse et si rapide que : "Qu'est-ce que tu dis ?'' disait sa mère, "Parle plus haut", "Qu'est-ce que tu marmonnes encore ?" et ils l'ont surnommé Marmonneur… »

Cette voix sourde, égale, courtoise, c'est elle que vous allez entendre et vous la reconnaîtrez entre toutes, désormais. À qui appartient-elle ? À personne. On dirait que le langage s'est mis à parler seul. De loin en loin, il arrive que le mot Je soit prononcé, et l'on croit entrevoir le Parleur de cette Parole, le sujet qui choisit les termes. Pur mirage ; le sujet du verbe n'est lui-même qu'un mot abstrait ; la phrase a suivi sa route familière, elle a pris la tournure personnelle par commodité. En fait, *quelqu'un est là*, « un type maigre, la joue et l'œil

creux, le menton et le front fuyants, un long cou de tortue émergeant, tendu en avant, d'un dos un peu voûté : allure de volatile aux gestes parcimonieux, comme s'il cherchait à contenir en soi son être ». Mais il se tait : c'est un objet, chaque proposition le recompose et le désigne. Sans ce muet, la voix serait tout à fait déserte : il habite en elle, il étend son corps verbal à travers les mots ; elle nous apprend qu'*il* est anxieux, qu'*il* a terminé un ouvrage philosophique, qu'*il* s'apprête à le déposer chez un certain Morel[1].

« Que nous importe, direz-vous, cet anonyme chuchotement ? Nous voulons des livres construits, avec de vrais auteurs : en littérature comme au trapèze volant, notre unique agrément c'est de pouvoir apprécier le travail de l'artiste ; les frissons qui parcourent un langage abandonné, nous n'y attachons pas plus d'importance qu'à l'agitation des roseaux par le vent. » Eh bien, quittez ce livre : à sa dernière page, en effet, un certain Gorz, surgi du limon, affirme ses droits rétrospectifs sur le discours qui l'a engendré : « Je n'ai pas voulu faire œuvre d'art », dit-il. Vous le croirez volontiers : à peine avez-vous entendu la voix abandonnée, vous y avez discerné, tout ensemble, l'incertaine mollesse des choses naturelles et je ne sais quelle recherche, aride, inconsciente d'elle-même, toujours près de s'ensabler dans les mots. Or l'art est une image calme du mouvement ; quand vous commencez la lecture d'un roman, d'une confession même, tout est consommé depuis longtemps ; l'avant et l'après ne sont plus que des signes opératoires, la naissance et l'agonie d'un amour existent à la fois, chacune s'étend à travers l'autre, dans l'éternelle indistinction de l'instant ; lire, c'est faire une transfusion de temps ; le héros vit de notre vie, son ignorance de l'avenir, des périls qui l'entourent, c'est la nôtre : avec notre patience de lecteur il se fabrique une durée parasitaire dont nous brisons et renouons le fil au gré de nos humeurs. Quant au style, ce grand paraphe d'orgueilleux, c'est la mort. Sa vitesse illusoire nous emporte

vers le passé de l'auteur. Celui-ci peut bien se plaindre, se torturer sous nos yeux : il n'éprouve rien, il se raconte. Quand il prend la plume, il y a beau temps que les jeux sont faits, que son ami l'a trahi, que sa maîtresse l'a quitté, qu'il a pris la décision de les haïr ou de haïr le genre humain : il écrit pour communiquer sa haine, le style est un marteau qui écrase nos résistances, une épée qui déchire nos raisonnements ; tout y est ellipse, syncope, saut de puce, fausse connivence : la rhétorique s'y fait terreur ; la rage et l'insolence, l'humiliation ruminée, la superbe règlent l'attaque et la coupe des phrases. Le grand écrivain, ce fou furieux, se lance à l'assaut du langage, le soumet, l'enchaîne, le maltraite, *faute de mieux* ; seul dans son cabinet, c'est un autocrate : s'il sabre son papier d'un trait de foudre qui éblouira vingt générations, c'est qu'il cherche dans cet *oukase* verbal le symbole de la respectabilité et des humbles pouvoirs que ses contemporains s'obstinent à lui refuser. Vengeance de mort : il y a beau temps que le mépris l'a tué ; derrière ces fulgurations se cache un enfant défunt qui se préfère à tout : l'enfant Racine, l'enfant Pascal, l'enfant Saint-Simon, voilà nos classiques. Nous aimons nous promener entre les tombes[2] de la littérature, ce calme cimetière, en déchiffrer les épitaphes et ressusciter pour un instant des significations éternelles : ce qui rassure, c'est que ces phrases *ont* vécu ; le sens en est fixé pour toujours, elles ne profiteront pas de la brève survie que nous daignons leur prêter pour se mettre en marche inopinément et pour nous entraîner vers un avenir inconnu. Quant aux romanciers qui n'ont pas encore le bonheur d'être en bière, ils font les morts : ils vont chercher les mots dans leur vivier, ils les tuent, les ouvrent, les vident, les accommodent et nous les serviront au bleu, meunière ou grillés.

On placera *Le Traître* en deçà et au-delà de l'entreprise littéraire : il n'est pas mort ce Gorz ; il pousse même l'impertinence, au début, jusqu'à n'être pas né. Donc, point de rhétorique : qui nous

persuaderait ? et de quoi ? Il ne s'agit pas non plus de capter notre durée pour nourrir un héros fictif ni de diriger nos rêves par des mots. Il y a cette voix, c'est tout : cette voix qui cherche et qui ne sait pas ce qu'elle cherche, qui veut et qui ne sait pas ce qu'elle veut, qui parle dans le vide, dans le noir, peut-être pour donner un sens *par des paroles* aux paroles qui viennent de lui échapper ou peut-être pour se masquer sa peur.

Elle a peur : nous ne pouvons plus en douter. Elle disait : « *Il* a peur, *il* est anxieux, parce qu'*il* a terminé son livre » ; elle prétendait, elle, à l'impassibilité : elle n'était qu'un milieu sonore où venaient s'assembler des significations objectives, elle dénombrait les passions d'un type maigre, à l'œil creux et ne les ressentait pas. Nous ne sommes pas dupes : d'abord enfermées dans ce corps étranger, dans l'*individu dont on parle*, les passions ont fusé hors de leur enveloppe, on ne peut déjà plus les localiser : l'angoisse imprègne la voix tout entière, c'est elle qui fait l'urgence inerte de ce marmonnement ; ces mots tâtonnants, scrupuleux, modestes, ils ont la fièvre : c'est la voix du Souci que nous entendons. Cette fois nous avons compris : celui *dont on parle*, c'est celui *qui parle* : mais les deux n'arrivent pas à ne faire qu'un. Il existe au moins un homme sur terre qui boit, mange, dort, travaille, bref qui nous ressemble comme un frère et qu'un maléfice obscur condamne à demeurer *un autre* à ses propres yeux.

A-t-on pilonné, broyé sa vie intérieure au point de ne laisser subsister qu'un grouillement de mots dans un corps décomposé ? Ou bien sa conscience, intacte, est-elle si profondément enfouie qu'elle le considère de très loin, en étrangère, et qu'elle ne le reconnaît pas ? Personne ne le sait encore puisque cet être fissuré n'est personne. Il y a le mannequin aux yeux creux, ce pur objet qui ne se connaît pas ; il y a ce petit tumulte de paroles qui s'effiloche dans la nuit vide et qui ne s'entend pas. Au fait, à qui parle-t-elle, la voix ? À nous ? Certainement

non. Pour s'adresser à des hommes, il faut être déjà tout un homme. Elle ne se soucie pas d'être écoutée : c'est la fissure elle-même qui s'aggrave en cherchant à se combler, c'est une maille du langage qui s'est mise à filer. Sans repères, suscités par une inquiétude sans nom, les mots travaillent : s'ils s'acharnent à désigner cette carcasse d'homme, c'est qu'ils tentent obscurément de s'en emparer, de la dissoudre en eux ; la voix naît d'un péril : il faut se perdre ou gagner le droit de parler à la première personne.

C'est pour cela qu'il déconcerte, ce soliloque : nous l'écoutons par surprise. Vous allez sourire de ma naïveté, vous allez me dire : après tout, Gorz a publié son livre. Oui, *quand il y a eu* un Gorz pour en décider : mais il n'a rien ajouté ni rien ôté à ce commencement qui semblait n'aller nulle part et qui n'était destiné à personne. Enfant, quand je faisais le bavard, on me disait : « Tais-toi, filet d'eau tiède. » Un filet d'eau tiède va couler en vous : il sera fait de ces longues phrases mouvantes comme des trains de chenilles, coupées de parenthèses, boursouflées par les précisions rétrospectives qu'elles ont engendrées, biffées par des scrupules et des repentirs, brusquement renversées par des retours en arrière. Où est l'Ordre ? Où est la Cérémonie ? Où la simple politesse ? Les déclarations antérieures, en vain tenteriez-vous de vous y accrocher : elles se transforment sans cesse par l'action des déclarations qui les suivent : ce que vous lisez page 30, vous apprendrez, page 80, qu'*on* ne le pensait pas vraiment, qu'*on* croyait seulement le penser, page 150 qu'*on* ne le croyait même pas, page 170 qu'*on* ne l'a d'ailleurs pas écrit, qu'*on* a écrit une certaine phrase en rêvant qu'*on* en écrivait une autre, page 200 que la signification rêvée et la signification écrite sont rigoureusement interchangeables et d'ailleurs toutes les deux fausses. Mais il ne faudrait pas s'imaginer que nous sommes témoins d'une confession d'abord menteuse et qui invente peu à peu sa sincérité[3]. Il n'y a ni confesseur ni

confessant ni confessionnal ni rien à confesser ; quand la voix s'est élevée, je le sais, j'en témoigne, elle n'avait rien à dire, et sa vérité n'existait pas. Elle disait des mots au hasard, parce qu'il fallait bien commencer : ces mots sont transparents, ils ne renvoient qu'à eux-mêmes. Et qu'on ne cherche surtout pas dans ce balbutiement désarmé je ne sais quelle ruse d'exposition : rien de plus sincère, rien de moins artificiel que cette entreprise. Elle débute dans l'angoisse, dans la pénurie, *là*, sous vos yeux, par ces mots mêmes ; elle s'égare et nous nous égarons avec elle : *il est vrai* qu'elle se perd et qu'elle se retrouvera ; *il est vrai* qu'elle s'échappe et qu'elle s'enrichit.

Habitués aux exercices de l'esprit, nous croyons, dès les premiers mots, saisir le mouvement de cette pensée, l'intention qui préside à la construction d'un paragraphe : ces devancements rapides, ces conjectures implicites, ces prévisions nous permettent à l'ordinaire de comprendre le cours du monde et les actions des hommes. Donc, nous sautons à pieds joints par-dessus les développements à venir et nous attendons ce langage en marche, confortablement établis au point final. Mais dans la circonstance, le procédé ne vaut rien : nous avions découvert une intention et, par le fait, nous ne nous étions pas trompés, seulement elle change en cours de route : personne n'est là pour la maintenir : « le Maître est au Styx[4] » ou plutôt dans les limbes, il y a ces bibelots d'inanité sonore qui se métamorphosent en s'incarnant et dont chacun, par sa seule présence, modifie tous les autres. Accotés à la borne terminale, nous voyons la coulée verbale rouler vers nous et puis, tout à coup, elle se fronce, se contracte, se détourne, glisse sur une autre pente et nous laisse en plan. Le retour indéfini de nos déceptions nous fera voir un désordre babillard dans ce qui nous apparaîtra plus tard comme un ordre en construction.

Car *c'est* un ordre, ce lent cheminement imprévisible : c'est une vérité qui devient, qui s'organise minutieusement, c'est toute une

existence humaine qui passe de l'abstrait au concret, de la misère à la richesse, de l'universel au singulier, de l'objectivité anonyme à la subjectivité. Notre étonnement a des excuses : les livres sont des morts ; or en voici un qui, à peine dans vos mains, devient une bête vivante. Bien sûr, il a fallu l'ouvrir, tourner les pages et réveiller les signes : mais le seul mouvement de la lecture va susciter un événement imprévisible dont ni les moments ni la fin ne sont donnés d'avance ; vous croyez lui prêter votre propre durée et c'est lui qui vous impose la sienne ; vous découvrirez les lois de ce discours hasardeux dans le moment même où il les engendre mais vous saurez, en même temps, qu'elles ne cesseront pas de changer et que le système entier les transformera dans la mesure même où il se réglera sur elles.

Elle va vivre dans vos oreilles, cette voix rocailleuse et sourde, cette voix qui mue : sa lenteur est une vraie vitesse puisqu'elle nous guide vers un *vrai futur*, le *seul* qui ne soit pas une mascarade de souvenirs, vers un lieu qui n'est connu de personne, qui n'existe pas et qui pourtant *sera*. Elle dépouille ses apparences : ni tiède, ni molle, ni fluide, elle nous découvre l'ordre inflexible de l'*enrichissement* ; chaque phrase ramasse en elle toutes celles qui l'ont précédée, chacune est le milieu vivant où toutes les autres respirent, durent et se changent, ou plutôt il n'y en a qu'une, roulant sur tous les terrains, nourrie de toutes les glaises, toujours plus épaisse, plus ronde, plus dense, qui s'enflera jusqu'à crever, jusqu'à devenir un homme. À chaque instant, elle court un *vrai* risque : il se peut qu'elle éclate, qu'elle s'arrête piteusement et retombe sur elle-même, grosse boule inerte et figée dans le désert du présent ; nous le sentons en nous ce risque, nous lisons dans l'inquiétude : bien sûr, le livre semble achevé ; après cette page, il y a d'autres pages : mais qu'est-ce que cela prouve ? Tout peut finir dans le néant ou, pis encore, dans l'enlisement. Ce qui nous rassure, pourtant, c'est que nous apercevons, derrière les hésitations de la vie et du

langage, une aride passion, coupante et glacée, un fil d'acier tendu entre les déchirures du passé et l'incertitude de l'avenir. Inhumaine passion, ignorante d'elle-même, malaise chercheur, silence maniaque au cœur du langage : elle opère une trouée dans le temps du lecteur et tire après elle tout ce train de paroles ; nous lui ferons confiance.

Puisque l'œuvre d'art crie à tous les vents le nom de l'artiste, ce grand mort qui a décidé de tout, *Le Traître* n'est pas une œuvre d'art : c'est un événement, une brusque précipitation, un désordre de mots qui s'ordonnent ; vous tenez dans vos mains cet objet surprenant : *un ouvrage* en train de créer *son* auteur[5]. De celui-ci nous ignorons tout, sauf ce trait négatif : il ne sera pas, il ne peut pas être ce monstre sacré qu'on nomme l'Écrivain ; s'il se trouve, au bout de son effort, ce sera n'importe qui, un homme comme les autres : car la voix cherche un homme et non pas un monstre. Donc, n'attendez pas ce *geste* qu'est le style : tout est en acte. Mais si vous aimez, chez nos grands auteurs, une certaine saveur des mots, un air particulier de la phrase, une physionomie des sentiments et de la pensée, lisez *Le Traître* : d'abord vous perdrez tout, mais tout vous sera rendu ; son délaissement, sa quête passionnée, sa mue donnent à cette voix un ton inimitable ; en cette écriture sans sujet, l'impossibilité radicale du style devient à la longue un dépassement de tous les styles connus ou, si l'on préfère, le style de la mort fait place à un style de vie[a].

L'entreprise déplaira. Nous aimons qui nous aime ; si l'on veut être lu, il faut s'offrir, pincer les mots sournoisement pour qu'ils vibrent, s'enrouer de tendresse : mais *lui*, l'objet, la tierce personne, le troisième couteau, comment nous aimerait-il ? Comment nous aimerait-elle, la voix ? Nous sommes en présence d'un homme coupé en deux, qui tente de ressouder ses tronçons : cette occupation ne laisse aucun loisir ; à demain les putasseries, si l'on peut. À quoi vous répondrez sans doute que le temps vous est compté, à vous aussi, et que

les problèmes de soudure ne vous intéressent pas. Mais qu'en savez-vous ? Il m'arrive de lire des *Science-fictions* ; toujours avec plaisir : elles donnent la mesure exacte de la peur que nous avons de nous-mêmes. Une, entre autres, m'a charmé [6] : des hommes débarquent sur Vénus ; à peine sortis de leur fusée, ces futurs colons font joyeusement la chasse aux indigènes de cet astre, leurs colonisés futurs qui, d'abord, ne se montrent pas. On imagine l'orgueil du roi de la nature, la griserie du triomphe et d'une nouvelle liberté. Tout s'effondre bientôt devant une évidence intolérable : les conquérants sont en cage, leurs déplacements sont prévus ; les chemins qu'ils inventent, quelqu'un les avait tracés pour eux. Invisibles, penchés sur la cage de verre, les Vénusiens soumettent ces mammifères supérieurs à des tests d'intelligence. Voilà, me semble-t-il, notre condition commune, à ceci près que nous sommes nos propres Vénusiens et nos propres cobayes. Ouvrez *Le Traître* vous êtes colons, vous considérez en hochant la tête un étrange animal – peut-être un indigène – qui court, tout affolé, sur le sol de Vénus. Mais je ne vous donne pas deux minutes pour vous apercevoir que l'indigène est un rat et que ce rat n'est autre que vous. Le livre était un piège et nous sommes tombés dedans ; à présent, nous détalons à travers les couloirs du trop grand labyrinthe sous le regard des expérimentateurs c'est-à-dire sous *notre* regard. L'expérience est en cours : il s'agit de savoir s'il existe un seul acte dans ce monde falsifié dont nous puissions dire tranquillement : *je* l'ai fait. Est-ce que nous *reconnaissons* nos entreprises ? Est-ce qu'elles ne deviennent pas *autres* en se réalisant ? Est-ce que *d'autres* ne les poursuivent pas à notre place ? d'autres qui nous sont plus chers que nous-mêmes et qui se nourrissent de notre sang ? À peine cet étranger, en mon plus secret conseil, a-t-il décidé pour moi de mes conduites, j'entends les criailleries de la foule qui m'habite : une vive agitation s'empare de tous ces gens que je ne connais pas, ils condamnent mon initiative et

protestent qu'elle n'engage que moi. Je suis un autre, dit la voix du Traître ; je la trouve bien modeste : à sa place, je dirais que je suis *des autres* et je parlerais de moi à la troisième personne du pluriel. Chacun de mes actes, en s'inscrivant dans la passivité de l'être, s'organise en un tourniquet[7] dont l'impérieuse inertie définit en moi *son homme*, autrement dit, *son esclave*, l'autre qu'il faut que je sois pour lui donner l'impulsion première et pour la renouveler sans cesse. Mes gestes les plus légers, mes engagements les plus sincères esquissent des figures inanimées ; je dois me glisser dans ces manèges et tourner dedans, comme un cheval de cirque, pour les faire tourner. *Lui*, l'auteur qui écrit cette préface, c'est un Autre, en ce moment même, un Autre que je n'aime pas. Le livre me plaisait et j'ai dit : oui, je le préfacerai, parce qu'il faut toujours payer pour avoir le droit d'aimer ce qu'on aime ; mais, dès que j'ai pris la plume, un petit carrousel invisible s'est mis en mouvement juste au-dessus du papier : c'était l'*avant-propos comme genre littéraire* qui requérait son spécialiste, un beau vieillard apaisé, un Académicien. Je n*'étais pas* Académicien ? Aucune importance : *il* le deviendrait pour la circonstance. Comment oserait-on présenter le livre d'un autre, à moins d'être sur le point de mourir ? *Il* s'est mis dans la peau du personnage, il s'est fait grand-aîné-diaphane-et-émerveillé ; *il* a écrit ce qui précède du bout d'une longue main pâle que manœuvrait ma main courtaude, il plonge en moi ses tentacules, il aspire mes mots et mes idées pour en tirer ses grâces un peu surannées. Si j'essaie de m'arracher à son emprise, d'écrire naturellement, c'est pis : je n'ai plus de naturel, *il* le filtre et le transforme en bonhomie. Il gardera la plume jusqu'à la fin de cet exercice et puis il s'envolera. Mais, quoi que j'entreprenne par la suite, pamphlet, libelle, autobiographie, d'autres vampires m'attendent, intermédiaires futurs entre ma conscience et ma page d'écriture.

Au moins puis-je espérer que l'intrus s'en ira. Mais il arrive qu'il reste, que je sois victime et complice de son établissement. Un jour *Mirandole*[8] s'est trouvé dans l'obligation de publier sous le pseudonyme de *Jouvence* un de ces livres coléreux et sains qui exhortent leur lecteur au courage et que, par cette raison, l'on nomme courageux. L'ouvrage a connu le succès. Des hommes tristes et las ont vu entre les lignes une figure austère et sacrée qui leur rendait l'espoir. Bref, l'ouvrage de Mirandole, en se refroidissant, a créé Jouvence, son véritable auteur. Aujourd'hui, Jouvence est reconnu d'utilité publique, on enseigne ses vertus dans les écoles primaires, il fait partie de nos biens nationaux et représente souvent la France à l'étranger ; il vit de Mirandole, et Mirandole meurt de lui. L'autre jour, à je ne sais quelle générale, on ne leur avait réservé qu'un méchant strapontin ; Mirandole est modeste, presque timide : il prit sur lui pourtant et fit un esclandre en tremblant : « Personnellement je n'aurais rien dit, expliqua-t-il à la sortie, mais je *ne pouvais pas* les laisser faire *ça* à Jouvence. »

Où est sa faute ? Où est la vôtre ? Après tout, nous ne les souhaitons pas, ces hôtes indésirables : ce sont les *Autres* qui nous les imposent. Les autres ou les instruments des Autres, ces doigts figés qui nous montrent sans cesse : c'est la trousse et c'est le malade qui font d'un gros homme étourdi le *Docteur*, ce dictateur angélique, ce despote éclairé qui poursuit notre bien contre nous et dont nous attendons avidement les ordres, les remontrances, l'adorable sévérité. L'envie prend quelquefois de museler les Vampires et de se montrer tel qu'on est : personne n'écoute, ce sont *Eux* qu'on attend. Devant la déception ou l'indifférence générale, nous nous disons, pincés : « Si tout le monde est d'accord… » et puis nous lâchons les monstres : cela finit toujours mal. Aux premiers jours de l'après-guerre, j'ai fait connaissance d'un peintre étranger[9] ; il venait de Londres : nous causions dans un café. Encore un Traître, celui-là, ou qui croyait l'être. Il s'aimait si peu que

les gens le détestaient : c'était son nom qu'ils aimaient. Je lui trouvais beaucoup de charme : autoritaire et faible, méfiant et naïf, fou d'orgueil et de honte, méchant et tendre, fasciné par sa gloire, importuné par elle, il était encore tout stupéfait d'avoir derrière lui une œuvre considérable que pourtant il méprisait : ce Don Quichotte ne pouvait obtenir sa propre estime que s'il gagnait sur un autre terrain une bataille dont il savait à l'avance qu'il n'arriverait pas même à l'engager. Tout finit, en effet, deux ans plus tard, par des éclats de rire. Instable, malheureux, romantique, il dépendait de l'heure, de la lumière, d'une note de musique, des femmes et surtout des hommes, de tous les hommes : *à nous tous*, nous aurions pu le sauver ; faute de cette unanimité, il oscillait entre la morgue et une gentillesse désarmée : tantôt, pour oublier cette vieille blennorragie mal soignée, sa Trahison, il se laissait tout entier dévorer par l'être prestigieux qu'il représentait pour autrui, alors il ne restait plus de lui qu'un insecte rutilant ; et tantôt, la peur, la tendresse et la bonne foi le changeaient en lui-même, en un homme quelconque qui peignait. Ce jour-là, assis à une autre table, un petit vieux le dévorait des yeux ; je le connaissais, c'était un de ses compatriotes, un émigré comme lui mais qui n'avait pas eu de chance. À la fin, n'y tenant plus, le vieillard se leva et vint se présenter à mon compagnon qui, hors de ses gardes, lui rendit naïvement son sourire : la gloire et le génie s'éteignirent ensemble ; il ne resta plus que deux exilés qui se reconnaissaient sans se connaître, qui n'étaient heureux ni l'un ni l'autre et qui se parlaient avec amitié.

Ce fut le plus malchanceux des deux qui ralluma l'auréole autour du crâne de son interlocuteur : il y avait eu malentendu, ce n'était pas à l'homme qu'il s'adressait, c'était au Peintre. Il ne faut pas trop demander aux artistes : suscité par un respect trop manifeste, par quelques inflexions serviles, le Grand Homme apparut ; il fut parfait : compréhensif, modeste, si génialement simple qu'il mit son

compatriote en fuite : celui-ci ramassa en hâte les papiers qui traînaient sur sa table et quitta le café d'un air rancuneux et déçu, sans comprendre qu'il avait été l'artisan de son propre malheur. Nous restâmes seuls et, après un silence gêné, le grand personnage murmura ceci que je n'oublierai pas : « Encore un échec ! » Et cela signifiait : *Il* s'est dit qu'il oublierait son nom, sa gloire, sa volumineuse présence, qu'*il* serait un exilé en face d'un compagnon d'exil. Mais puisqu'on attendait l'Artiste Incomparable, *il* s'est résigné, *il* a prêté son corps et sa voix à cet Autre qui n'est même pas son parasite personnel, qui vampirise au même instant un bon millier de personnes, de Pékin à Valparaiso, en passant par Moscou et Paris, et il l'a entendu parler dans sa propre bouche, avec cette terrible douceur qui voulait dire : « Mais non, ce n'est rien, je ne suis rien, je n'ai rien de plus que vous, la chance m'a souri, voilà tout. » Et il s'est rendu compte qu'il avait manqué une fois de plus l'*occasion* et qu'elle se représenterait tous les jours, à toute heure, et que, tous les jours, à toute heure, il la manquerait.

Le test n'est pas achevé, nous n'avons pas fini de trotter dans le labyrinthe, la voix n'a pas fini de parler. Ces touristes, ces routiers qui nous habitent au mois ou à la journée, l'enquête ne les concerne pas : on ne nous demandera pas compte des garnis, des salons de Vénus aux cent miroirs que nous louons à nos clients de passage ; tout le monde sera relâché après vérification d'identité sauf un hôte mystérieux et rarement visible, un usurpateur qui se prétend le taulier et qui n'est, en vérité, que notre locataire le plus ancien. Le personnage que la voix s'obstine à nommer « Il », c'est précisément *celui-là*. Écoutez-la, d'ailleurs, ce n'est déjà plus tout à fait la même. Au début, elle se bornait à commenter les gestes de l'occupant ; ensuite elle a révélé que ce personnage était en observation, elle a décrit les tests qu'on lui faisait subir et donné les résultats. À présent, affermie, tenace, parfois

brutale, elle *interroge* : les Vénusiens se sont changés en flics et les rats en suspects. Naturellement, on nous fait croire d'abord que nous sommes simplement *témoins* d'une instruction judiciaire. Personne n'a l'air de s'occuper de nous. C'est un certain Gorz qui est sur la sellette ; son nom vient d'être prononcé : on le questionne sans relâche, on bouscule ses alibis, on veut l'obliger à se contredire : Que faisait-il à Vienne, un certain jour de l'hiver 1936 ? et plus tôt, dans sa petite enfance ? et plus tard, au moment de l'Anschluss ? Il reconnaît avoir fréquenté de jeunes nazis, les avoir admirés. Pourquoi ? Il prétend avoir ensuite rompu avec eux : est-ce bien vrai ? A-t-il rompu de son plein gré ? Peut-il dire : *J'ai* rompu ? N'y a-t-il pas été contraint par les circonstances ? Par *sa nature objective* ? Et d'où lui vient-elle, cette nature ? De qui ? De quoi ? Muets, gênés, nous assistons à l'interrogatoire et nous faisons de notre mieux pour nous sentir indiscrets. Quelle chance si nous pouvions nous dire : Je n'étais pas à Vienne, moi, au temps du chancelier Dollfuss[10] ; cette affaire-ci ne me concerne pas. Mais non : nous sommes coincés et nous le savons ; au moment où nous démontrons aux gardiens que notre présence dans la chambre de torture s'explique par un simple malentendu, il y a beau temps que nous sommes passés aux aveux. Bourreaux et victimes, comme toujours, c'est nous, les flics, qui mettons le traître à la question. Mais dès qu'il se met à table, dès qu'il dénonce son premier habitant, ce nain difforme dont on ignore s'il est décédé ou s'il se cache et si ce n'est pas sa face espiègle qui vient de se coller à la vitre pour nous faire des grimaces, nous nous rappelons tout d'un coup le petit infirme qui nous a longtemps habités et nous essayons de reconstituer les circonstances suspectes de sa disparition : en 1920 j'existais, et *il* existait encore, *qui donc* l'avait si cruellement mutilé ; je me rappelle que je ne l'aimais guère. Ensuite, je ne le revois plus ; il y a eu meurtre, je crois. Mais lequel de nous deux a tué l'autre ? La voix

parle toujours : elle a trouvé des mots pour désigner la fissure qui nous déchire ; les premiers coupables ont laissé leurs empreintes sur un couteau : nous ne mettrons pas longtemps à les identifier.

Il paraît, en effet, qu'on trouve encore sur terre des sauvages assez stupides pour voir dans leurs nouveau-nés des ancêtres réincarnés. On agite au-dessus du nourrisson les armes et les colliers des vieux morts ; qu'il fasse un mouvement, tout le monde se récrie : le grand-oncle est ressuscité. Ce vieillard va téter, conchier sous lui la paille, on l'appellera par son nom ; les survivants de sa génération prendront plaisir à voir leur camarade de chasse et de guerre agiter ses petites jambes et s'égosiller ; dès qu'il saura parler, ils lui inculqueront les souvenirs du défunt, un dressage sévère lui restituera son ancien caractère, on lui rappellera qu'*il* était coléreux, cruel ou magnanime, il en restera convaincu, malgré les démentis de l'expérience. Quelle barbarie : on prend un môme bien vivant, on le coud dans la peau d'un mort, il étouffera dans cette enfance sénile sans autre occupation que de reproduire exactement les gestes avunculaires, sans autre espoir que d'empoisonner après sa mort des enfances futures. Faut-il s'étonner après cela qu'il parle de lui-même avec les plus grandes précautions, à mi-voix, souvent à la troisième personne ; ce malheureux n'ignore pas qu'il est son propre grand-oncle.

Ces aborigènes arriérés, on les trouve aux îles Fidji, à Tahiti, en Nouvelle-Guinée, à Vienne, à Paris, à Rome, partout où il y a des hommes : on les appelle des parents. Longtemps avant notre naissance, avant même de nous avoir conçus, les nôtres ont défini notre personnage. On a dit de nous : « Il », des années avant que nous puissions dire « *je* ». Nous avons existé d'abord *comme des objets absolus.* À travers notre famille, la société nous assignait une situation, un être, un ensemble de rôles ; les contradictions de l'Histoire et les luttes sociales déterminent d'avance le caractère et le destin des générations à venir.

Algérie 1935 : les parents sont exploités, opprimés, réduits à la misère au nom d'un racisme qui leur refuse la qualité d'homme, la langue arabe s'apprend comme une langue morte, les écoles françaises sont en si petit nombre que la grande majorité des Algériens sont illettrés ; refusés par la France, sans droits, sans culture, sans passé, ils ne trouvent de secours que dans la religion, que dans l'orgueil négatif d'un nationalisme naissant : est-ce que leurs fils, les fellaghas[11] de 1957, ne sont pas *faits d'avance* ? Et qui les a faits, si ce n'est le colon ? Qui leur a prescrit, depuis Bugeaud[12], ce destin de colère, de désespoir et de sang ? Qui a construit ces machines infernales qui doivent exploser un jour et faire éclater la colonisation ? Partout, le rôle est là, qui attend son homme : pour celui-ci, c'est le rôle de Juif ; pour celui-là, le rôle de propriétaire foncier. Mais ces fonctions sont encore trop abstraites : on les particularise en famille ; nous avons tous été contraints de réincarner *au moins un* défunt, en général un enfant victime de ses proches, tué en bas âge et dont le spectre désolé se survit sous la forme d'un adulte : notre propre père ou notre propre mère, ces morts vivants. À peine sorti d'un ventre, chaque petit d'homme est *pris pour un autre* ; on le pousse, on le tire pour le faire entrer de force dans son personnage, comme ces enfants que les *comprachicos*[13] tassaient dans des vases de porcelaine pour les empêcher de grandir. Au moins, dira-t-on, ceux-là n'étaient pas les fils de leurs bourreaux : on les achetait parfois, on les volait souvent. Sans doute : mais qui n'est pas enfant volé, plus ou moins ? Volé au monde, volé à son prochain, volé à soi ? La coutume s'est perpétuée : avec les enfants volés, on fait les voleurs d'enfants. Tout cela, nous le savions, nous l'avions toujours su : une voix solitaire nous le disait sans relâche ; mais nous préférions la passer sous silence, elle parlait dans le désert, dans *notre* désert : *il* faisait ceci ou cela à notre place, et nous étions *son* homme de paille, nous déclarions, par lâcheté, par complaisance : C'est moi qui ai fait le

coup ; et tout le monde feignait de nous croire : à charge de revanche. Ainsi, depuis des millénaires, l'humanité, honteuse de céder à la peur, au chantage, se cache le racket volant et tournant qui vit d'elle. Heureusement, quelqu'un vient de manger le morceau : un traître, un type dans le genre de ces dockers américains qui, par dégoût de leur propre lâcheté, dénoncent le gang de leurs exploiteurs et qu'on retrouve, peu après, dans l'Hudson, entre deux eaux. Un traître : un type lézardé comme nous tous, mais qui ne pouvait plus supporter la duplicité. Il a rompu le silence, refusé d'assumer les actes de l'intrus qui se faisait passer pour lui, de dire : moi. Du coup, les voilà nus, les *Autres,* les Zars[14], les loas[15], les anges noirs, les fils de Caïn, tous nos parasites. Nus mais pas morts : nous sommes partagés entre le scandale et la terreur ; on attend d'une minute à l'autre la riposte du Syndicat et l'exécution du délateur. De fait, nous n'avons rien gagné : nous retrouvons nos lézardes, nous découvrons nos occupants, c'est tout. Mais nous sommes désabusés : ce petit bruit rongeur, nous pensions qu'il entrait en nous par l'oreille mais non : c'est dans notre cœur qu'il a pris naissance ; nous avons reconnu, cette fois, l'universel marmonnement des consciences esclaves, la Voix Humaine[16] – et nous ne sommes pas près de l'oublier.

Cela n'empêche pas, naturellement, que le Traître appartienne à une espèce bien particulière ; il a sa manière propre d'être n'importe qui. Ni les Docteurs Extravagants ni les Héros Avantageux[17] ne l'ont choisi pour résidence. S'il parle de lui-même à la troisième personne, ce n'est pas par excès mais par défaut : les actes mesurés qu'on fait en son nom, il les tiendrait pour *siens* si seulement il en retrouvait les motifs ; il a opéré cent perquisitions toujours vaines ; on en conclura qu'il ne tient à rien. *Il* voyage sans désir de voyager ; *il* rencontre des gens, *il* va chez eux, *il* les reçoit chez lui sans aimer leur compagnie ;

d'autres fois, *il* se terre, *il* se claquemure sans aucune envie d'être seul. Est-il blasé ? Mais non : pour se déprendre des biens de la terre, il faut y avoir tenu. Et ne lui reprochons surtout pas « d'être revenu de tout sans y avoir été ». Car il n'a rien d'un *revenant* : il n'est pas parti, voilà son vrai malheur. Pourquoi ? Parce qu'il ne le souhaitait pas assez. Son cœur n'offre d'ailleurs pas trace de cette insatisfaction superbe qui a servi d'alibi chez nous à trois générations littéraires. L'infini, l'éternel Ailleurs, le Rêve, Dieu soit loué, il s'en fout. J'en connais qui se donnent le droit de mépriser le monde en le comparant à quelque prototype parfait. Mais le Traître ne méprise rien ni personne. Est-ce donc cette « valise vide » dont parlait Drieu[18] ? Non : le coup de la valise, c'était bon pour l'entre-guerres : on l'ouvrait, on priait le spectateur de constater par lui-même qu'elle ne contenait rien d'autre qu'un pyjama et qu'une brosse à dents. Nous savons aujourd'hui qu'elle avait un double fond, qu'on s'en servait pour le transport d'armes et le trafic de stupéfiants : la jeunesse dorée y cachait habilement tout ce qui pouvait servir à détruire l'espèce et à précipiter l'avènement de l'Inhumain. Mais le Traître se gardera bien de faire sauter le monde : l'Inhumain, c'est *déjà son lot* puisqu'il ne partage pas les fins des hommes. En un mot, je le classe parmi les Indifférents : ce sous-groupe est d'origine récente, ses représentants n'ont pas plus de trente ans ; nul ne sait encore ce qu'ils deviendront. Mais il faut observer dès à présent qu'on s'ôte les moyens de les comprendre en s'obstinant à leur prêter une nonchalance d'aristocrates. Ce qui les distingue, c'est leur empressement. Gorz exerce un métier, cultive son corps et son esprit, il a pris femme. Vous le rencontreriez au Palais ou à la Bourse, portant son élégante serviette de cuir, vous le prendriez pour un des vôtres. Ponctuel au travail, tatillon, même, personne n'est plus affable ; à peine manifeste-t-il dans les rapports quotidiens une ombre de réserve que ses collègues expliquent en souriant par la timidité ;

mais qu'on vienne à lui demander un service, il court, il vole pour le rendre plus vite. Les plus superficiels le jugeront insignifiant : de fait, il parle peu ; *il ressemble à tout le monde* ; cet effacement et cette ressemblance si parfaitement imitée assureront sa popularité. Mais quand on l'examine de plus près, cet imposteur est démasqué par son zèle. La plupart des gens, convaincus d'être des hommes de père en fils, et depuis Adam, traitent leur nature humaine avec quelque négligence : ils y ont des titres si anciens et si peu contestés qu'ils suivent tranquillement leurs inclinations personnelles, sûrs de pisser, si c'est leur envie, ou de tuer fort humainement. Mais l'Indifférent ne se connaît pas d'inclination ; qu'il prenne un verre ou qu'il se batte, il lui faut s'y décider, boire sans soif, se venger sans colère d'un affront qu'on n'a pas ressenti, *pour faire comme les autres.* Son premier mouvement c'est de n'en avoir pas : voilà ce qu'il faut cacher, nier sans cesse ; ce curieux produit de nos sociétés, par terreur de tomber au niveau des anges ou à celui des bêtes dressées, s'efforce d'imiter en tout les Adamites[19] ; il se perd : Paulhan s'est nommé « guerrier appliqué[20] » dans un excellent petit livre où il racontait sa guerre. L'Indifférent, lui, se rend suspect par cette simple raison que c'est un homme appliqué.

Trop appliqué pour être honnête : s'il veut se faire passer pour mon semblable, c'est donc qu'il ne l'est pas. La communauté humaine contiendrait de faux hommes ? qui ne se distingueraient pas des vrais ? Comment savoir, en ce cas, si les vrais existent ? Qui vérifiera leurs titres ? J'ai entendu, parfois, que l'homme était l'avenir de l'homme, d'autres fois qu'il était son passé : son présent jamais. Nous sommes tous faux ; pour la seconde fois le Traître a vendu la mèche : par la passion qu'il met à *se faire* humain, il nous rappelle que notre espèce n'existe pas. L'auteur de ce livre est un rat[21], comme on pouvait s'en douter. Et qui plus est, un rat possédé. Par un autre rat ? Par le Rat en

soi ? Justement non : cet Autre dont une voix solitaire nous parle sans cesse, ce pur objet, cette ligne de fuite, cette absence, c'est l'Homme, notre tyran. Nous voilà démasqués : des rats en proie à l'Homme. Aussitôt la folle entreprise de l'Indifférent se fait reconnaître, c'est la nôtre : nous courons tous après un fantôme dans les couloirs d'un labyrinthe expérimental, Gorz est en tête. S'il l'attrape et s'il le mange, ce parasite qu'il a si longtemps nourri de ses angoisses et de ses fatigues, s'il le résorbe dans sa propre substance, notre espèce est possible ; quelque part, entre les rats et les anges[22], elle est en train de naître, nous sortirons du labyrinthe.

Une fois de plus, le propos de ce livre s'est transformé : il ne s'agit pas de se connaître mais de changer la vie ; on ne s'adresse pas encore à nous mais, qu'on le veuille ou non, c'est à nous que la question fondamentale est posée : par quelle activité un « individu accidentel[b] » peut-il réaliser en lui-même et pour tous la personne humaine ?

Cet ouvrage, je l'ai dit, s'est organisé comme une machine à *feed-back* : le présent métamorphose sans cesse le passé dont il est issu. Aux premières pages du livre, il nous semblait que la voix ramassait des mots au hasard, n'importe où, pour fuir l'angoisse et pour qu'il y eût *quelque chose* derrière elle, n'importe quoi sauf le silence. Et c'était vrai : *à ce moment-là* c'était vrai. Mais la question de l'homme s'est posée : une lumière neuve revient sur le commencement de l'entreprise, c'est une métamorphose : *avant la voix*, Gorz existait déjà, il souffrait déjà de son indifférence, il se défendait contre elle avec les moyens du bord. Brusquement, il change de tactique et renverse son rapport à soi. Cette rupture constitue par elle seule un événement absolu ; mais on aurait tort d'y voir une aventure intérieure[23] dont le principal mérite serait d'avoir donné le jour à un livre : en fait, c'est *dans* le livre qu'elle a lieu, c'est à travers lui et par lui qu'elle se développe et prend conscience de

soi. *Le Traître* ne prétend pas *nous raconter* l'histoire d'un converti ; il *est* la conversion elle-même.

Gorz a trente-deux ans : depuis trente-deux ans, quoi qu'il fasse, il lui apparaît aussitôt qu'il eût pu faire le contraire et que le résultat eût été le même, c'est-à-dire nul – ou pire encore : insignifiant. Depuis trente-deux ans, son existence lui échappe, il n'en a d'autre preuve qu'un insurmontable ennui : je m'ennuie, donc j'existe[24]. Mais il s'est débattu ; il a cherché, il a cru trouver la parade ; il s'est dit : « Puisque je ne suis de nulle part, d'aucun groupe, d'aucune entreprise, l'exilé de tous les groupes et de toutes les entreprises, il n'y a que cette alternative : être en marge de la société et de l'Histoire, le surnuméraire de l'espèce humaine, réduit à l'ennui de vivre, à la conscience aiguë de la contingence de tout ce qui m'entoure ; ou m'élever en conscience à l'absolu, c'est-à-dire tout fonder philosophiquement comme un moment de l'aventure spirituelle et, ceci fait, retrouver à partir de cet intérêt spéculatif le goût du concret… je ne peux rejoindre… le réel qu'à partir de l'Idée. » En d'autres termes, puisqu'il est ainsi fait qu'il ne se connaît pas de désir particulier, il va mettre à profit son indifférence : faute de pouvoir – ou de vouloir : rien n'est encore décidé – être *un certain* Gorz, il se fera l'Homme Universel ; il déterminera ses conduites par des concepts et se donnera cette règle : agis toujours de telle sorte que les circonstances et le moment servent de prétexte à tes actes pour réaliser en toi et hors de toi la généralité de l'espèce humaine. C'est pour cela qu'il a entrepris, à vingt ans, d'écrire un ouvrage de philosophie : quand on est immunisé de naissance contre les violences de la peur, de la concupiscence ou de la colère, il faut ne rien faire ou tout fonder en raison, même le geste d'ouvrir un parapluie s'il pleut.

Tout s'explique, à présent ; personne ne s'étonnera plus qu'il ait trahi : c'est un de ces types qui ont la tête pleine de mots, qui analysent

tout, qui veulent toujours savoir le pourquoi et le comment, un esprit critique et destructeur ; un sale intellectuel, en un mot. Je ne songe pas à le nier, c'est même pour cela qu'il me plaît : j'en suis un, moi aussi. Une feuille littéraire demandait au prince de la fausse monnaie ce qu'il détestait le plus ; il n'a pas hésité : « Les intellectuels. » J'ai de l'amitié pour ce faux-monnayeur : c'est un vrai poète et un homme bon ; mais je me demande quelle mouche l'a piqué ce jour-là : tout le monde connaît ses airs traqués, ses monologues sur le destin, sur le temps, sur la vie, morceaux choisis d'une apologie perpétuelle et suppliante, ces embouteillages de mots dans sa gorge, ses mains charmantes qui sont encore des paroles, qui se tournent, les paumes en dehors, pour implorer sa grâce, cette pensée harassée, éreintée, mais qui court toujours, qui saute lestement d'une idée à l'autre, sans s'apercevoir qu'elle fuit en rond dans sa cage, ces improvisations fulgurantes dont on retrouve le canevas dans les écrits de la veille et qui laissent, quand elles s'éteignent, entrevoir l'incurable tristesse d'un regard glacé ; cet homme se cherche un tribunal[25] à seule fin de le corrompre ; qu'il vous rencontre, vous serez magistrat et juré, il ne vous fera pas grâce d'un seul détail de ses conduites et ne vous lâchera pas que vous ne l'ayez acquitté ; mais ne vous y trompez pas, il sait tout : la sentence qu'il veut prévenir, il sait qu'il l'a portée lui-même au début de ce siècle, il sait qu'il est forçat et qu'il purge sa peine depuis cinquante ans ; car il s'est condamné à plaider jusque dans la vieillesse la cause que son adolescence a jugée sans appel. Comment l'appellerez-vous, cet avocat du Diable, sinon un *intellectuel* ? J'en connais d'autres, bien sûr, qui opposent volontiers à ces bavardages les grands silences de la terre ou des paysans. Mais si vous les ouvrez, quel vacarme : leur tête est toute bruissante des mots qui désignent le silence des autres. Gorz est le premier, je crois, qui ait formulé concrètement le problème ; et je lui en sais gré. Peu importe qu'on parle sur le langage ou sur le silence,

sur les intuitions confuses du poète ou sur les idées claires : ce qui compte, c'est que ces parleurs sont contraints de parler. L'homme à la fausse monnaie a fait, pour défendre les ténèbres du cœur, plus de raisonnements que Kant pour établir les droits de la Raison : il y était obligé ; discours, concepts, argumentations : c'est notre lot. Pourquoi ? Parce que l'intelligence n'est ni un don ni une tare : c'est un drame ; ou, si l'on préfère, une solution provisoire qui se change le plus souvent en condamnation à vie. Quelqu'un disait à notre traître : « Tu pues l'intelligence comme on pue des aisselles. » Et c'est vrai : l'intelligence pue. Mais pas plus que la bêtise : il y a des odeurs pour tous les goûts. Celle-ci sent le fauve, celle-là sent l'homme. C'est d'abord que certains individus, déchirés, exilés, condamnés, tentent de surmonter leurs conflits et leur solitude en poursuivant la folle image de l'unanimité ; c'est elle que nous reflètent leurs yeux, que nous proposent timidement leurs sourires. À propos de tout et de rien : l'appel est là, inscrit à demeure sur les visages ; la voix réclame, quoi qu'elle dise, un consentement universel ; mais les gens, lestés par leurs particularités, par des intérêts bien denses, par des passions, détestent qu'on veuille dissoudre leurs différences et leurs haines dans l'harmonie toute formelle de l'assentiment.

Et puis, l'intelligence est minutieuse : elle veut tout reprendre par le début, même ce que chacun croit savoir faire : elle décompose et recompose la marche, la respiration, elle apprend à se laver, à se moucher, selon les principes. C'est elle qui donne aux intellectuels cette allure de grands mutilés en période de rééducation ; mais il faut les comprendre : chacun d'eux la réinvente pour compenser la grande braderie qui a liquidé en lui toutes les impulsions et tous les entêtements ; ils ont besoin d'elle pour remplacer les signaux qu'on n'a pas inscrits dans leur chair, les habitudes qu'on ne leur a pas données, les chemins qu'on ne leur a pas frayés, bref *pour vivre*. Je me

rappelle ce jeune chien, après l'ablation partielle du cervelet : il se déplaçait à travers la pièce et se heurtait rarement aux meubles mais il était devenu pensif : cet animal établissait soigneusement son itinéraire, méditait longuement avant de contourner un obstacle, il lui fallait beaucoup de temps et de réflexion pour accomplir les mouvements qu'il faisait auparavant sans y prendre garde ; dans le langage de l'époque, on disait que le cortex avait assumé chez lui les fonctions des centres inférieurs : c'était un chien intellectuel. Je ne sais s'il fut très utile ou très nuisible à ses congénères, mais nous pouvons imaginer assez bien qu'il avait perdu ce qu'un autre exilé, Genet[26], a si bien nommé « la douce confusion natale » ; en somme, il lui fallait crever ou réinventer le chien. Et nous autres, les rats sans cervelet, nous sommes ainsi faits qu'il nous faut crever ou inventer l'homme : nous savons bien, d'ailleurs, qu'il se fera sans nous, par le travail et par le combat, que nos modèles sont périmés d'un jour à l'autre, qu'il n'en restera rien dans le produit fini, pas même un osselet, mais la fabrication se ferait à l'aveuglette, en bricolant, par des rafistolages, si nous n'étions pas là, nous, les décérebellés, pour répéter sans cesse qu'il nous faut travailler selon des principes, qu'il ne s'agit pas de raccommoder mais de tailler et de construire, que notre espèce, enfin, sera l'universel concret[27] ou qu'elle ne sera pas.

L'intelligence de Gorz frappe dès le premier coup d'œil : c'est une des plus agiles et des plus aiguës que je connaisse ; il faut qu'il ait eu grand besoin de cet outil pour l'avoir si bien affûté. Mais lorsqu'il entreprend d'écrire son traité philosophique, il n'échappe pas, pour autant, à la contradiction, propre aux intellectuels. Il veut n'agir qu'en fonction de la condition humaine ; or, sitôt accompli, l'acte s'enterre dans le particulier : reste la réalisation fortuite d'une possibilité entre mille. Pourquoi justement *celle-là* ? Le pis, c'est qu'elle le compromet : il ne peut seulement respirer sans ajouter une touche nouvelle à un

portrait sans modèle qui n'est autre que son propre portrait. Il lui faudrait devenir à la fois tous les Gorz possibles pour que ces vaines équivalences s'annulent, pour *n'être enfin que l'homme* en devenant *tout l'homme*. Mais non : « Nous naissons plusieurs et nous mourons un seul », dit le Socrate de Valéry[28]. Gorz ne peut s'empêcher de vivre ni de rétrécir à l'usage : son intelligence universelle déborde son aventure personnelle et voit avec dégoût se dessiner la physionomie de ce Gorz qui sera *un seul* ; elle le refuse, elle ne veut pas même le reconnaître : elle eût accepté avec joie qu'il fût n'importe qui ; or il n'est même pas cela ; une succession d'accidents lui a donné une individualité définie qui se distingue des autres par des niaiseries.

Nous connaissons tous cette angoisse distraite et sucrée – nous, c'est-à-dire les intellectuels. Nous nous pensions universels parce que nous jouions avec des concepts et puis, tout d'un coup, nous voyons notre ombre à nos pieds ; nous sommes *là*, nous faisons *ceci* et rien d'autre : à Brooklyn, une fois, j'ai cru perdre la tête. Par ma faute : je me promenais ; on ne se promène pas aux États-Unis[29]. Donc je traversais des chaussées, je longeais des immeubles, je regardais les passants. Et, d'une rue à l'autre, immeubles, passants et chaussées, tout était pareil ou, du moins, tout me semblait tel. Je prenais à droite, à gauche, je tournais, je fonçais devant moi, pour retrouver les mêmes maisons de briques, les mêmes marches blanches devant les mêmes portes, les mêmes enfants jouant aux mêmes jeux. Au début, cela me plaisait, j'avais découvert la cité des équivalences absolues ; universel et quelconque, je n'avais pas plus de raison de marcher sur *ce* trottoir que sur *le même*, cent blocks plus loin ; mille fois recommencée, la vague de pierre me portait, me faisait participer à son inerte recommencement. Ce qui me lassa peu à peu, ce fut d'avancer sans cesse *pour n'aller nulle part* ; je pressais le pas, je courais presque et je restais sur place. Tout d'un coup, j'eus conscience d'un innombrable refus : tous ces produits

de série, tous ces tronçons de rue alignés côte à côte, ils se ressemblaient par-dessus le marché en ceci qu'ils étaient également vides de moi – sauf un, justement, qui ne se distinguait en rien des autres, où je n'avais pas plus de raison d'être que dans les segments voisins et qui, pour un motif inconnu ou bien sans aucun motif, tolérait ma présence. Du coup, mes mouvements, ma vie, ma pesanteur elle-même me parurent illégitimes : je n'étais pas une personne réelle puisque je n'avais aucun motif particulier de me trouver en *ce* point du quarante deuxième parallèle plutôt qu'en tout autre ; mais pourtant, j'étais un être singulier, irréductible, puisque ma position en latitude et en longitude me définissait rigoureusement. Ni tous ni quelqu'un, ni tout à fait quelque chose : une détermination de l'espace, un rêve coupable et contagieux qui hantait, par places, l'asphalte surchauffé, un défaut de l'être, un loup. Mobile obstiné, ma présence dans l'univers mécanique de la répétition devenait un accident brut, aussi bête que ma naissance. L'ubiquité m'eût sauvé ; il fallait être légion, arpenter cent mille trottoirs à la fois : cela seul m'eût permis d'être n'importe quel promeneur dans n'importe quelle rue de Brooklyn. Faute de pouvoir me quitter ou me multiplier, je me jetai dans le métro. Je revins à Manhattan, je retrouvai, dans mon hôtel, mes ordinaires raisons d'être, peu convaincantes mais humaines.

Pas de métro pour le jeune Gorz, pas d'hôtel ni de raison d'être : même dans sa chambre il est dehors ; donc illégitime partout ; et mystifié jusqu'à l'os : il croit échapper à son insignifiante personne en affichant le dégoût qu'elle lui inspire ; or c'est *d'abord* ce dégoût qui le singularise ; la particularité des intellectuels n'est autre que leur vain désir d'universalité.

Mais il vient d'achever son traité de philosophie, il prend du recul pour le regarder et toute la mystification s'évanouit ; la pensée de l'universel s'est resserrée, condensée, elle a pris de la physionomie, elle

lui ressemble ; il est à l'origine d'un objet surnuméraire – cette liasse de feuillets dactylographiés – et du même coup, il s'y est emprisonné : depuis longtemps déjà les autres prétendaient le retrouver tout entier dans ses gestes les plus ordinaires, dans sa manière de manger, de s'asseoir, d'ouvrir un télégramme – ah ! c'est bien de toi, c'est tout à fait toi, je te reconnais bien là, ce que tu fais là c'est du Gorz tout pur, tout craché – Dieu sait s'il s'en irritait, mais qu'est-ce qu'il vient de faire justement si ce n'est un geste volumineux qui s'est refermé sur lui ? Les autres vont être trop contents, ils se pencheront sur les parois transparentes de sa prison et ils le *reconnaîtront*, cette façon d'écrire, mon vieux, de te corriger, d'entrer dans le sujet petit à petit, de le tâter de l'orteil avant d'y plonger, mais c'est toi, c'est bien de toi, c'est tout toi, et ces idées, mon vieux, mon pauvre vieux, c'est du Gorz, du Gorz tout craché ! Un diable dans une bouteille. Pour ouvrir les boîtes de conserve, les pensées d'autrui, son parapluie, il n'a qu'un seul et même geste ; un seul pour entrer dans les vues d'un philosophe du XVII^e^ siècle et dans l'appartement d'un camarade, d'une jeune femme. Il reprend une à une les phrases de son livre : Gestes ! Gestes ! Gestes ! Gorz est là, sous ses yeux, il tend son long cou, il pince ses lèvres minces : tel qu'en lui-même enfin[30]… En somme, il a tenté de vivre et il a perdu. Il sait à présent qu'il était forcé de perdre et que, d'ailleurs, il y était secrètement résolu.

À ce moment précis, la Voix s'est élevée. Un petit marmonnement presque inintelligible, né de l'angoisse et de la récrimination, qui ruminait cette défaite surprenante et prévue ; la Voix fait un simple constat : c'est lui, c'est bien lui, c'est lui tout craché. Cela suffit pour que tout bascule : ce parasite qui s'engraissait de ses actes, c'étaient les autres qui prétendaient le connaître ; le regard universel de l'Indifférent le traversait comme la lumière traverse une vitre. Brusquement, il est là, opaque, encombrant : « Avoue ! Tu l'as vu, tu lui

as parlé, on le sait ; ton système de défense ne convaincra personne, on connaît la date et le lieu de vos rendez-vous : tu es fait ! » La voix passe aux aveux : « Eh bien ! oui, je le connais mieux que personne, je l'ai toujours connu, je vais vous dire ce que je sais de lui. »

N'avais-je pas raison tout à l'heure quand je disais qu'on devrait parler de soi au pluriel ? Ils sont deux à vivre de ce malheureux : il y a l'homme universel, ce tyran insaisissable et bien armé, et puis il y a l'autre, le déchet. *On* se fait un *certain Gorz* en essayant de n'être que l'Homme ; et, pour dire toute la vérité, on veut devenir *tout l'homme* parce qu'on refuse d'être un certain Gorz. Mais qui donc refuse d'être Gorz sinon Gorz lui-même ? Ce refus l'explique et le définit. Si l'on *acceptait* d'être, autrement dit d'avoir été l'avare au long cou qui veut préserver sa vaine universalité, si l'on parlait de lui sans cesse, si l'on dénombrait toutes ses obstinations particulières, si, au lieu de le traverser, le regard intellectuel le *perçait à jour*, est-ce que cet « original » ne disparaîtrait pas avec la négation butée qui faisait son originalité ? Certes, ce n'est pas l'Homme futur qui viendrait occuper sa place, mais un autre particulier dont les obstinations fondamentales risqueraient seulement d'être plus positives. Qu'y gagnerait-on ? Le jeu vaut-il la chandelle ? En fait, il est trop tard pour compter les profits et les pertes : la Voix parle, l'entreprise est commencée. Le Traître a pris pour fin sa propre particularité.

Il ne s'agit ni de la connaître ni tout à fait de la changer, mais *d'abord* de se changer par la volonté de la connaître. L'Indifférent n'a pas le sot projet de se peindre[31] : il veut modifier la relation fondamentale qui l'unit à Gorz. Quand il se tourne vers l'enfant, vers l'adolescent qu'il a été, quand il interroge son personnage son enquête est déjà une action : il arrête brusquement sa fuite éperdue, il se force à se regarder sans dégoût, il reporte sur soi son goût des totalisations et,

faute d'être tout l'homme, il prétend d'abord devenir pour lui-même *tout Gorz*.

Cela n'est pas si simple : pour s'être si longtemps négligé, il est au milieu de soi-même comme un Robinson dans une île déserte. Comment retrouver les sentiers perdus : les lianes et les ronces couvrent tout. On attrape encore des souvenirs : mais qu'est-ce qu'un souvenir ? quelle est la vérité de ce tableautin inerte ? et son importance, quelle est-elle ? Est-ce le passé qui éclate dans le présent comme une bombe ? Est-ce le présent qui se maquille en passé ? Ou les deux ensemble ? Il faut répondre à ces deux questions : *qui* est ce Gorz que je suis ? qui m'a fait tel que je sois Gorz et que je refuse si farouchement de l'être ? Mais comment décider ? Où sont les outils ? Bien sûr, les offres ne manquent pas : il y a des méthodes éprouvées *qui* se proposent en hâte et font même de petites démonstrations probatoires pour montrer leur efficacité : « Ta classe, dit l'une, est en pleine décadence ; sans principes et sans espoir, elle dépense toutes ses forces à se maintenir et n'a plus assez de cœur ou, si tu veux, de naïveté, pour rien entreprendre de neuf : ton indifférence traduit son anxieuse incertitude ; l'existence te paraît sans but parce que la vie bourgeoise n'a plus de sens ; quant à ton malaise philosophique, ne lui cherche pas d'autre origine : la bourgeoisie n'a même plus confiance dans son antique idéalisme, elle tente de le cacher sous de vieux oripeaux ; tu as pris ces étoffes usées dans tes mains, tu en as vu la trame et tu es resté dégoûté, sans pouvoir ni te contenter de ces vieilleries ni trouver une pensée nouvelle. » Il écoute, il approuve, il n'est pas entièrement convaincu ; il accorde sans difficulté qu'il est un jeune bourgeois. Sans besoins, tout abstrait, « pur consommateur d'eau, d'air, de pain, du travail d'autrui, réduit à la conscience aiguë de la contingence de tout ce qui l'entoure ». Mais il connaît beaucoup d'autres bourgeois de son âge qui ne lui ressemblent pas. Certes, il

pourrait, sans abandonner la méthode, retrouver les circonstances historiques et sociales qui peuvent expliquer ses singularités : il nous apprend lui-même qu'il est autrichien, demi-juif, qu'il a dû quitter l'Autriche au moment de l'Anschluss et qu'il a vécu plusieurs années en Suisse. Il est convaincu que ces facteurs ne sont pas sans influence sur son attitude présente. Mais *de quelle influence* s'agit-il ? Et comment s'est-elle exercée ? Et d'une manière plus générale encore, y a-t-il rien de plus surprenant, de plus obscur que l'action des gens, des événements ou des objets sur le développement d'un homme ? Autour de lui, tout le monde est d'accord : nous sommes conditionnés ; il ne s'en trouve pas un pour mettre en doute l'existence de ce conditionnement et pour s'interroger sur sa nature ; ce sont des choses qu'ils savent de père en fils ; leurs disputes commencent quand ils essaient de classer les conditions et d'en déterminer l'importance. Mais tous ces gens sont des héritiers : ces présuppositions, ces prétendues évidences font partie d'un legs très ancien que chaque génération refile à la suivante et dont personne n'a jamais fait l'inventaire. L'Indifférent, au contraire, n'a hérité aucune de leurs convictions : l'Exilé de tous les groupes doit être aussi celui de toutes les idéologies. Lorsqu'il vient à considérer à la fois qu'il est « né d'un Juif » et qu'il a une « conscience aiguë de la contingence de tout », il admire l'isolement, l'opacité, l'irréductibilité hautaine de ces deux faits si différents : à les regarder naïvement on dirait deux cités en miniature, ceintes de remparts et de fossés ; chacune est peinte sur une vieille toile enfermée dans un cadre, toutes deux sont accrochées à la cimaise : entre elles *il n'y a pas de chemin visible* puisqu'elles n'existent pas dans le même monde. Il n'ignore pas, cependant, que les gens vont et viennent dans leur petit musée personnel, qu'ils passent d'une Circoncision à une Flagellation, sans même chercher le nom des auteurs, et qu'ils disent : *Cela* est cause de *Ceci*, je suis l'infortuné produit de ma race, du

judaïsme de mon père, de l'antisémitisme de mes camarades, comme si le lien véritable entre ces mystérieuses images de lui-même, c'était tout simplement le mur où l'on avait suspendu les tableaux qui les enferment ; mais quand il pense à la paisible assurance de ces hoirs, c'est pour tomber dans l'ébahissement le plus profond.

C'est alors que l'autre méthode se propose, cet étrange dogmatisme qui se fonde sur un scepticisme absolu : se rappelle-t-il ses premières années, l'éloignement que sa mère éprouvait, qu'elle avait su lui inspirer pour le Juif qu'elle avait épousé, la tension insupportable du groupe familial, le dressage sévère auquel il a été soumis dès qu'il a su parler ? Qu'il se demande donc s'il n'a pas été victime d'une mère abusive, castratrice, et s'il ne faut pas dater de cette époque obscure, de cette oppression subie dans l'égarement, l'apparition des « complexes » qui le coupent, aujourd'hui, du monde. « *Il* », en définitive, ne serait-ce pas *l'Aryen d'honneur*, ce personnage qu'une épouse outragée veut imposer à son fils parce qu'elle reproche sans cesse à un certain Israélite d'être le seul mari qu'elle ait pu trouver ? La docilité d'un enfant façonné se survivrait chez l'adulte sous forme d'apathie.

À quoi il répond que son éducation lui a en effet donné des complexes : sa mère a voulu faire de lui cet Autre qu'il est en partie devenu ; dans ses premières années, il souffrait, comme à présent, d'une indifférence inquiète et zélée. Mais il ne parvient pas à comprendre comment ces fameux « complexes » se perpétuent : il était apathique à huit ans, il l'est aujourd'hui ; *est-ce la même apathie* ? S'est-elle conservée par une persévérance inerte de l'être ? Mais il ne croira pas si facilement à la passivité humaine : toute son expérience refuse cette idée si commode et la métaphysique qui l'appuie. Admettra-t-il au contraire qu'il a nourri, câliné ses complexes, qu'il les soigne et les engraisse, que l'adolescent et l'adulte ont repris, souligné, enrichi les premiers caractères de l'enfant par une sorte de création continuée ? Il

serait responsable de tout, c'est lui, au jour le jour, qui se ferait indifférent.

Il ne peut conclure si vite : aucune de ces interprétations n'est pleinement satisfaisante, aucune n'est tout à fait claire à ses yeux ; traître une fois de plus comme l'enfant d'Andersen qui voit le roi tout nu[32], il fait l'inventaire de notre héritage philosophique, trouve les coffres vides et le dit ingénument. Pourquoi, d'ailleurs, se ferait-il interroger par les méthodes des autres, pourquoi se livrerait-il à la flicaille psychiatrique ou marxiste ? C'est à lui qu'il revient, au contraire, de mettre ces procédés d'enquête en question dans la question qu'il se pose sur lui-même. Cet Œdipe fait porter son investigation sur son propre passé et sur la validité de ses souvenirs, sur les droits de l'expérience et sur les limites de la raison, sur la légitimité, enfin, des dons prophétiques que s'attribuent nos Tirésias[33]. Mais il tourne le dos à l'universel : la méthode, il l'invente en réfléchissant sur son cas, elle se prouvera par sa réussite : pour se produire au jour comme une totalité particulière, il faut qu'il se cantonne dans l'expérience de sa particularité, qu'il s'invente en inventant sa propre interrogation et les moyens d'y répondre. Le Traître efface tout et se recommence : voilà ce qui nous donne, aujourd'hui, la chance de lire un livre *radical*.

Longtemps, nous avons écouté « la Voix de son Maître[34] ». À présent, c'est Gorz qui parle : la fin du monologue revient sur son commencement, l'enveloppe, l'absorbe ; le sens de l'ouvrage apparaît en pleine clarté. D'abord c'était une question, posée dans l'ombre, par *personne* : À quelles conditions le nommé Gorz pourra-t-il dire Je ? Mais, tout de suite après, un être encore indistinct émerge de la nuit : ces conditions, il ne s'agit pas simplement de les déterminer, le livre devient l'effort vivant de Gorz pour les remplir. *Il* sait, à présent, qu'*il*

n'aura rien fait s'il ne tord pas le cou aux vampires qui le lavent, l'habillent et l'engraissent pour s'engraisser de lui : le premier acte qui naîtra tout seul de mes mains, qui ne dépendra que de lui-même et des obstacles à surmonter, qui se repliera sur soi pour se reprendre et se contrôler, c'est lui qui dira mon premier *Je* ; cet insensible glissement d'une action contre elle-même *ce sera moi*. Et qui l'empêche d'agir ? Il le sait aussi : c'est le trop prompt désir d'être trop tôt universel. Il se répète à présent que son action future empruntera nécessairement *ses* yeux, *sa* bouche, *ses* bras, qu'elle aura *son* air de tête ; et surtout qu'il sera chaque jour plus rigoureusement défini par l'agitation éphémère qu'elle communiquera aux objets environnants ; à le prendre du dehors, ce n'est que cela, un homme : une inquiétude qui travaille la matière dans les limites d'un secteur rigoureusement défini. De vieilles entreprises singulières imposent leur singularité à une entreprise nouvelle qui revient sur toutes pour les singulariser davantage : *moi*, *je* suis ce va-et-vient incessant. Qu'il agisse, il sera *soi* ; mais il faut *s'accepter* pour agir. Qu'est-ce qui l'en empêche ? Quelle est la raison de son vain désir d'universalité ? Il découvre un ramas de déchets tassé dans son cœur, son enfance : il entreprend de le dissoudre ; mais cela ne suffit pas : il ne peut plus se cacher qu'il réinvente à chaque instant la bâtardise, le poids de ses vieilles misères, ses infirmités ; faute d'être tout, c'est lui, *aujourd'hui*, qui se jette dans une orgueilleuse passivité, pour faire entendre à tous qu'il reçoit ses déterminations de l'extérieur et sans y consentir, c'est lui qui s'anéantit de son plein gré ou, tout au moins, qui s'absente en laissant aux habitudes que d'autres lui ont fait prendre le soin d'assurer la station debout, les fonctions naturelles et sociales de son corps, c'est lui qui, en toute liberté, a décidé, comme saint Jean de la Croix mais sans mysticisme, de ne jamais rien faire pour « n'être rien en rien[35] », librement. Il est donc libre ? Bien sûr : il n'en a jamais douté. On l'a fait, on l'a marqué, coulé dans le plâtre *et* il est

libre ? Oui : serf arbitre, libre arbitre ne font en lui qu'une seule et même chose. Comment cela se peut-il ? Il essaiera de le dire, de *se* le dire ; mais son but reste pratique : il s'agit pour lui d'inventer le mouvement dialectique qui pourra totaliser les rapports changeants du passé, du présent et de l'avenir, de l'objectif et du subjectif, de l'être et de l'existence, des appareils et de la liberté, pour pouvoir à la fois s'affirmer et se dissoudre sans cesse jusqu'à faire lever enfin dans son cœur une impulsion véritable qui le ravage et sorte de lui par les mains et s'achève au-dehors par cet holocauste d'objets qu'on appelle un *acte*.

Telle est sa tâche : il vient de le comprendre, il met ce qu'il a compris sur le papier ; et, à cet instant même, il s'aperçoit que son désir le plus intime sort de son cœur par ses mains, qu'il est *déjà* embarqué dans une entreprise, que les mots d'aujourd'hui, d'hier, du mois passé se rassemblent et s'organisent pour lui refléter son nouveau visage, qu'il est en train de se défaire par la parole pour pouvoir un jour se faire par des actes, que cette destruction le crée, qu'elle le détermine irréversiblement, qu'elle le transforme peu à peu en cet être incomparable et quelconque que nous sommes chacun pour nous-mêmes pendant le sommeil de nos Vampires, qu'il s'est enfin « mouillé », mis « dans le bain », condamné, quoi qu'il fasse, à n'avoir plus jamais d'autre tremplin que soi. Voici l'instant : *hic Rhodus, hic salta*[36] ; l'entreprise se retourne, se donne les mille replis de la conscience, les mille anneaux de la réflexion, elle se frôle, elle se sent, elle se voit : l'entreprise, c'était la Voix. La Voix se reconnaît : en elle, l'action se découvre et dit : je. *Je* fais ce livre, *je* me cherche, *j'*écris. Quelque part, un type à l'œil creux soupire, intimidé : « Comme c'est pompeux de parler à la première personne ! » et puis il se dissout ; Gorz apparaît : Je suis Gorz*, c'était ma voix* qui parlait, j'écris, j'existe, je me subis et je me fais, j'ai gagné la première manche.

Est-ce la peine de crier victoire ? Qui est Gorz, après tout ? Un « garçon sans importance sociale[37] », un raté de l'Universel qui a lâché les spéculations abstraites pour se fasciner sur son insignifiante personne. Où est le gain ? Où est le progrès ? À cette question, Gorz ne répondra pas, j'imagine ; mais nous pouvons répondre à sa place. Car nous avons suivi pas à pas ce Cuvier fantastique qui trouve un os, recompose l'animal à partir de ce vestige minuscule et s'aperçoit, pour finir, que la bête reconstituée n'est autre que lui-même. La méthode ne valait que pour lui, il l'a dit et répété cent fois ; il n'a pu l'éprouver que sur son propre cas. Mais nous l'avons suivi, nous avons compris en même temps que lui le sens de ses actes, nous avons assisté à ses expériences et vu les muscles renaître autour de l'osselet, l'organisme se reconstituer de proche en proche, l'auteur et le livre se faire l'un par l'autre. Or ce que nous comprenons nous appartient, le procédé Gorz est à nous ; lorsqu'il tente d'interpréter sa vie par la dialectique marxiste, par la psychanalyse sans jamais y parvenir *tout à fait*, son échec nous concerne, nous saurons tenter l'épreuve et nous connaissons d'avance le résultat. Et lorsqu'il demande à son propre objet, c'est-à-dire à soi, de lui forger sa méthode, nous saisissons immédiatement la signification de cette tentative singulière : car nous sommes ses semblables en ceci que chacun de nous, comme lui, est un unique n'importe qui. Quel est donc cet objet qui se fait sujet sous le nom de méthode ? Gorz ou vous et moi ? Vous n'êtes pas des Indifférents, vous aurez d'autres questions à vous poser sur vous-mêmes ; Gorz, en s'inventant, ne vous a pas déchargés du devoir de vous inventer. Mais il vous a prouvé que l'invention totalisante était possible et nécessaire. En fermant le livre, chaque lecteur retrouve son propre maquis, les arbres vénéneux de sa jungle : à lui de frayer ses chemins, seul, de se défricher, de mettre en fuite les Vampires, de faire éclater les vieux corsets de fer, les vieilles actions éreintées où la résignation, la peur, le

doute de soi l'ont enfermé. Aurions-nous retrouvé l'universel en misant sur le particulier ? Non : ce serait trop beau. Nous ne sommes plus tout à fait des bêtes, sans être tout à fait des hommes ; nous n'avons pas encore tourné à notre profit cette affreuse catastrophe qui s'est abattue sur quelques représentants du règne animal, la pensée : en un mot, nous resterons longtemps encore des mammifères sinistrés, c'est l'ère de la rage, des fétiches et des terreurs soudaines, l'universalité n'est qu'un rêve de mort au sein de la séparation et de la peur. Mais depuis quelques décennies, notre monde change : jusqu'au fond de la haine, la réciprocité se découvre ; ceux-là mêmes qui se plaisent à renchérir sur leurs différences, il faut qu'ils veuillent se masquer une identité fondamentale. Cette agitation si neuve, cette tentative modeste mais acharnée pour communiquer à travers l'incommunicable, ce n'est pas le désir fade et toujours un peu niais d'un universel inerte et déjà réalisé : c'est ce que j'appellerai plutôt le mouvement de l'universalisation. Rien n'est encore possible ; aucun accord n'est en vue entre les bêtes expérimentales ; nos universaux nous séparent ; ils fournissent l'occasion permanente de massacres particuliers. Mais que l'un de nous, travaillé par l'inquiétude, se détourne de l'Idée, qu'il refuse la pensée abstraite, qu'il revienne sur sa singularité *pour la dépasser*, qu'il tente de reconnaître sa solitude pour y échapper, pour jeter vaille que vaille dans un langage étrange, empirique, semblable à celui que réinvente l'aphasique, les premiers ponts entre les îlots de nos archipels, qu'il remplace nos amours intransigeantes – qui sont de la haine masquée – par des préférences appliquées, qu'il cherche dans des circonstances toujours singulières et datées, à s'unir avec d'autres qu'il n'approuve guère et qui ne l'approuvent pas, pour rendre un peu moins injuste le règne de l'Injustice, il obligera les autres à réinventer ce même effort tenace, à s'unir par la reconnaissance de leurs diversités : c'est ce qu'a tenté Gorz ; ce traître a brisé les tables de

l'Universel mais c'est pour retrouver le mouvement de la vie, cette universalisation lente qui se réalise par l'affirmation et le dépassement du particulier. La conséquence immédiate : à l'instant même où il peut enfin dire : *je* fais ceci, j'en suis responsable, il s'aperçoit qu'il s'adresse à *nous*. Car il n'y a, aujourd'hui, que deux manières de parler de soi, la troisième personne du singulier ou la première personne du pluriel. Il faut savoir dire « nous » pour dire « je » : cela n'est pas contestable. Mais la réciproque est vraie aussi : si quelque tyrannie, pour établir le « nous » d'abord, privait les individus de la réflexion subjective, toute l'intériorité s'évanouirait d'un coup et, avec elle, les relations réciproques : *ils* auraient gagné pour toujours et nous ne cesserions jamais de trotter dans le labyrinthe expérimental, rongeurs fous en proie aux Vampires.

Le livre de Gorz nous concerne tous : s'il balbutie d'abord, s'il ne sait où il va, s'il se transforme sans cesse et si nous sentons sa fièvre glacée dans nos mains, s'il nous contamine sans nous voir et si, pour finir, il s'adresse directement, intimement à chaque lecteur, c'est qu'il est d'un bout à l'autre traversé par le mouvement qui nous anime, par le mouvement de notre époque. Radical et modeste, vague et rigoureux, banal et inimitable, c'est le premier livre *d'après la défaite* ; les Vampires ont fait un carnage mémorable, ils ont écrasé l'espoir ; il faut reprendre souffle, faire le mort quelque temps et puis se lever, abandonner le charnier, recommencer tout, inventer un espoir neuf, tenter de vivre. Les grandes tueries du siècle ont fait de Gorz un cadavre ; il ressuscite en écrivant une invitation à la vie.

1958

NOTES DE L'AUTEUR

a. Je ne prétends pas établir la *supériorité* de Gorz mais son originalité. J'aime la mort autant que la vie, comme tout le monde, puisque l'une et l'autre font partie de notre lot.

b. C'est un mot de Marx (*Idéologie allemande*).

ANNEXE

LES COMMUNISTES ET LA PAIX, III

La III^e partie des « Communistes et la paix », publiée dans Les Temps Modernes *en avril 1954 (n^o 101), est un approfondissement des deux premiers articles (juillet 1952, n^o 81, puis octobre et novembre 1952, n^os 84 et 85). Entre le deuxième et le troisième article, Sartre précisa sa position à l'égard du Parti communiste dans sa « Réponse à Claude Lefort ».*

Ce dernier texte aurait dû précéder les deux autres puisqu'il traite à la fois de la naissance de la lutte des classes, des diverses stratégies adoptées par le patronat et de la formation d'une conscience ouvrière. Nous savons cependant qu'en juin 1952, Sartre, indigné par l'arrestation de Jacques Duclos, revint à Paris et rédigea le premier volet « submergé de colère » (Simone de Beauvoir, La Force des choses, *p. 357, Folio).*

Arlette Elkaïm-Sartre souligne à la fin de la notice sur les deux premiers écrits : « le titre est un peu trompeur ». Il ne s'agit plus ici de paix entre les deux blocs mais « de la lutte des classes […] en rapport avec l'état économique de la France » (Nouvelle édition de Situations, IV, *p. 178).*

De cette analyse sur l'évolution de la classe ouvrière Sartre déclarera en 1963 à Michel-Antoine Burnier que « son article cessait d'être exact au moment même où il l'écrivait ». Son interlocuteur ajoute : « Ce qui, au contraire, lui paraît actuellement avoir caractérisé la société française de l'après-guerre, c'est le conflit entre le capitalisme expansionniste et les couches retardataires (conflit à l'intérieur d'une même classe). À l'heure présente, d'ailleurs, a-t-il dit, « le malthusianisme demeure mais à titre de vestige et il s'oppose au néocapitalisme ». (Michel-Antoine Burnier, Les Existentialistes et la politique*, Gallimard, collection Idées N.R.F.).*

LES CAUSES

Le découragement des ouvriers, j'ai montré qu'il ne saurait passer pour une condamnation même implicite de la politique communiste. Reste à en trouver la raison. C'est le but que je m'assigne aujourd'hui[a].

On peut éluder la question de deux manières qui procèdent toutes deux du même sophisme. L'anticommuniste « de gauche » ne veut même pas entendre parler de la lassitude ouvrière : il nous montre un prolétariat d'acier plongé jusqu'à la garde dans la charogne bourgeoise. L'anticommuniste « de droite » nous fait voir la bourgeoisie sous les traits d'une jeune géante qui porte dans ses bras un prolétariat moribond. Dans les deux cas, il s'agit de passer sous silence tout ce qui pourrait ressembler à un conditionnement réciproque, bref de nier la lutte des classes.

L'anticommuniste « de gauche » fréquente les bourgeois français ; il admet volontiers que leurs caractères nationaux ont été produits par les circonstances. Du prolétariat français, par contre, il nie purement l'existence : seul existe le prolétariat en soi qui se manifeste simultanément au sein de toutes les nations capitalistes. Comment ce prolétariat serait-il fatigué ? Et quel rapport veut-on qu'il ait, ce produit intelligible du capital en soi, avec notre bourgeoisie si regrettablement empirique. L'une s'est formée peu à peu sous l'action de facteurs accidentels et par là négligeables. (Citons, entre autres, la Révolution

de 1789.) Exclusivement déterminée par les contradictions du capitalisme, l'histoire de l'autre se borne à refléter les transformations successives de la grande industrie. Notre bourgeoisie s'affole et reprend courage, se trompe et répare ses erreurs, gère bien ou mal ses affaires ; le prolétariat lui ne perd jamais de bataille ni n'en gagne, ne fait jamais d'erreur et ne découvre jamais de vérité particulière. Irrésistible, incompressible, inusable, il mûrit. Impitoyablement. C'est le plus terrible ennemi du capitalisme-en-soi. À la bourgeoisie française, on ne voit pas le mal qu'il pourrait faire : il ne la rencontrera jamais.

Cette conception permettrait de faire l'économie d'une explication historique – et peut-être de toute explication – si ses partisans ne s'étaient mis dans la tête de dénoncer en outre les crimes du P.C. Sans le P.C. le prolétariat français n'aurait pas d'histoire empirique : le Parti s'est logé dans la classe ouvrière comme le grain de sable dans la vessie de Cromwell. Qu'est-ce donc ? Une maladie du prolétariat-en-soi ? On vous répondra que le prolétariat-en-soi n'a pas de maladie : il ne peut ni freiner ni accélérer le mouvement-en-soi qui l'anime. Non : ses malheurs lui viennent d'une défaillance très historique de ses dirigeants. Le cœur de Staline, s'il eût été plus tendre, la face du monde en eût été changée. Et ne demandez pas comment il se fait que les militants empiriques du P.C. peuvent détraquer les rouages du prolétariat intelligible : pour avoir commencé par chasser l'Histoire, l'anticommuniste est contraint de la réintroduire à la fin sous sa forme la plus absurde, comme une suite de hasards, pour rendre compte de l'écart qui sépare la réalité de ses calculs.

Pour moi, je tiens que le développement du capital, pris dans sa généralité, rend compte des aspects communs à tous les mouvements ouvriers. Mais ces considérations de principe n'expliqueront jamais par elles seules les traits particuliers de la lutte des classes en France ou en Angleterre entre telle date et telle autre. Un fait concret est, à sa

manière, l'expression singulière de relations universelles ; mais il ne peut être expliqué dans sa singularité que par des raisons singulières : à vouloir le déduire d'un savoir absolu mais vide ou d'un principe formel de développement, on perd son temps et sa peine. En vérité, il y a des dialectiques et elles sont dans les faits, à nous de les y découvrir et non de les y mettre. J'ai parlé de découragement : si l'on veut prouver que je me trompe, il faut établir par des témoignages que les ouvriers ont gardé leur « combativité ». Et quand on l'établirait, ce courage conservé resterait une affection particulière et réclamerait une explication particulière, tout comme le découragement. Le prolétariat français est une réalité historique dont la singularité s'est manifestée, ces dernières années, par une certaine attitude : de cette attitude, je n'ai pas à chercher la clé dans le mouvement universel des sociétés mais dans le mouvement de la société française, c'est-à-dire dans l'histoire de la France.

Les anticommunistes « de droite » arrivent aux mêmes conclusions par le raisonnement inverse : aux ouvriers de chair et d'os, ils opposent la France éternelle, vous savez, celle qui a de si beaux sursauts, celle qu'un homme providentiel sauve toujours au dernier moment ; accorte, vive et preste, toujours affairée, toujours courant, elle ressemble à la Madelon. Chevaliers et capitaines d'industrie, négociants, bureaucrates et ruraux, tout le monde chante, tout le monde travaille, tout le monde prend part au branle-bas. Un seul poids mort : le prolétariat. La France se retourne, inquiète : « Qui est-ce donc qui empêche mes ouvriers de me suivre ? » Et qui voulez-vous que ce soit sinon le Parti communiste. Puisqu'il médite notre perte, ne vous étonnez pas qu'il ait entrepris d'abrutir l'ouvrier français. Celui-ci, bien sûr, n'est pas entièrement dupe : il retrouve par éclairs le bon sens de ses pères et comprend que ses intérêts sont solidaires des intérêts patronaux ; il ne demanderait au fond qu'à travailler pour prélever sa

juste part du revenu national. Mais les communistes lui ont brouillé la tête : s'ils échouent à le dresser contre ses bons maîtres, ils gardent assez de force pour le détourner de les rejoindre. Partagé entre la méfiance que le P.C. lui inspire et celle que lui inspire son patron, il se fige dans une manière de tétanos. Jusqu'où n'irions-nous pas, à quoi ne pourrions-nous prétendre si le virus filtrant du stalinisme n'avait infecté notre prolétariat !

Beaux rats, espérez-vous nous faire croire que la France est immortelle ? Pensez-vous nous cacher longtemps qu'elle se meurt ? Le mal qui paralyse le prolétariat, il a commencé par frapper la société tout entière. Vous, vous qui parlez, êtes-vous si vifs ? La queue remue encore quand on prononce devant vous le mot de « communisme » mais le corps est flasque et abattu ; il se refroidit chaque jour. Et les autres ? Tous les autres ? Où sont nos grands espoirs, nos grandes ambitions, nos grandes entreprises ? Le paysan gratte la terre avec ses mains, l'industriel croupit, les banques se muent en caisses d'épargne. Nous vivons mal, très mal : pour la moitié des Français, le salaire ne dépasse pas le minimum vital ; les jeunes étouffent ou s'expatrient, disant qu'il n'y a plus rien à faire en France. Et le gouvernement ? Est-ce qu'il gouverne ? Entretenir la discorde par des mensonges, truquer la loi électorale, emprisonner les opposants, interdire à leurs fils l'entrée des grandes écoles, asseoir sur nos divisions la dictature sournoise et cagote de la faiblesse, renvoyer aux calendes le vote des lois sociales, faire des promesses aux ouvriers d'État et aux fonctionnaires puis refuser de les tenir, écraser le pays sous le poids d'une fiscalité absurde, est-ce que cela peut passer pour une politique intérieure ? Enlever les chefs malgaches en avion pour les précipiter du ciel sur les toits de leurs villages, arroser les Vietnamiens de napalm et saccager le Vietnam, empaler des Tunisiens sur des bouteilles, tirer à bout portant sur des ouvriers marocains, est-ce que cela peut passer

pour une politique coloniale ? Engloutir des milliards dans une guerre qu'on sait perdue, qu'on poursuit faute d'oser la finir et qu'on se refile d'un ministère à l'autre comme une vérole, maquignonner la souveraineté française, accepter la domination des États-Unis sur la moitié du monde et l'hégémonie allemande en Europe, est-ce que cela peut passer pour une politique étrangère ? Sont-ce des hommes d'État, ces catholiques aux nerfs de fille qui s'évanouissent à la tribune, roulent sous les tables de banquets et se prennent pour Richelieu parce qu'ils ont du sang sur les mains ? Ces socialistes qui font tirer sur des mineurs en grève ? Ces grands patriotes qui trafiquent de la piastre ? Cette valetaille ignorante et bouffie, toujours prête à lécher des bottes ou à montrer son cul pourvu qu'on y mette le prix ? S'ils restent au pouvoir, c'est que personne, dans la France bourgeoise, ne se soucie plus de politique : rappelez-vous, en 1952[1], les journaux criaient victoire parce qu'on n'avait compté, aux élections, que cinq millions d'abstentionnistes. Vous parlez d'apathie quand les ouvriers boudent une manifestation : que direz-vous donc quand les électeurs boudent les urnes ? Dans la France d'aujourd'hui, la classe ouvrière est la seule à disposer d'une doctrine, c'est la seule dont le « particularisme » soit en pleine harmonie avec les intérêts de la nation ; un grand parti la représente et c'est le seul qui ait mis à son programme la sauvegarde des institutions démocratiques, le rétablissement de la souveraineté nationale et la défense de la paix, le seul qui se préoccupe de la renaissance économique et de l'augmentation du pouvoir d'achat, le seul enfin qui *vive,* qui grouille de vie, quand les autres grouillent de vers : et vous demandez par quel miracle les ouvriers suivent la plupart de ses consignes ? Moi, je pose la question inverse et je demande ce qui les empêche de les suivre toujours. La réponse ne fait pas de doute : si le prolétariat donne des signes d'épuisement, c'est qu'il est gagné par l'anémie de la nation. Pour lutter contre le mal français – ce mal qui

l'affaiblit et qui nous ronge tous – il ne suffit pas de nous ranger aux côtés de la classe ouvrière : il faut connaître la maladie par ses causes. Laissant la France éternelle aux prises avec le Prolétariat-en-soi, j'entreprends d'expliquer certains événements rigoureusement définis dans le temps et dans l'espace par la structure singulière de notre économie et celle-ci à son tour par certains événements de notre histoire locale.

Nous vivons mal parce que nous produisons trop peu et à des prix trop élevés. Vous demandez à qui la faute ? Eh bien, à l'Allemand qui nous a déclaré deux guerres ruineuses, au Russe qui, de Moscou, freine la reconstruction, aux démissionnaires de la natalité qui, en refusant de naître, nous privent de leur clientèle future, aux paysans arriérés qui ne se décident pas à consommer, au sous-sol, enfin, qui a trahi la France en se dérobant sous ses pas. Bref, tout le monde est coupable à l'exception de la classe dirigeante.

Voilà bien ce qui me gêne : trop de traîtres. Tant de causes si mal reliées, cela s'appelle un concours de hasards. Est-ce que la France meurt par hasard ? Sur le Moscovite et l'ouvrier, nous reviendrons à loisir. Mais les deux mondiales, comment imaginer qu'elles portent la responsabilité de notre marasme ? De 1913 à 1929, malgré cinquante-deux mois de ravages, la production française s'accroît de 30 % ; après quoi, elle demeure stationnaire jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire pendant un quart de siècle : dans la même période l'Angleterre[b] augmentait la sienne de moitié. Et puis quoi ? On nous dit que nous piétinons depuis 1929 : quels que soient les maux qui nous accablent, ne serait-il pas absurde d'en chercher la raison dans un désastre de dix ans postérieur à leurs premières manifestations ? À l'origine d'une détérioration si continue, il faut qu'il y ait un vice de structure, une malfaçon.

Le sous-sol alors ? Non. Laissons-le aux spéléologues et aux cavernicoles. Blâmez le charbon, blâmez le pétrole, blâmez les métaux non ferreux pour s'être dissimulés à l'étranger comme de vulgaires capitaux quand nos mérites leur faisaient un devoir de s'enterrer sous nos pieds : vous n'en serez pas plus avancés. La Nature nous trahit ? C'est très mal ; seulement elle trahit en même temps l'Europe entière et voyez : à égalité de trahison, les Belges, les Suisses, les Scandinaves vivent mieux que nous. Quant aux Anglais, à l'issue de l'autre guerre, ils avaient une belle occasion de crier au traître ! Pendant qu'ils tournaient le dos, leur ingrate clientèle les avait plaqués : elle achetait le charbon américain, le coton japonais, l'acier allemand. Si l'Angleterre avait dû faire alors ce que nous faisons aujourd'hui, elle se fût laissée tomber sur son fumier pour assister à sa propre ruine en prophétisant mais sans lever un doigt pour la conjurer. Elle avait toutes les excuses : sa vieille et glorieuse industrie semblait l'ossature de la nation ; peut-on changer ses os ? Elle les a brisés : puisqu'on avait sapé les antiques fondations de sa prépondérance industrielle, elle a voulu changer pour rester la même et maintenir son équilibre en bouleversant sa production ; on l'a vue transformer en vingt ans son anatomie et sa physiologie, renverser les courants démographiques, reclasser et redistribuer sa main-d'œuvre, abandonner ses puits de mine et ses villes minières pour s'orienter délibérément vers la fabrication de produits hautement qualifiés. Notre problème est-il si différent ? Pour nous aussi, il s'agissait de tourner une difficulté qu'on ne pouvait attaquer de front et d'intensifier la production par un remaniement de notre économie. Mais une propagande inspirée nous persuade que notre constitution est immuable pour nous détourner par avance de la modifier : la France a les os mous, le mal de Pott ; surtout qu'elle reste couchée : au moindre effort du malade ses vertèbres se briseraient. Bref, on veut nous faire prendre des vessies

pour des lanternes et la Nature pour le Destin. N'en croyons rien : la Nature bat les cartes et fait la donne ; chacun tient d'elle son jeu mais non la manière de le jouer ; elle pose les questions mais ignore les réponses, elle oriente l'économie sans la gouverner. Mieux : c'est l'économie qui fait la Nature tout autant que la Nature fait l'économie. L'industrialisation peut affecter bien des formes et la pénurie des ressources naturelles ne les exclut pas toutes *a priori* : on savait au départ que la France, à la différence de l'Angleterre victorienne, ne pouvait même tenter de mettre sa production entière dans la dépendance de ses industries d'extraction ; lui était-il interdit de favoriser l'industrie de transformation ? Ne pouvait-elle se spécialiser ? développer ensemble et l'une par l'autre l'importation des produits bruts et l'exportation des produits finis ? On a déclaré bien vite le problème insoluble mais qu'en sait-on puisque, jusqu'à ces dernières années, on s'était gardé de l'énoncer ? Nous pouvons acquitter le règne minéral : ce sont des hommes qui ont fait l'économie française, qui la font chaque jour ; notre déchéance présente, tout comme notre ancienne grandeur, est une aventure humaine et nous en sommes à la fois les victimes et les artisans.

Si l'on mettait tout sur le dos du consommateur ? L'étroitesse de notre marché intérieur contiendrait la production en deçà d'un certain seuil au-delà duquel l'écoulement des produits ne serait plus assuré. Bonne idée ! Son principal mérite, c'est de nous ramener au règne humain. Et puis le paysan consomme peu, c'est un fait : au moins, dans la moitié sud du pays. Seulement voilà : à moins de croire à la France éternelle et à la pérennité du « caractère » français, je ne vois pas qu'on puisse donner sérieusement le rétrécissement de nos marchés pour une cause première. Nous serions une nation de ladres ? Vous voulez rire. Si les cultivateurs remplissent mal leur « devoir social d'acheteurs » ne serait-ce pas plutôt qu'ils vivent sur les produits de leurs terres ? Ce qui

les y contraint ? Parbleu ! la constante diminution de leur pouvoir d'achat. Cet appauvrissement progressif, à son tour, vous voulez savoir d'où il vient ? De ce que les travaux des champs ne paient plus, tout simplement. Nous voilà renvoyés de la consommation à la production. Direz-vous que c'est leur faute et qu'ils se butent sur leurs routines au lieu d'acheter des tracteurs ? C'est vrai. Mais, dans les sociétés comme dans les machines à *feed-back*, les conditionnements sont réciproques ; dans le marasme de la consommation, il faut voir un effet autant qu'une cause ou plutôt une cause qui est en même temps l'effet de ses propres effets. Raisonnons dans le sens des aiguilles d'une montre : on achète peu de tracteurs donc on en produit peu ; et, puisque les marchés sont trop exigus pour amortir les dépenses de rééquipement, les fabriques d'engins agricoles n'ont aucun intérêt à se moderniser. Conclusion : les tracteurs se vendent cher parce que les paysans boudent la mécanisation. Le raisonnement est exact et, par-dessus le marché, merveilleusement propre à encourager l'inertie : si vous choisissez d'emblée le cultivateur pour variable indépendante, vous vous ôtez par hypothèse tout moyen d'agir sur lui. Saluons au passage ce bel exemple de pessimisme réactionnaire : l'avarice et la routine sont dans la nature paysanne ; *donc* notre économie ne changera point.

À présent, raisonnons en sens inverse : tant que l'indice des prix industriels restera supérieur à l'indice des prix agricoles, les petits exploitants ruraux n'auront pas les moyens de moderniser leurs exploitations ; s'ils boudent la mécanisation, c'est qu'elle les boude et l'on ne vaincra point leur routine qu'on ne mette d'abord les machines à leur portée. Cette deuxième conclusion, aussi légitime que la première, a l'avantage, en outre, d'être *pratique* : elle ouvre l'issue que l'autre avait fermée. Mais le paysan lui-même, va-t-on dire, n'est-il pas gêné par l'étranglement du marché agricole ? Oui, bien sûr. Mais nous retrouvons, sur ce nouveau terrain, la même circularité des effets et des

causes. Dans le sens des aiguilles d'une montre : on ne peut écouler la récolte, donc la France produit trop de blé ; dans le sens inverse : les Français sont sous-alimentés, donc elle n'en produit pas assez. Puisqu'il faut tourner, tournons. Mais d'où partir ? Y a-t-il primat de l'offre, ou primat de la demande ? Cela dépend de ce qu'on entend par « consommateur ». Nos producteurs songent-ils au client d'hier ou à celui de demain ? Et quels sont ces acheteurs irritants qui se dérobent à leur devoir : des riches qui lésinent ou des pauvres qui ne peuvent pas payer ? Au siècle dernier, le fabricant se vantait de créer les besoins pour les satisfaire : « En régime concurrentiel, disait-il, on augmente la production pour diminuer les coûts. L'étroitesse des marchés n'est qu'un accident provisoire : ça se conquiert, un marché, ou ça s'invente. Puisqu'il y a 40 millions de Français, nous avons 40 millions de clients. Il est vrai que la plupart d'entre eux sont des consommateurs qui s'ignorent. Qu'à cela ne tienne : nous en ferons des acheteurs révélés. Au besoin nous irons les trouver à domicile et, si peu qu'ils puissent payer, nous leur demanderons moins encore. » Bref, à l'entendre, la production dépendait de l'outillage et conditionnait la consommation ; la demande variait en fonction de l'offre. Et c'était sur l'enrichissement continu de la nation que le capitalisme fondait son unique justification, le grand mythe du progrès. En d'autres pays, le mouvement de l'économie concurrentielle devait trouver son aboutissement logique dans la fabrication en série qui vise une clientèle de masse et pour qui, en théorie, le marché se confond avec la nation entière[c].

Bon. Mais que vient-on nous raconter aujourd'hui ? Dans la France de 1954, la demande conditionnerait l'offre ? Ce fut vrai du temps des croisades : une société stratifiée dont l'économie était dominée par l'agriculture fournissait une clientèle fixe et coutumière à des artisans qui travaillaient selon des recettes héritées. Veut-on dire que nous en sommes revenus là ? Et serait-ce que nos patrons ne croient plus au

progrès ? Dans ce cas, comment font-ils pour justifier leurs privilèges à leurs propres yeux ? Chaque année, depuis vingt-cinq ans, ils déplorent que la consommation demeure stationnaire. La belle excuse : nous vivons sur ce qu'il y a. Quand nous crèverions tous de faim, comment pourrions-nous manger davantage puisqu'on ne nous donne rien de plus à manger ? Il est vrai : les enfants ne quitteront pas les taudis que les pères ont habités. Mais où iraient-ils puisqu'on refuse de bâtir ? Le destin ni la nature humaine ne sont responsables de l'étranglement du marché ; et la production, quoi qu'on en dise, n'a pas cessé de régler la consommation : mais, chez nous, au lieu de la pousser, elle la freine. Tout le monde a entendu parler de ces boîtes de nuit où le champagne coûte les yeux de la tête parce que la direction cherche à « sélectionner sa clientèle » ; la France a fini par leur ressembler : c'est l'élite qui consomme et les prix sont tout spécialement étudiés pour que nous restions entre nous ; on refuse les logements aux sans-logis, les aliments aux meurt-de-faim, les chaussures aux va-nu-pieds ; le temps est proche où l'on affichera aux vitrines des boulangers : Pour acheter du pain, une tenue correcte est de rigueur. Voilà qui semble clair : quand même la consommation, à demi étranglée, se retournerait sur la production pour l'étouffer à son tour, c'est la production qui a commencé ; en elle réside le vide constitutionnel de notre économie.

Il crève les yeux, ce vice, pourvu qu'on le cherche où il est : il s'appelle la dispersion. Aux États-Unis, dès 1930, les fabriques occupant plus de 260 salariés représentaient 4 % du total des entreprises et absorbaient plus de la moitié de la main-d'œuvre. Chez nous, en 1953, les exploitations qui donnent du travail à plus de 100 salariés n'absorbent que 46 % de la main-d'œuvre et ne représentent qu'un centième de l'industrie française. Autour de quelques géants, les micro-organismes pullulent : à Paris, pour la seule métallurgie de transformation, on compte 18 000 entreprises qui groupent

400 000 travailleurs. Dans le commerce, la dispersion s'accentue : les établissements qui emploient plus de 100 salariés occupent 12 % du personnel et représentent 0,1 % du total. Ces faits sont connus de tous ; on en conclut que la France est une pièce de musée, contemporaine de l'Ordre Moral et de l'éclairage au gaz : cette mécanique aux innombrables rouages survivrait par un caprice de l'Histoire et continuerait d'obéir aux lois du siècle dernier. Sur quoi les uns décident que nous subirons le sort d'Athènes, les autres que Dieu est français. Ils se trompent tous : notre économie est de son temps et le XIX^e^ siècle n'eût pas été capable de la produire ; pour lui donner ses rides et son petit air suranné il ne faut rien de moins que les puissants moyens dont nous disposons aujourd'hui. Bien sûr, au premier coup d'œil, les quelque 500 000 entreprises françaises avec leurs 8 à 10 millions de salariés évoquent le beau temps du libéralisme ; mais ce n'est qu'un trompe-l'œil. Beaucoup plus que par son éparpillement, l'économie libérale se définissait par le régime concurrentiel qui conduit normalement à la concentration. Pour conserver la dispersion archaïque de nos magasins et de nos usines, il a donc fallu supprimer la concurrence : les exploitations mineures ne peuvent subsister que si la grande industrie et le haut négoce s'interdisent de les absorber. Bref les gros ont accepté de vendre aussi cher que les petits. Du coup défense est faite aux petits de se concurrencer : on leur propose une trêve *sine die* et la cohabitation pacifique. De Dunkerque à Menton les prix sont contrôlés par des associations plus ou moins clandestines qui rassemblent une multitude de margoulins et de boutiquiers autour de quelques grosses boîtes. Pour acculer à la ruine ses minuscules rivaux, le haut patronat n'aurait besoin que de pousser un peu la production. Il s'en garde bien et, s'il consent parfois à rafraîchir son outillage, ce n'est pas pour produire davantage et vendre à meilleur marché mais pour accroître ses bénéfices en réduisant les prix de revient.

Quelque soin qu'il prenne d'épargner ses voisins, il n'a pourtant rien fait s'il ne les protège efficacement contre les crises : au moindre souffle, ils seront balayés. Il les nourrira donc à la becquée – aux dépens du consommateur : à Lyon, nul doute que la Fabrique n'abaisserait sensiblement ses coûts en confiant les travaux de tissage et de moulinage à ses propres ateliers : elle préfère les faire exécuter par des entreprises dispersées et qui ne vivent que d'elle. Cela ne suffit pas encore : il faut que l'État participe à ces bonnes œuvres, qu'il multiplie les dégrèvements et les primes, qu'il renforce le contrôle douanier. L'État, c'est-à-dire le contribuable et, pour aller vite, la France entière. La fiscalité a pour office principal de redistribuer les revenus : mais cette redistribution, chez nous, profite aux entreprises que le jeu normal de la concurrence eût éliminées. Le Français paie des impôts pour pouvoir acheter au prix fort ses produits nationaux. Sur l'argent qui lui reste – en admettant qu'il lui en reste après ces prélèvements divers – veille une providence spéciale. Tel cet ange de Claudel[2] qui détourne inlassablement la jeune Prouhèze du jeune Rodrigue pour la remettre au lit d'un vieillard, l'ange du malthusianisme ne se lasse pas de détourner le cours des nouveaux investissements vers les entreprises les plus vétustes. Essayez, pour voir, de financer une société en formation : on vous fera repentir de votre entêtement : « Qu'est-ce que vous prétendez ? Collaborer au développement des forces productrices ? Mais qui vous l'a demandé. Va-t-on développer la production au moment où la grande industrie n'ose remuer de peur d'écraser la petite. Heureusement les biens de production coûtent fort cher : c'est normal puisqu'on les produit à grands frais. Mieux vaut rafistoler les vieilles machines : elles nous ont vus naître et peuvent encore faire de l'usage. » Si vous insistez, les banques se mettront de la partie : portez-leur vos économies, elles les donneront à l'État qui les engloutira dans la Dette publique. Bref, on ne se contente pas de voler

l'argent des pauvres, on stérilise celui des riches. À partir de là, tout est en ordre : outillage périmé, coûts de production considérables ; les prix de l'industrie montent en flèche, la clientèle agricole déserte le marché. Les ruraux à leur tour, usant d'instruments vétustes, produisent à grands frais et la hausse des prix agricoles prive l'agriculture de la clientèle des villes. Voyez le beau cercle et comme les effets renforcent les causes : une branche de l'industrie restreint son activité productrice, elle prive certaines entreprises de leurs débouchés habituels et provoque ainsi le rétrécissement du marché ; les entreprises touchées vont se restreindre à leur tour pour survivre, ce qui entraînera de nouveaux rétrécissements ; cette dépression tournante finira par revenir à son point de départ, incitant à des restrictions nouvelles les fabriques qui en furent l'origine. Ainsi la consommation s'adapte à la production et la production, en retour, s'ajuste sur la consommation. Le moteur tourne rond ; un seul ennui : il ralentit à chaque tour et finira par s'arrêter.

Quand un système social fait l'objet de tant de soins et réclame de tels sacrifices, peut-on soutenir que c'est le fruit du hasard ? La lourde mécanique se serait depuis longtemps détraquée si quelqu'un ne l'avait tenue à l'œil ; l'encombrante multiplicité de ses rouages se serait simplifiée à l'usage sans les interventions d'une invisible main. Autrement dit, la dispersion « dirigée » de nos entreprises suppose l'unité d'une intention et l'unité d'une politique, donc l'unification secrète de notre économie. En France comme aux États-Unis la grosse industrie contrôle tous les secteurs de la vie nationale. La différence, c'est que les Américains ont tué leurs petits patrons et que nous conservons les nôtres dans les chaînes. Ils vivent, mais à peine, et l'on s'est assuré leur docilité en les persuadant qu'ils étaient déjà morts et qu'ils tomberaient en poussière si l'on ne prolongeait régulièrement leur permis de vivre. Par cette raison notre régime économique offre

une lointaine ressemblance avec la féodalité. Contre la concurrence, chaque jour plus sévère, contre les crises, contre la férocité des barons, une foule toujours plus dense de margoulins et de boutiquiers cherchaient protection. Ils ont fini par offrir leurs biens au grand patronat qui les leur a restitués aussitôt sous forme de fiefs vassaliques et non sans les avoir, au passage, marqués de son sceau. À présent, ils n'ont plus que l'usufruit de leurs magasins et de leurs fabriques. Ou les diriez-vous propriétaires, ces vavasseurs misérables qui triment dur, rentrent péniblement dans leurs frais et sont leurs propres salariés ? Que peuvent-ils faire ? S'agrandir ? Renouveler leur équipement ? Rationaliser leur entreprise ? Produire ou vendre davantage ? Rien du tout. Pourtant ces morts en sursis sont les « hommes » des grands seigneurs de l'industrie : en échange d'une protection qui les retient de tomber à leur tour dans le prolétariat, ils sont assujettis à rendre des services d'une nature très particulière : leur office est de sauver les apparences du capitalisme concurrentiel en couvrant les monopoles. Un anachronisme, notre économie ? Dites plutôt qu'elle est aberrante : ce système artificiellement créé et maintenu par les soins de notre grand capital vise à l'intégration des forces productrices : mais il substitue à la concentration technique la concentration cachée des organes directeurs.

Reste à savoir pourquoi nos grands féodaux s'obstinent à ruiner la France. Notez qu'ils ont une réponse toute prête : « C'est, disent-ils, pour limiter les dégâts. Admettez que la "Fabrique" ait commis la faute d'ouvrir des ateliers de tissage : vienne la crise, elle aurait du mal à les fermer. Les fournisseurs, au contraire, il lui sera facile de les laisser tomber : les petits patrons sont les futurs oblats de la défense élastique. » Ces propos ne nous éclairent pas. Est-il possible d'avouer plus ingénument qu'on se jette à l'eau par crainte de la pluie ? En cas de coup dur, l'encerclement conserve aux grandes exploitations une

certaine liberté de manœuvre mais, si les circonstances sont favorables, il interdit d'en profiter. Que, demain, la demande s'accroisse, les petites entreprises seront incapables d'y satisfaire : et c'est à elles que la grande industrie a lié son sort. Sur une pente rapide, l'automobiliste prudent met son moteur en première vitesse : ainsi nos sagaces producteurs, craignant que la production ne s'emballe, la font freiner par ses propres machines. Pour eux l'avenir est gros de menaces et jamais de promesses : il y aura des crises et puis encore des crises et puis des catastrophes et puis le déluge ; ils se font tout petits pour offrir moins de surface au désastre. Accroître le revenu national ? Vous pensez bien qu'ils s'en moquent : leur propre revenu, ils songent moins à l'augmenter qu'à l'empêcher de décroître ; ils ont choisi la politique du pire. On sait comment le marxisme explique la surproduction et les crises périodiques : en régime concurrentiel, les profits investis se résolvent en moyens de production croissants et la consommation des salariés va en décroissant. Nos grands capitalistes auraient-ils lu *Le Capital* ? Pour éviter les crises, ils ont tordu le cou à la concurrence, organisé la sous-production et ils réinvestissent leurs profits à l'étranger. Ainsi nous ont-ils fait une économie dépressive par terreur de la dépression.

L'opération doit son succès au concours des petits patrons. Ils masquent au consommateur le malthusianisme des hauts lieux. Contraints de payer fort mal leurs salariés et de vendre leurs produits fort cher, il faut qu'ils crèvent ou qu'ils décident des prix et des salaires. Si le gouvernement prétendait réglementer le marché, le trait de plume d'un bureaucrate risquerait de faire sauter 500 000 entreprises. D'ailleurs ces margoulins ont des poumons puissants : qu'un ministre ose les taxer, ils crieront à l'assassin ; que leur personnel réclame une augmentation de salaire, ils prouveront, chiffres en main, qu'ils n'ont pas les moyens de l'accorder. Et cela n'est pas entièrement faux

puisqu'ils sont toujours au bord de la faillite. On ne voit qu'eux, on n'entend qu'eux, il semble que l'unique affaire de la nation soit de s'occuper d'eux : ces tumultueux agonisants nous administrent chaque jour la preuve qu'on ne peut rien changer en France sous peine de tout flanquer par terre. Pendant ce temps, abrité derrière eux, le grand patron procède à l'organisation scientifique de ses fabriques : s'il voulait pousser à fond ses machines, les prix s'effondreraient sur l'heure ; mais il trouve plus d'avantages à s'assurer un profit sans risques en augmentant jusqu'à l'extrême limite l'écart entre ses coûts et les prix du marché[d]. Comme il faut, pour cela, maintenir une importante fraction de l'industrie française à son potentiel le plus bas, il reconnaît solennellement aux petits exploitants la propriété nominale de leurs entreprises, c'est-à-dire qu'il perpétue leur impuissance et l'émiettement de nos ressources ; en retour les margoulins se conformeront à leur office qui est de produire peu et à grands frais : ce surprofit injustifié a donc le caractère d'une rente servie à la grosse industrie par la petite.

Ainsi notre bourgeoisie s'embourgeoise : elle préfère le confort et la stabilité à l'accroissement indéfini des gains ; nos grands féodaux sont tout simplement des rentiers. Pourtant il faut expliquer ce conservatisme. Est-il possible que notre méfiance devant l'avenir se réduise à la peur des crises futures ? Bien sûr, il faut replacer notre évolution dans le cadre européen : la période d'expansion a pris fin, l'Europe perd ses marchés l'un après l'autre, partout on enregistre la tendance à changer le profit en rente. Mais pourquoi cette rétraction générale s'est-elle, chez nous, à ce point accentuée ? Qu'est-ce qui peut expliquer cette rage malthusienne dont nous sommes en train de mourir ? Je crois que notre histoire nous fournira la réponse.

L'Histoire s'avance masquée : quand elle se découvre, elle marque les acteurs et les témoins pour toujours ; nous ne nous sommes jamais remis des deux « minutes de vérité » que la France a connues au XIX^e^ siècle et notre bourgeoisie joue perdant aujourd'hui parce qu'elle a vu son vrai visage en 1848 et en 1871[3].

Sous la monarchie de Juillet, la population française se composait de bourgeois et d'animaux ; le roi était bourgeois et le bourgeois était roi, le bourgeois était homme et l'homme était bourgeois. L'animal était animal ; on l'attelait aux machines. Assez souvent, la faim le chassait à travers les rues : on le calmait en lâchant les chiens. Et puis, un jour, tout changea ; c'était en juin 1848, le gouvernement avait entendu des rumeurs et mis le nez à la fenêtre : au lieu du bétail ordinaire il vit une armée ; le prolétaire faisait irruption dans l'histoire officielle et livrait sa première bataille rangée. Quelle secousse : ces bêtes se battaient comme des hommes ; tout le monde était frappé par l'évidente cohérence de leurs manœuvres. Bref, les nantis découvrirent l'homme en face d'eux dans une espèce qui leur demeurait étrangère ; ce fut l'origine de leur grande peur : puisque l'Autre prétendait devenir homme, l'Humain tout entier devenait autre et le Bourgeois dans les yeux de l'Autre se connaissait comme autre que l'Homme ; si les misérables faisaient partie de l'espèce humaine, il ne se distinguait d'eux que par les violences qu'il leur faisait subir ; tout à coup le bourgeois se définissait par ses refus : en s'arrogeant le droit de prescrire des limites à son espèce, il s'était donné ses propres limites ; si les exclus, à leur tour, devaient se faire la mesure de l'homme, il apercevrait son humanité chez les autres comme une force ennemie. Rarement question fut mieux posée : des sous-hommes s'étaient infiltrés dans le genre humain, il fallait les en déloger. Comment y parvenir ? En pendant les meneurs ? Cela ne pouvait suffire : la bourgeoisie avait perdu ses calmes certitudes et ne les regagnerait pas à

moins de se retrouver seule au monde. Et puis, si l'on commençait le massacre, il eût été dangereux de ne pas le mener jusqu'au bout : les massacreurs n'obtiendraient l'acquittement que s'ils avaient pris soin de faire disparaître les témoins. En un mot, il fallait exterminer la classe ouvrière. L'affaire s'annonçait bien : folle de rage et de honte, la bourgeoisie mise à nu voulait crever tous les yeux du prolétariat ; la Garde nationale se fit un devoir de fusiller les blessés. Par malheur on arrêta prématurément la répression. L'élite fut consternée : 10 millions de morts lui eussent rendu l'innocence ; 1 500 fusillés la transformaient en un ramassis d'assassins. Quand tout fut fini, elle craignait si fort de se voir et d'être vue qu'elle fit l'abandon de ses droits politiques à une équipe de nettoyeurs qui lui garantit en retour son droit de propriété. Aux morts, on imputa des crimes atroces qui montraient clairement leur bestialité ; on maintint les survivants dans leur condition de bête. Tous les nantis avaient pris la capitale en haine : pour l'assainir, on la coupa en morceaux ; la hausse des loyers acheva la besogne en refoulant les pauvres hors les murs. Les ouvriers disparurent de l'histoire officielle. Pourtant ils continuaient à vivre, entassés dans les plages d'ombre qui entourent les villes : de temps en temps leurs yeux brillaient, alors, vite, on tirait dans le tas. Ce n'était pas assez de leur avoir ôté la parole : on essaya de leur enlever la mémoire. Vainement ; ils gardaient jalousement leurs souvenirs, ce qui empêcha la bourgeoisie de se délivrer des siens : pas un instant elle n'oublia ses terreurs, ni la vision horrible qu'elle avait eue ni le sang dont elle s'était couverte. On le vit bien à la chute de l'Empire[4], quand ses représentants, laissant éclater leur frousse et leur ressentiment, refusèrent de siéger à Paris. L'insurrection l'exaspéra sans la surprendre : elle s'y attendait. Une minute effaça vingt années de divertissement ; on revenait à la question de principe : eux ou nous ? Dans les yeux de leurs prisonniers – ces yeux fixes que les belles

Versaillaises s'exerçaient à crever du bout de leurs ombrelles – les fils découvrirent l'insupportable vérité qui avait rendu les pères enragés ; ils reprirent le carnage interrompu : par 20 000 fusillés et 13 000 emprisonnés dont 3 000 moururent au bagne, la bourgeoisie française fit connaître à l'univers qu'elle avait amélioré ses techniques d'extermination.

Mal lui en prit : en dépit de sa performance, elle avait recommencé l'erreur de 1848 et, pour la deuxième fois, son bras s'était arrêté trop tôt : faute d'avoir anéanti l'adversaire elle n'avait gagné qu'une bataille et risquait de perdre la guerre d'usure. Cependant, l'Europe la regardait avec stupeur : pour ce qui était d'exploiter l'homme, les patrons étrangers nous eussent rendu des points ; seulement – fût-ce adresse ou clémence ? – ils s'étaient, en général, épargné le recours aux armes : jamais les capitalistes anglais n'eussent consenti à tuer l'ouvrier de leurs propres mains ; ils se contentaient de l'abrutir et, pour le reste, ils « laissaient faire » les lois naturelles ; les travailleurs en excédent, on abandonnait à Dieu le soin de les éliminer. Ces gens ne pardonnèrent pas à la France d'avoir révélé la nature du capitalisme et changé la lutte des classes en guerre civile. Sous leur mépris, notre bourgeoisie se sentit bien seule : volontiers elle se fût vantée d'avoir exécuté en vingt-cinq ans les deux plus jolis massacres de l'histoire contemporaine, mais les puritains d'Allemagne et d'Angleterre la traitaient en brebis galeuse. Quand elle leur criait : « Faisons cause commune », ils s'éloignaient en se bouchant le nez. Pour comble de malheur, il fallait vivre au jour le jour dans la promiscuité des victimes : et elles s'émancipaient drôlement, les victimes, grâce aux bons offices des Cavaignac et des Galliffet[5]. Cinquante ans plus tôt les ouvriers suppliaient le patron de se pencher sur leur misère, sûrs qu'il lui suffirait de voir leurs maux pour souhaiter les guérir ; en 1848, ils croyaient encore Lamartine[6] quand il leur parlait du « tragique

malentendu qui sépare les classes ». Après 1871, ils ont compris ; tant pis pour les bourgeois. Ailleurs les maîtres ont su rester invisibles, s'effacer devant ce qu'ils appellent « les dures nécessités de l'économie libérale ». Pour cette raison, l'ouvrier ne les hait pas vraiment – peut-on haïr des abstractions sinon d'une haine abstraite ? – et d'ailleurs, quand même il les haïrait, sa haine comporte son propre dépassement : il sait qu'ils le tiennent pour une bête qui prétend à l'humanité et qu'il faut sans cesse contenir, mais il les tient, lui, pour des hommes qui s'ignorent ou qui veulent s'ignorer. Quelles que soient les violences de la Révolution qu'il espère, il ne s'est jamais proposé d'exterminer ses ennemis de classe : la liquidation de la bourgeoisie doit délivrer les bourgeois de leur ignorance et de l'abstraction bourgeoise pour les restituer à leur humanité. En eux ce n'est pas l'homme qu'il déteste, c'est la notion privative, c'est la négation de l'homme : tant que la lutte se poursuit sur le terrain économique, la haine de l'ouvrier se maintient dans la généralité[e].

En 1848 et en 1871, la bourgeoisie française est sortie des nuées, on a vu son bras frapper. Bien sûr le capitalisme, comme toute oppression, se maintient par la violence : mais il n'exigeait pas *cette* violence ni *cette* férocité dans la répression : en 1848 l'insurrection de la misère ne mettait pas vraiment le patronat en danger ; en 1871 des négociations ont été amorcées, une conciliation restait possible : si les Versaillais ont tout refusé, s'ils sont passés les premiers à l'attaque, c'est qu'ils voulaient tuer. En un mot, ils ont fait du zèle. Notre bourgeoisie s'est laissé caractériser par l'insolence et la cruauté de ses officiers, par la cruauté peureuse de ses hommes politiques, par la dureté des propriétaires et des fabricants, par la terreur abjecte qu'elle a d'abord montrée puis, après la victoire, par l'ignoble jubilation de ses bonnes feuilles et de ses honnêtes femmes ; ses actes ont sculpté sa figure : elle s'est incarnée. Du coup, la haine ouvrière s'incarne à son tour : ce qui

en fait l'objet, ce n'est plus l'abstraction capitaliste ; dans le bourgeois français, les ouvriers détestent l'homme, l'homme de chair et d'os qui s'est *réalisé* par son entreprise historique. Pour tous les ouvriers du monde, le bourgeois est le produit du capital ; pour les nôtres il est aussi le fils de ses œuvres, un tueur – et il va le rester longtemps. La jeune génération ouvrière a grandi dans le silence étouffant du Second Empire, elle a assisté, impuissante, aux tueries de la Commune. Quand elle termine son apprentissage, la lutte des classes s'est transportée sur le terrain économique ; mais ces nouveaux venus n'oublieront jamais ce qu'ils ont vu : lorsqu'ils voudront prévoir les réactions patronales, ils se rappelleront Thiers[7], Galliffet, Schneider[8] et s'appuieront sur des souvenirs ineffaçables pour juger le patron capable de tout ; le conflit social qui s'engage, ils s'attendront chaque jour à le voir dégénérer en guerre civile ou plutôt la guerre civile leur semble la *vérité* de la lutte des classes ; pour les bourgeois, ces jeunes hommes vont être des ennemis irréconciliables : parce qu'ils sont payés pour savoir que chaque classe poursuit la mort de l'autre et surtout parce qu'on *leur a fait tort*. Partout ailleurs, on affame la classe ouvrière ; en France seulement, on la fait saigner. Le prolétaire de 1886 vend sa force de travail aux hommes qui ont tué son père ou son frère aîné ; de là vient son attitude envers eux, ce mélange très singulier de haine recuite, de dureté froide, de mépris, de crainte et de violence explosive. Partout ailleurs, les leaders ouvriers renoncent plus ou moins ouvertement à l'action révolutionnaire pour exploiter à fond les avantages du suffrage universel : les classes travailleuses auront leur représentation au Parlement. C'est choisir l'intégration : on accepte *le fait* du capitalisme et l'on défend les intérêts de la communauté nationale pour obtenir en contrepartie l'amélioration des lois sociales. Les patrons, rassurés, développent leurs entreprises ; on ne va pas s'inquiéter de la concentration ouvrière quand on a le bonheur de posséder un

prolétariat intégré. La social-démocratie servait d'otage et d'intermédiaire ; son ambiguïté même[f] lui permettait d'assurer en permanence la liaison du Capital et du Travail ; par sa simple existence, elle empêchait la sécession ouvrière. Quand les opprimés choisissent des oppresseurs pour exprimer leurs doléances, tout est dans l'ordre, la communication s'établit, l'unité nationale est préservée ; et puis, du moment qu'ils usent du langage, le langage peut servir à les mystifier. C'est quand ils se taisent qu'ils font peur.

En France, ils se taisaient : le prolétariat avait fait sécession ; après 1871, cette classe décimée, offensée se retranche de la nation et forme une société dans la société. Que lui importe le suffrage universel ! Elle se croit payée pour savoir que les amis électoraux sont le plus souvent des ennemis de classe. C'est elle, après tout, qui a donné le pouvoir à ses mitrailleurs. L'État – qu'il soit ou non démocratique – c'est « le patronat concentré, porté à la suprême puissance ». Pour cette seule raison, même s'il avait une chance d'influencer les débats, le prolétariat ne pourrait accepter de prendre part aux affaires publiques. Envoyer des représentants à la Chambre ? Et qui donc pourrait le représenter ? Il enveloppe d'un même mépris la Droite et la Gauche ; à ses yeux tous les hommes politiques sont des bourgeois : croit-on qu'un bourgeois, quelle que soit son étiquette, puisse défendre les intérêts des ouvriers contre ceux des autres bourgeois ? La France, en cette fin de siècle, est le seul pays où la social-démocratie soit privée de bases ouvrières. L'ouvrier vote, c'est vrai, mais mollement et par acquit de conscience, sans mettre de lien entre ses fonctions d'électeur et son activité revendicative : il remplit les premières à titre d'individu désintégré, de citoyen abstrait perdu dans la foule abstraite des autres citoyens ; il exerce la seconde comme membre *organique* d'une communauté fermée. Bref la classe ouvrière, murée dans son isolement farouche, ne compte plus que sur elle-même : elle réprouve le millerandisme[9] et

condamne les lois sociales quand ce sont les parlementaires qui prennent l'initiative de les faire voter ; ses dirigeants ne perdent pas une occasion d'affirmer l'autonomie du mouvement ouvrier ni de dénoncer l'antagonisme des syndicats et du Parti ; en vain la S.F.I.O.[10] multiplie les avances ; tout ce qu'elle y gagne, c'est d'être accusée de « violer l'indépendance syndicale ». En face de ces « parlotes », de ces « routines », le prolétariat, sans autre expérience que *la sienne*, invente son propre chemin ; il maintient la lutte sur le seul terrain qui lui appartienne : celui du travail. Le syndicalisme révolutionnaire c'est le prolétariat lui-même, exalté par sa solitude et fier de son délaissement : trahi par les paysans, deux fois trahi par les petits-bourgeois il décide de tirer tout – même les valeurs éthiques – de son propre fonds ; les ouvriers vivent un moment très particulier de leur histoire : le moment de la séparation. En 1871, la communauté nationale les a rejetés : ils assument leur exil et changent le négatif en positivité ; ce qu'on a nommé parfois impérialisme syndical ou totalitarisme ouvrier n'est que l'admirable retournement d'une caste de parias : ils ne souhaitaient qu'être *quelque chose*, on les condamne à n'être *rien*, donc ils revendiqueront d'être *tout*[g].

Nos bourgeois se conchiaient de terreur : puisque le prolétariat désavouait ses prétendus défenseurs, tous les ponts étaient rompus, un *no man's land* peuplé de cadavres séparait les ouvriers des patrons. La bourgeoisie n'avait même plus la ressource de prendre cette foule silencieuse pour un troupeau de bêtes : puisqu'ils avaient tenu les troupes régulières en échec, les prolétaires étaient des hommes. Pas tout à fait cependant : si l'on ne voulait pas qu'ils devinssent des juges, il fallait bien qu'ils n'eussent pas cessé d'être des animaux. Homme et fourmi tout ensemble, le prolétaire paraissait à la fois transparent et opaque : il mettait l'intelligence, l'énergie, le courage au service d'une mystérieuse nature animale et d'incompréhensibles instincts. Le

patronat se fascinait sur cette masse obscure et n'y découvrait que le reflet de sa propre violence. Il ne s'y trompait pas du reste : le secret de la classe ouvrière, c'est qu'elle tient la bourgeoisie française pour un gang de criminels. En voulant récuser ces juges muets, notre élite confirma leur sentence : les honnêtes gens, ayant poursuivi les massacres longtemps après la victoire, ne pouvaient invoquer la légitime défense : il fallait donc prouver que leurs victimes méritaient la mort par nature ; ils s'y employèrent : le prolétaire, disaient-ils, n'est ni homme ni bête ; homme, nous l'eûmes respecté ; bête, nous l'eûmes encagé sans lui faire de mal ; mais c'est une bête humaine, c'est-à-dire une bête qui attaque l'homme avec des moyens humains, ou, si l'on préfère, un homme que des forces irrésistibles entraînent toujours vers le pire ; il est assez libre pour qu'on ait le droit de le punir, assez esclave de sa nature pour qu'on puisse désespérer de sa rédemption ; bref, il faut l'avoir à l'œil et se tenir prêt à l'abattre sans sommation. Ainsi, pour se laver d'un crime, la bourgeoisie se donnait le droit de le répéter à volonté ; peut-être eût-elle plaidé avec quelque apparence de raison que la rage et la peur l'avaient rendue folle et qu'elle n'était coupable que par occasion ; mais non : elle veut justifier sa faute ; en la justifiant elle se change et se fait criminelle par vocation.

Quant au jeune patron qui, vers 1890, assure la relève des générations, il semble d'abord qu'on ne puisse rien lui reprocher : c'est un fils d'assassin, sans doute, mais il était trop jeune pour avoir pris part aux exécutions sommaires et le sang versé par les parents ne doit pas retomber sur la tête des enfants. Il a donc le choix et peut, à son gré, désavouer son père ou s'opiniâtrer. Il choisit, comme on sait, l'opiniâtreté. C'est qu'on l'a élevé dans la haine : on lui a appris à détester la victime pour empêcher qu'il ne jugeât le bourreau. Il prend tout, actif et passif, la fabrique et les crimes paternels. Du coup, il est contraint d'en remettre : « En entrant dans l'usine, dit-il, j'ai trouvé la

haine et je n'avais rien fait pour la provoquer. Que me reproche-t-on ? Nous autres, jeunes patrons, nous n'avons encore tué personne et personne, que je sache, n'a encore été tué parmi les jeunes ouvriers. » La démonstration est faite : puisque le jeune bourgeois ne lui a pas encore coupé la gorge, la haine de l'ouvrier est injustifiée, c'est un *a priori*, la relation fondamentale du travailleur à son patron ; le prolétaire est haineux par nature, le bourgeois fait l'innocent objet de sa détestation. Pauvre bourgeois ! Quoi qu'il fasse, ce sera toujours l'*autre* qui aura commencé : puisqu'on vous dit que les ouvriers poursuivent notre mort ! Aujourd'hui encore l'argument fait le bonheur des courriéristes réactionnaires : il a plus de soixante ans et pas une ride.

Dès 1890, il n'est de petit patron qui ne s'identifie à la société bourgeoise. On lui réclame une augmentation ? C'est qu'on veut détruire la communauté nationale. Un congrès syndical met le capitalisme en question ? C'est qu'on veut lui couper la gorge et violer ses filles. Grâce à ce tour de passe-passe, la bourgeoisie, à la fin de l'autre siècle, s'est octroyé un droit supplémentaire qu'on pourrait appeler la légitime défense perpétuelle. Cette classe exquise prend prétexte du sang qu'elle a versé pour s'imaginer qu'elle est en état de siège, investie par la bête humaine, et que chacun de ses membres, de la naissance au trépas, est en danger de mort permanent. En un mot les enfants de Versailles détestent les ouvriers français de tout leur cœur, comme les barons allemands, trente ans après la guerre des paysans, haïssaient encore les fils et les petits-fils des vilains que leurs pères avaient torturés. Qui a tué tuera. Une troisième génération de massacreurs entre dans la carrière, y trouve la poussière de ses aînés et la trace de leurs vertus ; ces cadets font ce qu'ils peuvent pour donner à la lutte des classes un petit air de vendetta ; ils manifestent leur haine pour que les ouvriers fassent paraître la leur : ainsi chaque inimitié se

renforce par l'autre ; ils tentent de maintenir, en somme, la tension sociale à l'extrême de telle façon que le moindre incident puisse déclencher l'émeute et la répression sanglante[h]. Les armes sont fourbies et les justifications sous la main : cette belle jeunesse se prépare des lendemains qui chantent. C'est à se demander quel miracle a sauvé le prolétariat d'une nouvelle Saint-Barthélemy.

Quel miracle ? Mais tout simplement la « deuxième révolution industrielle » : elle prend naissance aux États-Unis, gagne l'Europe et la France ; notre grande bourgeoisie est au seuil des vingt-cinq années de vaches grasses qui doubleront notre production de fonte et tripleront notre production d'acier. Il y a de quoi se réjouir, naturellement, mais non sans arrière-pensée : l'ennui, avec le capitalisme, c'est qu'il engendre ses fossoyeurs ; et voilà justement que les fossoyeurs se sont mis à pulluler. Non seulement la classe ouvrière s'accroît sans cesse de l'afflux rural mais, par-dessus le marché, c'est elle – dans les agglomérations urbaines – qui fait le plus d'enfants. Les statistiques de 1906 découvrent l'effrayante vérité : pour 100 employés mariés 299 rejetons ; pour 100 patrons 358, pour 100 ouvriers 395. Encore faut-il ajouter que la propagande néomalthusienne des anarcho-syndicalistes a entamé les « couches supérieures » du prolétariat : ce sont les manœuvres qui sont les plus prolifiques. Dès 1869, Leroy-Beaulieu[11] notait mélancoliquement : « Les ouvriers qui occupent les derniers rangs, ceux qui sont adonnés aux travaux les plus grossiers et les moins rémunérés continuent à avoir une nombreuse famille, faute de comprendre leur intérêt ou par l'impossibilité de la continence. » Le résultat : la classe ouvrière représente 28 % de la population au début du Second Empire et 35 % au début du XX^{e} siècle. S'il fallait donner un nom au miracle qui sauvegarde le prolétariat je l'appellerais multiplication des fossoyeurs. Le patronat prend peur : la physionomie traditionnelle de la France se modifie ; en 1850, un Français sur sept

habite dans une ville de 5 000 habitants et plus ; en 1900, un Français sur sept habite dans une ville de plus de 100 000 habitants. Or, ce sont les « ruraux » qui ont aidé les Versaillais, en 1871, dans leurs grands travaux d'assainissement ; appuyée sur les campagnes, la bourgeoisie était sûre d'écraser, à la moindre incartade, la minorité ouvrière : après tout un soldat c'est un paysan. Mais qu'arriverait-il si le rapport s'inversait ? À qui le tour de massacrer ? la haine s'attrape vite ; qu'ils naissent ou non dans la classe ouvrière, les nouveaux arrivants s'en approprient la mémoire et reprennent à leur compte les souffrances des Fédérés. Pendant ce temps, bien sûr, Paris est assaini : on y habite bourgeoisement, on y vote bien, on n'y tolère que les bons pauvres ; mais quand les gens de Passy lèvent la tête, il leur semble que leur obsession favorite a pris corps : une énorme foule se masse aux portes de la ville et ne cesse de grossir ; la capitale est en état de siège. Nos Messieurs montent sur les fortifications : c'est le prolétariat à perte de vue, le prolétariat à n'en plus finir, qui couvre la campagne et foule aux pieds les moissons ; cependant des quatre coins de la France, des misérables se mettent en route pour aller rejoindre l'armée des fossoyeurs. Les Versaillais n'avaient assassiné qu'une poignée de personnes ; leurs enfants découvrent soudain que ces morts ont une postérité innombrable. Il faut arrêter cela.

Comment ? On parle déjà d'intégrer la classe ouvrière : c'est vite dit ; mais intégration veut dire paternalisme et les fusillades de 1871 ont fait voler le paternalisme en éclats. Dans le Nord, la Compagnie intègre à tour de bras : mais c'est qu'elle travaille en vase clos. Dans ces départements verrouillés où personne n'entre et dont personne ne sort, la question du peuplement ne se pose pas, tout est sous la main : les habitants changent de métier sans presque changer de résidence ; s'ils quittent leur village, c'est pour s'établir dans la cité ouvrière construite à proximité : ils y trouvent des cadres et des mœurs, une

hiérarchie féodale où leur place est déjà marquée ; en un mot on fabrique des prolétaires en opérant des prélèvements contrôlés sur l'indigénat. Mais dans la banlieue parisienne ? dans la banlieue lyonnaise ? Comment *diriger* la métamorphose du paysan en ouvrier ? Sans cesse des usines surgissent de terre et d'autres ferment leurs portes ; sans cesse les exigences du marché obligent à modifier la technique de la production. Ces bouleversements se traduisent par une instabilité permanente des emplois ; les ouvriers n'ont plus aucune attache géographique avec leur lieu de travail ; à Levallois-Perret, à Charenton, chaque soir, la population active explose et s'éparpille ; une autre la remplace qui revient de partout. Va-t-on courir après ces semi-nomades ? Où les chercher ? Comment les rassembler ? Et quelle influence exercer sur eux ? La concurrence s'oppose au paternalisme : c'est elle qui remanie sans cesse la physionomie des banlieues ; à cause d'elle ces monceaux d'hommes sont perpétuellement brassés par des mouvements pendulaires qui réalisent mécaniquement la transformation des ruraux en prolétaires. Alors ? Déconcentrer ? Fragmenter cette masse énorme où la moindre rumeur s'amplifie jusqu'à devenir tonnerre ? Ce rêve n'est pas neuf et le patronat s'y complaisait bien avant la Révolution française, quand il confiait le travail à des paysans hors les murs pour échapper aux réglementations corporatives. Déconcentrer, décentraliser, décongestionner : substituer à la grande masse incontrôlable de « petites masses » disséminées dans le pays et qu'on tiendrait bien en main ! Malheureusement le moment n'est pas propice et puis il faudrait une entente, un plan directeur : c'est encore la concurrence qui s'y oppose en semant la discorde entre les patrons.

Alors ? Comment empêcher la terrifiante montée du prolétariat ? On ne peut tout de même pas tirer dans le tas. La politique d'extermination convient aux périodes de chômage ; en 1848, elle était

tout indiquée : on avait eu raison de passer par les armes des hommes qui coûtaient sans rapporter. De toute façon l'économie libérale, cette admirable machine, se fût chargée de rétablir l'équilibre par elle seule ; on n'avait guère fait que lui donner un coup de main et nul ne blâmera de bonne foi ceux qui fusillent les ouvriers pour les empêcher de mourir de faim. Mais ces mêmes raisons interdisent, en période de prospérité, d'entraver le libre développement des forces économiques. Quel que soit l'accroissement de la population ouvrière, l'offre de main-d'œuvre reste inférieure à la demande : tirer sur l'homme quand il vaut si cher, c'est du gaspillage. De loin en loin le gouvernement peut se permettre, comme à Fourmies[12], une rectification locale des effectifs ouvriers. Encore faut-il agir avec prudence : si la classe ouvrière venait à se fâcher, on perdrait des millions. Taine et Renan[13] conseillent de recourir aux forces douces du malthusianisme[14] social dont les effets sont assez lents pour passer d'abord inaperçus. Puisque – comme Leroy-Beaulieu l'a montré – le manœuvre ignore ses véritables intérêts (qui lui commandent évidemment de crever au plus vite et sans progéniture), on pourrait essayer de lui ouvrir les yeux. Notre gouvernement devrait s'assigner deux tâches : fixer le paysan à la glèbe et faciliter la continence du pauvre. On fait une campagne de discours ; aux Chambres, aux Comices, à l'Académie, ce n'est qu'un cri : « La terre se meurt, la terre est morte, vive la terre ! » On montre avec quel art la France a, jusqu'ici, équilibré l'une par l'autre son agriculture et son industrie : c'est dans cet harmonieux balancement des forces productives qu'il faut chercher le secret de notre bonheur et de nos vertus. N'y touchons pas, n'ôtons pas au bon Dieu l'envie d'être français. Ce qui signifie, bien entendu : maintenons la supériorité numérique des ruraux sur les ouvriers. « Lorsque la classe dominante exerce le pouvoir absolu, écrit M. Sauvy[15], elle est populationniste… Lorsque, pour une raison ou pour une autre, les dominés acquièrent

des droits et, par suite, les dominants des devoirs, la question change d'aspect… La domination n'étant plus absolue, la limitation du nombre des naissances devient sinon nécessaire du moins avantageuse. »

Le père tuait les ouvriers excédentaires ; on persuade le fils de les empêcher de naître ; conseil excellent mais qu'il faudrait pouvoir suivre : en période d'essor industriel, la multiplication des travailleurs sert les intérêts de la production ; en ce début du siècle les prolétaires effraient à vue de nez parce qu'ils sont trop nombreux ; mais la source vraie de leur jeune pouvoir, c'est qu'ils ne le sont pas encore assez ; l'appel de main-d'œuvre les valorise, provoque la hausse des salaires, limite les droits réels du patronat : entre 1871 et 1910 le nombre annuel des grèves passe de 267 à 1 073 et leur pourcentage de succès oscille entre 55 et 60 %. Les opprimés jouissent à la fois des avantages du nombre et du bénéfice de la rareté. Et si les anarchistes rejoignent le patronat sur le terrain de la propagande anticonceptionnelle, c'est qu'ils font du malthusianisme une arme de la lutte des classes.

Les capitalistes français sont trahis par leur propre capitalisme : ce régime esclavagiste leur impose d'exercer un pouvoir discrétionnaire sur la masse ; mais il leur rend en même temps la tâche impossible en augmentant continuellement leurs besoins de main-d'œuvre. Pris entre les exigences contradictoires de la domination et du gain, le patronat s'arrache les cheveux : comment maintenir les profits sans augmenter la production ? Comment stériliser le prolétariat sans provoquer la hausse des salaires ? Comment faire de la France une grande nation industrielle en lui conservant l'aspect démographique d'un pays agricole ?

Les réponses sont dans les questions mais nos capitalistes, pris entre la peur et l'appât du gain, hésitent à les y chercher : c'est pour cela qu'on trouve encore deux courants dans la France de 1914, l'un

« populationniste » et l'autre malthusien, dont chacun correspond à l'un des termes de la contradiction. En apparence, le populationnisme finira par gagner : le gouvernement en fait sa doctrine officielle ; mais ce n'est guère plus qu'une mystification. Pour combattre vraiment la dénatalité, il faudrait commencer par obtenir que le coût de la vie baissât ; et comme on est bien résolu, au contraire, à tout mettre en œuvre pour l'en empêcher, la « politique démographique » de nos ministres se réduit à un vacarme déclamatoire et à des mesures sans portée[i]. Cependant, tout indique que la bourgeoisie a secrètement fait choix de l'autre solution. Ce qui surprendra peut-être, c'est qu'elle l'ait choisie *pour elle-même* : la brusque prolifération des banlieues semble provoquer *intra-muros* un effondrement de la natalité. Comme si, faute d'avoir pu chaponner les pauvres, les riches s'étaient chaponnés eux-mêmes : la stérilité bourgeoise ressemble bien fort à une conduite d'échec[j] ; la capitale devient le tombeau de la race. Vers le même moment, le Comité des Forges, tout en se vantant de continuer « la magnifique progression des années précédentes », fait ses premiers essais de malthusianisme économique. Tout est en place : en 1914, il ne reste plus qu'à construire la machine infernale qui reliera par un conditionnement réciproque les menées abortives de l'industrie et celles de la famille bourgeoise. Pour décider le patronat il ne faudra rien de moins que les grands ébranlements de la guerre et de l'après-guerre. L'élite s'aperçut que les civilisations étaient mortelles : « Pauvre France, on l'a saignée. Que fera l'univers sans elle ? » L'univers s'en moquait, comme on pense, mais ces lamentations académiques cachaient une vraie terreur : et la guerre n'était pas en cause ni le charbon ; entre 1917 et 1921 le patronat avait acquis la certitude que la victoire finale reviendrait au prolétariat. Ce n'était pas pour aujourd'hui ni pour demain, peut-être, mais lentement, sûrement… Ce fut une évidence atroce : mais oui, mais OUI ! Ces salauds vont gagner.

Depuis soixante-dix ans, la bourgeoisie n'avait rien appris ni rien oublié et tous les parfums de l'Arabie n'avaient pu laver le sang de ses mains : elle se retrouve tout à coup *la même* qu'en 1848, *la même* qu'en 1871, avec les mêmes hommes en face d'elle, les massacrés de la Commune, qu'il allait falloir tuer en vain pour la troisième fois. Cette fois-ci, ils finiraient par vaincre : et personne n'aurait pitié d'elle, puisqu'elle n'avait, à son heure de gloire, eu pitié de personne. Nos patrons se virent perdus, la France bourgeoise se mit à parler d'elle en termes émus. D'elle, c'est-à-dire du genre humain car c'est tout un, pour elle, de prédire la fin du monde ou la fin du capital : Puisque l'ouvrier n'est qu'une bête, le sort de l'homme est entre les pattes des fourmis : quand ils prendront le pouvoir, ces hyménoptères prodigieux, nous perdrons nos biens, nos vies, notre honneur et toutes ces délicatesses pour lesquelles il valait, hier encore, la peine de mourir ; les nouveaux seigneurs nous donneront à manger aux mites, le règne de l'homme s'enfoncera dans le passé. Et ne comptons pas sur l'Histoire pour nous rendre justice, fût-ce après coup : les fourmis la récriront. Notre avenir est barré par cette effroyable catastrophe qui continuera de nous détruire après notre mort et qui fait de nous par avance, à nos propres yeux, des morts vivants ou, mieux, des erreurs expliquées et corrigées.

À la même époque, sur le même continent, la rage et la peur engendraient partout les fascismes : c'était, si j'ose ainsi parler, la réaction « saine » : si les Italiens et les Allemands, avec un siècle de retard, recommençaient une Saint-Barthélemy, c'était la preuve qu'ils comptaient vaincre et qu'ils croyaient au capital. Au milieu de ces forcenés, la vieille bourgeoisie française, chargée d'ans et de crimes, faisait figure de défaitiste. Napoléon III, la Boulange[16], les tueries, les camps de la mort lente : elle connaissait tout et, finalement, elle pouvait dire que ça ne menait à rien. Le capitalisme produit sa propre mort ; le prolétariat ressemble à l'hydre de Lerne : coupez une tête, il

en renaîtra dix. Donc autant ne pas les couper, ces têtes foisonnantes : il vaut mieux chercher le moyen de les faire, toutes ensemble, crever à demi. Quand les bourgeois du Sud et de l'Est criaient : « Aux armes ! » les bourgeois français répondaient : « Temporise » ; quand l'étranger criait : « Pille et tue ! Massacre ! » les nôtres répondaient : « Sous-alimente ! » Oui, c'est vers cette époque que l'on construit, chez nous, la machine à tourner en rond : puisque le progrès du capitalisme le conduit à sa perte, on arrêtera le progrès ; puisque les biens de ce monde doivent passer tôt ou tard en d'autres mains, on s'arrangera pour ne produire que le nécessaire et pour consommer tout ce qu'on produit ; puisqu'on nous annonce le crépuscule de l'homme nous prolongerons son déclin en lui fabriquant une économie crépusculaire. Puisque la concurrence pousse à produire davantage, on jugulera la concurrence ; puisque, les jours d'émeute, la banlieue vient occuper les rues de Paris, on freinera la concentration technique pour ralentir la concentration sociale. Il ne s'agit, en somme, que d'arrêter l'Histoire. Un moment. Un tout petit moment. Nos patrons veulent retarder le cataclysme de quelques décennies pour avoir le temps de mourir en paix. Cela ne présente aucune difficulté pourvu qu'on accepte de ruiner le pays : car il ne s'agit pas d'acquérir des forces nouvelles mais de savoir utiliser nos faiblesses et de renforcer chacune par toutes les autres : le marché tend à se rétrécir ? Parfait : on achèvera de l'étrangler en élevant les prix. Les prix tendent à hausser ? On accentuera la tendance en restreignant la production. Les matières premières font défaut ? Excellente raison de passer sous la coupe de l'étranger. Les enfants sont rares ? On les rendra plus rares encore en réduisant les parents au désespoir ; le malthusianisme économique s'appuie sur le malthusianisme social et l'accélère : un enfant coûte avant de rapporter, c'est une entreprise nouvelle qui nécessite de nouveaux investissements ; quand la France entière répugne à

moderniser l'outillage, on ne va pas s'amuser à renouveler sans nécessité le matériel humain. Et puis quoi ? Fréquemment les renaissances économiques se sont accompagnées de bouleversements démographiques : on voulait des fils parce qu'on participait à une entreprise collective dont ils verraient l'aboutissement. Mais nous n'attendons que le déluge : pourquoi faire des enfants qui seront noyés ? Persuadons plutôt l'ouvrier que la France va mourir, que le sort du fils sera pire que celui du père : c'est le meilleur moyen de lui ouvrir les yeux sur ses intérêts. Ainsi, au milieu du vacarme fasciste, notre bourgeoisie organise un lent suicide qui s'étalera peut-être sur un demi-siècle. Menacée, elle a d'abord réagi par des conduites d'échec ; puis elle a repris en main ces conduites et les a transformées en stratégie défensive. Elle jouait perdant, elle jouera donc à qui perd gagne. Notre économie tournante tournera de plus en plus lentement et, un beau jour, cessera de tourner : mais nous serons morts ; si les Russes s'avisent alors de mettre la main sur notre belle France, ils ne trouveront qu'une charogne et seront bien attrapés. Le malthusianisme français est à son frère italo-allemand le fascisme ce qu'est la défensive à l'offensive, la résistance passive à l'action, le féminin au masculin, le pessimisme à l'optimisme, d'un mot le négatif au positif. Dans l'un et l'autre cas il s'agit pour les dirigeants de rétablir sur les dirigés la domination absolue : mais les nazis voulaient asseoir leur puissance sur la force de leur appareil répressif ; le bourgeois français tire son pouvoir d'un immobilisme dépressif qui réduit à l'impuissance son ennemi de classe.

Nous avons vu le désarroi des patrons devant la croissance numérique du prolétariat : « S'il grandit encore, il nous mange ; s'il vient à diminuer, l'industrie peut manquer de bras. » Le malthusianisme rend ces craintes vaines : la production stagne quand la productivité tend à augmenter, les conditions d'un chômage

technologique sont réunies, le *containment* de la classe ouvrière paraît donc souhaitable à tout point de vue. Ce *containment*, d'ailleurs, c'est encore le malthusianisme qui fournit les moyens de le réaliser.

Le prolétariat s'accroît exagérément parce que les ouvriers font trop d'enfants et parce que les ruraux quittent la terre en trop grand nombre. L'immobilisme économique va permettre de régler l'un et l'autre facteur.

Les naissances, d'abord : à partir de 1935 le patronat gagne sur toute la ligne. Jusque-là rien n'y avait fait : ces paysans mal dégrossis s'obstinaient à garder la fécondité des bêtes. Mais il suffit de quelques années d'économie dépressive pour provoquer l'effondrement du taux de la natalité ouvrière : cette fois, ils ont compris ; ils s'abstiennent, tout comme des bourgeois. Ce recours subit aux pratiques malthusiennes, on a voulu en trouver la cause dans l'évolution interne du prolétariat. Cela n'est pas faux : la classe productive est devenue plus homogène et les fils d'ouvriers y sont plus nombreux que les fils de paysans. Mais si les premiers font moins d'enfants que les seconds, c'est qu'ils ont subi plus longtemps l'épreuve de la misère des villes et du désespoir. On accordera, bien entendu, qu'ils sont tous les jours davantage le produit de cet univers technique qu'ils produisent et qu'ils apprennent peu à peu les *techniques* de la vie et de la mort : les pères étaient soumis aux fatalités du corps, les fils savent le contrôler. Mais le contrôle des naissances n'est qu'un moyen et qui peut servir des fins bien différentes ; il ne peut expliquer à lui seul la stérilité soudaine et opiniâtre des nouvelles générations : il ne suffit pas de connaître les pratiques malthusiennes, encore faut-il vouloir en user. Chercherons-nous la cause de cet « abstentionnisme » dans les exigences inhumaines de la production en série ? Si l'on veut. Mais, sous cette forme, l'explication reste insuffisante puisqu'on n'enregistre pas la même dénatalité dans les pays de capitalisme avancé. Le travail de l'ouvrier

spécialisé est toujours pénible ; pour qu'il devienne tout à fait insupportable, il faut que les normes nouvelles soient appliquées dans le cadre d'une économie dépressive. Demandez plutôt aux ménages ouvriers pourquoi ils ne font plus d'enfants ; la réponse n'est pas douteuse : « Nous connaissons trop nos souffrances pour vouloir les infliger à d'autres. » Condamnés à vivre dans l'univers de la répétition, ils n'imaginent d'autre avenir pour leurs fils que leur propre passé. De criminelle notre bourgeoisie devient faiseuse d'anges ; elle poursuit avec ses méthodes propres l'œuvre de ses pères : au lieu de massacrer, elle oblige l'adversaire à se décimer de ses propres mains.

L'exode rural ensuite : il faut le ralentir ou le compenser ou les deux. Rien de plus facile aujourd'hui : on sait que le paysan n'est pas attiré par les feux mortels des villes mais poussé et rabattu sur eux par l'excès de sa misère ; assurons-lui donc une misère sans excès. Les grandes émigrations du XIX^e^ siècle sont riches d'enseignements. La première, qui se situe aux environs de 1860, est due à la concentration des terres et aux transformations conséquentes de la culture : des industriels inventèrent le marché paysan ; on fabriqua, on vendit des charrues, des engrais chimiques : le rendement et le prix de la terre augmentèrent, la demande de main-d'œuvre décrut, d'innombrables journaliers furent jetés sur les routes, d'autres les suivirent, moins misérables, mais qui avaient perdu tout espoir de devenir un jour des propriétaires. La leçon a été entendue : le malthusianisme freine la mécanisation des techniques agricoles pour préserver le morcellement de la propriété. On sait que les transports occupent plus de la moitié du temps consacré à la culture. Parfait : on témoignera donc aux cultivateurs une sollicitude toute particulière en mettant les tracteurs hors de leur portée et en leur conservant 800 000 bons kilomètres de chemins défoncés. Qu'ils aillent à pied, qu'ils grattent la croûte terrestre avec leurs vieux outils, qu'ils plantent à main nue : c'est la

meilleure garantie de la stabilité sociale. Il est vrai que les faits sociaux sont circulaires ; et c'est aussi bien le morcellement des propriétés qui retarde la mécanisation des techniques : les petites exploitations sont trop exiguës pour tirer individuellement grand avantage de la motorisation. Ainsi le malthusianisme de l'industrie trouve sa justification dans la rareté de la demande[k]. Et si pourtant les paysans s'associaient ? S'ils s'avisaient d'acheter les tracteurs en commun ? « Dans ce domaine, disent les spécialistes, on ne fera rien sans l'association. » Mais c'est qu'il s'agit de ne rien faire : le régime a tout à redouter des transformations sociales que les machines introduiraient dans les campagnes. Heureusement, il y a la routine : nos paysans ne sont pas près de s'entendre. On déplore leur particularisme mais on le protège en sous-main. L'État fait tout ce qu'il peut pour sauver la précieuse ignorance paysanne : en 1949, le ministre de l'Agriculture a reçu 471 millions pour l'enseignement agricole contre 14 milliards au ministère de l'Éducation nationale pour l'enseignement technique et l'apprentissage artisanal. Le résultat c'est qu'il nous manque 10 000 instructeurs. Grâce à ce déficit soigneusement entretenu, chez nous 2 à 3 % des exploitants agricoles reçoivent une instruction technique ; au Danemark 95 %. Nous voilà tout à fait tranquilles : le régime mystificateur sera exigé par les mystifiés eux-mêmes. La machine tourne rond.

L'autre grand exode du siècle dernier – celui de 1880 – fut la conséquence de la concurrence étrangère. Notre économie agricole restait à demi fermée ; le développement des communications met l'Amérique à nos portes et le Nouveau Monde déverse ses produits alimentaires sur nos marchés ; les prix s'effondrent : voilà nos fermiers sur les routes encore une fois. Près d'un million d'hommes abandonnent la terre ; pour obtenir des autres qu'ils restent chez eux, on recourt en toute hâte à des mesures protectionnistes. Mais après ?

Comment éviter le retour du désastre ? En accroissant le rendement ? Il faudrait mécaniser : on chasserait le progrès d'une main pour le réintroduire de l'autre ; pour empêcher l'exode de 1880 on nous préparerait celui de 1860. Alors ? Profiterons-nous du climat pour nous spécialiser dans la culture de luxe comme l'Angleterre s'est spécialisée dans l'industrie de haute qualité ? Impossible : spécialiser la culture, c'est instruire le cultivateur. Et puis l'on obtiendrait à coup sûr ce qu'on veut éviter : l'exode ; pour pouvoir aborder les marchés extérieurs, il faudrait mécaniser, motoriser, augmenter le rendement, réduire la main-d'œuvre et les paysans quitteraient leur village. Sacrés paysans : au moindre progrès, ils reprennent la route ! Heureusement le malthusianisme donne le moyen de les fixer : puisque c'est le progrès qui les chasse, il faut les protéger contre le progrès. Qu'ils produisent du blé, encore du blé, toujours du blé, au prix le plus élevé, par le travail le plus ingrat, avec la technique la plus arriérée : l'appel de main-d'œuvre sera d'autant plus grand que la productivité de chaque travailleur sera plus faible[l]. Contre la concurrence du dehors on dresse un mur atlantique, on isole la France des marchés mondiaux ; pour la concurrence à l'intérieur, c'est plus simple encore ; il suffit de détruire ; puisque les gros exploitants du Nord et de l'Ouest ne peuvent freiner la production aussi commodément que les industriels, le gouvernement va les aider : il leur achète les produits excédentaires pour les distiller. Bref la France fait un feu de joie avec ses récoltes et chaque Français, le ventre creux, paye pour voir la fumée. L'État engloutit des milliards dans la combine mais le but est atteint : c'est chez nous que le pain coûte le plus cher[m] et que le cultivateur est le plus mal rétribué[n]. Car c'était le but, n'en doutez pas : en maintenant nos prix agricoles au-dessus des prix mondiaux et nos prix industriels au-dessus de nos prix agricoles, le malthusianisme engendre et conserve à chaque instant, par une création continue, le

paysan français, ce monstre absurde et douloureux qu'une propagande intéressée veut faire passer pour sage, qui se tue au travail pour ne rien gagner, croit posséder une terre dont il n'a pas même l'usufruit, défend les intérêts des grands propriétaires et vote tous les cinq ans pour sa misère par crainte de devenir plus misérable encore. Cet homme de la nature ignore qu'il est un produit de l'artifice et que son destin se fabrique dans les villes comme celui des ouvriers : mais on le dresse contre les villes en lui rappelant que ses créanciers y habitent et surtout contre les ouvriers en lui montrant que leurs revendications provoquent la hausse des prix industriels. Si le paysan se mettait à produire davantage et à meilleur marché, s'il réclamait un nombre croissant de tracteurs à des prix décroissants, il risquerait de s'apercevoir un jour qu'il a des intérêts communs avec les travailleurs industriels : c'est justement ce qu'on ne veut pas ; la stabilité exige qu'on sépare les classes travailleuses par des barrières d'incompréhension et de haine : convaincu qu'il faut diviser pour régner, le haut patronat entretient à nos frais dans les campagnes une horde de bons sauvages dont les suffrages appuient sa politique.

Il ne faut pas trop demander : le malthusianisme freine l'exode chronique des ruraux, il ne le supprime pas. Sur 1 000 travailleurs, on compte, en 1905, environ 480 agriculteurs ; on n'en trouve plus que 370 en 1930 ; en 1953 plus que 329 : l'émigration subsiste donc ; mais elle change de nature et s'oriente vers les petits emplois d'administration. C'est encore un effet de l'économie dépressive : endetté jusqu'au cou, crevant de faim sur une terre hypothéquée, le paysan veut la sécurité pour son fils ; il fera de lui un fonctionnaire. Et puis surtout le progrès technique fait naître ou développe une classe nouvelle dont la rapide croissance va équilibrer puis contenir, stopper et dépasser celle du prolétariat : la classe moyenne salariée. On sait que Colin Clark[17] a établi, pour la plupart des pays industriels, une

corrélation statistique entre le revenu national par tête et la proportion des salariés improductifs (ou indirectement productifs) dans la population active. Pour adopter sa terminologie, le groupe secondaire et le groupe tertiaire[o] augmentent ensemble et dans les mêmes proportions jusqu'à la Première Guerre mondiale ; c'est l'époque où l'industrie capitaliste constitue en même temps ses cadres et sa masse de main-d'œuvre. Après 1918, la croissance du tertiaire s'accélère pendant que celle du secondaire ralentit. Le développement universel des bureaux et de l'administration correspond à l'effort des entreprises pour se réorganiser en fonction du progrès technique et de la concentration industrielle ; on centralise les services, on « intègre » les différents secteurs de l'exploitation, on assure la rapidité des transmissions, on charge des équipes spécialisées de préparer les tâches et de les répartir, d'interpréter la conjoncture et de prévoir les fluctuations du marché, de régler la distribution : le but est d'accroître la productivité en assurant le contrôle de la production. Or, le schéma de Clark se retrouve en France. À ceci près, toutefois, qu'il devient caricatural ; chez nous la production stagne à partir de 1929 et la croissance numérique du prolétariat reçoit son coup d'arrêt vers 1931 tandis que le gonflement du tertiaire ne cesse de s'accentuer[p]. C'est l'effet direct du malthusianisme : le fabricant ne se soucie pas d'augmenter son personnel ouvrier puisqu'il ne songe pas à produire davantage ; il augmente son personnel administratif parce qu'il veut rationaliser l'entreprise pour produire à moins de frais. Résultat : un excédent de 800 000 personnes actives dans le tertiaire et un véritable sous-emploi. Si par contre on voulait satisfaire aujourd'hui les besoins globaux de la nation il faudrait élever de 46 % la production : il va de soi que c'est impossible mais *d'abord* à cause de la pénurie de main-d'œuvre. Où trouver des ouvriers pour construire les millions de logements qui manquent ? Et si l'on se donne un délai de dix ans, de

vingt ans, comment combler les vides du secteur secondaire à moins de prélever des effectifs sur le primaire et le tertiaire ? Mais le patronat s'en garde bien : il entretient un demi-chômage dans les « services » et maintient la France en état d'anémie chronique pour freiner le développement des forces ouvrières. Le malthusianisme n'a pas manqué son coup : une agriculture arriérée, un tertiaire en excédent et un prolétariat déficitaire, cela suffit pour assurer la stabilité sociale. Et, naturellement, les patrons sont à couvert : la sous-production provoque la sous-consommation, c'est-à-dire le rétrécissement du marché, qui justifie à son tour la sous-production. Tout est pour le mieux à condition de laisser une partie de la population crever de froid en hiver et de faim tout le long de l'année.

Un gouvernement qui voudrait augmenter le taux annuel de la productivité, nous avons vu qu'il lui faudrait décongestionner le tertiaire ; mais les patrons sont tout à fait tranquilles : cela ne se fera pas de sitôt et cette saignée, théoriquement possible, est pratiquement interdite à cause des résistances *sociales* qu'elle soulèverait. Pourtant le tertiaire a ses gagne-petit dont le salaire est au plus égal à celui d'un travailleur manuel : on pourrait attendre de ces frontaliers qu'ils ne fassent pas de difficultés pour passer d'un secteur à l'autre en cas de besoin. Eh bien, justement non : l'emploi fait l'employé comme l'habit fait le moine ; par son pouvoir d'achat le commis s'apparente au salarié productif, il se distingue de lui parce qu'il ne produit pas. Le travail de la dactylo fait partie intégrante des activités de direction : dans cette mesure même, elle se juge intégrée aux classes dirigeantes. À vrai dire ses fonctions ne l'éloignent pas de l'ouvrier autant qu'elle le croit ; bien sûr, elle ne *produit* pas mais enfin c'est elle qui donne leur matérialité aux significations élaborées dans les bureaux : en cela, elle me semble toute proche du typo qui est un manuel. Le moment bureaucratique de la pensée, c'est la conceptualisation : la pensée nie

la réalité des choses et sa propre réalité, le langage nie l'existence de l'objet désigné : le bureaucrate se maintient au niveau des statistiques, des possibles et des idées claires, c'est-à-dire des idées qui ne comportent pas leur propre dépassement. La pensée ne retrouvera sa profondeur qu'en retrouvant la matérialité ; comme elle ne dépasse jamais que les objets, elle ne se dépassera elle-même qu'en recevant du dehors le caractère d'objet. Lorsqu'elle tape une circulaire, la dactylo transforme l'idée en chose, elle réalise le dépassement réciproque de la signification par sa matérialité et de la matière par la signification. Il y a donc dans son travail comme dans celui de l'expéditionnaire, du facteur, etc. – un caractère de productivité. Mais c'est précisément ce caractère que les commis entendent nier : ils croient participer à l'élaboration des consignes et des tâches et passent sous silence leur fonction véritable qui est de les transformer en les inscrivant dans le réel. Par leurs conduites et par leurs aspirations, les « économiquement faibles » du tertiaire prétendent manifester leur appartenance aux classes supérieures qui les oppriment. Mais ils ne font que singer leurs patrons et ce que leurs attitudes dissimulent c'est le refus entêté d'être assimilés aux salariés productifs. Ils n'ont qu'une réalité sociale toute négative puisqu'ils ne sont pas ce qu'ils prétendent être et qu'ils rejettent toute solidarité avec ceux qui leur ressemblent le plus. Il a suffi d'opérer quelques prélèvements sur les secteurs primaire et secondaire pour dresser la misère contre elle-même en créant ce prolétariat en faux col qui déteste les vrais prolétaires parce que la condition ouvrière lui fait horreur. Dans le cadre d'une économie expansive, le mal serait moins grand : même si, dans leur ensemble, les « services » continuaient à croître, les masses ouvrières s'accroîtraient elles aussi ; l'augmentation du revenu national et la demande de main-d'œuvre contribueraient à revaloriser le secteur productif et favoriseraient les mutations comme aux États-Unis où de vastes effectifs

flottants sont massés de part et d'autre de la frontière et toujours prêts à la franchir pour envahir le tertiaire ou refluer dans le secondaire selon la conjoncture. Mais l'immobilisme économique entraîne l'immobilisme social : sur 100 fils d'ouvriers nés il y a un quart de siècle, 55 sont restés ouvriers dans la grosse et la moyenne industrie, 10 sont retournés à la terre et travaillent comme ouvriers agricoles ; 35 ont passé la ligne, dont 21 sont allés grossir les effectifs du prolétariat en faux col. En d'autres termes, un jeune fils d'ouvrier, aux environs de 1930, avait 65 chances sur 100 de rester ouvrier, 86 chances sur 100 de ne pas quitter les classes défavorisées. Si nous ajoutons à cela que l'exode rural s'est ralenti, qu'il est à peu près impossible aux commis inférieurs de s'élever aux situations bourgeoises, que les petits patrons sont protégés et maintenus à leur poste par l'État et la grande industrie, il faudra bien conclure que notre économie abortive a cloisonné les groupes sociaux et fait de la France, sinon tout à fait un régime de castes, du moins une société en voie de stratification. On voit l'avantage : le malthusianisme ne se contente pas de réduire le prolétariat, il achève de l'isoler ; bien sûr, on y entre encore, il arrive encore qu'on en sorte : mais, de plus en plus, on naît et l'on meurt ouvrier. Et ce n'est point assez de tenir cette classe dangereuse à distance : il faut l'encercler. Au siècle dernier, la bourgeoisie vivait en état de siège ; aujourd'hui c'est elle qui s'arrange pour faire assiéger le groupe ouvrier. Chacun se cramponne à sa place, à ce qu'il croit être son privilège : le paysan à sa terre hypothéquée, le petit patron à sa misérable entreprise, le commis subalterne à son emploi de meurt-de-faim. Les gros mènent tout ; il leur suffirait d'un signe pour ruiner ces petites gens mais ils n'auront garde de le faire ; ce sont leurs alliés, leurs soldats. Ces hommes qui diffèrent en tout les uns des autres ont une haine commune : celle du prolétariat. Sans la haine du prolétariat, le petit patron s'apercevrait qu'il est victime et complice des capitaines

d'industrie, le paysan que sa terre le fuit et s'écoule comme de l'eau, le commis qu'il est exploité par son employeur. Mais ils ne voient rien : rien sauf les revendications ouvrières qui font monter les prix industriels, augmentent la dette du paysan et mettent le margoulin au bord de la ruine, rien sauf le gouffre sombre qui les attire et qui leur répugne. Le patronat français s'appuie sur les deux tiers de la nation pour réduire le troisième à l'impuissance.

On ne cherche plus à intimider par des massacres mais à affaiblir de l'intérieur la combativité ouvrière ; l'on n'hésite pas à enfermer le prolétariat dans une situation sans issue et si bien machinée qu'il s'étrangle ou se déchire s'il tente d'en sortir. L'encerclement dont je viens de parler n'est encore qu'un succès tout extérieur. Il y a plus : puisque la production produit l'ouvrier et puisque le malthusianisme est le caractère dominant de notre production, le prolétariat français en est la victime et le produit : nous allons voir comment il est conditionné dans sa lutte même par le mal contre lequel il doit lutter.

1° Nos pères nous disent que la France a eu son prolétariat de choc entre 1890 et 1911. Et, par le fait, il faut reconnaître que la classe ouvrière a mené plus de 18 000 grèves pendant ces vingt et un ans. À les compter par année, on distinguerait aussitôt des maximums et des minimums. Mais les uns comme les autres sont en constante progression : les premiers passent de 261 à 1 025, les seconds de 267 à 1 525. Le pourcentage de grèves réussies, lui non plus, ne cesse pas de s'élever : il était de 53 % à la fin du siècle, il sera de 62 % en 1910. Cette époque bénie prend fin avec la Première Guerre mondiale : en moyenne les grèves de l'après-guerre ont été plus nombreuses. Mais, jusqu'en 1926, les minimums et les maximums annuels sont en constante régression et, surtout, le pourcentage de réussite tombe de 70 % dans l'année 1919 à 35 % dans les années 1930-1935. Après la marée de 1936, le nombre des grèves restera très élevé mais la tendance

à la régression va reprendre et s'accentuer : elle persiste encore aujourd'hui et les pourcentages de réussite sont inférieurs à la moyenne. Faut-il croire pour de vrai que les ouvriers étaient plus courageux au temps du syndicalisme révolutionnaire et leurs leaders plus malins, plus dévoués ? Et quelle serait, dans ce cas, la cause du changement ? À cette question, les commentateurs bourgeois frétillent : « La cause, ô mon âme, la cause ? » Il n'y en a qu'une : observez la montée triomphale du prolétariat jusqu'en 1919, l'année bénie où l'ouvrier n'avait qu'à faire un vœu pour qu'on l'exauçât et considérez ce qui advient ensuite : la multiplication des échecs, la recrudescence de la misère, la dégringolade. 1920 ou l'année cruciale. Et pourquoi 1920 ? Parce que *c'est l'année du Congrès de Tours*[18] et de la scission ouvrière ; désormais le prolétariat a son cancer.

L'ouvrier perdant courage parce que le chancre communiste le ronge, c'est tout de même trop bête. Et pourtant il est *vrai* qu'on enregistre un certain affaiblissement de son action. Revenons aux faits et voyons ce qu'ils disent. Nous remarquerons d'abord que le nombre annuel des grèves et leur pourcentage de réussites croissent jusqu'en 1912 avec l'industrialisation. Nous avons noté d'autre part que cette courbe ascendante comportait quelques échancrures : par moments, les grèves se font plus rares et chacune en particulier a moins de chances de réussir. La courbe générale des prix présente le même aspect : la période d'expansion ne va pas sans crises mineures. Si l'on compare les deux courbes il saute aux yeux que les *minimums* de l'une et de l'autre se correspondent exactement. De 1919 à 1935, la tendance s'inverse mais la relation ne change pas[q] : les grèves augmentent avec la hausse des prix et diminuent avec la baisse. Le sens est clair : dans les périodes d'essor, l'ouvrier est autrement *situé* dans la société ; il fait l'objet d'une demande ; cela signifie que le revenu national est en pleine croissance et que l'appel de main-d'œuvre suffirait à provoquer

la hausse des salaires ; si la classe ouvrière tente d'accentuer cette hausse par l'agitation sociale, c'est qu'elle exige de participer à l'enrichissement collectif. Autrement dit, le prolétariat *passe à l'offensive* et tire son agressivité de la conjoncture. Au reste, le régime de la concurrence permet aux travailleurs de consolider leurs victoires : les concessions qu'ils lui ont arrachées, le patron ne peut les leur reprendre ; s'il voulait compenser la hausse des salaires par une hausse des prix, il serait perdu : il lui faut renoncer à ses profits ou produire davantage : la *praxis* est préesquissée par le mouvement de l'économie : happé par des courants qui le jettent en pleine bataille, l'ouvrier se retrouve agissant sans avoir décidé d'agir et l'efficacité de ses actes est directement proportionnelle à la force d'expansion de notre industrie. Le prolétariat se taille un avenir dans l'avenir du capitalisme. Nous savons à présent que cette période heureuse devait prendre fin avec l'armistice de 1918. Mais la *praxis* se crée sa représentation d'elle-même en projetant à l'infini l'avenir immédiat qui l'engendre : ouvriers et patrons, par un simple passage à la limite, avaient projeté devant eux le mythe du progrès et l'illusion réformiste. Il suffisait que le prolétariat poursuivît ses conquêtes : il contraindrait le capitalisme à produire sans cesse davantage et se rapprocherait sans cesse de la prise du pouvoir. Ce que Jaurès[19] exprimait vers 1902 en des termes qui nous semblent aujourd'hui choquants mais qui traduisaient l'espérance commune :

« Il est impossible aux syndicats de s'organiser, de s'étendre, de se systématiser sans intervenir bientôt dans le fonctionnement de la société capitaliste… Et le jour où les syndicats ouvriers, même par l'inspection, même par le contrôle, interviennent aussi dans la constitution du machinisme, le jour où ils conseillent, où ils imposent au patronat telle machine, tel appareil technique, ils collaborent, qu'ils le veuillent ou non, avec le patronat, à la direction de la machine

capitaliste. Et certes, je ne suis pas fâché pour le prolétariat de cette collaboration qui est un commencement de prise de possession. »

Ainsi l'avenir vrai mais fini du capitalisme libéral se prolongeait en trompe-l'œil jusqu'à l'infini et l'ouvrier le prenait pour son propre avenir. Cette fausse perspective excitait la combativité ouvrière tout en disposant, par le mirage du réformisme, l'exploité à collaborer avec son exploiteur. Les ouvriers n'avaient pas oublié les anciennes Saint-Barthélemy, mais à mesure que l'univers bourgeois cédait à leur action, le mot d'ordre du syndicalisme révolutionnaire devenait lettre morte ; révolutionnaires et réformistes ne s'opposaient plus guère que par le langage : quand la Révolution apparaît au terme d'un progrès continu, qu'est-ce qui la distingue d'une simple évolution ? Le prolétariat restait hostile aux politiciens et aux programmes mais il inclinait à sortir de son exil volontaire, à s'infiltrer chez l'ennemi, à « faire de la présence ». Il avait appris que le fait social est, comme dit Mauss[20], un fait total. Mais la vérité objective de sa lutte, c'est qu'elle l'intégrait chaque jour davantage à la société capitaliste et qu'elle devait entraîner, pour finir, la subordination des organisations syndicales à l'État.

Pendant les dépressions, au contraire, le prolétariat se bat le dos au mur. Lui aurait-on ôté son courage ? Certainement non. Mais si l'on mesure sa combativité au nombre des batailles livrées, il faut avouer qu'elle diminue : c'est que la grève a perdu son efficacité : les chômeurs constituent des réserves où le patron ne se prive pas de puiser ; et puis, si la boîte marche mal, on prendra prétexte des conflits sociaux pour la fermer. Hier l'ouvrier disait son mot sur tout ; aujourd'hui s'il proteste, on le jette à la rue ; bienheureux s'il n'est pas congédié sans avoir rien dit. Hier il faisait partie intégrante de l'usine, il lui semble aujourd'hui qu'il y est toléré. Ce n'est pas lui, bien sûr, qui subit cette dévalorisation, c'est sa force de travail. N'empêche qu'il se

sent atteint dans sa réalité d'homme. Il se croyait indispensable : on lui répète à présent que la chance seule ou la bienveillance du patron le maintient à son emploi et qu'il y a, pour tout dire, une sorte d'injustice à lui donner du travail quand on en refuse à tant d'autres ; à force de s'entendre répéter qu'il a de la veine de n'être pas chômeur, le travailleur tend à se considérer comme un chômeur qui a eu de la veine : bref, en temps de crise, c'est le chômage qui donne son sens au travail. Or, le chômeur est un produit de désintégration, un citoyen passif qu'on a refoulé aux confins de la société et qu'on entretient chichement à ne rien faire pour qu'il ne soit pas dit qu'on l'a laissé mourir de faim. Chômeur en puissance, chômeur en vérité, le travailleur se sent *de trop* : la crise le dépouille à la fois de ses pouvoirs et de ses responsabilités. Il avait l'illusion de « collaborer » avec le capitalisme : il réalise son impuissance ; il ne suffit plus, à présent, de remplir correctement le contrat de travail : s'il veut garder sa place il faut la *mériter*, devenir ce que les contremaîtres et les patrons nomment un « bon » ouvrier. Du reste, les employeurs profitent de l'occasion pour sélectionner le personnel : on renverra les « fortes têtes », les syndiqués, les militants, on gardera les autres, ceux que la résignation, la fatigue, les charges familiales détournent de protester ; il s'opère ainsi une sorte de brassage de la classe ouvrière : les meilleurs militants disparaissent, exilés dans ce *no man's land* qu'est le chômage ; ils perdent à la fois leurs moyens d'action et le contact avec les masses ; parmi ceux qui, malgré leur relative impuissance, demeurent capables d'exercer une pression sur le patronat, la proportion de résignés tend à augmenter. Le travailleur a perdu l'illusion de collaborer avec le capital : hier encore, il contribuait par son action revendicative à l'expansion de l'industrie ; à présent il subit les effets de la dépression sans pouvoir l'enrayer : son intégration progressive l'amenait à partager les responsabilités de ses exploiteurs ; l'exil le délivre mais l'isole, il

perd tout contact avec la société qui l'exclut : c'est ce qui le rend particulièrement hostile aux manifestations politiques. « La conscience de la classe ouvrière, écrit Lénine[21], ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tous* les abus, toutes les manifestations d'arbitraire *quelles que soient les classes* qui en sont victimes et à réagir justement du point de vue social-démocrate[r]. » Il a raison sans aucun doute mais il est infiniment plus facile de « jeter les révélations politiques dans les masses », en période d'essor industriel qu'en temps de crise : entre elles et les classes dirigeantes tous les liens se sont desserrés, y compris et surtout celui de la lutte sociale ; l'antagonisme tend à faire place à une relation de pure juxtaposition[s]. N'allons pas conclure que le prolétariat a perdu la mémoire de sa tâche infinie : ce qui est vrai c'est que la conjoncture le prive de tout avenir en l'obligeant à se buter sur ses intérêts immédiats : il se battait pour conquérir, il se bat pour conserver. Jamais pourtant la vérité n'est si clairement apparue : chaque classe poursuit la mort de l'autre ; si le capitalisme veut sauvegarder ses intérêts, il faut qu'il maintienne le prolétariat au-dessous du minimum vital. Loin de pousser l'industrie à produire, les revendications les plus humbles risquent de l'acculer à la ruine. Et, par le fait, si la crise s'aggrave, elle peut conduire à la Révolution, c'est-à-dire à l'éclatement d'une économie sapée par ses contradictions intérieures. Mais cette perspective elle-même freine souvent l'action syndicale : quand les circonstances ne favorisent pas les grands mouvements, une grève locale risque d'être réprimée par la force ou de ruiner l'entreprise.

La leçon ne sera pas perdue : les patrons se basent sur les observations qui précèdent pour réaliser artificiellement les conditions objectives du découragement ouvrier. Le nombre des grèves croît avec la production ? On empêchera donc la production de croître. Si elle

tombe au-dessous d'un certain niveau, des troubles insurrectionnels sont à craindre ? On fera donc en sorte qu'elle ne décroisse pas non plus. Il suffira de maintenir l'économie nationale en état de crise larvée. Une conséquence paradoxale de ce qu'on nomme loi d'airain est que les classes se reflètent l'une dans l'autre : à patronat progressiste, prolétariat de choc ; à patronat fainéant, prolétariat fatigué. Pour obscurcir la conscience ouvrière, nos industriels ont choisi de se mettre en veilleuse ; ils espèrent que l'étiolement de la production sera vécue de l'intérieur par le prolétariat sous la forme d'une anémie généralisée. Grâce à leurs pratiques, en effet, le prolétariat français est tout à la fois en déficit et très légèrement excédentaire. Pour une économie qui se proposerait de combler par une production de masse tous les besoins de la nation, il n'est pas assez nombreux : le malthusianisme le maintient donc en état de sous-développement. Mais pour une économie qui prétend s'être faite dépressive, par crainte de la dépression, la classe ouvrière risque à tout moment d'être trop fournie. De fait, la crise est notre unique perspective et la peur de la crise conditionne tout. En s'entourant des petites entreprises comme d'un dispositif de sécurité, la grosse industrie suggère que la catastrophe est à nos portes ; l'État achève de nous convaincre par l'extravagance de ses précautions : cette catastrophe, il n'est pas question de la conjurer tout à fait mais on peut la différer par une vigilance de tous les instants. Notre unique espoir serait donc la perpétuation de l'immobilisme. Certes, il y a du travail pour tout le monde mais c'est que la nation s'impose de cruels sacrifices pour *empêcher* le chômage ; l'ouvrier serait la première victime d'une conjoncture défavorable ; il est donc le premier bénéficiaire de la sollicitude gouvernementale ; que l'on cesse de barrer la route aux produits étrangers, il se retrouvera sur le pavé ; et quand on ne laisserait entrer que les denrées alimentaires, ce serait la ruine de nos

fermiers, les paysans reprendraient la route des villes et viendraient gonfler le prolétariat au moment même où les marchés industriels supporteraient les conséquences de l'effondrement des prix agricoles. Ce n'est pas tout : le patron lui-même, ses salariés tiennent leur emploi de sa bienveillance ; s'il devait utiliser sans ménagement la main-d'œuvre étrangère ou coloniale, la discorde et la concurrence risqueraient de diviser la classe ouvrière ; s'il perfectionnait ses procédés de fabrication sans accroître la production, le prolétariat serait frappé de chômage technologique. En droit l'ouvrier français est chômeur ; s'il ne l'est pas en fait, c'est grâce à la protection des pouvoirs publics et du grand Capital. On lui fera donc entendre que notre économie peut crouler au moindre souffle. Qu'il se mette en grève s'il veut : on l'aura prévenu qu'il a tout à y perdre.

Reste à le convaincre qu'il n'a rien à y gagner. Sur ce point, le malthusianisme a fait merveille ; la méthode fut mise au point vers 1936 et sert encore aujourd'hui. Selon l'accord Matignon, « les salaires réels devaient être rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés et descendant jusqu'à 7 % pour les salaires les plus élevés ». En fait il n'est pas impossible que l'augmentation totale, sous la pression des masses, soit montée à 20 %. Le gouvernement et les syndicats suggéraient aux fabricants de compenser l'augmentation des charges par celle de la production mais le patronat fit la sourde oreille. Appuyé sur les margoulins qui criaient misère, il haussa délibérément les prix. De mai à novembre 1936, pour les seuls produits industriels, l'indice des prix de gros indique une hausse de 35 %. Cette hausse s'est poursuivie pendant toute l'expérience Blum[22] ; elle est toujours restée supérieure à la hausse des salaires. En février 1937, c'est Léon Blum lui-même, qui déclare, dans un discours aux fonctionnaires : « La hausse du coût de la vie depuis huit mois fait supporter à un ménage de salariés des charges

supérieures aux avantages que l'ensemble des mesures prises en leur faveur ont pu leur procurer. »

À partir de là, on a bouclé la boucle et le fameux « cycle infernal des prix et des salaires » est organisé. Il va de soi qu'on nous le présentera comme une inexorable loi de l'économie mais c'est pur mensonge et il n'y a ici ni loi, ni cycle, ni enfer. La vérité, c'est que la « masse des revenus consommables » ne peut s'accroître si la production ne s'accroît pas : la planche à billets n'a jamais enrichi personne. En rajustant les salaires, on n'opère donc qu'un déplacement des revenus : reste à décider aux dépens de qui cette redistribution va se faire. En régime libéral, nous l'avons vu, le patron doit s'accommoder des charges nouvelles ; en régime de monopoles, il les fera supporter par le consommateur. L'avantage est double : on dresse les classes moyennes contre le prolétariat ; on divise, on règne. Et puis on mystifie l'ouvrier : quelle que soit en effet la hausse du salaire nominal, le pouvoir d'achat ne varie pas. Tout change et rien ne change ; ce qu'on accorde d'une main aux salariés, l'autre main le reprend dans leur poche. Après la victoire populaire de 1936, il ne fallut pas deux ans aux patrons pour ramener le pouvoir d'achat de l'heure de travail à son niveau de 1929. Sous l'Occupation, il est tombé plus bas encore, et, aujourd'hui, dix ans après la Libération, il n'a pas rejoint son niveau de 1938 : depuis un quart de siècle, malgré des fluctuations diverses et d'âpres conflits sociaux, le salaire réel de l'ouvrier n'a pas bougé : il a cessé de croître en même temps que le revenu national et ne recommencera qu'avec lui. Voilà le tour de passe-passe qui déconcerte les travailleurs et je ne pense pas les insulter en les comparant à ces taureaux pleins de courage qui foncent dix fois sur la cape et s'arrêtent brusquement, déçus de n'avoir rencontré qu'un leurre. L'ouvrier fait tout ce qu'il peut, il s'impose des privations pour gagner la grève, il arrive épuisé à la victoire et c'est pour assister à une

hausse générale des prix qui remet tout en état. On fait tout pour le convaincre qu'il a perdu sa peine : certains fabricants poussent l'impudence jusqu'à élever en hâte les prix de la cantine pour pouvoir afficher les nouveaux tarifs le jour même où les salariés ont obtenu leur augmentation. Il n'a fallu qu'un tournemain pour renverser la situation. Sans crise et sans massacres, les patrons ont usé la combativité ouvrière : le travailleur perd tout espoir de vaincre ; qu'il agisse, s'il veut, sur les salaires, il n'a rien fait s'il ne bloque les prix ; mais il sait fort bien qu'il ne bloquera les prix que s'il prend le pouvoir et les autres classes semblent tout à fait décidées à ne pas le lui laisser prendre. Faut-il dire que le prolétariat, comme dans les périodes de crise, est coupé de son avenir ? Non : mais nous avons vu que cet avenir est d'abord celui du capitalisme[t]. Or c'est l'immobilisme dépressif, chez nous, qui donne à notre temporalité ses deux caractères contradictoires : la répétition et l'involution. La répétition, c'est l'apparence immédiate : les jours se suivent et se ressemblent ; pendant trois siècles, les fils ont été mieux nourris et mieux logés que les pères mais depuis vingt-cinq ans rien ne change et la masse des biens à partager ne s'accroît pas ; s'il y a des gens qui vivent mieux c'est qu'il y en a d'autres qui vivent plus mal. L'Europe entière nous traite de grigous : et, bien sûr, ce reproche ne peut atteindre le prolétariat qui, de toute manière, n'a pas les moyens d'être avare ; mais il ne concerne pas non plus les classes moyennes : la ladrerie est dans le système, il ne faut pas y voir un caractère national, mais la situation collective que nos seigneurs nous ont faite. Dans les pays de capitalisme avancé, l'avarice est un accident individuel que le mouvement des échanges bouscule mais notre malthusianisme décourage les investissements et l'argent, chez nous, joue un rôle éminemment conservateur : puisqu'on le détourne des entreprises nouvelles, il nous entraîne à sa suite vers les plus anciennes ; nous prenons peur des risques parce qu'on nous

empêche de les prendre et nous finissons par détester ce qui est neuf. Il est vrai que nous gardons tout ; mais c'est qu'on nous fabrique un avenir qui est la reproduction exacte de notre passé ; les Américains jettent avant d'avoir usé : demain les produits seront meilleurs et à meilleur marché ; chez nous la marchandise ne changera pas de qualité, elle coûtera plus cher, simplement. Comment s'étonner après cela qu'un logis français ressemble au nid de la pie voleuse ? Robes de noces, complets usagés, chapeaux démodés, fioles vides, rubans défraîchis, cartons défoncés, ficelles : il y a dans nos armoires assez de vestiges et de monuments pour retracer l'histoire du demi-siècle[u]. Il semble que nous voulions à tout prix retenir un passé qui se décompose : mais c'est que nous avons peur du lendemain.

Ce retour éternel dissimule une dégradation continue : tout s'use ; on remplace parcimonieusement et surtout l'on rafistole. Le pays moisit par-dessous : vieilles maisons dans de vieilles villes, matériel périmé dans de vieilles usines, vieilles terres et vieilles routines, populations vieillissantes, enfants vieillots, enfants de vieux. Pendant ce temps, les autres pays, lancés dans une immense aventure, dressent autour de nous leurs murailles d'acier.

Ce sont elles qui montent bien sûr : mais tout se passe comme si nous descendions. Quand tout change, il faut changer pour rester le même : à vouloir *d'abord* ne pas changer, notre économie engendre sa propre mort et c'est cette mort qui devient notre avenir : on nous répète chaque jour que notre grandeur est derrière nous et que nous nous en éloignons chaque jour davantage, on nous vante je ne sais quelle douceur de vivre que nous n'avons pas connue, que nos pères ont connue, peut-être, quand l'outillage était neuf. Nous vivons le temps de la récrimination et du regret ; la France, c'est Jeanne la Folle[23] couchée sur son beau mari pourrissant. La pensée bourgeoise est tombée dans le prophétisme ; on se plaît à parler de l'Europe en

« termes de destin » ; on prédit le déluge mais ce n'est qu'une manière de couvrir notre envie de mourir en paix : le déluge, oui, mais après nous. On tâte les murs, on sonde les planchers : cela tiendra bien jusqu'au déménagement final.

La classe ouvrière travaille et combat dans ce climat débilitant. Elle n'est pas désespérée ; et les travailleurs ne sont pas contaminés par l'infâme désir de mourir tranquilles puisqu'on ne les laisse pas même vivre en paix. Mais dans cet avenir de plomb qu'on ménage à la France, comment ne verraient-ils pas leur propre avenir ? L'univers du travail manuel a toujours été plus ou moins celui de la répétition. Du moins l'ouvrier conservait-il, en période d'expansion, l'espoir d'améliorer son sort ; du moins la misère et la rage le poussaient-elles, en période de crise aiguë, à rejeter le fardeau qui l'écrasait et à tenter la Révolution. Mais tout conspire aujourd'hui à le convaincre que son sort ne changera pas quoi qu'il fasse. On pousse la bienveillance jusqu'à lui expliquer la situation plusieurs fois par jour : qu'attend-il ? Ne sait-il pas que le revenu national est stagnant. Bien sûr une distribution plus juste des richesses serait souhaitable et le grand patronat est tout prêt, pour sa part, à lui accorder certaines satisfactions : malheureusement c'est ce qui ne peut se faire sans ruiner les petits patrons. Et n'ont-ils pas, eux aussi, le droit de vivre ? Conclusion : rien ne bougera, rien ne peut bouger. Pourquoi le prolétariat serait-il révolutionnaire ? Il a quelque chose à perdre. Et pourquoi réformiste ? Il n'a rien à gagner. L'ouvrier ne tombe pas dans ces panneaux ; mais, tout de même, il ne peut s'empêcher de mesurer son impuissance. La Révolution, j'ai dit l'autre fois qu'il y croit toujours : mais il ne fait qu'y croire ; ce n'est plus sa tâche quotidienne, il a perdu l'orgueilleuse certitude de la rapprocher par ses efforts ; il voyait autrefois dans le nombre toujours croissant de ses victoires locales une preuve de son pouvoir sur l'univers ; mais le malthusianisme, en émoussant ses armes, l'a dépouillé de sa prise sur le

monde : il a prouvé qu'il ne craignait ni le patronat – même le plus dur – ni l'État, ni les C.R.S. ; mais son principal ennemi est un être sans visage et sans corps qu'il n'arrive pas à saisir : le *prix*. Au cours de ces vingt dernières années, les syndicats ont élaboré peu à peu la notion de « minimum vital » et celle d'« échelle mobile » : on a voulu voir dans ces idées nouvelles un progrès du mouvement ouvrier. Mais elles sont, tout au contraire, nées du malthusianisme : l'immobilisme de notre économie oblige l'ouvrier à se battre pour maintenir le *statu quo*. C'est ce qui permet de mieux comprendre sa répugnance actuelle pour les manifestations politiques. Car les buts politiques et sociaux du prolétariat sont progressistes par définition : quand il est en mesure d'imposer sa volonté sur le terrain économique, l'action politique naît d'elle-même : c'est la signification des progrès accomplis dans la lutte quotidienne ; mais quand l'action syndicale piétine, quand l'ouvrier est réduit à la défensive, les fins politiques se décalent par rapport aux fins économiques ; elles risquent de rester en l'air : précisément parce qu'elles sont des positions *avancées*, l'ouvrier les considère de loin comme des espoirs ou des souhaits mais il demeure entièrement coupé d'elles et ne trouve plus les chemins qui pourraient l'en rapprocher. On lui montre à perte de vue la répétition de ses travaux et de ses peines ; s'il persiste à mettre la Révolution au bout, comment pourrait-il s'imaginer qu'il la prépare ? Le monde change et la France ne bouge pas : le prolétariat français se demande s'il n'est pas tombé en dehors de l'Histoire. En Chine une société nouvelle s'organise ; en U.R.S.S. le niveau de vie s'élève : l'ouvrier de chez nous apprend ces nouvelles avec des sentiments mitigés ; elles exaltent son courage parce qu'elles lui prouvent que le progrès social est possible, elles le dépriment parce qu'elles semblent marquer qu'il reste sur place, séparé de ses camarades russes et chinois par une distance qui s'agrandit sans cesse, et que le salut, s'il vient jamais, doit lui venir de l'extérieur. J'y

reviendrai : mais, dès à présent, si nous voulons le comprendre, rappelons-nous ce que nous éprouvions sous l'Occupation, lorsque nous attendions que les Alliés gagnent pour nous une guerre que nous n'avions pas les moyens de gagner avec eux[v]. Ainsi la stratégie malthusienne permet au patronat de conserver l'initiative : l'économie dépressive commande du dehors à la *praxis* ouvrière, elle esquisse en creux les opérations possibles, elle en définit les caractères, elle en délimite la portée et la signification ; c'est elle qui décide des fins et des chances de victoire. Dès que le travailleur s'engage dans cette action préfabriquée, elle se referme sur lui : il se retrouve emprisonné dans un espace truqué qui lui impose ses voies, sa courbure et ses perspectives ; le découragement du prolétariat est un produit de la sous-production industrielle ; il traduit subjectivement les bornes objectives que la structure de l'économie impose à la *praxis*.

2° Le malthusianisme, donc, veut avoir l'ouvrier à l'écœurement. Mais cela n'est pas encore assez : il faut diviser pour régner.

Marchal[24] a montré que le nombre des grèves, entre 1890 et 1936, croît et décroît en même temps que la production. Mais il a dénoncé le premier cette exception remarquable : à partir de 1920, la fréquence des grèves et leur pourcentage de réussite sont en pleine décroissance ; cependant, jusqu'en 1929, notre économie reste en expansion. On explique le fait par les dissensions ouvrières et l'on n'a pas tort. Mais ces dissensions, d'où viennent-elles ? Ah, me dira-t-on, de la guerre, de la trahison socialiste, de la Révolution russe, de tout sauf du malthusianisme qu'on ne pratiquait pas encore lorsqu'elles sont apparues. Il est vrai : le pluralisme syndical est antérieur à la stagnation industrielle et nos malthusiens ont trouvé le prolétariat coupé en deux. Mais qui nous dit qu'ils n'ont pas exploité cette chance à fond et perpétué un état provisoire en freinant la production ?

Le prolétariat hiérarchisé de l'autre avant-guerre est le produit de la machine à vapeur. Celle-ci s'est substituée au muscle mais non pas encore à l'adresse ; elle demeure *dépendante* : il faut l'entretenir, la régler, la diriger, la contrôler. Le tour parallèle dispense l'ouvrier de mouvoir son outil et de l'appliquer contre la pièce à tailler : reste à préparer la tâche, à fixer la position de la pièce, les angles de coupe, les vitesses, etc. Par ses imperfections mêmes, le tour définit le tourneur : il y a des profils spéciaux que la machine ne peut donner et qu'on obtiendra par un travail manuel, effectué au moyen d'outils auxiliaires ; l'opération et, par conséquent, l'opérateur conservent en partie le caractère artisanal. L'homme que la machine exige, c'est la société qui le forme : elle lui confère le savoir professionnel et l'expérience technique par un apprentissage de plusieurs années ; la concurrence sélectionne ensuite les meilleurs : ceux qui font preuve de tact, de « jugé », d'habileté corporelle, d'initiative. Mais cela coûte cher de faire un ouvrier qualifié : en régime de capitalisme libéral, ce sont les parents qui doivent assumer la majeure partie des frais. Les paysans qui viennent de quitter la terre et les fils de manœuvres n'ont, pour la plupart, ni les moyens ni la volonté de faire leur apprentissage[w].

Ainsi les exigences de la machine vont jusqu'à prescrire le mode de recrutement : les ouvriers professionnels sont fils d'ouvriers professionnels ou d'artisans ; cette aristocratie compte quelques parvenus mais on y accède surtout par droit de naissance. Certes, le travailleur d'élite est exploité au même titre que ses camarades : mais il diffère d'eux parce que sa compétence le désigne seul pour diriger une machine, c'est le producteur par excellence ; agent principal et principal témoin de la transformation du matériau en produit usiné, il prend conscience de soi dans l'élaboration de la chose inerte. Pour lui l'apprentissage représente beaucoup plus qu'une formation

technique : il y voit une initiation révolutionnaire et un rite de passage qui lui ouvre l'accès de sa caste et du monde ouvrier.

L'unité du groupe de travail, c'est encore la machine qui l'assure, ou plutôt c'est l'opération complexe et synthétique que le professionnel effectue au moyen de la machine et avec l'assistance des autres travailleurs. Dans une entreprise de mécanique, au début du siècle, on compte, sur cent ouvriers, une vingtaine de « mécaniciens » qui ont fait leurs quatre années d'apprentissage et qui se consacrent au montage et à l'ajustage, une soixantaine de perceurs, taraudeurs, mortaiseurs, fraiseurs, ouvriers adroits et compétents mais qui sont loin d'avoir la formation des premiers, enfin une vingtaine de manœuvres qui vivent à l'écart des machines et ne prennent aucune part à la fabrication. Le mécanicien dirige en même temps sa machine et ses hommes : les ouvriers semi-qualifiés qui l'entourent, il les appelle ses « accessoires » et les fait « bricoler » pour lui ; les manœuvres, eux aussi, lui obéissent : ils le délivrent des basses besognes. Cette hiérarchie technique est soulignée par la hiérarchie des salaires : le professionnel gagne sept francs quand l'homme de peine en gagne quatre. À cette époque, on commence à parler de « masses » pour désigner la classe ouvrière et l'on a tort : les masses sont amorphes et homogènes, le prolétariat de 1900 est profondément différencié, la hiérarchie du travail et des salaires se retrouve intégralement sur le terrain social et politique. Les manœuvres eux-mêmes, leur simple addition ne peut suffire à constituer « les masses » : c'est par abstraction qu'on les séparerait des autres ouvriers et chacun d'eux est plus étroitement lié à ses camarades d'atelier qu'aux autres manœuvres de l'usine et de la ville ; la classe ouvrière est constituée par une multitude de systèmes solaires, petits ensembles structurés qui gravitent autour d'une machine. Ces équipes de travail communiquent par le sommet : la forme de l'appareil syndical est déterminée par la composition de la

classe ouvrière : en 1912, la France compte plus de 6 millions de travailleurs manuels et la C.G.T. n'a que 400 000 adhérents. Pourtant les grèves sont menées durement, rondement, avec discipline, et nous avons vu qu'elles réussissent la plupart du temps : cela signifie qu'un militant suffit en général pour entraîner une quinzaine de non-syndiqués ; dans la lutte revendicative, les professionnels conservent l'autorité dont ils jouissent pendant le travail. Non pas tous, cependant, puisqu'ils adhèrent au syndicat dans la proportion d'un sur trois : les meilleurs d'entre eux, ceux qui ont eu le courage de se donner une instruction générale et qui joignent à la volonté révolutionnaire la conscience la plus claire de la condition ouvrière. À la machine à vapeur correspond un prolétariat hiérarchisé qui produit à son tour un syndicalisme d'encadrement avec l'atelier pour base, l'entreprise pour champ de bataille et l'ouvrier d'élite pour militant.

Il paraît que c'était le bon temps : un quart de siècle après sa mort, nos belles âmes ont découvert le syndicalisme révolutionnaire et ne cessent de nous le donner en exemple : à l'âge d'or du Congrès d'Amiens[25], la bureaucratie n'existait pas ; l'appareil syndical émanait directement du prolétariat et demeurait en lui comme un simple principe interne d'organisation ; la défense des intérêts ouvriers était assurée par les ouvriers eux-mêmes, on militait sans quitter l'atelier, donc sans perdre contact avec les problèmes concrets de l'entreprise. De fait, l'état-major bergsonien de la C.G.T. se faisait le champion de la spontanéité : tantôt c'était Pelloutier[26] qui évoquait un « lien mystérieux » unissant les organisations ouvrières et tantôt Griffuelhes[27], qui vantait « l'action spontanée et créatrice » du syndicalisme français ; le Moi syndical, en somme, plongeait ses racines dans le Moi profond du prolétariat. Avant la Première Guerre mondiale, la lutte des classes avait du je-ne-sais-quoi.

Bien entendu, ce sont des fariboles : l'élan vital des classes travailleuses dissimulait la dictature de l'élite professionnelle. La « minorité agissante » méprise ce qu'elle nomme déjà « la masse » et déteste la démocratie. « Ce n'est pas, dit Lagardelle[28], la masse lourde et attardée qui doit se prononcer ici, comme dans la démocratie, avant d'entreprendre la lutte ; ce n'est plus le nombre qui fait la loi. Mais il se forme une élite agissante qui, par sa qualité, entraîne la masse et l'oriente dans les chemins du combat. » Traduisons : la couche « supérieure » du prolétariat se charge de faire valoir ensemble ses propres revendications et celles des « moins favorisés » ; cette élite prétend juger seule du bien de tous et cherche moins à comprendre les résistances populaires qu'à les briser. Je n'aurai pas l'injustice de prétendre que ces lutteurs admirables ont trahi leur classe : s'ils se méfient de leurs camarades c'est qu'ils les soupçonnent d'être plus moutonniers que révolutionnaires ; ils gardent le souci constant de concilier leurs intérêts avec ceux des manœuvres et, au début du moins, dans un pays prospère et en voie d'industrialisation, ces conciliations ne sont pas trop malaisées. Elles deviennent de plus en plus rares dans les dernières années de l'avant-guerre. La lutte ouvrière a deux faces : pour la minorité agissante, c'est une expérience concrète et un instrument d'émancipation ; pour la majorité qui la suit, elle reste souvent un impératif abstrait. Et quand les militants entraînent les manœuvres dans une action revendicative, on peut bien dire, avec nos belles âmes, que la classe ouvrière s'est unie dans l'action et que son unité lui demeure immanente ; en fait il leur arrive de plus en plus fréquemment de lutter sur deux fronts : contre leurs camarades et contre les chefs d'entreprise. Au sommet, pourtant, on trouve une poignée de militants dont les vues sont plus larges et qui s'intitulent fièrement « minorité agissante » : contre le particularisme de l'élite, ils se sont donné pour but de défendre les intérêts généraux de la classe.

Mais quand elle essaie de convertir les professionnels au syndicalisme d'industrie et à la centralisation, cette minorité va à contre-courant. L'aristocratie ouvrière reste favorable à « l'administration anarchique » et au syndicalisme de métier. Ils auraient perdu la partie, les Pelloutier, les Pouget, les Merrheim, les Monatte[29] sans la mutation brusque de l'industrie.

1884 : les premiers transformateurs pratiques font leur apparition. Dix ans plus tard le moteur électrique concurrence partout la machine thermique et permet de pousser la mécanisation : le progrès technique réduit peu à peu la part de l'ouvrier dans la fabrication, ce qui entraîne la disqualification progressive du travail manuel. Le nouveau tour produit les nouveaux tourneurs : il n'a besoin que d'une chiquenaude qui se transmet d'elle-même aux mécanismes d'exécution. Tout à coup, entre les manœuvres et les semi-professionnels, on découvre cet inconnu, l'ouvrier spécialisé, qui accède aux machines comme un professionnel et remplit son office sans apprentissage[x] comme un manœuvre. Il était déjà là mais nul ne l'avait remarqué : d'où vient-il ? De partout : quelquefois c'est un rural qui vient d'arriver à la ville, le plus souvent il était manœuvre dans une autre industrie. Dès 1900, à Saint-Étienne, dans certains ateliers de la Manufacture d'Armes, « il arrive qu'il y ait 50 mécaniciens sur 250 ouvriers ; tous les autres sont d'anciens mineurs ou d'anciens tisseurs[y] ; ils ont entre les mains des machines perfectionnées qui rendent inutile le savoir professionnel[z] ». Ces nouveaux venus sont encore timides : ils n'ont ni le temps, ni la volonté, ni la force de s'organiser seuls ; ils réclament l'aide de l'élite professionnelle et militante. En 1912, Merrheim, au Congrès confédéral du Havre[30], prête ce discours à un lamineur de l'Est : « Comment voulez-vous que nous, pauvres lamineurs, qui sommes fatigués le soir quand nous arrivons chez nous, nous nous occupions du

syndicat ? Ceux qui pourraient s'en occuper, les ouvriers techniciens, ont créé des syndicats de métier. »

Comme on voit, leurs revendications sont modestes : et s'ils réclament le droit d'adhérer aux organisations syndicales, c'est dans l'intention arrêtée de déléguer aussitôt leurs pouvoirs à l'élite. Mais l'élite n'en a cure : contre les nouveaux venus, elle défend âprement le syndicalisme aristocratique. Plutôt que de fusionner avec les métallurgistes et les mouleurs pour former une fédération d'industrie, la Fédération des mécaniciens, en 1910, préfère quitter la C.G.T. En 1900, on trouve 51 syndicats d'industrie contre 34 syndicats de métier ; en 1911, on en trouve 142 contre 114 : la proportion n'a pas changé. Pendant ce temps, sans qualification, sans expérience syndicale, sans instruction politique, l'O.S. est abandonné à la propagande et à l'oppression du patronat. Je rappelle les traits principaux de ce nouveau prolétaire, brusquement engendré par les machines modernes et les techniques de l'organisation[a´].

Fixé dans les bureaux en fonction des différentes opérations qui s'exécutent au même moment dans l'entreprise, le rythme de son travail s'impose à lui comme une force ennemie et le gouverne du dehors ; sa fatigue résulte moins d'une dépense musculaire que d'une continuelle tension nerveuse et d'un effort constant pour s'adapter à des normes préétablies ; à la fin de la journée, elle lui colle à la peau ; elle l'accompagne jusque dans le sommeil et c'est elle qu'il retrouve au réveil ; cette lassitude chronique devient une seconde nature et la manière même dont il sent son corps. Elle est inscrite sur son visage, dans sa démarche, elle limite ses pouvoirs et fait de lui, au sens propre du terme, un homme *diminué*.

La dégradation du travail entraîne la dévalorisation du savoir ; les patrons n'aiment pas que l'ouvrier soit instruit ; ni surtout qu'il soit intelligent : l'intelligence nuit au rendement : l'O.S. et la machine

réalisent une symbiose si parfaite qu'une idée chez l'un est assimilable à une avarie de l'autre. Pourtant la distraction totale est impossible : l'évasion et l'oubli provoqueraient autant de désastres que la pensée lucide ; il faut *être là*, une vigilance sans contenu, une conscience captive qui ne se maintient en éveil que pour mieux se supprimer. Mais si l'ouvrier se nettoie de sa propre pensée, c'est pour faire place à celle des autres : depuis que la rationalisation a consacré le divorce de la conception et de l'exécution, il ignore le sens de ses actes ; on les lui vole, ou les conditionne du dehors, on décide à sa place de leur but et de leur portée. Dans le moment même où il se fait l'agent de la production, il se sent agi ; au plus profond de sa subjectivité, il s'éprouve comme objet. Complice involontaire du patron, il s'efforce d'oublier le peu qu'il a appris parce que la connaissance lui rendrait sa condition intolérable ; il se réfugie dans la passivité parce qu'on l'a privé de toute initiative ; puisqu'on l'a dépouillé de sa pensée, comment saurait-il que les idées sont le produit de l'homme ? Il s'habitue à voir dans l'ordre établi par les techniciens une fatalité extérieure dont il est la première victime. L'histoire sociale de la rationalisation tient en deux formules. À la fin du siècle dernier, Taylor[31] disait *aux* ouvriers : « N'essayez pas de penser ; d'autres feront cela pour vous. » Trente ans plus tard, Ford[32] disait *des* ouvriers : « Ils n'aiment pas penser par eux-mêmes. »

La mécanisation du travail altère les relations humaines. Avant 1914, le prolétariat était une constellation : cette structure aristocratique n'excluait ni la solidarité ni un lien d'homme à homme qui ressemblait vaguement à la vassalité. Entre l'O.S. et les « élites », la solidarité du travail est rompue : le professionnel décidait de la tâche du manœuvre ; celle de l'ouvrier spécialisé, c'est l'homme des bureaux qui en décide ; il en décide de loin et pour tous, sans jamais voir personne : aujourd'hui l'O.S. n'a de rapport qu'avec d'autres O.S. ;

encore la machine interpose-t-elle entre eux sa rigidité : chacun perçoit l'existence de ses voisins sous la forme du rythme collectif auquel il doit s'adapter ; l'*autre* apparaît avec les retards, les fautes ou les ratés : dans l'univers mécanique la personne est une erreur entraînant un manque à gagner. La machine semi-automatique est l'instrument par excellence de la massification : elle fait éclater les structures internes du prolétariat ; restent des molécules homogènes et séparées les unes des autres par un milieu inerte et sans élasticité.

En l'isolant de ses camarades, le travail parcellaire renvoie l'O.S. à lui-même ; mais il ne trouve en soi qu'une essence générale et formelle : ce qu'il fait, tout le monde peut le faire, donc il est le même que tous et sa réalité *personnelle* n'est qu'un mirage. Cependant, des besoins impérieux le ramènent à la pure subjectivité du désir et de la souffrance : faim, douleur, fatigue le poussent à la préférence de soi mais sans la justifier. Pourquoi toi plutôt que moi ? – Parce que je suis moi. – Et qui es-tu, *toi* ? – Le même que toi. L'injustifiable subjectivité entre en conflit avec l'interchangeabilité objective. Il en résulte sur le plan individuel un profond sentiment d'infériorité ; sur le plan collectif, les formes classiques de la lutte revendicative ont fait leur temps : l'apparition de ces travailleurs sans valeur professionnelle, *remplaçables* et obsédés par la crainte de chômer risque de rendre les grèves inefficaces.

Ce qui est sensible d'abord, en effet, ce n'est pas tant la promotion d'un ouvrier inconnu, c'est la liquidation des anciens. Les mécaniciens que la crise de 1907 a jetés sur les pavés ne seront pas réintégrés ; en 1913, pendant la grève des usines Renault, les spécialistes tiennent plus longtemps que les autres ; ils se savent irremplaçables, le patron finira par céder. Le patron ne cède pas : il les remplace par des machines et par des ouvriers sans qualification ; il apparaît à tous que l'ouvrier professionnel a fait son temps. Cependant les O.S. se multiplient et le

syndicalisme végète, démoralisé, privé de son arme principale ; à ces hommes neufs, sans tradition ni passé, les vieux militants n'ont plus rien à dire. Et puis tout d'un coup, en août 1914, la guerre dessille les yeux des syndicalistes : ils découvrent les masses ; la surprise fut rude quand ils les virent sortir de terre en criant : « À Berlin ! » Vingt ans de propagande pour aboutir à cette folie ? « Que reste-t-il de notre action ? se demande un militant. Que reste-t-il de nos meetings contre la guerre ? » Et un autre : « Dans un wagon à bestiaux, avec d'autres hommes qui gueulaient "À Berlin", j'ai senti la faillite de la C.G.T., la faillite des éducateurs, la faillite intellectuelle du pays. » Et Merrheim : « La classe ouvrière était soulevée par une formidable vague de nationalisme », et Monatte : « La vague a passé, elle nous a emportés. » Ignorées puis brusquement découvertes, les masses nécessitaient la création d'un syndicalisme de masses, d'un parti de masses, d'une propagande et d'une idéologie nouvelles. Incapable de remplir ces tâches le syndicalisme révolutionnaire découvre soudain qu'il est périmé ! l'appareil ancien de la classe ouvrière tombe en dehors du mouvement, la guerre surprend les dirigeants sans les masses et les masses sans protection ; ces jeunes foules, victimes du décalage qui sépare leur activité productrice du contenu réel de leur expérience, ne peuvent être encore pour elles-mêmes ce qu'elles sont en soi : leur radicalisme, leur instabilité, leur fureur bientôt suivie de découragement expriment tout simplement le fait que la nouvelle condition ouvrière est insupportable ; le mythe fascinant de la guerre trompera quelque temps leurs aspirations révolutionnaires et leur fera prendre conscience de la violence qui est en elles : mais cette violence reste captive, aliénée.

C'est encore de la guerre que viendra la démystification. De la guerre et non des circonstances de la production ; ce ne sont pas les dirigeants syndicaux, c'est la Somme, c'est Verdun qui déchireront

l'image illusoire qu'elles ont d'elles-mêmes : « Quand je les ai retrouvés à Verdun, écrit Dumoulin[33], ils en voulaient à tout le monde : aux journalistes, aux députés, aux socialistes, aux Parisiens, aux gendarmes, à ceux de l'arrière. L'impression la plus forte, la plus nette entre eux était celle du bourrage de crâne, du mensonge, de l'exagération, de l'erreur. »

Quand elles refluent, en 1919, ivres de colère et de méfiance, les masses sont disponibles. Un peu partout, en Europe, les révolutions vont dépendre de la rencontre des soldats et des ouvriers. Chez nous deux millions de démobilisés se mêlent aux trois ou quatre millions d'ouvriers qui travaillaient en usine. Mélange instable, explosif : de nouveaux militants gonflent les cadres de la C.G.T. Il paraît que la Révolution était possible et la bourgeoisie prête « à consentir les plus lourds sacrifices au prolétariat ». Mais la grève de juin 1919 prouve que les masses n'étaient pas prêtes. D'où l'eussent-elles été ? Qui les avait préparées ? Le 2 juin, les métallurgistes parisiens abandonnent le travail ; la grève s'étend à trois syndicats de Seine-et-Oise, on compte 130 000 grévistes, 80 000 cartes syndicales sont délivrées. Grève mi-politique, mi-corporative : il y a des revendications mais aussi « une grande angoisse… une pensée générale qui intéresse le prolétariat entier ». La grève est dirigée d'abord par un *Comité d'entente*, organisme syndical, qui venait d'être créé. Mais la foule immense des nouveaux syndiqués – plus de la moitié des grévistes – se méfie de tous les délégués, envahit les lieux de réunion syndicaux, traite ses propres représentants de vendus et finit par élire un Comité d'action qui prétend se substituer au Comité d'entente. Le Comité d'entente, débordé, abdique son autorité entre les mains de la Fédération des métaux qui prend la grève en charge. Le Comité d'action fait irruption le 22 juin dans les bureaux de la Fédération, exige d'assister aux séances, traite les dirigeants de « bourreurs de crâne ». Pourtant, la

Fédération voulait la grève générale. Elle demanda la réunion du Cartel interfédéral. Celui-ci refusa d'étendre le conflit mais déconseilla aux grévistes de reprendre le travail sans avoir obtenu des garanties. Or, dès le 26 juin, le Comité d'action lui-même, tirant les conséquences d'un découragement bien antérieur à la décision du Cartel, avait ordonné de cesser la grève. L'échec fut total ; on revint aux machines sans avoir rien obtenu : les masses s'étaient trouvées aux prises avec une bureaucratie dont les méthodes prudentes et les prévisions à longue échéance les déconcertèrent et elles avaient élu un Comité dont l'incompétence et la turbulence avaient compromis la fermeté. L'événement a la valeur d'une *indication* : produit récent du nouveau machinisme, les masses avaient besoin d'une direction et d'une discipline appropriées à leur structure fondamentale ; elles refusaient les syndicalistes qui les avaient refusées avant la guerre, elles n'eussent daigné se soumettre qu'à une autorité de fer combattant implacablement le déséquilibre constant des formations massives. Où la trouvera-t-on en 1919 ? Les dirigeants de la S.F.I.O. et de la C.G.T. s'accusent, se justifient ou se confessent ; ils ne sont d'accord que pour condamner les nouveaux venus. La grève de juin leur fournit de nouveaux « attendus » pour étayer leur sentence : l'un parle de « Comités de désobéissance et d'indiscipline ». Un autre déplore que « les instincts de la foule de la rue qui hurle et qui lynche aient été transportés dans nos meetings »… Pour un troisième, c'est la pire souffrance que « d'avoir rencontré en France une situation révolutionnaire sans esprit révolutionnaire dans les masses ». Blum dira en 1921 : « Nous savons ce que sont les masses inorganisées… Nous savons derrière qui elles vont un jour et derrière qui elles sont le lendemain… Ceux qui auraient marché derrière vous la veille seraient peut-être, le lendemain, les premiers à vous coller au mur… On ne fera

pas la Révolution avec ces bandes qui courent derrière tous les chevaux. »

Et pourtant il fallait renoncer à la faire ou la faire avec « ces bandes-là ». Pour inorganisées, elles l'étaient sans aucun doute mais c'était tout simplement la preuve qu'il leur fallait une organisation. Malheureusement, elles ne pouvaient la tirer d'elles-mêmes faute d'avoir pris conscience de leurs besoins. Déchirée entre une aristocratie agonisante et une multitude qui épuisait ses révoltes dans le désordre, la classe ouvrière serait-elle réduite à l'impuissance ?

Non : ces déchirements semblaient provisoires ; la situation ne pouvait manquer d'évoluer : bien sûr, l'organisation n'allait pas émerger brusquement de la foule anarchique mais déjà les plus jeunes militants de la C.G.T. et de la S.F.I.O. se rapprochaient des kienthaliens[34] et de l'opposition socialiste ; leurs expériences de guerre les avaient tous amenés à condamner la II[e] Internationale[35] ; ils avaient décidé de se mettre au service des masses et de leur donner l'appareil qui leur faisait défaut.

Et puis surtout on supposait que le mouvement de concentration allait se poursuivre et qu'il achèverait de liquider l'aristocratie ouvrière. Pour se persuader que les O.S. finiraient par constituer la quasi-totalité du prolétariat il suffisait, aux environs de 1925, de jeter un coup d'œil sur les statistiques fournies par les Établissements Ford[b´] : dans cette entreprise, un travailleur sur cent méritait encore le nom de professionnel ; sur dix ouvriers, huit étaient des O.S. Cette impitoyable dégradation pouvait faire horreur : elle ravalait les fiers militants du syndicalisme révolutionnaire au rang de ces sous-hommes dont parle Marx. Mais, d'un autre côté, elle éliminait le manœuvre. Et surtout, elle rendait sa force au mouvement ouvrier. Quand ce « néo-prolétariat » si homogène aurait trouvé ses cadres et sa formule de combat, sa

cohésion serait plus rigoureuse que jamais et l'unité ouvrière cesserait d'être un mot.

On avait compté sans nos malthusiens. En arrêtant le mouvement de concentration, ils ont renvoyé l'unification aux calendes. La grande industrie n'absorbe pas plus de 45 % des travailleurs, le reste se partage entre 500 000 entreprises. Naturellement ce ne sont pas toujours les établissements les plus importants qui sont les mieux équipés : dans l'industrie automobile, le secteur de la construction est beaucoup plus concentré et beaucoup moins automatisé que celui des accessoires. N'empêche : l'entreprise moyenne n'a pas les moyens de pousser l'automatisation ; la petite entreprise reste artisanale. En 1948 sur les 3 677 000 ouvriers de l'industrie de transformation, on compte 1 306 000 professionnels, 1 320 000 O.S. et 1 051 000 manœuvres. Les deux premières catégories s'équilibrent à peu près[c´]. La troisième est fort divisée : dans le Livre et le Bâtiment, où les professionnels sont de beaucoup les plus nombreux, la structure archaïque du prolétariat est conservée : le manœuvre travaille sous leurs ordres. Dans la sidérurgie et le textile, c'est l'O.S. qui domine ; les professionnels se détachent de la fabrication ; ils forment des équipes d'entretien et d'outillage qui n'ont plus aucun contact avec les autres ouvriers[d´] : O.S. et manœuvres forment alors une masse à peu près homogène, d'autant qu'il suffit de quelques heures ou de quelques jours pour changer ceux-ci en ceux-là. Il ne faudrait pas croire que ce bouleversement fasse bénéficier le prolétariat d'une expérience nouvelle : il provoque, au contraire, une rupture d'expérience et un dédoublement du *sujet* historique : la classe ouvrière, pour la plus grande joie des patrons, court le risque de rester coupée en deux tronçons à peu près égaux, qui n'ont ni les mêmes structures, ni les mêmes valeurs, ni les mêmes intérêts, ni les mêmes techniques d'organisation et de combat.

a) Dualité des valeurs

L'ouvrier professionnel a toujours fondé ses exigences sur la qualification de son travail. Le véritable producteur, la source unique de toute richesse, c'est lui ; c'est lui qui transforme les matériaux bruts en biens sociaux. L'idée de grève générale, si populaire avant 1914, naît de cette orgueilleuse conscience de soi : pour faire crouler la société bourgeoise, le travailleur n'aura qu'à se croiser les bras ; s'il réclame la propriété de ses instruments de travail, c'est qu'il est le seul capable d'en user. Au reste, dans les petites entreprises, son savoir technique est rarement inférieur à celui du patron ; le syndicat groupe les *compétences* et se juge donc habilité à contrôler la production : il se transformera tout naturellement, au lendemain de la Révolution, en organe de gestion. Puisque ses droits découlent de ses mérites, cette aristocratie n'est pas loin de se considérer comme la seule victime du capitalisme. Au Congrès fédéral de 1908[36], cette intervention d'un mécanicien traduit le sentiment général : « Nier la valeur professionnelle de l'ouvrier, c'est plus ou moins donner des circonstances atténuantes à l'exploitation capitaliste. » D'où un esprit chagrin conclurait sans trop de peine que l'exploitation des manœuvres n'est, après tout, pas si criminelle. L'élite ouvrière n'allait pas jusque-là : mais il est vrai qu'elle prenait ses auxiliaires pour des « poids lourds ». Leur reconnaissait-elle des droits ? C'est douteux. Disons qu'elle voyait en eux les objets permanents de sa générosité. Cet humanisme du travail est ambigu : on conviendra volontiers qu'il réalise un progrès sur l'humanisme de la richesse. Et pourtant ce n'est qu'une étape ; si l'on s'y arrête, la multitude restera exclue de l'humanité. Il faut, dites-vous, mériter d'être homme. C'est parfait tant qu'on peut *acquérir* du mérite. Mais que ferez-vous de ceux qui n'en ont pas le moyen ?

Le nouveau prolétaire ne peut arguer du moindre mérite puisqu'on a mis tout en œuvre pour lui faire entendre qu'il n'en a aucun.

Pourtant la fatigue et la misère l'accablent : il faut qu'il crève ou qu'il obtienne satisfaction. Sur quoi donc va-t-il appuyer ses exigences ? Eh bien, précisément sur rien. Ou, si vous préférez, sur elles-mêmes : le besoin crée le droit. Avec l'apparition des masses, un renversement des valeurs s'est opéré ; l'automatisation a radicalisé l'humanisme. Ne prenons pas l'ouvrier spécialisé pour un homme fier et conscient de ses droits : c'est « un sous-homme conscient de sa sous-humanité » et qui revendique le droit d'être homme. L'humanisme du besoin est, par conséquent, le seul qui ait pour objet l'humanité entière : la liquidation du mérite fait sauter la dernière barrière qui séparait les hommes. Mais ce nouvel humanisme est un besoin lui-même : il est vécu *en creux* comme le sens même d'une inadmissible frustration. Pour les ouvriers professionnels, l'homme est fait, il ne lui reste plus qu'à réorganiser la société ; pour les O.S., l'homme est à faire : il est *ce qui manque à l'homme*, ce qui est *en question* pour chacun de nous à chaque instant, ce qui, sans avoir jamais été, risque continuellement d'être perdu.

Tout serait pour le mieux si l'humanisme du travail s'était progressivement effacé devant l'humanisme du besoin : et c'est ce qui aurait eu lieu si le malthusianisme n'avait arrêté la révolution industrielle. Aujourd'hui les deux humanismes coexistent et cette coexistence brouille tout : si le premier se fige et se pose pour soi, il devient l'ennemi de l'autre. Les masses, d'autre part, sont contaminées secrètement par l'idéologie de l'élite ouvrière : devant les bourgeois elles n'ont pas de honte car le meilleur d'entre eux, quoi qu'il fasse, ne *méritera* jamais les privilèges dont il jouit ; mais les professionnels appartiennent au prolétariat, ils sont exploités tout comme l'ouvrier spécialisé et s'ils vivent un peu mieux que lui cette différence paraît négligeable dès que l'on compare leur niveau de vie à celui des bourgeois. Et, surtout, ils prétendent devoir ces légers avantages à leur mérite. Si c'était vrai ? J'ai dit qu'ils étaient, pour la plupart, fils de

professionnels : mais enfin, cela n'est pas inscrit sur leur front. L'O.S. se dit que ses parents, s'ils s'étaient imposé quelques sacrifices, auraient pu le mettre lui aussi en apprentissage. Ou, peut-être, il se reproche d'avoir manqué de volonté, de persévérance. L'apparente inégalité des conditions souligne à ses yeux l'inégalité des valeurs : si le professionnel tire sa valeur de son opération, l'O.S. ne vaut rien puisqu'il est, par définition, remplaçable. Bref, il a honte devant ceux qui devraient être ses camarades de combat ; sa combativité risque d'en être diminuée. Pour délivrer les masses de leur sentiment d'infériorité, il a fallu liquider systématiquement toutes les valeurs socialistes d'avant-guerre ; il a fallu leur faire comprendre qu'elles offraient à tous les hommes la chance de regarder l'homme et la société *dans leur vérité*, c'est-à-dire avec les yeux du plus défavorisé ; puisque l'évolution de la technique aboutissait à disqualifier le travail, cette ultime supériorité de l'homme sur l'homme, il a fallu montrer à cette jeune barbarie, contre toutes les morales et toutes les élites, que les « supériorités » sont des mutilations, que la seule relation humaine est celle de l'homme *réel*, total, avec l'homme total et que cette relation, travestie ou passée sous silence, existe en permanence au sein des masses et n'existe que là. Mais à mesure que la multitude se pénètre de cette idéologie radicale, les professionnels, qui voient contester leur *valeur*, se raidissent sur leurs positions. L'aristocratie prend conscience de soi quand on l'attaque : dès les dernières années de l'autre avant-guerre, par réaction contre la montée des masses, des théoriciens bien intentionnés baptisèrent « chevalerie » le syndicalisme minoritaire et voulurent faire du militant un nouveau templier : despote éclairé, le professionnel consent à se dévouer pour les masses mais il leur refuse le droit de défendre par elles-mêmes leurs intérêts. L'après-guerre a opéré un nouveau brassage et le syndicalisme révolutionnaire a disparu. Mais non pas son esprit : même à l'intérieur de la C.G.T.U.[37] de 1921 à 1927,

les partisans du syndicalisme de l'élite résisteront âprement aux communistes. De 1919 à 1934, la C.G.T. de Jouhaux[38] est contrainte de se bureaucratiser « par suite de la complexité croissante des tâches syndicales » mais le fonctionnaire du syndicat ne représente que l'élite ouvrière et les masses demeurent en dehors de l'organisation. En 1936, lorsque Sémard[39] déclare, au Congrès de Toulouse[40] : « Deux idéologies principales continuent à s'affronter dans le mouvement ouvrier et dans le mouvement syndical. Ces deux idéologies sont celle de Proudhon[41] et celle de Marx. » Jouhaux a raison de lui répondre : « Depuis 1909, jamais je n'ai entendu les militants devant prendre la parole pour exposer leurs points de vue se prévaloir de Marx ou de Proudhon. » Il a raison *dans la forme* mais en fait il noie le poisson. Car les deux tendances dont parle Sémard ne sont pas *d'abord* marxistes ou proudhoniennes : elles existent dans le prolétariat français en dehors de toute culture philosophique ou politique. Demandez à un militant communiste ce qu'il pense de la « *dignité* humaine » : il haussera les épaules. Est-ce un hasard si, sous le règne de Jouhaux, la Fédération des métaux et la C.G.T. se déclarent favorables à l'organisation scientifique du travail, pourvu qu'elle « ne porte pas atteinte à la dignité humaine[e´] » et si ces mêmes mots se retrouvent en 1945 dans une déclaration de la C.F.T.C.[42] ? La « dignité » du travailleur professionnel, c'est la supériorité de son opération. Il est *déjà* un homme – puisqu'il est fier de son travail –, *déjà* libre – puisque la machine universelle laisse une large place à l'initiative : au nom de la liberté et de la dignité, il réclame une société plus juste qui reconnaîtra sa valeur et ses droits. Les masses, elles, ne sont pas *dignes* ; la liberté, elles n'imaginent même pas ce que c'est : mais leur simple existence introduit, comme une écharde dans la chair, l'exigence radicale de l'humain dans une société inhumaine.

b) Dualité des intérêts

On a souvent noté – et je n'y insisterai pas – que la masse se plie à un rythme de travail qui répugne au professionnel. Dans les Établissements Citroën, les grèves de 1926 et de 1927 opposent l'outillage et la fabrication. Les syndiqués – tous des ouvriers professionnels – voudraient abaisser les normes de rendement ; les O.S. veulent accélérer la cadence : puisque, de toute façon, leur travail est une malédiction, autant qu'il rapporte ; leur gain aux pièces peut égaler le gain horaire du professionnel : c'est une revanche. À sa naissance, le travail à la chaîne et aux machines semi-automatiques a été condamné par les représentants du prolétariat : mais, à la longue, il a produit de nouveaux travailleurs qui vivent de la mécanisation et, bon gré, mal gré, doivent s'en déclarer solidaires. Il n'est pas douteux, en effet, que le « néoprolétariat », par sa fonction même, réponde aux exigences de la production en série : il est apparu aux États-Unis quand les fabricants, sous l'aiguillon de la concurrence, ont voulu élargir le marché intérieur et prendre les masses pour clientèle, en augmentant le rendement pour abaisser les coûts. Cela ne signifie certes pas que les masses travaillent pour elles-mêmes : entre l'O.S. producteur et l'O.S. consommateur s'interpose l'écran du profit et de l'exploitation. Mais il n'en est pas moins vrai que l'élévation du niveau de vie accompagne l'accroissement de la productivité. En 1949, pour une heure de travail, un ouvrier américain produit quatre fois plus qu'un ouvrier français. La même année, le revenu national, par tête d'habitant, monte à 1 453 dollars aux États-Unis contre 482 dollars en France. L'intérêt de l'O.S., chez nous, ce n'est pas d'intensifier son effort ou d'accroître le nombre de ses heures de travail : pour un même effort et pour un même nombre d'heures, il doit exiger l'augmentation progressive de sa productivité. Mais cela n'implique rien de moins que l'abandon des pratiques malthusiennes : il faudra renouveler l'outillage, pousser la

concentration, la rationalisation et l'automation. Or, le sort du professionnel dépend du maintien des formes archaïques de la production : il a, d'une certaine façon, partie liée avec le malthusianisme. Certes, l'élévation du niveau de vie peut compenser la disqualification du travail et l'écrasement de la hiérarchie des salaires : mais ce sont les privilèges de l'élite qui sont en jeu, sa fierté, sa « joie au travail » et sa dignité, c'est-à-dire la conscience de ses supériorités. Ainsi les revendications des masses tendent à briser les cadres actuels de notre économie ; l'élite, par contre, modère les siennes pour ne pas provoquer des transformations qui lui seraient fatales.

c) Pluralisme syndical

La qualification professionnelle exige et développe chez l'ouvrier le jugement, l'initiative et le sens des responsabilités ; c'est elle aussi qui le rend irremplaçable. L'employeur – au moins dans les petites entreprises, où l'automation est nulle – reste encore assez proche de son personnel, constitué en majorité par des travailleurs qualifiés. Ceux-ci, par la finesse même de leur opération, sont mis en mesure d'exercer une action fine et continue sur le patronat ; le « contact » et la tension sont maintenus par l'affrontement perpétuel de l'aristocratie ouvrière et des industriels. À l'échelle de l'entreprise, cette élite, dans la mesure même où elle est difficilement remplaçable, peut obtenir beaucoup par la simple menace de grève et, finalement, puisque cette menace reste constamment sous-entendue, par la négociation. L'ouvrier professionnel a des atouts dans son jeu : il peut discuter, marchander ; il n'use de violence qu'en dernier recours. Il avance et recule, menace et redevient conciliant ; il s'adapte à l'attitude patronale, à la situation, au rapport toujours variable des forces en présence, le tout *en paroles* : des paroles qui ne sont en réalité ni des souffles de voix ni des actes mais des *jetons* qu'on met sur le tapis et

qu'on peut aussi bien retirer. Avant de passer à l'action, le professionnel peut reprendre son coup autant de fois qu'il le veut ; chantage et menaces réciproques, promesses, rupture et reprise des pourparlers : ces manœuvres abstraites et presque symboliques font souvent l'économie d'une épreuve de force, une solution transactionnelle intervient au bon moment. La qualification du syndiqué permet au syndicat de garder sa liberté de manœuvre.

Ajoutons que cette élite est homogène : sans doute le mouvement de centralisation a donné naissance à une bureaucratie. Mais le militant de base peut se considérer comme un dirigeant en puissance, il ne le cède à ses chefs ni en expérience ni en savoir théorique ; il exerce sur eux un contrôle effectif et permanent ; inversement, la direction ne peut se tromper sur les sentiments de la base : les syndiqués parlent, donnent leur avis, les courants d'opinion se *manifestent* ; ils contribuent tous et personnellement à fixer les grandes lignes de l'action syndicale. Contact permanent des chefs et de la base, pression constante du travailleur sur les patrons : les deux conditions d'une *politique* syndicale sont réunies.

Avec les masses, les chances de négociation diminuent. Disqualifié, le travail cesse d'être un moyen d'action par lui-même. Tant que les moteurs tournent, le « facteur humain » paraît négligeable. D'un même mouvement l'ouvrier, privé de la garantie que donnait la valeur professionnelle, et la direction chaque jour plus lointaine se perdent l'un pour l'autre dans l'anonymat. En ce sens, la nouvelle condition du prolétaire tend à briser la continuité de son action : pour peser sur les décisions patronales, la résistance des travailleurs doit franchir un certain seuil, en deçà duquel elle n'est pas même perçue. En un mot, la grève – c'est-à-dire la violence – est leur unique recours. Mais cette « arme spécifique des ouvriers[f] » a changé de nature : le professionnel est indispensable ; pour bloquer la production, il n'a qu'à rester chez

lui. Certes il exerce une violence : mais cette violence est légale et puis – en principe du moins – elle tend à rester abstraite et comme passive. Du coup, la réaction patronale doit se contenir dans certaines limites, l'employeur peut, s'il gagne, multiplier les sanctions : il aura du mal à faire couler le sang. Mais l'O.S., comme producteur, étant n'importe qui, on peut le remplacer par n'importe qui ; ce n'est donc pas assez d'abandonner le travail, il faut empêcher que les autres ne le fassent. Après vingt ans d'incertitudes et de flottements, les masses ont trouvé l'arme nouvelle, la seule qui fût adaptée à leur condition : la grève avec occupation des usines. C'était violer le plus sacré des droits bourgeois, et s'exposer, en conséquence, à l'intervention des C.R.S. Sommations, bombes lacrymogènes ; si cela ne suffit pas, on tire. Dirons-nous que les masses sont plus acharnées, plus « méchantes » que l'élite ? Ce serait simplement absurde. La vérité c'est que l'évolution de la technique a radicalisé la violence : pour défendre son salaire, l'ouvrier spécialisé doit risquer sa peau.

Par la même raison les masses n'ont d'autre défense que l'action massive : il s'agit, par des opérations d'ensemble menées à l'échelle nationale, d'obtenir des conventions collectives qui soient valables pour des branches entières de l'industrie. Mais ces opérations ne sont possibles que si les masses adhèrent d'un seul mouvement à un seul mot d'ordre. Or, nous l'avons vu, c'est à tort qu'on les caractérise par une sorte d'unité sauvage : elles sont éparpillement moléculaire, agrégat mécanique de solitudes, pur produit de l'automatisation des tâches. Sans doute la structure en archipel est une limite purement idéale de la massification : dans la réalité les forces désintégratrices rencontrent de nombreux obstacles. En particulier, quand la tension sociale se relâche, la seule présence de l'appareil syndical – ce système nerveux – conserve au prolétariat un « tonus résiduel ». Reste que les masses ouvrières peuvent difficilement passer pour une armée sur le

qui-vive ; certes la lutte des classes ne cesse pas un instant : pas un instant l'ouvrier ne cesse de subir la violence et de s'y opposer par sa simple réalité d'homme. Mais l'activité des individus ne prouve nullement que les masses soient elles-mêmes actives. C'est à tort, nous l'avons vu, qu'on les prend pour un *sujet* collectif dont on pourrait « faire la psychologie ». Les comportements de la masse ne sont pas psychologiques du tout et la pire erreur serait de les comparer aux conduites des personnes. L'homme des masses, c'est n'importe qui, vous ou moi ; et ses attitudes personnelles n'ont aucune importance ; en lui-même, il est un agent conscient mais les forces de dispersion, en lui opposant son voisin comme un *alter ego* qui lui reflète son impuissance et double sa solitude, neutralisent son activité et produisent un ensemble collectif qui réagit comme une chose, comme un milieu matériel où les excitations se propagent mécaniquement. Les masses sont l'objet de l'Histoire : elles n'agissent jamais *par elles-mêmes* et toute action de la classe ouvrière exige qu'elles commencent par se supprimer en tant que masses pour accéder aux formes élémentaires de la vie collective. On n'a pas le droit de parler d'une « pression » qu'elles exerceraient sur leurs employeurs ; et leur influence ne peut être que négative : les patrons savent que l'exploitation, si elle dépasse un certain seuil, joue en sens contraire des forces massifiantes et risque de provoquer une cristallisation rapide des masses ouvrières en prolétariat. Mais, pour ce qui concerne l'action quotidienne du militant, la contradiction saute aux yeux : son travail s'exerce sur les masses-objet pour les transformer en prolétariat-sujet ; il s'efforce, où qu'il soit, de liquider leur structure granulaire au profit d'une unité organique. Or, l'unité ne peut se réaliser que si elle est donnée au départ en quelque façon : chacun, voyant sa solitude dans celle de l'autre, ne peut s'en évader que si l'autre s'en évade ; en un mot, où qu'on soit, il faut que le commencement soit *ailleurs*. Dans les grosses

concentrations industrielles le mode de propagation mécanique peut, au départ, tenir lieu d'unité. C'est ce qu'on appelle l'imitation : on ne la tiendra pas pour une action collective mais elle est ce mouvement anonyme qui rend l'action possible : au militant de transformer la marée contagionnelle en une opération précise. Seulement, il faut ajouter que l'imitation elle-même suppose une certaine unité préalable. Il est vrai que les « lois de l'imitation » régissent uniquement les secteurs sociaux en état de désintégration permanente[g´] : ce que j'imite en mon voisin ce n'est pas l'Autre, c'est moi-même devenu mon propre objet ; je ne répète pas son acte parce qu'*il* l'a fait mais parce que moi-même, en lui, je viens de le faire. Bref, il faut que je perçoive sa situation et ses besoins comme *ma* situation et *mes* besoins de manière que sa conduite m'apparaisse *au-dehors* comme un projet jaillissant de ma tête ; l'imitateur et l'imité sont à la fois interchangeables et séparés et la conduite imitative est le résultat d'une dialectique de l'identité et de l'extériorité ; l'O.S. étant n'importe qui, le mode de propagation du mouvement revendicatif à travers les masses sera contagionnel parce que chacun voit venir l'autre à lui comme n'importe qui, c'est-à-dire comme lui-même. Dans la mesure où la massification engendre à la fois l'isolement et l'interchangeabilité, elle donne naissance à l'imitation comme relation mécanique entre les molécules ; et l'imitation n'est pas une *tendance* ni un caractère psychique : c'est le résultat nécessaire de certaines situations sociales. Encore faut-il que ces liaisons purement mécaniques se fondent sur une synthèse préalable qui permette au moins la *mise en présence* des imitateurs et des imités, fût-ce l'unité purement matérielle de l'habitat ou de l'entreprise ; il faut à tout le moins l'unité du danger couru ou de l'espoir ressenti. Or, la relative dissémination de l'industrie française joue en faveur du patronat. L'éloignement ne supprime pas la propagation contagionnelle : il en élève le seuil ; à distance le *même*

devient *l'autre* ; pour que l'unité de la situation soit perçue, il faut que l'urgence du péril augmente : seules des circonstances exceptionnelles révéleront aux masses dispersées l'unité concrète et présente du prolétariat. En 1936, pour ne citer qu'un seul exemple, le triomphe politique du Front Populaire a déclenché la propagation contagionnelle des mouvements sociaux : les masses apprenaient leur unité en la percevant hors d'elles dans l'alliance des trois partis populaires et elles réagissaient à leur manière, presque mécaniquement, par l'identité de leurs conduites ; si le mouvement n'avait été freiné, il se serait transformé tôt ou tard en action révolutionnaire.

Les circonstances qui réalisent la cristallisation des masses en foules révolutionnaires, on les nommera à bon droit « historiques » : elles sont liées aux transformations sociales, économiques et politiques du continent ; autant dire qu'elles ne se rencontrent pas tous les jours. Ainsi le passage de l'état de masse à l'unité primitive de la foule offre nécessairement un caractère d'intermittence ; les masses sont affectées d'une inertie qui les empêche de réagir aux excitations fines : on ne peut attendre d'elles ces mouvements rapides et rapidement arrêtés, ces démonstrations de puissance et ces opérations de détail, ces feintes et ces manœuvres qui permettent d'exercer une pression continue sur l'adversaire sans entrer en lutte ouverte avec lui. Au reste, les cristallisations primaires n'ont pas d'équilibre : la mécanisation du travail a volé l'avenir des ouvriers : s'ils bougent, c'est que leur condition *présente* est inacceptable, c'est qu'ils entrevoient la possibilité de la modifier sur-le-champ. On ne peut attendre d'eux qu'ils s'épuisent à soutenir une entreprise à long terme : à la raideur et à la discontinuité qui caractérisent les mouvements de masse, il convient donc d'ajouter une certaine instabilité.

N'allons surtout pas en conclure que le « néoprolétariat » est plus réformiste que révolutionnaire : c'est tout le contraire. Il est vrai qu'on ne peut mobiliser les masses que pour la défense d'intérêts immédiats : mais, quand elles s'ébranlent, elles veulent tout, tout de suite. La propagande bourgeoise les avait persuadées qu'on ne pouvait apporter sans catastrophe le moindre changement à leur condition. Ainsi, la réalité quotidienne devenait à leurs yeux un système rigoureux d'interdits. Mais ce qui les arrache à leur état de masse, c'est une impossibilité plus fondamentale encore : celle de supporter leurs besoins plus longtemps ; devant cette impossibilité majeure, tous les interdits s'effondrent et c'est le changement qui devient leur possibilité la plus immédiate ; le désespoir engendre l'espoir, la cristallisation des masses en foule engendre la croyance que tout est possible. L'ouvrier qualifié peut se limiter à *quelques* revendications ; les masses veulent *tout* parce qu'elles n'ont rien. Une action concertée, fondée sur des années d'expérience, en pleine possession de ses techniques et de ses traditions, consciente d'être une entreprise de longue haleine peut se limiter dans l'instant à un objectif défini : mais puisque les masses n'ont pas de mémoire collective et puisque leurs « réveils » sont intermittents, leur action est toujours neuve, toujours recommencée, sans tradition ni prudence : rien ne la limite, ni la peur de l'échec ni la réflexion sur l'Histoire ; elle se pose dans son essence pure, comme efficacité souveraine et pouvoir absolu de changer le monde et la vie. Du même coup, *tous* les besoins se découvrent à la fois. Le mot de « minimum vital » dit bien ce qu'il veut dire : au-dessous de cette limite, c'est la mort. Pour l'homme des masses, vivre c'est tout juste ne pas mourir sur l'heure. En période « normale », le travailleur ne peut assouvir qu'un très petit nombre de besoins : ceux dont la non-satisfaction entraînerait sa mort ; et puisque les forces de dispersion l'ont pénétré du sentiment de son impuissance, il faut qu'il exerce une censure permanente sur

tous les besoins qui ne sont pas *vitaux*. À demi refoulés, à demi masqués, ces besoins n'en sont pas moins présents à toute heure : simplement ils ne sont pas reconnus ni nommés. Mais lorsqu'une brusque détérioration de son niveau de vie met tout à coup le travailleur en danger de mort, un mouvement populaire naît et les masses se transforment ; à l'instant, le rapport au possible et à l'impossible est inversé et les besoins se démasquent parce que l'action peut les satisfaire. Quand tout est possible, il devient intolérable de « vivre au minimum ». À partir de là, le mouvement populaire va toujours plus loin à moins qu'il ne se brise contre la résistance armée du patronat : chacun de ses succès est un encouragement à exiger davantage ; toujours plus radical sans cesser d'être immédiat, il met nécessairement en cause l'essence même de la société. Pour la moitié des Français, les salaires oscillent autour du minimum vital : s'il fallait du jour au lendemain augmenter d'un tiers leur pouvoir d'achat réel, la France bourgeoise sauterait. Peu importe donc que les grévistes ou les manifestants aient ou non la volonté de faire la révolution : objectivement, toute démonstration de masse est révolutionnaire : on la commence *pour ne pas mourir* et on la continue *pour vivre* ; et puis, même s'il était possible, dans le cadre du capitalisme, de satisfaire par une politique soutenue, par un travail de dix ans, de vingt ans, certaines de leurs exigences, le fait est qu'elles n'ont pas le temps d'attendre : un bourgeois mal logé peut prendre patience : il est à l'étroit, voilà tout ; une famille d'ouvriers s'entasse dans un taudis : il faut qu'elle crève ou qu'elle déménage. Mais les logements qu'on lui promet n'existent pas encore : comment déménager à moins d'occuper ceux qui existent déjà : pour obtenir entière satisfaction, la foule révolutionnaire doit prendre le pouvoir[h´]. Ce serait parfait si la misère ne la mettait en branle que dans les cas où le pouvoir est à prendre. Mais comment croire à cette « harmonie préétablie » ? Il est vrai que

tout « mouvement de masses » est un début de révolution ; et, parfois, les circonstances qui déterminent une action populaire peuvent affaiblir du même coup la résistance des classes dirigeantes. Mais l'histoire héroïque et sanglante du prolétariat suffit à montrer que les conditions d'une victoire ouvrière sont rarement données toutes ensemble. Et puis le prolétariat ne représente que le tiers de la nation et les masses ne sont qu'une fraction de ce tiers. Pour qu'elles puissent gagner un jour, il faut préparer leur triomphe : nouer des alliances à l'intérieur de la classe ouvrière et, au besoin, hors d'elle, arrêter un plan, définir une stratégie, inventer une tactique ; c'est justement ce dont elles ne sont pas capables. En conséquence, le rôle du militant va changer du tout au tout.

En premier lieu, c'est un fonctionnaire. Collinet[43] dit fort bien : « La masse ne peut par elle-même participer à la vie syndicale ; elle donne sa confiance aux militants responsables, les jugeant sur les résultats immédiats qu'ils lui apportent. » Mais pourquoi vient-il ensuite nous décrire un militant idéal qui servirait d'intermédiaire entre les dirigeants et les masses ? Bien sûr, il serait beau que ce médiateur consacrât sa journée, comme les camarades, « au travail purement technique et professionnel », tout en s'élevant par une succession d'ascèses au-dessus de sa spécialité pour juger des problèmes professionnels, au-dessus des professions, pour envisager « les problèmes sociaux dans leur généralité ». Malheureusement, ce personnage « enraciné » et « détaché », tout ensemble, n'a rien de commun avec l'O.S. contemporain ; c'est une vieille connaissance et Collinet, sous un autre nom, nous présente tout simplement l'ouvrier professionnel et syndiqué de 1900. Ne nous étonnons pas s'il confesse après coup que « le militant est rare et instable chez les ouvriers spécialisés ». Que certains hommes soient à la fois détachés et situés, c'est possible : tout dépend de la condition, de la santé, des loisirs, de la

culture, en un mot du genre de travail. Mais ceux qui gisent écrasés sous le poids de la Terre, il n'est pas possible qu'ils planent en même temps au-dessus d'elle. À première vue, il n'y a pas la moindre difficulté de principe à ce qu'un O.S. fasse un excellent militant ; le seul empêchement sérieux paraîtra vulgaire et circonstanciel : c'est la fatigue. Seulement voilà : cette fatigue n'est pas un accident ; elle s'accumule sans fondre, comme les neiges éternelles, et c'est elle qui *fait* l'O.S. Bien sûr, elle passera : quand on aura réduit les heures de travail ou poussé jusqu'au bout l'automation. Mais l'O.S. passera avec elle. Et puis nous ne rêvons pas sur les possibilités de l'industrie américaine ou de l'industrie soviétique ni sur la condition de l'homme en l'an 2000 : je vous parle de 1954 et de la France malthusienne ; je vous parle de travailleurs minés *en même temps* par la fatigue et la misère. Dès 1912, les lamineurs cités par Merrheim se plaignaient d'être trop las pour s'occuper du syndicat et souhaitaient explicitement que d'autres le fissent à leur place. Depuis, les choses n'ont fait qu'empirer : pour gagner *autant* qu'en 1938, l'ouvrier doit travailler *plus*. Il se lève à quatre ou cinq heures, part à six, rentre chez lui à huit heures du soir, dîne et se couche à neuf heures ; il se plaint amèrement d'être privé de vie familiale : où veut-on qu'il prenne le temps de militer ? Les horaires de travail ont d'ailleurs pour effet d'empêcher les réunions syndicales, à moins qu'on ne les fasse sur le tas ; souvent il faut provoquer les ouvriers au débrayage si l'on veut qu'ils donnent leur avis sur une question qui les concerne. Quant aux « rares » militants qui satisfassent aux exigences de Collinet, je comprends qu'ils soient « instables » : ils sont obligés de prendre sur leur sommeil et, tôt ou tard, ils s'effondrent. *À moins* qu'ils n'abandonnent le travail manuel et qu'ils ne soient entretenus par le syndicat, c'est-à-dire par leurs camarades. Certes, il est indispensable que le militant sorte de la masse : mais précisément il en *sort*. Parlerez-vous encore, après cela, de

« trahison communiste » ? Allons donc ! Cette « bureaucratisation » est une nécessité à l'époque du *scientific management* ; aux U.S.A., où le P.C. est resté pratiquement sans influence sur l'évolution syndicale, tous les délégués ouvriers des grandes usines – y compris les « délégués d'atelier » – sont des permanents, salariés par la section locale ou même par l'employeur. La division du travail qui s'opère entre militants et travailleurs au sein des organisations corporatives ne fait que refléter celle qui s'est opérée à l'usine et qui a créé le nouveau prolétaire ; et la « bureaucratie » syndicale n'est que l'exacte réplique de la bureaucratie patronale. Puisque « d'autres pensent pour l'O.S. », puisque des spécialistes, dans les bureaux de l'entreprise, se chargent de lui répartir les tâches, il faut bien que d'autres spécialistes, dans d'autres bureaux, pensent contre cette pensée et décident des modalités de l'action revendicative. L'élimination de l'homme par l'homme[i´] à la fabrique doit avoir sa contrepartie syndicale, le « tandem du technicien et de l'O.S. » doit être compensé par celui de l'O.S. et du militant professionnel. Est-ce dommage ? Peut-être ; mais qu'y faire ? La forme de l'appareil syndical est déterminée par la structure du prolétariat. Et puis, par-dessus le marché, ces récriminations portent à faux. Collinet montre le bout de l'oreille lorsqu'il emploie le mot « élite » pour désigner ses équipes de médiateurs : c'est le nom que se donnaient les « minorités agissantes » de l'autre avant-guerre ; notre auteur connaît certainement les masses et montre un louable souci de leurs intérêts ; mais, quand il veut en juger, il n'arrive pas à dépouiller les préjugés aristocratiques et, quoiqu'il ne soit pas un prolétaire, il fournit le moyen de comprendre les dissensions ouvrières puisqu'il prend sur une partie du prolétariat le point de vue de l'autre partie. Oui, c'est au nom d'une ancienne élite qu'il critique la bureaucratie nouvelle et son intelligence des masses trouve sa limite dans le mépris où il les tient.

Mais si nous acceptons les perspectives d'un humanisme du besoin, tout change et les nouveaux fonctionnaires sont légitimés par le besoin qu'on a d'eux. Ils conviennent mieux aux masses que n'importe quelle élite, parce qu'ils n'ont pas l'obligation contradictoire de défendre à la fois l'intérêt général et un intérêt particulier. On voudra dire, peut-être, qu'ils constituent eux aussi une élite mais cela n'est pas vrai : l'ouvrier d'élite, c'est celui qui accomplit le même travail que ses camarades et qui milite *par-dessus le marché*, il est *primus inter pares* ; son office supplémentaire et bénévole lui acquiert du mérite, du crédit, le droit d'être écouté. Le fonctionnaire syndical est né, au contraire, de la division du travail : il fait ce que ses camarades n'ont pas le temps de faire et, par cette raison même, il ne fait plus ce qu'ils font. Puisqu'ils rétribuent ses services, il n'a aucun droit à leur gratitude ni d'autres pouvoirs que ceux qu'ils lui ont délégués. Il y a des risques, bien sûr : et l'on a souvent signalé la tendance de l'organisation bureaucratique à se prendre pour sa propre fin mais, contrairement à ce que l'on a dit, c'est dans le syndicalisme de masse que ce défaut est le moins sensible. Certes, il faut abandonner pour toujours la conception romantique et participationniste d'une élite plongeant ses racines dans les couches profondes de l'inconscient populaire : les masses n'ont pas plus d'inconscient que de conscience, étant pure dispersion mécanique ; et il est bien vrai, d'autre part, qu'elles sont incapables d'exercer un contrôle permanent et détaillé sur l'appareil. Faut-il en conclure qu'on peut les mener où l'on veut ? C'est tout le contraire : leur dissémination même les soustrait à toutes les influences. La vieille idée bourgeoise du « meneur » est si tenace que les écrivains politiques d'aujourd'hui n'arrivent pas à s'en délivrer. Et M. Burnham[44] a dit sur ce sujet de bien surprenantes sottises. Collinet, beaucoup plus prudent, ne se retient pas d'écrire : « La masse fait preuve de capacités explosives… Mais, celles-ci éteintes, elle démissionne entre les mains

des cadres en qui se résume alors la totalité de la vie syndicale. » Or, rien n'est plus faux : bien sûr, les masses n'ont ni la volonté ni les moyens de renouveler les cadres, elles préfèrent conserver les dirigeants qu'elles ont. Mais c'est moins par routine que par indifférence. Avant 1914, quand on portait un militant aux fonctions de secrétaire syndical, c'est qu'il avait mérité la confiance de ses camarades ; mais ensuite, on lui obéissait parce qu'il était secrétaire : dans le syndicalisme minoritaire, la source de l'autorité est en grande partie institutionnelle. Les masses d'aujourd'hui se moquent des institutions : et d'abord parce qu'un très grand nombre d'O.S. demeurent en marge des organisations ouvrières, se réservant de suivre les consignes quand ils les jugeront conformes à leurs intérêts. L'ouvrier professionnel et syndiqué obéit parce qu'il reconnaît l'autorité des dirigeants qu'il a élus ; quand l'O.S. reconnaît l'autorité de chefs qu'il n'a peut-être même pas contribué à élire, c'est que les circonstances l'ont amené à leur obéir. Ainsi l'action équivaut à un plébiscite : les masses ne se révoltent jamais, ni ne protestent ni n'exigent le renouvellement des cadres et l'on ne peut parler d'une pression de la base sur les chefs : elles suivent ou ne suivent pas, voilà tout. Cela veut dire qu'elles s'organisent en collectivité agissante ou qu'elles s'effondrent et s'abandonnent aux forces de massification. Et, selon les résultats obtenus, les effectifs syndicaux se gonflent ou se dégonflent : les cadres, bien entendu, ne sont pas atteints ; seulement il arrive parfois qu'ils constituent à eux seuls la totalité du syndicat. Que cette instabilité favorise une oligarchie de fonctionnaires, cela n'est pas douteux ; mais il est faux qu'elle encourage la routine : elle oblige, au contraire, les dirigeants à rectifier sans cesse leur politique. Bien entendu, ce flux et ce reflux ne peuvent passer pour des *témoignages* de satisfaction ou de mécontentement : ce sont des signes involontaires et des symptômes. N'importe : ils constituent à leur manière un contrôle

rigoureux quoique non conscient ; les masses contrôlent le militant comme la mer contrôle l'homme de barre. Il est chef quand elles s'ébranlent ; qu'elles s'éparpillent, il n'est plus rien. Fût-il plus soucieux de l'appareil que de ses camarades, il a donc l'intérêt général pour intérêt particulier ; ses ambitions personnelles, s'il en a, il ne peut les réaliser qu'en inspirant aux masses une confiance chaque jour renouvelée ; et il ne leur inspirera confiance que s'il accepte de les mener où elles vont. En un mot, il faut qu'il soit *tous* pour être lui-même.

N'importe : il n'a beau n'exister que pour elles, il a cessé d'en faire partie ; il a partagé la condition de ses camarades mais, depuis qu'il milite, il ne la partage plus. Comment pourrait-il en être autrement : les masses ne sont rien qu'une fausse unité de solitudes, dissimulant un perpétuel éparpillement ; s'il était resté en elles, il serait voué à l'isolement et à l'inefficacité comme n'importe qui. En 1900, la différenciation du prolétariat permettait aux militants de rester dans la classe : les différences professionnelles assuraient la hiérarchie ; le fondement du pouvoir, c'était le lien qui unissait le seigneur professionnel au manœuvre vassal. Les masses sont de sable : si je n'en suis qu'un grain, comment pourrais-je commander aux autres grains ? L'étrange réalité formelle qu'on appelle « n'importe qui » n'est qu'une solitude commutative : je suis n'importe qui aux yeux de n'importe qui ; à mes yeux, n'importe qui est moi ; du coup, ce caractère abstrait m'échappe : il est toujours ailleurs ; cela n'aurait pas d'importance si je pouvais me définir par mon activité singulière ; mais puisque l'ouvrier spécialisé fait n'importe quoi, il se réduit à cette essence abstraite qui ne lui appartient même pas. Cette fuite perpétuelle de ma réalité explique l'imitation, nous l'avons vu : j'imite pour récupérer ma réalité de personne, qui se présente toujours comme Autre et posée sur l'Autre ; mais si n'importe qui prétend me commander, il se change en

quelqu'un et je lui demande ses titres. Certes, quand les masses bougent, des chefs sortent des rangs : mais c'est qu'elles ont cessé d'être masses et qu'elles se sont cristallisées en quelque forme primaire de collectivité dont le chef improvisé concentre et incarne la souveraineté diffuse : quand elles reviennent à l'état dispersé, le chef disparaît. L'appareil, lui, demeure : il justifie sa permanence par son caractère institutionnel ; mais l'autorité du militant n'est qu'un exil : s'il donne des ordres aux masses en leur propre nom, c'est qu'il se réfère à leur unité d'hier ou de demain, c'est qu'il s'est fait le dépositaire de leur souveraineté à éclipses. Il témoigne à cette multitude de ses métamorphoses en lui rappelant qu'elle fut une société terrible, violente, autoritaire et qui exerçait sur chacun de ses membres une pression infinie. Du coup, les masses le tiennent à distance : elles ne contestent pas son autorité puisqu'elles ne peuvent lui en opposer une autre et que leur structure dispersée leur interdit d'être une source légitime de pouvoir ; pourtant, elles ne la *reconnaissent* pas : de fait elle vient d'*ailleurs*, de ce groupe intégré qu'elles ont cessé d'être. L'unité du prolétariat – que l'appareil syndical incarne en permanence – demeure une consigne abstraite ou un idéal irréalisable plutôt qu'une synthèse vivante ; il y a même une sorte d'antisyndicalisme des masses : les ouvriers se méfient toujours un peu de ces fonctionnaires qui, pour dévoués qu'ils soient, ne partagent pas entièrement la condition ouvrière. Quand les forces de massification l'emportent, la présence de l'appareil empêche la totale désintégration du prolétariat sans lui assurer l'entière cohésion de la classe ; elle maintient la population ouvrière dans un état sans équilibre qui ne cesse d'osciller entre la juxtaposition purement mécanique et la composition organique. Brassées par un impérieux courant, les masses redeviendront une collectivité ; dans l'organisation syndicale, elles recommenceront à voir leur émanation et le chiffre visible de leur unité ; en retrouvant leur

souveraineté diffuse, elles *reconnaîtront* l'autorité des fonctionnaires[j´] ; peu importe alors que la majorité des travailleurs ait ou non sa carte de syndiqués : on suit les ordres et l'on juge sur l'issue. C'est la vitesse qui agglutine ces particules discrètes, c'est la *praxis* qui les intègre en les différenciant, c'est l'appareil qui opère la médiation entre tous et chacun. Mais l'origine du courant reste extra-syndicale : c'est la faim, la colère ou la terreur qui donnent le branle ou, parfois, comme en 1936, c'est la foudre soudaine de l'espoir. Sans l'organisme syndical, les mouvements s'arrêteraient peut-être : sa présence maintient le semblant d'unité qui permet leur propagation contagionnelle ; ses journaux et ses délégués suppriment les distances, mettent l'ouvrier de Strasbourg en contact immédiat avec celui de Perpignan[k´]. Mais il est par lui-même incapable de *produire* les mouvements ; quand il les déclenche c'est qu'il a gagné de vitesse leur cause véritable. Par contre, il est responsable – dans une certaine mesure – de leur force, de leur ampleur, de leur direction, de leur efficacité : à lui d'éclairer les masses sur leurs propres fins, d'accélérer ou de freiner les développements locaux en fonction de l'évolution générale. Encore faut-il être au courant de la conjoncture économique, connaître la situation sociale et le rapport des forces en présence. Et surtout il faut être en mesure de prévoir les réactions ouvrières : le mouvement qui s'amorce est-il durable ? Faut-il le soutenir de toutes les ressources syndicales et pousser l'ouvrier à s'y engager à fond ? Ou bien n'est-ce qu'un feu de paille qu'il vaut mieux laisser s'éteindre ? Comment décider si l'on n'a rassemblé les informations, opéré des sondages et consulté les statistiques ? Les masses ne cessent de *donner des signes* : au militant de les interpréter ; il n'est plus temps d'invoquer je ne sais quelle connaissance confuse qui naîtrait de l'enracinement ni d'appuyer les décisions sur quelque intuition créatrice : étant objet par nature, les masses deviennent *l'objet propre* du militant[l´] et il y a une technique des

masses comme il y en a une de la navigation. Le texte suivant de *Force Ouvrière* est caractéristique :

« … À notre avis, il ne fait pas question qu'ils (les mouvements de grève de 1947) ont pour support les difficultés matérielles de vie de la grande masse des petits et moyens salariés… Il n'est pas besoin d'accélérateur pour démarrer un véhicule stoppé sur une pente. Il suffit que les freins soient lâchés. Quant aux caractéristiques particulières à ce mouvement – parce que chaque processus gréviste a les siennes propres – on ne manquera pas de se rappeler ce que nous ont appris les techniciens des sciences nucléaires, à savoir que l'origine de la bombe atomique réside dans le déclenchement d'un phénomène de réactions en chaîne par quoi s'accomplit et se propage la désintégration de la matière[m´]. »

Le caractère franchement mécaniste de ces images fait un contraste frappant avec la phraséologie « organiciste » de l'autre avant-guerre. On reconnaît explicitement le rôle de la propagation contagionnelle et le caractère extra-syndical des causes du mouvement. Mais surtout ces syndicalistes terrorisés (ils devaient bientôt quitter la C.G.T.) avouent sans fard leur impuissance : on peut freiner, endiguer un mouvement mais si les freins sautent ou si la digue se rompt, le car roule jusqu'en bas de la pente ou l'eau déferle sur les basses plaines. On retrouve dans ces pages un écho de la terreur que Blum et les anciens syndicalistes éprouvaient devant les masses : la sécession de F.O. est un sauve-qui-peut.

Centralisation, bureaucratie, technique : ces traits du nouveau syndicalisme lui sont imposés par la nature du « néoprolétariat ». Et c'est encore elle qui va bouleverser la tactique syndicale en lui apportant trois caractères neufs : on entretiendra l'agitation sociale, on favorisera l'extension des grèves chaque fois que ce sera possible, on s'efforcera de « radicaliser » les conflits.

d) L'agitation permanente

Les masses sont toujours en retard ou en avance sur leurs chefs. Mais gardons-nous de conclure à leur stupidité ou à l'infamie des bureaucrates : nous retomberions dans le psychologisme. En fait, ce décalage n'est que la projection *temporelle* de la distance *spatiale* qui sépare le militant de son objet ; il s'explique par le caractère conjectural de la technique des masses. Le militant de base est *en face* des camarades qu'il invite à l'action : il *leur* parle et ils écoutent ; mais il n'est pas fréquent qu'il puisse parler *avec* eux. Un syndicaliste, Guy Thorel[45], s'exprime en ces termes : « Parcourez les usines, allez sur les chantiers, bavardez dans les bureaux, assistez aux réunions à auditoire nombreux ou restreint. Écoutez la voix des militants et observez la masse : vous serez frappé de constater qu'il y a rarement dialogue entre les militants et la masse. Il y a un monologue des militants et une grande passivité de la masse. Cette passivité, il arrive souvent que les militants ne réussissent pas à l'entamer. La masse écoute mais ne dit rien. Et si vous interrogez directement quelqu'un parmi la masse, vous n'obtiendrez souvent aucune réaction qui vous éclaire[n´]. »

Cela n'étonnera pas : ces hommes sont seuls ensemble. Séparés par la fatigue et la misère, lequel d'entre eux aurait l'audace de parler au nom de tous ? Rapprochés par la conscience commune de leur isolement, lequel oserait encore parler en son propre nom ? Le militant leur demeure étranger : il ne leur reflète pas encore leur puissance et leur unité. Pourtant c'est à lui de faire des conjectures sur leurs dispositions, sur l'effet qu'ont produit ses discours, sur les possibilités objectives de la situation. En admettant que son diagnostic soit exact, reste que la transmission altère les messages transmis : les « centrales » reçoivent des renseignements de seconde main, elles ont rarement le « contact direct » et, quand enfin le sommet rassemble toutes les informations dont il dispose, la synthèse qu'il opère n'est elle-

même qu'une reconstruction dont la probabilité, dans le meilleur des cas, ne peut dépasser celle d'une hypothèse scientifique avant la vérification expérimentale. Naturellement il y aura une contre-épreuve : mais comme c'est l'action elle-même qui tient lieu d'expérimentation, l'erreur coûte cher et peut conduire à un désastre : en bien des cas, heureusement, il ne sera pas nécessaire d'attendre l'issue du conflit pour s'apercevoir que la lutte était mal engagée dès le départ ; l'ordre sera bientôt suivi d'un contre-ordre. Mais, précisément parce que la masse est *autre* que les militants, l'appareil risque de s'isoler en exigeant des troupes ce qu'elles ne peuvent donner sur l'instant et, pour rectifier leur erreur, les dirigeants risquent de se mettre à la remorque des dirigés. Bien sûr l'expérience, le jugement, les qualités personnelles interviennent à tous les échelons : reste que l'« autoritarisme » et le « suivisme » sont les Charybde et Scylla de l'action syndicale ; les fonctionnaires dirigent les mouvements par approximations successives : un coup de barre à gauche, un coup de barre à droite. Voilà pourquoi les militants ont pour tâche essentielle de « garder le contact avec les masses ». Ces mots n'auraient pas eu grand sens au temps du syndicalisme d'élite. Dira-t-on qu'ils n'en ont pas davantage aujourd'hui ? Car enfin le propre de la dispersion moléculaire, c'est de rendre le contact impossible. On prend contact avec un groupe, par l'intermédiaire de ses représentants, mais non pas avec une somme de particules discrètes. Si le militant veut « contacter » les masses, il faut d'abord qu'il leur donne un semblant d'organisation. Est-ce un cercle vicieux ? Non, car il s'agit pour lui de les affecter sans cesse d'une manière d'éréthisme collectif pour les maintenir en voie de solidification. Et, comme l'action seule peut les baratter jusqu'à les faire « prendre », on multipliera les mots d'ordre pour susciter sans cesse des commencements d'action : même si ces commencements n'ont pas de suite, ils rapprochent les individus, provoquent des

courants émotionnels, permettent d'éprouver et de contrôler la combativité ouvrière. Les patrons et l'élite professionnelle en prendront prétexte pour reprocher à la bureaucratie de préférer le désordre aux véritables intérêts ouvriers : le « bon » syndicaliste, d'après eux, agit au bon moment, mène son action proprement, nettement pour obtenir des résultats limités et termine la lutte au moment où ces résultats sont obtenus. Mais cette lutte fine et précise, qui commence et finit dans l'ordre, n'est possible qu'aux syndicats d'élite qui sont *tout entiers activité*. L'inertie des masses fait, au contraire, que le mouvement leur vient du dehors ; elle implique donc sa contrepartie, l'agitation, qui a pour but d'entretenir par un brassage perpétuel un rudiment de vie collective là où la mort risque perpétuellement de s'installer. Sans l'agitation, les grands mouvements populaires seraient plus hésitants, ils mettraient plus longtemps à naître et l'on en viendrait à bout plus aisément.

e) L'extension

L'O.S. est « interchangeable », la concurrence a cédé la place au monopole : pour cette double raison, la grève ne peut plus réussir au niveau de l'entreprise ; il faut qu'elle s'étende à toute la branche de l'industrie ou à toute la nation. Du coup, en chaque fabrique particulière, la décision échappe à l'ouvrier. Ou plutôt il décide encore mais sous pression : avant l'autre guerre, il appréciait une situation locale, il mettait en balance les risques et les chances, il entrait en action pour des intérêts concrets ; aujourd'hui, on lui demande de s'engager dans un mouvement qui le dépasse et dont il ne fait peut-être qu'entrevoir la signification. Le militant sert d'intermédiaire entre le tout et les parties. L'appareil s'est identifié au mouvement qui s'amorce : ainsi le fonctionnaire local parle *au nom du tout* ; chacun de ses auditeurs est encore isolé dans la masse mais on leur fait entendre

que le prolétariat partout se recompose : il ne tient qu'à eux de céder à l'entraînement général et d'échapper à la solitude. Avant même que l'intégration soit achevée, ils éprouvent la puissance coercitive d'une collectivité primaire en voie de recomposition. Cela ne va pas sans altérer profondément la démocratie syndicale, au sens classique du terme. Dès que le sujet collectif[o´] se manifeste, on le reconnaît à la pression qu'il exerce sur ses membres. Les décisions sont prises à haute température. Certes, il faut délibérer et les masses entendent décider librement de la conduite à tenir. Mais elles savent que l'efficacité de leur action sera proportionnelle à la puissance d'intégration du groupe. Chacun peut donner son avis ; mais, pour qu'une proposition soit retenue, il ne suffit pas qu'elle soit *pratique* : comme le danger d'effondrement subsiste en permanence au sein de l'unité, il faut que la motion proposée réalise *l'accord de tous*. Qu'une opinion échoue à renforcer l'unité collective, elle glisse et disparaît sans laisser de traces, oubliée par ceux mêmes qui l'ont exprimée d'abord. On dira qu'il en est de même dans les assemblées parlementaires, puisque la minorité s'incline devant les décisions de la majorité. Mais cela n'est point vrai : elle s'incline mais elle subsiste, juxtaposée à la majorité comme sa tentation permanente, et conserve ses prétentions à devenir un jour majoritaire. Dans les masses, la majorité mange la minorité. Ou plutôt, il y a des minorités *en mouvement* qui s'esquissent et disparaissent dès qu'elles se sont comptées ; et l'unité se refait sans cesse par la liquidation des opposants : s'ils résistent, on ira jusqu'à leur faire violence : aux yeux du groupe le dissident est un criminel, qui préfère son sentiment particulier à l'opinion unanime, un traître qui, plutôt que de reconnaître son erreur, accepte le risque de rompre la cohésion ouvrière. Notre gouvernement a su tirer parti de la situation : il a imposé la pratique du référendum et étendu le droit de vote aux non-syndiqués. Il s'agissait, bien entendu, de protéger les droits de

l'homme. En fait, on voulait détendre les liens collectifs. Cette supercherie montre au grand jour l'abîme qui sépare une démocratie bourgeoise d'une démocratie de masses. Il est vrai : voter à main levée, c'est céder d'avance aux pressions collectives ; mais le vote à bulletin secret replonge les masses dans leur dispersion originelle. Chacun, retrouvant sa solitude, n'exprime que ce qu'il pense seul, faute de savoir ce qu'il penserait *en groupe* ; tout à l'heure, au meeting ou à l'atelier, il *voyait* sa pensée se former, il l'*entendait*, il l'*apprenait* sur les lèvres de ses camarades ; à présent son opinion, s'il en a une, n'est plus que son ignorance de l'opinion des autres. En prétendant sauver la personne, nos ministres l'ont fait retomber au niveau de l'individu. Ces consultations favorisent l'inertie : la décision de lutter est prise en commun, à chaud ; l'enthousiasme est contagieux ; mais dans l'isoloir, le doute renaît : chacun redoute la défaillance des autres, on redevient n'importe qui. Un exemple entre mille : en novembre 1947, les ouvriers des Établissements Citroën décident de faire la grève sur le tas. La police intervient et fait évacuer l'usine. Là-dessus, les pouvoirs publics organisent un référendum ; le but est manifeste : on fait voter les ouvriers sur un demi-échec. La C.G.T. leur recommande aussitôt de s'abstenir. Le référendum a lieu : sur 10 000 inscrits, il y a 3 821 abstentionnistes : ceux-là ce sont les durs, ceux qui refusent de capituler. Et, tout naturellement, ce sont aussi les plus hostiles à cette forme de consultation populaire. Parmi les votants, 1 201 se sont déclarés pour la continuation de la grève : d'accord avec les premiers sur les objectifs et la tactique, ils n'ont pas suivi les consignes de la C.G.T. ; c'est qu'ils entendent user librement du droit de vote, même si c'est le gouvernement qui le leur garantit[p´]. En tout, 5 021 partisans de la grève. En faveur de la reprise du travail : 4 978 voix. Or, la grève a commencé sans vote préalable ; mais il est évident qu'on n'eût pas osé la décider à une si faible majorité. Autrement dit, les 5 000 « durs » ont

entraîné les autres ; les hésitants se sont ajoutés au groupe par crainte de rester seuls, les opposants se sont tus, abandonnant leur résistance pour en avoir reconnu l'inefficacité. Voilà donc deux classements différents ; libre aux patrons de prétendre que le second est seul valable : en fait, ils sont valables tous les deux mais ils correspondent à deux états bien différents du groupe. Il est vrai que l'évacuation des usines a porté un coup sérieux aux partisans de la grève. Pourtant, sans le référendum celle-ci continuait : et les indécis se déclaraient pour elle, faute de connaître un moyen de l'arrêter ; le vote ravive les hésitations des « mous » et rend courage aux opposants. Ainsi, la grève traduit la brusque intégration du groupe et la consultation en provoque la désintégration partielle. L'unité de combat est une formation primaire qui s'établit dans la passion et se maintient souvent par la contrainte. Les fonctionnaires syndicaux sont *autoritaires* dans la mesure où le groupe les a choisis pour exercer en son nom la dictature sur chacun de ses membres.

f) La radicalisation

Jamais les masses ne *mandatent* : elles ne votent pas pour des programmes ; elles indiquent le but à atteindre ; au militant de trouver le plus court chemin. Et leurs exigences sont si simples que la réalisation en paraît d'abord à portée de la main : du pain, des logements, l'abrogation d'une loi scélérate, la fin d'une guerre. En fait, leur désir le plus élémentaire est séparé de son objet par l'univers et ne peut être comblé que par un travail de longue haleine. Du pain, des logements ? Nous avons vu qu'il faudrait produire davantage et, par conséquent, renoncer tout à fait aux pratiques malthusiennes, ce qui implique, *à tout le moins*, qu'une autre majorité se forme et qu'un nouveau gouvernement impose ses volontés aux grands patrons. L'illusion « spontanéiste » incline de bons esprits à croire que

l'exigence populaire est une politique comprimée : il suffirait de la *déplier* pour trouver en elle le moyen de la satisfaire. Cela n'est pas : le besoin n'est qu'un manque ; il peut fonder un humanisme mais non une stratégie. En réclamant du pain, les masses amènent leurs représentants à lutter contre le malthusianisme ; mais leur revendication n'implique pas *par elle-même* une condamnation des pratiques malthusiennes[q´]. Ainsi, le militant prend en charge le conflit permanent qui oppose le mouvement révolutionnaire, dont les tâches sont infinies ; et l'élan révolutionnaire, qui pose les fins d'un seul coup pour en réclamer la réalisation immédiate. Puisqu'elles ne peuvent bouger sans ébranler la société, les masses sont révolutionnaires par leur situation objective : pour les servir, les responsables doivent élaborer une politique révolutionnaire. Mais, par là même, ils s'opposent doublement à elles : l'objectif précis et limité qu'ils se proposent d'atteindre à tel moment de l'Histoire est à la fois trop lointain et trop particulier pour leurs troupes. Trop particulier : dans la mesure où la fin qu'on leur propose n'est qu'un moyen d'atteindre un autre moyen, elles n'y reconnaissent pas toujours les fins absolues pour lesquelles elles ont accepté de se battre et de mourir. Trop lointain : dans la mesure où cette fin n'est qu'un résultat tactique, elle s'éloigne de la satisfaction immédiate qu'elles revendiquent. Car c'est tout un pour elles de réclamer du pain ou l'établissement d'un ordre humain : mais elles n'en concluront pas d'elles-mêmes qu'il faut être pour ou contre l'échelle mobile. En un mot, l'essence même des masses leur interdit de penser et d'agir politiquement. Et, sans aucun doute, la politique de l'appareil est l'expression pratique et temporelle de leur exigence ; et, comme elles représentent les forces mêmes qui peuvent réaliser l'entreprise révolutionnaire, on dira qu'elles sont les moyens de cette politique dans la mesure même où elles en sont la fin. Mais, comme la stratégie leur demeure par principe étrangère, on ne peut

soutenir à proprement parler qu'elles *font* cette politique mais plutôt qu'elles en sont les instruments. Bien entendu, les dirigeants se refusent à *manœuvrer* leurs troupes : ils exhortent sans cesse, sans cesse ils expliquent et cherchent à convaincre. Mais la difficulté ne vient pas des chefs ni de leurs rapports avec les soldats : elle manifeste simplement la contradiction féconde qui oppose l'immédiat au différé, l'instant à la durée, le besoin à l'entreprise, la passion à l'activité. Convaincus qu'il est tout à fait impossible de mobiliser les masses pour des fins lointaines et abstraites, les dirigeants font un usage constant de ce qu'on appelle le « double objectif » ; cela veut dire qu'ils appuient l'objectif le plus général et le plus éloigné sur un objectif immédiat et concret et que, réciproquement, ils ne négligent jamais de montrer, derrière l'objectif proche, un objectif lointain qui en constitue, pour ainsi dire, la signification politique. Ainsi expliqueront-ils aux salariés que la revalorisation des salaires est liée à la cessation des hostilités au Vietnam et au désarmement général. En un certain sens, cet usage si décrié du « double objectif » n'est qu'une manière d'*expliquer* l'Histoire : on découvre aux masses les conséquences lointaines de leur action revendicative, on leur apprend à quelles conditions générales leurs revendications particulières seront satisfaites. Et il n'est pas douteux, en effet, que le prolétariat, dans la circonstance présente, doit imposer le désarmement s'il veut élever son niveau de vie et que, réciproquement, il freine chaque jour « l'effort de guerre » dans la mesure où il défend son salaire contre les patrons. Mais le caractère heurté de l'action populaire, ses « décalages », son instabilité, ses brusques raidissements, ses imprévisibles effondrements ont pour effet de mettre en lumière la « politisation » du syndicalisme. Une grève gagnée apparaît comme un fait total ; sa signification politique ne s'isole pas. Une grève perdue, c'est le contraire : les travailleurs ont repris le travail parce que la caisse syndicale était vide ? peu importe : il

semble toujours qu'ils aient renié leurs chefs ; et qu'ont-ils désavoué sinon la « politisation » de la grève ? L'appareil reste en l'air, tout abstrait, sa « distance aux masses » s'accentue ; il revêt aux yeux de tous l'aspect d'une bureaucratie politicienne. Les chefs disaient aux masses : en luttant pour vos salaires, n'oubliez pas que vous luttez *aussi* contre la guerre. Vaincues par la faim, les masses abandonnent provisoirement la lutte : on en conclut qu'elles se moquent du désarmement.

Au fractionnement du prolétariat correspond un éclatement de la souveraineté populaire. Pour l'élite professionnelle, la souveraineté se fonde sur le mérite, c'est-à-dire sur la compétence, l'énergie et la culture : le manœuvre n'est « souverain », pour sa part, que dans l'exacte mesure où il est encadré, entraîné, contrôlé. Pour l'ouvrier spécialisé, la souveraineté émane directement des masses et d'elles seules ; elle ne fait qu'un avec le mouvement par lequel, sous la pression des circonstances extérieures, elles se rassemblent en *corps*. La classe ouvrière est déchirée par un conflit de pouvoirs.

Le pluralisme syndical est donc un effet plutôt qu'une cause : certes il contribue à accroître les divisions ouvrières mais il ne fait d'abord que les refléter. Avant 1936, la C.G.T. de Jouhaux groupait essentiellement des ouvriers professionnels, des fonctionnaires ou travailleurs des services publics et de petits employés ; en gros « l'élite » du secondaire et quelques éléments du tertiaire. Après la fusion de 1936, qui s'opéra à chaud et sous la pression des événements, ces militants s'inquiétèrent : ils parlaient déjà de colonisation ; aux approches de la guerre, ils se hâtèrent de reprendre leur liberté. Après la Libération, les effectifs de la C.G.T. se gonflent de nouveau ; la C.F.T.C. reste seule en face d'elle ; l'unité organique est à l'ordre du jour. Mais presque tout de suite les anciens militants de la C.G.T.-Jouhaux se plaignent de n'être plus chez eux. « Ils font figure

d'étrangers dans leur propre maison », écrit Bothereau[46] en 1947. La phrase est révélatrice : la C.G.T. de 1945, malgré son nom vénérable, a tous les caractères d'une organisation nouvelle et qui cherche encore sa voie ; mais l'« élite » ouvrière persiste à la considérer comme une institution très ancienne et qui lui appartient : elle y accueille les nouveaux venus comme si c'était sa propre maison et déplore la mauvaise éducation de ses invités. Bien entendu, ces militants ne songent pas à incriminer leurs camarades de la grande industrie rationalisée : ce sont les dirigeants communistes qu'ils accusent ; sans eux, l'unité syndicale se maintiendrait d'elle-même. Mais les reproches qu'ils adressent au P.C. atteignent *d'abord* les masses. Les communistes, disent-ils, préfèrent les travailleurs inorganisés aux militants expérimentés : les premiers sont plus faciles à manœuvrer que les seconds. Mais n'est-ce pas leur faire un grief de ce qu'ils représentent les masses plutôt que l'élite ? Les nouveaux dirigeants recourent trop facilement à la violence, ils entretiennent dans les usines une agitation sans but qui nuit aux intérêts du prolétariat, ils font preuve dans les négociations d'une intransigeance qui risque de les faire échouer ? On conçoit que cette barbarie scandalise les militants avertis. Mais la violence, je l'ai montré plus haut, naît de la situation même ; l'agitation n'est qu'une lutte perpétuelle contre l'action continue des forces massifiantes ; quant à l'intransigeance, elle a deux causes principales : c'est d'abord que la condition de l'O.S. est intolérable ; c'est, ensuite, qu'il n'a pas la possibilité de *manœuvrer* ; son seul recours étant la violence, c'est dans un climat de violence qu'il fait valoir ses revendications : l'usine est occupée, les C.R.S., peut-être, vont la faire évacuer ; ils tireront si l'on résiste ; la situation n'est pas propice au compromis : il faut beaucoup de courage et de colère pour faire face aux dangers ; les masses considèrent donc, à bon droit, le patron comme l'ennemi ; les concessions, les conciliations, elles les tiennent

pour des trahisons : elles exigent tout tant qu'elles tiennent ; si leurs forces les abandonnent, elles s'effondrent. Les dirigeants communistes ont étouffé la démocratie syndicale ? Mais laquelle ? La seule qu'on ait jamais pratiquée était aristocratique. L'« élite » a oublié qu'une démocratie peut être autoritaire si l'autorité émane des masses elles-mêmes. La « dictature » syndicale – si dictature il y a – s'exerce sur les minorités au nom de la majorité mais il serait absurde de croire qu'elle puisse s'exercer sur la majorité elle-même : on ne peut ni mobiliser ni manœuvrer les masses, elles se déterminent à l'action quand elles se transforment en communauté agissante sous l'action des circonstances extérieures. Les syndicats « communistes » sont politisés ? C'est que l'existence des masses en tant que telles est incompatible avec le régime économique et social qui les produit. Qu'on m'entende : je ne prétends pas que la structure actuelle du P.C., ses objectifs et ses méthodes soient entièrement et exclusivement déterminés par les exigences objectives de l'O.S. ; ce parti a son histoire, sa dialectique propre ; il est conditionné par l'univers. Mais je soutiens que les accusations qu'on porte contre lui visent les masses au premier chef : ce sont elles que le militant d'élite condamne par personnes interposées ; il en a peur et elles le fascinent : demain l'automatisation des tâches peut le ravaler au rang de l'O.S.

Les représentants des masses, à leur tour, accusent F.O. et la C.F.T.C. de faire « sournoisement » de la politique et ils n'ont pas tort. Quand tout est lié, le malthusianisme et la misère, la hausse des prix, le réarmement et la marshallisation, refuser la politique du P.C., c'est faire celle du gouvernement ; au reste la C.G.T.-F.O. s'appuie sur le Parti socialiste et la C.F.T.C. sur les ministres M.R.P. Contenir les revendications ouvrières sur le terrain économique et professionnel, c'est vouloir changer les effets sans toucher aux causes ; c'est, surtout, laisser les mains libres à la majorité parlementaire. On veut obtenir le

maximum dans le cadre du régime ; on réclame de menues faveurs et, pour les mériter, on condamne le communisme dans des discours « apolitiques » et l'on reçoit « apolitiquement » les émissaires des syndicats américains. Et pourtant ils atteignent aussi le militant de base, les reproches que la C.G.T. adresse aux dirigeants : après tout, Force ouvrière, jusqu'en 1947, ne représentait qu'une « tendance » minoritaire à la C.G.T. ; ni Jouhaux ni ses lieutenants ne voulaient prendre l'initiative de rompre l'unité et ce sont les militants de province qui ont imposé la rupture en menaçant de ne pas renouveler leurs cartes syndicales. À la conférence des Amis de Force ouvrière, convoqués en hâte, les dirigeants proposaient un compromis : on exigerait des « majoritaires » la « démocratisation » de la C.G.T. En vain : les militants ne voulurent rien savoir et l'état-major les suivit à contrecœur dans la sécession[r´].

Dirons-nous que les masses se sont rangées tout entières derrière la C.G.T. ? Que seuls les ouvriers professionnels sont inscrits à F.O. ou à la C.F.T.C. ? Ce serait simplifier. Beaucoup d'ouvriers qualifiés sont restés à la C.G.T. par discipline de classe[s´]. D'autres ont adhéré aux syndicats autonomes. Et puis le caractère confessionnel de la C.F.T.C. vient encore compliquer le problème : dans certaines régions, le courant de déchristianisation n'a pas encore pénétré les masses. Toutefois, à prendre les choses en gros, notre division reste vraie : la C.G.T. polarise les tendances révolutionnaires du prolétariat mécanisé de la grande industrie ; la plupart des autres syndicats représentent la tendance réformiste d'une élite professionnelle qui lutte contre la disqualification. En un sens, le pluralisme syndical est légitime puisqu'il est le reflet d'une déchirure profonde ; en un autre, c'est une catastrophe pour la classe ouvrière puisque la pluralité des *appareils* aggrave les conflits en donnant une configuration et des limites à chacune des tendances et en obligeant chaque groupe à se définir par

son opposition aux autres. Mais, de toute façon, la déchirure a une cause plus profonde : c'est le plus beau cadeau que le malthusianisme patronal ait fait à la classe ouvrière[t].

Avril 1954

NOTES DE L'AUTEUR

a. Dira-t-on que ce découragement est passager ? J'en conviens volontiers. Voudra-t-on ajouter que les grèves d'août 1953 annoncent un réveil de la classe ouvrière ? J'en suis moins sûr. Ces grèves de fonctionnaires sont frappantes par leur ampleur et ce qui leur a donné une importance extrême, c'est qu'elles ont été l'occasion d'un rapprochement *à la base* entre les grévistes. Mais elles n'ont pas affecté la grande industrie privée – ou presque pas ; et puis les dirigeants de la C.F.T.C. et F.O. les ont finalement torpillées pour n'être pas contraints de réaliser l'unité d'action avec la C.G.T. Je demande qu'on prenne patience et qu'on ne m'accuse pas de pessimisme ni de m'arrêter à des conclusions négatives. Je n'ai pas l'intention de faire un constat d'impuissance : j'entreprends de prouver que *seul* un Front Populaire peut rendre sa vigueur au mouvement ouvrier.

b. Exactement de 1939 à 1952.

c. Il est vrai qu'elle engendre sa propre limite : la production maxima ne coïncide pas avec le profit maximum ; la concurrence s'efface devant les ententes. Mais ce malthusianisme-là, pour nuisible qu'il soit, n'a rien à voir avec le nôtre.

d. Il arrive même que la grande industrie consente à payer des salaires un peu plus élevés que la petite. Histoire de montrer sa bonne volonté aux salariés et de faire mesurer aux margoulins sa puissance.

e. Il peut haïr certains patrons renommés pour leur dureté mais c'est l'aspect *accidentel* et subjectif de la lutte de classes.

f. Les députés socialistes sont bourgeois et enracinés dans le peuple ; ils voient dans l'État bourgeois un organe d'oppression et pourtant ils participent aux affaires publiques.

g. Que le prolétariat soit porteur des valeurs humaines, cela n'est pas douteux : ce qu'il revendique *pour lui* il faut bien qu'il le réclame *pour tous.* Qu'il soit *seul* porteur de ces valeurs, c'est encore admissible. Mais on

reprochera à Sorel d'avoir confondu *le fait* que la classe ouvrière est seule fidèle à l'humain avec *l'idée* que cette classe serait porteuse d'un message *singulier* et, somme toute, incommunicable. C'est transformer l'humanisme radical du prolétaire en un *particularisme* ; c'est arrêter le prolétariat *à ce qu'il est* aujourd'hui et refuser de prendre son mouvement en considération. Ce moment du totalitarisme sorélien ressemble à celui de la négritude chez le noir colonisé.

h. Les causes sociales et idéologiques de l'anarchisme sont assez bien connues ; il faut y ajouter, en ce qui concerne la France, un facteur historique : les journées sanglantes de 1871. Le terrorisme anarchiste tire sa justification psychologique des massacres antérieurs. Une situation économique suffit à déterminer un mouvement de grève mais, pour engendrer un meurtre, il faut un autre meurtre ou, en tout cas, des circonstances singulières et datées : c'est pourquoi les Ravachol tiennent du bandit d'honneur et du justicier : ils tuent ceux qui ont tué. On peut dire que chacun d'eux a des motifs généraux et idéologiques (la « Société » est ceci ou cela, le Capital engendre telle ou telle situation) et un mobile très concret : venger les victimes des Versaillais. On remarquera que l'anarchisme italien a suivi de près le massacre des ouvriers milanais et s'est manifesté comme *vendetta* par la condamnation à mort et l'exécution d'Umberto I^{er}. Ce phénomène n'a pas de correspondant en Allemagne et en Angleterre parce que la lutte des classes, pour impitoyable qu'elle ait été, s'est maintenue en général sur le terrain économique.

i. Qui donc soutient le populationnisme ? Les industriels ? Jamais de la vie : ils ont trouvé dans le malthusianisme économique le moyen d'ajuster l'offre et la demande de main-d'œuvre. Non : ce sont les propriétaires fonciers, les militaires et les curés. Ces arriérés se croient encore sous l'Ancien Régime, à l'époque où La Morandière conseillait aux dirigeants de « multiplier les sujets et les bestiaux » ; ils n'ont pas remarqué que la bourgeoisie perdait un à un tous ses pouvoirs et qu'elle était entrée dans sa phase de *domination relative*. La grosse industrie leur donne satisfaction tout de même : leur populationnisme bruyant masquera ses travaux souterrains de dépopulation.

j. Étrange situation. Les ménages bourgeois (sauf ceux qui appartiennent à des milieux religieux) pratiquent couramment le *birth control* sous toutes ses formes et l'avortement. Mais cette même bourgeoisie soutient de ses votes un gouvernement qui punit de prison (parfois même de mort) les pratiques anticonceptionnelles. La contradiction serait énorme si l'on ne prenait garde que les femmes bourgeoises sont très rarement impliquées dans les procès de

faiseuses d'anges. On ne voit guère à la barre que de petites employées ou des ouvrières. Tout se passe en apparence comme si la classe dominante était malthusienne pour elle-même et populationniste pour les classes dominées. *Or cela n'est pas vrai* : car elle devrait montrer un égal souci de la mortalité infantile ; or, on sait qu'elle va chercher les enfants jusque dans le ventre des mères ouvrières pour, ensuite, les laisser crever comme des mouches. Le patronat ne souhaite pas qu'il y ait *beaucoup* d'ouvriers ; il souhaite tout simplement ôter au prolétariat le contrôle de ses naissances pour que l'ajustement de l'offre et de la demande de main-d'œuvre s'opère automatiquement à l'intérieur de la machine infernale qu'il a montée.

k. Même ainsi d'ailleurs (c'est-à-dire en mettant le seuil de la rentabilité des tracteurs à 15 hectares) il faudrait environ 500 000 tracteurs. Nous en avons 130 000.

l. Aux États-Unis, dans les dix dernières années, la productivité par travailleur agricole s'est accrue de 5,5 % par an. Si l'on réalisait en France, pour les vingt années qui viennent, un accroissement annuel de même grandeur, le revenu de la production agricole passerait de 2 500 à 3 500 milliards *mais* le nombre des travailleurs diminuerait d'environ 30 %.

m. En 1951-1952, 2 880 calories coûtent en Allemagne 55 900 francs, en France 96 000 francs.

n. La recette brute, pour les deux cinquièmes de nos fermes, ne dépasse pas 300 000 francs par an.

o. Rappelons que, pour Clark, la population active est répartie entre trois secteurs :

Primaire (pêche, forêts, agriculture) ;

Secondaire (industries extractives, énergétiques et de transformation) ;

Tertiaire (transports, commerce, banques, assurances, administrations, services privés).

p. En 1866, on compte dans l'industrie de transformation 10 employés contre 240 ouvriers ; en 1948, 10 contre 47.

q. À une réserve près, que nous ferons plus loin.

r. *Œuvres choisies*, Éditions de Moscou, I, p. 22.

s. Il s'agit bien entendu de la relation *sociale* : le lien économique reste l'exploitation. Quant à cette pure contiguïté, il ne faut pas l'entendre comme un rapport vrai et permanent avec le patronat mais comme une forme transitoire que prend la lutte des classes quand la combativité ouvrière tend à se rapprocher de zéro.

t. Tout simplement parce que l'entreprise révolutionnaire, tout comme l'entreprise réformiste, se développe dans les cadres temporels du capitalisme.

u. À l'appel de l'abbé Pierre, on a vu brusquement émerger d'étonnantes épaves : couvertures, appareils de chauffage, vieux costumes, etc.

v. Il y avait des Résistants, bien sûr – et l'on peut croire que je ne sous-estime pas l'importance de leur action ; et il y avait aussi l'invisible résistance passive des masses : tout cela compte. Il y a aujourd'hui le Parti communiste et les militants des syndicats ; il y a le poids énorme des masses et l'action qu'elles exercent à distance, fussent-elles inertes, sur tous les milieux sociaux. Mais la Résistance est née de notre défaite militaire ; et les organisations actuelles du prolétariat tirent leurs principaux caractères du grand reflux ouvrier qui commence avec le malthusianisme.

w. Dans *Travaux*, Georges Navel montre les difficultés que rencontrait encore vers 1919 un fils de manœuvre pour devenir professionnel. Lui et deux de ses frères ont été obligés de truquer pour devenir monteur, chaudronnier ou ajusteur sans passer par la filière de l'apprentissage.

x. Ou après un apprentissage de très courte durée.

y. La mécanisation est déjà très avancée dans l'industrie textile. Les tisseurs sont des O.S. qui ont changé de machines.

z. Cité par Michel Collinet, *Esprit du syndicalisme*, p. 24.

a'. Il va de soi qu'il ne s'agit pas ici de faire le procès de la semi-automation, ce qui serait absurde, mais de montrer ses effets *dans le cadre de la production capitaliste.*

b'.

Pourcentage des travailleurs	43 %	36 %	6 %	14 %	1 %
Durée de leur formation chez Ford	pas plus d'1 jour	De 1 à 8 jours	De 1 à 2 semaines	De 1 mois à 1 an	jusqu'à 6 ans

Tableau de Julius Hirsch : *Das Amerikanische Wirtschaftswunder*. Reproduit par Friedmann : *Problèmes humains du machinisme industriel.*

c'. 35,5 % contre 35,9 %.

d'Souvent les locaux de la *fabrication* sont situés à plusieurs kilomètres de ceux de l'*outillage*.

e'. Congrès confédéré des métaux, 1927. Cité par Michel Collinet, *Esprit du syndicalisme*, p. 24.

f'. Léon Jouhaux. Conférence à l'Institut supérieur ouvrier, 1937.

g'. Les membres d'une collectivité intégrée diffèrent par leur fonction (et, par conséquent, leur situation) dans la mesure même où ils sont liés par la loi du groupe : divers au sein de l'unité, pourquoi s'imiteraient-ils ? Ils coopèrent.

h'. Et quand elle l'aura, ses dirigeants devront *en même temps* s'employer à la satisfaire et lutter contre son impatience. Une nouvelle dialectique prend naissance : c'est qu'il faut une entreprise de longue haleine pour réaliser ce qu'elle exige dans l'instant.

i'. L'expression est de Friedmann (*Où va le travail humain ?*).

j'. Plus ou moins. Et dans tous les grands mouvements populaires on observe des conflits latents ou déclarés entre les chefs improvisés et les responsables syndicaux. La plupart du temps, ce sont les « permanents » qui finissent par l'emporter : ils ont plus d'expérience. Encore faut-il qu'ils mettent leur compétence au service des véritables intérêts ouvriers.

k'. Les faits qui suivent montreront l'importance de l'information et le rôle qu'elle peut jouer pour freiner ou accélérer un mouvement prétendu spontané : en 1936, la première grève avec occupation d'usine éclate au Havre, le 11 mai ; le 13 à Toulouse, les ouvriers des usines Latécoère cessent le travail et restent dans l'usine. Mais ces deux grèves restent inconnues à Paris : la presse syndicale n'en souffle pas mot. Seul, dans la presse bourgeoise, *Le Temps* les mentionne en quelques lignes et sans détail. Le 14 mai, à Courbevoie, nouvelle grève sur le tas. Silence de la presse. Enfin le 20 et surtout le 24 mai, *L'Humanité* rapproche les trois grèves et souligne la nouveauté et l'identité des méthodes de combat. Le même jour, 600 000 manifestants défilent devant le Mur des Fédérés, conviés par le Comité d'entente socialiste-communiste et la C.G.T. Les ouvriers apprenaient donc en même temps leur nouvelle puissance et les nouvelles méthodes de lutte. Or, à partir du 26 mai le mouvement de grève s'étend à toute la région parisienne et à partir du 2 juin à toute la France. Le rôle de l'*information* est bien défini par ces quelques dates : le silence quasi total de la presse a différé de douze jours la propagation du mouvement. Dès que les journaux ont mentionné les trois premières grèves, le mouvement s'est généralisé. Toulouse et Le Havre étaient mis aux portes de Paris.

l'. Ce qui ne préjuge naturellement pas des relations *personnelles* qu'il peut avoir avec les ouvriers.

m'. Numéro du 12 juin 1947. Force ouvrière était encore intégrée à la C.G.T. et la position de Jouhaux était ambiguë : il ne voulait ni approuver les grèves ni condamner les grévistes.

n'. Paru dans *Esprit,* juillet-août 1951, p. 170.

o'. J'entends par « sujet collectif » le *sujet de la praxis* et non je ne sais quelle « conscience collective ». Le sujet c'est le groupe *rassemblé* par la situation, *structuré* par son action même, *différencié* par les exigences objectives de la *praxis* et par la division du travail, d'abord improvisée puis systématique, qu'elle introduit, *organisé* par les dirigeants qu'il se choisit ou qu'il se découvre et trouvant *en leur personne* sa propre unité. Ce qu'on a nommé le « pouvoir charismatique » prouve assez que l'unité concrète du groupe est *projective*, c'est-à-dire qu'elle lui est nécessairement extérieure. La souveraineté diffuse se rassemble et se condense dans la personne du chef qui la reflète ensuite à chacun des membres et chacun, dans la mesure même où il obéit, se trouve, vis-à-vis des autres et des étrangers, dépositaire de la souveraineté totale. S'il y a un chef, chacun est chef au nom du chef. Ainsi la « conscience collective » est nécessairement incarnée : c'est pour chacun la dimension collective qu'il saisit dans la conscience individuelle de l'autre.

p'. On pourrait supposer – mais les détails manquent et ce n'est qu'une conjecture – qu'il s'agit d'ouvriers professionnels : ils sont à la fois « durs » et partisans d'un suffrage qui garantit les droits individuels.

q'. Ou si l'on préfère : *objectivement* la satisfaction de ces exigences est incompatible avec le maintien d'une économie dépressive. Mais elles peuvent être posées *subjectivement* sans que les ouvriers aient du tout connaissance du malthusianisme.

r'. Les grèves de l'été dernier permettent, au contraire, d'espérer un rapprochement imposé par la base.

s'. La Fédération du Livre, par 28 000 voix contre 18 000, a décidé en 1947 de rester à la C.G.T., malgré une longue tradition réformiste.

t'. Ce malthusianisme est aujourd'hui dépassé (1964). Mais il faudra longtemps avant que les structures sociales qui en découlent puissent faire place à de nouvelles structures et que la lutte syndicale s'adapte aux nécessités nouvelles.

APPENDICES

NOTES DES ÉDITEURS

Opération « Kanapa »

1. Jean Texcier (1888-1957), journaliste renommé, ancien résistant, socialiste, anticommuniste.

2. Manès Sperber (1905-1984), né à Zablotow (Galicie), ville juive ; essayiste et romancier français de langue allemande, il fut communiste jusqu'en 1937 ; il connut de dures traverses liées aux deux guerres mondiales. En 1953, on connaissait de cet auteur, entre autres, une trilogie romanesque : *Et le buisson devint cendre*, *Plus profond que l'abîme* et *La Baie perdue* (Calmann-Lévy Éditeurs).

3. Laurent Casanova (1906-1972), chargé de veiller à l'orthodoxie idéologique des intellectuels communistes en France.

4. Annie Besse – plus tard Annie Kriegel – (1926-1995), historienne, alors communiste très orthodoxe ; comme bien d'autres intellectuels, elle quitta le Parti communiste à l'époque de l'insurrection hongroise écrasée par les chars soviétiques (octobre-novembre 1956).

5. Georgi Mikhailov Dimitrov (1882-1949), homme politique bulgare. Exilé en Allemagne pour ses menées révolutionnaires, il fut accusé en 1933 de l'incendie du Reichstag ; il assura lui-même brillamment sa défense et fut

acquitté. En 1946, il sera le premier président du Conseil de Bulgarie, devenue démocratie populaire.

6. Jean Fréville – pseudonyme d'Eugène Schkaff – (1895-1971) ; d'origine ukrainienne, il fut avocat, journaliste, critique littéraire à *L'Humanité*.

7. Claude Roy (1915-1997), de son vrai nom Claude Orland, poète et romancier ; il adhéra au Parti communiste en 1943 et en fut exclu en 1956 pour avoir condamné la répression soviétique de l'insurrection hongroise. Il écrira entre 1969 et 1976 une autobiographie en trois volumes.

8. C.E.D. : Communauté européenne de défense, projet d'une union militaire européenne (1952) ; le Parlement français refusa de la ratifier en 1954.

9. Il s'agit du Congrès des Peuples pour la paix, qui se tint à Vienne du 12 au 19 décembre 1952. Voir *Situations, IV*, édition de 2015, pp. 176-177.

10. Adepte des thèses de Léon Blum.

Les peintures de Giacometti

1. Le Sphinx, maison close qui était sise au 31 boulevard Edgar-Quinet, fréquentée surtout par des artistes. La vertueuse loi Marthe Richard le fit disparaître en 1946.

2. « Héro et Léandre » : légende antique en langue grecque. Héro, jeune prêtresse d'Aphrodite, condamnée par sa fonction à la solitude, aime Léandre. Celui-ci habite sur une rive de l'Hellespont, à Abydos, Héro à Sestos, de l'autre côté du détroit. Il la rejoint à la nage chaque nuit, en secret. Un soir de tempête, le flambeau qu'Héro a coutume d'allumer au haut d'une tour pour le guider s'éteint ; Léandre se noie et la jeune fille, désespérée, se précipite dans la mer.

3. Annette, épouse d'Alberto Giacometti.

4. Diego, frère d'Alberto.

« D'une Chine à l'autre »

1. Henri Michaux (1899-1984), poète et peintre. Son voyage en Extrême-Orient lui a inspiré *Un barbare en Asie* (1933).

2. Pierre Loti (1850-1923), de son vrai nom Julien Viaud, romancier et grand voyageur. Il publia de nombreux récits de ses voyages autour du monde.

3. Tseu-hi (1835-1908) ne fut pendant quelques années qu'une des jeunes concubines de l'empereur Hien-Fong dont l'épouse était stérile. Elle eut de lui

un fils, qu'elle domina et qui fut après la mort de l'empereur, en 1861, son héritier ; poussé à la débauche, il disparut à son tour ; resta son neveu : l'habile Tseu-hi le neutralisa aussi et accéda en son nom au pouvoir, qu'elle exerça presque continûment jusqu'à sa mort, entre tradition et modernité.

4. Agrippine : Sartre pense probablement à Agrippine la Jeune (16-59) qui épousa l'empereur Claude, lui fit adopter son fils Néron puis empoisonna son mari.

5. Tchang Kaï-chek (1887-1975), gouvernant chinois nationaliste, vaincu en 1949 par le communiste Mao Tsé-toung (1893-1976).

6. Le sculpteur Jean-Baptiste Carpeaux (1827-1875) fut aussi peintre et dessinateur. C'est du livre de son fils Louis, *Pékin qui s'en va* (A. Maloine Éditeur, 1913), que provient cette citation. Militaire colonial, Louis Carpeaux (1874-1929) fut un grand voyageur.

7. C'est le philosophe et révolutionnaire Sun Yat-sen (1866-1925) qui fonda le Kuo-Min-Tang, parti du peuple, à Canton en 1911. Ce parti fut plus tard celui du nationaliste Tchang Kaï-chek.

8. *Deux sous d'espoir* (*Due soldi di speranza*), film italien réalisé par Renato Castellani (1951). Un chômeur, désireux d'épouser sa fiancée, cherche un emploi. Il tente successivement plusieurs activités, qui se révèlent sans lendemain. Le scénario tient à la fois du néoréalisme italien et du roman picaresque.

Le réformisme et les fétiches

1. Élie Faure (1873-1937) fut médecin, romancier, essayiste. Il a gardé quelque notoriété pour son *Histoire de l'art* en cinq volumes (de la préhistoire au XX^{e} siècle), publiée entre 1909 et 1927, qui est aussi une réflexion sur la place que tient l'activité artistique dans la vie humaine.

2. Léon Jouhaux (1879-1954), syndicaliste dès sa jeunesse, fut secrétaire de la C.G.T. de 1909 à 1947. En désaccord avec ce syndicat, il fonda en décembre 1947 la C.G.T.-F.O. (Force ouvrière) et fut désigné comme président de la nouvelle centrale en avril 1948.

3. Louis Aragon (1897-1982), Roger Vailland (1907-1965) et Claude Roy (1915-1997), tous trois communistes à cette époque.

4. Jean-Paul David (1912-2007), fondateur de Paix et liberté, mouvement anticommuniste qui exista entre 1950 et 1956. Il est en 1956 député de Seine-et-Oise R.G.R. (Rassemblement des gauches républicaines).

5. Gilles Martinet (1916-2006), avec Claude Bourdet (1909-1996) et Roger Stéphane (1919-1994), fonda *L'Observateur* en 1950 – devenu *France-Observateur*

en 1954.

6. Tran Duc Thao (1917-1993), philosophe vietnamien, spécialiste de G.W.F. Hegel et d'Edmund Husserl, a vécu en France puis s'est engagé dans la lutte pour l'indépendance de son pays. Par la suite, interdit de publication au Vietnam, il a fait paraître ses ouvrages principaux en France, ainsi que de nombreux articles. Pour les *T.M.* il a écrit notamment « Sur l'interprétation trotskyste des événements d'Indochine » (juin 1947) et « La Phénoménologie de l'Esprit et son contenu réel » (septembre 1948).

7. Sur Georg Lukacs (1885-1971), voir *Situations, IV*, édition de 2015, p. 40 et note 5, p. 422.

8. Marc Bloch, historien, né en 1886, résistant sous l'Occupation, fut fusillé par les nazis en 1944. Il avait contribué à fonder les « Annales d'histoire économique et sociale » en 1929 ; il a publié, entre autres, *La Société féodale* (1939-1940), deux tomes (Éd. Albin Michel, collection L'évolution de l'humanité) ; ses souvenirs de la drôle de guerre ont été publiés en 1946 sous le titre *L'Étrange Défaite* (Éd. Franc-Tireur, rééd. Gallimard, 1990, collection Folio).

9. Georges Lefebvre (1874-1959), historien, spécialiste de la Révolution française.

10. Henri Guillemin (1903-1992), historien, polémiste, critique littéraire. Sartre avait lu de lui *Flaubert devant la vie et devant Dieu* (Plon, 1939) et *Le Coup du 2 Décembre* (Gallimard, 1951). Dans les *T.M.* ont paru de lui trois articles sur la Commune et la guerre de 1870 (novembre 1954, janvier-février et mars 1955 – n^{os} 107, 109 et 110).

11. À cette époque Claude Lévi-Strauss (1908-2009), anthropologue, avait publié *Les Structures élémentaires de la parenté* (1949) et *Tristes tropiques* (1955).

12. De Pierre Francastel (1900-1970), spécialiste de l'histoire de l'art, ont paru *Peinture et société* (Éd. Audin), en 1951, et *Art et technique aux XIX^{e} et XX^{e} siècles* en 1956 (Éd. de Minuit).

13. Dès l'après-guerre, Sartre s'attira l'hostilité des journaux communistes français : « l'existentialisme » risquait, selon les responsables du Parti, de dissuader la jeunesse étudiante d'adhérer au P.C.F. au profit d'une théorie qui leur paraîtrait plus attractive. Le philosophe et sociologue Henri Lefebvre (1901-1991), communiste depuis 1928, s'associa, avec une pointe d'esprit de rivalité à l'égard de Sartre, aux attaques contre l'écrivain, ses écrits et sa personne. En 1946 parut, entre autres, de ce dialecticien, *L'Existentialisme* (Éd. du Sagittaire) ; il s'y attribuait le mérite d'avoir été le premier existentialiste, en 1925 – ce dont Sartre n'avait cure : il était loin, en effet, d'avoir revendiqué d'emblée pour lui-même cette appellation qui lui paraissait risiblement présomptueuse (voir « La nationalisation de la littérature », *Situations, II*, édition de 2012). Simone de Beauvoir note dans ses Mémoires :

« Mais nous protestâmes en vain. Nous finîmes par reprendre à notre compte l'épithète dont tout le monde usait pour nous désigner » (*La Force des choses*, Gallimard, 1963). Henri Lefebvre proclamait aussi la nullité de *L'Être et le Néant*, reprochant à cet ouvrage d'être entaché de subjectivisme et dépourvu de dialectique. Pour ce qui est du subjectivisme, Sartre l'aurait volontiers reconnu : c'est pendant la drôle de guerre, mobilisé en Alsace, qu'il avait entrepris un « factum sur le Néant », dont il pensait lui-même, le 15 janvier 1940 : « La philosophie que je fais doit être un peu émouvante pour d'autres parce qu'elle est intéressée. » Voir *Carnets de la drôle de guerre* (Gallimard, édition revue de 2015, p. 716). Quant à la dialectique, au sens strict du terme, elle n'était pas expressément requise pour composer *L'Être et le Néant, essai d'ontologie phénoménologique* (Gallimard, 1943 – édition revue en 2003 pour la collection Tel). Sartre ne tiendra pas rigueur au dialecticien de la sévère appréciation émise sur son ouvrage – en partie reniée depuis. Ils se retrouveront en 1959 sous de meilleurs auspices.

14. Georges Politzer, né en 1903, fut résistant dès 1940 ; il sera fusillé par les nazis en mai 1942. Il avait publié en 1928 *Critique des fondements de la psychologie* (Éd. Rieder ; deuxième édition, P.U.F., 1967). Sur Georges Politzer, voir aussi dans *Situations, III*, édition de 2013, p. 162 et note 113, et p. 222 ; dans *Situations, IV*, édition de 2015, p. 72 et note 2.

15. Guy Besse (1919-2004), professeur de philosophie, militant très orthodoxe du Parti. Il fut nommé en 1956 membre du Comité central.

16. John Foster Dulles (1888-1959) est depuis janvier 1953 secrétaire d'État du président des États-Unis, le général Dwight Eisenhower (Parti républicain).

17. Paul Sérant (1922-2002), de son vrai nom Paul Salleron, journaliste, romancier et essayiste ; il est traditionaliste, avec un certain penchant pour l'ésotérisme, du moins à cette époque.

18. Jules Monnerot (1909-1995), sociologue, farouchement anticommuniste ; il a publié notamment *Sociologie du communisme* (Gallimard, 1949) et collabore à la revue de droite *Liberté de l'esprit*.

19. *Paris-Presse*, quotidien du soir fondé par Philippe Barrès.

20. André Voguet (1913-1986) ; *France Nouvelle* est l'organe du Comité central.

21. Étienne Fajon (1906-1991), député communiste de la Seine.

22. Claude Morgan (1898-1980), de son vrai nom Claude Lecomte, fut responsable des *Lettres françaises*, revue clandestine sous l'Occupation. À la Libération il continua de la diriger. Louis Aragon, membre très influent du P.C.F., en prit la direction en 1953.

Réponse à Pierre Naville

1. Voir *supra* « Le réformisme et les fétiches ».

2. Pierre Brisson (1896-1964), alors directeur du *Figaro*.

3. Il s'agit du rapport secret présenté par Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev (1894-1971) le 24 février 1956 au XX^{e} Congrès du P.C. de l'Union soviétique ; il fut lu en séance secrète, hors de la présence des délégués des partis frères. À l'époque où Sartre écrivait dans les *T.M.*, on n'en connaissait encore que les grandes lignes – condamnation du culte de la personnalité, évocation des crimes de Staline.

4. Nikita Khrouchtchev avait été nommé en septembre 1953 premier secrétaire du Comité central du P.C. soviétique, c'est-à-dire chef de l'appareil du Parti.

5. Anastase Ivanovitch Mikoyan (1895-1978) avait été ministre du Commerce de Gueorgui Malenkov à la mort de Staline ; il fut nommé vice-Premier ministre en 1955.

6. Edvard Bernstein (1850-1932), économiste allemand, journaliste, leader du Parti social-démocrate (S.P.D.). Révisionniste, il a publié en 1899 *Les Présupposés du socialisme* ; pour lui, certains principes du marxisme étaient dépassés, ce que Lénine contesta.

7. Josip Broz, *dit* Tito (1892-1980), maréchal et homme politique yougoslave, avait affranchi son pays de la tutelle soviétique en 1948.

8. Palmiro Togliatti (1893-1964), fondateur du Parti communiste italien ; il le dirigea de 1944 à sa mort.

9. Maurice Merleau-Ponty (1908-1961), en désaccord politique avec Sartre, avait publié en 1955 *Les Aventures de la dialectique* (Gallimard) ; le chapitre V de son ouvrage s'intitule « Sartre et l'ultra-bolchevisme », ce qui permit à Pierre Naville, en humeur d'injurier le directeur des *T.M.*, d'utiliser à ses dépens dans son article l'expression « ultra-bolchevique », tout en reconnaissant que sa pensée n'avait rien à voir avec le bolchevisme.

10. Sartre avait adhéré en 1948 à l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire, neutraliste, créé à l'initiative de David Rousset (1912-1997) – ancien déporté, auteur de *L'Univers concentrationnaire* et des *Jours de notre mort* –, de Georges Altman, directeur du quotidien *Franc-Tireur*, et de quelques autres. *Entretiens sur la politique* (Rousset, Gérard Rosenthal – trotskyste – et Sartre) furent publiés en 1949 (Gallimard). Sur la période R.D.R., voir *Situations, III*, édition de 2013, p. 291 et suiv., p. 339 et suiv.

11. Gilles Martinet, directeur de *France-Observateur*, est de longue date lié à Pierre Naville, avec lequel il a dirigé de 1945 à 1950 *La Revue internationale*, trotskyste.

12. Daniel Guérin (1904-1988), écrivain, essayiste politique, anticolonialiste, socialiste de tendance libertaire dès cette époque.

13. D'Isaac Deutscher, *Staline* (Gallimard, 1953).

14. Benedetto Croce (1866-1952), historien et philosophe italien, hégélianiste.

15. Francis-Herbert Bradley (1846-1924), philosophe anglais, auteur notamment de *Appearance and Reality, a Metaphysical Essay* (1893).

16. Bernard Bosanquet (1848-1923), philosophe anglais, néohégélien.

17. Pierre Naville, *La Pyschologie du comportement* (Gallimard, 1942). Voir aussi *Situations, II,* édition de 2012, p. 455, note 9.

18. Distinction établie par le physiologiste soviétique Ivan Petrovitch Pavlov (1849-1936) entre réflexe inné et réflexe conditionné. Voir *Introduction à l'œuvre de Pavlov* (Éd. de *La Nouvelle Critique*, 1953).

19. *Demain* : hebdomadaire socialiste.

20. Claude Bourdet (1909-1996) a fondé en 1950 avec Gilles Martinet et Roger Stéphane (1919-1994) *L'Observateur*, devenu *France-Observateur* en 1954.

21. Le maréchal Nikolaï Boulganine (1895-1975) est président du Conseil soviétique depuis 1955.

Le colonialisme est un système

1. Henri De Man (1886-1953), homme politique belge rallié au marxisme « de gauche » avant la Première Guerre mondiale. Son point de vue évoluera plus tard : il publiera notamment à Iéna en 1926 un ouvrage dont le titre en français est *Au-delà du marxisme* (1929).

2. Thomas Robert Bugeaud, marquis de la Piconnerie (1784-1849) ; général, il fut d'abord hostile à la « fâcheuse conquête » de l'Algérie ; il finit par s'y résoudre lorsque l'émir Abd el-Kader (1807-1887) déclara en 1839 la guerre sainte aux Français. Gouverneur général de l'Algérie en 1840, sous le règne de Louis-Philippe, Bugeaud triompha de l'émir au bout de sept ans. Féru d'agriculture, il s'intéressa de près, mais sans grand succès, à la colonisation elle-même. Il fut maréchal de France à partir de 1843.

3. Pour ce qui est des immigrés espagnols, c'est douteux : ils s'étaient implantés en nombre dans l'Oranais depuis la reconquête de la région de Grenade par les chrétiens sur les Maures ; ils y sont restés pendant plus de deux siècles, à partir de 1505, revenus en 1732, bien avant la colonisation française, et y ont fait souche. Les colons français se sont inquiétés dans les années 1880 de la prépondérance électorale de ces naturalisés français.

4. Les journées insurrectionnelles à caractère social du 23 au 26 juin 1848 furent férocement réprimées, après la proclamation de la II[e] République le 25 février.

5. Jules Ferry (1832-1893), plusieurs fois ministre et deux fois président du Conseil, pratiqua une politique active d'expansion coloniale (protectorat de la Tunisie, conquêtes en Afrique noire et en Asie).

6. Alors haut fonctionnaire en Algérie aux côtés du gouverneur général, Henri de Peyerimhoff (1871-1953) a rédigé en 1906 un bilan de la colonie officielle de 1871 à 1895 (voir Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1928).

7. Aussi avide de conquêtes coloniales que fût Jules Ferry, il était loin de les considérer comme devant servir à l'enrichissement sans frein des colons aux dépens des peuples colonisés ; il n'avait pas une haute idée du colon français. Il écrivit après sa chute (mars 1885) : « Nous l'avons trouvé très limité. Ce n'est pas une disposition mentale qui permette de faire du colon l'arbitre, si peu que ce soit, du sort des indigènes… Des vertus, il en a beaucoup… Mais il n'a pas ce qu'on peut appeler la vertu des vainqueurs, l'équité de l'esprit et du cœur, et ce sentiment du droit des faibles… Il est difficile de faire entendre au colon européen qu'il existe d'autres droits que les siens en pays arabe et que l'indigène n'est pas une race taillable et corvéable à merci… Les colons… ne comprennent guère, vis-à-vis de trois millions d'hommes, d'autre politique que la compression… On a le sentiment d'un péril possible, mais on ne prend aucune mesure pour le conjurer. » (« Le gouvernement de l'Algérie », 1892, cité par Charles-André Julien, *L'Afrique du Nord en marche*, 1953).

Naguère ministre de l'Instruction publique, Jules Ferry projeta de créer en Algérie des écoles indigènes pour « la race vaincue », proclamée à l'envi « incorrigible et non éducable » : la Métropole approuva, pas les colons. Quant à Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), partisan de la colonisation en 1874, il fut effaré par le cynisme des colons européens, déterminés à ne rien accorder, ni politiquement, ni socialement, aux revendications des musulmans dont ils continuaient à accaparer les terres ; il finit par fonder, en 1881, avec Victor Schoelcher – qui avait en 1848 contribué à l'abolition de l'esclavage dans les colonies –, une Société pour la protection des indigènes des colonies.

8. En mars 1871 éclata en Algérie une insurrection de grande ampleur, qui concerna principalement la Kabylie. Adolphe Crémieux, Français d'origine juive, ministre de la Justice depuis septembre 1870 au gouvernement de la Défense nationale, avait été à l'origine de trois décrets : l'octroi de la citoyenneté française aux juifs, l'institution des jurys et l'instauration du régime civil, qui eut à terme pour conséquence de permettre aux colons de racheter par lots et à bas prix des propriétés terriennes musulmanes, jusqu'alors

traditionnellement indivises. Le manuel officiel de Malet et Grillet à l'usage de l'enseignement secondaire (1919), que possédait Sartre, imputait au décret Crémieux octroyant la « nationalité » française aux juifs d'Algérie la cause de l'insurrection ; dix ans plus tard des historiens, tel Charles-André Julien, avaient écarté cette hypothèse ; quoi qu'il en fût, le décret instaurant le régime civil pour les musulmans se révéla pour eux le plus dommageable, le plus cruel.

9. René Martin (1899-1986), directeur du service hydraulique au gouvernement général d'Alger. La loi Martin, promulguée sous le régime de Vichy, n'a jamais été appliquée.

10. Le nouveau statut de l'Algérie, instauré en septembre 1947, sous le gouvernement de Paul Ramadier, ne sembla pas avoir eu d'effets bénéfiques sur les musulmans.

11. Amédée Froger, président de l'interfédération des maires de l'Algérois, sera assassiné par un membre du F.L.N. le 28 décembre 1956.

Le fantôme de Staline

1. Denis de Rougemont (1906-1985), écrivain suisse d'expression française, anticommuniste. Sartre avait écrit dans le n° 198 de la revue *Europe*, du 15 juin 1939, un article sur l'un de ses essais, *L'Amour et l'Occident* (Plon, 1938) ; cet article fut repris dans *Situations, I* (1947) ; il figure aussi dans l'édition de 2010.

2. Joseph Laniel (1889-1975), député indépendant à cette époque.

3. Prosper-Olivier Lissagaray (1838-1901), journaliste français, socialiste indépendant. Il a écrit une *Histoire de la Commune de 1871* (Amédée Dunois Éditeur).

4. Maurice Duverger (1917-2014), professeur de droit et de science politique, a écrit notamment, entre 1946 et 1994, 800 articles publiés dans *Le Monde*. Il est l'auteur, entre autres, des *Partis politiques* (Armand Colin, 1951), œuvre plusieurs fois rééditée et traduite en plusieurs langues.

5. Pierre Mendès France (1907-1982), ministre d'État sans portefeuille sous le gouvernement Guy Mollet ; il en démissionnera le 23 mai 1956.

6. Marcel Boussac (1889-1980) s'est enrichi dans l'industrie textile dès avant la guerre de 1914 et fit véritablement fortune pendant les deux guerres mondiales ; il s'est fait de solides et puissantes amitiés dans le monde politique. Il prit en 1946 un assistant, Christian Dior, qui le persuadera de créer une maison de couture à son nom : le succès sera au rendez-vous. Il achète en 1951 74 % du quotidien *L'Aurore* : il y écrit « La chronique de M. Dupont » qui lui permet d'exprimer ses convictions politiques.

7. Henri Borgeaud (1895-1964), sénateur d'Alger de 1946 à 1958 ; colon, viticulteur, il a aussi des intérêts dans diverses industries. Il est riche et influent.

8. Exploité de longue date par une compagnie multinationale et générant de gros bénéfices, le canal de Suez fut nationalisé le 26 juillet 1956 par le maître de l'Égypte, Gamal Abdel Nasser. Mis à part l'intérêt qu'elle représentait pour le pays, cette initiative était aussi une mesure de rétorsion contre les États-Unis qui avaient, huit jours plus tôt, renoncé à participer au financement du barrage d'Assouan, que Nasser espérait. Le 22 octobre, le Premier ministre britannique, sir Anthony Eden, Guy Mollet et David Ben Gourion, chef du gouvernement israélien – qui avait le plus à pâtir de ce changement de propriétaire –, préparèrent une riposte qui, finalement, fit long feu. Signalons qu'à la même époque l'Égypte fournissait l'armée de libération algérienne en matériel de guerre et, sans doute, en directives.

9. Roger Duchet (1904-1981), sénateur indépendant, anticommuniste.

10. Gueorgui Konstantinovitch Joukov (1896-1974), maréchal, ministre de la Défense soviétique.

11. Miklós Horthy de Nagybánya (1868-1957) fut régent de Hongrie à partir de 1920. Contre-révolutionnaire et antisémite, il eut une conduite assez trouble vis-à-vis du nazisme.

12. Harry S. Truman (1884-1972) fut président des États-Unis de 1945 à 1953. C'est sous sa présidence que fut institué le plan Marshall d'assistance aux pays européens dévastés par la guerre (1948). Les Soviétiques refusèrent d'en bénéficier.

13. James Burnham (1905-1987), philosophe américain, s'éloigna du marxisme en 1940 et publia en 1941 *The Managerial Revolution*, traduction française sous le titre *L'Ère des organisateurs* (Calmann-Lévy, 1947).

14. André Stil (1921-2004), homme politique et écrivain communiste, rédacteur en chef de *L'Humanité*.

15. Janos Kadar (1912-1989), communiste hongrois. Certains, tel François Fejtö, se demandaient s'il ne jouait pas double jeu.

16. Le prince-président Charles Louis Napoléon Bonaparte (1808-1873), devenu empereur des Français par son coup d'État du 2 décembre 1852.

17. Traïcho Kostov, bulgare, et ses amis ou collaborateurs, László Rajk et les siens, exécutés à l'automne 1949 ; Rudolf Slansky, tchèque, et les siens, exécutés en décembre 1952 ; des purges s'ensuivaient. Beaucoup furent plus tard réhabilités, mais pas le groupe de Slansky.

18. Tito était parvenu en 1948 à se libérer de l'emprise soviétique tout en demeurant communiste ; l'un des principaux chefs d'accusation des procès

suivis d'exécutions de 1949 à 1953 était le « titisme ». Tito se réconciliera avec Moscou, mais sans plier, en 1955.

19. En France, la position officielle sur l'affaire hongroise causa bien des remous, y compris dans les rangs de la C.G.T. Le 2 novembre, avant-veille de la deuxième intervention soviétique, le parlementaire Étienne Fajon (1906-1991) tint à expliquer les raisons qu'avait, selon lui, le Comité central de déclarer que « l'émeute réactionnaire » du P.C. hongrois devait être définitivement matée. Il ne fit guère d'allusions aux intellectuels communistes qui ne soutenaient pas cette position, si ce n'est à Aimé Césaire (1913-2008), député de la Martinique, qui, loin d'approuver les propos de Fajon, venait de quitter le Parti.

20. Allusion au XX^{e} Congrès des P.C. de l'Union soviétique de février 1956 à la fin duquel Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev (1894-1971) dévoila certains des crimes de Staline et entreprit de déstaliniser les esprits.

21. Le 18 juillet 1956, Mátyás Rákosi (1892-1971), qui avait usé et abusé de ses fonctions directoriales sous Staline et après, doit les abandonner au profit d'Imre Nagy (1896-1958), communiste libéral, partisan pour la Hongrie de la plus grande démocratisation possible en faveur des ouvriers et des paysans. Malheureusement on lui adjoint Ernst Geroe (1898-1980), promoteur de l'industrie lourde, y compris pour la Hongrie, dont le terroir n'a pas les ressources naturelles nécessaires. La cohabitation de ces deux personnalités ne peut être que détonante. C'est sans doute ce que souhaitent les Soviétiques.

22. Konstantin Konstantinovitch Rokossovsky (1896-1968), d'origine polonaise mais qui vit depuis longtemps en U.R.S.S., est tout acquis aux intérêts des Soviétiques ; les problèmes des démocraties populaires ne le préoccupent nullement.

23. Edward Ochab (1906-1989), communiste polonais, était opposé à Wladislaw Gomulka (1905-1982) lorsque celui-ci avait été limogé et emprisonné entre juillet 1951 et avril 1956 ; cela n'a pas dissuadé ce dernier de le reprendre en tant que chef du Parti ouvrier unifié polonais lorsqu'il retrouva le pouvoir.

24. Waldeck Rochet (1905-1983), communiste prosoviétique, est député de Saône-et-Loire à cette époque.

25. Depuis que Roger Garaudy (1913-2012) a obtenu la mention « Très honorable » pour la thèse qu'il a soutenue en Sorbonne le 25 juin 1953, il est considéré comme le meilleur philosophe du P.C.F. Cette thèse s'intitulait « La théorie matérialiste de la connaissance ». Il fut également encensé en U.R.S.S. où il séjourna d'octobre 1953 à août 1954.

26. Cf. « Opération "Kanapa" », note 3.

27. Le colonel hongrois Pal Maleter (1917-1958), ami d'Imre Nagy, fut son ministre de la Défense lors de sa dernière prise de pouvoir, en juillet 1956. Ils

furent exécutés l'un et l'autre. Ils ne furent pas les seuls. Il y eut aussi beaucoup d'écrivains hongrois jetés en prison.

28. Lavrenti Pavlovitch Beria (1899-1953), communiste soviétique, parfois présenté comme « l'âme damnée » de Staline, fut maréchal en 1945, ministre de l'Intérieur de 1942 à 1946, et de nouveau après la mort de Staline, puis vice-président du Conseil des ministres ; à tort ou à raison Khrouchtchev, chef de l'appareil du P.C. soviétique, lui imputait de vastes et inquiétantes ambitions. Il fut arrêté en juillet 1953 et exécuté en décembre après un procès secret.

29. Jean-Louis Tixier-Vignancour (1907-1989) et Jean-Baptiste Biaggi (1918-2009) tentèrent d'incendier le siège du P.C.F. lors de la défaite hongroise. Ils furent également des partisans musclés de l'Algérie française.

30. Jacques-Francis Rolland (1922-2008), homme d'extrême gauche, exclu du P.C.F. en 1956.

« Vous êtes formidables »

1. Doyen de la faculté de droit d'Alger, il a publié en avril 1957 dans *France-Observateur* une lettre adressée au ministre de la Défense pour dénoncer une exécution sommaire dont il a été témoin.

« Portrait du colonisé »

1. *La Statue de sel* (Éditions Corréa, 1953).

Le séquestré de Venise

1. Jacopo Robusti, *dit* le Tintoret, né et mort à Venise (1518-1594).

2. Tiziano Vecellio, *dit* le Titien, peintre et graveur, né à Pieve di Cadore vers 1488, mort à Venise en 1576.

3. Giorgio Vasari, peintre, architecte, écrivain, né à Arezzo en 1511, mort à Florence en 1574. Son plus célèbre ouvrage, *Le vite de' piu eccellenti pittori, scultori et architettori italiani*, a été publié en 1550, remanié en 1558.

4. Paolo Caliari, *dit* le Véronèse, considéré comme un peintre vénitien, né à Vérone en 1528, mort à Venise en 1588.

5. Pierre l'Arétin, écrivain et caricaturiste italien, né à Arezzo en 1492, mort à Venise en 1556. Après avoir séjourné à Rome, il s'installe définitivement à Venise à partir de 1525.

6. *Saint Marc sauvant l'esclave* ou *Le Miracle de l'esclave* (1548). Placé à l'origine dans la salle capitulaire de la Scuola grande di San Marco entre deux fenêtres donnant sur la place San Giovanni e Paolo, le tableau, qui surprit par la manière dont le Tintoret traitait la perspective de façon inversée, fut mal accueilli par les membres de la confrérie. « Saint Marc apparaissant dans les airs libère un de ses fidèles qu'on allait torturer et brise les instruments du supplice, les rendant inutilisables par le bourreau. Cette peinture est très belle avec son abondance de figures, de raccourcis, d'armures et de portraits », comme le rapporte Vasari (*op. cit.*).

7. Les Crociferi, membres d'un ordre religieux, militaires ou hospitaliers, ainsi nommés parce qu'ils portaient sur la main ou sur la poitrine une croix de bois, de métal ou d'étoffe. L'oratoire des Crociferi fut fondé au XII^e^ siècle pour héberger les pèlerins et les croisés se rendant en Terre sainte. La confrérie portait assistance aux pauvres et aux malades.

8. Antonio de Sacchis, *dit* Pordenone, né à Pordenone en 1484, mort à Ferrare en 1539.

9. Scuola San Rocco, la plus grande et la plus riche des confréries vénitiennes.

10. Andrea Meldolla, *dit* lo Schiavone, peintre et graveur, né à Zara entre 1510 et 1515, mort à Venise en 1563. Giuseppe Porta, *dit* Salviati, peintre, né vers 1520 à Castelnuovo di Garfagnana, mort après 1575. Federico Zuccari, peintre, né à Sant' Angelo in Vado en 1542 ou 1543, mort à Ancona en 1609.

11. Banca e Zonta, ensemble des officiels des « Scuole », présidé par le « Guardian Grande ». Association d'entraide composée de riches marchands.

12. *La Gloire de saint Roch*, 1564. Vasari rapporte : « C'était sa façon de dessiner, qu'il ne savait pas faire autrement, et que les croquis et les œuvres devaient être comme cela afin de n'induire personne en erreur ; qu'enfin si on ne voulait pas lui payer son œuvre et ses efforts, il leur en ferait cadeau » (*op. cit.*).

13. En 1571, la flotte turque est détruite à Lépante par l'archiduc d'Autriche qui commandait la flotte chrétienne. Il est le bâtard de l'empereur Charles Quint et le demi-frère du roi Philippe II d'Espagne. Cette victoire est célébrée par un tableau aujourd'hui disparu. Voir note 20.

14. Ouvrier agricole, journalier.

15. Benozzo di Lese, dit Benozzo Gozzoli, peintre florentin, né à Florence vers 1420, mort à Pistoia en 1497.

16. *Le Paradis*. Après l'incendie de 1577, le Sénat organise un concours pour l'exécution de la toile qui doit décorer le mur du fond de la salle du Grand Conseil. Plusieurs projets sont présentés mais après la défection de Véronèse, de

Palma le Jeune et de Bassano, c'est le Tintoret, aidé de son fils Domenico, qui la réalise. Il en existe une esquisse au musée du Louvre.

17. Domenico, et le gendre Sebastian Casser, apprenti de Domenico. Voir *infra* note sur la famille.

18. Le Tintoret épouse Faustina, la fille de Marco Episcopi, en 1550.

19. Zammaria de Zignioni, membre influent de la confrérie de San Rocco.

20. Tableau peint en 1571 par le Tintoret pour la salle des scrutins du palais ducal et détruit dans l'incendie de 1577.

21. Andrea de Michieli, peintre, plus connu sous le nom d'Andrea Vicentino, né vers 1539, mort vers 1617.

22. *Le Miracle de l'esclave*, c'est la toile qui fit connaître le Tintoret en 1548, provoquant le scandale. Si cette histoire frappa Sartre c'est probablement parce que lui aussi au même âge déclencha le scandale en publiant *La Nausée*. Le tableau se trouve aujourd'hui à la galerie de l'Académie à Venise.

23. Antonello da Messina, peintre, né et mort à Messina (1430-1499).

24. Giorgio da Castelfranco, dit Giorgione, né à Castelfranco vers 1477, mort à Venise en 1510 ; Bonifazio de Pitati, *dit* Bonifazio Véronèse, né à Vérone vers 1477, mort à Venise en 1510 ; Negretti Jacopo, *dit* Palma le Vieux, né à Serina près de Bergame en 1480, mort à Venise en 1528 ; Girolamo Pennacchi, *dit* Girolamo da Treviso il Vecchio, né et mort à Trévise (1455-1497) ; Paris Bordone, né à Trévise en 1500, mort à Venise en 1571.

25. La famille Vivarini : Antonio, né à Murano vers 1415, mort à Venise entre 1476 et 1484 ; Bartolomeo, frère d'Antonio, né à Murano en 1432, mort à Venise vers 1491 ; Alvise, fils de Bartolomeo, né et mort à Venise (1446-vers 1503). La famille Bellini : Jacopo, né et mort à Venise (vers 1400-vers 1471) ; Gentile, fils de Jacopo, né et mort à Venise (vers 1429-1507) ; Giovanni (ou Giambellino), fils naturel et élève de Jacopo, né et mort à Venise (1432-1516). Vittore Carpaccio, né et mort à Venise (vers 1460-entre 1525 et 1526).

26. Michelangelo Buonarroti, *dit* Michelangelo, né à Caprese en 1475, mort à Rome en 1564.

27. Donatello, de son vrai nom Donato, né et mort à Florence (1386-1466) ; Paolo di Dono, *dit* Paolo Uccello, né à Pratovecchio en 1397, mort à Florence en 1475.

28. Scènes de la vie de sainte Catherine de Sienne, les six toiles du cycle de la vie de sainte Catherine sont conservées dans l'église Santa Caterina de Venise. Saint Sébastien est placé dans une fausse niche entre les fenêtres à côté de saint Roch dans la Sala Grande de la Scuola San Rocco.

29. Le Tintoret a eu sept enfants avec Faustina Episcopi de Vescovi et Marietta (fille illégitime), la plus douée, surnommée la « Tintoretta » en raison

de son talent de portraitiste et également musicienne (cf. note 33). Sa mort en 1590 laissa son père inconsolable. Domenico, Marco et Marietta ainsi que son gendre Sebastian Casser furent peintres et travaillèrent activement dans l'atelier de leur père. Les plus jeunes des filles iront au couvent.

30. En 1574, le Tintoret acheta la maison qu'il occupait en tant que locataire depuis plusieurs années, située au numéro 3399 de la Fondamenta dei Mori. Il y demeura jusqu'à sa mort, le 31 mai 1594.

31. Pietro Paolo Sarpi, Fra Sarpi, né et mort à Venise (1552-1623), religieux vénitien de l'ordre des Servites, théologien mais également philosophe et mathématicien. Resté officiellement catholique, il s'emploie à défendre la République de Venise dans le conflit qui l'oppose au pape. Dans son écrit *Histoire du concile de Trente,* publié en 1619 sous le nom de Pietro Soave Polano (anagramme de Paolo Sarpi Veneto), il fait le procès de la papauté.

32. Raffaello Sanzio, *dit* Raffaello, peintre et architecte, né à Urbino en 1483, mort à Rome en 1520.

33. Le Tintoret cultivait « tous les arts et en particulier la musique, jouant lui-même de divers instruments » (Vasari, *op. cit.*), donnait des concerts chez lui. Marietta et Gioseffo Zarlino de Chioggia, tous deux musiciens de talent, y participaient. Véronèse, dans son tableau *Les Noces de Cana*, dépeint le Tintoret jouant du violon.

34. Galées : vaisseaux militaires en bois, longs et étroits, à voile triangulaire et deux mâts. Cette flotte a permis à la Sérénissime d'établir sa suprématie sur les mers.

35. Giovita Fontana est un homme, Sartre a probablement pensé qu'il s'agissait d'une femme, à cause du « a » final de son prénom. Le palais, construit par le marchand de Plaisance établi à Venise en 1577, se trouve sur la gauche du « Canale Grande », dans le quartier de Cannaregio. Connu comme le palais Fontana Rezzonico.

36. *La Guérison du paralytique*, 1559, situé dans la partie droite de l'église San Rocco, destiné à l'origine à décorer les portes d'une grande armoire de l'église. Selon Ridolfi, le Tintoret avait exécuté ce tableau pour rivaliser avec Pordenone.

37. Duccio da Buoninsegna, né et mort à Sienne (vers 1260-vers 1318-1319) ; Giotto, né à Vespignano en 1267, mort à Florence en 1337.

38. Andrea Mantegna, né à Isola di Carturo en 1431, mort à Mantoue en 1506. Le tableau *Le Christ mort* est conservé à la galerie de la Brera de Milan.

39. Leon Battista Alberti, architecte et peintre, né à Gênes en 1404, mort à Rome en 1472.

40. Piero della Francesca, né et mort à Borgo San Sepolcro (vers 1416-1492). *L'Annonciation*, aujourd'hui conservée à la galerie nationale de l'Ombrie à Pérouse, avait été commandée par le couvent San Antonio de Pérouse pour le fronton du polyptyque de Saint-Antoine.

41. Johannes Vermeer, peintre hollandais, né et mort à Delft (1632-1675). On date des environs de 1658 la *Vue de Delft*, avec au premier plan la rivière et au centre « la précieuse matière d'un tout petit pan de mur jaune » devenu célèbre par l'évocation de Marcel Proust.

42. *Schadenfreude*, joie maligne. Sartre utilise ce terme dans plusieurs de ses œuvres, notamment dans les *Carnets de la drôle de guerre* (Gallimard, coll. « Blanche », 1995, p. 42).

43. *La Pietà*, dernier tableau inachevé du Titien, destiné à la chapelle du Crucifix dans l'église Santa Maria Gloriosa dei Frari, où il souhaitait être enterré, fut terminé par Palma le Jeune ; il fut placé ensuite dans l'église San Angelo puis, à la destruction de celle-ci, à l'Accademia.

44. Mort le 27 août 1576 durant l'épidémie de peste, Titien fut cependant enterré dans l'église des Frari. Au XIX^e^ siècle, on érigea sur son tombeau un mausolée.

45. À sa mort, le Tintoret est enterré beaucoup plus simplement que Titien dans le tombeau de la famille de sa femme dans l'église de la Madonna dell'Orto. Une simple plaque a été posée au XIX^e^ siècle sur la dalle.

46. *L'Assomption*, exécuté en 1518 pour le maître-autel de l'église Santa Maria Gloriosa dei Frari, ne fut pas, dans un premier temps, bien accepté par les commanditaires de l'œuvre qui la trouvaient trop peu classique. Ils revinrent sur leur décision en apprenant que l'ambassadeur d'Autriche se proposait d'en faire l'acquisition. Le tableau se trouve toujours dans cette église.

47. Carlo Ridolfi (1594-1658), peintre et écrivain, auteur de la première biographie du Tintoret : *Vita di Giacopo Robusti detto il Tintoretto celebre pittore citadino venetiano*. Il mentionne le bref passage du peintre dans l'atelier du Titien : « On raconte qu'il resta dans l'atelier du Titien seulement dix jours. »

48. Daniele Ricciarelli, *dit* Daniele de Volterra, peintre, sculpteur, élève de Michel-Ange, né à Volterra en 1509, mort à Rome en 1566.

Quand la police frappe les trois coups…

1. En tête de ces manifestations, le Comité de liaison de la Résistance, qui avait dès le 9 novembre écrit au préfet de police pour demander l'interdiction de la pièce : « Il est certain que les résistants ne peuvent rester insensibles non plus que les anciens combattants juifs et les victimes de l'antisémitisme. En

conséquence des troubles en cours et à l'issue des représentations paraissent inévitables. » Aux côtés du Comité de liaison, manifestaient aussi des représentants du Comité d'action de la Résistance, de la LICRA et du M.R.A.P. ainsi que des associations d'anciens déportés et d'anciens résistants pour qui le nom et la personnalité de Robert Brasillach étaient toujours symboles de collaboration.

2. *La Reine de Césarée*, pièce en cinq actes de Robert Brasillach (1909-1945), fusillé pour collaboration. La pièce fut écrite pendant l'été 1940 dans l'*Offlag* où il était prisonnier.

3. Alexandra Roubé-Jansky (1899-1990) était directrice du Théâtre des Arts ; Alice Cocéa (1899-1970), directrice artistique du théâtre, avait mis en scène la pièce dont elle était la principale interprète féminine. Alice Cocéa, destinataire de la pièce *Bérénice*, la crée le 25 juillet 1957 au théâtre de plein air d'Avrenches en Suisse puis projette de la monter en novembre 1957 au Théâtre des Arts après avoir supprimé des passages violemment antisémites et préféré au titre initial celui de *La Reine de Césarée*.

4. « Hier Vailland, aujourd'hui Brasillach, demain Genet », écrit Pierre Marcabru qui conclut : « Toute œuvre littéraire a le droit de survivre, quelles que soient les haines même légitimes qu'elle ait pu soulever. Ce qui est juste pour Vailland, l'est aussi pour Brasillach, ce qui est juste pour Brasillach, l'est aussi pour Genet » (*Arts*, 27 novembre).

5. « Ceux qui voudraient, à tout prix, découvrir dans *La Reine de Césarée*, telle qu'on nous la présente, des allusions à l'actualité ou aux opinions politiques de l'auteur en seront pour leurs frais » (*Le Figaro*, 18 novembre). Jean-Jacques Gautier avait pu voir la pièce dans sa version originale en Suisse.

6. Dans un article de *L'Express* du 28 novembre, François Mauriac, sous le titre « L'affaire Brasillach », dénonce la mobilisation contre un poète fusillé. Dans le même numéro, une controverse oppose deux résistants socialistes, André Philip et Daniel Mayer, à propos de l'interdiction de la pièce par des manifestations d'associations de résistants : André Philip s'indigne de la « confusion entre le politique et le culturel, le temporel et le spirituel » ; Daniel Mayer s'indigne, lui, de l'indécence « à tirer de l'oubli des complices ou des acteurs de Vichy ».

7. « À bas la censure quelle qu'elle soit, à commencer par celle qui, à la faveur de *La Reine de Césarée*, s'exerce contre la pièce de Jean Genet, *Le Balcon* » (« Le Paris stupide », dans *Le Canard enchaîné*, 27 novembre).

8. Roger Vailland (1907-1965), *Le colonel Forster plaidera coupable*. La répétition générale de la pièce, charge contre la guerre de Corée, mise en scène par Louis Daquin assisté de Claude Sautet, fixée au 8 mai 1952 au Théâtre de l'Ambigu, ne put avoir lieu. Une manifestation fut organisée le 16 juin à la

Mutualité par le Comité de défense de la liberté d'expression sur le thème « l'affaire du colonel Forster ».

9. Le Théâtre des Noctambules, ancien cabaret situé 7 rue Champollion dans le 5e arrondissement, transformé en théâtre en 1939, fermé en 1956, devient un cinéma d'art et d'essai, le Reflet Médicis. Au 38 rue de Babylone, dans les anciens locaux de la revue *Le Sillon* de Marc Sangnier, le Théâtre de Babylone est fondé en 1952 par Jean-Marie Serreau, géré par une coopérative ouvrière, fermé en 1954. Le Théâtre de l'Alliance Française est situé dans les locaux de l'Alliance française, boulevard Raspail.

10. Michel Vinaver (pseudonyme de Michel Grinberg, né en 1927), *Les Coréens*, pièce pacifiste, jouée au Théâtre de l'Alliance Française dans une mise en scène de Jean-Marie Serreau en janvier 1957. Elle avait été créée au Théâtre de la Comédie à Lyon en octobre 1956 dans une mise en scène de Roger Planchon. Reprise en mai 1957 au Théâtre en Rond.

11. Georges Arnaud (pseudonyme d'Henry Girard, 1917-1987), *Les Aveux les plus doux*. La pièce dénonce sans indulgence une police violente, cruelle et perverse. Créée le 6 mai 1953 au Théâtre du Quartier Latin, dans une mise en scène de Michel de Ré. À la surprise générale, elle ne fut pas interdite mais jouée jusqu'au 17 juin puis reprise à la Comédie Wagram et au Théâtre du Vieux-Colombier. La vie de l'auteur est marquée par deux séjours en prison. Accusé d'avoir tué trois personnes dont son père, il fut défendu par un ténor du barreau, Maurice Garçon, et acquitté ; il fut à nouveau condamné pendant la guerre d'Algérie. Il est aussi célèbre pour son roman *Le Salaire de la peur*.

12. Jean Genet, *Le Balcon*. Créée à Londres en avril 1957 à l'Arts Theatre de Londres. Après protestations de l'auteur contre la façon dont on avait défiguré sa pièce, elle ne devait plus être jouée que dans des clubs privés.

13. « Les protestations s'expliqueraient si la pièce de Brasillach avait un caractère politique et prenait la signification d'une revanche. Le seul nom de Brasillach semble en cause. C'est le nom d'un mort, d'un homme qui se constituant prisonnier a payé de sa vie l'erreur d'une adhésion dont tant d'autres aujourd'hui tirent cyniquement avantage. Son procès n'est plus à refaire ; son œuvre appartient au public et sa tombe mérite le respect. »

14. Pierre Brisson dans *Le Figaro*, le 19 novembre, écrit : « Il y a des Juives grasses et des Juives maigres, deux espèces de vermine » ou encore : « Les Atrides ne sont que de petits-bourgeois candidement attablés autour de leur pot-au-feu anthropophagique, à côté de ces criminels sémitiques » et : « Sans le pogrom, qui connaîtrait ton peuple, Israël ! »

15. Alfred Fabre-Luce, *Bettina* et *Cléo de Paris*, mises en scène par Pierre Vabre au Théâtre de l'Œuvre en novembre 1957. Les critiques unanimes s'accordèrent pour dire que le spectacle était ennuyeux, lourd, faux,

consternant, comme le résume Morvan Levesque : « Pendant qu'on se battait devant le Théâtre des Arts, un auteur qui fut fasciste et l'est sans doute encore, Fabre-Luce, appelait la police à la rescousse pour protéger contre des manifestants éventuels les deux pièces (*Bettina* et *Cléo de Paris*) qu'il donnait au Théâtre de l'Œuvre. Il ne vint pas de manifestants ; on ne joue pourtant plus les pièces de Fabre-Luce : elles étaient ratées » (*Le Canard enchaîné*, 22 décembre).

16. Le président Joseph Laniel, craignant d'éventuelles échauffourées, fit ajourner puis annuler les représentations des ballets soviétiques à l'Opéra alors que les danseurs du Bolchoï étaient déjà arrivés à Paris. En revanche, la Comédie-Française avait reçu un accueil triomphal à Moscou de la part des dirigeants soviétiques et de la population.

17. Simone Berriau (1896-1984), directrice du Théâtre Antoine, après avoir annoncé en octobre 1957 qu'elle montait *Le Balcon*, y renonça ; elle avait confié le manuscrit de la pièce au préfet de police qui lui conseilla d'abandonner son projet.

18. Le Théâtre Hébertot, qui avait obtenu le premier l'option sur la pièce, l'avait cédée au Théâtre de l'Œuvre, la jugeant trop scandaleuse. Le Théâtre Marigny à son tour réclama puis rendit les droits sur la pièce.

19. Jean-François Devay (1925-1971), journaliste, ancien résistant, participa au journal *Combat* puis fut successivement rédacteur à *Jour de France*, directeur de l'information à *Paris-Presse-L'Intransigeant*.

20. La pièce de Kateb Yacine *Le Cadavre encerclé*, créée au Théâtre Molière de Bruxelles en novembre 1958, fut jouée par la compagnie Jean-Marie Serreau le temps de quelques représentations dans une semi-clandestinité au Théâtre de Lutèce en avril 1959.

21. Marcel Bigeard (1916-2010), général français, résistant, officier de parachutistes en Indochine de 1945 à 1954, colonel nommé en Algérie de 1956 à 1960. En 1958, il quitte le commandement du 3^{e} régiment de parachutistes pour prendre la direction de l'État-Major d'Alger.

Une victoire

1. Rue où siégeait la Gestapo (Paris XVI^{e}) pendant l'Occupation.

2. Robert Lacoste, gouverneur général et ministre de l'Algérie de 1956 à 1958.

3. Oradour-sur-Glane, village du Limousin où une division SS massacra toute la population, le 10 juin 1944.

4. Expression issue du poème de Baudelaire « L'Héautontimorouménos ».

5. Commune d'Algérie où se trouvaient des centres de torture gérés par les parachutistes français. Henri Alleg et Maurice Audin y furent détenus.

6. Marquise française du XVII^e^ siècle, célèbre pour avoir pratiqué de nombreux empoisonnements.

7. Possiblement le général Massu.

8. En 1957, Guy Mollet, président du Conseil, concéda la création d'une « Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels », composée de douze membres chargés d'enquêter sur la répression militaire en Algérie.

9. Possiblement les généraux Salan, Massu et le général Ély, chef d'État-Major des armées.

10. Département français d'Algérie, de 1955 à 1962.

11. La villa Susini fut un centre secret de torture situé sur les hauteurs d'Alger.

12. Mohamed Ben Saddok fut condamné à la prison à perpétuité pour avoir assassiné l'ancien vice-président de l'Assemblée algérienne, Ali Chekkal. Sartre avait témoigné à son procès, le 10 décembre 1957, pour contester la qualification terroriste de son acte.

13. Vladimir Farkas, agent de la police secrète hongroise (AVO), sous le régime communiste, est resté célèbre pour ses actes de torture.

14. En 1956, le peuple polonais se souleva à Poznan contre le régime communiste.

15. Membre du Parti communiste algérien, Maurice Audin, militant pour l'indépendance de l'Algérie, fut arrêté en juin 1957 et mourut sous la torture.

16. Membre du Parti communiste algérien et combattant du F.L.N., Abdelkader Guerroudj fut condamné à mort, avec sa femme Jacqueline, en 1957. Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre menèrent une campagne d'opinion en leur faveur et ils furent graciés (voir texte précédent).

17. Armée de libération nationale.

18. Front de libération nationale.

19. Figure mythologique de l'Antiquité grecque, Sisyphe fut condamné à faire rouler jusqu'au sommet d'une montagne un rocher qui en redescendait éternellement.

« Nous sommes tous des assassins »

1. Félix Gaillard, président du Conseil au moment de l'attaque.

2. Dans son *Bloc-Notes*, François Mauriac décrit avec mépris les actions stupides et contre-productives de l'armée française, et la soumission du gouvernement qui couvre ses erreurs.

Des rats et des hommes

1. Morel est un pseudonyme de Sartre, à qui André Gorz a montré plusieurs de ses manuscrits. Ce nom de famille fait partie de l'univers sartrien : Albert Morel fut un élève de Sartre, avant-guerre, et sa mère joua un rôle important auprès de Sartre et de Beauvoir.

2. Dans *Qu'est-ce que la littérature ?* (1948), Sartre emploie déjà ces métaphores des tombes et du cimetière pour désigner les livres des morts que les lecteurs doivent réincarner.

3. Dans *L'Être et le Néant*, Sartre a montré que la valeur de la sincérité pouvait rejoindre la mauvaise foi, car elle suppose une adhésion de la conscience à elle-même qui relève d'une imposture.

4. Allusion au quatrain du sonnet de Mallarmé « Ses purs ongles très haut dédiant leur onyx » :

« Sur les crédences, au salon vide : nul ptyx
Aboli bibelot n'inanité sonore,
(Car le Maître est allé puiser des pleurs au Styx
Avec ce seul objet dont le Néant s'honore.) »

5. Sartre exprime une conception de l'écriture autocréatrice proche de celle revendiquée par le Nouveau Roman et la Nouvelle Critique et qui s'oppose à celle de la littérature et de la figure de l'auteur. Barthes et Sarraute en suggèrent, à cette époque, les premières versions.

6. Référence à une nouvelle de Frank M. Robinson, *Le Labyrinthe*, publiée dans le n° 72 des *Temps Modernes*, en octobre 1951, traduite par Boris Vian.

7. Le tourniquet est une figure majeure de la pensée sartrienne. Il désigne le mouvement d'une dialectique personnelle par lequel une thèse ne cesse de se renverser en son contraire (l'idéal et la matière, le sadisme et le masochisme, la défaite et la victoire…).

8. Allusion à Vercors, pseudonyme de Jean Bruller, et auteur du célèbre *Le Silence de la mer*, une nouvelle publiée clandestinement en 1942, devenue un succès national et incarnant l'esprit de résistance. En 1963, Vercors venait d'écrire une pièce de théâtre, *Zoo ou l'assassin philanthrope*, adaptée de son roman *Les Animaux dénaturés*.

9. Sous couvert d'une référence à un peintre, Sartre évoque sans doute Arthur Koestler, écrivain et penseur hongrois, auteur du célèbre roman *Le Zéro*

et l'Infini, en 1945, qui dénonce le stalinisme. Koestler revenait de Londres lorsqu'il rencontra Sartre après-guerre. Simone de Beauvoir, dans *La Force des choses*, le qualifie de tumultueux. Comme Sartre, elle n'avait pas apprécié sa critique de l'U.R.S.S., au prétexte qu'elle faisait le jeu de l'impérialisme américain.

10. Engelbert Dollfuss (1892-1934) fut chancelier fédéral d'Autriche et y installa un régime autoritaire à partir de 1933.

11. Lors des luttes pour l'indépendance dans les pays du Maghreb, le mot de fellagha désignait péjorativement les combattants indépendantistes.

12. Militaire issu des armées napoléoniennes, Bugeaud fut gouverneur général en Algérie et l'artisan de sa colonisation.

13. Au XVII^e^ siècle, des bandes nomades organisées s'emparaient des enfants pour rendre leur corps monstrueux et les exhiber en Europe.

14. En Égypte, les zars sont des esprits convoqués lors de rites de possession.

15. Esprits de la religion vaudou.

16. Cocteau écrivit *La Voix humaine* en 1930, une pièce qui fut adaptée en tragédie lyrique par Francis Poulenc en 1958.

17. Figures du théâtre, dans la comédie et la tragédie classiques.

18. *La Valise vide* est une nouvelle de Drieu la Rochelle parue en 1921.

19. Membres d'un courant religieux qui s'inspire de la vie édénique, avant la Chute.

20. *Le Guerrier appliqué* est un récit de Jean Paulhan, écrit pendant la guerre de 14-18 et publié en 1917.

21. Si la référence à Freud et à sa fameuse analyse de « l'Homme au rat » n'est pas explicite, elle demeure en arrière-plan de ces considérations sur le dédoublement du moi. Ernst Lanzer, le patient de Freud, s'imaginait pénétré par un rat qui faisait corps avec lui.

22. Sartre joue sur une résonance avec la formule célèbre qu'emploie Pascal pour définir l'homme : « ni ange ni bête ».

23. Référence implicite à Bataille et à *L'Expérience intérieure* (1943) dont il a proposé une lecture à la fois élogieuse et critique, « Un nouveau mystique » (repris dans *Situations, I*).

24. Parodie de la formule de Descartes, « *cogito, ergo sum* ». Sartre a déjà joué avec cette formule dans *La Nausée*.

25. Sartre reprend, avec Gorz, le thème du tribunal intérieur qu'il n'a cessé de mettre en scène dans ses œuvres théâtrales notamment, de *Huis clos* aux *Séquestrés d'Altona*.

26. L'auteur a consacré à Jean Genet une de ses volumineuses analyses existentielles, y décrivant aussi les divisions et les comédies du moi : *Saint Genet, comédien et martyr* (1952).

27. Terme d'inspiration hégélienne auquel Sartre commence, pendant ces mêmes années, à substituer celui d'« universel singulier ».

28. Paul Valéry met en scène Socrate dans *Eupalinos ou l'Architecte* (1921).

29. Sartre a écrit sur son expérience new-yorkaise, après la guerre, dans « New York, ville coloniale » (1946, repris dans *Situations, II*, nouvelle édition).

30. Allusion au premier vers d'un poème de Mallarmé, « Le tombeau d'Edgar Poe » :

« Tel qu'en Lui-même enfin l'éternité le change,
Le Poète suscite avec un glaive nu
Son siècle épouvanté de n'avoir pas connu
Que la mort triomphait dans cette voix étrange ».

31. La formule est reprise de Pascal qui, dans ses *Pensées*, critiqua « le sot projet que Montaigne a eu de se peindre ! ».

32. *Les Habits neufs de l'empereur* est un conte d'Andersen paru en 1837.

33. Tirésias est un devin de la mythologie grecque, présent dans la tragédie de Sophocle *Œdipe roi*.

34. Référence au tableau de Francis Barraud, repris par la marque de gramophones Pathé Marconi qui s'appelait d'abord « La Voix de son maître » et qui montre un petit chien devant le pavillon de l'appareil.

35. Sartre a travaillé sur l'œuvre de Jean de la Croix et sur la notion de « rien » dès 1927 dans son diplôme d'études supérieures.

36. « Voici Rhodes, saute ! », formule issue d'une fable d'Ésope.

37. Reprise d'une formule de Céline, dans *L'Église* (1933), « c'est un garçon sans importance collective, c'est tout juste un individu », que Sartre a déjà mise en exergue de *La Nausée* (1938).

Les communistes et la paix, III

1. Sartre cite ici les élections législatives de juin 1951. Contrairement aux pronostics, le nombre des abstentionnistes (4 859 869) a été moins élevé qu'en 1946.

2. Paul Claudel (1868-1955), poète et diplomate. *Le Soulier de satin,* écrit entre 1918 et 1925, est un drame en quatre journées (ou quatre actes) ; c'est

l'histoire d'un amour impossible entre le jeune Don Rodrigue et Dona Prouhèze, que son ange gardien n'a de cesse de vouloir ramener à la raison.

3. La troisième révolution française se déroule à Paris du 22 au 25 février 1848, dans un contexte de grave crise économique. Après quelques jours d'émeutes, le 24 février, Louis-Philippe, se refusant à tirer sur le peuple de Paris, a pris le contrôle de la capitale sous l'influence des mouvements républicains et est contraint à l'abdication, en faveur de son petit-fils. Le même jour, Alphonse de Lamartine proclame la II^{e} République et un gouvernement provisoire est mis en place. C'est la fin de la monarchie de Juillet, instaurée en 1830.

Après la défaite de Sedan, la fin du Second Empire et le siège de Paris, la Commune de Paris est la période d'insurrection du peuple de Paris contre le pouvoir légitime issu de l'Assemblée nationale qui vient d'être élue au suffrage universel et la mise en place d'un gouvernement ouvrier et prolétaire. Commencée le 18 mars 1871, elle se termine de façon tragique du 21 au 28 mai 1871 par la « Semaine sanglante ».

4. Après la défaite à Sedan, Napoléon III est fait prisonnier et la République proclamée le 4 septembre 1870.

5. Louis-Eugène Cavaignac (1802-1857), général, homme politique, républicain antisocialiste. Nommé ministre de la Guerre, il organise en juin 1848 la défense de Paris et écrase l'insurrection ouvrière. Gaston Auguste, marquis de Galliffet (1830-1909), général en 1870 dans l'armée de Versailles, participe à la répression de la Commune.

6. Alphonse de Lamartine (1790-1869), poète, romancier, orateur et homme politique. Membre du gouvernement provisoire puis ministre des Affaires étrangères en 1848. Dans *Souvenirs*, Tocqueville rapporte : « C'était le moment où Lamartine était au plus haut de sa renommée : il apparaissait à tous ceux auxquels la Révolution avait fait du mal ou avait fait peur, c'est-à-dire à la grande majorité de la nation, comme un sauveur. »

7. Adolphe Thiers (1797-1877), homme politique, journaliste et historien français. Chef du pouvoir exécutif en février 1871 et président de la République du 31 août 1871 au 24 mai 1873. Il réprime la Commune lors de la « Semaine sanglante » du 22 au 28 mai 1871.

8. Joseph-Eugène Schneider (1805-1875), dit Eugène Schneider I^{er} (pour le différencier de son petit-fils), industriel, banquier et homme politique. Cofondateur avec son frère Adolphe de la dynastie des maîtres de forges du Creusot. Chassé du Creusot après la chute de l'Empire, il s'exile un temps en Angleterre et revient en mai 1871, après l'insurrection, pour reprendre la direction de l'usine, spécialisée désormais dans la fabrication de canons.

9. Alexandre Millerand (1859-1953), avocat lié à Clemenceau, socialiste indépendant partisan de l'union des différents courants socialistes, le premier socialiste à participer à un ministère bourgeois où il siège avec le général Galliffet, « le fusilleur des communards ». Président de la République de 1920 à 1924.

10. S.F.I.O. (Section française de l'Internationale ouvrière), parti politique constitué en 1905 par la fusion du Parti socialiste français, du Parti socialiste de France et du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. En 1929, les partisans de Lénine font scission lors du congrès de Tours et fondent le Parti communiste ; les autres se regrouperont autour de Léon Blum.

11. Paul Leroy-Beaulieu (1843-1916), essayiste et économiste, libéral soucieux des questions sociales.

12. La fusillade de Fourmies du 1er mai 1891. L'historienne Madeleine Rebérioux rapporte : « L'armée tira sur la foule réunie pour célébrer le premier mai. Il y a dans l'histoire ouvrière des morts qui pèsent plus que d'autres. Le nombre n'est pas en cause : il y en eut neuf. Ce qui compte aussi ce sont les conditions de la mort : ici, le Lebel utilisé pour la première fois en métropole, à bout portant ou presque ; puis le mystère des responsabilités. La symbolique de la mort enfin : elle émeut davantage quand elle frappe des femmes – il y en eut quatre dont Maria Blondeau qui dansait devant les soldats avec ses fleurs – et des jeunes : huit victimes avaient moins de vingt et un ans ; parmi elles, un enfant » (*Fourmies et les premier mai,* Éd. de l'Atelier et Éd. Ouvrières, 1994).

13. Hippolyte Taine (1828-1893), essayiste, historien classé parmi les penseurs contre-révolutionnaires. Son principal ouvrage : *Les Origines de la France contemporaine.* Ernest Renan (1823-1892), écrivain, philologue, philosophe et historien.

14. Thomas Robert Malthus (1766-1834), économiste britannique. Son ouvrage *Essai sur le principe de la population* le rendit célèbre. Il y démontre que la population augmente plus rapidement que la production de denrées nécessaires à l'alimentation des hommes. Le malthusianisme est prôné par les classes favorisées et combattu par les catholiques et les marxistes. Dans ce texte, Sartre analyse les causes du blocage de la société française par le ralentissement volontaire de la production économique. C'est pour lui le malthusianisme qui entraîne le malaise social.

15. Alfred Sauvy (1898-1990), économiste, démographe et sociologue. Auteur de *Théorie générale de la population* (P.U.F., 2 vol. 1952 et 1954).

16. Napoléon III (1808-1873), président de la IIe République de 1848 à 1852, empereur des Français (1852-1870). Georges Ernest Jean-Marie Boulanger (1837-1891), général et homme politique français, ami de Clemenceau et de Gambetta, ministre de la Guerre en 1886. Soutien de la cause

républicaine, il est très populaire : auprès des ouvriers lorsqu'il refuse de faire tirer sur les grévistes, auprès des républicains par ses mesures antimonarchiques dans l'armée et par l'amélioration matérielle de la condition du soldat, populaire aussi dans l'opinion publique par son attitude anti-allemande. Il regroupe autour de lui tous les mécontents du régime. La majorité parlementaire, effrayée par sa grande popularité, obtient son renvoi et son éloignement en le nommant à Clermont-Ferrand général des corps d'armée. Une foule enthousiaste essaie en vain d'empêcher son départ de la gare de Lyon. Sa mise à la retraite par le gouvernement en mars 1888 lui permet de se présenter aux élections. Il est élu triomphalement dans plusieurs départements puis à Paris le 27 janvier 1889. Son hésitation à donner l'ordre de marcher sur l'Élysée malgré l'appui de la foule et d'une partie de l'armée permet au gouvernement de dissoudre la « Ligue des patriotes ». Boulanger et ses partisans sont accusés de haute trahison et perdent tout crédit politique. Après sa fuite en Belgique et sa condamnation par contumace, il se donne la mort sur la tombe de sa maîtresse, Marguerite de Bonnemains. La fin pitoyable du boulangisme consolide la République parlementaire.

17. Colin Clark (1905-1989), économiste et statisticien britannique. Dans son ouvrage *Les Conditions du progrès économique* (P.U.F., 1960) (*The Conditions of Economic Progress,* 1947*)*, l'auteur définit les notions des trois secteurs économiques (primaire, secondaire et tertiaire) bien connues aujourd'hui.

18. Lors du congrès de Tours (25-30 décembre 1920), une minorité est restée fidèle à la S.F.I.O. tandis que la majorité s'est ralliée au pouvoir bolchevique et fonde la Section française de l'Internationale communiste (S.F.I.C.). Léon Blum et Marcel Sembat rejettent l'alignement sur Moscou, Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard adhèrent à la III^{e} Internationale.

19. Jean Jaurès (1859-1914), homme politique, théoricien socialiste, écrivain et journaliste.

20. Marcel Mauss (1872-1950), sociologue, père de l'ethnologie française. Il est question du fait social total dans son ouvrage *Essai sur le don*, paru à l'origine dans *L'Année sociologique* (1923-1924).

21. Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924).

22. Léon Blum (1872-1950), homme politique, écrivain, le principal inspirateur du socialisme français. Chef du gouvernement du Front populaire de 1936 à 1937.

23. Jeanne I^{re} de Castille, dite Jeanne la Folle (1479-1555), épouse de l'empereur Maximilien d'Autriche et mère du futur Charles Quint.

24. André Marchal (1907-1968), économiste, professeur à la faculté de droit de Dijon puis professeur d'économie politique à la faculté de droit de l'université de Paris. Un des principaux collaborateurs de la *Revue économique.*

Sartre fait référence à l'ouvrage *L'Action ouvrière et la transformation du régime capitaliste* (Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1943), qui retrace les grandes étapes de l'attitude ouvrière vis-à-vis du régime capitaliste.

25. La Confédération du travail, après des grèves fortement réprimées (à la suite de la catastrophe de la compagnie de Courrières), organise le congrès d'Amiens, du 8 au 16 octobre 1906, et vote un texte définissant les objectifs du syndicalisme français. Le but est l'amélioration de la condition des travailleurs, l'indépendance syndicale et le refus d'une mainmise des partis politiques.

26. Fernand Pelloutier (1867-1901), journaliste, adhère au Parti ouvrier de Guesde et participe à la fondation de la Bourse du travail. Défenseur de la thèse de la grève générale, il prône un syndicalisme d'action directe en accordant une place importante à l'éducation des travailleurs. Un des précurseurs du syndicalisme révolutionnaire.

27. Victor Griffuelhes (1874-1922), cordonnier, membre du parti blanquiste de l'Alliance communiste révolutionnaire dont il fut le secrétaire général de 1901 à 1909.

28. Hubert Lagardelle (1874-1958), journaliste influencé par Marx et Proudhon, militant socialiste, il s'inscrit au Parti ouvrier français de Jules Guesde. Déçu par l'évolution de la C.G.T., il adhère au premier parti fasciste français, le Faisceau de Georges Valois. Ministre du Travail sous Vichy dans le gouvernement de Pierre Laval d'avril 1942 à novembre 1943, il fut condamné à la prison à perpétuité en 1946, et libéré en 1949.

29. Émile Pouget (1860-1931), anarchiste, plume du *Père Peinard* puis syndicaliste membre de la C.G.T. et rédacteur de la Charte d'Amiens. Alphonse Merrheim (1871-1923), secrétaire de la Fédération des métaux, artisan de la Charte d'Amiens. Pierre Monatte (1881-1960), syndicaliste révolutionnaire, fondateur de *La Vie ouvrière*.

30. Le XII^{e} Congrès de la C.G.T. portait sur les retraites ouvrières, la réduction du temps de travail, la lutte contre la vie chère et la hausse des loyers.

31. Frederick Winslow Taylor (1856-1915), ingénieur américain, inventeur du taylorisme qui consiste à diviser le travail en tâches simples et répétitives afin d'obtenir une meilleure productivité. Auteur de *The Principles of Scientific Management*. En France, Le Chatelier diffusera ses idées.

32. Henry Ford (1863-1947), dirigeant de l'entreprise automobile du même nom, inventeur du travail à la chaîne. La baisse du coût de production permettait de rendre accessible à un plus grand nombre l'achat d'une automobile afin de favoriser la consommation.

33. Georges Dumoulin (1877-1963), militant syndicaliste guesdiste, collaborateur à *La Vie ouvrière*, trésorier adjoint de la C.G.T. en 1911. Mobilisé de 1914 à 1917, il rompt avec Léon Jouhaux, condamne l'Union sacrée et

préconise le pacifisme. Entre les deux guerres, il abandonne le syndicalisme et participe à la scission syndicale de 1921. Membre de la S.F.I.O., rédacteur de son quotidien *Le Populaire*. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il adhère au Rassemblement national de Marcel Déat et il écrit dans *L'Œuvre*. Condamné à mort par contumace, il échappe à l'épuration en se cachant dans l'Eure, se constitue prisonnier en 1951, après l'amnistie, est jugé en 1953 et condamné à deux ans de prison.

34. Du 24 au 30 avril 1916, une réunion socialiste contre la guerre s'est tenue en Suisse dans le village de Kienthal, dans l'Oberland bernois. La conférence de Kienthal est la suite de la conférence de Zimmerwald, tenue également dans le canton de Berne, l'année précédente. Dans le manifeste rédigé à la fin de la réunion, on peut lire : « Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas la vôtre, mais vous en êtes les victimes. »

35. La II^e^ Internationale, fondée en 1889 lors du centenaire de la Révolution française, réunit les socialistes de vingt-trois pays à l'initiative du Parti social-démocrate allemand.

36. Le Congrès fédéral de 1908 (XIX^e^ Congrès national du 15-18 mai 1908) est celui du syndicat national des travailleurs des chemins de fer, réuni à Paris à la Bourse du travail.

37. La C.G.T.U. (Confédération générale du travail unitaire) est née en 1922 de la scission des partisans anarcho-syndicalistes de la C.G.T.

38. Léon Jouhaux (1879-1954), syndicaliste français, entre au Comité national de la C.G.T. en 1905 et devient secrétaire général en juillet 1909, poste qu'il occupera jusqu'en 1947. En 1921, après la scission du Parti socialiste, il est le leader incontesté de la centrale syndicale.

39. Pierre Sémard (1887-1942), syndicaliste, secrétaire général de la Fédération des cheminots puis premier secrétaire général du Parti communiste. Emprisonné dès le début de la « drôle de guerre », il sera fusillé comme otage par les nazis en 1942.

40. Lors du congrès de Toulouse de 1936, les deux branches rivales de la C.G.T. et de la C.G.T.U., séparées depuis 1921, se réunifient en raison de l'aggravation de la situation internationale.

41. Pierre Joseph Proudhon (1809-1865), théoricien politique anarchiste, adversaire des socialistes et de Karl Marx.

42. C.F.T.C. (Confédération française des travailleurs chrétiens).

43. Michel Collinet (1904-1977), communiste dans sa jeunesse, affilié à la SFIO. Auteur de *La Tragédie du marxisme* (Calmann-Lévy, 1948).

44. James Burnham (1905-1987), politologue américain. Trotskyste dans les années 1930, connu en France pour son ouvrage *L'Ère des organisateurs*

(Calmann-Lévy, 1947).

45. Guy Thorel (mort en 2008), syndicaliste F.O.

46. Robert Bothereau (1901-1985), secrétaire général de la C.G.T.-F.O. de 1948 à 1963.

INDEX DES NOMS CITÉS

Abbé Pierre (Henri Grouès, *dit* l') 491

Agrippine la Jeune 40

Alberti, Leon Battista 299

Alleg, Henri 329-335, 339-340

Altman, Georges 87

Andersen, Hans Christian 376

Antonello de Messine 279-281

Aragon, Louis 59

Arcimboldo, Giuseppe 32

Arétin, Pierre l' 271, 284, 289, 291, 307

Arnaud, Georges 317

Aron, Raymond 16, 20-21, 78, 84

Audin, Maurice 334-335

Audry, Colette 15-16, 20-22, 80

Bardot, Brigitte 179

Barrès, Maurice 45-46

Batista, Eugenio 313

Bellini, Gentile 280, 292

Bellini, Giovanni 280-281

Bellini, Jacopo 280
Bell, Marie 321, 323
Ben Saddok, Mohamed 334
Beria, Lavrenti Pavlovitch 207
Bernstein, Edvard 74
Berriau, Simone 321-323
Besse, Annie (Annie Kriegel) 17
Besse, Guy 65, 67-68, 79
Biaggi, Jean-Baptiste 220-221
Bidault, Georges 225, 232
Bifrons, Janus 246
Bigeard, Marcel 325
Blanqui, Auguste 118
Bloch, Marc 63
Blum, Léon 63, 80, 436, 453, 476
Bonaparte, Louis 127
Bordone, Paris 279, 282
Borgeaud, Henri 121
Bosanquet, Bernard 81
Bothereau, Robert 485
Boulanger, Georges (général) 418
Boulganine, Nikolaï 87, 207, 211, 219
Bourdet, Claude 83-85, 173, 220
Boussac, Marcel 121
Bradley, Francis-Herbert 81
Brasillach, Robert 318-320, 323

Brinvilliers, marquise de 329

Brisson, Pierre 72, 318

Brook, Peter 321, 323

Bugeaud, maréchal Thomas Robert 94, 97, 361

Burnham, James 126, 471

Caliari, Paolo 304

Voir Véronèse

Camus, Albert 84

Carpaccio, Vittore 280

Carpeaux, Jean-Baptiste 45

Carpeaux, Louis (capitaine) 45

Cartier-Bresson, Henri 40, 43-44, 48, 52

Casanova, Laurent 16, 135-136, 138-139, 146

Casser, Sébastien 288, 293

Castille, Robert 323

Cavaignac, Louis-Eugène 405

Césaire, Aimé 218

Chepilov, Dmitri 211

Clark, Colin 424-425, 490

Claudel, Paul 398

Cocéa, Alice 315, 319, 324

Collinet, Michel 468-471, 492

Colomb, Christophe 309

Commin, Pierre 226

Croce, Benedetto 81

Cromwell, Oliver 387

Daniele da Volterra (Daniele Ricciarelli, *dit*) 311

Danton, Georges Jacques 158

David, Jean-Paul 60

Déat, Marcel 318

De Man, Henri 93

Deutscher, Isaac 80

Devay, Jean-François 322

Dimitrov, Georgi Mikhailov 17

Dobi, István 241

Dollfuss, chancelier Engelbert 359

Donatello (Donato di Niccoló di Betto Bardi, *dit*) 284

Doudinzev, Vladimir 244

Drieu la Rochelle, Pierre 363

Duccio di Buoninsegna 298

Duchet, Roger 122, 225

Duclos, Jacques 226

Dulles, John Foster 65-66

Dumoulin, Georges 451

Duverger, Maurice 120, 232

Eden, Anthony 212

Eisenhower, Dwight David 247

Eisner, Ervin 241

Élisabeth II (reine d'Angleterre) 251

Ély, Paul (général) 333

Fabre-Luce, Alfred 320, 324

Fajon, Étienne 66, 128, 133, 139, 223, 235

Farkas, Vladimir 334

Faure, Élie 57-58

Fejtö, François 160

Ferry, Jules 95-96, 110

Fontana, Giovita 294

Ford, Henry 449

Francastel, Pierre 63

Franco, Francisco 20

Fréville, Jean (Eugène Schkaff, *dit*) 17

Friedmann, Georges 492

Fryer, Peter 143-144

Gaillard, Félix 343

Galilée (Galileo Galilei, *dit en fr.*) 288

Galliffet, marquis Gaston Auguste de 405-406

Gandhi, Mohandas Karamchamd 234

Garaudy, Roger 132-133, 142, 146

Gautier, Jean-Jacques 315, 323

Genebrier, Roger 323

Genet, Jean 318, 320-324, 369

Geroe, Ernst 128-131, 151-153, 244

Giacometti, Alberto 25-37

Giacometti, Annette 28, 34

Giacometti, Diego 28-29, 32, 34-35, 37

Giorgione (Giorgio Barbarelli da Castelfranco, *dit*) 279-280, 300

Giotto (Giotto di Bondone, *dit*) 298

Girolamo le Vieux (Girolamo Muziano, *dit en fr.*) 279

Gomulka, Wladislaw 151, 156, 220

Gorz, André (Gerhart Hirsch) 347, 349-350, 359, 363, 365-367, 369, 371-373, 377, 379-382

Gozzoli, Benozzo 274

Griffuelhes, Victor 445

Guérin, Daniel 80

Guerroudj, Abdelkader 335, 342-344

Guesde, Jules 118

Guillemin, Henri 63

Guyot, Raymond 223

Haussmann, Georges Eugène 45

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich 62, 79, 81

Hervé, Pierre 57, 59-61, 64-68, 70-73, 79-80, 229

Heym, Stefan 243

Hirsch, Julius 491

Hitler, Adolf 116, 127, 181, 183, 334

Hobbes, Thomas 287

Horthy de Nagybánya, Miklós 124, 148, 161

Ingres, Jean-Auguste-Dominique 35

Jaurès, Jean 431

JDANOV, Andreï 246

JEAN DE LA CROIX, saint 378

JEANNE I^re^ DE CASTILLE (*dite* Jeanne la Folle) 439

JEANSON, Henri 302

JOUHAUX, Léon 59, 458, 485, 487, 492

JOUKOV, Gueorgui Konstantinovitch 123, 125, 146, 242

JOUVENCE 356

Voir Vercors

KADAR, Janos 127, 131, 149, 167, 169, 242, 244

KANAPA, Jean 18-22, 85

KANT, Emmanuel 367

KERSTEIN, Félix 136

KHROUCHTCHEV, Nikita Sergueïevitch 73, 87, 128-129, 201, 205-207, 209, 211-212, 221, 224, 235, 334

KISS, Bela 241

KOSTOV, Traïcho 128, 221

LA MORANDIÈRE, Pierre Alexandre Henry Potier de 489

LACOSTE, Robert 212, 227, 253, 327, 333

LAGARDELLE, Hubert 445

LAMARTINE, Alphonse de 405

LANIEL, Joseph 118, 320

LEFEBVRE, Georges 63

LEFEBVRE, Henri 63

LÉNINE, Vladimir Ilitch Oulianov (*dit*) 62, 74, 89, 95, 147, 237, 241, 433

LEROY-BEAULIEU, Paul 96, 412, 414

Lévi-Strauss, Claude 63

Lissagaray, Prosper-Olivier 119

Loti, Pierre (Julien Viaud, *dit*) 40

Louis XVI (roi des Français) 250

Lukacs, Georg 63

MacArthur, Douglas (général) 196, 245

Malaparte, Curzio 289

Malenkov, Gueorgui 201, 206-207, 246

Maleter, Pal 143

Mantegna, Andrea 298

Mao Tsé-toung 50, 196

Marat, Jean-Paul 158

Marcabru, Pierre 315

Marchal, André 442

Marshall (plan) 76, 185-186, 189-190, 193, 228

Martinet, Gilles 60, 79-80, 83-85, 88

Martin, Henri 232

Martin, René 105-106

Marx, Karl 20, 62, 81, 89, 119, 123, 139, 145, 147, 170-171, 261, 264, 382, 454, 458

Mascolo, Dionys 15-18, 20-21

Masson, André 31

Massu, Jacques (général) 331, 333

Matisse, Henri 37, 275

Mauriac, François 343

Mauss, Marcel 432

Mayer, Daniel 227

Médicis, les 274

Memmi, Albert 259, 261-264, 337

Mendès France, Pierre 121

Merleau-Ponty, Maurice 77-78, 191, 216, 218-219

Merrheim, Alphonse 446-447, 450, 469

Michaux, Henri 40, 43

Michel-Ange (Michelangelo Buonarroti, *dit en fr.*) 283, 289-291, 293, 295-296, 302, 311-313

Mikoyan, Anastase Ivanovitch 73, 87

Mindszenty, József (cardinal) 154, 157-159, 162

Mirandole 356

Voir Vercors

Mollet, Guy 115-116, 119-122, 148, 212, 220, 226-227, 231-233, 235, 250, 254-255

Molotov, Viatcheslav 201, 205, 246

Monatte, Pierre 446, 450

Monnerot, Jules 65

Morel (*pseudonyme* de J.-P. Sartre) 347

Morgan, Claude (Claude Lecomte, *dit*) 66

Mussolini, Benito 127

Nadeau, Maurice 89

Nagy, Ferenc 144

Nagy, Imre 129, 131, 141-142, 146, 151-153, 155-156, 158, 162-163, 167, 187-188, 207, 224, 240, 242

Napoléon I^{er} (empereur des Français) 90

Napoléon III (empereur des Français) 418

Nasser, Gamal Abdel 121, 239, 334

Navel, Georges 491

Naville, Pierre 70-73, 77-83, 85-90

Nehru, Jawaharlal 134, 169, 211, 239, 246

Netter, Jacqueline (ép. Guerroudj) 342-344

Newton, Eric 313

Nohain, Jean 253

Ochab, Edward 129-130

Pal, Laszlo 241

Palma le Vieux 279

Pascal, Blaise 348

Paulhan, Jean 364

Pavlov, Ivan Petrovitch 82

Pelloutier, Fernand 445-446

Petöfi, Sándor 141

Pétrone 289

Peyerimhoff, Henri de 96

Peyraga 250

Piero della Francesca 299

Pie V (pape) 289

Pitati, Bonifazio de 279, 282

Platon 184

Politzer, Georges 64, 68, 82

Pordenone (Antonio de Sacchis, *dit en fr.* le Pordenone) 272, 284, 297-298

Pouget, Émile 446

Proudhon, Pierre Joseph 458

Racine, Jean 348

Rajk, László 128, 135, 137, 208, 221, 223, 243

Rákosi, Mátyás 128, 131, 134, 137, 141-142, 161, 163, 165, 190-191, 207-208, 223, 240

Raphaël (Raffaello Sanzio, *dit en fr.*) 290-292, 300

Ravachol (François Claudius Koënigstein, *dit*) 489

Renan, Ernest 414

Rhee, Syngman 245

Ridolfi, Carlo 311, 313

Rimbaud, Arthur 28

Robespierre, Maximilien de 63, 158, 203

Robusti 287-288, 293, 313

Voir Tintoret

Rochet, Waldeck Émile 131-133, 144

Rokossovsky, Konstantin Konstantinovitch 129

Rolland, Jacques-Francis 221

Roubé-Jansky, Alexandra 315, 324

Rougemont, Denis de 115-116

Rousset, David 83, 87

Roy, Claude (Claude Orland, *dit*) 21, 59

Saint-Simon, Louis de Rouvroy, duc de 348

Salan, général Raoul 333

Salviati, Francesco (Francesco de Rossi, *dit*) 273

Sarpi, Pietro Paolo (Fra Scarpi) 288

Sauvy, Alfred 415

Schiavone (Andrea Meldolla, *dit en fr.* le Schiavone) 273, 279, 282

Schmidt, Lars 321, 323

Schneider, Joseph-Eugène 406

Schopenhauer, Arthur 81

Sémard, Pierre 458

Sérant, Paul (Paul Salleron, *dit*) 65

Slansky, Rudolf 128, 221, 243

Socrate 369

Sorel, Georges 489

Sperber, Manès 16, 20

Staline, Joseph (Iossif Vissarionovitch Djougachvili, *dit*) 72, 80, 85-90, 145, 178, 180-181, 183, 188-190, 193, 195-196, 198-202, 205, 207-211, 215-216, 229, 235, 240, 245-247, 334, 387

Stil, André 127, 134, 144, 223, 226

Sun Yat-sen 43

Taine, Hippolyte 81, 414

Taylor, Frederick Winslow 449

Tchang Kaï-chek 42-43, 47, 50

Texcier, Jean 15, 18, 20

Thiers, Adolphe 63, 119, 406

Thorel, Guy 476

Thorez, Maurice 227, 231-232, 240

Tietze, Hans 313

Tintoretto, Domenico 288, 293

Tintoretto, Jacopo Robusti (*dit en fr.* le Tintoret) 268-278, 281-298, 302-307, 310-313

Tintoretto, Marco 288

Tintoretto, Marietta 287-288, 293

Tintoretto, Ottavia 287

Titien (Tiziano Vecellio, *dit en fr.*) 268-271, 277, 279-280, 284-285, 289, 291-293, 300, 305-308, 310-312

Tito, Josip Broz (maréchal) 76, 128, 131, 169, 189, 191, 207-208, 228, 246

Tixier-Vignancour, Jean-Louis 220, 225

Togliatti, Palmiro 76, 209, 235

Tran Duc Thao 63

Trotski, Léon (Lev Davidovitch Bronstein, *dit*) 89

Truman, Harry 124

Tseu-hi (impératrice) 40, 46

Uccello (Paolo di Dono, *dit* Paolo Uccello) 284, 299

Umberto I^{er} (roi d'Italie) 489

Vailland, Roger 59, 316, 320

Valéry, Paul 369

Vasari, Giorgio 268, 276, 312

Vercors (Jean Bruller, *dit*) 356

Vermeer, Johannes 299

Véronèse (Paolo Caliari, *dit en fr.*) 270-273, 275-276, 279, 282, 284-285, 297, 304

Vescovi (Faustina Episcopi, épouse du Tintoret) 275, 287-288

Vicentino, Andrea 277, 284, 286

VICTOR-EMMANUEL II (roi d'Italie) 306

VINAVER, Michel (Michel Grindberg, *dit*) 317

VIVARINI, Alvise 280

VIVARINI, Antonio 280

VIVARINI, Bartolomeo 280

VOGUET, André 66, 85

VUILLEMIN, Jules 313

YACINE, Kateb 325

YVETON, Fernand 341-343

ZIGNIONI, Zammaria de 277, 310

ZUCCARI, Federico 273

INDEX DES ŒUVRES CITÉES

Capital, Le 401

Communisme, Le 13, 15, 69

Des rappelés témoignent 249, 257

Entretiens sur la politique 14, 54, 78, 80, N10

Idéologie allemande 382

Œuvres choisies (Lénine) 491

Parti communiste, les Intellectuels et la Nation, Le 23

Personnalité esthétique du Tintoret, La 266, 313

Portrait du colonisateur 258-259

Portrait du colonisé 258-259

Question, La 326, 329-330

Révolution et les Fétiches, La 54, 56, 61, 68

Statue de sel, La 259

Traître, Le 345, 349, 353-355, 365

Yeux de la raison, Les 243

© *Éditions Gallimard, 2018.*

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
http://www.gallimard.fr

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

Romans

LA NAUSÉE (« Folio », *n° 805* ; « Foliothèque », *n° 28. Essai technique et dossier réalisés par Jacques Deguy*).

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ, I : L'ÂGE DE RAISON (« Folio », *n° 870*).

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ, II : LE SURSIS (« Folio », *n° 866*).

LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ, III : LA MORT DANS L'ÂME (« Folio », *n° 58*).

ŒUVRES ROMANESQUES (« Bibliothèque de la Pléiade »). *Édition de Michel Contat et Michel Rybalka.*

Nouvelles

LE MUR (Le mur – La chambre – Érostrate – Intimité – L'enfance d'un chef) (« Folio », *n° 878*).

L'ENFANCE D'UN CHEF. Extraite de *Le mur* (« Folio », *n° 3932*).

Théâtre

THÉÂTRE, I : Les Mouches – Huis clos – Morts sans sépulture – La Putain respectueuse.

LES MAINS SALES (« Folio », *n° 806* ; « Foliothèque », *n° 10. Essai critique et dossier réalisés par Marc Buffat*).

LE DIABLE ET LE BON DIEU (« Folio », *n° 869*).

KEAN, d'après Alexandre Dumas.

NEKRASSOV (« Folio », *n° 431*).

LES SÉQUESTRÉS D'ALTONA (« Folio », *n° 938*).

LES TROYENNES, d'après Euripide.

HUIS CLOS – LES MOUCHES (« Folio », *n° 807* ; « Foliothèque », *n° 30. Essai critique et dossier réalisés par François Noudelmann*).

HUIS CLOS. *Pièce enregistrée en 1964 et précédée de* L'enfer c'est les autres *en commentaire. Conception de Prune Berge. Couv. III : photo G. Siegel/Gallimard* (CD audio « À voix haute »).

LES MOUCHES (« Folio + collège », *n° 36. Texte intégral + dossier par Françoise Spiess*).

LA P… RESPECTUEUSE – MORTS SANS SÉPULTURE (« Folio », *n° 868*).

THÉÂTRE COMPLET : Les Mouches – Huis clos – Morts sans sépulture – La Putain respectueuse – Les Mains sales – Le Diable et le Bon Dieu – Kean – Nekrassov – Les Séquestrés d'Altona – Les Troyennes. *Appendices :* Bariona – [La Part du feu] – [Le Pari]. (« Bibliothèque de la Pléiade »). *Édition de Michel Contat.*

Littérature

SITUATIONS

Tome I. *Nouvelle édition.*

Tome II. *Nouvelle édition.*

Tome III. *Nouvelle édition.*

Tome IV. *Nouvelle édition.*

Tome V. Colonialisme et néo-colonialisme.

Tome VI. Problèmes du marxisme, 1.

Tome VII. Problèmes du marxisme, 2.

Tome VIII. Autour de 68.

Tome IX. Mélanges.

Tome X. Politique et autobiographie.

BAUDELAIRE (« Folio essais », *n° 105*. Précédé d'une lettre de Michel Leiris, 1975).

CRITIQUES LITTÉRAIRES (« Folio essais », *n° 223*. Textes extraits de *Situations*, I).

QU'EST-CE QUE LA LITTÉRATURE ? (« Folio essais », *n° 19*).

SAINT GENET, COMÉDIEN ET MARTYR (Œuvres complètes de Jean Genet, tome I).

LES MOTS (« Folio », *n° 607 ;* « Foliothèque », *n° 35. Essai critique et dossier réalisés par Claude Burgelin*).

L'IDIOT DE LA FAMILLE, Gustave Flaubert de 1821 à 1857, I, II et III. *Nouvelle édition revue et augmentée en 1988.*

PLAIDOYER POUR LES INTELLECTUELS. *Première édition* (« Idées », *n° 274*).

UN THÉÂTRE DE SITUATIONS. *Nouvelle édition augmentée et mise à jour par Michel Contat et Michel Rybalka en 1992* (« Folio essais », *n° 192*).

CARNETS DE LA DRÔLE DE GUERRE (Septembre 1939-Mars 1940).

LETTRES AU CASTOR ET À QUELQUES AUTRES. *Édition de Simone de Beauvoir.*

I. 1926-1939.

II. 1940-1963.

LE SCÉNARIO FREUD. *Préface de J.-B. Pontalis.*

MALLARMÉ, La lucidité et sa face d'ombre (« Arcades », *n° 10*). *Texte établi et annoté par Arlette Elkaïm-Sartre.*

ÉCRITS DE JEUNESSE. *Édition de Michel Contat et Michel Rybalka avec la collaboration de Michel Sicard.*

LA REINE ALBEMARLE OU LE DERNIER TOURISTE, Fragments. *Édition d'Arlette Elkaïm-Sartre.*

LES ÉCRITS DE SARTRE, de Michel Contat et Michel Rybalka.

LES MOTS ET AUTRES ÉCRITS AUTOBIOGRAPHIQUES (« Bibliothèque de la Pléiade »). *Édition de J.-F. Louette.*

Philosophie

L'IMAGINAIRE, Psychologie phénoménologique de l'imagination. *Édition revue et présentée par Arlette Elkaïm-Sartre en 2005* (« Folio essais », *n° 47*).

L'ÊTRE ET LE NÉANT, Essai d'ontologie phénoménologique. *Édition corrigée avec index par Arlette Elkaïm-Sartre en 1994 et 2003* (« Tel », *n° 1*).

CAHIERS POUR UNE MORALE.

CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE, Théorie des ensembles pratiques, *précédé de* QUESTIONS DE MÉTHODE.

CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE *précédé de* QUESTIONS DE MÉTHODE. *Édition d'Arlette Elkaïm-Sartre* (1985).

Tome I : Théorie des ensembles pratiques.

Tome II : L'Intelligibilité de l'Histoire.

QUESTIONS DE MÉTHODE *in* CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE. *Nouvelle édition revue et annotée par Arlette Elkaïm-Sartre en 1986* (« Tel », *n° 111*).

VÉRITÉ ET EXISTENCE. *Édition d'Arlette Elkaïm-Sartre.*

SITUATIONS PHILOSOPHIQUES. Textes extraits de *Situations*, I à X (« Tel », *n° 171*).

L'EXISTENTIALISME EST UN HUMANISME. *Présentation et notes d'Arlette Elkaïm-Sartre en 1996* (« Folio essais », *n° 284*).

Voir aussi Collectif, KIERKEGAARD VIVANT (« Idées », *n° 106*).

Essais politiques

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION JUIVE. *Édition revue et présentée par Arlette Elkaïm-Sartre en 2004* (« Folio essais », *n° 10*).

ENTRETIENS SUR LA POLITIQUE, avec Gérard Rosenthal et David Rousset.

L'AFFAIRE HENRI MARTIN. *Textes commentés par Jean-Paul Sartre.*

ON A RAISON DE SE RÉVOLTER, avec Philippe Gavi et Pierre Victor.

Voir aussi Collectif, LE CHANT INTERROMPU, Histoire des Rosenberg. *Illustrations de Picasso.*

Scénarios

LES JEUX SONT FAITS, Nagel, 1947 (repris dans « Folio », *n° 2805*, 1996. *Nouvelle édition*).

L'ENGRENAGE, Nagel, 1948 (repris dans « Folio », *n° 2804*, 1996).

TYPHUS, 2007, *édition d'Arlette Elkaïm-Sartre.*

SARTRE, *un film réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat.*

Entretiens

Entretiens avec Simone de Beauvoir, *dans* LA CÉRÉMONIE DES ADIEUX de Simone de Beauvoir.

Iconographie

SARTRE, IMAGES D'UNE VIE. *Album préparé par L. Sendyk-Siegel. Commentaire de Simone de Beauvoir.*

ALBUM SARTRE. *Iconographie choisie et commentée par Annie Cohen-Solal.*

JEAN-PAUL SARTRE

Situations, V

La guerre d'Algérie, qui débute en novembre 1954, amène Sartre à réfléchir sur la colonisation, la décolonisation, le terrorisme, la torture et la censure. Au cours des années suivantes, il continue à s'interroger sur le communisme, sans pour autant délaisser les arts. Il publie une préface à un ouvrage de Cartier-Bresson, « D'une Chine à l'autre », un article pour la revue de la galerie Maeght sur la peinture de Giacometti, un premier fragment d'une importante biographie existentielle consacrée au Tintoret. Enfin, en 1958, avec la préface au *Traître*, l'auteur de *La nausée* trace un portrait en miroir de son ami et collaborateur des *Temps Modernes*, André Gorz.



Cette édition électronique du livre
Situations, V de Jean-Paul Sartre
a été réalisée le 5 novembre 2018 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072794575 - Numéro d'édition : 335697).
Code Sodis : N97494 - ISBN : 9782072794605.
Numéro d'édition : 335700.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo